République Française – Département de Seine-et-Marne – Canton de Savigny-le-Temple –
Commune du Mée-sur-Seine

DÉLIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 15/02//2018

Date de transmission de la convocation : 08 février 2018 - Date d'affichage : 08 février 2018
Nombre de conseillers : En exercice : 35 - Présents : 19 - Excusés représentés : 7 - Absents : 3 - Votants : 26
Excusé(s) non représenté(s) : 6
VOTE : A l'unanimité - Pour : 26 - Contre : - Abstention :

L'an deux mille dix-huit, le quinze février à dix-neuf heures trente, le Conseil Municipal de la Commune du Mée-sur-Seine, s'est réuni à la salle du Conseil en Mairie en séance publique ordinaire, sous la présidence de Mr Franck VERNIN, Maire.

Etaient présents : M. VERNIN, Mme VERNON (arrivée au point n° 4 à 19h41), M. DAUVERGNE, M. DURAND, Mme BERRADIA, M. QUILLAY, Mme DIOP (arrivée au point n° 4 à 19h39), M. DIDIERLAURENT, M. BILLECOCQ, Mme KOWALCZYK, M. AURICOSTE, M. GENET, Mme MEUNIER, Mme RIGAULT (arrivée au point N° 4 à 19h38), M. BATON, M. FOSSE, M. POIREL, M. SAMYN, M. GUERIN, Mme DAUVERGNE-JOVIN, M. AYINA (arrivé au point N° 4 à 19h44), Mme CADET, Mme YAZICI
Etaient excusés représentés : Mme BAK avait donné pouvoir à Mme KOWALCZYK, Mme ANTIGNAC à M. AURICOSTE, M. SCHRUB à M. BATON, M. BENTEJ à M. GENET, Mme BOINET à M. BILLECOCQ, Mme MORIN à Mme MEUNIER, M. TOUNKARA à M. FOSSE
Etaient excusées non représentées : Mme PRONO, Mme NDIAYE, Mme GUIDY, Mme CAMPS, Mme MBERI NSANA

A été nommé (e) secrétaire de séance : M. Michel BILLECOCQ

Acte rendu exécutoire après dépôt en Préfecture de Seine-et-Marne le :
Et Publication du : 21 FEV. 2018

N° : 2018DCM-02-10
OBJET : DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE

- Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment en ses articles L. 2121.15 et L. 2121-29
- Vu son Règlement intérieur, article 15

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,

DÉSIGNE Monsieur Michel BILLECOCQ en qualité de Secrétaire de Séance.

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme,
Fait au Mée-sur-Seine, le 16 février 2018

Le Maire du Mée-sur-Seine,

Franck VERNIN

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet des recours suivants :
- recours administratif gracieux auprès de mes services,
- recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-10-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

République Française – Département de Seine-et-Marne – Canton de Savigny-le-Temple –
Commune du Mée-sur-Seine

DÉLIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 15/02//2018

Date de transmission de la convocation : 08 février 2018 - Date d'affichage : 08 février 2018
Nombre de conseillers : En exercice : 35 - Présents : 19 - Excusés représentés : 7 - Absents : 3 - Votants : 26
Excusé(s) non représenté(s) : 6
VOTE : A l'unanimité - Pour : 26 - Contre : - Abstention :

L'an deux mille dix-huit, le quinze février à dix-neuf heures trente, le Conseil Municipal de la Commune du Mée-sur-Seine, s'est réuni à la salle du Conseil en Mairie en séance publique ordinaire, sous la présidence de Mr Franck VERNIN, Maire.

Etaient présents : M. VERNIN, Mme VERNON (arrivée au point n° 4 à 19h41), M. DAUVERGNE, M. DURAND, Mme BERRADIA, M. QUILLAY, Mme DIOP (arrivée au point n° 4 à 19h39), M. DIDIERLAURENT, M. BILLECOCQ, Mme KOWALCZYK, M. AURICOSTE, M. GENET, Mme MEUNIER, Mme RIGAULT (arrivée au point N° 4 à 19h38), M. BATON, M. FOSSE, M. POIREL, M. SAMYN, M. GUERIN, Mme DAUVERGNE-JOVIN, M. AYINA (arrivé au point N° 4 à 19h44), Mme CADET, Mme YAZICI
Etaient excusés représentés : Mme BAK avait donné pouvoir à Mme KOWALCZYK, Mme ANTIGNAC à M. AURICOSTE, M. SCHRUB à M. BATON, M. BENTEJ à M. GENET, Mme BOINET à M. BILLECOCQ, Mme MORIN à Mme MEUNIER, M. TOUNKARA à M. FOSSE
Etaient excusées non représentées : Mme PRONO, Mme NDIAYE, Mme GUIDY, Mme CAMPS, Mme MBERI NSANA

A été nommé (e) secrétaire de séance : M. Michel BILLECOCQ

Acte rendu exécutoire après dépôt en Préfecture de Seine-et-Marne le :
Et Publication du : 21 FEV. 2018

N° : 2018DCM-02-20
OBJET : APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 14 DECEMBRE 2017

- Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment en son article L. 2121-29
- Vu la Loi du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,

APPROUVE le procès-verbal du Conseil Municipal du 14 décembre 2017 qui lui a été exposé par Monsieur Franck VERNIN, Maire.

Pour extrait conforme,
Fait au Mée-sur-Seine, le 16 février 2018

Le Maire du Mée-sur-Seine,

Franck VERNIN

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet des recours suivants :
- recours administratif gracieux auprès de mes services,
- recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-20-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU JEUDI 14 DECEMBRE 2017

L'an deux mille dix-sept, le quatorze décembre à dix-neuf heures trente, le Conseil Municipal de la Commune du Mée-sur-Seine, légalement convoqué, s'est réuni en séance publique à la salle du Conseil en Mairie, sous la présidence de Monsieur Franck VERNIN, Maire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux conseillers municipaux le mercredi 6 décembre 2017. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés le mercredi 6 décembre 2017.

Etaient présents : M. VERNIN, Mme VERNON (arrivée au point n° 15 à 19h59), M. DAUVERGNE, Mme BAK, M. DURAND, Mme BERRADIA, M. QUILLAY, Mme DIOP, M. DIDIERLAURENT, M. BILLECOCQ, Mme KOWALCZYK, M. AURICOSTE, Mme MEUNIER, Mme RIGAULT (arrivée au point n° 11 à 19h46), Mme MORIN, M. BATON, Mme CAMPS, M. POIREL, M. SAMYN, M. AYINA, Mme CADET, Mme YAZICI
Etaient excusés représentés : Mme ANTIGNAC avait donné pouvoir à M. BILLECOCQ, M. SCHRUB à M. AURICOSTE, M. BENTEJ à Mme DIOP, Mme BOINET à Mme KOWALCZYK, M. FOSSE à M. BATON, M. TOUNKARA à Mme BAK, M. GUERIN à M. AYINA, Mme DAUVERGNE-JOVIN à Mme CADET
Etaient excusés non représentés : Mme PRONO, M. GENET, Mme GUIDY
Etaient absentes non représentées : Mme NDIAYE, Mme MBERI NSANA
A été nommée secrétaire de séance : Mme Ouda BERRADIA

ORDRE DU JOUR :

1	**Désignation du Secrétaire de Séance**
2	**Approbation du procès-verbal du Conseil Municipal du 15 novembre 2017**
3	**Décisions prises par M. le Maire du 14 septembre au 28 novembre 2017**
4	**Participation aux frais d'énergie du personnel et des enseignants logés**
5	**Redevance d'Occupation du Domaine Public (RODP) par les ouvrages de distribution et de transport de gaz**
6	**Redevance d'Occupation Provisoire du Domaine Public (ROPDP) par les ouvrages de distribution et de transport de gaz**
7	**Acomptes sur subventions 2018 aux associations**
8	**Autorisations de dépenses d'investissement avant le vote du Budget Primitif (BP) 2018**
9	**Recensement de la population : modalités de rémunération des agents recenseurs et du coordonnateur communal**
10	**Transfert de compétence Politique de la Ville « Programme de Réussite Educative (P.R.E) »**
11	**Rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges (CLETC) sur l'évaluation des charges suite au transfert des Zones d'Activités Economiques**
12	**Service de l'eau – Rapport 2016 du délégataire Suez**
13	**Service du gaz – Rapport 2016 du délégataire GRDF**
14	**Cession de deux lots 257, avenue de la Gare à Le Mée-sur-Seine au profit des Foyers de Seine-et-Marne**
15	**Concession d'aménagement – Présentation du Compte-Rendu Annuel à la Collectivité Locale (CRACL) pour l'année 2016**
16	**Convention 2017 d'adhésion de la Commune au Fonds de Solidarité Logement (FSL)**
17	**Prestation de Service Unique (PSU) – Etablissement d'Accueil de Jeunes Enfants (EAJE) – Renouvellement convention avec la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) pour la période 2018/2020 – Multi-accueil VANILLE CHOCOLAT**
18	**Informations diverses**

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-20-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

19	**Motion relative à la fin des contrats aidés**
20	**Questions diverses**

2017DCM-12-10 – DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, a pris la délibération suivante :

- **Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment en ses articles L. 2121.15 et L. 2121-29**
- **Vu son Règlement intérieur, article 15**

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,

DÉSIGNE Madame Ouda BERRADIA en qualité de SECRÉTAIRE DE SÉANCE.

M. VERNIN : « On vient de me remettre un point que l'on souhaite rajouter à l'ordre du jour. C'est un point qui a été déposé par le groupe « Un nouveau départ pour Le Mée ». C'est une motion que je vous propose d'examiner à la fin du Conseil. Est-ce qu'il y a des voix contre ? Des abstentions ? Donc, on l'examinera à la fin du Conseil. A ce titre, on peut peut-être distribuer dès maintenant, si vous en êtes d'accord, le document pour que tout le monde puisse en prendre connaissance ».

2017DCM-12-20 – APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 15 NOVEMBRE 2017

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, a pris la délibération suivante :

- **Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment en son article L. 2121-29**
- **Vu la Loi du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale**

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,

APPROUVE le procès-verbal du Conseil Municipal du 15 novembre 2017 qui lui a été exposé par Monsieur Franck VERNIN, Maire.

2017DCM-12-30 – DÉCISIONS PRISES PAR M. LE MAIRE DU 14 SEPTEMBRE AU 28 NOVEMBRE 2017

Dans le cadre de la délégation qui lui a été accordée le 23 février 2017 par le Conseil Municipal, en vertu de l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales, M. le Maire a pris les décisions suivantes :

⇒ De **modifier** l'article V, titre 1) du **bail commercial** de la Société Civile de Moyens « MSPU LE MEE SUR SEINE » du 31 octobre 2016 concernant le montant du loyer selon les termes de l'avenant n°1 qui a été annexé.
Dit que la recette sera imputée au chapitre correspondant du budget communal.

⇒ De **prolonger** le différé de paiement du loyer au 1er septembre 2017 par la signature d'un avenant n° 2 au **bail commercial** du 19 janvier 2017 conclu avec la SARL « Saveurs du Mée » pour les locaux situés Avenue de la Libération – Centre Commercial Croix-Blanche – 77350 Le Mée-sur-Seine.

⇒ D'**acquérir par préemption** l'appartement, le cellier et le box appartenant à M. Damien BESNARD et Mme Cécile TRANO épouse BESNARD, situés 9, rue de la Noue, résidence Circé

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-20-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

à LE MEE-SUR-SEINE, cadastré section BL n°488 à 513, formant les lots n°24 (164/10.000ème), n°25 (3/10.000ème) et n°259 (37/10.000ème), pour un coût de cent dix-huit mille deux-cents euros (118 200 euros).
D'imputer la dépense au chapitre correspondant du budget communal.

2017DCM-12-40 – PARTICIPATION AUX FRAIS D'ENERGIE DU PERSONNEL ET DES ENSEIGNANTS LOGES

Monsieur Franck VERNIN a proposé au Conseil Municipal d'actualiser la participation annuelle aux frais d'énergie du personnel et des enseignants logés, selon l'indice officiel des prix à la consommation publiée par l'INSEE, soit 0.9% entre août 2015 et août 2017 pour le chauffage.
Au vu de nos contrats, les frais d'eau et d'électricité restent identiques. Il est donc proposé de ne pas appliquer d'augmentation.

Frais de chauffage :
Indice août 2015 = 126,43
Indice août 2017 = 127,33

Pour la période du 1er octobre 2017 au 30 septembre 2018 cette participation annuelle s'élève à :

1.118,20 € pour un logement type T3
1.341,70 € pour un logement type T4
1.565,38 € pour un logement type T5

Frais d'électricité :
Pour la période du 1er octobre 2017 au 30 septembre 2018, suivant un prix de 0.1449€ par Kwh, cette participation s'élève à :

463.68€ pour un logement type T3
536.13€ pour un logement type T4
681.03€ pour un logement type T5

Ce calcul est basé sur une consommation moyenne (hors chauffe-eau et chauffage électrique) pour un foyer d'une personne de 2700kWh/an (source : Médiateur national de l'énergie). La consommation moyenne selon la même source s'établit à 500kWh/an et par personne.
Le prix moyen du kWh EDF (notre fournisseur pour les puissances inférieures à 36kVa) est de 0.1449€ TTC.

Frais d'eau :

En se basant sur une consommation moyenne de 40m3/an pour une personne et un prix du m3 TTC Lyonnaise des Eaux de 4.31€ :
Pour la période du 1er octobre 2017 au 30 septembre 2018, suivant un prix de 4.31€ par m3, cette participation s'élève à :

344.80€ pour un logement type T3
517.20€ pour un logement type T4
689.60€ pour un logement type T5

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, a pris la délibération suivante :

- **Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2121-29**
- **Vu la Délibération n°2016DCM-11-50 du Conseil Municipal du 17 novembre 2016 fixant la participation annuelle aux frais de chauffage du personnel et enseignants logés à 1.108,25 € pour un logement type F3, 1.329,75 € pour un logement type F4, 1.551,42 € pour un logement type F5**
- **Vu l'évolution de l'indice officiel des prix à la consommation – ~~ensemble des ménages~~ – publiée par l'INSEE, soit 0,9 % entre août 2015 et août 2017**

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-20-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

- **Considérant un prix de 0,1449€ par Kwh d'électricité**
- **Considérant un prix de 4.31€ par m3 d'eau**
- **Vu l'avis de la Commission finances et administration générale du 5 décembre 2017**

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,

DÉCIDE pour la période du 1er octobre 2017 au 30 septembre 2018, de porter :

- **la participation aux frais de chauffage à 1.118,20 € pour un logement type T3, 1.341,70 € pour un logement type T4, 1.565,38 € pour un logement type T5.**
- **la participation aux frais d'électricité à 463.68€ pour un logement type T3, 536.13€ pour un logement type T4, 681.03€ pour un logement type T5.**
- **la participation aux frais d'eau à 344.80€ pour un logement type T3, 517.20€ pour un logement type T4, 689.60 pour un logement type T5.**

DIT que la recette sera encaissée aux chapitre et nature correspondants du budget communal.

2017DCM-12-50 – REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC (RODP) PAR LES OUVRAGES DE DISTRIBUTION ET DE TRANSPORT DE GAZ

Monsieur Franck VERNIN a exposé que le montant de la redevance pour occupation du domaine public de la Commune par les ouvrages des réseaux publics de transport et de distribution de gaz n'avait pas été actualisé depuis un Décret du 2 avril 1958.

Monsieur le Maire donne connaissance au Conseil Municipal du Décret n° 2007-606 du 25 avril 2007 portant modification du régime des redevances pour occupation du domaine public des communes et des départements par les ouvrages de transport et de distribution de gaz et par les canalisations particulières.

Monsieur le Maire ayant confié à GRDF, Gaz Réseau Distribution de France, la distribution publique de gaz naturel dans le cadre d'un contrat de concession signé le 27 février 1996 d'une durée de 25 ans.

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- de fixer le montant de la redevance pour occupation du domaine public par le réseau public de distribution et de transport de gaz au taux maximum en fonction du linéaire exprimé en mètres, arrêté au 31 décembre de l'année précédente.

- que ce montant soit revalorisé automatiquement chaque année par application à la fois du linéaire arrêté à la période susvisée et de l'index ingénierie mesuré au cours des douze mois précédant la publication de l'index connu au 1er janvier.

Le calcul du plafond de la RODP 2017 s'établit comme suit :

Formule = [(0,035€ x Ln) + 100€] x Coef
RODP 2017 : 1197,58 €

Ln : longueur exprimée en mètres des canalisations du domaine public communal (26 140 m)
Coef : Coefficient de revalorisation (1.18)

- De dire que la recette correspondant au montant de la redevance perçu sera inscrite au compte 70323.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, a pris la délibération suivante :

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-20-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

- **Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment en son article L. 2121-29**
- **Vu le Décret du 2 avril 1958 actualisant la redevance pour l'occupation du domaine public de la commune par les ouvrages des réseaux publics de transport et de distribution de gaz**
- **Vu le Décret n° 2007-606 du 25 avril 2007 portant modification du régime des redevances pour occupation du domaine public des communes et des départements par les ouvrages de transport et de distribution de gaz et par les canalisations particulières**
- **Vu le contrat de concession du 27 février 1996 confiant la distribution publique de gaz naturel à GRDF, Gaz Réseau Distribution de France**
- **Vu l'avis de la Commission finances et administration générale du 5 décembre 2017**

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,

FIXE le montant de la redevance pour occupation du domaine public par le réseau public de distribution et de transport de gaz au taux maximum en fonction du linéaire exprimé en mètres, arrêté au 31 décembre de l'année précédente.

DIT que ce montant sera revalorisé automatiquement chaque année par application à la fois du linéaire arrêté à la période susvisée et de l'index ingénierie mesuré au cours des douze mois précédant la publication de l'index connu au 1er janvier, et que le calcul du plafond de la RODP 2017 s'établit comme suit :

Formule = [(0,035€ x Ln) + 100€] x Coef
RODP 2017 : 1197,58 €

Ln : longueur exprimée en mètres des canalisations du domaine public communal (26140 m)
Coef : Coefficient de revalorisation (1.18)

DIT que la recette correspondant au montant de la redevance perçu sera inscrite au compte 70323.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tous documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

2017DCM-12-60 – REDEVANCE D'OCCUPATION PROVISOIRE DU DOMAINE PUBLIC (ROPDP) PAR LES OUVRAGES DE DISTRIBUTION ET DE TRANSPORT DE GAZ

Monsieur le Maire a informé les membres du Conseil Municipal de la parution, au Journal Officiel, du Décret n° 2015-334 du 25 mars 2015 fixant le régime des redevances dues aux communes et aux départements pour l'occupation provisoire de leur domaine public par les chantiers de travaux sur les ouvrages des réseaux de transport et de distribution d'électricité et de gaz et aux canalisations particulières d'énergie électrique et de gaz.

Afin de percevoir cette redevance d'occupation du domaine public provisoire due par GRDF, la Commune doit prendre une délibération sur les bases suivantes :

Formule = (0,35€ x L) x 1,02

L : longueur exprimée en mètres des canalisations construites et renouvelées sur le territoire de la commune et mises en gaz au cours de l'année précédant celle au titre de laquelle la redevance est due
Taux de revalorisation : 1.02

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-20-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- de décider l'institution de la redevance pour l'occupation provisoire du domaine public par les chantiers de travaux sur les ouvrages des réseaux de transport et de distribution d'électricité et de gaz.
- d'en fixer le mode de calcul, conformément au Décret n° 2015-3354 du 25 mars 2015, en précisant que celui-ci s'applique au plafond réglementaire.
- De dire que la recette correspondant au montant de la redevance perçu sera inscrite au compte 70323.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, a pris la délibération suivante :

- **Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment en son article L. 2121-29**
- **Vu le Décret n° 2015-334 du 25 mars 2015 fixant le régime des redevances dues aux communes et aux départements pour l'occupation provisoire de leur domaine public par les chantiers de travaux sur les ouvrages des réseaux de transport et de distribution d'électricité et de gaz et aux canalisations particulières d'énergie électrique et de gaz**
- **Vu l'avis de la Commission finances et administration générale du 5 décembre 2017**

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,

DECIDE l'institution de la redevance pour l'occupation provisoire du domaine public par les chantiers de travaux sur les ouvrages des réseaux de transport et de distribution d'électricité et de gaz.

DE FIXER le mode de calcul, conformément au Décret n° 2015-334 du 25 mars 2015, en précisant que celui-ci s'applique au plafond réglementaire sur les bases suivantes :

Formule = (0,35€ x L) x 1,02

L : longueur exprimée en mètres des canalisations construites et renouvelées sur le territoire de la commune et mises en gaz au cours de l'année précédant celle au titre de laquelle la redevance est due
Taux de revalorisation : 1.02

DIT que la recette correspondant au montant de la redevance perçu sera inscrite au compte 70323.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tous documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

2017DCM-12-70 – ACOMPTES SUR SUBVENTIONS 2018 AUX ASSOCIATIONS

Monsieur Franck VERNIN a proposé au Conseil Municipal d'accorder par avance sur les subventions 2018, les acomptes ci-dessous :

MJC Le Chaudron	113.200 €
Animations et œuvres sociales en faveur du personnel communal de la Ville du Mée-sur-Seine	18.000 €
Le Mée Sports Athlétisme	3.631 €
Le Mée Sports Melun Val de Seine Basket Ball	28.599 €

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-20-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

Le Mée Sports Cyclisme	2.418 €
Amicale Cyclo Le Mée	767 €
Le Mée Sports Cercle Méen d'Escrime	2.249 €
Le Mée Sports Football	57.624 €
GRS Le Mée	2.782 €
Le Mée Sports Hand Ball	5.842 €
Le Mée Sports Section Judo	3.872 €
Le Mée Sports section Karaté	1.436 €
Le Mée Sports Kick Boxing	5.381 €
Le Mée Sports Muay-thaï	2.347 €
Le Mée Sports Pétanque	2.188 €
Asso. Le Mée Sports Tennis	4.750 €
Le Mée Sports Tennis de Table	895 €
Section de Tir Le Mée Sports	119 €
Le Mée Sports section Tir à l'arc	1.047 €

Il est à noter que les contrats d'objectifs avec les associations sportives prévoient qu'un acompte de 40 % du montant de la subvention est versé en début d'exercice avant le vote du budget.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, a pris la délibération suivante :

- **Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment en son article L. 2121-29**
- **Vu l'avis de la Commission finances et administration générale du 5 décembre 2017**

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,

DÉCIDE d'accorder par avance sur les subventions 2018, les acomptes ci-dessous :

MJC Le Chaudron	**113.200 €**
Animations et œuvres sociales en faveur du personnel communal de la Ville du Mée-sur-Seine	**18.000 €**
Le Mée Sports Athlétisme	**3.631 €**
Le Mée Sports Melun Val de Seine Basket Ball	**28.599 €**
Le Mée Sports Cyclisme	**2.418 €**
Amicale Cyclo Le Mée	**767 €**
Le Mée Sports Cercle Méen d'Escrime	**2.249 €**
Le Mée Sports Football	**57.624 €**
GRS Le Mée	**2.782 €**
Le Mée Sports Hand Ball	**5.842 €**
Le Mée Sports Section Judo	**3.872 €**
Le Mée Sports section Karaté	**1.436 €**
Le Mée Sports Kick Boxing	**5.381 €**
Le Mée Sports Muay-thaï	**2.347 €**
Le Mée Sports Pétanque	**2.188 €**
Asso. Le Mée Sports Tennis	**4.750 €**
Le Mée Sports Tennis de Table	**895 €**
Section de Tir Le Mée Sports	**119 €**
Le Mée Sports section Tir à l'arc	**1.047 €**

DIT que les dépenses seront imputées aux chapitre et nature correspondants du budget communal.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-20-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

PRECISE qu'en application de l'article 2131-11 du Code général des collectivités territoriales, les acomptes sur subventions 2018 aux associations ont été votés et les Conseillers intéressés à l'affaire n'ont pas pris part au vote des subventions les concernant comme suit dans le tableau annexé.

NOM DE L'ASSOCIATION BENEFICIAIRE D'UN ACOMPTE SUR SUBVENTION 2018	Conseillers intéressés à l'affaire n'ayant pas pris part au vote des subventions les concernant (élu étant président d'association, membre du Conseil d'administration)	Nombre de votants	Adopté par
ANIMATION ET ŒUVRES SOCIALES DU PERSONNEL COMMUNAL DE LA VILLE	M. DURAND, Mme PRONO, M. AURICOSTE, Mme BOINET (membres délégués CM)	25 sur 28	25 voix pour
MJC LE CHAUDRON	Mme ANTIGNAC, Mme VERNON, M. DAUVERGNE, Mme BOINET	25 sur 28	25 voix pour
LE MEE SPORT CYCLISME	M. DURAND	27 sur 28	27 voix pour
LE MEE SPORT FOOTBALL	M. QUILLAY (Président)	27 sur 28	27 voix pour
LE MEE SPORT G R S	Mme RIGAULT	28 sur 28	28 voix pour

2017DCM-12-80 – AUTORISATIONS DE DÉPENSES D'INVESTISSEMENT AVANT LE VOTE DU BUDGET PRIMITIF (BP) 2018

Monsieur Franck VERNIN a rappelé que l'article L.1612-1 du Code général des collectivités locales autorise l'Autorité territoriale d'engager, liquider et mandater des dépenses d'investissement dans la limite de 25% du budget précédent. Dans le cadre des engagements pris par la Ville du Mée-sur-Seine et des opérations en cours, et dans l'attente du vote du BP 2018 qui aura lieu en mars, il est demandé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à utiliser des crédits aux chapitres 21 selon les opérations suivantes :

Opération	Montant
Remplacement véhicule	15 000 €

Il est précisé que ces crédits, d'un montant total de 15 000 € seront repris au BP 2018.

M. VERNIN : « Je précise que le véhicule nous a été volé ».

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, a pris la délibération suivante :

- **Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment en ses articles L.1612-1 permettant au Maire, jusqu'à l'adoption du budget et sur autorisation du Conseil Municipal d'engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent et, L. 2121-29**
- **Considérant les opérations concernées qui pourraient donner lieu à des engagements et des mandatements préalablement au vote du budget, en dehors des restes à réaliser repris sur l'exercice 2018**
- **Vu l'avis de la Commission finances et administration générale du 5 décembre 2017**

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,

DECIDE

Dans l'attente de l'adoption du Budget Primitif 2018 d'ouvrir des crédits d'investissement aux chapitres 21 pour réaliser l'exécution comptable des opérations suivantes :

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-20-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

Opération	Montant
Remplacement véhicule	15 000 €

DIT que les crédits précités seront repris au Budget Primitif de l'exercice 2018.

2017DCM-12-90 – RECENSEMENT DE LA POPULATION : MODALITÉS DE RÉMUNÉRATION DES AGENTS RECENSEURS ET DU COORDONNATEUR COMMUNAL

Madame Jeannine KOWALCZYK a rappelé que le recensement rénové de la population, tel qu'il est prévu dans la Loi « Démocratie de proximité » du 27 février 2002, vise à fournir régulièrement des résultats récents et de qualité.

Tous les ans, la population de toutes les circonscriptions administratives est actualisée.

Le recensement débutera le 18 janvier 2018 et se terminera le 24 février 2018.

Trois agents recenseurs ont été recrutés pour 720 logements à recenser tirés au sort par l'INSEE dans tous les quartiers à partir du RIL (Répertoire des Immeubles Localisés) de la Ville de Le Mée-sur-Seine (mis à jour de façon continue par l'INSEE en partenariat avec la Commune).

Madame Marie-Claire TROUVÉ, agent communal, assure la coordination du recensement 2018.

Le coût des opérations donne lieu à une compensation par une dotation forfaitaire de l'Etat, établie en fonction de critères tels que les modalités de collecte, la taille de la population et le nombre de logements. Cette dotation notifiée par l'INSEE s'élève à 3 836 € pour 2018.

La présente délibération a pour objet de définir le montant des indemnités dues aux agents recenseurs et au coordonnateur.

Il vous est proposé de reconduire les tarifs votés lors de la séance du Conseil Municipal du 23 février 2017.

Agents recenseurs :
- Par feuille de logement : 1.15 €
- Par bulletin individuel : 1.90 €
- Par réunion d'information : 24.00 €

Coordonnateur :
- Par feuille de logement : 0.30 €
- Par bulletin individuel : 0.30 €
- Par réunion d'information : 24.00 €

Ne connaissant évidemment pas le nombre de fiches individuelles, il n'est pas possible, à l'heure actuelle, d'évaluer le montant total de la dépense.

De plus, il sera accordé une indemnité forfaitaire d'un montant de 100 € à chaque agent recenseur pour les opérations de repérage qui précèdent le recensement.

M. VERNIN : « Il a été demandé lors de la commission finances quel territoire allait être recensé. En fait, c'est tout le territoire de la Commune qui est recensé par îlot. ».

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, a pris la délibération suivante :

- **Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment en ses articles L. 2121-29 et L. 2122-21-10**

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-20-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

- **Vu la Loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité et notamment son titre V, modifié par la Loi n°2017-256 du 28 février 2017 - art. 147**
- **Vu le Décret n° 2003-485 du 05 juin 2003 relatif au recensement de la population**
- **Vu le Décret n° 2003-561 du 23 juin 2003 portant répartition des communes pour les besoins de recensement de la population**
- **Vu l'avis de la Commission finances et administration générale du 5 décembre 2017**
- **Considérant la nécessité de se donner les moyens pour réaliser une collecte de renseignements performante**

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,

FIXE de la façon suivante les modalités de rémunération des agents recenseurs et du coordonnateur.

DIT que les tarifs votés lors du Conseil Municipal du 23 février 2017 sont reconduits.

Agents recenseurs :
- **Par feuille de logement : 1.15 €**
- **Par bulletin individuel : 1.90 €**
- **Par réunion d'information : 24.00 €**

Coordonnateur :
- **Par feuille de logement : 0.30 €**
- **Par bulletin individuel : 0.30 €**
- **Par réunion d'information : 24.00 €**

DIT qu'une indemnité forfaitaire de 100 € sera versée à chaque agent recenseur pour la période de repérage précédant le recensement.

DIT que les crédits seront inscrits au budget 2018.

PRECISE que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

2017DCM-12-100 – TRANSFERT DE COMPETENCE POLITIQUE DE LA VILLE « PROGRAMME DE REUSSITE EDUCATIVE (P.R.E.) »

Madame Anne MORIN a rappelé que « **Le Programme de Réussite Educative** » regroupe les programmes 15 et 16 du plan de cohésion sociale présenté en juin 2004 et s'adresse aux enfants de 2 à 16 ans qui présentent des signes de fragilité ou ne bénéficient pas d'un environnement social, familial et culturel favorable à leur développement harmonieux.

Il est proposé aux membres du Conseil Municipal de transférer la compétence « Politique de la Ville – Programme de réussite éducative » à la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine, à compter du 1 janvier 2018.

M. VERNIN : « Cela concerne bien sûr nos trois communes : Melun, Dammarie-Les-Lys et Le Mée-sur-Seine ».

Mme CADET : « C'est juste une précision. Je pense qu'il faut être attentif à surtout maintenir le contenu du Programme de Réussite Educative en développant le maximum de partenariats. Je pense que c'est l'intérêt d'une gestion au niveau de l'Agglomération. Nathalie DAUVERGNE-JOVIN a eu l'occasion en Conseil d'Administration du CCAS d'en parler à plusieurs reprises. Celàdoit pouvoir élargir les possibilités que l'on offre à nos enfants sur ce dispositif. Après, sur le transfert et sur la forme de transfert, évidemment, il n'y a

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-20-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

pas de soucis. Mais il faut vraiment maîtriser le contenu, qu'il ne soit pas dilué dans différentes politiques. Je vous remercie ».

Mme MORIN : « C'est tout à fait un avis partagé d'où le transfert à l'intercommunalité. Et pas possibilité de dilution de toute façon puisque c'est le noyau central du volet éducation du Contrat de Ville. Les services de l'Etat seront également très vigilants à ce que cela puisse gagner en efficacité. Il y aura aucun souci sur ce point-là ».

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, a pris la délibération suivante :

- **Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2121-29 et L. 5211-4-1 modifié**
- **Vu la Loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité, et notamment l'article 46**
- **Vu la Loi n°2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine**
- **Vu la Loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilité locales**
- **Vu la Loi n° 2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale**
- **Vu la Loi n°2010-1563 du 16 décembre 2010 relative au réforme des collectivités territoriales**
- **Vu le Décret n°2005-637 du 30 mai 2005 relatif aux caisses des écoles et modifiant le Code de l'éducation (partie réglementaire)**
- **Vu le Décret n°2005-907 du 2 août 2005 relatif aux groupements d'intérêt public constitués pour l'accompagnement éducatif, culturel, social et sanitaire des enfants**
- **Vu le Décret n°2005-1178 du 13 septembre 2005 relatif à la mise en œuvre des dispositifs de réussite éducative et modifiant le Décret n°85-924 relatif aux établissements publics locaux d'enseignement**
- **Vu la Circulaire du 14 février 2006 mise en œuvre du Programme « réussite éducative »**
- **Vu l'avis du Comité technique de la Ville du Mée-sur-Seine, en date du 30 novembre 2017**
- **Vu l'avis de la Commission finances et administration générale du 5 décembre 2017**
- **Considérant l'accord de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine en vue d'un transfert de la compétence « Politique de la Ville – Programme de réussite éducative » à son profit, et ce à compter du 1 janvier 2018**
- **Considérant que le transfert de compétences d'une commune à un établissement public de coopération intercommunale entraîne le transfert du service chargé de sa mise en œuvre**

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,

DÉCIDE le transfert de la compétence « Politique de la Ville – Programme de réussite éducative » à la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine à compter du 1er janvier 2018.

PREND ACTE de la décision du Conseil d'administration du CCAS, en charge de la compétence « Politique de la Ville – Programme de réussite éducative » jusqu'au 31 décembre 2017 inclus, de transférer les personnels affectés à la mise en œuvre de ladite compétence à compter du 1er janvier 2018.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tous documents relatifs au transfert de la compétence « Politique de la Ville – Programme de réussite éducative », entériné par la présente délibération.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-20-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

2017DCM-12-110 – RAPPORT DE LA COMMISSION LOCALE D'EVALUATION DES TRANSFERTS DE CHARGES (CLETC) SUR L'EVALUATION DES CHARGES NETTES TRANSFEREES AU TITRE DE LA COMPETENCE « CREATION, AMENAGEMENT, ENTRETIEN ET GESTION DE ZONES D'ACTIVITE INDUSTRIELLE, COMMERCIALE, TERTIAIRE, ARTISANALE, TOURISTIQUE, PORTUAIRE OU AEROPORTUAIRE » A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION MELUN VAL DE SEINE (CAMVS)

Madame Anne MORIN a rappelé que conformément aux dispositions de l'article 1609 nonies C, il a été créé entre la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine (dénommée ci-après CAMVS) et ses communes membres « une Commission Locale chargée d'Évaluer les Transferts de Charges (CLETC) ». La CLETC doit évaluer les charges transférées lors de la première année d'application des dispositions du I de l'article 1609 nonies C et, les années ultérieures, à chaque nouveau transfert de charges.

Comme pour tout transfert, il est nécessaire d'établir une évaluation des dépenses et des recettes afin d'assurer un transfert neutre pour l'intercommunalité et les communes au travers du mécanisme de l'attribution de compensation.

À cette fin, la Commission Locale d'Évaluation des Transferts de Charges (CLETC) s'est réunie le 27 septembre 2017 pour délibérer sur l'évaluation des charges nettes transférées au titre de la compétence « Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ».

Le rapport de CLETC a été adopté avec 21 voix pour, 3 voix contre et 6 abstentions et a ensuite été transmis aux Maires de la CAMVS.

Il est proposé au Conseil Municipal d'adopter le rapport de CLETC et de notifier la délibération au Président de la CAMVS.

M. VERNIN : « Peut-être préciser que pour la Commune du Mée-sur-Seine, vous retrouvez les chiffres en page 10 du rapport. Nous avons 2 zones d'activité concernées : les Uselles et Colbert. Les Uselles 24 581 € et Colbert 36 773 € de total charges donc un peu plus de 60 000 € en ce qui concerne la Commune du Mée-sur-Seine. Vous avez les autres communes qui sont indiquées dans ce tableau qui ont des zones d'activité ».

Le Conseil Municipal, par 24 voix pour et 5 abstentions (M. R. SAMYN, M. J.P. GUERIN-pouvoir M. M. AYINA, Mme N. DAUVERGNE-JOVIN-pouvoir Mme L. CADET, M. M. AYINA et Mme L. CADET), a pris la délibération suivante :

- **Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment en son article L. 2121-29**
- **Vu l'article 1609 nonies C du Code général des impôts**
- **Vu l'avis favorable de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées en date du 27 septembre 2017**
- **Vu le rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) annexé en pièce jointe**
- **Vu l'avis de la Commission finances et administration générale du 5 décembre 2017**
- **Considérant que la CLECT a pour mission de procéder à l'évaluation des charges transférées à la Communauté d'Agglomération et que cette évaluation fait l'objet d'un rapport**
- **Considérant que le rapport a été approuvé par les membres de la CLECT réunis le 27 septembre 2017**
- **Considérant que ce rapport établi par la CLECT doit être approuvé par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des Conseils Municipaux**

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-20-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

DECIDE d'approuver le contenu et les conclusions du rapport sur l'évaluation des charges nettes transférées au titre de la compétence « Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » à la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine (CAMVS).

NOTIFIE cette décision à Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération.

2017DCM-12-120 – SERVICE DE L'EAU - RAPPORT 2016 DU DÉLÉGATAIRE SUEZ

Monsieur Michel BILLECOCQ a rappelé que l'article 52 de l'Ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession impose la production à la Commune chaque année, avant le 1er juin d'un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service.

Le rapport aujourd'hui examiné est le premier de la société SUEZ. La société est le délégataire de la Ville pour la distribution de l'eau potable depuis le 1er janvier 2016, pour une durée de neuf ans. Elle a succédé à la société VEOLIA conformément aux décisions prises par le Conseil Municipal en date du 17 novembre 2015.

L'eau distribuée sur la Commune est fournie par les installations de la Ville de Melun et alimentée en majorité par l'usine de Boissise-la-Bertrand. Depuis cette mise en service aucune non-conformité sur les paramètres pesticides et nitrates n'a été observée.

Les volumes distribués apparaissent en baisse par rapport à 2015 puisqu'ils sont passés de 937 687 m³ en 2015 à 709 346 m³. Mais cette baisse apparente n'est due qu'au fait du changement de délégataire ayant entrainé l'arrêt des comptes au 31 décembre 2015.
En année pleine, du fait du rythme de la facturation, les mètres cubes comptabilisés sur l'année, comprennent ceux du 4ème trimestre de l'année précédente, puis ceux correspondant aux 3 premiers trimestres de l'année en cours.
Pour 2016, n'apparaissent dans ce bilan que les chiffres liés à 3 trimestres. Il y a donc cohérence entre les données de 2015 et celles de 2016.

Le nombre de clients est également en baisse : 2 649 en 2015 à 2 623 en 2016.

Quant au prix de l'eau, il est passé pour une consommation de 120 m³/an de 4,44 €/m³ à 4,41 €/m³ (assainissement compris).

Il est proposé au Conseil Municipal de prendre acte de ce rapport.

Le Conseil Municipal a pris la délibération suivante :

- **Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment en ses articles L. 1111.1, L. 2121-29 alinéa 1er et L. 1411-3**
- **Vu l'Ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession, notamment en son article 52, ratifiée par l'article 40 de la Loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016**
- **Vu le rapport de l'exercice 2016 établi par le service de distribution publique d'eau potable**
- **Vu l'avis de la Commission consultative des services publics locaux du mardi 7 novembre 2017**
- **Vu l'avis de la Commission cadre de vie, transports et technique du 7 décembre 2017**
- **Considérant la décision prise par le Conseil Municipal**

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-20-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

PREND acte du rapport de l'exercice 2016 sur la distribution de l'eau, qui sera mis à la disposition du public.

2017DCM-12-130 – SERVICE DU GAZ - RAPPORT 2016 DU DÉLÉGATAIRE GRDF

Madame Sylvie RIGAULT a rappelé qu'en application de l'Ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016, notamment en son article 52, ratifiée par l'article 40 de la Loi n° 2016-1691 du 9 décembre, la gestion déléguée de la distribution de gaz naturel, compétence de la Commune, doit faire l'objet d'un rapport au Conseil Municipal.

L'âge moyen de la concession du réseau est de 35 ans, valeur à relier à l'important développement de notre Ville depuis les années 1975-1980.

Les quantités distribuées entre 2015 et 2016 sont en baisse. Celles-ci sont passées de 45 589 MWh en 2015 à 40 454 MWh en 2016 soit une diminution de 5 135 MWh ou 12.69 %, de telles variations s'expliquant aisément par les variations climatiques.

Le nombre de clients est également en légère baisse 2 397 en 2015 et de 2 349 en 2016.

L'activité de Grdf sur la Commune en quelques chiffres :

	2016	2015
Longueur du réseau		
Polyéthylène	11 867	11 867
Acier	11 178	11 178
Autres matériaux	3 095	3 095
TOTAL	**26 140**	**26 140**
Investissements (€)		
Développement réseau	27 518	21 500
Modernisation des ouvrages	0	0
Appels des Usagers	92	81
Réclamation	3	1
Les Incidents		
Total constatés	37	40
Nombre de fuites	12	15

En conclusion, les caractéristiques et le bilan de la concession du gaz, restent très proches des valeurs observées précédemment.

Il est proposé au Conseil Municipal de prendre acte de ce support.

Le Conseil Municipal a pris la délibération suivante :

- **Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment en ses articles L. 1111.1, L. 2121-29 alinéa 1er et L. 1411-3**
- **Vu l'Ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016, notamment en son article 52, ratifiée par l'article 40 de la Loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016**
- **Vu le rapport de l'exercice 2016 établi par le service de distribution du gaz naturel**
- **Vu l'avis de la Commission consultative des services publics locaux du mardi 7 novembre 2017**
- **Vu l'avis de la Commission cadre de vie, transports et technique du 7 décembre 2017**

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-20-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

PREND acte du rapport de l'exercice 2016 sur la distribution du gaz naturel qui sera mis à la disposition du public.

2017DCM-12-140 – CESSION DE DEUX LOTS 257, AVENUE DE LA GARE A LE MEE-SUR-SEINE AU PROFIT DES FOYERS DE SEINE-ET-MARNE

Madame Sylvie RIGAULT a rappelé que depuis 2016, la Commune de LE MÉE-SUR-SEINE a acquis 2 studios situés 257, avenue de la Gare.

La société LES FOYERS DE SEINE-ET-MARNE, déjà propriétaire de 55 logements dans cet immeuble, souhaite se porter acquéreur de ces deux lots.
Il s'agit des lots :

- n°55 : un studio de 28 m²
- n°56 : un studio de 28 m²

Cette vente se ferait pour un montant total de 78 389 euros correspondant aux prix d'acquisitions ainsi qu'aux frais notariés pris en charge par la Ville. Ce montant est conforme à l'avis de France Domaine.

Aussi, il est proposé au Conseil Municipal de décider cette vente et d'autoriser Monsieur le Maire à signer les actes notariés y afférents.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, a pris la délibération suivante :

- **Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment en ses articles L. 1111.1, L. 2121-29 alinéa 1er et L. 2241-1 relatif à la gestion des biens et les opérations immobilières de la commune**
- **Vu le Code de l'urbanisme**
- **Vu l'article L. 3221-1 du Code général de la propriété des personnes publiques**
- **Vu le titre VI du Livre III du Code civil relatif à la vente**
- **Vu la propriété par la Société LES FOYERS DE SEINE-ET-MARNE de 55 logements sis 257, avenue de la Gare à LE MEE-SUR-SEINE**
- **Vu l'acquisition des lots 55 et 56 par la Commune de LE MÉE-SUR-SEINE situés 257, avenue de la Gare cadastrés section BI N° 66 à 70**
- **Vu l'accord de la Société LES FOYERS DE SEINE ET MARNE du 29 novembre 2017 autorisant son Directeur à acquérir deux lots situés 257, avenue de la Gare à LE MEE-SUR-SEINE, à savoir : n°55 un studio de 28 m², n°56 un studio de 28m² le tout au prix de 78 389 euros**
- **Vu l'avis de la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP), service France Domaine du 6 novembre 2017 estimant ces biens à 78 389 euros**
- **Vu l'avis de la Commission cadre de vie, transports et technique du 7 décembre 2017**

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,

DÉCIDE de vendre les deux studios de 28 m² chacun situés 257, avenue de la Gare formant les lots 55, et 56 pour un montant de 78 389 euros net vendeur à la Société LES FOYERS DE SEINE-ET-MARNE.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer les actes notariés y afférents.

DIT que les recettes seront inscrites aux chapitres et articles correspondant du budget communal.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-20-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

2017DCM-12-150 – CONCESSION D'AMENAGEMENT - PRESENTATION DU COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE LOCALE (CRACL) POUR L'ANNEE 2016

Monsieur Michel BILLECOCQ a rappelé qu'Aménagement 77 a été désigné en qualité d'aménageur pour la mise en œuvre d'une partie du Programme de Rénovation Urbaine sur les secteurs Courtilleraies-Fenez par le Conseil Municipal du Mée-sur-Seine lors de sa séance du 31 mars 2011.
Conformément aux dispositions de l'article L. 300 – 5 du Code de l'urbanisme, des articles L. 1523 – 2 et 1523 – 3 du Code général des collectivités territoriales et comme prévu dans le traité de concession en son article 16.1, le concessionnaire d'aménagement remet un rapport annuel sur l'avancement physique et financier de l'opération, permettant le contrôle technique, financier et comptable par la Commune.

Suivant les précédents rapports, ce Compte-Rendu Annuel aux Collectivités Locales (CRACL) s'organise pour l'année écoulée de 2016 en plusieurs parties, à savoir :

1. Une note de conjoncture sur l'année précédente :

Elle synthétise les faits marquants de l'année 2016 avec : la réalisation de travaux complémentaires sur le secteur Meckenheim / Fenez ;

M. BILLECOCQ : « Je m'arrête un instant là-dessus puisque pas mal de gens s'inquiètent de l'état de la piste qui a été réalisée dans le parc de Meckenheim et qui est en direction du parc Fenez, piste très fréquentée en particulier par les enfants qui vont à l'école. Rassurez-vous, c'est une malfaçon de l'entreprise. Elle nous doit une réfection complète de ce revêtement. Simplement, cela aurait dû être fait avant la saison froide. Cela n'a pas été le cas et donc, ce sera fait au printemps prochain. Dites-le puisque cela inquiète y compris des parents dans les écoles. Cela sera réparé et sans que la Commune y mette un centime ».

la livraison des logements et équipements de Fenez ; les dernières demandes de subventions (ANRU, Région Ile-de-France, CGCU et Etat) et la vente du terrain réservé à la Foncière Logement dans le cadre du Programme de Rénovation Urbaine à un opérateur du réseau Action Logement, Premium Ile-de-France.

2. Les rappels administratifs et juridiques :

Cette partie récapitule le cadre contractuel de la concession, détaille les objectifs et le programme de l'opération. Aucune modification n'est survenue en 2016.

3. L'état d'avancement opérationnel :

Ce volet relate l'avancement physique de l'opération. Les derniers travaux ont été achevés début 2017 et la vente des terrains à Premium Ile-de-France, conformément à l'avenant 5 de la convention ANRU, a été conclue le 19/12/2016.

4. L'état d'avancement financier et économique au 31 décembre 2016 :

L'écart observé en dépenses entre le CRACL 2015 et 2016 (-18 046.40 euros) résulte de :

- La diminution d'un montant de 3 559.50 euros du poste « études » suivant le paiement des factures en 2016.
- L'augmentation d'un montant de 5 000.24 euros du poste « acquisitions » pour tenir compte des frais de notaire liés à la rétrocession du foncier à venir à la Commune.
- La diminution d'un montant de 38 691.76 euros du poste « travaux » suivant le décompte définitif des entreprises en 2017.
- L'augmentation d'un montant de 2 859.48 euros du poste « honoraires sur travaux » suivant l'actualisation des prix des honoraires de maître d'œuvre.
- La diminution d'un montant de 1 134.72 euros du poste « rémunérations » cette baisse de la rémunération de l'aménageur est une répercussion de celle du poste « travaux ».
- L'augmentation d'un montant de 12 470.57 euros du poste « frais divers » résultat de la taxe d'aménagement payé pour la réalisation des parkings en 2016.
- L'augmentation d'un montant de 5 009.29 euros en raison du portage foncier plus long et de l'avance des subventions dont certaines restent à être perçues en fin d'année 2017.

L'écart observé en recettes entre le CRACL 2015 et 2016 (+ 165 298.09 euros) résulte de participations plus importantes que celles anticipées en 2015, après demandes de paiement auprès des financeurs, pour l'ANRU et la Dotation de la Politique de la Ville.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-20-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

Le détail des dépenses et recettes pour l'année 2016 sont annexées.

La participation de la Ville reste inchangée.

Pour conclure, on constate que le bilan financier prévisionnel fait état d'un résultat positif d'un montant de 183 344.49 K€. Néanmoins, ce résultat ne pourra être réellement constaté qu'au solde financier de l'opération.

M. BILLECOCQ : « Il faut savoir qu'il nous reste à régler l'année prochaine tous les actes notariés, pas mal ont été réglés, mais il nous en reste pas mal qui viennent régulariser tous les transferts fonciers qui ont été faits pendant l'opération de Rénovation Urbaine. C'est cela qui va nous occuper un peu l'année prochaine ».

Par ailleurs, comme le précise le traité de concession en son article 24.2.1, *« Compte-tenu du partage du risque entre le concédant et le concessionnaire, le boni final, (...), sera reversé à hauteur de 50% par l'aménageur au concédant. ».*

M. BILLECOCQ : « Autrement dit, nous pourrions à l'achèvement de l'opération pour l'année prochaine nous retrouver avec une recette qui pourrait dans le meilleur des cas atteindre 90 000 € ».

Il est ainsi demandé au Conseil Municipal :
- d'approuver le compte-rendu présenté.

Le Conseil Municipal, par 29 voix pour et 1 abstention (Mme N. YAZICI), a pris la délibération suivante :

- **Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment en ses articles L. 1111.1, L. 2121-29 alinéa 1er et L. 1411-3**
- **Vu le Code de l'urbanisme, notamment les dispositions des articles L.300-1, L.300-4 et L.300-5**
- **Vu la Loi n°2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine**
- **Vu la Délibération n°11.03.90 du Conseil Municipal du 31 mars 2011, désignant la société d'économie mixte Aménagement 77 comme concessionnaire d'aménagement pour la mise en œuvre du programme de rénovation urbaine Secteur Courtilleraies / Fenez et approuvant le projet de traité de concession**
- **Vu les Délibérations n° 12.07.100, 13.12.130, 14.04.15, 15.04.120 du Conseil Municipal des 11 juillet 2012, 19 décembre 2013, 29 avril 2014, 9 avril 2015 et 17 novembre 2016 approuvant la passation des avenants n°1, n°2, n°3, n°4 et n°5 au traité de concession**
- **Vu le traité de concession d'aménagement et ses avenants en date des 27 avril 2011, 10 octobre 2012, 27 décembre 2013, 31 juillet 2014, 30 septembre 2015 et 1er décembre 2016**
- **Vu la convention pluriannuelle du Projet de Rénovation Urbaine signée le 20 décembre 2008 et ses avenants en date des 4 mai 2009, 20 décembre 2012, 25 juin 2013, 25 mai 2014 et 19 décembre 2016**
- **Vu le compte-rendu annuel à la collectivité pour 2016 et son annexe**
- **Vu l'avis de la Commission cadre de vie, transports et technique du 7 décembre 2017**

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,

APPROUVE le compte-rendu annuel à la collectivité pour 2016 du concessionnaire d'aménagement, AMENAGEMENT 77, et son annexe.

2017DCM-12-160 – CONVENTION 2017 D'ADHESION DE LA COMMUNE AU FONDS DE SOLIDARITE LOGEMENT (F.S.L.)

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-20-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

Madame Ouda BERRADIA a rappelé que la Ville de Le Mée-sur-Seine doit renouveler ses engagements contractuels avec le Département de Seine-et-Marne concernant sa participation au Fonds de Solidarité Logement (F.S.L.).

Pour rappel, ce Fonds a pour objet d'apporter une aide financière individuelle aux ménages en difficulté afin de leur permettre l'accès et le maintien dans un logement.

Cette aide intervient à deux niveaux :
- le logement lui-même : dépôt de garantie, premier loyer, frais d'installation, garantie aux impayés de loyer et dettes de loyers, ou de charges de copropriétés dans le cadre de copropriétés dégradées ;
- pour le paiement de factures liées aux consommations de fluides et d'énergies que l'occupant soit locataire ou propriétaire.

Par ailleurs, le F.S.L. soutient financièrement les structures effectuant de l'accompagnement social lié au logement et les organismes effectuant de la gestion locative en direction de ménages en insertion.

Depuis 2013, les contributions sollicitées auprès des communes se basent sur une participation de 30 centimes d'euro par habitant pour toutes celles de plus de 1 500 habitants (décompte pour 2017 au 1er janvier 2014 selon la publication INSEE), soit pour LE MEE-SUR-SEINE une cotisation de 6 291 € (20 969 habitants x 0,30€).

Cette somme sera versée à INITIATIVES 77, association mandatée pour la gestion financière et comptable du Fonds par le Conseil Départemental depuis le 1er janvier 2015.

A titre indicatif, la participation de la Ville en 2016 était de 6 282 €.

Il est demandé au Conseil Municipal :
- d'approuver le montant pour l'année 2017 de la contribution de la Ville au titre du Fonds de Solidarité Logement (F.S.L.) fixé selon le mode de calcul validé par le comité directeur du F.S.L. de Seine-et-Marne.
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention correspondante ainsi que tout document y afférent et verser la cotisation correspondante.

M. VERNIN : « Il est à noter que c'est une adhésion facultative et il nous semble important de pouvoir maintenir ce dispositif puisque la charge qui est supportée par le Département est très forte et que ce dispositif a tout son intérêt sur notre territoire ».

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, a pris la délibération suivante :

- **Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment en son article L. 2121-29**
- **Vu la Loi n° 90-449 du 31 mai 1990 relative à la mise en œuvre du droit au logement**
- **Vu la Loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation, relative à la lutte contre les exclusions et ses textes d'application**
- **Vu la Loi « libertés et responsabilités locales » n°2004-809 du 13 août 2004, donnant compétence aux départements en matière de F.S.L.**
- **Vu la Loi n° 2006-872 du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement**
- **Vu la Loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le Droit Au Logement Opposable (D.A.L.O.)**
- **Vu la Loi n° 2009-326 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre les exclusions**
- **Vu la Loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 relative à la mise en œuvre de la loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (A.L.U.R.)**
- **Vu le Décret n° 2007-1688 du 29 novembre 2007 relatif aux plans départementaux d'action pour le logement des personnes défavorisées**

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-20-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

- **Vu la Délibération n° 4/04 du Conseil Départemental de Seine-et-Marne en date du 3 octobre 2014 approuvant le 7ème Plan Départemental d'Actions pour le Logement des Personnes Défavorisées (P.D.A.L.H.P.D.)**
- **Vu la Délibération n° CD-2017/10/20-4/04 du Conseil Départemental de Seine-et-Marne en date du 20 octobre 2017 approuvant l'actualisation du règlement intérieur du Fonds de Solidarité Logement (F.S.L.)**
- **Vu la demande en date du 9 novembre 2017 du Conseil Départemental de Seine-et-Marne et la convention d'adhésion 2017 proposée à la Ville**
- **Vu la convention d'adhésion correspondante proposée par le Conseil Départemental de Seine-et-Marne à la Ville de Le Mée-sur-Seine, qui définit les modalités de financement et de fonctionnement du Fonds de Solidarité Logement (F.S.L.)**
- **Vu l'avis de la Commission cadre de vie, transports et technique du 7 décembre 2017**

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,

APPROUVE la convention d'adhésion pour 2017 ci-annexée proposée par le Conseil Départemental de Seine-et-Marne qui définit les modalités de financement et de fonctionnement du Fonds de Solidarité Logement (F.S.L.).

AUTORISE Monsieur le Maire à verser auprès d'INITIATIVES 77 la contribution pour 2017 de 6 291 €, au titre du F.S.L, soit 0.30 € par habitant, sur la base de la population légale comptabilisée par l'INSEE au 1er janvier 2014 (soit 20 969 habitants), fixé selon le mode de calcul validé par le comité directeur du F.S.L. de Seine-et-Marne.

AUTORISE Monsieur Le Maire à signer la convention correspondante ainsi que tout document y afférent.

DIT que les crédits nécessaires sont inscrits aux chapitre et nature correspondants du budget 2017.

2017DCM-12-170 – PRESTATION DE SERVICE UNIQUE (PSU) – ETABLISSEMENT D'ACCUEIL DE JEUNES ENFANTS (EAJE) – RENOUVELLEMENT CONVENTION AVEC LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES (CAF) POUR LA PERIODE 2018/2020 – MULTI-ACCUEIL VANILLE CHOCOLAT

Madame Josette MEUNIER a rappelé que dans le cadre de la convention d'objectifs et de gestion (COG) qu'elle a signé avec l'Etat, la Caisse Nationale des Allocations Familiales (CNAF) s'est engagée à poursuivre le développement de l'offre d'accueil des jeunes enfants et à réduire les inégalités territoriales et sociales.

Conformément aux termes de la lettre circulaire n° 2014-009 du 26 mars 2014, des dispositions ont pris effet à compter du 1er janvier 2014 pour harmoniser l'application de la Prestation de Service Unique (PSU) sur l'ensemble du territoire national, tout en réaffirmant la poursuite des 5 objectifs fondateurs de la PSU, soit :

- L'application obligatoire d'un barème fixé par la CNAF doit contribuer à la mixité des publics accueillis,
- Dans un souci d'accessibilité à tous, les réservations sont traduites en heures pour mieux répondre aux besoins des familles,
- La PSU encourage la pratique du multi-accueil, laquelle répond aux différents besoins des familles, et optimise les taux d'occupation des Etablissements d'Accueil de Jeunes Enfants (EAJE),
- La réponse aux besoins atypiques des familles et aux situations d'urgence est facilitée. De même, le rôle des haltes garderies a été mieux reconnu puisque ces dernières bénéficient d'un financement identique à celui des autres établissements d'accueil,
- La PSU simplifie les modes de financements attribués aux EAJE, quels que soient le statut du gestionnaire ou les modalités d'accueil.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-20-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

A ce jour, la convention signée avec la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de Seine-et-Marne concernant les modalités d'intervention et de versement de la Prestation de Service Unique (PSU) est arrivée à échéance pour la structure : Multi-Accueil VANILLE-CHOCOLAT.

Considérant la nécessité de poursuivre le partenariat avec la CAF, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver la nouvelle convention d'objectifs et de financement relative à la PSU, avec la CAF de Seine-et-Marne, concernant le Multi-Accueil VANILLE-CHOCOLAT, pour la période de 1er janvier 2018 au 31 décembre 2020.
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer ladite convention et à solliciter toutes subventions afférentes.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, a pris la délibération suivante :

- **Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment en son article L. 2121-29**
- **Vu la lettre-circulaire de la Caisse Nationale des Allocations Familiales (CNAF) du 26 mars 2014, rappelant les dispositions de la Prestation de Service Unique (PSU)**
- **Vu l'avis de la Commission finances et administration générale du 5 décembre 2017**
- **Considérant que la convention précédente pour le Multi-Accueil VANILLE-CHOCOLAT est arrivée à échéance au 31 décembre 2017**
- **Considérant la nécessité de poursuivre le partenariat avec la Caisse d'Allocations Familiales de Seine-et-Marne**

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,

APPROUVE la nouvelle convention d'objectifs et de financement relative à la Prestation de Service Unique (PSU), avec la CAF de Seine-et-Marne, concernant le Multi-Accueil VANILLE-CHOCOLAT, pour la période de 1er janvier 2018 au 31 décembre 2020.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ladite convention, et à solliciter toutes subventions afférentes.

2017DCM-12-180 – INFORMATIONS DIVERSES

Monsieur Franck VERNIN a informé le Conseil Municipal que dans le cadre de la délégation accordée au Maire par le Conseil Municipal le 23 février 2017, les marchés suivants ont été passés :

NOVEMBRE 2017 :

– FOURNITURE DE COLIS DE NOEL OFFERTS AUX SENIORS

P.J.V. SA (95 – Argenteuil) :
- le colis personne seule ..... 16,90 €. HT
- le colis couple ..... 24,90 €. HT

2017DCM-12-190 – MOTION RELATIVE A LA FIN DES CONTRATS AIDES

M. VERNIN : « Je vous propose d'examiner la motion. Je vais laisser la parole au groupe « Un nouveau départ pour Le Mée ». Je ne sais pas qui veut intervenir ? ».

M. AYINA a lu la motion telle qu'elle est présentée dans la délibération ci-dessous.

Le Conseil Municipal, par 29 voix pour, 1 contre (Mme O. BERRADIA), a pris la délibération suivante :

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-20-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

Le gouvernement a annoncé durant l'été sa volonté de réduire les financements de contrats aidés. Pour des motivations budgétaires, il passe à 320 000 contrats pour l'année 2017, là où l'Etat en a financé 459 000 en 2016, suivi d'une extinction progressive, 200 000 sont prévus en 2018. Cette baisse drastique n'a fait l'objet d'aucune concertation préalable. Les employeurs ayant recours à ce type de contrats, comme les salariés en insertion dont les emplois sont menacés, se sont retrouvés devant le fait accompli à quelques jours de la rentrée.

Cette décision brutale est lourde de conséquences pour les salariés, pour les collectivités territoriales, pour le mouvement associatif et pour les citoyens. Le gouvernement n'a prévu aucun dispositif pour suppléer celui-ci.

Nombre d'associations se retrouvent gravement menacées, alors qu'elles sont déjà fortement fragilisées par les économies budgétaires de leurs financements publics. Pour certaines, elles envisagent un dépôt de bilan et le licenciement de leurs salariés, qu'ils soient en contrats aidés ou en CDI tant la disparition des contrats aidés met en péril leur activité.

Ces contrats sont utilisés dans des domaines aussi variés que les établissements pour personnes âgées, le sanitaire et social, le sport, la jeunesse, la culture ... autant d'associations qui contribuent à des missions de service public et au lien social au plus près des territoires.

Notre territoire a recours à des contrats aidés pour lui permettre à la fois d'exercer des missions de service public indispensables à son bon fonctionnement, de former ces publics aux métiers de la fonction publique et leur permettre d'accéder à des emplois durables au sein de la commune.

Les conséquences de cette décision sont donc désastreuses : chômage pour certains salariés, disparition du dispositif d'insertion sociale et professionnelle pour les personnes éloignées de l'emploi et fragilisation des services pour les usagers.

Considérant l'annonce du gouvernement de mettre fin aux financements des contrats aidés,

Considérant les conséquences d'une telle décision pour notre collectivité dans la gestion de ses services,

Considérant les conséquences pour les salariés en contrat aidé et la disparition de ce dispositif d'insertion,

Considérant la fragilisation des services publics,

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,

S'OPPOSE à la suppression des financements en faveur des contrats aidés.

S'ASSOCIE à la demande de moratoire déposée par les 6 associations représentatives des Maires de France.

DEMANDE solennellement au Gouvernement que toute intervention dans les dispositifs susceptibles d'impacter la gestion des Ressources Humaines des collectivités fasse préalablement l'objet d'une concertation en amont afin de maintenir la qualité du service public rendu et le maintien de la cohésion sociale essentielle.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-20-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

RAPPELLE que la politique d'insertion par l'emploi doit être un engagement majeur et volontariste de l'Etat, une solidarité qui au travers de divers dispositifs aide à revenir vers le travail.

ENCOURAGE le gouvernement à soutenir les collectivités territoriales et les associations qui s'engagent pour l'emploi durable et utile.

2017DCM-12-200 – QUESTIONS DIVERSES

Mme CADET : « Je voulais connaître l'enveloppe globale au niveau des colis pour les personnes âgées ».

M. VERNIN : « Il y a un peu plus de 1 000 colis. Bonne question. Avez-vous le bon de commande quelque part, Mme la Directrice Générale Adjointe Ressources ? On va les livrer dimanche. Je ne sais pas vous répondre comme cela ».

M. DAUVERGNE : « C'est un petit peu inférieur à 30 000 € de mémoire. C'est entre 27 000 € et 30 000 € ».

M. VERNIN : « C'était le budget à peu près. On vous le donnera de manière précise bien évidemment mais c'est de l'ordre d'idée. Les colis seront livrés à domicile le dimanche matin par des volontaires bénévoles ».

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Maire a clos la séance à 20h11 et a ensuite donné la parole au public.

Le secrétaire de séance
Ouda BERRADIA
Adjoint au Maire en charge de la
Vie sociale et de la solidarité

MAIRIE DU MEE-SUR-SEINE (77)

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-20-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

République Française – Département de Seine-et-Marne – Canton de Savigny-le-Temple –
Commune du Mée-sur-Seine

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 15/02//2018

Date de transmission de la convocation : 08 février 2018 - Date d'affichage : 08 février 2018
Nombre de conseillers : En exercice : 35 - Présents : 23 - Excusés représentés : 7 - Absent : 0 - Votants : 30
Excusé(s) non représenté(s) : 5
VOTE : A la majorité - Pour : 25 - Contre : 5 - Abstention :

L'an deux mille dix-huit, le quinze février à dix-neuf heures trente, le Conseil Municipal de la Commune du Mée-sur-Seine, s'est réuni à la salle du Conseil en Mairie en séance publique ordinaire, sous la présidence de Mr Franck VERNIN, Maire.

Etaient présents : M. VERNIN, Mme VERNON (arrivée au point n° 4 à 19h41), M. DAUVERGNE, M. DURAND, Mme BERRADIA, M. QUILLAY, Mme DIOP (arrivée au point n° 4 à 19h39), M. DIDIERLAURENT, M. BILLECOCQ, Mme KOWALCZYK, M. AURICOSTE, M. GENET, Mme MEUNIER, Mme RIGAULT (arrivée au point N° 4 à 19h38), M. BATON, M. FOSSE, M. POIREL, M. SAMYN, M. GUERIN, Mme DAUVERGNE-JOVIN, M. AYINA (arrivé au point N° 4 à 19h44), Mme CADET, Mme YAZICI
Etaient excusés représentés : Mme BAK avait donné pouvoir à Mme KOWALCZYK, Mme ANTIGNAC à M. AURICOSTE, M. SCHRUB à M. BATON, M. BENTEJ à M. GENET, Mme BOINET à M. BILLECOCQ, Mme MORIN à Mme MEUNIER, M. TOUNKARA à M. FOSSE
Etaient excusées non représentées : Mme PRONO, Mme NDIAYE, Mme GUIDY, Mme CAMPS, Mme MBERI NSANA

A été nommé (e) secrétaire de séance : M. Michel BILLECOCQ

Acte rendu exécutoire après dépôt en Préfecture de Seine-et-Marne le :
Et Publication du : 21 FEV. 2018

N° : 2018DCM-02-40
OBJET : REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) : ARRET DE PROJET

- Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L.2121-29
- Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L.103-2 à L.103-6, L.104-1 à L.104-3, L.151-1 à L.153-30, R.151-1, 2°, R.104-28 à R.104-33, R.151-1 à R.151-53 et R.152-1 à R.153-21
- Vu le Schéma Directeur de la Région Île-de-France approuvé par Décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013
- Vu le Plan de Déplacements Urbains de la Région Île-de-France approuvé le 19 juin 2014
- Vu le Programme Local de l'Habitat de l'Agglomération Melun Val de Seine approuvé par Délibération du Conseil Communautaire du 26 octobre 2015
- Vu les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin de la Seine et des Cours d'eau côtiers normands arrêté le 1er décembre 2015
- Vu les objectifs de gestion des risques d'inondation définis par le Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN) de la Vallée de la Seine de Samoreau à Nandy approuvé par Arrêté préfectoral n°02 DAI URB 182 du 31 décembre 2002
- Vu le Schéma Régional de Cohérence Ecologique approuvé par le Conseil Régional du 26 septembre 2013 et adopté par Arrêté n°2013/294-0001 du Préfet de Région le 21 octobre 2013
- Vu la Délibération du 29 septembre 2016 prescrivant la révision du Plan Local d'Urbanisme, définissant les objectifs poursuivis et fixant les modalités de la concertation

- Vu le débat sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable ayant eu lieu au sein du Conseil Municipal, le 29 mars 2017
- Vu le bilan de la concertation présenté par Monsieur le Maire

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire

Le Conseil Municipal,
Après en avoir débattu et délibéré,

DECIDE

Article 1er : d'approuver le bilan de la concertation présenté par Monsieur le Maire et dont les modalités d'organisation et les résultats sont précisés dans le document joint en annexe à la présente délibération.

Article 2 : d'arrêter le projet de Plan Local d'Urbanisme, tel qu'il est annexé à la présente délibération.

Article 3 : le projet de Plan Local d'Urbanisme sera soumis, pour avis :
au Préfet du Département de Seine-et-Marne,
au Président du Conseil Régional d'Ile-de-France,
au Président du Conseil Départemental de Seine-et-Marne,
au Président de l'autorité organisatrice des transports,
au Président de la Communauté d'Agglomération de Melun Val de Seine,
au Président de la Communauté d'Agglomération de Melun Val de Seine, service habitat,
aux Présidents des Etablissements Publics chargés de l'élaboration, de la gestion et de l'approbation des Schémas de Cohérence Territoriale limitrophes,
au Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Seine-et-Marne,
au Président de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de Seine-et-Marne,
au Président de la Chambre d'Agriculture de la Seine-et-Marne,
à la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers,
aux Communes limitrophes suivantes : Boissise-la-Bertrand, Boissettes, Vert-saint-Denis, Melun, Dammarie-lès-Lys.

Article 4 :
Le projet de PLU tel qu'arrêté par le Conseil Municipal, est tenu à la disposition du public en mairie.
La présente délibération sera notifiée au Préfet et affichée pendant un mois en mairie.
Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le Département.
Elle sera, en outre, publiée au recueil des actes administratifs de la Commune.

Pour extrait conforme,
Fait au Mée-sur-Seine, le 16 février 2018

Le Maire du Mée-sur-Seine,

Franck VERNIN

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet des recours suivants :
- recours administratif gracieux auprès de mes services,
- recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun.

BILAN DE LA CONCERTATION

Monsieur le Maire précise que :

- conformément à l'article L.153-14 du code de l'urbanisme, le Conseil Municipal qui arrête le projet de PLU peut simultanément tirer le bilan de la concertation en application du 6ème alinéa de l'article L.103-6 du code de l'urbanisme ;
- la concertation s'est déroulée tout au long de la procédure d'élaboration du PLU et la population a pu, de manière continue, suivre l'évolution du dossier.

I-SUR LA FORME

La concertation préalable effective a compris :

- 2 réunions avec les personnes publiques associées : le 22 février 2017 et le 12 décembre 2017 ;
- 2 réunions publiques, déclinées en 2 phases : le 14 mars 2017 pour la première phase concernant le diagnostic et le PADD et le 18 janvier 2018 pour la seconde phase concernant le zonage, le règlement et les orientations d'aménagement et de programmation. Cette réunion était précédée par un accueil du public souhaitant obtenir des informations précises sur le PLU. Accueil au cours duquel une trentaine de personnes ont été reçues.
- un registre de concertation a été mis à disposition du public en Mairie durant toute la durée de la révision du PLU et a recueilli 20 avis de la part des habitants ;
- une exposition publique itinérante, comprenant 21 panneaux, a relaté la construction du PLU ;
- des articles ont été publiés dans le magazine le Mée Actualités ;
- une boite mail dédiée au PLU, plu@lemeesurseine.fr, a reçu 4 mails de la part des habitants.

II- SUR LE FOND

Les remarques émises par la population lors des réunions publiques, inscrites dans le registre de concertation (20 avis au 31 janvier 2018) et reçues par mail (4 mails au 31 janvier 2018) concernent pour l'essentiel :

- une mobilisation relativement massive contre l'OAP Camus. Les personnes opposées au projet ont été reçues par Monsieur le Maire et Monsieur l'adjoint à l'urbanisme. Une pétition a été déposée (en annexe). Le panneau de concertation concernant cette OAP a été volé en date du 31 janvier 2018 (attestation de vol en annexe) ;
- des demandes de projets de particuliers ;
- des demandes visant à rendre possibles des projets de densification (suppression de la bande d'inconstructibilité, suppression d'EBC) ;
- des demandes de préservation de l'environnement et du cadre de vie ;
- des demandes de suppression d'un emplacement réservé.

III- LES REPONSES APPORTEES AUX DEMANDES DU REGISTRE DE LA CONCERTATION

N°DEMANDE	OBJET	REPONSE
1	1. Demande à classer sa parcelle située 260 rue du Pressoir en zone U et non pas en zone 1AUm	1. Le projet de plan de zonage classe cette parcelle en zone UAa et non plus en zone 1AU. La zone UAa correspond à l'ancienne zone Upa : zone urbaine d'habitat individuel, mais avec des droits à construire supplémentaires en vue de favoriser la densification du quartier.
2	1. Demande à classer les parcelles BV 151, BV 150, BV 149 et BV 148, actuellement en zone 1AUm, en zone Upa comme la parcelle BV 152	1. Le projet de plan de zonage classe ces parcelles en zone UAa et non plus en zone 1AU. La zone UAa correspond à l'ancienne zone Upa : zone urbaine d'habitat individuel, mais avec des droits à construire supplémentaires en vue de favoriser la densification du quartier.
3	1. Demande à classer les parcelles BV144, BV 364, actuellement en 1AUm, en zone Upa comme la parcelle BV143	1. Le projet de plan de zonage classe ces parcelles en zone UAa et non plus en zone 1AU. La zone UAa correspond à l'ancienne zone Upa : zone urbaine d'habitat individuel, mais avec des droits à construire supplémentaires en vue de favoriser la densification du quartier.
4	1. Demande le maintien intégral du Bois de l'Etrier, du parc Chapu, du petit bois de la place des Anciens Combattants Chanteloup et du bois de Bréviande en général (bois des Courtilleraies et bois de Marché-Marais)	1. Tous ces boisements sont classés en zone naturelle. Le bois de l'Etrier, le bois des Courtilleraies et le bois de Marché-Marais sont en zone N, doublée d'un espace boisé remarquable (EBC) rendant le défrichage interdit. Le parc Chapu est en zone Np, secteur naturel dédié aux parcs urbains et aux espaces publics, également doublé d'un EBC. La place des anciens combattants est également en zone Np.
5	1. Demande à classer la parcelle 135 en zone Upa et non pas en zone 1AUm.	1. La parcelle 135 est classé en zone UAa, qui correspond à l'ancienne zone Upa : zone urbaine d'habitat individuel, mais avec des droits à construire supplémentaires en vue de favoriser la densification du quartier.
6	1. Demande à supprimer l'emplacement réservé numéro 5.	1. Le projet de PLU prévoit la suppression de cet emplacement réservé n°5.
7	1. Demande à supprimer l'emplacement réservé numéro 5.	1. Le projet de PLU prévoit la suppression de cet emplacement réservé n°5.
8	1. Demande à la ville de tout mettre en œuvre pour protéger le massif forestier sur le territoire communal face au projet de contournement aval. Demande à contribuer au développement de mesures alternatives aux problème de circulation dans l'agglomération.	1. Le zonage du PLU sanctuarise les espaces boisés du territoire : le bois des Uselles, le bois des Courtilleraies et le bois de l'Etrier. Dans le but de favoriser les alternatives à la mobilité individuelle, source de nuisances, de pollutions et d'engorgement du trafic routier, le projet d'aménagement et de développement durables (PADD) de la ville comporte un axe dédié aux mobilités durables (axe 5). Cet axe engage la ville à renforcer la polarité autour de la gare de le Mée et à poursuivre le développement des modes de circulation doux.

9	1. Demande que « les mêmes règles s'appliquent aux nouvelles constructions ainsi qu'aux transformations d'immeubles à vocation d'habitat, de commerces ». 2. Demande que toute dérogation par rapport au PLU figure explicitement sur tout permis de construire 3. Demande que la nature dans les dents creuses, qui sont souvent très végétalisées, soit préservée. Les logements à construire demandés par le PLH devraient être de petits immeubles plutôt que des maisons individuelles pour limiter la surface bétonnée. 4. Demande que le développement durable s'accompagne de plus de mixité sociale. La mairie pourrait créer un Office Foncier Solidaire afin de proposer à la vente des logements pour des ménages modestes. Cela permettrait de répondre à l'objectif du PLH de 45 logements sociaux. 5. Demande un seul texte pour protéger « les » bâtiments remarquables et non pas deux comme dans le PLU de 2016 6. Demande que l'abattage d'arbre dans une propriété privée ou non soit soumis à autorisation	1. Les PLU ne peuvent pas réglementer de la même façon les constructions existantes et les nouvelles, certaines anciennes constructions n'étant pas conformes aux nouvelles règles. 2. Les permis de construire et l'article d'autorisation précisent toujours le modèle que ils soit une dérogation ou non. 3. Les deux espaces de projet de logements recensés dans le projet de PLU sont ceux de l'avenue Jean Monnet et de l'avenue de Boissise conformément au PLH. Ces espaces sont en effet largement boisés et avec des qualités paysagères et de biodiversité très importantes. Les orientations d'aménagement et de programmation (OAP, pièce n°3 du PLU) prévoient de conserver une importante partie des boisements présents. L'OAP avenue Jean Monnet préserve une bande de 50 mètres autour de la lisière boisée. L'OAP, avenue de Boissise préserve le boisement présent dans la partie est afin de créer un espace public ouvert à tous et complétant la coulée verte en direction du parc Chapu. Le PLU prend également en compte les projets de moindre envergure qui pourront être lancés dans les dents creuses plus petites, dans les fonds de parcelle notamment. En effet, l'article 6 du règlement impose qu'une part de la surface totale soit maintenue en espaces libres, ce qui favorise le maintien de la végétation existante. Dans la zone UAs, la plus concernée par la densification des dents creuses, la part de la surface qui doit être maintenue en espace libre est de 30% minimum, dont 10% minimum en espace vert de pleine terre. 4. N'influe pas sur la révision du PLU. 5. Les bâtiments remarquables identifiés dans le PLU sont protégés au titre de l'article L.151-19 du code de l'urbanisme. Dans le dossier du PLU, ils sont inventoriés sur le plan de zonage accompagnés d'un numéro renvoyant à un inventaire annexé au règlement. L'inventaire comprend le nom, l'adresse, les caractéristiques principales et une photographie de l'élément remarquable. 6. Le PLU interdit l'abattage d'arbre dans toutes les propriétés privées ou publiques concernées par des espaces boisés remarquables identifiés sur le plan de zonage. Les principaux bois de la Mée-sur-Seine sont concernés par des espaces boisés remarquables. Par ailleurs, le PLU identifie
		les arbres remarquables, également sur le plan de zonage et inventoriés dans l'annexe patrimoine du règlement, pour lesquels l'abattage est interdit, sauf pour des raisons sanitaires ou de sécurité.
10	1. Demande quel est le devenir de l'allée du Hallier au regard du projet dans la zone 1AUm. L'allée du Hallier est privée et comprend, côté zone 1AUm, une petite parcelle destinée à rester en copropriété pour empêcher une jonction routière.	1. La ville n'a pas l'intention d'ouvrir une voie de circulation qui déboucherait sur l'allée du Hallier. Face à l'allée du Hallier, l'orientation d'aménagement et de programmation de la route de Boissise prévoit au contact des zones pavillonnaires existantes, des pavillons avec un champ paysager afin de préserver le paysage depuis l'allée.
11	1. Demande le changement de la réglementation sur les carports, pour ne pas se baser sur la réglementation d'une construction en dur.	1. La ville souhaite le maintien de règles identiques pour les bâtiments principaux et pour les annexes, les carports sont donc soumis aux règles en tant qu'annexes
12	1. Demande le changement de la réglementation sur les carports, pour ne pas se baser sur la réglementation d'une construction en dur.	1. La ville souhaite le maintien de règles identiques pour les bâtiments principaux et pour les annexes, les carports sont donc soumis aux règles en tant qu'annexes
13	1. Demande à conserver l'authenticité et le caractère du village du Mée face au risque que des parcelles de grande taille soient densifiées. Cette évolution n'est pas compatible avec l'architecture locale ou avec les sens de circulation.	1. La densification urbaine est le principal enjeu urbain contemporain : les villes ne sont plus amenées à croître en s'étalant dans les zones naturelles ou agricoles. L'étalement urbain est contraire aux principes de développement durable : il consomme les espaces agricoles et naturels et il favorise les déplacements motorisés. Au contraire, les villes doivent croître par densification des espaces déjà urbanisés pour renforcer la compacité et l'animation urbaine. Le PLU favorise donc la densification dans la partie du Village qui est la plus proche des centralités urbaines, dans les zones UAs. A l'inverse, la densification est limitée dans les parties du Village qui sont plus isolées, les zones UA. Afin d'accompagner cette évolution tout en préservant l'architecture et le caractère du quartier du Village, le projet de PLU prévoit une réglementation importante visant la protection du patrimoine architectural local. Plus de 80 éléments (maisons, fermes, statue, immeubles) du patrimoine bâti de la commune sont protégés par le PLU au titre de l'article L.151-19 du code de l'urbanisme, qui permet d'interdire la démolition et de demander le maintien des caractéristiques architecturales principales. Par ailleurs, le paysage du Village est aussi marqué par la présence de nombreux murs anciens en pierres. Le PLU préserve ces murs en

		interdisant leur démolition
14	1. Demande à revoir la règle des 6 mètres en limites séparatives pour réaliser le projet de couvrir sa terrasse	1. Le projet de PLU prévoit de supprimer la bande de 20 mètres au delà de laquelle le retrait des limites séparatives doit être au moins égal à 6 mètres (article Up7 du règlement actuel). Le projet de règlement prévoit que l'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives peut être soit à l'alignement, soit en retrait de 3 mètres en cas de façade aveugle et de 6 mètres en cas de façade comportant des baies.
15	1. Remercie pour la suppression de l'emplacement réservé n° 5.	1. Le projet de PLU prévoit la suppression de cet emplacement réservé n°5.
16	1. Demande à revoir l'emprise au sol de 45% maximum qui paraît exagérée par rapport au 30% actuels. Le Mée Village comprend un tissu urbain traditionnel, fait de maisons individuelles. La densification risque d'entraîner une désaffection de cette zone (densification, augmentation des nuisances, accélération des départs des anciens habitants) 2. Demande à imposer une surface minimale de terrain pour bâtir 3. Demande à revoir la possibilité de toits terrasses végétalisés en zone UAa. Cela ouvre la possibilité de déroger aux toitures en pente pour avoir une plus grande surface commercialisable et cela incite à construire des petits immeubles qui sont en rupture totale avec le caractère du quartier. Il existe des toitures végétalisées en pente. 4. Demande à limiter la densification du quartier car les voies de circulation et les trottoirs étroits du quartier ne seront pas suffisants. Les accès et la sécurité routière seront mis à mal.	1. Le schéma directeur de la région Ile-de-France impose à la ville de le Mée-sur-Seine une densification de son tissu urbain de 15% d'ici 2030. L'objectif de ce schéma et de la loi en général est de favoriser la densification urbaine afin de limiter l'étalement urbain et la consommation des terres naturelles et agricoles. Tous les quartiers de la ville doivent y participer afin de répartir la charge de cet objectif. Cependant, le PLU prévoit une densification moindre en zone UA, avec 30% d'emprise au sol, dans le but de préserver le caractère du Village du Mée. A l'inverse, les zones UAa et UAb ont vocation à être davantage densifiées (emprise au sol de 45%) car elles sont situées à proximité des centralités urbaines comprenant les équipements, les services et les transports en commun. 2. Depuis la loi ALUR en 2014, le PLU ne peut imposer une surface minimale de terrain pour bâtir dans le but de favoriser la densification des tissus urbains et de limiter la consommation des espaces naturels et agricoles. 3. Le règlement du PLU ne peut interdire l'édification de toitures terrasses, d'autant plus si elles sont fonctionnalisées avec végétalisation ou récupération des eaux de pluie. La règle de hauteur (9 mètres maximum) permet de limiter l'impact du bâtiment dans le paysage, que le bâtiment soit destiné à des logements collectifs ou à un logement individuel. Enfin, la végétalisation d'une toiture n'implique pas forcément une toiture terrasse, comme rappelé, il existe des toitures en pente végétalisées. 4. La question de la circulation et de la sécurité routière est essentielle mais elle n'est pas réglée par le PLU. Le plan local de

		déplacement de la communauté d'agglomération Melun Val de Seine, en cours d'élaboration traite de ces sujets.
17	1. Demande à construire la mosquée à un endroit plus discret	1. Peu d'opportunités foncières sont encore disponibles sur le territoire. L'espace retenu pour la construction de la mosquée du Mée est un des derniers secteurs pouvant accueillir un équipement d'intérêt collectif à proximité de la gare. Par ailleurs, le projet prendra en compte la qualité de l'environnement comme décrit dans l'orientation d'aménagement et de programmation. Les boisements seront préservés depuis l'avenue de l'Europe afin que le site conserve son caractère paysager.
18	1. Indique un discours contradictoire entre la nécessité de nouvelles constructions et un solde migratoire négatif au Mée. De nombreux biens immobiliers sont à vendre.	1. Le schéma directeur de la région Ile-de-France et le programme local de l'habitat de la communauté d'agglomération Melun Val de Seine poussent la ville du Mée à croître en lui donnant des objectifs de production de logements. En effet, la ville s'inscrit dans le contexte francilien de forte crise du logement due à une insuffisance de la production. Par ailleurs, le phénomène de desserrement des ménages est important au Mée : cela signifie que les logements, de grande taille, sont inadaptés aux ménages, de petite taille. La légère décroissance que connaît la ville s'explique en partie par ce phénomène et l'inadaptation des logements.
19	S'opposent à l'OAP n°4 secteur Camus présentant des traversées du secteur et des habitations sur le domaine privé des propriétaires. Ils déposent également une pétition annexée au bilan de la concertation.	1. La ville choisit de maintenir cette OAP, les pétitionnaires pourront renouveler leur requête au moment de l'enquête publique.
20	Indique que plusieurs panneaux de concertation et en particulier le n°20 ne sont pas visibles dans le hall d'exposition.	1. Le panneau de concertation n°20 concernant le secteur Camus a été volé. Le vol a été constaté le 31 janvier 2018. Une attestation de vol est annexée au bilan de la concertation.

DE LA BOITE MAIL

N°DEMANDE	OBJET	REPONSE
1	1. S'insurge contre la hausse des impôts locaux et propose d'utiliser les réseaux connectés pour l'aménagement du territoire (smart cities)	1. Ne concerne pas le PLU
2	1. Demande d'étudier son cas particulier : possède une parcelle de 3900 m² au 214 avenue des	1. Le PLU a pris en compte cette demande avec la mise en place de l'orientation d'aménagement et de programmation (OAP)

	Courtilleraies et souhaite vendre une partie de son terrain pour y construire un ou deux pavillons. Or l'accès du fond de parcelle depuis l'avenue Bir Hakeim est impossible.	Contre. La servitude de desserte sous du fonds de parcelle de l'avenue des Chevrottes a été prise en compte ainsi qu'une mise au place d'un accès avenue Bir Hakeim et sa desertion de l'avenue des Chevrottes.
3	1. Demande de prolongation de la zone 1AUp sur sa partie ouest en zone naturelle. 2. Demande de création de deux parcelles de terrain constructible pour de l'habitation individuelle de superficie unitaire de 2500 m2 à la suite du 78 avenue du Général de Gaulle. 3. La ville a déjà autorisé une telle opération pour la zone 1AUp qui a été déclassé de N vers 1AUp	1. Le zonage du PLU prévoit la préservation de cet espace naturel en zone naturelle assorti d'un espace boisé classé. Cet espace est donc strictement inconstructible pour des motifs d'ordre écologique, paysager et environnemental. 2. Le règlement du PLU limite strictement les possibilités de construire en zone naturelle N, en particulier pour les bâtiments à destination de logements qui sont strictement interdits. Le secteur Nh, dédié aux habitations isolées au cœur d'espaces naturels, autorise des extensions limitées qui ne permettent cependant pas la création de logements. 3. Jusque dans un passé récent, les opérations de déclassement d'espaces naturels étaient possibles dans le but de réaliser une opération urbaine. Aujourd'hui, la ville est très limitée dans son extension par le schéma directeur de la région Ile-de-France qui lui impose de préserver les lisières des bois de plus de 100 hectares. C'est pourquoi l'ancienne zone 1AUp, devenue 1AUs protège une lisière de 50 mètres depuis le bois des Usellers.
4	1. Demande de revoir la bande d'inconstructibilité au-delà de 30 mètre en zone Us pour la rue Pipe Souris 2. Demande à supprimer l'espace boisé classé situé sur le fond de la parcelle qui ne correspond pas à la réalité terrain.	1. Le règlement du projet de PLU supprime la bande d'inconstructibilité au-delà des 30 mètres pour instaurer une emprise au sol globale de 30% sur l'ensemble de l'unité foncière. 2. L'espace boisé classé est conservé car il constitue un espace paysager essentiel qui qualifie l'environnement de la ville : les coteaux boisés de la Seine. Il participe à la stabilité des sols et au développement des continuités écologiques et de la biodiversité. Les coupes et abattage d'arbres sont strictement interdits.

Pétition

Les habitants de l'avenue des Charmettes à Monsieur le Maire du Mée Sur Seine
Objet : Projet de révision du PLU Le Mée sur Seine
Zone avenue des Charmettes **OAP N° 4 Secteur Camus Le Mée Sur Seine.**
Les propriétaires, ci- dessous, viennent de découvrir incidemment le projet concernant les modifications envisagées dans leur quartier avec entre autre des implantations sur leurs terrains.
Ils signent cette pétition pour signifier leur **désaccord à l'ensemble de ce projet.**
Le ou les signataires souhaitent d'urgence une audience auprès de M. Le Maire.

Noms	Prénoms	N° dans la rue	date et signature
BUISSON	Marie Claire	120	30-1-18
BUISSON	Marc	120	30-01-2018
GARCIA	Maria	106	30-01-2018
GARCIA	Daniel	106	30-01-2018
REBISCHUNG	Guy	200	30-01-2018
GAUDUCHEAU	[illegible]	275	30-01-18
GAUDUCHEAU	Marie	275	30-01-18
FRANCQUE	Anne	97	30-01-18
FRANCQUE	José	97	30-01-18
Cacia	Anna	92	30-1-18
Cacia	José	92	30-1-18
CLARY	Alain	123	30-01-2018
Bachin	Lisu	226	30-01-2018
PAGÈS	ANNIE	145	30-01-2018
CHÊNE	[illegible]	171	30-01-2018
FARNAULT	GISELE	160	30-01-2018
FARNAULT	GUY	160	30-01-2018
CARVALHO	LUIS	78	30-01-2018
VIRGINIA	ALEXANDRE	78	30-01-2018
DOS SANTOS	Sylvie	117	30/01/18
HANINI	Sylvie	82	30/01/18
HANINI	Jalel	82	30/01/18

Pétition

Les habitants de l'avenue des Charmettes à Monsieur le Maire du Mée Sur Seine
Objet : Projet de révision du PLU Le Mée sur Seine
Zone avenue des Charmettes **OAP N° 4 Secteur Camus Le Mée Sur Seine.**
Les propriétaires, ci- dessous, viennent de découvrir incidemment le projet concernant les modifications envisagées dans leur quartier avec entre autre des implantations sur leurs terrains.
Ils signent cette pétition pour signifier leur **désaccord à l'ensemble de ce projet.**
Le ou les signataires souhaitent d'urgence une audience auprès de M. Le Maire.

Noms	Prénoms	N° dans la rue	date et signature
Mr et Mme CHEBOUT	Arezu	212	30/01/2018
Mr et Mme LEJEUNE	Eddie	234	30/01/2018
Mr et Mme ERBA	Sebastien Claire	262	30/01/2018
Mr LITTY	Mme BRUET	CHRISTIANE PHILIPPE	191, 30.1.2018
Mr MOKHTARI	EL MEKKI	201	30/01/18
Mr SOULE DE LAFONT	Mme TARANOWICZ	230	30.01.2018
M. et Mme PERRIQUET	Louis	256	30/01/2018
Mr et Mme Genc	EFLUZ	197	30/01/2018
Mr et Mme PHILIPPEAU	Anthony	254	30/01/2018
M. AIAS	José	188	30/01/2018
Mme COURCELLE	Michelle	274	30/01/2018
Mr Lusuelakia	YASAKILA	195	30/01/2018

Pétition

Les habitants de l'avenue des Charmettes à Monsieur le Maire du Mée Sur Seine

Objet : Projet de révision du PLU Le Mée sur Seine

Zone avenue des Charmettes **OAP N° 4 Secteur Camus Le Mée Sur Seine.**

Les propriétaires, ci- dessous, viennent de découvrir incidemment le projet concernant les modifications envisagées dans leur quartier avec entre autre des implantations sur leurs terrains.

Ils signent cette pétition pour signifier leur **désaccord à l'ensemble de ce projet**.

Le ou les signataires souhaitent d'urgence une audience auprès de M. Le Maire.

Noms	Prénoms	N° dans la rue	date et signature
HADJI	Abdelbaqar	141	30/01/2018
HADJI	Khadidja	141	30/01/2018
CLAIRY	[illegible]	123	30/01/2018
CHEVALIER DIAS	[illegible]	188	30/1/2018
DIAS	[illegible]	188	30/1/2018
GUILLE	[illegible]	91	30/1/2018
GUILLE	[illegible]	91	30/1/2018
LEARY	[illegible]	123	31/1/2018
SAYARATH	Phommaveth	137	30/01/2018
SAYARATH	Thibaut	137	30/01/2018
BENSAID	Salim	140	
BENSAID	PATRICIA	140	

27

le Mée sur Seine

Le 31 janvier 2018

ATTESTATION

Je soussigné, Michel BILLECOCQ, Adjoint au Maire chargé de l'Aménagement du Territoire et des transports de la Ville de LE MEE-SUR-SEINE, atteste que le panneau n°20 de l'exposition publique relative à la procédure de révision du Plan Local d'Urbanisme, intitulé « *Les orientations d'aménagement et de programmation Secteur Camus* » a été volé sur son support, vol constaté le 31 janvier 2018 au matin. Il a été aussitôt remplacé par un tirage sur papier.

MAIRIE DU MEE-SUR-SEINE (77)

L'Adjoint au Maire,
Chargé de l'Aménagement
du Territoire et des Transports

Michel BILLECOCQ

Tél. : 01 64 87 55 00 Fax : 01 64 87 55 58
555, route de Boissise BP 90 77350 Le Mée-sur-Seine
www.le-mee-sur-seine.fr

28

République Française – Département de Seine-et-Marne – Canton de Savigny-le-Temple –
Commune du Mée-sur-Seine

DÉLIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 15/02//2018

Date de transmission de la convocation : 08 février 2018 - Date d'affichage : 08 février 2018
Nombre de conseillers : En exercice : 35 - Présents : 23 - Excusés représentés : 7 - Absent : 0 - Votants : 30
Excusé(s) non représenté(s) : 5
VOTE : A l'unanimité - Pour : 30 - Contre : - Abstention :

L'an deux mille dix-huit, le quinze février à dix-neuf heures trente, le Conseil Municipal de la Commune du Mée-sur-Seine, s'est réuni à la salle du Conseil en Mairie en séance publique ordinaire, sous la présidence de Mr Franck VERNIN, Maire.

Etaient présents : M. VERNIN, Mme VERNON (arrivée au point n° 4 à 19h41), M. DAUVERGNE, M. DURAND, Mme BERRADIA, M. QUILLAY, Mme DIOP (arrivée au point n° 4 à 19h39), M. DIDIERLAURENT, M. BILLECOCQ, Mme KOWALCZYK, M. AURICOSTE, M. GENET, Mme MEUNIER, Mme RIGAULT (arrivée au point N° 4 à 19h38), M. BATON, M. FOSSE, M. POIREL, M. SAMYN, M. GUERIN, Mme DAUVERGNE-JOVIN, M. AYINA (arrivé au point N° 4 à 19h44), Mme CADET, Mme YAZICI
Etaient excusés représentés : Mme BAK avait donné pouvoir à Mme KOWALCZYK, Mme ANTIGNAC à M. AURICOSTE, M. SCHRUB à M. BATON, M. BENTEJ à M. GENET, Mme BOINET à M. BILLECOCQ, Mme MORIN à Mme MEUNIER, M. TOUNKARA à M. FOSSE
Etaient excusées non représentées : Mme PRONO, Mme NDIAYE, Mme GUIDY, Mme CAMPS, Mme MBERI NSANA

A été nommé (e) secrétaire de séance : M. Michel BILLECOCQ

Acte rendu exécutoire après dépôt en Préfecture de Seine-et-Marne le :
Et Publication du : 21 FEV. 2018

N° : 2018DCM-02-50
OBJET : APROBATION DE LA CONVENTION UNIQUE ANNUELLE RELATIVE AUX MISSIONS OPTIONNELLES DU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE SEINE ET MARNE

- Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment en son article L. 2121-29
- Vu la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment les articles 22, 23-I, 24 alinéa 2 et 25
- Vu la Délibération du Conseil d'Administration du Centre de Gestion de Seine-et-Marne du 10 octobre 2017 approuvant les termes de la convention unique annuelle relative aux missions optionnelles du Centre de Gestion de Seine-et-Marne
- Vu la Convention unique annuelle relative aux missions optionnelles du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Seine-et-Marne
- Vu l'avis de la Commission finances et administration générale du 6 février 2018
- Considérant la Loi du 26 janvier 1984 qui prévoit le contenu des missions optionnelles que les Centres de Gestion de la Fonction Publique Territoriale sont autorisés à proposer aux collectivités affiliées ou non affiliées de leur Département
- Considérant que ces missions sont détaillées aux articles 23-I, 24 alinéa 2 et 25 de la Loi précitée : que leur périmètre couvre les activités de gestion des archives communales, de conseils et formations en matière d'hygiène et sécurité, de gestion du statut de la Fonction Publique Territoriale, de maintien dans l'emploi des personnels inaptes, d'application des règles relatives au régime de retraite CNRACL
- Considérant que l'accès libre et révocable de la collectivité à ces missions optionnelles suppose néanmoins un accord préalable valant approbation
- Considérant que le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Seine-et-Marne en propose l'approbation libre et éclairée au moyen d'un seul et même document cadre, dénommé « convention unique »

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-50-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

- Considérant que ce document juridique n'a de portée qu'en tant que préalable à l'accès à une, plusieurs ou toutes les prestations optionnelles proposées en annexes
- Considérant que la collectivité cocontractante n'est tenue par ses obligations et les sommes dues, qu'avec la due production d'un bon de commande ou bulletin d'inscription, aux prestations de son libre choix, figurant en annexes

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,

APPROUVE la convention unique pour l'année 2018 relative aux missions optionnelles du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Seine-et-Marne.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ledit document cadre et ses éventuels avenants.

Pour extrait conforme,
Fait au Mée-sur-Seine, le 16 février 2018

Le Maire du Mée-sur-Seine,

Franck VERNIN

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet des recours suivants :
- recours administratif gracieux auprès de mes services,
- recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-50-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

CONVENTION UNIQUE

[Année 2018]

Relative aux missions optionnelles du Centre de gestion de la Fonction publique territoriale de Seine-et-Marne et ses annexes

Centre de gestion de Seine-et-Marne
10, Points de vue - CS 40056 - 77564 Lieusaint Cedex
www.cdg77.fr - Tél. 01 64 14 17 00

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-50-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

L'idée ? Une convention unique regroupant la plupart[1] des missions facultatives pour :

- vous faire gagner du temps pour délibérer, plus qu'un seul passage devant l'organe délibérant ;
- améliorer la connaissance de nos missions, rassemblées dans un même document ;
- identifier les prestations dont vous avez besoin, rassemblées en familles d'action.

Le conseil d'administration du Centre de gestion vous souhaite une bonne lecture lors de la découverte de ce document, qui résume les priorités d'action en matière d'accompagnement des collectivités du département.

Sommaire

CONVENTION UNIQUE ..... **page 3**

ARCHIVISTES (Conseil)

Prestation archivistes itinérants ..... page 7

HYGIÈNE ET SÉCURITÉ (Inspection / Formation / Conseil)

Mission d'inspection dans le domaine de la santé et de la sécurité au travail ..... page 11

Prestation d'accompagnement à l'élaboration du document unique d'évaluation des risques professionnels ..... page 14

Actions de conseils en milieu professionnel ..... page 17

Formations obligatoires des assistants et des conseillers de prévention ..... page 22

Formations thématiques à l'hygiène et la sécurité et à la santé au travail ..... page 25

Formations des membres CHSCT à la santé et sécurité au travail et/ou à la prévention des risques psycho-sociaux ..... page 28

EXPERTISE STATUTAIRE/RH (Conseil / Formation)

Prestation avancements ..... page 32

Prestation assurance chômage ..... page 34

Prestation examen du dossier individuel (PEDI) ..... page 39

Ateliers statut ..... page 41

Ateliers formations retraite ..... page 44

ACCOMPAGNENT DU HANDICAP (Conseil / Formation)

Formations d'accompagnement du handicap et du maintien dans l'emploi ..... page 48

Prestations d'accompagnement du handicap et du maintien dans l'emploi ..... page 50

(1) Les conventions médecine préventive, assurance groupe et secrétaire de mairie restent à part.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-50-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

CONVENTION UNIQUE RELATIVE AUX MISSIONS OPTIONNELLES DU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE SEINE-ET-MARNE

Année 2018

Entre, d'une part :

Le Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale de Seine-et-Marne, sis 10, Points de vue – CS 40056 – 77564 LIEUSAINT Cedex, représenté par son Président en exercice, Monsieur Daniel LEROY en vertu de l'article 28 du décret du 26 juin 1985.

Et, d'autre part :

- La commune de …….
- Le syndicat …….
- Autre collectivité ……..

Sis (e) à …… représenté(e) par son Maire – Président (e), Monsieur, Madame ……. – en vertu de la décision de l'organe délibérant en date du …….....……..

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1ER - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de formaliser l'accord de la collectivité désignée ci-dessus, à l'application des articles de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 définissant le contenu des missions facultatives que le Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale de Seine-et-Marne peut proposer aux collectivités du département.

ARTICLE 2 - DÉSIGNATION DES MISSIONS SOUMISES À CONVENTIONNEMENT

En application de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, le détail des missions optionnelles soumises à la présente convention se présente comme ci-dessous :

Article 2-1 : les missions au titre de l'article 24 alinéa 2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984

Les centres de gestion sont habilités à recueillir, traiter et transmettre aux régimes de retraite, pour le compte des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, les données relatives à la carrière et aux cotisations des agents. Ils apportent leur concours aux régimes de retraite pour la mise en œuvre du droit à l'information des actifs sur leurs droits à la retraite.

Article 2-2 : Les missions au titre de l'article 25 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984

Les centres de gestion peuvent assurer toute tâche administrative (prestations liées au suivi de carrière…) et des missions d'archivage, à la demande des collectivités et établissements.

Les centres de gestion peuvent accompagner à la mise en œuvre des règles d'hygiène et de sécurité par la mise à disposition d'agents chargés de la fonction d'inspection, auprès des collectivités territoriales et établissements publics qui en font la demande.

Article 2-3 : Les missions au titre de l'article 23-I de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984

Le Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale de Seine-et-Marne s'engage à accompagner les collectivités affiliées dans la mise en œuvre de leurs politiques d'emploi et de reclassement des personnes en situation de handicap au sein de leurs effectifs.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-50-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

ARTICLE 3 : CONTENU DES MISSIONS OPTIONNELLES

Les descriptifs, les modalités d'engagement ainsi que les conditions tarifaires propres à chacune des prestations visées aux articles 2-1, 2-2 et 2-3 sont précisés aux annexes numérotées de 1 à 14.

ARTICLE 4 : CONDITIONS DE MISE EN OEUVRE DES MISSIONS DÉFINIES A L'ARTICLE 2

L'accord aux dispositions de la présente convention n'engage pas la collectivité sans la formalisation d'un bon de commande, d'un bulletin d'inscription ou d'une demande d'intervention.

Toute intervention à la demande de la collectivité dans le cadre de la présente convention n'entrainera application de la tarification qu'après l'établissement du constat de service fait par la collectivité.

ARTICLE 5 : RÈGLES DÉONTOLOGIQUES

Le Centre de gestion peut rejeter toute demande ayant pour objet de le faire participer à la réalisation d'une illégalité.
De plus, le Centre de gestion ne pourra être tenu pour responsable ou co-auteur des dommages éventuellement causés au cocontractant ou aux tiers, en conséquence des décisions adoptées par la collectivité bénéficiaire de la convention.
Le Centre de gestion s'engage à respecter les obligations qui lui incombent, notamment :

- adopter une attitude neutre et respectueuse lors de l'intervention de ses agents. A ce titre, ils ne portent aucun jugement sur la manière dont ont été menées des actions sur lesquelles ils interviennent (devoir de réserve) ;

- respecter le devoir de discrétion et de confidentialité.

Le cocontractant garantit de son côté l'accomplissement des meilleures diligences et efforts dans l'exécution de la prestation commandée.

Il exécute de bonne foi ses obligations, particulièrement dans la transmission fiable et sincère des informations utiles au déroulement de la prestation.

ARTICLE 6 : CLAUSES TARIFAIRES

Les clauses tarifaires 2018 ont été fixées par le Conseil d'administration du Centre de gestion de Seine-et-Marne en date du 10 octobre 2017.

Chaque prestation est tarifée en référence au cahier des charges qui la définit figurant aux annexes numérotées de 1 à 14.

En outre, dans l'hypothèse où une collectivité, un établissement demandeur, après avoir sollicité le bénéfice d'un ou plusieurs services mentionnés à l'article 2 de la présente convention formalisé par un bon de commande, d'un bulletin d'inscription ou une demande d'intervention, se rétracte au-delà d'un délai fixé dans l'annexe de la ou des prestations concernées, une clause de dédit évalué au taux de 30 % du montant de la ou des prestations commandées, sera appliquée.

ARTICLE 7 : ENTRÉE EN VIGUEUR DE LA CONVENTION UNIQUE

La présente convention unique entre en application en cours d'année, à la signature des 2 parties. Quoiqu'il en soit, au plus tôt au 1er janvier de l'année d'édition de la convention.

ARTICLE 8 : DURÉE DE LA CONVENTION UNIQUE

La présente convention est nécessairement signée pour une année jusqu'au 31 décembre de l'année d'exécution, ou pour le temps restant à couvrir jusqu'à cette date.

ARTICLE 9 : CONDITIONS DE RENOUVELLEMENT DE L'ADHÉSION AUX PRESTATIONS OBJETS DE LA CONVENTION

Chaque année, le Centre de gestion de Seine-et-Marne propose dans une nouvelle convention, l'adhésion ou son renouvellement aux prestations définies à l'article 2.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-50-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

ARTICLE 10 : RÉSILIATION

La présente convention est le nécessaire support juridique à la réalisation des différentes prestations en annexes. Elle peut toutefois être résiliée par lettre recommandée avec avis de réception moyennant un préavis de 3 mois. Cette résiliation concerne alors l'ensemble des prestations citées en annexes.

Cependant, pour interrompre une ou des prestations citées en annexes, il n'est pas nécessaire de résilier la présente convention. Les modalités de cette interruption ou fin de mission pour une ou des prestations sont réglées dans chaque annexe.

ARTICLE 11 : AVENANT À LA PRÉSENTE CONVENTION

Toute modification susceptible d'être apportée aux annexes, en cours d'exécution, à la présente convention fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 12 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Toute réclamation afférente à l'exécution de la présente convention est portée à la connaissance de l'autorité territoriale du Centre de gestion de Seine-et-Marne. En cas de litiges survenant entre les parties à l'occasion de l'exécution de la présente convention faute de règlement amiable, compétence sera donnée au Tribunal Administratif de Melun.

Le Centre de gestion souscrit une assurance responsabilité couvrant les éventuels dommages causés par ses agents dans l'exécution de leurs missions.

A Lieusaint, le

Le Président du Centre de gestion
Daniel LEROY

A ……, le

Le Maire, Le (La) Président(e)

Cachet

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-50-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

06 Archivistes

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-50-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

PRESTATION ARCHIVISTE ITINÉRANT

DESCRIPTIF DE LA PRESTATION

Aide, par un(e) archiviste diplômé(e), dans la mise en œuvre des conditions physiques, techniques et juridiques de la conservation des documents administratifs et/ou historiques.
L'archiviste pourra également intervenir sur les points suivants :

- la règlementation (définition des archives, rôle et responsabilité du Maire, rôle du service des Archives départementales) ;
- la conservation matérielle des archives ;
- les cadres de classement ;
- les méthodes de classement ;
- les éliminations.

LES LIVRABLES

Les documents règlementaires nécessaires à la bonne tenue des archives locales : tableau de gestion, bordereaux de versement, bordereaux d'élimination.

DÉLAI D'INTERVENTION

Sur sollicitation de la collectivité, fixation de dates d'un commun accord tenant compte des plannings d'activité de chacune des parties.

CONDITIONS DE RÉALISATION

- Visite d'estimation gratuite obligatoire en préalable.
- Avoir validé le devis proposé par le Centre de gestion.
- Avoir signé la convention unique.
- Avoir signé la convention de mise à disposition de l'archiviste.
- Aménagement des locaux de travail conformément aux règles d'hygiène et de sécurité, ainsi qu'un niveau décent de confort (superficie, aération, luminosité, température).

A L'ISSUE DE LA PRESTATION

Envoi d'un questionnaire d'évaluation.

TARIFS HORAIRES

Sur devis fixé selon l'évaluation du temps d'intervention, tenant compte des 2 situations suivantes :

- 51 € par heure (incluant les frais de déplacement) pour les collectivités affiliées ou non affiliées au Centre de gestion ;
- 54 € par heure (frais de déplacement inclus) pour établissements ou structures hors Fonction publique territoriale.

INTERLOCUTEURS

Service archivistes itinérants
Laëtitia CONSTANTIN, archiviste itinérante : 06 08 69 21 14
constantinl.cdg77@gmail.com

Thierry ROQUINCOURT, archiviste itinérant : 06 08 69 21 26
th.roquincourt@yahoo.fr

LIEUX DE LA PRESTATION

Dans vos locaux.

PUBLIC

Toutes les collectivités.

DURÉES

Selon estimation des travaux établie lors de la visite préalable gratuite.

DÉLAI MINIMAL D'ANNULATION

+ de 5 jours avant le début de l'intervention. En cas d'irrespect de ce délai de prévenance, un dédit de 30 % sera appliqué à la collectivité.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-50-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

DEMANDE DE VISITE ESTIMATIVE POUR LA MISSION ARCHIVISTES ITINÉRANTS (Toutes les mentions de ce formulaire sont obligatoires)

Collectivité de : .....

Adresse 1 : .....

Adresse 2 : .....

Code postal : ..... Ville : .....

Personne à contacter pour fixer le rendez-vous : .....

Qualité / Fonction : .....

Téléphone : ..... Adresse électronique : .....

Sollicite la venue d'un(e) archiviste itinérant(e) du CDG 77 pour une visite d'estimation de mission :

☐ J'ai bien compris que cette visite d'estimation est gratuite et n'oblige pas ma collectivité à signer ultérieurement une convention d'intervention pour une mission « archivistes itinérants ».

Néanmoins, aucune mission ne peut avoir lieu (rappel) sans cette visite d'estimation qui a pour objet de :

- mesurer les volumes d'archives en mètres linéaires à prendre en charge lors de la mission ;
- identifier les flux et les fréquences d'alimentation en nouvelles archives à celles existantes ;
- apprécier l'état des archives à prendre en compte ;
- établir un devis informatif de la durée de la mission et du coût y afférent.

Fait à ..... Le ..... / ..... / .....

Cachet et signature

Formulaire à retourner au :

CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE SEINE-ET-MARNE
10, points de vue CS 40056 – 77564 LIEUSAINT CEDEX Tél. 01 64 14 17 00
Adresse électronique : drh@cdg77.fr - Site Internet : cdg77.fr

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-50-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

Centre de gestion Fonction publique territoriale de Seine-et-Marne
Service itinérants

DEMANDE DE CONVENTION DE MISE À DISPOSITION D'UN(E) ARCHIVISTE ITINÉRANT(E) DU CENTRE DE GESTION DE SEINE-ET-MARNE (Toutes les mentions de ce formulaire sont obligatoires)

Collectivité de : .....

Adresse 1 : .....

Adresse 2 : .....

Code postal : ..... Ville : .....

Personne à contacter pour fixer le rendez-vous : .....

Qualité / Fonction : .....

Téléphone : ..... Adresse électronique : .....

Je déclare avoir signé la convention unique à la date du : .....

...

Sollicite l'établissement d'une convention de mise à disposition d'un(e) archiviste itinérant(e) du CDG 77.

☐ J'ai bien noté que cette demande de convention ne peut être émise qu'après réalisation de la visite d'estimation préalable et de l'établissement de la proposition financière qui m'a été communiquée.

Les données suivantes figureront dans la convention :

- identité de l'archiviste intervenant sur vos archives ;
- le nombre d'heures d'intervention dont la collectivité souhaite bénéficier ;
- le tarif horaire défini par le Conseil d'administration du Centre de gestion de la Fonction publique territoriale de Seine-et-Marne lors de la séance du 10 octobre 2017 pour l'année de convention ;
- les modalités d'intervention de l'archiviste (*) ;
- les modalités d'éventuels renouvellements ou de résiliation de la mise à disposition.

* Les modalités de règlement des vacations effectuées par l'archiviste.

Fait à ..... Le ..... / ..... / .....

Cachet et signature

Formulaire à retourner au :
CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE SEINE-ET-MARNE
10, points de vue CS 40056 – 77564 LIEUSAINT CEDEX Tél. 01 64 14 17 00
Adresse électronique : drh@cdg77.fr - Site Internet : cdg77.fr

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-50-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

10 Hygiène et sécurité

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-50-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

MISSION D'INSPECTION DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL

DESCRIPTIF DE LA PRESTATION

Le conseiller en prévention des risques professionnels du Centre de gestion intervient en qualité d'Agent Chargé de la Fonction d'Inspection (ACFI) en matière d'hygiène et de sécurité. Il sera tenu de contrôler les conditions d'application des règles définies en matière d'hygiène et sécurité dans la Fonction Publique Territoriale.

De même, il sera tenu de proposer à l'autorité territoriale, d'une manière générale, toute mesure qui lui parait de nature à améliorer l'hygiène et la sécurité au travail et la prévention des risques professionnels et en cas d'urgence, les mesures immédiates qu'il juge nécessaires.

LES LIVRABLES

Envoi d'un rapport en 1 exemplaire dans un format électronique dans un délai de 4 mois après la ou les dates des visites d'inspection.

DÉLAI D'INTERVENTION

A l'initiative écrite de la collectivité demandeuse, dans l'année de conventionnement. Les dates et lieux des interventions sont établis d'un commun accord tenant compte des plannings d'activité de chacun. A défaut, la visite pourra être initiée annuellement par l'ACFI du service hygiène et sécurité.

Les dates d'interventions sont fixées par le service 4 à 6 mois à l'avance pour des raisons d'organisation et de fonctionnement.

CONDITIONS DE RÉALISATION

- Prise de rendez-vous avec un conseiller en prévention pour fixer la date de la réunion préalable d'inspection et la visite du site.
- Envoi des documents et des informations demandés par le service dans un délai de 1 mois suivant la réception du courrier de confirmation de la date d'inspection.
- Donner l'accès à toute information nécessaire et utile et aux locaux au conseiller en prévention
- Avoir signé la convention unique.
- Validation de la demande d'intervention établie pour vous par le Centre de gestion.

Le CDG se réserve le droit d'arrêter la prestation si l'organisme demandeur ne fournit pas tous les éléments nécessaires à la réussite de celle-ci.

DÉROULEMENT DE LA PRESTATION

La collectivité s'engage d'une part à garantir à l'ACFI du Centre de gestion des conditions d'exercice nécessaires à sa fonction (accéder librement aux locaux, photographier des locaux et/ou des postes de travail, évoquer un sujet de prévention particulier avec des agents…), et d'autre part, à lui fournir toute information ou document qu'il jugera nécessaire afin de mener à bien sa mission.

De même, la collectivité s'engage à informer l'ACFI des suites données à ses propositions. La collectivité aura la possibilité d'utiliser le courrier type qui sera joint lors de l'envoi des rapports d'inspection, en le complétant par les suites prévues.

INTERLOCUTEURS

Service hygiène et sécurité
Laurent BECASSE,
Élisa MENAGER,
Aurélie SEDECIAS,
Conseillers en prévention des risques professionnels
Tél. 01 64 14 17 65
securite@cdg77.fr

LIEUX DE LA PRESTATION

Dans vos locaux. La collectivité définit d'un commun accord avec le conseiller en prévention le ou les sites objets de la visite.

PUBLIC

Toutes les collectivités.

DURÉES

Une intervention type est d'environ 16.50 heures au total (6 h de visite de terrain + 10.50 consacrées à la préparation de la visite et à la rédaction du rapport).

DÉLAI MINIMAL D'ANNULATION

+ de 5 jours avant le début de l'intervention. En cas d'irrespect de ce délai de prévenance, un dédit de 30 % sera appliqué à la collectivité.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-50-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

TARIFS HORAIRES

Selon l'évaluation du temps du ou des intervenants, tenant compte des 3 situations suivantes :

- 53.50 € pour les collectivités de moins de 50 agents et collectivités relevant du contrat assurance groupe ayant passé convention de gestion avec le CDG 77 ;
- 57.50 € pour les autres collectivités de 50 à 349 agents ;
- 63.50 € pour les autres collectivités de 350 agents et plus.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-50-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

Centre de gestion Fonction publique territoriale de Seine-et-Marne
Service hygiène et sécurité

MISSION D'INSPECTION

(Toutes les mentions de ce formulaire sont obligatoires)

Collectivité de : .....

Adresse 1 : .....

Adresse 2 : .....

Code postal : ..... Ville : .....

Personne à contacter pour fixer le rendez-vous : .....

Qualité / Fonction : .....

Téléphone : ..... Adresse électronique : .....

Je déclare avoir signé la convention unique à la date du : .....

Sollicite la venue d'un agent chargé des fonctions d'inspection du CDG 77 pour une visite d'inspection de nos locaux.

Je m'engage à retourner au service hygiène et sécurité la liste des documents et des informations demandés dans un délai d'un mois suivant la réception du courrier de confirmation de la date d'inspection.

Considérant qu'une intervention type est d'environ 16.50 heures au total (6 h de visite de terrain + 10.50 consacrées à la préparation de la visite et à la rédaction du rapport), je m'engage à payer, selon l'évaluation du temps du ou des intervenants, la somme déterminée par le Conseil d'administration du Centre de gestion de la Fonction publique territoriale de Seine-et-Marne lors de la séance du 10 octobre 2017 à savoir :

SERVICE PREVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS	
Tarif horaire d'intervention	
Collectivités de moins de 50 agents et collectivités relevant du contrat assurance groupe ayant passé convention de gestion avec CDG 77	**53.50 €**
Collectivités de 50 à 349 agents	**57.50 €**
Collectivités de 350 agents et plus	**63.50 €**

Fait à ..... Le ..... / ..... / .....

Cachet et signature

Formulaire à retourner au :

CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE SEINE-ET-MARNE
10, points de vue CS 40056 – 77564 LIEUSAINT CEDEX Tél. 01 64 14 17 00
Adresse électronique : securite@cdg77.fr - Site Internet : cdg77.fr

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-50-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

PRESTATION D'ACCOMPAGNEMENT À L'ÉLABORATION DU DOCUMENT UNIQUE D'ÉVALUATION DES RISQUES PROFESSIONNELS

DESCRIPTIF DE LA PRESTATION

Accompagnement, par un professionnel maîtrisant le cadre règlementaire de l'évaluation des risques professionnels, dans la construction des principales étapes du projet, notamment la constitution et la formation d'un comité de pilotage, la proposition d'une méthodologie, la formation d'un référent et un appui technique tout au long de son déroulement.

LES LIVRABLES

- Organisations de réunions, jalons au projet (préparatoire, de lancement, de coordination, de restitution).
- Animation de la méthodologie de montage du document unique.
- Formation d'un ou de plusieurs référents internes sur l'analyse d'une situation de travail et son évaluation au regard de la prévention des risques professionnels.

DÉLAI D'INTERVENTION

6 mois maximum à compter de la réception du bon de commande.

CONDITIONS DE RÉALISATION

- Réunir et envoyer au préventeur une liste de documents et d'informations nécessaires à l'établissement de la proposition d'accompagnement (nombre d'agents, organigramme, fiches de postes…).
- Échanges préparatoires au lancement du projet (définition des attentes de la collectivité).
- Désignation d'un ou des référent(s) pour la collectivité et d'un comité de pilotage, interlocuteur privilégié pour la conduite du projet.
- Avoir signé la convention unique.
- Avoir validé le bon de commande approuvant la proposition d'accompagnement proposé par le préventeur.

TARIFS : FORFAIT JOURNALIER

- 620 € par jour pour les collectivités de moins de 50 agents et collectivités relevant du contrat assurance groupe ayant passé convention de gestion avec le CDG 77.
- 685 € par jour pour les autres collectivités de 50 à 349 agents.
- 770 € pour les autres collectivités de 350 agents et plus.

INTERLOCUTEURS

Service hygiène et sécurité
Laurent BECASSE,
Élisa MENAGER,
Aurélie SEDECIAS,
Conseillers en prévention des risques professionnels
Tél. 01 64 14 17 65
securite@cdg77.fr

LIEUX DE LA PRESTATION

Dans vos locaux.

PUBLIC

Toutes les collectivités.

DURÉES

La durée de l'accompagnement dépendra de la taille de la collectivité et de son nombre de métiers. Une proposition d'accompagnement chiffrée sera transmise à la demande de la collectivité.

DÉLAI MINIMAL D'ANNULATION

L'intervention du conseiller en prévention du Centre de gestion débutera au plus tard dans un délai de 6 mois à compter de la date de réception du bon de commande. Si toutefois, la collectivité souhaite reporter la démarche d'accompagnement à une période ultérieure, un seul report pour un délai de 12 mois maximum sera accepté.

Dans ces cas d'annulation au-delà du délai de 12 mois ou d'interruption en cours de prestation, une retenue de dédit de 50% sera appliquée.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-50-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

Centre de gestion Fonction publique territoriale de Seine-et-Marne
Service hygiène et sécurité

PRESTATION D'ACCOMPAGNEMENT À L'ÉLABORATION DU DOCUMENT UNIQUE D'ÉVALUATION DES RISQUES PROFESSIONNELS (Toutes les mentions de ce formulaire sont obligatoires)

Collectivité de : .....

Adresse 1 : .....

Adresse 2 : .....

Code postal : ..... Ville : .....

Personne à contacter pour fixer le rendez-vous : .....

Qualité / Fonction : .....

Téléphone : ..... Adresse électronique : .....

Je déclare avoir signé la convention unique à la date du : .....

Sollicite l'intervention d'un conseiller en prévention du CDG 77.

☐ J'ai bien compris que le conseiller en prévention du CDG 77 me contactera afin de fixer la date de la réunion préalable à la préparation du projet et que le délai de cette rencontre peut aller entre 4 et 6 mois en fonction de l'organisation et du fonctionnement du service hygiène et sécurité du CDG 77.

Fait à ..... Le ..... / ..... / .....

Cachet et signature

Formulaire à retourner au :

CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE SEINE-ET-MARNE
10, points de vue CS 40056 – 77564 LIEUSAINT CEDEX Tél. 01 64 14 17 00
Adresse électronique : securite@cdg77.fr - Site Internet : cdg77.fr

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-50-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

BON DE COMMANDE

PRESTATION D'ACCOMPAGNEMENT À L'ÉLABORATION DU DOCUMENT UNIQUE D'ÉVALUATION DES RISQUES PROFESSIONNELS (Toutes les mentions de ce formulaire sont obligatoires)

Collectivité de : .....

Adresse 1 : .....

Adresse 2 : .....

Code postal : ..... Ville : .....

Personne à contacter pour fixer le rendez-vous : .....

Qualité / Fonction : .....

Téléphone : ..... Adresse électronique : .....

Je déclare avoir signé la convention unique à la date du : .....

Sollicite l'intervention d'un conseiller en prévention du CDG 77.

J'ai bien noté que ce bon de commande ne peut être émis qu'après établissement de la proposition financière qui m'a été communiquée.

Je m'engage à payer, selon l'évaluation du temps du ou des intervenants, la somme déterminée par le Conseil d'administration du Centre de gestion de la Fonction publique territoriale de Seine-et-Marne lors de la séance du 10 octobre 2017 à savoir :

SERVICE PREVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS	
Tarif horaire d'intervention	
Collectivités de moins de 50 agents et collectivités relevant du contrat assurance groupe ayant passé convention de gestion avec le CDG 77	**620 €**
Collectivités de 50 à 349 agents	**685 €**
Collectivités de 350 agents et plus	**770 €**

Fait à ..... Le ..... / ..... / .....

Cachet et signature

Formulaire à retourner au :

CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE SEINE-ET-MARNE
10, points de vue CS 40056 – 77564 LIEUSAINT CEDEX Tél. 01 64 14 17 10
Adresse électronique : securite@cdg77.fr - Site Internet : cdg77.fr

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-50-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

ACTIONS DE CONSEILS EN MILIEU PROFESSIONNEL

DESCRIPTIF DE LA PRESTATION

A. Aide à l'aménagement de nouveaux locaux de travail. Par accompagnement dans la maîtrise des règles d'hygiène et sécurité au travail appliquée à tous types de structures (services techniques, locaux administratifs, écoles etc).

B. Aide à l'élaboration d'études de poste. Par accompagnement à l'identification et à la résolution des problématiques de santé et sécurité au travail. Proposition d'actions d'amélioration des conditions de travail de l'agent.

C. Analyse d'accidents de travail. Par un accompagnement à l'identification des causes et à leur compréhension. Proposition d'actions correctives et/ou préventives.

D. Intervention d'une personne qualifiée missionnée par le CHSCT. Sur demande du CHSCT, participation à la réunion et/ ou à la visite de terrain, en qualité de personne qualifiée indépendante.

LES LIVRABLES

- Visite de terrain.
- Pour les différentes missions, le service établit un compte rendu d'analyse mettant en avant des préconisations d'ordre technique et organisationnel, dans un délai de 2 mois après la ou les dates d'intervention.

DÉLAI D'INTERVENTION

Pour la mission de visite des locaux ou réunion, à l'initiative du CHSCT : selon le déroulement de la procédure de désignation de la personne qualifiée par le CHSCT et la date fixée par celui-ci.
Pour les autres études et analyses : fixation de dates d'un commun accord avec le conseiller en prévention tenant compte des plannings d'activité de chacun.

CONDITIONS DE RÉALISATION

A. Transmission par la collectivité d'un projet descriptif de l'aménagement des nouveaux locaux, assorti d'un plan détaillé.

B. Étude réalisée avec la participation, dans son environnement de travail, de l'agent concerné, de son responsable, de l'assistant de prévention et de l'employeur.

C. Délais d'intervention de l'analyse : fixation de dates d'un commun accord avec le conseiller de prévention du Centre de gestion et la collectivité après la survenance de l'accident. Méthode d'enquête par l'arbre de causes auprès des acteurs et des témoins présents sur les lieux de l'accident (entretiens, mise en situations). Réunion d'un groupe de travail associant la victime, le chef de service, les éventuels témoins, l'assistant ou le conseiller prévention ainsi qu'un membre de chaque collège du CHSCT.

D. Lettre de mission du CHSCT local concerné à la personne qualifiée en prévention. Une convocation émanant de l'employeur, fixant les lieux et coordonnées de la visite.

- Signer la convention unique.
- Valider le bon de commande pour l'ensemble des études et analyses de situations de travail.

TARIFS HORAIRES

- 53.50 € par heure pour les collectivités de moins de 50 agents et collectivités relevant du contrat assurance groupe ayant passé convention de gestion avec le CDG 77.
- 57.50 € par heure pour les autres collectivités de 50 à 349 agents.
- 63.50 € par heure pour les autres collectivités de 350 agents et plus.

INTERLOCUTEURS

Service hygiène et sécurité
Laurent BECASSE,
Élisa MENAGER,
Aurélie SEDECIAS,
Conseillers en prévention des risques professionnels
Tél. 01 64 14 17 65
securite@cdg77.fr

LIEUX DE LA PRESTATION

Dans vos locaux.

PUBLIC

Toutes les collectivités.

DURÉES

Une intervention type est d'environ 3 heures

DÉLAI MINIMAL D'ANNULATION

+ de 5 jours avant le début de l'intervention. En cas d'irrespect de ce délai de prévenance, un dédit de 30 % sera appliqué à la collectivité.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-50-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

Centre de gestion Fonction publique territoriale de Seine-et-Marne
Service hygiène et sécurité

AIDE À L'AMÉNAGEMENT DE POSTE (Toutes les mentions de ce formulaire sont obligatoires)

Collectivité de : .....

Adresse 1 : .....

Adresse 2 : .....

Code postal : ..... Ville : .....

Personne à contacter pour fixer le rendez-vous : .....

Qualité / Fonction : .....

Téléphone : ..... Adresse électronique : .....

Je déclare avoir signé la convention unique à la date du : .....

Sollicite l'intervention d'un conseiller en prévention du CDG 77 pour une aide à l'aménagement de poste.

Site concerné par la demande : .....

Objet de la demande : .....

.....

.....

Je m'engage à payer, selon l'évaluation du temps du ou des intervenants, la somme déterminée par le Conseil d'administration du Centre de gestion de la Fonction publique territoriale de Seine-et-Marne lors de la séance du 10 octobre 2017 à savoir :

SERVICE PREVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS	
Tarif par ½ journée d'intervention (soit 3 heures)	
Collectivités de moins de 50 agents et collectivités relevant du contrat assurance groupe ayant passé convention de gestion avec le CDG 77	**160.50 €**
Collectivités de 50 à 349 agents	**172.50 €**
Collectivités de 350 agents et plus	**190.50 €**

Fait à ..... Le ..... / ..... / .....

Cachet et signature

Formulaire à retourner au :

CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE SEINE-ET-MARNE
10, points de vue CS 40056 – 77564 LIEUSAINT CEDEX Tél. 01 64 14 17 00
Adresse électronique : securite@cdg77.fr - Site Internet : cdg77.fr

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-50-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

Centre de gestion Fonction publique territoriale de Seine-et-Marne
Service hygiène et sécurité

ÉTUDE DE POSTE (Toutes les mentions de ce formulaire sont obligatoires)

Collectivité de : .....

Adresse 1 : .....

Adresse 2 : .....

Code postal : ..... Ville : .....

Personne à contacter pour fixer le rendez-vous : .....

Qualité / Fonction : .....

Téléphone : ..... Adresse électronique : .....

Je déclare avoir signé la convention unique à la date du : .....

Sollicite l'intervention d'un conseiller en prévention du CDG 77 pour une étude de poste.

Poste concerné par la demande * : .....

Service d'affectation : .....

Motif de la demande : ☐ Suite à un accident de travail ☐ Reclassement
☐ Autre : précisez .....

* joindre obligatoirement la fiche de poste à cette demande d'intervention.

Je m'engage à payer, selon l'évaluation du temps du ou des intervenants, la somme déterminée par le Conseil d'administration du Centre de gestion de la Fonction publique territoriale de Seine-et-Marne lors de la séance du 10 octobre 2017 à savoir :

SERVICE PREVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS	
Tarif par ½ journée d'intervention (soit 3 heures)	
Collectivités de moins de 50 agents et collectivités relevant du contrat assurance groupe ayant passé convention de gestion avec le CDG 77	**160.50 €**
Collectivités de 50 à 349 agents	**172.50 €**
Collectivités de 350 agents et plus	**190.50 €**

Fait à ..... Le ..... / ..... / .....

Cachet et signature

Formulaire à retourner au :
CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE SEINE-ET-MARNE
10, points de vue CS 40056 – 77564 LIEUSAINT CEDEX Tél. 01 64 14 17 00
Adresse électronique : securite@cdg77.fr - Site Internet : cdg77.fr

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-50-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

Centre de gestion Fonction publique territoriale de Seine-et-Marne
Service hygiène et sécurité

ANALYSE D'ACCIDENTS DE TRAVAIL (Toutes les mentions de ce formulaire sont obligatoires)

Collectivité de : .....

Adresse 1 : .....

Adresse 2 : .....

Code postal : ..... Ville : .....

Personne à contacter pour fixer le rendez-vous : .....

Qualité / Fonction : .....

Téléphone : ..... Adresse électronique : .....

Je déclare avoir signé la convention unique à la date du : .....

Sollicite l'intervention d'un conseiller en prévention du CDG 77 pour une analyse d'accident de travail.

Poste concerné par la demande * : .....

Service d'affectation : .....

Date de l'accident de travail : .....

Circonstances succinctes de l'accident : .....

.....

.....

* joindre obligatoirement la fiche de poste à cette demande d'intervention.

Je m'engage à payer, selon l'évaluation du temps du ou des intervenants, la somme déterminée par le Conseil d'administration du Centre de gestion de la Fonction publique territoriale de Seine-et-Marne lors de la séance du 10 octobre 2017 à savoir :

SERVICE PREVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS	
Tarif par ½ journée d'intervention (soit 3 heures)	
Collectivités de moins de 50 agents et collectivités relevant du contrat assurance groupe ayant passé convention de gestion avec le CDG 77	**160.50 €**
Collectivités de 50 à 349 agents	**172.50 €**
Collectivités de 350 agents et plus	**190.50 €**

Fait à ..... Le ..... / ..... / .....

Cachet et signature

Formulaire à retourner au :
CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE SEINE-ET-MARNE
10, points de vue CS 40056 – 77564 LIEUSAINT CEDEX Tél. 01 64 14 17 00
Adresse électronique : securite@cdg77.fr - Site Internet : cdg77.fr

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-50-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

Centre de gestion Fonction publique territoriale de Seine-et-Marne
Service hygiène et sécurité

VISITE CHSCT

(Toutes les mentions de ce formulaire sont obligatoires)

Collectivité de : .....

Adresse 1 : .....

Adresse 2 : .....

Code postal : ..... Ville : .....

Personne à contacter pour fixer le rendez-vous : .....

Qualité / Fonction : .....

Téléphone : ..... Adresse électronique : .....

Je déclare avoir signé la convention unique à la date du : .....

Sollicite l'intervention d'une personne qualifiée missionnée par le CHSCT.

Service ou site à visiter : .....

Objet de la demande (ex, problématique liée au travail, stockage de produits chimiques), précisez : .....

.....

.....

Je m'engage à payer, selon l'évaluation du temps du ou des intervenants, la somme déterminée par le Conseil d'administration du Centre de gestion de la Fonction publique territoriale de Seine-et-Marne lors de la séance du 10 octobre 2017 à savoir :

SERVICE PREVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS	
Tarif par ½ journée d'intervention (soit 3 heures)	
Collectivités de moins de 50 agents et collectivités relevant du contrat assurance groupe ayant passé convention de gestion avec le CDG 77	**160.50 €**
Collectivités de 50 à 349 agents	**172.50 €**
Collectivités de 350 agents et plus	**190.50 €**

Fait à ..... Le ..... / ..... / .....

Cachet et signature

Formulaire à retourner au :
CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE SEINE-ET-MARNE
10, points de vue CS 40056 – 77564 LIEUSAINT CEDEX Tél. 01 64 14 17 00
Adresse électronique : securite@cdg77.fr - Site Internet : cdg77.fr

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-50-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

FORMATIONS OBLIGATOIRES DES ASSISTANTS ET DES CONSEILLERS DE PRÉVENTION

DESCRIPTIF DE LA PRESTATION

En conformité avec l'arrêté du 29 janvier 2015, un contenu dispensé par un préventeur expérimenté, visant à développer les compétences et les connaissances adaptées à l'exercice de la mission d'assistant ou de conseiller de prévention. Le cycle comprend deux niveaux de formation : une formation préalable à la prise de fonction de 5 jours suivie de formations continues annuelles d'une durée variable en fonction des thématiques (1 à 2 jours).

LES LIVRABLES

A l'issue de la formation préalable, le stagiaire sera capable de tenir son rôle auprès de l'autorité territoriale par sa connaissance des 3 thématiques suivantes :

A. connaître la règlementation et l'organisation institutionnelle de l'hygiène et la sécurité au travail pour les collectivités locales ;

B. recenser les risques encourus par les agents sur leurs lieux de travail ;

C. rechercher les mesures de prévention adaptées aux risques décelés.

En complément de la formation préalable, les assistants et les conseillers dans le cadre d'un perfectionnement de 2 jours, sont en mesure :

A. de dresser un bilan de leurs actions et de leur positionnement dans leurs missions auprès de l'employeur ;

B. d'initier une démarche d'élaboration du document unique d'évaluation des risques professionnels (DUERP).

Après satisfaction des niveaux 1 et 2, les assistants et les conseillers approfondissent en formations post-niveau 2, leurs capacités à être référent sur un thème de prévention spécifique tel que « comprendre et prévenir les RPS » ou « l'utilisation adéquate des produits chimiques ».

Une attestation de formation sera délivrée à l'issue.

CONDITIONS DE RÉALISATION

- Pas de pré requis pour la formation préalable.
- Avoir suivi la formation préalable pour l'accès à la formation niveau 2.
- Avoir suivi la formation préalable et la formation de niveau 2 pour l'accès à la formation post-niveau 2.
- Avoir signé la convention unique.
- Avoir renseigné et retourné le bulletin d'inscription adapté à la formation choisie.

TARIFS : FORFAIT JOURNALIER

- 321 € par jour et par agent pour les collectivités de moins de 50 agents et collectivités relevant du contrat assurance groupe ayant passé convention de gestion avec le CDG.
- 345 € par jour et par agent pour les autres collectivités de 50 à 349 agents.
- 381 € par jour e par agent pour les autres collectivités de 350 agents et plus.

INTERLOCUTEURS

Service hygiène et sécurité
Laurent BECASSE,
Élisa MENAGER,
Aurélie SEDECIAS,
Conseillers en prévention des risques professionnels
Tél. 01 64 14 17 65
securite@cdg77.fr

LIEUX DE LA PRESTATION

Dans les locaux du Centre de gestion.

PUBLIC

Toutes les collectivités.

DURÉES

A) 5 jours pour la formation préalable obligatoire à l'exercice de la mission ;
B) 2 jours pour la formation continue de niveau 2 ;
C) variable selon la thématique pour l'approfondissement de la formation post-niveau 2 (1 à 2 jours).

DÉLAI MINIMAL D'ANNULATION

+ de 5 jours avant le début de l'intervention. En cas d'irrespect de ce délai de prévenance, un dédit de 30 % sera appliqué à la collectivité.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-50-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

FORMATIONS OBLIGATOIRES DES ASSISTANTS ET DES CONSEILLERS DE PRÉVENTION

(Toutes les mentions de ce formulaire sont obligatoires)

Je soussigné(e) Madame, Monsieur : .....

Maire ou Président(e) de : .....

Adresse postale de la collectivité : .....

Personne à contacter (si différente) : ..... Qualité / Fonction : .....

Téléphone : ..... Adresse électronique : .....

Je déclare avoir signé la convention unique à la date du : .....

Sollicite l'inscription de :

M, Mme : .....
Fonctions exercées : .....
N° de téléphone : .....
Adresse électronique : .....

M, Mme : .....
Fonctions exercées : .....
N° de téléphone : .....
Adresse électronique : .....

☐ **Option 1 :** formation préalable des assistants de prévention, sur 5 jours, les 28, 29, 30 mai et 12, 13 juin 2018

☐ **Option 2 :** formation continue des assistants de prévention niveau 2, sur 2 jours, les 13 et 14 septembre 2018

Option 3 : formations continues des assistants et des conseillers de prévention post niveau 2 :

Comprendre et prévenir les risques psychosociaux, sur 2 jours :

☐ Les 31 mai et 1er juin 2018 ☐ Les 7 et 8 novembre 2018

☐ Utilisation des produits chimiques : quelles solutions possibles pour la protection des agents, sur 1 jour, le 15 novembre 2018

qui se déroulera dans les locaux du Centre de gestion ☒

Je m'engage à payer la somme déterminée par le Conseil d'administration du Centre de gestion de la Fonction publique territoriale de Seine-et-Marne lors de la séance du 10 octobre 2017 **consultable page suivante**.

En ma qualité*, d'autorité territoriale, de maire adjoint, de vice-président(e), de directeur général des services (* encadrer la qualité), je m'engage à régler le montant total de …….. €, correspondant à la (les) prestation(s) ci-dessus mentionnée (s) pour le (les) agent(s) susnommé(s).

Le bulletin d'inscription vaut engagement à la dépense. En cas d'annulation de votre part dans un délai inférieur ou égal à 5 jours ouvrés avant le début de la formation, un dédit de 30 % du montant engagé sera appliqué à la collectivité. Un titre de recette et une attestation seront établis et adressés après la formation.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-50-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

Centre de gestion Fonction publique territoriale de Seine-et-Marne

Service hygiène et sécurité - année 2018

SERVICE PREVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS	
Tarif par jour de formation et par personne	
Collectivités de moins de 50 agents et collectivités relevant du contrat assurance groupe ayant passé convention de gestion avec le CDG 77	**321 €**
Collectivités de 50 à 349 agents	**345 €**
Collectivités de 350 agents et plus	**381 €**

Fait à ..... Le ..... / ..... / .....

Cachet et signature

Formulaire à retourner au :

CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE SEINE-ET-MARNE
10, points de vue CS 40056 – 77564 LIEUSAINT CEDEX Tél. 01 64 14 17 00
Adresse électronique : securite@cdg77.fr - Site Internet : cdg77.fr

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-50-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

FORMATIONS THÉMATIQUES À L'HYGIÈNE ET LA SÉCURITÉ ET À LA SANTÉ AU TRAVAIL

DESCRIPTIF DE LA PRESTATION

A. Sensibilisations sur le cadre règlementaire d'application de l'hygiène et la sécurité dans les collectivités locales (mise en œuvre de la prévention, acteurs, documents de prévention, mesures de prévention).

B. Signalisation temporaire de chantier (enjeux et principes, signalisation des acteurs et des moyens, règles d'organisation et de gestion par des cas concrets).

C. Gestes et postures de sécurité au travail (exposés théoriques des situations professionnelles éprouvantes, principes de sécurité et d'économie d'effort, mise en pratique des connaissances).

D. Sauveteur Secouriste du Travail (réalisation des gestes de 1er secours selon référentiel national du secourisme au travail).

LES LIVRABLES

A. Sensibilisations par ½ journée. Avoir une capacité de comprendre, évaluer les actions à mettre en œuvre pour la thématique considérée.

B. Signalisation temporaire de chantier – 1 jour. Etre en capacité de sécuriser un chantier par les mesures de signalisations adéquates.

C. Gestes et postures – 1 jour. Etre en capacité d'adapter ses efforts ou la pratique de son activité aux contraintes physiques posturales et de manutention.

D. SST initial – 2 jours. Maintien et actualisation des connaissances à jour (MAC) – 1 jour. Délivrance d'un certificat SST.

DÉLAI D'ORGANISATION

Sur demande de la collectivité locale et en fonction du planning d'activité du service hygiène et sécurité.

CONDITIONS DE RÉALISATION

- La taille du groupe pour ces formations devra être comprise entre 6 et 10 personnes pour respecter les objectifs pédagogiques de la formation.
- Disposer d'un certificat SST en cours de validité pour le MAC SST.
- Pas de pré-requis de niveau ou de connaissance de l'agent concerné par la mise en œuvre d'une thématique traitée.
- Avoir signé la convention unique.
- Solliciter le service hygiène et sécurité par le bulletin d'inscription.
- S'assurer de la disponibilité des locaux et moyens matériels propres à l'organisation d'une formation au sein de la collectivité locale.

TARIFS

Forfaitaires : sensibilisations, gestes et postures, chantier :

- 260 € par ½ journée et par groupe pour les collectivités de moins de 50 agents et collectivités relevant du contrat assurance groupe ayant passé convention de gestion avec le CDG 77 ;
- 292.50 € par ½ journée et par groupe pour les autres collectivités de 50 à 349 agents ;
- 336.5 € par ½ journée et par groupe pour les autres collectivités de 350 agents et plus.

Unitaires : formation SST :

- 90 € par jour et par personne pour les collectivités de moins de 50 agents et collectivités relevant du contrat assurance groupe ayant passé convention de gestion avec le CDG 77 ;
- 95 € par jour et par personne pour les autres collectivités de 50 à 349 agents ;
- 100 € par jour et par personne pour les autres collectivités de 350 agents et plus.

INTERLOCUTEURS

Service hygiène et sécurité
Laurent BECASSE,
Élisa MENAGER,
Aurélie SEDECIAS,
Conseillers en prévention des risques professionnels
Tél. 01 64 14 17 65
securite@cdg77.fr

LIEUX DE LA PRESTATION

Dans vos locaux.

PUBLIC

Toutes les collectivités.

DURÉES

Variables selon la thématique : de 0.5 à 2 jours.

DÉLAI MINIMAL D'ANNULATION

+ de 5 jours avant le début de l'intervention. En cas d'irrespect de ce délai de prévenance, un dédit de 30 % sera appliqué à la collectivité.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-50-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

FORMATIONS THÉMATIQUES À L'HYGIÈNE ET LA SÉCURITÉ ET À LA SANTÉ AU TRAVAIL (Toutes les mentions de ce formulaire sont obligatoires)

Je soussigné(e) Madame, Monsieur : .....

Maire ou Président(e) de : .....

Adresse postale de la collectivité : .....

Personne à contacter (si différente) : ..... Qualité / Fonction : .....

Téléphone : ..... Adresse électronique : .....

Je déclare avoir signé la convention unique à la date du : .....

Sollicite l'inscription d'un groupe de ..... personnes* pour une formation en intra. (*veuillez nous adresser un tableau récapitulatif des participants en précisant pour chacun d'entre eux les noms et prénoms, fonctions).

Option 1, sensibilisations sur le cadre règlementaire d'application de l'hygiène et la sécurité dans les collectivités locales, sur une demi-journée :

- ☐ La mise en œuvre d'une politique de prévention santé et sécurité au travail
- ☐ La fonction d'assistant de prévention
- ☐ L'élaboration du document unique d'évaluation des risques professionnels
- ☐ Utilisation des produits chimiques : quelles solutions possibles pour le protection des agents

☐ **Option 2 :** signalisation temporaire de chantier, sur une journée.

☐ **Option 3 :** gestes et postures, sur une journée.

Option 4, formation Sauveteur Secouriste du Travail :

- ☐ SST initial, sur 2 jours
- ☐ Maintien et actualisation des compétences sur 1 journée (7 heures - MAC : recyclage)

qui se déroulera dans mes locaux (intra) ☒

Je m'engage à payer la somme déterminée par le Conseil d'administration du Centre de gestion de la Fonction publique territoriale de Seine-et-Marne lors de la séance du 10 octobre 2017 **consultable page suivante**.

En ma qualité*, d'autorité territoriale, de maire adjoint, de vice-président(e), de directeur général des services (* encadrer la qualité), je m'engage à régler le montant total de …….. €, correspondant à la (les) prestation(s) ci-dessus mentionnée (s) pour le (les) agent(s) bénéficiaire(s) de la formation.

Le bulletin d'inscription vaut engagement à la dépense. Possibilité de remplacer un stagiaire empêché. En cas d'annulation de votre part dans un délai inférieur ou égal à 5 jours ouvrés avant le début de la formation, un dédit de 30 % du montant engagé sera appliqué à la collectivité. Un titre de recette et des attestations seront établis et adressés après la formation.

Acte rendu exécutoire après dépôt au
077-217702851-20180215-2018DCM-02-50-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

SERVICE PREVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS			
Tarif par groupe et par jour			
	Collectivités de moins de 50 agents et collectivités relevant du contrat Assurance groupe ayant passé convention de gestion avec le CDG 77	Collectivités de 50 à 349 agents	Collectivités de 350 agents et plus
Option 1	**260 €**	**292.50 €**	**336.50 €**
Option 2	**520 €**	**585 €**	**673 €**
Option 2	**520 €**	**585 €**	**673 €**
Tarif par personne et par jour			
Option 4	**90 €**	**95 €**	**100 €**

Fait à ..... Le ..... / ..... / .....

Cachet et signature

Formulaire à retourner au :
CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE SEINE-ET-MARNE
10, points de vue CS 40056 – 77564 LIEUSAINT CEDEX Tél. 01 64 14 17 00
Adresse électronique : securite@cdg77.fr - Site Internet : cdg77.fr

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-50-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

FORMATIONS DES MEMBRES CHSCT À LA SANTÉ ET SÉCURITE AU TRAVAIL ET/OU À LA PRÉVENTION DES RISQUES PSYCHO-SOCIAUX

DESCRIPTIF DE LA PRESTATION

A. Santé et sécurité au travail sur 5 jours : former les membres du CHSCT à leur rôle dans le domaine de la prévention des risques professionnels. Formation agréée par la Préfecture de Région Ile-de-France, dispensant le contenu règlementaire prévu par le décret 85-603. A l'issue, les participants identifieront le cadre légal de leurs missions (droits, obligations, fonctionnement de l'instance, champs de compétences).

B. Prévention des risques psycho-sociaux sur 2 jours : former les membres du CHSCT à la connaissance et à la démarche de prévention des risques psycho-sociaux.

LES LIVRABLES

- Support de formation.
- Les membres connaîtront leurs rôles, leurs missions, leurs prérogatives dans les thématiques de santé et sécurité au travail et notamment les risques psycho-sociaux.

Une attestation de formation sera délivrée à l'issue.

CONDITIONS DE RÉALISATION

- La taille du groupe devra être comprise entre 6 et 10 personnes pour respecter les objectifs pédagogiques de la formation.
- Avoir signé la convention unique.
- Solliciter le service hygiène et sécurité par un bon de commande.
- S'assurer de la disponibilité des locaux et moyens matériels propres à l'organisation d'une formation au sein de la collectivité.

TARIFS HORAIRES

- 520 € par session et par jour (frais de déplacements inclus) pour les collectivités ayant leur propre CHSCT et relevant du contrat Assurance groupe ayant passé convention de gestion avec le CDG 77.
- 585 € par session et par jour (frais de déplacement inclus) pour les collectivités ayant leur propre CHSCT, non adhérente au contrat d'assurance statutaire du personnel, de 50 à 349 agents
- 673 € par session et par jour (frais de déplacements inclus) pour les autres collectivités ayant leur propre CHSCT, non adhérente au contrat d'assurance statutaire du personnel, de 350 agents et plus.

INTERLOCUTEURS

Service hygiène et sécurité
Laurent BECASSE,
Élisa MENAGER,
Aurélie SEDECIAS,
Conseillers en prévention des risques professionnels
Tél. 01 64 14 17 65
securite@cdg77.fr

LIEUX DE LA PRESTATION

Dans vos locaux.

PUBLIC

Toutes les collectivités.

DURÉES

2 à5 jours.

DÉLAI MINIMAL D'ANNULATION

+ de 5 jours avant le début de l'intervention. En cas d'irrespect de ce délai de prévenance, un dédit de 30 % sera appliqué à la collectivité.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-50-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

Centre de gestion Fonction publique territoriale de Seine-et-Marne
Service hygiène et sécurité - année 2018

FORMATIONS DES MEMBRES CHSCT À LA SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL ET/OU À LA PRÉVENTION DES RISQUES PSYCHO-SOCIAUX

(Toutes les mentions de ce formulaire sont obligatoires)

Je soussigné(e) Madame, Monsieur : .....

Maire ou Président(e) de : .....

Adresse postale de la collectivité : .....

Personne à contacter (si différente) : ..... Qualité / Fonction : .....

Téléphone : ..... Adresse électronique : .....

Je déclare avoir signé la convention unique à la date du : .....

Sollicite l'inscription d'un groupe de ..... personnes* pour une formation en intra. (*veuillez nous adresser un tableau récapitulatif des membres du CHSCT participant en précisant pour chacun d'entre eux les noms et prénoms, fonctions).

☐ **Option 1 :** santé et sécurité au travail, sur 5 jours.

☐ **Option 2 :** la prévention des risques psycho-sociaux, sur 2 jours.

qui se déroulera dans mes locaux (intra) ☒

Je m'engage à payer la somme déterminée par le Conseil d'administration du Centre de gestion de la Fonction publique territoriale de Seine-et-Marne lors de la séance du 10 octobre 2017 **consultable page suivante**.

En ma qualité*, d'autorité territoriale, de maire adjoint, de vice-président(e), de directeur général des services (*encadrer la qualité), je m'engage à régler le montant total de ..... €, correspondant à la (les) prestation(s) ci-dessus mentionnée (s) pour le (les) agent(s) bénéficiaire(s) de la formation.

Le bulletin d'inscription vaut engagement à la dépense. En cas d'annulation de votre part dans un délai inférieur ou égal à 5 jours ouvrés avant le début de la formation, un dédit de 30 % du montant engagé sera appliqué à la collectivité. Un titre de recette et les attestations seront établis et adressés après la formation.

Fait à ..... Le ..... / ..... / .....

Cachet et signature

Formulaire à retourner au :
CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE SEINE-ET-MARNE
10, points de vue CS 40056 – 77564 LIEUSAINT CEDEX Tél. 01 64 14 17 00
Adresse électronique : securite@cdg77.fr - Site Internet : cdg77.fr

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-50-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

SERVICE PREVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS	
Tarif par jour d'intervention et par session	
Collectivités ayant leur propre CHSCT et ayant adhéré au contrat d'assurance statutaire du personnel et ayant passé convention de gestion avec le CDG 77	**520 €**
Collectivités ayant leur propre CHSCT de 50 à 349 agents	**585 €**
Collectivités ayant leur propre CHSCT de 350 agents et plus	**673 €**

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-50-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

31 Expertise statutaire / RH

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-50-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

PRESTATION AVANCEMENTS

DESCRIPTIF DE LA PRESTATION

Examen des possibilités statutaires d'avancements pour les fonctionnaires (stagiaires et titulaires) au sein de la collectivité pour l'année d'adhésion à la prestation. Etude réalisée au moyen d'une application modélisant les déroulements de carrières et les possibilités d'évolution. La prestation se déroule selon le process défini dans le schéma ci-après (pour la prestation d'avancement de grade).

3 options sont disponibles :

- option 1 : examen des possibilités d'avancement d'échelon ;
- option 2 : examen des possibilités d'avancement de grade ;
- option 3 : examen des possibilités d'avancements d'échelon et de grade.

LES LIVRABLES

- État des fonctionnaires promouvables à l'avancement d'échelon et/ou de grade au titre d'une année donnée.
- Édition des projets d'arrêtés liés à l'avancement.

DÉLAI D'INTERVENTION

Pré-requis avant tout début d'exécution : respect par la collectivité de son obligation de transmission régulière au Centre de gestion des actes relatifs à la carrière des agents figurant dans le décret 85-643 du 26 juin 1985.

CONDITIONS DE RÉALISATION

- Transmission dans un délai maximum de 2 mois après leur signature des arrêtés relatifs au déroulement de carrières des agents (mise en stage, titularisation, avancements précédents, positions administratives telles que détachement, disponibilité, congé parental, décisions interrompant l'ancienneté telle que la prorogation de stage, l'absence de services fait, toutes décisions disciplinaires, décisions de radiation telles que retraite, abandon de poste, licenciement, démission, mutation.
- Avoir signé la convention unique.
- Avoir validé et retourné le bon de commande.

TARIFS HORAIRES

Option 1 :
- 30 € par étude pour les collectivités de 1 à 20 agents ;
- 50 € par étude pour les collectivités de 21 à 49 agents.

Option 2 :
- 40 € par étude pour les collectivités de 1 à 20 agents ;
- 60 € par étude pour les collectivités de 21 à 49 agents.

Option 3 :
- 70 € par étude pour les collectivités de 1 à 20 agents ;
- 110 € par étude pour les collectivités de 21 à 49 agents.

INTERLOCUTEUR
Service CAP
Equipe des gestionnaires CAP
01 64 14 17 41
cap@cdg77.fr

LIEUX DE LA PRESTATION
Dans les locaux du Centre de gestion.

PUBLIC
les collectivités de moins de 50 agents.

DURÉES
2 mois à compter de la constatation du caractère actualisé des carrières de la collectivité demandeuse.

DÉLAI MINIMAL D'ANNULATION
Annulation possible sans dédit dès lors que l'exécution de la prestation n'a pas débuté. Hors de ce cas, la prestation débutée est exécutée et facturée.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-50-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

BON DE COMMANDE

PRESTATIONS D'AVANCEMENTS (Toutes les mentions de ce formulaire sont obligatoires)

Je soussigné(e) Madame, Monsieur : .....

Maire ou Président(e) de : .....

Adresse postale de la collectivité : .....

Personne à contacter (si différente) : ..... Qualité / Fonction : .....

Téléphone : ..... Adresse électronique : .....

Je déclare avoir signé la convention unique à la date du : .....

Sollicite l'intervention du Centre de gestion de Seine-et-Marne sur l'identification des possibilités d'avancement et leur élaboration. La prestation n'est recevable que pour les collectivités employant moins de 50 agents :

Déclaration du nombre d'agents au 01/01/2018 : I_____I

☐ **Option 1 :** examen des possibilités d'avancements d'échelon des fonctionnaires de la collectivité.

☐ **Option 2 :** examen des possibilités d'avancements de grade des fonctionnaires de la collectivité.

☐ **Option 3 :** examen des possibilités d'avancements d'échelon et de grade des fonctionnaires de la collectivité.

qui se déroulera dans les locaux du Centre de gestion ☒

Je m'engage à payer le montant déterminé par le Conseil d'administration du Centre de gestion de la Fonction publique territoriale de Seine-et-Marne lors de la séance du 10 octobre 2017 à savoir :

CAP / CARRIERE		
Forfait annuel		
	Collectivités de 1 à 20 agents	**Collectivités de 21 à 49 agents**
Option 1	**30 €**	**50 €**
Option 2	**40 €**	**60 €**
Option 3	**70 €**	**110 €**

En ma qualité* : d'autorité territoriale, de maire adjoint, de vice-président (e), de directeur général des services (* encadrer la qualité), je m'engage à régler après exécution de la prestation le montant total de ..... €, à la réception du titre de recettes. Annulation possible sans dédit dès lors que l'exécution de la prestation n'a pas débuté. Hors de ce cas, la prestation débutée est exécutée et facturée.

Fait à ..... Le ..... / ..... / .....

Cachet et signature

Formulaire à retourner au :
CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE SEINE-ET-MARNE
10, points de vue CS 40056 – 77564 LIEUSAINT CEDEX Tél. 01 64 14 17 00
Adresse électronique : cap@cdg77.fr - Site Internet : cdg77.fr

Accusé de réception en préfecture
077-217702891-20180215-2018DCM-02-50-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

PRESTATION ASSURANCE CHÔMAGE

DESCRIPTIF DE LA PRESTATION

Expertise et conseils en réglementation chômage pour les agents publics. Aide à la détermination des droits à indemnisation. Au moyen d'un logiciel dédié mis à jour par un éditeur et d'agents formés, le traitement apporté aux dossiers se fonde sur l'appréciation des conditions juridiques et pédagogiques développant l'analyse des règles d'ouverture et de calcul des droits selon 3 options.

LES LIVRABLES

- **Option 1** - une étude écrite circonstanciée en rapport avec la demande, présentant :
  - les conditions d'ouverture des droits à l'allocation retour à l'emploi ;
  - détermination des différents montants d'indemnisation ;
  - étude de compatibilité des cumuls d'indemnisation et de reprise d'activité ;
  - modèle de notification des droits de l'agent ;
  - modèle de simulation d'un avis de paiement de l'allocation.
- **Option 2** - note juridique sur l'application de la réglementation chômage.
- **Option 3** - actualisation du montant de l'allocation en vertu du cadre règlementaire.

DÉLAI D'INTERVENTION

Tout traitement ne débute qu'à partir de l'enregistrement du bon de commande et de la due réception des pièces nécessaires à l'instruction du dossier. Après satisfaction de ces pré-requis, le délai de traitement est fonction de la difficulté du dossier et de la disponibilité des consultantes.

CONDITIONS DE RÉALISATION

- Avoir complété la fiche de renseignement nécessaire à la prestation « Assurance chômage ».
- Avoir communiqué notamment les derniers bulletins de salaires (jusqu'à 13 mois d'antériorité), le ou les contrats de travail de l'agent, l'attestation Pôle Emploi remplie par l'employeur ainsi que les documents émanant de Pôle Emploi (attestation d'inscription, notification de rejet, fiche de liaison, les attestions Pôle Emploi remises à l'agent, etc).
- Avoir signé la convention unique.
- Avoir validé le bon de commande.

TARIFS HORAIRES

Option 1 - étude de demande de droit à indemnisation ou reprise d'indemnisation, rechargement, droit d'option etc :

- 200 € par dossier pour les collectivités affiliées ;
- 300 € par dossier pour les collectivités non affiliées.

Option 2 - étude réglementaire « chômage » :

- 70 € par dossier pour les collectivités affiliées ;
- 100 € par dossier pour les collectivités non-affiliées.

Option 3 - révision d'un dossier déjà instruit :

- 20 € par étude pour les collectivités affiliées ;
- 24 € par étude pour les collectivités non affiliées.

INTERLOCUTEUR

Service info-statut
Vanessa THEODOSE
Nelly MANFREO
consultantes statut
01 64 14 17 00 de 9h15 à 12h
infostatut@cdg77.fr

LIEUX DE LA PRESTATION

Dans les locaux du Centre de gestion.

PUBLIC

Toutes les collectivités.

DÉLAI MINIMAL D'ANNULATION

Annulation possible sans dédit dès lors que l'instruction du dossier n'a pas débuté. Hors de ce cas, la prestation est exécutée et facturée.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-50-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

BON DE COMMANDE

PRESTATION CHÔMAGE (Toutes les mentions de ce formulaire sont obligatoires)

Je soussigné(e) Madame, Monsieur : .....

Maire ou Président(e) de : .....

Adresse postale de la collectivité : .....

Personne à contacter (si différente) : ..... Qualité / Fonction : .....

Téléphone : ..... Adresse électronique : .....

Je déclare avoir signé la convention unique à la date du : .....

Sollicite l'intervention du Centre de gestion de Seine-et-Marne sur le dossier de
M, Mme : .....

☐ **Option 1 :** étude et instruction d'une demande de droit à l'allocation retour à l'emploi ou reprise d'indemnisation, rechargement des droits, droit d'option etc.

☐ **Option 2 :** note juridique sur l'application de la réglementation chômage.

☐ **Option 3 :** actualisation du montant de l'allocation en vertu du cadre règlementaire (révision d'un dossier déjà instruit).

qui se déroulera dans les locaux du Centre de gestion ☒

Je m'engage à payer la somme déterminée par le Conseil d'administration du Centre de gestion de la Fonction publique territoriale de Seine-et-Marne lors de la séance du 10 octobre 2017 à savoir :

SERVICE INFO STATUT		
Tarif par dossier		
	Collectivités affiliées au CDG 77	**Collectivités non affiliées au CDG 77**
Option 1	**200 €**	**300 €**
Option 2	**70 €**	**100 €**
Option 3	**20 €**	**24 €**

En ma qualité* : d'autorité territoriale, de maire adjoint, de vice-président (e), de directeur général des services (* encadrer la qualité), je m'engage à régler après exécution de la prestation le montant total de ..... €, à la réception du titre de recettes.
Annulation possible sans dédit dès lors que l'instruction du dossier n'a pas débuté. Hors de ce cas, la prestation est exécutée et facturée.

Fait à ..... Le ..... / ..... / .....

Cachet et signature

Formulaire à retourner au :
CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE SEINE-ET-MARNE
10, points de vue CS 40056 – 77564 LIEUSAINT CEDEX Tél. 01 64 14 17 00
Adresse électronique : infostatut@cdg77.fr - Site Internet : cdg77.fr

Accusé de réception en préfecture
077-217702891-20180215-2018DCM-02-50-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

PRÉALABLE À LA PRESTATION ASSURANCE CHÔMAGE (Toutes les mentions de ce formulaire sont obligatoires)

GESTIONNAIRE RH DE VOTRE COLLECTIVITÉ EN CHARGE DU DOSSIER

Nom et Prénom : .....

Téléphone : ..... Adresse électronique : .....

IDENTITÉ DE L'AGENT CONCERNÉ PAR LA DEMANDE

Nom et Prénom : .....

Date de naissance : ..... Numéro de sécurité sociale : .....

QUALITÉ DE L'AGENT

- ☐ Titulaire
- ☐ Stagiaire
- ☐ Contractuel de droit public en CDD
- ☐ Contractuel de droit public en CDI
- ☐ Contractuel de droit privé (CAE, CUI, emploi d'avenir, etc.)

ACTIVITÉS

Date d'inscription Pôle Emploi (obligatoire, sauf pour un fonctionnaire maintenu en disponibilité) : ...../...../.....

Date de fin d'emploi (dernier jour du contrat de travail) : ...../...../.....

MOTIF

- ☐ Fin de contrat à durée déterminée
- ☐ Non renouvellement du contrat de travail à l'initiative de l'agent
- ☐ Licenciement Précisez le motif : .....
- ☐ Démission Précisez le motif : .....
- ☐ Révocation
- ☐ Abandon de poste
- ☐ Autre Précisez le motif : .....

Dernier jour travaillé payé (dernier jour pendant lequel l'agent a perçu sa rémunération habituelle. Ex : dernier jour avant le début d'un congé maladie qui se poursuit jusqu'à la fin de contrat de l'agent) : ...../...../.....

PERIODES D'ACTIVITE au cours des 36 mois précédant la date de fin d'emploi

Si l'agent a effectué plusieurs contrats auprès du même employeur, merci de saisir chaque contrat, et non une période totalisant tous les contrats.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-50-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

Nom des employeurs	Date de début d'emploi	Date de fin d'emploi	Nombre d'heures hebdomadaires ou total
Exemple : CDG	03/08/2011	02/12/2013	17.5 heures par semaine

RÉMUNÉRATION

Le salaire brut représente le traitement brut versé à l'agent, ainsi que les primes versées mensuellement. Les primes, indemnités et avantages suivants sont exclus des rémunérations mensuelles :

- indemnités compensatrices de congés payés, même lorsqu'elles sont versées mensuellement ;
- prime annuelle (13e mois) ou toute autre indemnité annuelle (ex : indemnité annuelle de régisseur), qui sont à reporter dans le second tableau correspondant aux montants des primes ;
- avantages en nature.

☐ **Si les heures de votre agent lui sont payées sur le mois suivant (payes décalées), merci de cocher cette case.**

MONTANTS DES SALAIRES

Correspondant aux 12 derniers mois pleins précédant le dernier jour travaillé payé

Employeurs	Mois	Salaire brut En €	Date de début	Date de fin	Durée (en heures hebdomadaire) effective de l'agent	Durée hebdomadaire légale en vigueur dans la collectivité
Exemple : CDG	Novembre 2013	1500.00 €	1	30	30	30

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-50-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

MONTANT DES PRIMES (HORS RÉGIME INDEMNITAIRE MENSUEL)

Employeurs	Nom de la prime	Mois de versement	Montant brut en €	Date de début	Date de fin
Exemple : CDG	Prime annuelle	Novembre 2013	1500.00 €	01/12/2012	30/11/2013

Pièces à joindre à ce formulaire

Correspondant aux 12 derniers mois pleins précédant le dernier jour travaillé payé

- ☐ Les 13 derniers bulletins de salaire de l'agent.
- ☐ Les contrats de travail de l'agent.
- ☐ Les documents remis à l'agent par Pôle Emploi (date d'inscription, fiche de liaison, etc.).
- ☐ Les attestations Pôle Emploi.

Fait à ..... Le ..... / ..... / .....

Cachet et signature

Formulaire à retourner au :

CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE SEINE-ET-MARNE
10, points de vue CS 40056 – 77564 LIEUSAINT CEDEX Tél. 01 64 14 17 00
Adresse électronique : infostatut@cdg77.fr - Site Internet : cdg77.fr

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-50-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

PRESTATION EXAMEN DU DOSSIER INDIVIDUEL (PEDI)

DESCRIPTIF DE LA PRESTATION

Ceci consiste en l'examen de la tenue des dossiers des fonctionnaires et à détecter des anomalies afin de les corriger et de ne plus les reproduire à l'avenir. Choix entre trois axes d'intervention :

- **option 1 -** Examen de la tenue du ou des dossiers : constat / identification des anomalies
- **option 2 -** Conseil dans la mise en place d'une méthode de tenue des dossiers : étude de l'existant
- **option 3 -** Analyse des déroulements de carrières : étude des actes / détection des anomalies / accompagnement dans le traitement des solutions

LES LIVRABLES

Pour l'option 2, un rapport d'intervention est établi et adressé à l'autorité compétente afin de présenter les solutions que la collectivité territoriale ou l'établissement public peut mettre en œuvre pour optimiser la tenue des dossiers de ses agents et/ou résoudre ses difficultés dans le déroulement de carrière de ses fonctionnaires.
Pour l'option 3, un rapport complet analysant la carrière depuis le point où elle s'est écartée de la légalité ; production du déroulé correct de la carrière avec explication ; production des modèles d'arrêtés pour effectuer la reconstitution de carrière.

DÉLAI D'INTERVENTION

Fixation de dates d'un commun accord tenant compte des plannings d'activité de chacun.

CONDITIONS DE RÉALISATION

- Avoir signé la convention unique ;
- Renseigner une demande d'intervention pour la prestation PEDI
- Le cas échéant, rendez-vous préparatoire selon l'option choisie (options 1 et 2)
- Envoi des pièces justificatives de la situation de l'agent nécessaires à l'évaluation de la prestation
- Acceptation signée du devis d'intervention ;

Limites encadrant la réalisation de la prestation :
- véracité des éléments communiqués par le commanditaire ;
- possibilités légales de régularisation de carrière ;
- disponibilités des pièces justificatives du déroulement de carrière ou de la situation de l'agent.

A L'ISSUE DE LA PRESTATION

Envoi d'un questionnaire d'évaluation et / ou d'un rapport d'optimisation.

TARIFS HORAIRES

Sur devis pour les 3 options, calculé sur les montants horaires suivants :

- 45 € pour les collectivités affiliées ;
- 55 € pour les collectivités non affiliées.

INTERLOCUTEUR
Service info-statut
Marie-Hélène GAVARD
Nelly MANFREO
consultantes statut
01 64 14 17 00 de 9h15 à 12h
infostatut@cdg77.fr

LIEUX DE LA PRESTATION
Options 1 et 2 dans vos locaux (ou au CDG selon le nombre de dossiers) et option 3 au CDG.

PUBLIC
Toutes les collectivités.

DÉLAI MINIMAL D'ANNULATION
+ de 24 h avant le début de l'intervention.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-50-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

PRESTATION PEDI (Toutes les mentions de ce formulaire sont obligatoires)

Je soussigné(e) Madame, Monsieur : .....

Maire ou Président(e) de : .....

Adresse postale de la collectivité : .....

Personne à contacter (si différente) : ..... Qualité / Fonction : .....

Téléphone : ..... Adresse électronique : .....

Je déclare avoir signé la convention unique à la date du : .....

Sollicite l'intervention du Centre de gestion de Seine-et-Marne pour :

☐ **OPTION 1 : examen de la tenue des dossiers des agents : constat / identification des anomalies.**
Nombre de dossiers concernés : I_____I

☐ **OPTION 2 : accompagnement dans la mise en place d'une méthode de tenue des dossiers : étude de l'existant : constat / identification des anomalies ; assistance pédagogique à l'établissement des dossiers : composition / classement / numérotation.** Nombre de dossiers concernés : I_____I

☐ **OPTION 3 : analyse des déroulements de carrière : étude des actes / identification des anomalies / accompagnement dans le traitement des solutions.** Nombre de dossiers concernés : I_____I

☐ J'ai bien compris que le service info statut prendra contact avec moi dès la réception de cette demande d'intervention afin d'évaluer mon besoin pour lequel un devis me sera adressé. Je m'engage à retourner au service info-statut la liste des documents et des informations demandés dès que ce contact aura eu lieu.

Selon l'évaluation du temps de l'intervenant, un devis me sera communiqué que je devrais lui retourner en cas d'acceptation. Celui-ci est calculé selon la somme déterminée par le Conseil d'administration du Centre de gestion de la Fonction publique de Seine-et-Marne lors de la séance du 10 octobre 2017 à savoir :

SERVICE INFO-STATUT	
Tarif horaire	
Collectivités affiliées au CDG 77	Collectivités non affiliées au CDG 77
45 €	55 €

Fait à ..... Le ..... / ..... / .....

Cachet et signature

Formulaire à retourner au :
CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE SEINE-ET-MARNE
10, points de vue CS 40056 – 77564 LIEUSAINT CEDEX Tél. 01 64 14 17 00
Adresse électronique : infostatut@cdg77.fr - Site Internet : cdg77.fr

Accusé de réception en préfecture
077-217702891-20180215-2018DCM-02-50-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

ATELIERS DU STATUT

DESCRIPTIF DES DIFFÉRENTES THÉMATIQUES

Le service info-statut vous propose différents ateliers autour de thèmes statutaires variés, tels :

- les déroulements de carrière (classement à la nomination) ;
- le régime indemnitaire ;
- la protection sociale.

(Liste non limitative)

LES LIVRABLES

A l'issue de ces ateliers, vous serez en capacité d'appliquer les procédures règlementaires grâce à l'apprentissage des règles liées à la thématique, par des exercices et des exemples pratiques développés en séance (ex, classer un agent lors de sa nomination stagiaire par le calcul de la reprise des services antérieurs, établir une délibération dans le cadre du RIFSEEP, maîtriser la saisine du comité médical ou de la commission de réforme pour mieux gérer les congés de maladie).

Une attestation de présence vous sera délivrée à l'issue de la formation.

DÉLAI D'INTERVENTION

Selon recensement des besoins des collectivités et selon l'actualité statutaire au moyen d'une programmation semestrielle.

CONDITIONS DE RÉALISATION

- Pour les formations se déroulant au CDG 77, la taille optimum du groupe est de 5 à 15 personnes pour respecter les objectifs pédagogiques de la formation.
- Pour les formations en intra, la taille optimum du groupe est de 8 à 12 personnes pour respecter les objectifs pédagogiques de la formation.
- Possibilité de traitement des dossiers en cours, lors de l'atelier sous réserve de communiquer les dossiers en amont de la séance.
- Avoir signé la convention unique.
- Avoir retourné au Centre de gestion le bulletin d'inscription.

TARIFS HORAIRES

- **Au CDG :** 130 € par personne et par ½ journée pour les collectivités affiliées – 250€ par personne et par ½ journée pour les collectivités non affiliées - 260 € par personne et par journée pour les collectivités affiliées – 500€ par personne et par journée pour les collectivités non affiliées.

- **En intra :** 150 € par personne et par ½ journée pour les collectivités affiliées – 275€ par personne et par ½ journée pour les collectivités non affiliées - 300 € par personne et par journée pour les collectivités affiliées – 550€ par personne et par journée pour les collectivités non affiliées.

INTERLOCUTEUR
Service info-statut
01 64 14 17 00
infostatut@cdg77.fr

LIEUX DE LA PRESTATION
Dans les locaux du Centre de gestion ou en intra dans vos locaux.

PUBLIC
Toutes les collectivités

DURÉES
Selon le thème, d'une ½ journée à 1 jour.

DÉLAI MINIMAL D'ANNULATION
+ de 5 jours avant le début de l'intervention. En cas de non respect de ce délai de prévenance, un dédit de 30 % sera appliqué à la collectivité.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-50-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

ATELIERS DU STATUT (Toutes les mentions de ce formulaire sont obligatoires)

Je soussigné(e) Madame, Monsieur : .....

Maire ou Président(e) de : .....

Adresse postale de la collectivité : .....

Personne à contacter (si différente) : ..... Qualité / Fonction : .....

Téléphone : ..... Adresse électronique : .....

Je déclare avoir signé la convention unique à la date du : .....

Sollicite l'inscription de :

M, Mme : .....
Fonctions exercées : .....
N° de téléphone : .....
Adresse électronique : .....

M, Mme : .....
Fonctions exercées : .....
N° de téléphone : .....
Adresse électronique : .....

Ou sollicite l'inscription d'un groupe de ..... personnes* pour une formation en intra. (*Merci de nous adresser un tableau récapitulatif de participants en précisant pour chacun d'entre eux les nom et prénom, fonction, grade, adresse électronique).

☐ **Intitulé de l'atelier :** .....

☐ **Date de la séance :** .....

qui se déroulera dans les locaux du Centre de gestion ☐
qui se déroulera dans mes locaux (intra). ☐

Je m'engage à payer la somme déterminée par le Conseil d'administration du Centre de gestion de la Fonction publique territoriale de Seine-et-Marne lors de la séance du 10 octobre 2017 **page suivante :**

En ma qualité*, d'autorité territoriale, de maire adjoint, de vice-président(e), de directeur général des services (* encadrer la qualité), je m'engage à régler le montant total de …….. €, correspondant à la (les) prestation(s) ci-dessus mentionnée (s) pour le (les) agents susnommés.

Le bulletin d'inscription vaut engagement à la dépense. Bulletins pris dans l'ordre d'arrivée. Possibilité de remplacer un stagiaire empêché. En cas d'annulation de votre part dans un délai inférieur ou égal à 5 jours ouvrés avant le début de la formation, un dédit de 30 % du montant engagé sera appliqué à la collectivité. Un titre de recette et une attestation seront établis et adressés après la formation.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-50-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

Centre de gestion Fonction publique territoriale de Seine-et-Marne

Service info-statut - année 2018

SERVICE INFO-STATUT				
Tarif par personne				
	Collectivités affiliées au CDG 77		Collectivités non affiliées au CDG 77	
Formation dispensée au CDG 77	**130 € par ½ journée**	**260 € par jour**	**250 € par ½ journée**	**500 € par jour**
Formation dispensée en intra	**150 € par ½ journée**	**300 € par jour**	**275 € par ½ journée**	**550 € par jour**

Fait à ..... Le ..... / ..... / .....

Cachet et signature

Formulaire à retourner au :

CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE SEINE-ET-MARNE
10, points de vue CS 40056 – 77564 LIEUSAINT CEDEX Tél. 01 64 14 17 00
Adresse électronique : infostatut@cdg77.fr - Site Internet : cdg77.fr

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-50-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

ATELIERS FORMATIONS RETRAITE

DESCRIPTIF DES DIFFÉRENTES THÉMATIQUES

Le service partenariat CNRACL vous propose 3 ateliers :

- **atelier 1 :** les dossiers de validation et de rétablissement ;
- **atelier 2 :** la règlementation retraite ;
- **atelier 3 :** l'utilisation des applications informatiques de la CNRACL.

LES LIVRABLES

- **Atelier 1** : à l'issue de cet atelier, vous saurez constituer un dossier de validation et de rétablissement en respectant les procédures règlementaires grâce au remplissage de l'ensemble des imprimés d'un dossier type.
- **Atelier 2** : à l'issue de cet atelier, vous saurez être en capacité de renseigner les agents sur les régimes de retraite, la règlementation propre au régime spécial en matière de constitution et de liquidation du droit, ainsi que sur le dispositif carrière longue.
- **Atelier 3** : à l'issue de cet atelier, vous acquerrez une aisance dans le traitement des dossiers dématérialisés et saurez compléter le compte de droit des agents et interpréter les données saisies.

Une attestation de présence vous sera délivrée à l'issue de la formation.

DÉLAI D'ORGANISATION DE LA FORMATION

Selon recensement des besoins des collectivités au moyen d'une programmation semestrielle.

CONDITIONS DE RÉALISATION

- La taille optimum du groupe pour ces formations est de 8 à 13 personnes pour les formations se déroulant au CDG ou en intra, pour respecter les objectifs pédagogiques de la formation.
- Possibilité de traitement des dossiers en cours, lors de l'atelier.
- Avoir signé la convention unique.
- Avoir retourné au Centre de gestion le bulletin d'inscription.

TARIFS HORAIRES

Au CDG

- **Atelier 1 :** 70 € par personne pour les collectivités affiliées – 120 € par personne pour les collectivités non affiliées.
- **Atelier 2 :** 140 € par personne pour les collectivités affiliées – 240 € par personne pour les collectivités non affiliées.
- **Atelier 3 :** 80 € par personne pour les collectivités affiliées – 140 € par personne pour les collectivités non affiliées.

En INTRA (dans vos locaux)

- **Atelier 1 :** 90 € par personne pour les collectivités affiliées – 140 € par personne pour les collectivités non affiliées.
- **Atelier 2 :** 180 € par personne pour les collectivités affiliées – 280 € par personne pour les collectivités non affiliées.

INTERLOCUTEUR
Service partenariat CNRACL
Laurence BOREE
Correspondante CNRACL
01 64 14 17 59
cnracl@cdg77.fr

LIEUX DE LA PRESTATION
Ateliers 1 et 2 : dans les locaux du Centre de gestion ou dans vos locaux (intra).
Atelier 3 : dans les locaux du CDG

PUBLIC
Toutes les collectivités

DURÉES
Thème 1 et 3 : ½ journée.
Thème 2 : 1 jour.

DÉLAI MINIMAL D'ANNULATION
+ de 5 jours vant le début de l'intervention. En cas d'irrespect de ce délai de prévenance, un dédit de 30 % sera appliqué à la collectivité.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-50-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

ATELIERS FORMATION RETRAITE (Toutes les mentions de ce formulaire sont obligatoires)

Je soussigné(e) Madame, Monsieur : .....

Maire ou Président(e) de : .....

Adresse postale de la collectivité : .....

Personne à contacter (si différente) : ..... Qualité / Fonction : .....

Téléphone : ..... Adresse électronique : .....

Je déclare avoir signé la convention unique à la date du : .....

Sollicite l'inscription de :

M, Mme : .....
Fonctions exercées : .....
N° de téléphone : .....
Adresse électronique : .....

M, Mme : .....
Fonctions exercées : .....
N° de téléphone : .....
Adresse électronique : .....

Ou sollicite l'inscription d'un groupe de ..... personnes* pour une formation en intra. (*Merci de nous adresser un tableau récapitulatif de participants en précisant pour chacun d'entre eux les nom et prénom, fonction, grade, adresse électronique).

☐ **Atelier 1 :** les dossiers de validation et de rétablissement, sur une demi journée, le .....

☐ **Atelier 2 :** la règlementation retraite, sur une journée, le .....

☐ **Atelier 3 :** l'utilisation des applications informatiques de la CNRACL, sur une demi journée, le .....

qui se déroulera dans les locaux du Centre de gestion ☐
qui se déroulera dans mes locaux (intra pour les ateliers pour les ateliers 1 et 2) ☐

Je m'engage à payer la somme déterminée par le Conseil d'administration du Centre de gestion de la Fonction publique territoriale de Seine-et-Marne lors de la séance du 10 octobre 2017 **page suivante :**

En ma qualité*, d'autorité territoriale, de maire adjoint, de vice-président(e), de directeur général des services (* encadrer la qualité), je m'engage à régler le montant total de …….. €, correspondant à la (les) prestation(s) ci-dessus mentionnée (s) pour le (les) agents susnommés.

Le bulletin d'inscription vaut engagement à la dépense. Bulletins pris dans l'ordre d'arrivée. Possibilité de remplacer un stagiaire empêché. En cas d'annulation de votre part dans un délai inférieur ou égal à 5 jours ouvrés avant le début de la formation, un dédit de 30 % du montant engagé sera appliqué à la collectivité. Un titre de recette et une attestation seront établis et adressés après la formation.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-50-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

Centre de gestion Fonction publique territoriale de Seine-et-Marne

Service partenariat CNRACL- année 2018

SERVICE partenariat CNRACL		
Tarif par personne pour les formations dispensées au CDG 77		
	Collectivités affiliées au CDG 77	Collectivités non affiliées au CDG 77
Atelier 1	**70 € par ½ journée**	**120 € par ½ journée**
Atelier 2	**140 € par jour**	**240 € par jour**
Atelier 3	**80 € par ½ journée**	**140€ par ½ journée**
Tarif par personne pour les formations en intra		
Atelier 1	**90 € par ½ journée**	**140 € par ½ journée**
Atelier 2	**180 € par jour**	**280 € par jour**

Fait à ..... Le ..... / ..... / .....

Cachet et signature

Formulaire à retourner au :

CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE SEINE-ET-MARNE
10, points de vue CS 40056 – 77564 LIEUSAINT CEDEX Tél. 01 64 14 17 00
Adresse électronique : cnracl@cdg77.fr - Site Internet : cdg77.fr

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-50-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

10 Accompagnement du handicap

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-50-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

FORMATIONS D'ACCOMPAGNEMENT DU HANDICAP ET DU MAINTIEN DANS L'EMPLOI

DESCRIPTIF DE LA PRESTATION

Un cycle de formation complet destiné aux élus, DGS, secrétaires de mairie, responsables ou gestionnaires RH, conseillers en prévention et aux membres des CT / CHSCT est proposé gratuitement par la Mission handicap du Centre de gestion de Seine-et-Marne. Les modules proposés sont les suivants :

- **module 1** : Appréhender le handicap en milieu professionnel ;
- **module 2** : Comprendre le catalogue des interventions du FIPHFP et saisir sa déclaration ;
- **module 3** : Gérer le handicap et le maintien dans l'emploi de ses agents (2 jours). **Ce module est obligatoire pour accéder à la prestation de coaching en collectivité.**

LES LIVRABLES

A l'issue de ce module, vous serez en mesure de :

- **module 1** : gérer au mieux le handicap dans le milieu professionnel grâce aux conseils de professionnels spécialisés ;
- **module 2** : connaitre les différentes aides mobilisables et réaliser vos saisies en ligne auprès du FIPHFP ;
- **module 3** : préparer l'intégration d'un agent en situation de handicap pour favoriser la réussite de votre recrutement ; vous adapter aux contraintes liées au handicap et aux restrictions d'aptitude de vos agents ; d'identifier les facteurs clés de réussite d'un maintien dans l'emploi, définir un plan d'action individualisé et mener à bien vos procédures grâce à l'acquisition des bons réflexes.

CONDITIONS DE RÉALISATION

- La taille optimum du groupe est de 6 à 12 personnes pour respecter les objectifs pédagogiques de la formation ;
- Avoir signé la convention unique ;
- Avoir validé et retourné le formulaire d'inscription au mimimum 15 jours avant le début de la session de formation.

TARIFS HORAIRES

Les prestations visées par la présente annexe font l'objet d'une prise en charge dans le cadre de la convention tri-annuelle 2017/2020 entre le Centre de gestion de Seine-et-Marne et le FIPHFP. Elles ne seront donc pas facturées à la collectivité bénéficiaire.

INTERLOCUTEUR

Secrétariat du service emploi
Antonella PETITBERGHIEN
01 64 14 17 10
mission-handicap@cdg77.fr

LIEUX DE LA PRESTATION

Dans les locaux du Centre de gestion ou en collectivité (sous réserve d'un nombre suffisant de participants).

PUBLIC

Toutes les collectivités.

DURÉES

Variables selon la thématique : de 0.5 à 2 jours.

DÉLAI MINIMAL D'ANNULATION

Sans dédit. Respect d'un délai de prévenance de 5 jours avant le début de la formation.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-50-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

MODULES DE FORMATION DE LA MISSION HANDICAP

(Toutes les mentions de ce formulaire sont obligatoires)

Je soussigné(e) Madame, Monsieur : .....

Maire ou Président(e) de : .....

Adresse postale de la collectivité : .....

Personne à contacter (si différente) : ..... Qualité / Fonction : .....

Téléphone : ..... Adresse électronique : .....

Je déclare avoir signé la convention unique à la date du : .....

Sollicite l'inscription de :

M, Mme : .....

Fonctions exercées : .....

N° de téléphone : .....

Adresse électronique : .....

à la formation suivante, dispensée par la correspondante handicap pour l'année 2018

Module 1 - appréhender le handicap en milieu professionnel, le :

☐ **Mardi 18/09** ☐ **Vendredi 19/10** ☐ **Mardi 18/12**

Module 2 : comprendre le catalogue des interventions du FIPHFP et saisir sa déclaration, le :

☐ **Jeudi 22/03** ☐ **Mardi 10/04** ☐ **Jeudi 17/05**

Module 3 * : gérer le handicap et le maintien dans l'emploi de ses agents (2 jours), les :

☐ **Jeudi 25/01– Vendredi 26/01** ☐ **Mardi 06/03 – Jeudi 15/03** ☐ **Jeudi 04/10 – Mardi 09/10**

☐ **Mardi 06/02 – Jeudi 08/02** ☐ **Jeudi 21/06 –Vendredi 29/06** ☐ **Mardi 04/12 – Jeudi 06/12**

* La participation au Module 3 est exigée pour toute intervention du correspondant handicap en collectivité.

qui se déroulera dans les locaux du Centre de gestion

Vous souhaitez bénéficier du repas offert par le Centre de gestion ☐

Le coût de l'inscription aux modules proposés dans le bulletin d'inscription est pris en charge dans le cadre de la convention triennale 2017/2020 entre le Centre de gestion de la Fonction publique territoriale de Seine-et-Marne et le FIPHFP. La collectivité employeur inscrit donc à titre gratuit son ou ses participants au stage.

Fait à ..... Le ..... / ..... / .....

Cachet et signature

Formulaire à retourner au :

CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE SEINE-ET-MARNE
10, points de vue CS 40056 – 77564 LIEUSAINT CEDEX Tél. 01 64 14 17 09
Adresse électronique : mission-handicap@cdg77.fr - Site Internet : cdg77.fr

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-50-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

PRESTATIONS D'ACCOMPAGNEMENT DU HANDICAP ET DU MAINTIEN DANS L'EMPLOI

DESCRIPTIF DE LA PRESTATION

Action de coaching pour le transfert de compétences et le développement de l'autonomie des élus, des DGS, des secrétaires de mairie, des responsables ou gestionnaires RH, des conseillers en prévention et des membres des CT / CHSCT, en matière d'insertion des travailleurs handicapés et de maintien dans l'emploi.

LES LIVRABLES

Le pré-requis pour toute intervention en collectivité est d'avoir suivi **le module 3 « Gérer le handicap et le maintien dans l'emploi de ses agents » du cycle de formation Handicap**.

Intervention en collectivité du correspondant handicap ou d'un professionnel externe pour une mise en application en situation réelle :

- **Recrutement et accompagnement** des travailleurs handicapés et des équipes au moment de l'intégration ;
- **Aménagement de poste** des agents en restrictions d'aptitude ;
- **Maintien dans l'emploi des agents en poste devenus inaptes** (changement d'affectation pour raison de santé ou reclassement pour inaptitude).

Intervention à distance du correspondant handicap pour les collectivités ayant acquis un degré d'autonomie suffisant, dans la gestion de leurs situations individuelles.

LES LIVRABLES

- Organisations de réunions pluridisciplinaires (de lancement, de coordination, de restitution).
- Accompagnement, méthodologie, aide à la mobilisation des ressources internes et externes.
- Rédaction de compte rendu et plans d'action.

DÉLAI D'INTERVENTION

Sur demande de la collectivité locale et en fonction du planning d'activité de la Mission Handicap.

CONDITIONS DE RÉALISATION

- Pré-requis : avoir suivi le module 3 de formation **« Gérer le handicap et le maintien dans l'emploi de ses agents »**.
- Transmission de la fiche de demande d'intervention et des différentes pièces justificatives.
- Avoir signé la convention unique.
- Engagement de la collectivité à effectuer les démarches nécessaires dans un délai raisonnable, à défaut, l'accompagnement ne pourra être honoré par le CDG.

TARIFS HORAIRES

Les prestations visées par la présente annexe, qui font l'objet d'une prise en charge dans le cadre de la convention tri-annuelle 2017/2020 entre le Centre de gestion de Seine-et-Marne et le FIPHFP, ne seront pas facturées à la collectivité bénéficiaire.

Les autres prestations non couvertes par la convention FIPHFP / CDG 77 telles que l'intervention des spécialistes externes au CDG (exemples : étude ergonomique, bilan de compétences …) seront facturées à la collectivité bénéficiaire par le prestataire sollicité ; la collectivité étant en droit de solliciter le FIPHFP pour en obtenir le remboursement.

INTERLOCUTEUR
Secrétariat du service emploi
Antonella PETITBERGHIEN
01 64 14 17 10
mission-handicap@cdg77.fr

LIEUX DE LA PRESTATION
Dans vos locaux et/ou dans les locaux du CDG

PUBLIC
Toutes les collectivités.

DURÉES
En fonction du type de prestation.

DÉLAI MINIMAL D'ANNULATION
Sans dédit. Respect d'un délai de prévenance de 5 jours avant le début de l'intervention.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-50-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

PRESTATION D'ACCOMPAGNEMENT DU HANDICAP ET DU MAINTIEN DANS L'EMPLOI (Toutes les mentions de ce formulaire sont obligatoires)

Je soussigné(e) Madame, Monsieur : .....

Maire ou Président(e) de : .....

Adresse postale de la collectivité : .....

Personne à contacter (si différente) : ..... Qualité / Fonction : .....

Téléphone : ..... Adresse électronique : .....

Je déclare avoir signé la convention unique à la date du : .....

☐ **J'atteste avoir suivi le module 3 de formation « Gérer le handicap et le maintien dans l'emploi de ses agents » (2 jours) pour toute intervention de la Mission Handicap (pré-requis indispensable)**

Sollicite le Centre de gestion de Seine-et-Marne pour une intervention de coaching du correspondant handicap, auprès du gestionnaire de dossiers d'insertion des travailleurs handicapés ou de maintien dans l'emploi.

Sur le domaine suivant :

☐ Recrutement et accompagnement des travailleurs handicapés et des équipes au moment de l'intégration.
Nombre de recrutement de travailleurs handicapés envisagés dans la collectivité : .....

☐ Aménagement de poste des agents en restrictions d'aptitude.
Nombre d'aménagement de poste à effectuer dans la collectivité : .....

☐ Maintien dans l'emploi des agents en poste devenus inaptes (changement d'affectation pour raisons de santé ou reclassement pour inaptitude). Nombre de dossiers de maintien dans l'emploi à traiter : .....

Veuillez décrire en quelques lignes votre besoin en matière d'insertion des travailleurs handicapés ou de maintien dans l'emploi : .....

.....

.....

.....

.....

.....

Un délai de prévenance de 5 jours avant le début de l'intervention est exigé en cas d'annulation de votre part de la demande d'intervention.

Fait à ..... Le ..... / ..... / .....

Cachet et signature

Formulaire à retourner au :
CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE SEINE-ET-MARNE
10, points de vue CS 40056 – 77564 LIEUSAINT CEDEX Tél. 01 64 14 17 00
Adresse électronique : mission-handicap@cdg77.fr - Site Internet : cdg77.fr

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-50-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

cdg 77

CENTRE DE GESTION
FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DE SEINE ET MARNE

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-50-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

République Française – Département de Seine-et-Marne – Canton de Savigny-le-Temple –
Commune du Mée-sur-Seine

DÉLIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 15/02//2018

Date de transmission de la convocation : 08 février 2018 - Date d'affichage : 08février 2018
Nombre de conseillers : En exercice : 35 - Présents : 23 - Excusés représentés : 7 - Absent : 0 - Votants : 30
Excusé(s) non représenté(s) : 5
VOTE : A l'unanimité - Pour : 30 - Contre : - Abstention :

L'an deux mille dix-huit, le quinze février à dix-neuf heures trente, le Conseil Municipal de la Commune du Mée-sur-Seine, s'est réuni à la salle du Conseil en Mairie en séance publique ordinaire, sous la présidence de Mr Franck VERNIN, Maire.

Etaient présents : M. VERNIN, Mme VERNON (arrivée au point n° 4 à 19h41), M. DAUVERGNE, M. DURAND, Mme BERRADIA, M. QUILLAY, Mme DIOP (arrivée au point n° 4 à 19h39), M. DIDIERLAURENT, M. BILLECOCQ, Mme KOWALCZYK, M. AURICOSTE, M. GENET, Mme MEUNIER, Mme RIGAULT (arrivée au point N° 4 à 19h38), M. BATON, M. FOSSE, M. POIREL, M. SAMYN, M. GUERIN, Mme DAUVERGNE-JOVIN, M. AYINA (arrivé au point N° 4 à 19h44), Mme CADET, Mme YAZICI
Etaient excusés représentés : Mme BAK avait donné pouvoir à Mme KOWALCZYK, Mme ANTIGNAC à M. AURICOSTE, M. SCHRUB à M. BATON, M. BENTEJ à M. GENET, Mme BOINET à M. BILLECOCQ, Mme MORIN à Mme MEUNIER, M. TOUNKARA à M. FOSSE
Etaient excusées non représentées : Mme PRONO, Mme NDIAYE, Mme GUIDY, Mme CAMPS, Mme MBERI NSANA

A été nommé (e) secrétaire de séance : M. Michel BILLECOCQ

Acte rendu exécutoire après dépôt en Préfecture de Seine-et-Marne le :
Et Publication du : 21 FEV. 2018

N° : 2018DCM-02-60
OBJET : AUTORISATIONS DE DEPENSES D'INVESTISSEMENT AVANT LE VOTE DU BUDGET PRIMITIF (BP) 2018

- Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment en ses articles L.1612-1 permettant au Maire, jusqu'à l'adoption du budget et sur autorisation du Conseil Municipal d'engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent et, L. 2121-29
- Considérant les opérations concernées qui pourraient donner lieu à des engagements et des mandatements préalablement au vote du budget, en dehors des restes à réaliser repris sur l'exercice 2018
- Vu l'avis de la Commission finances et administration générale du 6 février 2018

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,

DECIDE

Dans l'attente de l'adoption du Budget Primitif 2018 d'ouvrir des crédits d'investissement pour réaliser l'exécution comptable de l'opération suivante :

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-60-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

Opération	Chapitre	Article	Montant
Remplacement d'un véhicule de tourisme suite à un vol	21	2182	15 000 €

DIT que les crédits précités seront repris au Budget Primitif de l'exercice 2018.

Pour extrait conforme,
Fait au Mée-sur-Seine, le 16 février 2018

Le Maire du Mée-sur-Seine,

Franck VERNIN

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet des recours suivants :
- recours administratif gracieux auprès de mes services,
- recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-60-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

République Française – Département de Seine-et-Marne – Canton de Savigny-le-Temple –
Commune du Mée-sur-Seine

DÉLIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 15/02//2018

Date de transmission de la convocation : 08 février 2018 - Date d'affichage : 08 février 2018
Nombre de conseillers : En exercice : 35 - Présents : 23 - Excusés représentés : 7 - Absent : 0 - Votants : 30
Excusé(s) non représenté(s) : 5
VOTE : A l'unanimité - Pour : - Contre : - Abstention :

L'an deux mille dix-huit, le quinze février à dix-neuf heures trente, le Conseil Municipal de la Commune du Mée-sur-Seine, s'est réuni à la salle du Conseil en Mairie en séance publique ordinaire, sous la présidence de Mr Franck VERNIN, Maire.

Etaient présents : M. VERNIN, Mme VERNON (arrivée au point n° 4 à 19h41), M. DAUVERGNE, M. DURAND, Mme BERRADIA, M. QUILLAY, Mme DIOP (arrivée au point n° 4 à 19h39), M. DIDIERLAURENT, M. BILLECOCQ, Mme KOWALCZYK, M. AURICOSTE, M. GENET, Mme MEUNIER, Mme RIGAULT (arrivée au point N° 4 à 19h38), M. BATON, M. FOSSE, M. POIREL, M. SAMYN, M. GUERIN, Mme DAUVERGNE-JOVIN, M. AYINA (arrivé au point N° 4 à 19h44), Mme CADET, Mme YAZICI
Etaient excusés représentés : Mme BAK avait donné pouvoir à Mme KOWALCZYK, Mme ANTIGNAC à M. AURICOSTE, M. SCHRUB à M. BATON, M. BENTEJ à M. GENET, Mme BOINET à M. BILLECOCQ, Mme MORIN à Mme MEUNIER, M. TOUNKARA à M. FOSSE
Etaient excusées non représentées : Mme PRONO, Mme NDIAYE, Mme GUIDY, Mme CAMPS, Mme MBERI NSANA

A été nommé (e) secrétaire de séance : M. Michel BILLECOCQ

Acte rendu exécutoire après dépôt en Préfecture de Seine-et-Marne le :
Et Publication du : 21 FEV 2018

N° : 2018DCM-02-70
OBJET : DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2018

- Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment en ses articles L. 2121-29 et L. 2312-1 imposant aux collectivités locales de plus de 3 500 habitants d'organiser un Débat d'Orientation Budgétaire dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget
- Vu la Loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite Loi NOTRe portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, notamment son l'article 107 de la Loi
- Vu le Décret n°2016-841 du 24 juin 2016 relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientation budgétaire
- Vu le document retraçant les informations nécessaires au DOB transmis à chaque membre du Conseil Municipal
- Vu l'avis de la Commission finances et administration générale du 6 février 2018
- Après avoir entendu l'exposé de son rapporteur

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-70-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

PREND ACTE du Débat d'Orientation Budgétaire pour l'année 2018, présenté ce jour.

Pour extrait conforme,
Fait au Mée-sur-Seine, le 16 février 2018

Le Maire du Mée-sur-Seine,

Franck VERNIN

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet des recours suivants :
- recours administratif gracieux auprès de mes services,
- recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-70-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

Rapport d'Orientation Budgétaire 2018
Le Mée-sur-Seine

Séance du Conseil Municipal du 15 février 2018

Introduction

Préalablement au vote du budget primitif, le débat d'orientation budgétaire (DOB) permet de discuter des orientations budgétaires de la collectivité et d'informer sur sa situation. Sa tenue est obligatoire dans les Communes de plus de 3 500 habitants et doit avoir lieu dans les 2 mois précédant le vote du budget primitif par le Conseil municipal.

L'article 107 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRE) a créé de nouvelles dispositions relatives à la transparence et la responsabilité financières des collectivités territoriales. Elle a modifié l'article L .2312-1 du CGCT en complétant les éléments de forme et de contenu du débat d'orientations budgétaires. Le support à la discussion du DOB 2018 du Mée-sur-Seine tient compte du décret n°2016-841 du 24 juin 2016 relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientation budgétaire, notamment en incluant de manière obligatoire dans les communes de plus de 10 000 habitants des informations relatives à la structure des effectifs, aux dépenses de personnel et à la durée effective du travail.

Comme en 2017, une présentation de ce rapport support au DOB sera faite en séance plénière des Conseils de quartier après débat au Conseil Municipal.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-70-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

Table des matières

1. Les priorités politiques du mandat 3
Une Ville tournée vers la mutualisation : 3
Un objectif de désendettement clair : 4
2. Le contexte économique et réglementaire du Budget Primitif 2018 4
2.1. Une croissance en zone euro en cours de consolidation 4
2.2. La situation économique de la France présente des signaux positifs 5
Une croissance régulière malgré le retour de l'inflation 5
Le maintien de bonnes conditions de crédits 5
Une lente consolidation budgétaire 6
2.3. Les principales dispositions de la loi de programmation des finances publiques (LPFP) pour 2018 à 2020 et la loi de finances initiale (LFI) pour 2018 6
Contractualisation avec l'Etat sur la maîtrise des dépenses de fonctionnement et le désendettement : 7
Les autres dotations, la DPV et l'aide à l'investissement : 8
Le dégrèvement de la taxe d'habitation : 9
3. Les grands équilibres financiers de la Ville du Mée-sur-Seine de 2015 à 2017 10
3.1. L'évolution du résultat global 10
Focus sur l'évolution de la section de fonctionnement de 2015 à 2017 : 11
3.2. Ressources de fonctionnement 12
3.2.1. Dotations et fiscalité reversée 12
3.2.2. Fiscalité directe 13
3.2.3. Le produit des services : le chapitre 70 15
3.2.4. Autres recettes de gestion : le chapitre 75 15
3.3. Des dépenses de fonctionnement maîtrisées : 15
4. Un programme d'investissement qui continue d'être ambitieux après le PRU n°1 18
L'équilibre de la section d'investissement 2018 : 19
5. Prévision de l'évolution de la section de fonctionnement jusqu'en 2020 : 20
Focus sur le fonctionnement 2018 21
6. Fiscalité locale 21
7. Endettement 22

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-70-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

1. Les priorités politiques du mandat

En 2017, 5 objectifs liés à des dépenses d'investissement avaient été fixés :

1. la réouverture de la crèche Diabolo a été effective à la rentrée de septembre 2017. 45 enfants de moins de 3 ans sont accueillis par les 17 agents de la crèche qui trouvent ici de bien meilleures conditions de travail. Les nouveaux locaux ont été aménagés pour un fonctionnement en âges mélangés.

2. la réouverture de la Maison des associations. Depuis cet automne, la structure offre des conditions optimales pour une vie associative riche. Une réflexion afin d'en améliorer la gestion administrative est menée.

3. le regroupement du BIJ avec l'Espace jeunesse dans des locaux adaptés. Ce projet visant à faciliter les passerelles entre les 2 structures s'est clôturé par une fête organisée par les services municipaux travaillant à destination des publics familles, enfance et jeunesse le 6 octobre 17.

4. La poursuite d'objectifs proposés par l'Agenda 21 : liaisons douces, jardins familiaux. 2017 aura également été l'année de l'ouverture du parc Fenez inauguré le jour de la fête de la musique le 21 juin. A ce jour, l'association support du fonctionnement des jardins familiaux est en cours de création. La convention de mise à disposition des jardins à l'association fera l'objet d'une prochaine délibération.

5. La sécurité avec la poursuite d'installation de caméras et la sécurisation des écoles :
   La caméra 20 qui donne sur le parking de Plein Ciel a été installée fin 2017. En février, deux caméras sont en cours d'installation : l'une derrière les commerces de Plein ciel (Allée de Plein Ciel), l'autre sera située Avenue Maurice Dauvergne – Pont du contournement de Melun – Secteur Plein Ciel. En mars, la 25ème et la 26ème caméra seront en service à l'angle de la Route de Boissise / Avenue du Vercors et Avenue Maurice Dauvergne à l'arrière du poste de Police Municipale.
   En février, le Centre de Supervision Urbain sera également mis à niveau avec une extension de la durée de visionnage des images qui sera portée à 30 jours.

Une Ville tournée vers la mutualisation :

La Ville du Mée-sur-Seine participe depuis l'origine à la Direction Mutualisée des Systèmes d'Information (DMSI) portée par la Communauté d'Agglomération Melun Val-de-Seine. Elle cherche, dès qu'une possibilité se présente, à poursuivre cet effort de mutualisation qui s'est concrétisé cette année par la signature d'une convention de mutualisation avec la Ville de Melun sur l'organisation du salon des seniors.
Un travail est également en cours sur une nouvelle configuration de l'enseignement musical et de la danse sur le territoire méen de concert avec Melun et Vaux-le-Pénil.

En ce qui concerne les conséquences des compétences obligatoires de notre intercommunalité, le transfert des 2 zones d'activités économiques à la CAMVS ainsi que du Programme de Réussite Educative qui était porté par notre CCAS sera effectif au 1er janvier 2018. Les 2 agents référents de parcours PRE sont donc agents de la CAMVS depuis le 1er janvier 2018.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-70-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

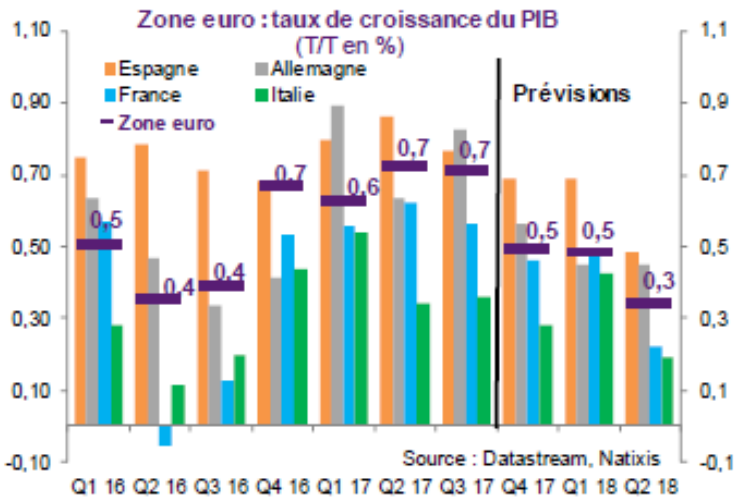
Un objectif de désendettement clair :

A l'instar des années précédentes, les recettes attendues en 2018 nécessitent des arbitrages importants en matière de dépenses afin de continuer à investir tout en nous désendettant jusqu'à la fin du mandat. A ce jour, les notifications de nos principales recettes de fonctionnement (DGF dont dotation forfaitaire et DSU, FSRIF) ne nous sont pas parvenues. Les projections faites suite à la loi de finances pour 2018, laissent présager pour la Ville du Mée-sur-Seine un maintien de ses dotations. Les taux de fiscalité resteront donc inchangés cette année encore.

2. Le contexte économique et réglementaire du Budget Primitif 2018

2.1. Une croissance en zone euro en cours de consolidation

La reprise de la croissance en zone euro se consolide. Elle accélère depuis fin 2016, dépassant depuis début 2017 son niveau moyen observé entre 1995 et 2008. Les 19 pays de la zone euro profitent de l'amélioration conjoncturelle, affichant tous une croissance positive comprise au 3ème trimestre 2017 entre 0,25% (Belgique) et 1,7% (Luxembourg). Parmi les 4 grands pays de la zone euro, l'Espagne (+ 0,8% T/T) et l'Allemagne (+ 0,8% T/T) demeurent en tête tandis que la France (+ 0,6% T/T) et l'Italie (+ 0,4% T/T) affichent une croissance plus modérée mais néanmoins régulière depuis 4 trimestres.
D'après les indicateurs avancés, l'activité demeure relativement bien orientée, même si un léger ralentissement est attendu à l'horizon de fin 2018. La consommation privée portée par l'accélération des créations d'emploi devrait demeurer le principal moteur de la croissance en dépit du retour de l'inflation à 1,5% depuis fin 2017.
Au-delà, la crise catalane comme le Brexit rappellent à quel point les risques politiques ne sauraient être négligés. Tant les suites des élections catalanes de décembre que les législatives italiennes de mars 2018 méritent attention, sans négliger la volatilité que pourrait induire l'imprévisibilité de Donald Trump. A l'inverse, les principales économies émergentes et notamment la Chine semblent évoluer plus favorablement, réduisant d'autant l'incertitude qu'elles pourraient générer sur l'environnement international.



Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-70-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

2.2. La situation économique de la France présente des signaux positifs

Une croissance régulière malgré le retour de l'inflation

A l'instar de la zone euro, la croissance française continue de bénéficier de certains facteurs favorables malgré le retour de l'inflation.
En dépit d'un ralentissement de mai à juillet 2017, l'inflation poursuit sa remontée progressive portée par le rebond des prix du pétrole, de sorte qu'en moyenne l'inflation (Indice des prix à la consommation) a atteint 1% en 2017, un niveau bien supérieur à 2016 (0,2%), mais qui demeure modéré et ne pèse que faiblement sur le pouvoir d'achat. L'inflation devrait légèrement diminuer début 2018 en raison d'un effet de base avant de reprendre sa progression. En moyenne elle atteindrait 1,2% en 2018.
Après s'être fortement apprécié passant de 1,05 fin 2016 à 1,21 mi-janvier 2018, le taux de change euros/dollars devrait repartir légèrement à la baisse avant de renouer avec son niveau actuel, défavorable à la compétitivité des entreprises françaises. Néanmoins, à l'instar des pays de la zone euro, la France bénéficie de la reprise du commerce international, les exportations accélérant à 3,3% en glissement annuel au 3ème trimestre. Pour autant le déficit commercial devrait continuer de se creuser car les importations demeurent plus dynamiques que les exportations, la production domestique peinant à répondre à l'augmentation de la demande totale.

Le maintien de bonnes conditions de crédits

Après avoir été assouplies mi-2016, les conditions d'octroi de crédit se sont très légèrement resserrées pour les entreprises comme pour les ménages en 2017, les taux d'intérêt des crédits au logement remontant légèrement en fin d'année.
Bénéficiant toujours de conditions de financement favorables (faiblesse des taux d'intérêt, réduction d'impôt du régime Pinel, prêts à taux zéro) en dépit de la légère remontée des taux d'intérêt, la demande de crédit des ménages pour l'habitat a connu une forte accélération au premier semestre, ralentissant au 3ème trimestre en raison notamment des moindres renégociations. A contrario, la demande de crédit des entreprises a poursuivi son accélération au même moment.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-70-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

Une lente consolidation budgétaire

Selon les dernières statistiques disponibles, le redressement des finances publiques en 2016 a été de 3,4% du PIB, contre 3,3% initialement envisagé dans la loi de programmation des finances publiques (LPFP), grâce à une croissance contenue des dépenses, les prélèvements obligatoires étant restés stables (à 44,4%) en 2016.

Le premier projet de loi de finances du quinquennat du nouveau gouvernement réaffirme la volonté de respecter les engagements européens en matière de finances publiques en abaissant le déficit public en dessous du seuil de 3% du PIB à - 2,9% en 2017.

Plus généralement, le gouvernement s'est fixé comme objectifs entre 2018 et 2022 de réduire simultanément le niveau des dépenses publiques de 3 points de PIB et le taux des prélèvements obligatoires d'un point de PIB afin d'abaisser le déficit public de 2 points de PIB et la dette de 5 points de PIB.

2.3. Les principales dispositions de la loi de programmation des finances publiques (LPFP) pour 2018 à 2020 et la loi de finances initiale (LFI) pour 2018

La LPFP marque de son empreinte les premières mesures budgétaires décisives pour les collectivités locales du nouveau quinquennat.

La LFI quant à elle, outre une série d'ajustements techniques notamment sur les modalités du financement de la péréquation, elle prévoit :

- Le dégrèvement de la taxe d'habitation pour 80% des redevables et la confirmation de la compensation intégrale des dégrèvements par l'Etat. Ce dispositif s'étalera sur 3 ans
- Le remplacement des mesures des réductions de la DGF pratiqué ces dernières années au titre de la contribution des collectivités locales au déficit public par un pilotage annuel et pluriannuel des finances locales.

La LPFP demande aux collectivités de porter largement le désendettement public du quinquennat. A terme, l'objectif est de réaliser 13 milliards € d'économies pour ramener la dette des collectivités à 5,8 points de PIB en 2022 au lieu de 8,7 points en 2017.

Les collectivités locales les plus importantes devront ainsi dégager 0,7 point de PIB (0,1 aujourd'hui) d'excédent budgétaire en 2022 (soit 19,5 milliards d'€). Pour atteindre cet objectif, leurs dépenses de fonctionnement devront baisser de 1,1 point de PIB sur l'ensemble du quinquennat et leurs besoins de financement diminuer. Leur endettement est aussi placé sous surveillance rapprochée puisqu'une nouvelle règle prudentielle définit une trajectoire d'amélioration de la capacité de désendettement pour les plus endettées.

En dépit de ces mesures, l'ambition affichée est aussi de ne pas pénaliser l'investissement. Les aides dont les collectivités devraient bénéficier à hauteur de 10 milliards sur un total de 57 du grand plan

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-70-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

d'investissement sur la période 2018-2022 lancé par le Gouvernement en septembre 2017 contribueraient à les soutenir.
La contribution des collectivités locales au solde des administrations publiques pour l'année 2022 est fixée à 13 milliards €. Cet objectif nécessite une diminution annuelle du besoin de financement des collectivités (différence entre emprunts et remboursements de la dette) de 2,6 milliards €.
Cette contribution doit être supportée sur les seules dépenses de fonctionnement dont l'évolution doit être appréciée en fonction d'une **trajectoire tendancielle de la dépense locale fixée à 1,2% par an. Cette évolution s'entend inflation comprise.**

Contractualisation avec l'Etat sur la maîtrise des dépenses de fonctionnement et le désendettement :

Les régions, les collectivités de Corse, de Martinique et de Guyane, les départements, la métropole de Lyon, mais aussi les EPCI à fiscalité propre et les communes dont les dépenses réelles de fonctionnement dépassent 60 millions € (sur la base du compte de gestion 2016 du budget principal) doivent conclure un contrat avec le représentant de l'Etat. Les collectivités concernées s'engagent à maintenir l'augmentation de leurs dépenses de fonctionnement sous le seuil des 1,2%.
Les autres communes et EPCI à fiscalité propre peuvent également le faire sur la base du volontariat.
Ce contrat, conclu au plus tard à la fin du 1er semestre 2018 pour une durée de 3 ans, détermine les objectifs d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement et du besoin de financement du budget principal, ainsi que les modalités permettant de les respecter.

De plus, si la capacité de désendettement du budget principal dépasse en 2016 un plafond national de référence (12 ans pour les communes aux DF>60 millions d'€). Dans cette situation, les collectivités concernées doivent intégrer à leur contrat une «trajectoire d'amélioration de la capacité de désendettement».

La LPFP prévoit donc à l'horizon 2022 :

- **Une baisse de plus de 3 points de PIB de la dépense publique**
- **Une diminution d'1 point du taux de prélèvements obligatoires**
- **Une diminution de 5 points de PIB de la dette publique**

Fin de la baisse de la DGF au titre du redressement des comptes publics :
Il convient néanmoins de noter que la dotation forfaitaire d'une commune continue de fluctuer en fonction de l'évolution de sa population et, le cas échéant, du dispositif d'écrêtement mis en place pour financer, en complément de la baisse des variables d'ajustement, la hausse des dotations de péréquation (DSU et DSR).
Pour rappel, l'écrêtement s'applique aux communes dont le potentiel fiscal par habitant est supérieur à 75% du potentiel fiscal moyen par habitant. Cette minoration est plafonnée depuis 2017 à 4% de la dotation forfaitaire de l'année précédente. Le Mée-sur-Seine ne verra pas sa DGF écrêtée en 2018.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-70-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

Les autres dotations, la DPV et l'aide à l'investissement :

Dotation de soutien à l'investissement public local :

Créée en 2016 puis reconduite en 2017, cette dotation est pérennisée et nommée Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL).
D'un montant de 615 millions € en 2018 (-201 M€, soit -25 % par rapport à la LFI 2017), elle est consacrée à de grandes priorités d'investissement identiques à l'année passée*auxquelles s'ajoutent les bâtiments scolaires pour permettre aux communes en REP+ de financer les investissements nécessaires au dédoublement des classes de CP et CE1.
Cette part de la dotation sera inscrite en section d'investissement. Par dérogation, 10% maximum de la dotation pourra être inscrite en section de fonctionnement au titre d'étude préalable ou de dépenses de fonctionnement de modernisation.

*rénovation thermique, transition énergétique, développement des énergies renouvelables, mise aux normes et sécurisation des équipements publics, développement d'infrastructures en faveur de la mobilité ou construction de logements, développement du numérique et de la téléphonie mobile, réalisation d'hébergements et d'équipements publics rendus nécessaires par l'accroissement du nombre d'habitants.

Dotation politique de la ville (DPV) :

En 2018, son montant reste stable à 150 millions d'€.
De plus, la LFI élargit le périmètre des bénéficiaires. Sont éligibles à la DPV les 250 communes de plus de 10 000 habitants les plus défavorisées auxquelles s'ajoutent toutes les communes de moins de 10 000 habitants éligibles à la dotation de solidarité urbaine (DSU).

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-70-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

Un rythme de progression plus modéré des dotations de péréquation :

En millions €	Montants 2018	Hausse 2018/2017
GROUPEMENTS		
DGF / Dotation de Péréquation	1 535	–
COMMUNES		
Dotation nationale de péréquation	794	–
Dotation de Solidarité Urbaine	2 201	+ 110
Dotation de Solidarité Rurale	1 512	+ 90
DÉPARTEMENTS		
Dotation de Péréquation (DPU et DFM*)	1 493	+10
FDPTP**	324	–
TOTAL PÉRÉQUATION VERTICALE	7 838	+ 210

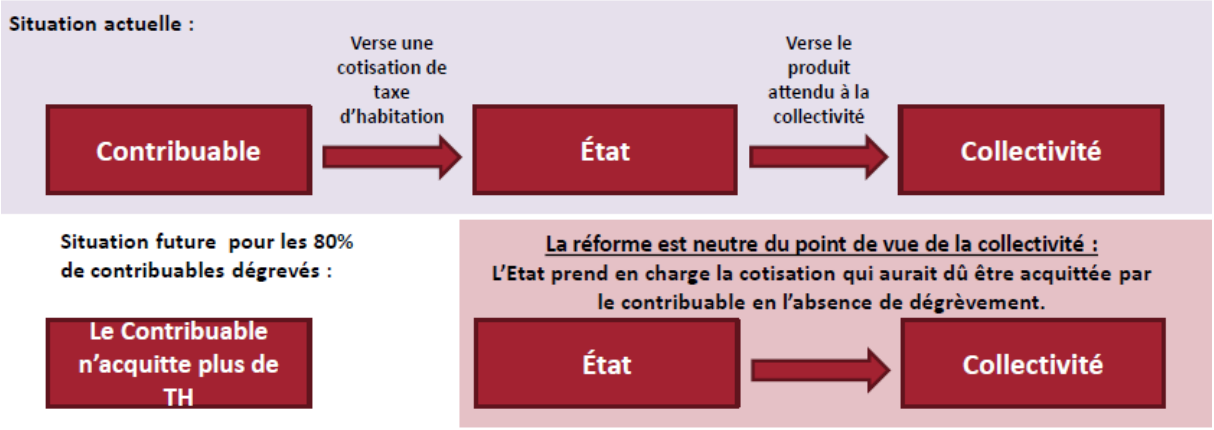
** Dotation de péréquation urbaine et dotation de fonctionnement minimale*

*** Fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle*

Le FPIC (fonds de péréquation intercommunal et communal) qui assure la redistribution des ressources des ensembles intercommunaux les plus favorisés vers les plus défavorisés reste abondé à 1 milliard d'€ comme depuis 2016.

Le FSRIF (fonds de solidarité des communes de la Région Ile-de-France) passe de de 310 à 330 millions d'€.

Le dégrèvement de la taxe d'habitation :



La prise en charge de l'Etat correspondra à une réduction de la cotisation des contribuables de 30% dès 2018, puis 65% en 2019 et 100% à compter de 2020.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-70-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

Profil du contribuable	Revenu fiscal de référence pour bénéficier d'un dégrèvement intégral
Personne seule	27 000
Couple sans personne à charge	43 000
Couple avec 1 enfant	49 000
Couple avec 2 enfants	55 000
Couple avec 3 enfants	67 000
Famille monoparentale avec 1 enfant	35 000
Famille monoparentale avec 2 enfants	43 000
Famille monoparentale avec 3 enfants	55 000

3. Les grands équilibres financiers de la Ville du Mée-sur-Seine de 2015 à 2017

La structure de ses recettes rend la Ville particulièrement dépendante de l'évolution des dotations et des subventions.

Le Compte Administratif n'ayant pas encore été voté, les chiffres concernant 2017 sont provisoires.

3.1. L'évolution du résultat global

	Libellé	2015	2016	2017
Fonct.	A Recettes de l'exercice	30 791 071,24	30 533 152,13	32 328 847,44
	B Dépenses de l'exercice	27 548 287,45	28 143 961,53	29 597 880,13
	A-B Résultat de l'exercice	3 242 783,79	2 389 190,60	2 730 967,31
	C Excédent de fonctionnement reporté 002	1 030 120,00	2 355 797,95	2 141 766,60
	A-B+C Résultat de clôture de fonctionnement	4 272 903,79	4 744 988,55	4 872 733,91
Invest.	Recettes de l'exercice	5 834 821,42	7 259 029,16	6 302 132,35
	Dépenses de l'exercice	10 062 381,68	6 714 649,29	6 586 348,70
	Résultat de l'exercice	- 4 227 560,26	544 379,87	- 284 216,35
	Déficit/excédent d'investissement reporté 001	1 174 946,35	- 3 052 613,91	- 2 508 234,04
	Résultat de clôture d'investissement	- 3 052 613,91	- 2 508 234,04	- 2 792 450,39
	Restes à réaliser en dépenses	3 284 598,93	2 334 928,28	2 148 446,68
	Restes à réaliser en recettes	4 420 107,00	2 239 940,37	1 781 535,37
	Soldes des restes à réaliser	1 135 508,07	- 94 987,91	- 366 911,31
	Financement de l'investissement	- 1 917 105,84	- 2 603 221,95	- 3 159 361,70
	Résultat global de clôture	2 355 797,95	2 141 766,60	1 713 372,21

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-70-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

Focus sur l'évolution de la section de fonctionnement de 2015 à 2017 :

CHAPITRE	LIBELLE	CA 2015	CA 2016	CA 2017
011	Charges à caractère général	6 274 460	6 619 135	6 771 944
012	Charges de personnel et frais assimilés	18 163 279	18 265 954	18 098 541
65	Autres charges de gestion courante	1 344 964	1 393 276	1 698 042
66	Charges financières	1 027 623	962 682	873 378
67	Charges exceptionnelles	10 183	20 896	158 634
	TOTAL DEPENSES REELLES	26 820 509	27 261 943	27 600 539

CHAPITRE	LIBELLE	CA 2015	CA 2016	CA 2017
013	Atténuations de charges	310 009	455 266	401 235
70	Produits des services, du domaine…	1 841 920	1 918 209	1 954 590
73	Impôts et taxes	13 462 656	13 765 705	14 196 729
74	Dotations et participations	14 434 032	13 795 905	14 106 466
75	Autres produits de gestion courante	380 450	318 229	488 959
77	Produits exceptionnels	361 324	275 265	1 180 168
	TOTAL RECETTES REELLES	30 790 391	30 528 579	32 328 147

	CA 2015	CA 2016	CA 2017
CAF brute	3 969 882	3 266 636	4 727 608
Annuité capital	2 207 717	2 228 116	2 066 613
CAF nette	1 762 165	1 038 520	2 660 995

Encours de la dette au 1er janvier	*30 093 773*	*27 886 834*	*26 320 084*
Capacité de désendettement (ans)	*8*	*9*	*6*

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-70-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

3.2. Ressources de fonctionnement

3.2.1. Dotations et fiscalité reversée

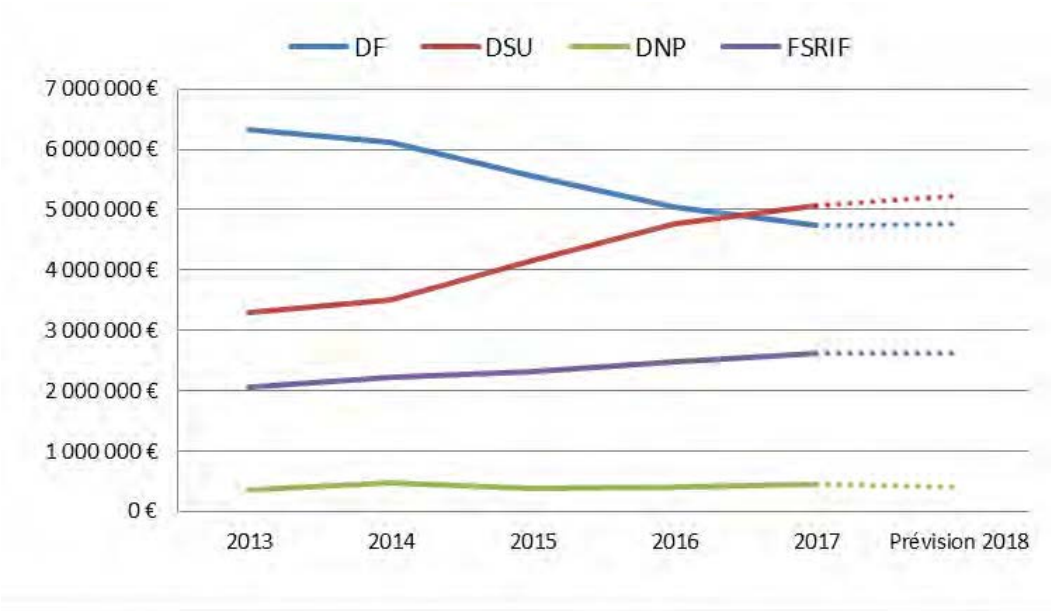
Dotations de l'Etat et de la Région :

- Dotation forfaitaire (DF)
- Dotation de Solidarité Urbaine (DSU)
- Dotation Nationale de Péréquation (DNP)

} **Dotation globale de fonctionnement**

- Fonds de Solidarité des communes de la Région Ile de France (FSRIF)

	2013	2014	2015	2016	2017	*Prévision 2018*	*Evolution 2017-2018*	*Evolution en valeur*
DF	6 336 527 €	6 126 430 €	5 563 352 €	5 034 840 €	4 752 292 €	4 762 766 €	**0,2%**	10 474 €
DSU	3 286 913 €	3 494 710 €	4 147 918 €	4 764 730 €	5 062 713 €	5 224 239 €	**3,1%**	161 526 €
DNP	359 118 €	477 481 €	388 598 €	393 680 €	456 574 €	407 106 €	**-12,2%**	-49 468 €
Total DGF	***9 982 558 €***	***10 098 621 €***	***10 099 868 €***	***10 193 250 €***	***10 271 579 €***	***10 394 111 €***	**1,2%**	**122 532 €**
FSRIF	2 061 481 €	2 214 127 €	2 307 056 €	2 483 159 €	2 613 175 €	2 614 457 €	**0,0%**	1 282 €
Total DN	**12 044 039 €**	**12 312 748 €**	**12 406 924 €**	**12 676 409 €**	**12 884 754 €**	**13 008 568 €**	**1,0%**	**123 814 €**

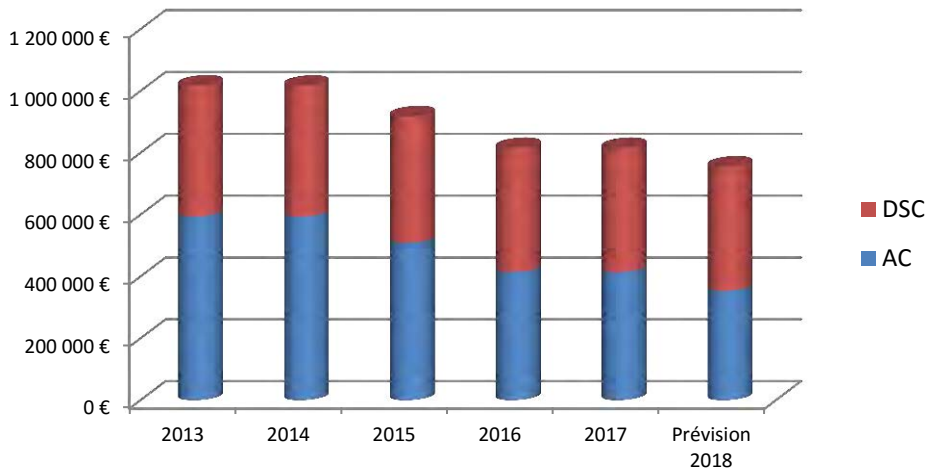


Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-70-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

Dotations de l'Intercommunalité (CAMVS) :

- L'Attribution de Compensation (AC)
- La Dotation de Solidarité Communautaire (DSC)

	2013	2014	2015	2016	2017	*Prévision 2018*	*Evolution 2017-2018*	*Evolution en valeur*
AC	593 832 €	593 832 €	510 050 €	414 460 €	414 460 €	353 106 €	**-16,9%**	-61 350 €
DSC	423 343 €	422 726 €	407 754 €	400 900 €	400 900 €	400 900 €	**0,0%**	0 €
Total	**1 017 175 €**	**1 016 558 €**	**917 804 €**	**815 360 €**	**815 360 €**	**754 006 €**	**-7,9%**	**-61 350 €**

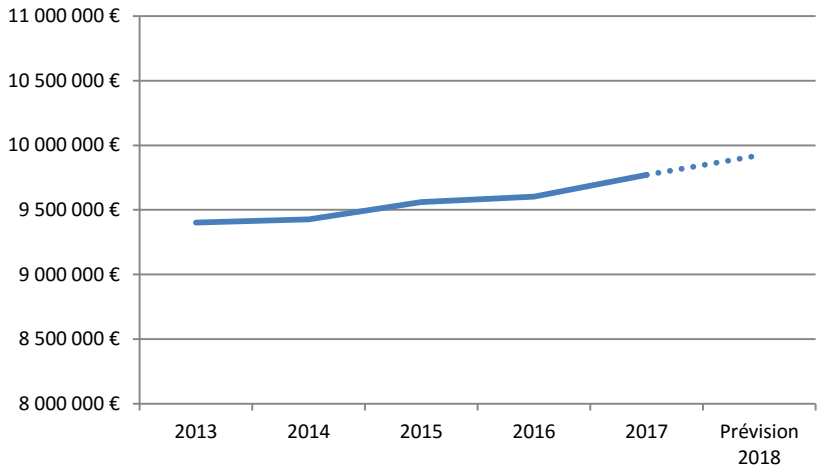


3.2.2. Fiscalité directe

Les impôts locaux

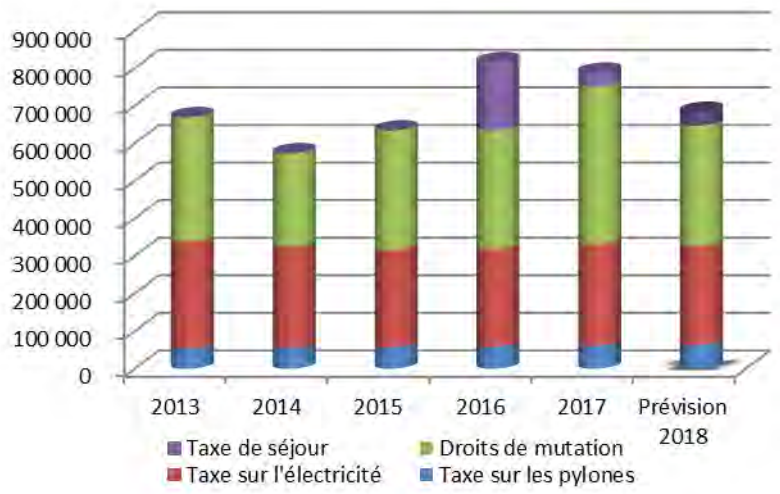
	2013	2014	2015	2016	2017	*Prévision 2018*	*Evolution 2017-2018*	*Evolution en valeur*
Impôts locaux	9 402 848 €	9 425 699 €	9 561 790 €	9 603 838 €	9 771 959 €	9 921 720 €	1,5%	149 761 €

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-70-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018



Autres taxes et redevances

	2013	2014	2015	2016	2017	Evolution annuelle moyenne	Prévision 2018	Evolution en valeur
Taxe sur les pylônes	53 946	55 766	57 118	58 564	60 218	2,79%	61 904	1 686
Taxe sur l'électricité	283 462	268 167	258 732	260 139	270 448	-1,10%	265 000	-5 448
Droits de mutation	332 329	249 709	318 415	315 602	420 396	8,74%	*320 000*	-100 396
Taxe de séjour	0	0	0	181 520	36 960	-	*37 000*	40
Total	**669 737**	**573 642**	**634 265**	**815 825**	**788 022**	**5,36%**	**683 904**	**-104 118**



Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-70-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

3.2.3. Le produit des services : le chapitre 70

Chaque année en mai, les tarifs sont délibérés par le Conseil Municipal. Il est envisagé de les augmenter à la hauteur de l'inflation (indice des prix à la consommation) mesurée par l'INSEE entre décembre 2016 et décembre 2017 : +1,2 %.

3.2.4. Autres recettes de gestion : le chapitre 75

Ces recettes (environ 400 k€ par an) proviennent de la gestion du patrimoine immobilier de la Ville. Leur augmentation potentielle est donc limitée.

3.3. Des dépenses de fonctionnement maîtrisées :

Un bloc de dépenses qui représente presque les 2/3 des dépenses réelles de fonctionnement : le chapitre 012 de la masse salariale.

FRAIS DE PERSONNEL	2014	2015	2016	2017
Titulaires	8 294 577	8 523 910	8 605 609	8 515 450
Non titulaires	3 742 932	3 457 365	3 395 226	3 637 713
Emplois aidés	335 056	304 947	345 634	199 208
Apprentis	37 533	17 994	14 433	6 484
Cotisations URSSAF-caisses retraite	4 428 510	4 390 053	4 400 437	4 538 303
Cotisations CNFPT et CDG	178 390	192 842	175 466	171 517
Autres cotisations	259 492	269 530	288 348	290 913
Allocation Retour Emploi	292 559	386 697	508 034	430 478
Assurance personnel	520 209	526 452	532 062	270 660
Médecine professionnelle	23 315	19 467	18 566	29 214
Autre personnel extérieur	88 756	57 078	9987	5 664
Total	**18 201 329**	**18 146 333**	**18 293 802**	**18 095 604**
Evolution en %	4,0	-0,3	0,8	-1,1

Malgré l'impact du PPCR (protocole Parcours professionnels, carrières et rémunérations) qui a débuté en 2016 et une augmentation de la valeur du point de 0.6% en février 2017 qui suivait une augmentation de 0.6% en juillet 2016, les dépenses de personnel ont été parfaitement maîtrisées en 2017.

L'évolution annuelle moyenne du chapitre 012 est de -0.2% depuis le 1er janvier 2014.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-70-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

Par ailleurs, le temps de travail effectif des agents est de 1 607 heures annuelles pour un temps complet.

Evolution des effectifs – photographie au 31/12 de chaque année :

	2014	2015	2016	2017
Titulaires	309	307	295	302
Stagiaires	17	8	15	12
Nombre d'heures rémunérées		*571 835*	*552 599*	*543 117*
Non titulaires permanents	91	93	85	133
Contrats droit privé	20	20	17	7
Assistantes maternelles	22	22	22	21
Agents horaires (décembre)	259	231	191	172
Total	718	681	625	647

Plus que de définir une cible en matière d'effectifs, l'objectif est de maintenir la masse salariale sous le plafond de 18 550 000 € jusqu'à la fin du mandat.
Pour y parvenir, à chaque départ (mutation, retraite, fin de contrat) ou absence, l'opportunité de remplacer est examinée. En ce qui concerne l'entretien ménager, les agents ne sont jamais remplacés et l'entreprise récupère les surfaces à entretenir. Les postes administratifs sont l'objet d'une réflexion importante afin de conduire à des réorganisations plutôt qu'à des remplacements.
Enfin, seuls les postes en direction immédiate du public (petite enfance, écoles, périscolaire, restauration) sont systématiquement remplacés en fonction des effectifs à encadrer.

On constate en 2017 que les mises en stage perdurent. Un des aspects de la politique ressources humaines de la collectivité consiste à proposer plus de temps de travail à moins d'agents afin de fidéliser des agents non titulaires et de faciliter la gestion. Cela permet également de faire monter les équipes en compétence.

Par ailleurs, la Ville du Mée/Seine continue de nommer les agents ayant réussi des concours et examens professionnels ainsi que nombre de ceux remplissant les conditions d'ancienneté et répondant aux exigences professionnelles en vigueur sur la Ville. De plus, jusqu'à la réforme PPCR, la Ville du Mée/Seine faisait systématiquement avancer ses agents d'échelon au temps minimum. En 2017, 1 agent a été nommé suite à promotion interne et 25 agents ont bénéficié d'un avancement de grade.

Avantages en nature :

- **Avantages en nature logement :**
  Montant 2017 : 42 172 € pour 16 gardiens concernés (15 au 31 décembre 2017).
- **Avantages en nature véhicule :**
  Montant 2017 : 8 905 € pour 9 agents concernés.

Nouvelle Bonification Indiciaire :

Montant total des NBI versées en 2017 : 181 436 €
Nombre d'agents bénéficiaires au 31/12/2017 : 299

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-70-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

Montant des heures supplémentaires versées en 2017 :

Type d'heure	Nombre d'agents concernés	Hommes	Femmes	Montant 17	Montant 16
I.H.T.S. de jour - 14	86	52	34	47 882,59	34 056,50
I.H.T.S de jour + 14	26	20	6	8 863,30	5 529,42
I.H.T.S de dimanche	47	34	13	17 316,46	90 123,47
I.H.T.S de nuit	55	40	15	10 794,53	4 165,33
I.H.T.S. d'élections	2	2	0	751,01	720,92
Heures supplémentaires 25%	6	6	0	453,46	1 054,72
Heures supplémentaires 50%	2	2	0	322,08	87,08
Heures Supplémentaires Ass.Mat	17	0	17	7 126,54	7 225,58
Heures Compl. Emplois Aidés	1	0	1	1 688,87	0,00
Total	**242**	**156**	**86**	**95 198,84**	**142 963,02**

Des dépenses de gestion courante maîtrisées : le chapitre 65 et les subventions aux associations

Les subventions aux associations font l'objet de délibérations précisant les montants par association. Des conventions d'objectifs et de moyens sont régulièrement négociées avec les associations pour lesquelles les moyens accordés par la Ville sont importants. L'objectif est de stabiliser l'enveloppe accordée aux associations afin de maintenir la dynamique associative sur notre territoire. L'enveloppe de la nature 6574 pourrait s'établir à 785 k€.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-70-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

4. Un programme d'investissement qui continue d'être ambitieux après le PRU n°1

	2018	2019	2020
Contrat d'Aménagement Régional		**1 028 400**	**1 297 200**
Autres	**3 386 729**	**2 484 176**	**2 283 200**
Investissement courant	1 734 729	1 500 000	1 500 000
Liaisons douces	200 000		
Jardins familiaux Bords de Seine	240 000		
Etudes	50 000		
Parc Chapu - jeux d'enfants	40 000		
Vidéoprotection	300 000		
ADAP	300 000	300 000	300 000
Ecoles	502 000	659 176	258 200
NPNRU	20 000	25 000	25 000
Résidence Espace			200 000
Total DI hors dette	**3 386 729**	**3 517 976**	**3 380 400**

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-70-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

L'équilibre de la section d'investissement 2018 :

DEPENSES		RECETTES	
Annuité capital dette	2 118 622	Virement section de fonctionnement	4 300 000
Cautions	4 649	FCTVA	350 000
Dépenses d'équipement	3 386 729	Taxe d'aménagement	50 000
		Amendes de police	40 000
		Emprunt	0
		Subventions	0
		Cession d'immobilisations	134 000
Restes à réaliser 2017	2 148 447	Restes à réaliser 2017	1 781 535
		Dotation aux amortissements	636 000
Déficit d'investissement 2017	2 792 450	Excédent de fonctionnement 2017 (1068)	3 159 362
Total des dépenses d'investissement	**10 450 897**	**Total des recettes réelles de fonctionnement**	**10 450 897**

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-70-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

5. Prévision de l'évolution de la section de fonctionnement jusqu'en 2020 :

CHAPITRE	LIBELLE	CA 2017	Hyp 2018	Hyp 2019	Hyp 2020
011	Charges à caractère général	6 771 944	6 873 523	6 976 626	7 081 276
012	Charges de personnel et frais assimilés	18 098 541	18 550 000	18 550 000	18 550 000
65	Autres charges de gestion courante	1 698 042	1 400 000	1 414 000	1 428 140
66	Charges financières	873 378	816 646	743 623	678 125
67	Charges exceptionnelles	158 634	20 000	20 000	20 000
TOTAL DEPENSES REELLES		27 600 539	27 660 169	27 704 249	27 757 541

CHAPITRE	LIBELLE	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020
013	Atténuations de charges	401 235	350 000	350 000	350 000
70	Produits des services, du domaine…	1 954 590	1 978 045	2 001 782	2 025 803
73	Impôts et taxes	14 196 729	14 200 000	14 200 000	14 200 000
74	Dotations et participations	14 106 466	14 000 000	14 000 000	14 000 000
75	Autres produits de gestion courante	488 959	490 000	490 000	490 000
77	Produits exceptionnels	1 180 168	30 000	30 000	30 000
TOTAL RECETTES REELLES		32 328 147	31 048 045	31 071 782	31 095 803

	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020
CAF brute	4 727 608	3 387 876	3 367 532	3 338 262
Annuité capital	2 066 613	2 118 622	1 931 686	1 834 041
CAF nette	2 660 995	1 269 254	1 435 846	1 504 221
Encours de la dette au 1er janvier	*26 320 084*	*24 253 471*	*22 134 849*	*20 203 161*
Capacité de désendettement (ans)	*6*	*7*	*7*	*6*

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-70-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

Focus sur le fonctionnement 2018

DEPENSES		RECETTES	
Charges générales	6 873 523	Produits des services	1 977 797
Charge de personnel	18 550 000	Impôts et taxes	14 200 000
Subventions/indemnités élus	1 400 000	Dotations et participations	14 000 000
Charges financières	816 646	Produits de gestion courante	400 000
Charges exceptionnelles	20 000	Produits exceptionnels	30 000
Atténuation de produits	50 000	Atténuations de charges	325 000
Total des dépenses de fonctionnement	**27 710 169**	**Total des recettes réelles de fonctionnement**	**30 932 797**
		Autofinancement prévisionnel (R - D)	3 222 628
DAP	636 000		
Virement à la section d'investissement	4 300 000	Excédent de fonctionnement 2017 cumulé	1 713 372
Total dépenses	**32 646 169**	**Total recettes**	**32 646 169**

6. Fiscalité locale

Evolution des taux :
A ce jour, la Ville peut envisager un budget 2018 équilibré sans augmentation des taux de taxe d'habitation et de foncier bâti et non bâti. **Ces taux resteraient donc inchangés depuis 2003.**

Evolution des bases :
La loi de finances pour 2018 prévoit, comme pour les années à venir, un coefficient d'augmentation des valeurs locatives identique à l'inflation. **Pour 2018, le coefficient sera donc de 1.24%.**

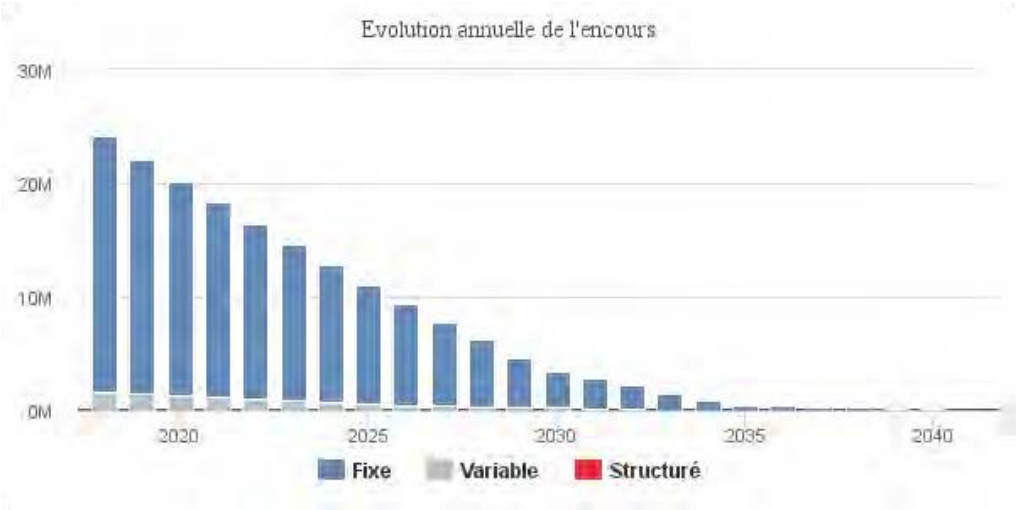
Jusqu'à la LFI 2017, chaque année un article fixait le taux de revalorisation des bases de fiscalité directe locale.
A compter de 2018, la revalorisation est fonction de l'inflation constatée (et non prévisionnelle).
Le taux 2018 est celui de l'inflation constatée entre novembre 2016 et novembre 2017, soit 1,24%.
Pour mémoire, le taux de revalorisation 2017 était de 0,4% et 1% en 2016.

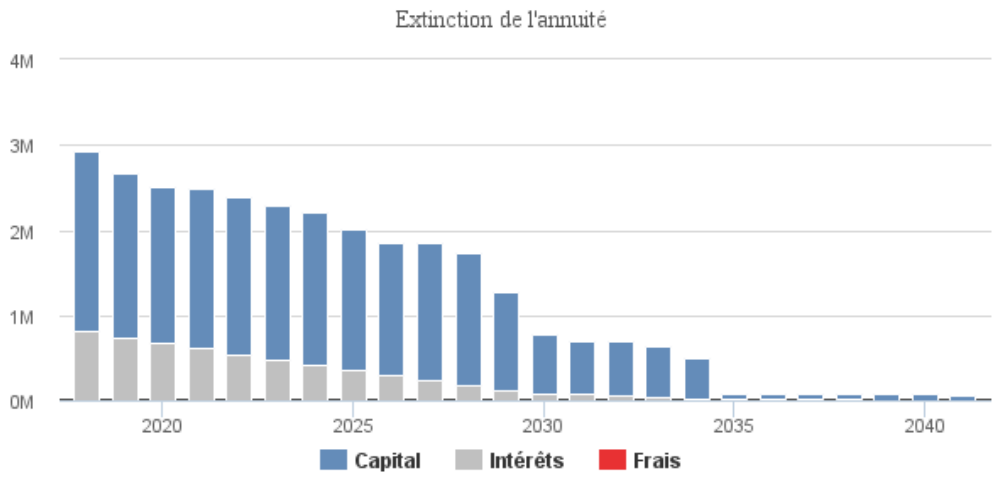
Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-70-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

7. Endettement

L'encours de la dette s'élève à 24 253 470 € au 1er janvier 2018 contre 26 320 083 € au 1er janvier 2017. Les efforts soutenus sur la section de fonctionnement permettent à la Ville de continuer de se désendetter. Sans nouvel emprunt, au 1er janvier 2019, le capital restant dû s'élèvera à 22 134 849 € (amortissement en capital prévu de 2 118 622 €).

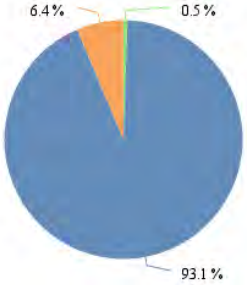
Extinction de la dette au 1er janvier 2018 :





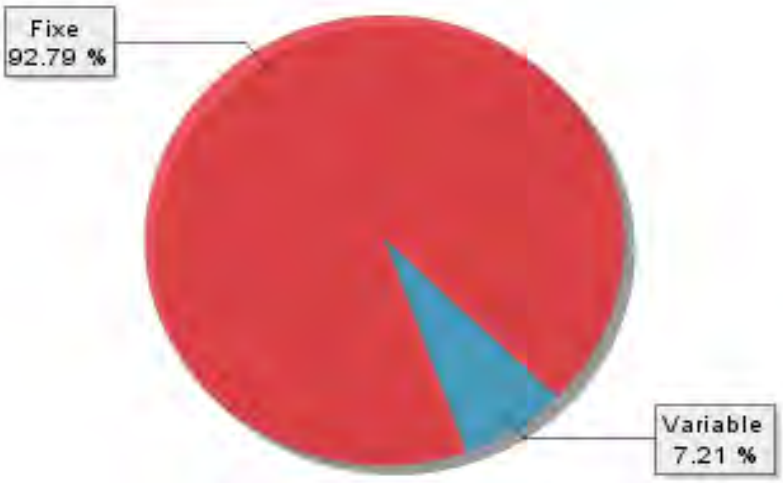
Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-70-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

Index de taux



Index

	Nb	Encours au 01/01/2018	%	Annuité Capital + Intérêts	%
EURIBOR3M	1	129 280,84	0,53 %	102 855,91	3,50 %
FIXE	17	22 582 312,83	93,11 %	2 684 723,42	91,46 %
LIVRETA	6	1 541 877,22	6,36 %	147 689,11	5,03 %
TOTAL	24	24 253 470,89		2 935 268,44	



A noter que tous les contrats de prêts sont classés en 1A sur la charte Gissler, gage d'une très bonne sécurisation de la dette qui est à 93% à taux fixe.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-70-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

République Française – Département de Seine-et-Marne – Canton de Savigny-le-Temple –
Commune du Mée-sur-Seine

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 15/02//2018

Date de transmission de la convocation : 08 février 2018 - Date d'affichage : 08 février 2018
Nombre de conseillers : En exercice : 35 - Présents : 23 - Excusés représentés : 7 - Absent : 0 - Votants : 30
Excusè(s) non représenté(s) : 5
VOTE : A l'unanimité - Pour : 30 - Contre : - Abstention :

L'an deux mille dix-huit, le quinze février à dix-neuf heures trente, le Conseil Municipal de la Commune du Mée-sur-Seine, s'est réuni à la salle du Conseil en Mairie en séance publique ordinaire, sous la présidence de Mr Franck VERNIN, Maire.

Etaient présents : M. VERNIN, Mme VERNON (arrivée au point n° 4 à 19h41), M. DAUVERGNE, M. DURAND, Mme BERRADIA, M. QUILLAY, Mme DIOP (arrivée au point n° 4 à 19h39), M. DIDIERLAURENT, M. BILLECOCQ, Mme KOWALCZYK, M. AURICOSTE, M. GENET, Mme MEUNIER, Mme RIGAULT (arrivée au point N° 4 à 19h38), M. BATON, M. FOSSE, M. POIREL, M. SAMYN, M. GUERIN, Mme DAUVERGNE-JOVIN, M. AYINA (arrivé au point N° 4 à 19h44), Mme CADET, Mme YAZICI
Etaient excusés représentés : Mme BAK avait donné pouvoir à Mme KOWALCZYK, Mme ANTIGNAC à M. AURICOSTE, M. SCHRUB à M. BATON, M. BENTEJ à M. GENET, Mme BOINET à M. BILLECOCQ, Mme MORIN à Mme MEUNIER, M. TOUNKARA à M. FOSSE
Etaient excusées non représentées : Mme PRONO, Mme NDIAYE, Mme GUIDY, Mme CAMPS, Mme MBERI NSANA

A été nommé (e) secrétaire de séance : M. Michel BILLECOCQ

Acte rendu exécutoire après dépôt en Préfecture de Seine-et-Marne le :
Et Publication du : 21 FEV. 2018

N° : 2018DCM-02-80
OBJET : ACQUISITION DE LA PARCELLE CADASTREE BX N° 22 SISE CHEMIN DES PRAILLONS A LE MEE-SUR-SEINE

- Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment en ses articles L. 1111.1, L. 2121-29 alinéa 1er et L. 2241-1 relatif à la gestion des biens et les opérations immobilières de la Commune et L. 1311-10
- Vu le Code de l'urbanisme
- Vu le Code général de la propriété des personnes publiques
- Vu le titre VI du Livre III du Code civil relatif à la vente
- Vu l'Arrêté du 5 décembre 2016 relatif aux opérations d'acquisitions et de prises en location immobilières poursuivies par les collectivités publiques et divers organismes
- Vu la proposition d'acquisition d'une propriété de 5 933 m², cadastrée section BX, numéro 22, lieudit « Prairie du Mée », située chemin des Praillons à LE MEE-SUR-SEINE, cultivée en jardins familiaux, par les légataires de Madame Yvonne MULOT épouse COTTARD, au prix de 31 000 euros
- Vu l'avis de la Direction Générale des Finances Publiques (DGFP), service France Domaine du 26 janvier 2016 estimant ce terrain à 31 000 euros
- Vu l'accord écrit de la FONDATION D'AUTEUIL en date du 13 septembre 2017
- Vu l'accord écrit de Monsieur et Madame Louis MOUY en date du 6 octobre 2017
- Vu l'accord écrit de Monsieur et Madame Yves MULOT en date du 10 octobre 2017
- Vu l'avis de la Commission cade de vie, transports et technique en date du 8 février 2018

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-80-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,

DÉCIDE d'acquérir la parcelle de terrain cadastrée section BX, numéro 22, lieudit « Prairie du Mée » d'une contenance de 5 933m² pour un montant de 31 000 euros.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer les actes notariés y afférents.

DIT que la dépense sera inscrite au chapitre et article correspondants du budget communal.

Pour extrait conforme,
Fait au Mée-sur-Seine, le 16 février 2018

Le Maire du Mée-sur-Seine,

Franck VERNIN

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet des recours suivants :
- recours administratif gracieux auprès de mes services,
- recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-80-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

Jocelyne Tur

De: ROUMAYAT Jean-Marc (77) <jean-marc.roumayat@dgfip.finances.gouv.fr>
Envoyé: mardi 12 décembre 2017 13:36
À: Jocelyne Tur
Objet: Demande d'avis domanial hors champ réglementaire de l'évaluation domaniale: acquisition de la parcelle BX22 sise chemin des Praillons au MEE-SUR-SEINE

Madame,

Le 29 novembre 2017, vous avez saisi le service du Domaine pour une demande d'avis domanial pour une opération d'acquisition de la parcelle BX22, sise chemin des Praillons au MEE-SUR-SEINE.
Je vous informe que votre demande ne répond pas aux modalités de consultation du Domaine, en vigueur depuis le 1er janvier 2017 (cf. arrêté du 5 décembre 2016).

En effet, sont considérées comme réglementaires les seules demandes d'évaluation concernant des projets d'acquisitions d'immeubles d'un montant égal ou supérieur à
180 000 euros, les prises à bail d'un montant annuel égal ou supérieur à 24 000 euros (charges comprises) et les cessions, quel que soit leur montant, à l'exception de celles des communes de moins de 2 000 habitants.

Les projets d'acquisition ou de prise à bail portant sur des montants inférieurs à ces seuils, et de cessions par les communes de moins de 2 000 habitants, ne nécessitent pas de saisine du service du Domaine.

Au cas particulier, votre projet n'entrant pas dans les critères énoncés ci-dessus (acquisition prévue nettement inférieure au seuil de 180 000 euros), je vous informe que vous pouvez procéder à l'opération envisagée sans avis préalable du Domaine.

Je me tiens à votre disposition pour tout renseignement complémentaire et vous prie d'agréer, Madame, l'expression de ma considération distinguée.

L'Inspecteur des Finances Publiques
Jean-Marc ROUMAYAT

--

Jean-Marc ROUMAYAT
Inspecteur des Finances Publiques
DDFIP Seine-et-Marne
Missions Domaniales- Evaluations
Tel: 01.64.41.32.18
Fax: 01.64.41.32.49

Pour vous simplifier la vie

nous vous facilitons l'impôt

Adoptez l'éco-attitude.
N'imprimez ce mail que si c'est vraiment nécessaire

--
Cet email a été vérifié par un filtrage antispam.

Afin de contribuer au respect de l'environnement, merci de n'imprimer ce courriel qu'en cas de nécessité

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-80-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DE SEINE-ET-MARNE

PÔLE GESTION PUBLIQUE
FRANCE DOMAINE
SERVICE EVALUATIONS

20, Quai Hippolyte Rossignol
77 010 MELUN Cedex

Melun, le 26 JAN. 2016

Apprentis d'Auteuil
40, Rue Jean de La Fontaine
75781 PARIS Cedex

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Yann RAVET
Téléphone : 01 64 41 32 16 / 06 08 68 38 77
Télécopie : 01 64 41 32 49
MEL : yann.ravet@dgfip.finances.gouv.fr
N/Réf : 2016-285V0013
V/Réf : KT/VB/PC
Affaire suivie par Valérie BONAFONS

AVIS DU DOMAINE À TITRE RÉGLEMENTAIRE

Service consultant	Fondation d'Auteuil (Fondation reconnue d'utilité publique)
Date de la consultation	16 décembre 2015
Opération soumise	Cession de la parcelle cadastrée BX n°22 au Mée-sur-Seine
Propriétaire présumé	Fondation d'Auteuil

Description sommaire de la parcelle comprise dans l'opération

La parcelle cadastrée BX 22 est située Chemin des Praillons au Mée-sur-Seine.

La parcelle de forme trapézoïdale et de 5933 m² de superficie est actuellement en nature de jardin potager. Elle est située en bord de Seine dans la partie ancienne de la commune.

Valeurs retenues

La valeur vénale de la parcelle est estimée à 31 000 €.

Observations particulières

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation de France Domaine est nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans un délai d'un an ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de la constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques, 38 avenue Thiers, 77 001 Melun Cedex. En outre, il vous appartient d'en informer le(s) propriétaire(s) concerné.

Pour le Directeur Départemental des Finances Publiques,
Et par délégation,
L'évaluateur des Domaines,

Yann RAVET,
Inspecteur des Finances Publiques

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-80-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

Mon Notaire rend mes projets plus sûrs

Franck VANNIER

NOTAIRE

MOULIN DE LA SAÂNE
119, ROUTE DE DIEPPE – B.P. 2
76860 OUVILLE-LA-RIVIERE

TÉLÉPHONE : 02 35 04 67 20
TÉLÉCOPIE : 02 35 04 67 21

Reçu le
20 OCT. 2017
Service des Assemblées

20 OCT. 2017

MAIRIE DU MÉE-SUR-SEINE

555 Route de Boissise

77350 LE MÉE-SUR-SEINE

Ouville-la-Rivière, le 18 octobre 2017

SUCCESSION COTTARD-THIRION Yvonne
Nos réf. : IH//8096
Vos réf. : SB
C111708-499
DGA Aménagement du Territoire
Service Urbanisme
Affaire suivie par Jocelyne TUR

Monsieur le Maire,

Madame Valérie BONAFONS de la FONDATION D'AUTEUIL m'a transmis copie de votre courrier en date du 25 août 2017 où vous confirmez l'intérêt de la Commune pour l'acquisition de la parcelle de terrain cadastrée section BX, numéro 22, lieudit « Prairie du Mée », d'une surface de 59a 33ca.

Pour présenter cette acquisition à votre prochain Conseil Municipal, vous trouverez sous ce pli l'accord écrit des vendeurs, à savoir :
- La FONDATION D'AUTEUIL,
- Monsieur et Madame Louis MOUY,
- Monsieur et Madame Yves MULOT.

Etant ici précisé que j'ai bien pris note des coordonnées du Notaire de la Commune à qui j'adresserai toutes nouvelles correspondances.

Je vous laisse donc le soin de me tenir informé de la suite y réservée.

En outre, j'ai demandé à chacune des personnes occupant actuellement un jardin de bien vouloir libérer les lieux pour la fin de l'année puisque vous indiquez comme condition de fond que le terrain soit libre de toute occupation à la signature de l'acte.

Or l'une d'entre elles a aussitôt repris mon attache pour m'indiquer ce qui suit littéralement rapporté :

« *Je vous informe que Monsieur BILCOCQUE en charge du dossier à la Mairie du Mée sur Seine nous a informé que nous resterons encore 2 ans dans le terrain de ce fait nous n'avons pas à libérer nos parcelles avant la fin de l'année* ».

Je vous laisse donc le soin de bien vouloir me confirmer que les lieux doivent être libérés pour la fin de l'année.

Dans l'attente de vous lire,
Je vous prie de croire, Monsieur le Maire, en l'assurance de mes sentiments distingués.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-80-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

Isabelle Helluin - Etude Vannier

De: Valerie Bonafons <valerie.bonafons@apprentis-auteuil.org>
Envoyé: mercredi 13 septembre 2017 14:48
À: Isabelle Helluin - Etude Vannier
Objet: SUCCESSION COTTARD-THIRION Yvonne
Pièces jointes: cottard-13092017133824.pdf

Bonjour Madame,

Vous trouverez ci-joint le courrier de la Mairie de le Mée sur Seine concernant l'achat de la parcelle.

Je vous confirme notre accord pour la vente au prix de 31.000 €.

Cordialement,
Valérie BONAFONS

Valérie BONAFONS
Juriste Libéralités
Tél : 01.44.14.76.20
Fax : 01.44.14.74.19
successions-donations@apprentis-auteuil.org

Direction Libéralités
40 rue Jean de la Fontaine
75781 PARIS Cedex 16

www.apprentis-auteuil.org

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-80-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

Pannille le 6 Octobre 2017

Objet : Succession
COTTARD - THIRION

Maître

Nous prenons connaissance de votre courrier du 4 Octobre concernant la vente du terrain situé à LE HEE-SUR-SEINE au prix fixé par les Domaines de 31.000 euros.

Nous vous confirmons notre accord.

Nous vous prions de croire, Maître à l'assurance de nos meilleurs sentiments

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-80-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

le 10/10/17

Madame

Nous accusons réception de votre lettre en date du 4/10/17 concernant la cession de la parcelle BX n° 22, dans le cadre de la succession de Mme Yvonne COTTARD-THIRION

Nous vous confirmons notre accord pour la cession à la mairie du MEE-SUR-SEINE sur la base rédigée dans leur lettre du 25/8/17.

Nous vous prions de croire, Madame, en l'expression de nos meilleurs sentiments

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-80-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

République Française – Département de Seine-et-Marne – Canton de Savigny-le-Temple –
Commune du Mée-sur-Seine

DÉLIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 15/02//2018

Date de transmission de la convocation : 08 février 2018 - Date d'affichage : 08 février 2018
Nombre de conseillers : En exercice : 35 - Présents : 23 - Excusés représentés : 7 - Absent : 0 - Votants : 30
Excusé(s) non représenté(s) : 5
VOTE : A l'unanimité - Pour : 30 - Contre : - Abstention :

L'an deux mille dix-huit, le quinze février à dix-neuf heures trente, le Conseil Municipal de la Commune du Mée-sur-Seine, s'est réuni à la salle du Conseil en Mairie en séance publique ordinaire, sous la présidence de Mr Franck VERNIN, Maire.

Etaient présents : M. VERNIN, Mme VERNON (arrivée au point n° 4 à 19h41), M. DAUVERGNE, M. DURAND, Mme BERRADIA, M. QUILLAY, Mme DIOP (arrivée au point n° 4 à 19h39), M. DIDIERLAURENT, M. BILLECOCQ, Mme KOWALCZYK, M. AURICOSTE, M. GENET, Mme MEUNIER, Mme RIGAULT (arrivée au point N° 4 à 19h38), M. BATON, M. FOSSE, M. POIREL, M. SAMYN, M. GUERIN, Mme DAUVERGNE-JOVIN, M. AYINA (arrivé au point N° 4 à 19h44), Mme CADET, Mme YAZICI
Etaient excusés représentés : Mme BAK avait donné pouvoir à Mme KOWALCZYK, Mme ANTIGNAC à M. AURICOSTE, M. SCHRUB à M. BATON, M. BENTEJ à M. GENET, Mme BOINET à M. BILLECOCQ, Mme MORIN à Mme MEUNIER, M. TOUNKARA à M. FOSSE
Etaient excusées non représentées : Mme PRONO, Mme NDIAYE, Mme GUIDY, Mme CAMPS, Mme MBERI NSANA

A été nommé (e) secrétaire de séance : M. Michel BILLECOCQ

Acte rendu exécutoire après dépôt en Préfecture de Seine-et-Marne le :
Et Publication du : 21 FEV. 2018

N° : 2018DCM-02-90
OBJET : VENTE D'UN LOGEMENT SITUE 308 AVENUE DES REGALS

- Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 1111-1, L. 2121-29 alinéa 1er et L. 2241-1 relatifs à la gestion des biens et opérations immobilières de la Commune et R. 2241-2
- Vu le Code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L. 3211-14, L. 3221-1
- Vu la Délibération du Conseil Municipal du 9 avril 2015 prononçant le déclassement de l'ensemble immobilier situé 308, avenue des Régals, cadastré section BE n°213, comportant 5 logements et leurs jardins, 1 abri couvert et sa voirie et décidant de mettre en vente ces biens
- Vu l'Arrêté du Maire n° ARR112015-04-0103 déclassant du domaine public l'ensemble immobilier sus-dénommé
- Vu l'état descriptif de division avec plans en lots de copropriété, établi par le cabinet COGERAT et enregistré par Maître TRUFFET le 29 mars 2017
- Vu l'avis de la Direction Générale des Finances Publiques, France Domaine du 8 février 2018
- Vu la proposition d'achat du 24 janvier 2018 de Monsieur LAC Jefferson, d'un logement de type 4 pièces avec jardin et parking pour un montant de 134 000 euros net vendeur représentant les lots n°3 et 8, de l'ensemble immobilier situé 308, avenue des Régals
- Vu l'avis de la Commission cadre de vie, transports et technique du 8 février 2018

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-90-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

DÉCIDE de vendre à Monsieur LAC Jefferson un logement de type 4 pièces avec jardin et parking, situés dans un ensemble immobilier 308, avenue des Régals faisant l'objet d'un état descriptif de division et représentant respectivement le lot n°3 du bâtiment A et le lot n°8 du bâtiment B, le tout cadastré section BE n°213 et 215, pour un montant de 134 000 euros net vendeur.

AUTORISE Monsieur Le Maire à signer l'acte notarié correspondant et tous actes nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

DIT que les recettes seront inscrites aux chapitres et articles correspondants du budget communal.

Pour extrait conforme,
Fait au Mée-sur-Seine, le 16 février 2018

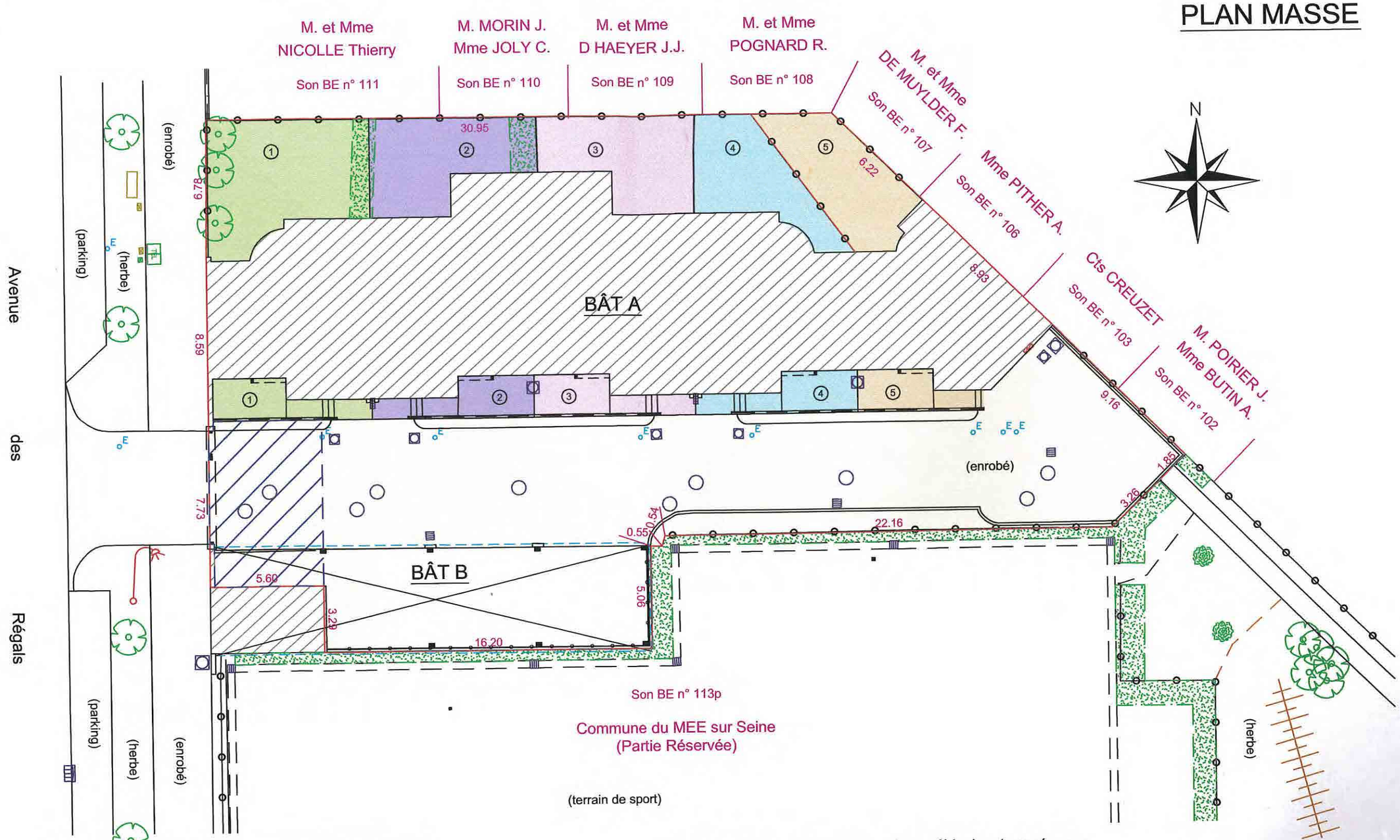
Le Maire du Mée-sur-Seine,

Franck VERNIN

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet des recours suivants :
- recours administratif gracieux auprès de mes services,
- recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-90-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

PLAN MASSE



NOTA :
Plan établi suivant les limites d'occupation au 22 mai 2013, sans bornage contradictoire avec les riverains.
Les cotes et superficies annoncées sont données à titre indicatif et seront confirmées après bornage contradictoire.

NOTA :
La précision des données numériques extraite du fichier de dessin informatique dépend de l'échelle graphique pour laquelle le plan a été établi.
Cette précision respecte les tolérences réglementant la profession de géomètre.

Servitude de passage piétons, tous véhicules, tous réseaux

Fonds servant : La Copropriété (Section BE n° 113p)
Fonds dominant : Commune du Mee sur Seine (Section BE n° 113p)

Dossier : 14L0225

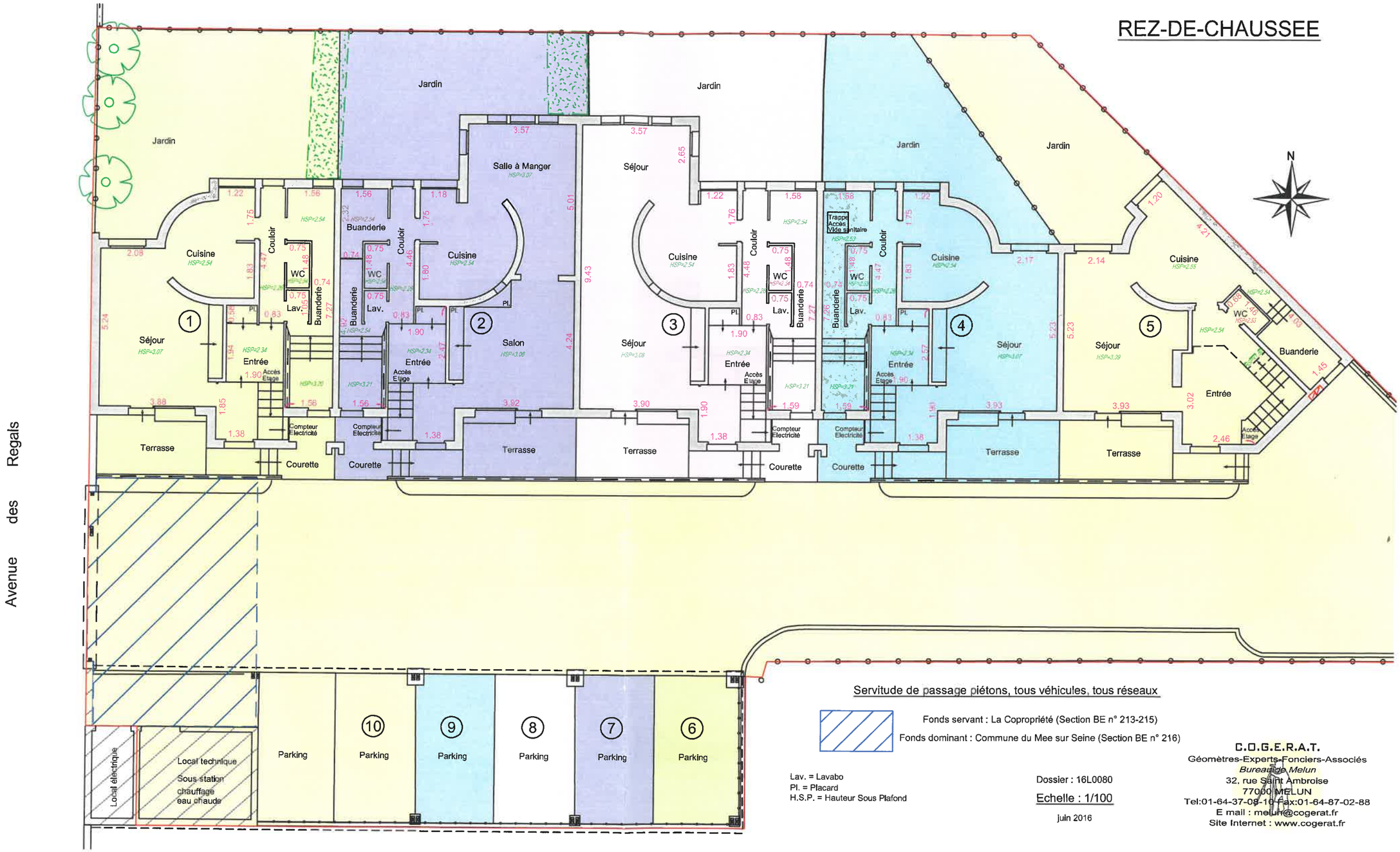
Echelle : 1/200

Mars 2015

C.O.G.E.R.A.T.
Géomètres-Experts-Fonciers-Associés
Bureau de Melun
32, rue Saint Ambroise
77000 MELUN
Tel:01-64-37-08-10 Fax:01-64-87-02-88
E mail : melun@cogerat.fr
Site Internet : www.cogerat.fr

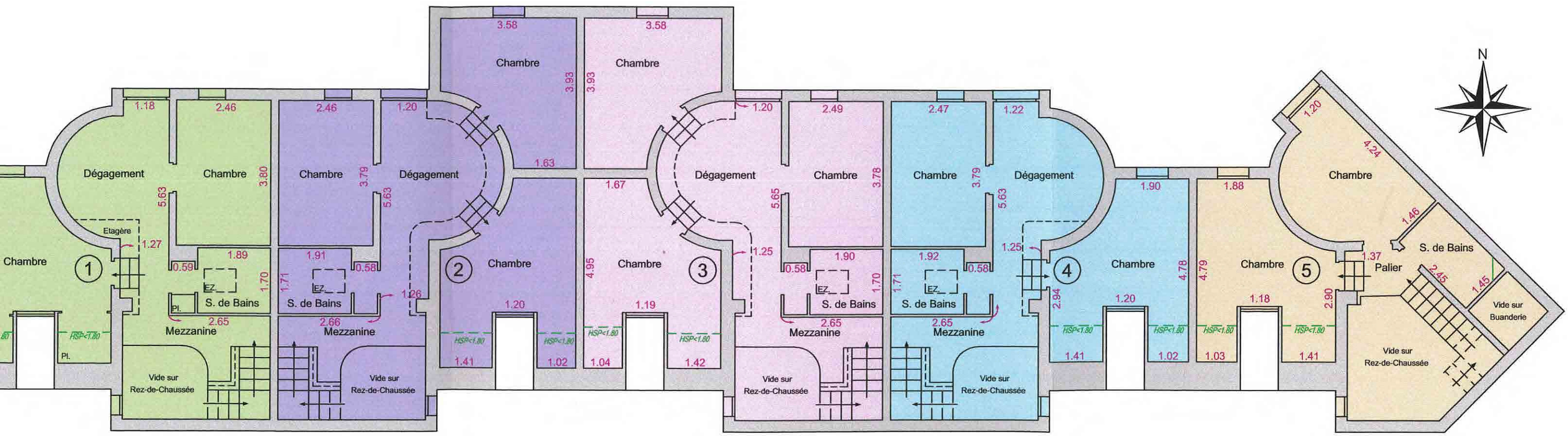
Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-90-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

REZ-DE-CHAUSSEE



Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-90-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

ETAGE



Pl. = Placard
H.S.P. = Hauteur Sous Plafond
Ez. = Eclairage zénithal

Dossier : 14L0225

Echelle : 1/100

Mars 2015

C.O.G.E.R.A.T.
Géomètres-Experts-Fonciers-Associés
Bureau de Melun
32, rue Saint Ambroise
77000 MELUN
Tel:01-64-37-08-10 Fax:01-64-87-02-88
E mail : melun@cogerat.fr
Site Internet : www.cogerat.fr

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-90-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300-SD
(mars 2016)

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DE SEINE-ET-MARNE
SERVICE DU DOMAINE
Adresse : 20, quai Hippolyte Rossignol
77010 MELUN Cédex
Téléphone :01.64.41.32.18
Fax : 01.64.41.32.49

Le 8 février 2018.

Mairie du Mee-sur-Seine
DGA Aménagement du territoire
Service Urbanisme
Monsieur Le Maire
555, route de Boissise
77350 LE MEE-SUR-SEINE

POUR NOUS JOINDRE :

Évaluateur : Jean-Marc ROUMAYAT
Téléphone : 06.30.52.71.59
Courriel : jean-marc.roumayat@dgfip.finances.gouv.fr
Nos Réf. : 2018-285V0079
Vos Refs : C111801-34

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DÉSIGNATION DU BIEN : PAVILLON MITOYEN DE TYPE F4.

ADRESSE DU BIEN : 308, AVENUE DES RÉGALS AU MEE-SUR-SEINE -PARCELLES BE213 ET BE215.

VALEUR VÉNALE : 145 000 EUROS

Monsieur ,

Au terme de votre courrier reçu le 25 janvier 2018, vous demandez l'estimation de la valeur vénale des biens repris en objet.

Je vous prie donc de trouver ci-après l'avis des Domaines établi à cet effet :

1 – SERVICE CONSULTANT : COMMUNE DU MEE-SUR-SEINE

AFFAIRE SUIVIE PAR : Jocelyne TUR

2 – Date de consultation	: 19 janvier 2018
Date de réception	: 25 janvier 2018
Date de visite	: 8 février 2018
Date de constitution du dossier « en état »	: 8 février 2018

3 – OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ

CESSION PAR LA COMMUNE DU MEE-SUR-SEINE D'UN LOGEMENT DE TYPE 4 PIÈCES ET SON PARKING, SIS 308, AVENUE DES REGALES AU MEE-SUR-SEINE, À L'UN DE SES OCCUPANTS .

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-90-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

MINISTÈRE DE L'ACTION
ET DES COMPTES PUBLICS

4 – Description du bien

Pavillon mitoyen de type F4 (85 m², lot 3) , construit en 1981 sur deux niveaux (R+1), avec jardin privatif et parking couvert (lot 8).

5 – Situation juridique

Propriétaire présumé : Commune du Mee-sur-Seine

6 – Urbanisme et réseaux

PLU du Mee-sur-Seine : Zone Uc

7 – Détermination de la valeur vénale

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison

- la valeur vénale de ce logement de type 4 de 85 m² de SHAB est actualisée à : **145 000 euros**.
- (une marge de négociation de 10 % pouvant être appliquée en tant que de besoin)

8 – Durée de validité

un an

9 – Observations particulières

En matière de cession, l'avis des Domaines est indicatif. Le consultant peut négocier au mieux de ses intérêts.

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une acquisition réalisable uniquement dans les conditions du droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si la procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

Veuillez agréer, Monsieur , l'expression de ma considération distinguée.

Pour le Directeur départemental des Finances publiques et par délégation,

L'inspecteur des finances publiques
Jean-Marc ROUMAYAT

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

Accusé de réception en préfecture
077-217700851-20180215-2018DCM02-00-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

M. LAC Jefferson
308 Ave des Régals
77350 Le Mée / Seine
Portable : 06.75.95.78.84

Le Mée, le 24/01/18

Objet : achat du bien

Monsieur le Maire,

Je vous informe par la présente mon souhait d'achat concernant la maison du 308 Ave des Régals où je demeure actuellement. Le bien est proposé à la vente à 134 000€.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes salutations respectueuses.

M. LAC Jefferson.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-90-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

République Française – Département de Seine-et-Marne – Canton de Savigny-le-Temple –
Commune du Mée-sur-Seine

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 15/02//2018

Date de transmission de la convocation : 08 février 2018 - Date d'affichage : 08 février 2018
Nombre de conseillers : En exercice : 35 - Présents : 23 - Excusés représentés : 7 - Absent : 0 - Votants : 30
Excusé(s) non représenté(s) : 5
VOTE : A la majorité - Pour : 24 - Contre : - Abstentions : 6

L'an deux mille dix-huit, le quinze février à dix-neuf heures trente, le Conseil Municipal de la Commune du Mée-sur-Seine, s'est réuni à la salle du Conseil en Mairie en séance publique ordinaire, sous la présidence de Mr Franck VERNIN, Maire.

Etaient présents : M. VERNIN, Mme VERNON (arrivée au point n° 4 à 19h41), M. DAUVERGNE, M. DURAND, Mme BERRADIA, M. QUILLAY, Mme DIOP (arrivée au point n° 4 à 19h39), M. DIDIERLAURENT, M. BILLECOCQ, Mme KOWALCZYK, M. AURICOSTE, M. GENET, Mme MEUNIER, Mme RIGAULT (arrivée au point N° 4 à 19h38), M. BATON, M. FOSSE, M. POIREL, M. SAMYN, M. GUERIN, Mme DAUVERGNE-JOVIN, M. AYINA (arrivé au point N° 4 à 19h44), Mme CADET, Mme YAZICI
Etaient excusés représentés : Mme BAK avait donné pouvoir à Mme KOWALCZYK, Mme ANTIGNAC à M. AURICOSTE, M. SCHRUB à M. BATON, M. BENTEJ à M. GENET, Mme BOINET à M. BILLECOCQ, Mme MORIN à Mme MEUNIER, M. TOUNKARA à M. FOSSE
Etaient excusées non représentées : Mme PRONO, Mme NDIAYE, Mme GUIDY, Mme CAMPS, Mme MBERI NSANA

A été nommé (e) secrétaire de séance : M. Michel BILLECOCQ

Acte rendu exécutoire après dépôt en Préfecture de Seine-et-Marne le :
Et Publication du : 21 FEV. 2018

N° : 2018DCM-02-100
OBJET : CONVENTION D'ETUDE DU CENTRE COMMERCIAL PLEIN CIEL DANS LE CADRE DU NOUVEAU PROGRAMME DE RENOVATION URBAINE (NPRU)

- Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment en ses articles L. 1111.1, L. 2121-29 alinéa 1er et L. 2241-1 relatif à la gestion des biens et les opérations immobilières de la Commune
- Vu le Code de l'urbanisme
- Vu le protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine, signé le 16 mars 2017
- Vu le projet de convention d'étude du Centre Commercial Plein Ciel dans le cadre du nouveau Programme de Rénovation Urbaine ci-annexé
- Vu l'avis de la Commission finances et administration générale du mardi 6 février 2018

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,

APPROUVE la convention d'étude du Centre Commercial Plein Ciel dans le cadre du Nouveau Programme de Rénovation Urbaine.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-100-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention d'étude du Centre Commercial Plein Ciel dans le cadre du Nouveau Programme de Rénovation Urbaine, ainsi que tous les documents afférents.

Pour extrait conforme,
Fait au Mée-sur-Seine, le 16 février 2018

Le Maire du Mée-sur-Seine,

Franck VERNIN

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet des recours suivants :
- recours administratif gracieux auprès de mes services,
- recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-100-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

CONVENTION DE COFINANCEMENT D'ETUDES
ENTRE

LA VILLE DE LE MEE SUR SEINE
LA CAISSE DES DEPOTS
EPARECA
N° LAGON : 75489 - 77941

Convention pour le cofinancement d'une mission d'étude commerciale et d'une mission d'étude juridique et foncière réalisées dans le cadre de l'opération du quartier du Plateau de Corbeil Plein Ciel à Melun et au Mée sur Seine. (77)

Entre :

La Caisse des Dépôts, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816 codifiée aux articles L.518-2 et suivants du code monétaire et financier, ayant son siège au 56, rue de Lille 75007 PARIS,
Représentée par Madame **Caroline CARTALLIER**, Directrice Territoriale Seine-et-Marne et Val-de-Marne, agissant en vertu d'un arrêté de délégation de signature de Monsieur le Directeur général en date du 9 décembre 2017,

Ci-après dénommée **"La Caisse des Dépôts"**

Et :

La ville de Le Mée sur Seine, ayant son siège Hôtel de ville 555, Route de Boissise 77350 Le Mée sur Seine, représentée par son Maire, Monsieur **Franck VERNIN**, spécialement habilité aux fins des présentes en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 15 février 2018,

Ci-après dénommée **"La ville de Le Mée sur Seine"**

Et :

EPARECA, Etablissement Public National d'Aménagement et de Restructuration des Espaces Commerciaux et Artisanaux créé par la loi du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du Pacte de Relance pour la Ville et du décret n°97-130 du 12 février 1997 portant sur l'organisation EPARECA, ayant son siège 12, place Saint-Hubert à LILLE (59), représenté par sa Directrice Générale, Madame **Valérie LASEK**, nommée à ces fonctions par un arrêté interministériel du 11 avril 2016 et domiciliée en qualité audit siège

Ci-après dénommé **"EPARECA"** ou le **«Bénéficiaire »**,

Ci-après désignées ensemble les « Parties » et individuellement une « Partie ».

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-100-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

Contexte de l'intervention

Les quartiers du Plateau de Corbeil et de Plein Ciel, composés de 8 170 habitants, sont situés à la fois sur les communes de Melun et du Mée-sur-Seine. Un processus de diversification résidentielle est amorcé depuis 2015 via deux opérations privées de 46 logements et de 30 logements réalisées par Nexity sous l'impulsion du PRU de Melun.
En cœur de ce quartier, au niveau de la rue Gaston Tunc, quatre locaux commerciaux ont été démolis et non relocalisés, hormis la pharmacie transférée sur l'avenue du général Patton, dans un bâtiment appartenant à l'OPH 77 réhabilité.
Ainsi, il est prévu, sur cette même avenue, sur deux emplacements où des bâtiments de logements sociaux ont été démolis, de reconstruire des programmes immobiliers mixtes dotés de logements aux étages et de commerces en rez-de-chaussée.

Cependant, la programmation commerciale n'a pas encore été déterminée. Ainsi, la Ville de Melun souhaite qu'Epareca élabore une programmation prévisionnelle en vue d'être opérateur investisseur.

A proximité de l'opération immobilière et commerciale de la ville de Melun, sur le territoire communal du Mée-sur-Seine, se situe la Copropriété Plein Ciel formée d'un « Tripode » de 316 logements privés (R+19), d'une zone commerciale et de voiries. Cette configuration atypique engendre des contraintes importantes, augmentée par une gestion rendue difficile liée à la présence de deux syndics de copropriété : un principal pour les logements et un secondaire pour les commerces.

La problématique commerciale

La zone commerciale est formée d'un bâtiment de plain-pied situé le long de l'avenue de Corbeil, dos au Tripode , faisant face au Plateau de Corbeil. C'est un centre vieillissant avec un bâti obsolète et une configuration dépassée (présence d'une galerie couverte), composé de 24 cellules (2 660 m² de commerces, 1 supermarché Franprix de 850 m² de surface de vente et d'une jardinerie de 1 029 m² non comprise dans la copropriété). Il dispose d'une offre de qualité inégale et souffre d'un manque de synergie entre commerçants.

Globalement, malgré ces difficultés, l'offre commerciale fonctionne grâce notamment à une grande poche de stationnement et la présence de locomotives (boulangerie Banette et Franprix). Par ailleurs, la délocalisation programmée de la clinique Saint-Jean vers un nouveau centre hospitalier et la réalisation, en lieu et place, de programmes de logements, pourraient avoir des répercussions sur ces commerces.

Il existe également un pôle commercial de quartier situé square Ribot, appartenant à l'OPH 77, qui comprend sept locaux commerciaux. Ce pôle de quartier présente une dégradation du bâti malgré la réfection des façades, et un turn-over important.

La présente convention porte sur la réalisation d'une étude commerciale à l'échelle du Plateau de Corbeil et de Plein Ciel, afin de mesurer le potentiel commercial de cette zone avec trois équipements commerciaux qui, à terme, devront être complémentaires et la réalisation d'une étude juridique et foncière.

L'étude commerciale portera sur le centre commercial Plein-Ciel, le square Ribot et l'éventuel site commercial sur l'avenue Patton.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-100-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention et ses annexes (ci-après la « Convention ») ont pour objet de définir les modalités pratiques et financières du partenariat entre la Caisse des Dépôts, La ville de Le Mée sur Seine et l'EPARECA, le Bénéficiaire, pour la réalisation d'une étude commerciale concernant le potentiel commercial relatif aux sites suivants : centre commercial Plein Ciel, centre commercial du square Ribot, et éventuel site commercial sur l'avenue Patton, et d'une étude juridique et foncière concernant le Centre Commercial Tripode Plein Ciel ci-après désignées les « **Etudes** ». Les cahiers des charges des Etudes, sont portés en annexe 1.

Les modules retenus pour l'étude commerciale sont :

II – Etat des lieux
III – Détermination du potentiel commercial
VII – Programmation commerciale
VIII – Enquête ménages (200)
IX – Enquête sur site
X - Restitution

ARTICLE 2 : MODALITES DE REALISATION DES ETUDES

2.1 - Sélection des prestataires et suivi des Etudes

La réalisation de l'Etude commerciale est confiée au **Cabinet ALBERT ET ASSOCIES**, 8 rue Jules Verne, 59790 Ronchin, SIRET 440 563 021 00011. (Ci-après le « **Prestataire** »).

La réalisation de l'étude juridique et foncière est confiée au cabinet **SEGAT**, 6 bis rue Jean Bonnefoix, 94200 Ivry-sur-Seine, RCS de Créteil sous le B632 044 145 (Ci-après le « **Prestataire** »).

Les Prestataires ont été sélectionnés par le Bénéficiaire dans le respect des règles légales et réglementaires applicables à la commande publique. A ce titre, le Bénéficiaire prend à sa charge le versement de la rémunération des Prestataires.

Le Bénéficiaire indique avoir déjà conclu toute convention utile pour la réalisation des Etudes et l'obtention de la propriété intellectuelle de l'ensemble des droits qui y sont attachés, aux fins de leur cession, telle que prévue à l'article 6 [*Communication et Propriété intellectuelle*] ci-après.

2.2 - Collaboration entre les Parties

Le Bénéficiaire est le maître d'ouvrage et le seul responsable de la réalisation des Etudes. Il prend à sa charge la relation avec les Prestataires et en informe la Caisse des Dépôts et La ville de Le Mée sur Seine.

2.3 - Suivi des Etudes

La Caisse des Dépôts et La ville de Le Mée sur Seine seront associées à la réalisation des Etudes durant toute leur période selon les modalités suivantes :

- le Bénéficiaire tient régulièrement informées la Caisse des Dépôts et La ville de Le Mée sur Seine de l'avancée des Etudes, à toutes les étapes de leur déroulement ; celles-ci peuvent émettre des propositions quant à ce déroulement ;
- le Bénéficiaire transmet à la Caisse des Dépôts et à La ville de Le Mée sur Seine le rapport final, tel que visé à l'article 2.4 ci-après ;

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-100-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

- le Bénéficiaire s'engage, également, à communiquer à la Caisse des Dépôts et à La ville de Le Mée sur Seine toute information et tout document entrant dans le cadre des Etudes.

En outre, la Caisse des Dépôts et La ville de Le Mée sur Seine se réservent le droit de vérifier, à tout moment, la bonne utilisation de leur subvention, et pourront demander au Bénéficiaire tout document ou justificatif. Dans cette perspective, le Bénéficiaire accepte que les modalités de réalisation des Etudes puissent donner lieu à une évaluation par la Caisse des Dépôts ou par tout organisme mandaté par elle et par La ville de Le Mée sur Seine.

2. 4 - Résultats des Etudes et Calendrier de réalisation

Les résultats attendus et le calendrier des Etudes sont précisés dans les cahiers des charges portés en annexe 1.

En outre, les Etudes donneront lieu à la réalisation d'un rapport final au terme des Etudes, qui sera remis à la Caisse des Dépôts et à La ville de Le Mée sur Seine.

L'ensemble des résultats des Etudes et le rapport final sont ci-après désignés ensemble les « Livrables ».

Les Livrables devront être transmis à la Caisse des Dépôts à l'adresse suivante :

Caisse des dépôts et consignations,
Direction Régionale Ile-de-France
2, Avenue Pierre Mendès France 75648 CS 41342 Paris Cedex 13
A l'attention de Rita SOUKKAR

Les Livrables devront être transmis à La ville de Le Mée sur Seine à l'adresse suivante :

Hôtel de ville
555, Route de Boissise
77350 Le Mée sur Seine
A l'attention de M.Franck VERNIN

La durée des Etudes, réalisées en 2017, est de trois (3) mois à partir de la réunion de lancement des Etudes et des ordres de service adressés concomitamment aux Prestataires.

ARTICLE 3 : MODALITES FINANCIERES

Le coût total des Etudes confiées aux Prestataires s'élève à 49 680,00 € TTC (quarante-neuf-mille six cent quatre-vingt euros toutes taxes comprises).

Figure en annexe 2 le budget global des Etudes, détaillant l'identité des financeurs des Etudes et leur pourcentage de financement.

3.1- Subvention

Au titre de la présente Convention, les Parties ont convenu que :

- la Caisse des Dépôts versera au Bénéficiaire une subvention d'un montant maximum prévisionnel total de 16 560 € net de toutes taxes (soit seize-mille-cinq-cent-soixante euros) pour le financement des Etudes.
- La ville de Le Mée sur Seine versera au Bénéficiaire une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 16 560 € net de toutes taxes (soit seize-mille-cinq-cent-soixante euros) pour le financement des Etudes.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-100-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

Il est expressément entendu entre les Parties, que le reste du budget total, tel que visé en annexe 2 est pris en charge par le Bénéficiaire lui-même, ou par tout autre partenaire du Bénéficiaire et que la Caisse des Dépôts et La ville de Le Mée sur Seine ne pourront en aucun cas être tenues au versement de ces sommes.

3.2 - Modalités de versement

La subvention de chaque Partie sera versée en une seule fois au terme des Etudes, et ce dans la limite du montant maximum total de l'article 3.1.

Ce montant couvre l'intégralité de la subvention versée par la Caisse des Dépôts et La ville de Le Mée sur Seine au titre de la présente Convention.

Ce montant est ferme et représente deux tiers (2/3) du coût total des Etudes, dont le budget total prévisionnel figure en annexe 2 de la présente Convention.

Le Bénéficiaire doit fournir, lors de l'appel de fonds, une attestation signée certifiant le montant total des dépenses mises en œuvre au titre des Etudes.

La Caisse des Dépôts et La ville de Le Mée sur Seine verseront au Bénéficiaire le montant de la subvention, après réception de l'appel de fonds, accompagné d'un RIB du compte ouvert au nom du Bénéficiaire, envoyé par le représentant habilité du Bénéficiaire aux coordonnées suivantes :

Pour la Caisse des Dépôts,
l'appel de fonds sera à adresser à l'adresse mail suivante :

facturelectronique@caissedesdepots.fr
Copie :
christine.stoll@caissedesdepots.fr
rita.soukkar@caissedesdepots.fr

Pour la Ville du Mée,
Hôtel de ville
555, Route de Boissise
77350 Le Mée sur Seine
A l'attention de M.Franck VERNIN

Le versement de la subvention est effectué par virement bancaire, sur le compte du Bénéficiaire ouvert au nom d'EPARECA :

IBAN							BIC
FR76	1007	1590	0000	0010	1740	864	TRPUFRP1

La Caisse des Dépôts et La ville de Le Mée sur Seine se réservent la possibilité de ne pas donner suite à l'appel de fonds si le Bénéficiaire n'est pas en mesure de justifier de la bonne exécution des Etudes dans les conditions de l'article 2.3 de la présente convention.

3.3 - Utilisation de la subvention

La subvention versée par la Caisse des Dépôts et par La ville de Le Mée sur Seine, telle que visée ci-dessus, est strictement réservée à la réalisation des Etudes.

En cas de non-respect de cette obligation, le montant de la subvention dont l'emploi n'aura pu être justifié, fera l'objet d'un reversement à la Caisse des Dépôts et à La ville de Le Mée sur Seine sur simple demande de ces dernières.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-100-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

ARTICLE 4 : RESPONSABILITE ET ASSURANCES

4.1 : Responsabilité

L'ensemble des actions menées dans le cadre des Etudes est initié, coordonné et mis en œuvre par le Bénéficiaire qui en assume l'entière responsabilité. De plus, les publications et bilans issus des Etudes (notamment publication sur Internet et publication papier) seront effectués sous la responsabilité éditoriale du Bénéficiaire, dans les conditions précisées à l'article 6.

Il est expressément précisé, dans cette perspective, que la Caisse des Dépôts et La ville de Le Mée sur Seine ne sauraient assumer ou encourir aucune responsabilité dans le cadre de l'utilisation, par le Bénéficiaire, de ladite subvention, notamment pour ce qui concerne les éventuelles difficultés techniques, juridiques ou pratiques liées à l'activité du Bénéficiaire.

Le Bénéficiaire s'engage notamment à respecter et à faire respecter l'ensemble des dispositions légales et réglementaires applicables aux actions qu'il entreprend et notamment procéder, le cas échéant, aux déclarations nécessaires auprès de la CNIL conformément à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978.

Les Parties conviennent que le Prestataire est entièrement responsable de l'exécution des Etudes et de l'ensemble des travaux nécessaires pour les mener.

En conséquence, le Bénéficiaire ne pourra rechercher la responsabilité de la Caisse des Dépôts et de La ville de Le Mée sur Seine en cas de mauvaise exécution des Etudes.

Le Bénéficiaire s'engage à respecter, le cas échéant, les règles légales et réglementaires applicables à la commande publique.

4.2 : Assurances

Le Bénéficiaire s'assure que les Prestataires bénéficient d'une assurance responsabilité civile générale couvrant de manière générale leur activité pendant toute la durée des Etudes. Le Bénéficiaire s'engage à ce que les Prestataires maintiennent cette assurance et puissent en justifier à la Caisse des Dépôts et à La ville de Le Mée sur Seine à première demande.

ARTICLE 5 : CONFIDENTIALITE

Les Parties s'engagent à veiller au respect de la confidentialité des informations et documents, de quelque nature qu'ils soient et quels que soient leurs supports (les « Informations Confidentielles »), qui leur auront été communiqués ou dont elles auront eu connaissance lors de la négociation et de l'exécution de la Convention, sous réserve de ceux dont elles auront convenu expressément qu'ils peuvent être diffusés.

Le Bénéficiaire s'engage à veiller au respect par ses préposés et sous-traitants éventuels, de cet engagement de confidentialité.

Sont exclues de cet engagement :

- les informations qui seraient déjà dans le domaine public ou celles notoirement connues au moment de leur communication,
- les informations que la loi ou la réglementation oblige à divulguer, notamment à la demande de toute autorité administrative ou judiciaire compétente.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-100-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

La présente obligation de confidentialité s'appliquera pendant toute la durée de la Convention et demeurera en vigueur pendant une durée de deux (2) ans à compter de l'arrivée du terme de la Convention pour quelque cause que ce soit.

ARTICLE 6 : COMMUNICATION ET PROPRIETE INTELLECTUELLE

6.1 - Communication

6.1.1 - Mention de la Caisse des Dépôts et de La ville de Le Mée sur Seine

Le Bénéficiaire s'oblige à soumettre, dans un délai minimal de un mois avant sa divulgation au public, à l'autorisation préalable et écrite de la Caisse des Dépôts et de La ville de Le Mée sur Seine, le contenu de tout projet de publication ou d'action de communication écrite ou orale, relative aux Etudes, objet des présentes.

La Caisse des Dépôts et La ville de Le Mée sur Seine pourront, pendant ce délai, demander des modifications ou s'opposer à toute communication qu'elles estimeront de nature à porter atteinte à leur image, à leur renommée ou à leurs intérêts quels qu'ils soient, ou demander à ce que leur soutien soit mentionné.

Dans ce dernier cas, le Bénéficiaire s'engage à apposer ou à faire apposer par les Prestataires, en couleur, le logotype du Groupe Caisse des Dépôts tel que visé à l'article 6.1.2, ou de La ville de Le Mée sur Seine et à ce qu'il soit fait mention par le Bénéficiaire ou les Prestataires, du soutien de la Caisse des Dépôts et de La ville de Le Mée sur Seine, pour la réalisation des Etudes, sous une forme préalablement déterminée entre les Parties, par écrit, sur les supports de communication, d'information et de promotion et, oralement, lors des interventions ou présentations orales dans le cadre d'opérations de relations publiques et de relations presse, réalisés dans le cadre de l'exécution de la Convention. Dans ce cas, le format et l'emplacement des mentions visées par le présent article seront déterminés d'un commun accord entre les Parties. En tout état de cause, leur format sera au moins aussi important que celui des mentions attribuées aux éventuels autres partenaires du Bénéficiaire dans le cadre des Etudes.

De manière générale, chacune des parties à la présente convention s'engage à ne pas porter atteinte à l'image ou à la renommée de de ses cocontractants.

En outre, chacune des parties s'engage à informer ses cocontractants de tout projet d'action promotionnelle concernant l'un de ses autres partenaires.

Toute utilisation, représentation ou reproduction des signes distinctifs de la Caisse des Dépôts, de La ville de Le Mée sur Seine et du Bénéficiaire, par l'une des Parties, non prévue par le présent article, est interdite.

6.1.2 - Autorisation d'utiliser le logotype de la Caisse des Dépôts

Aux seules fins d'exécution des obligations visées à l'article 6.1.1 [*Mention de la Caisse des Dépôts*], la Caisse des Dépôts autorise le Bénéficiaire dans le cadre des Etudes :

- à utiliser la marque française semi-figurative GROUPE CAISSE DES DEPOTS & Logo n°04/3.332.494, constituant le logotype conformément à la représentation jointe en annexe 3 pendant la durée fixée à l'article 7 de la Convention ;
- à faire mention de la contribution de la Caisse des Dépôts sous une forme qui aura reçu l'accord préalable et écrit de la Caisse des Dépôts, dans les conditions déterminées à l'article 6.1.1 de la présente convention.

A l'extinction des obligations visées par l'article 6.1.1 de la Convention, le Bénéficiaire s'engage à cesser tout usage des signes distinctifs de la Caisse des Dépôts et de La ville de Le Mée sur Seine, sauf accord exprès écrit contraire.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-100-DE

Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

6.1.3 - Autorisation d'utiliser le logotype de La ville de Le Mée sur Seine

Aux seules fins d'exécution des obligations visées à l'article 6.1.1 [*Mention de La ville de Le Mée sur Seine*], La ville de Le Mée sur Seine autorise le Bénéficiaire dans le cadre des Etudes :

- à utiliser son logo joint en annexe,
- à faire mention de la contribution de La ville de Le Mée sur Seine sous une forme qui aura reçu l'accord préalable et écrit de la commune, dans les conditions déterminées à l'article 6.1.1 de la présente convention.

6.1.4 - Autorisation d'utiliser le logotype du Bénéficiaire

Dans le cas où la Caisse des Dépôts et La ville de Le Mée sur Seine auraient besoin d'utiliser le logotype du Bénéficiaire dans le cadre de leur communication externe ou interne aux seules fins de promouvoir le présent partenariat et les Etudes, le Bénéficiaire autorise la Caisse des Dépôts et La ville de Le Mée sur Seine à utiliser son logo figurant en annexe 3 sous une forme qui aura reçu l'accord préalable et écrit du Bénéficiaire.
A l'extinction des obligations nées de la convention, la Caisse des Dépôts et La ville de Le Mée sur Seine s'engagent à cesser tout usage des signes distinctifs du Bénéficiaire, sauf accord exprès écrit contraire.

6.2 - Propriété intellectuelle et exploitation des résultats

Dans le cadre de la présente Convention, le Bénéficiaire cède, à titre non exclusif et gratuit, à la Caisse des Dépôts et à La ville de Le Mée sur Seine les droits de propriété intellectuelle ci-après énoncés afférents aux résultats des Etudes, notamment les bilans d'activités annuels et final, rapports, analyses, travaux, supports de communication, publications, documents et fichiers de présentation, études et tout document réalisé dans le cadre de la présente Convention, au fur et à mesure de leur réalisation et ce, pour une exploitation à titre gratuit, à savoir :

- Le droit de reproduire et faire reproduire, en tout ou partie, de façon permanente ou provisoire, sur tout support connu ou inconnu au jour de la signature de la présente Convention, notamment sur supports papiers, électroniques ou numériques;
- Le droit de représenter et faire représenter, en tout ou partie, de façon permanente ou provisoire, par tout procédé connu ou inconnu au jour de la signature de la présente Convention,
- Le droit de céder tout ou partie des droits énoncés ci-dessus à tout tiers.

Il est expressément convenu entre les Parties que la diffusion des résultats des Etudes, sous quelque forme que ce soit, ne pourra être effectuée qu'après sa validation par les parties, et sous réserve des stipulations de l'article 5 [*Confidentialité*] de la présente Convention.

La présente cession est conclue pour la durée légale de protection des droits de propriété intellectuelle y afférant et pour le territoire national.

Le Bénéficiaire déclare être titulaire des droits de propriété intellectuelle nécessaires à la cession des droits cédés telle que visée au présent article.

A ce titre, le Bénéficiaire garantit la Caisse des Dépôts et La ville de Le Mée sur Seine contre toute action, réclamation ou revendication intentée par des tiers à son encontre sur la base desdits droits de propriété intellectuelle cédés en vertu de la Convention et s'engage à faire son affaire et à prendre à sa charge les frais, honoraires et éventuels dommages et intérêts qui découleraient de tous les troubles, actions, revendications et évictions engagés contre la Caisse des Dépôts et/ou La ville de Le Mée sur Seine au titre d'une exploitation desdits droits conforme aux stipulations du présent article.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-100-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

Le Bénéficiaire s'engage à prendre toute mesure nécessaire afin de garantir l'exploitation paisible desdits droits par la Caisse des Dépôts et La ville de Le Mée sur Seine, notamment à l'égard de son personnel et de son Prestataire et de ses éventuels sous-traitants.

En conséquence, le Bénéficiaire garantit avoir obtenu l'ensemble des autorisations et cessions de droits nécessaires, et respecter les lois et règlements en vigueur, pour exécuter les engagements à sa charge dans le cadre de la Convention.

La Convention n'emporte aucune autre cession ou concession de droits de propriété intellectuelle, quels qu'ils soient, notamment chaque Partie demeure seule propriétaire de ses signes distinctifs respectifs.

6.3 : Liens hypertextes

Dans le cadre de l'Etude, la Caisse des Dépôts et La ville de Le Mée sur Seine autorisent expressément le Bénéficiaire à établir un ou des liens hypertextes simples pointant vers son site situé à l'adresse www.caissedesdepots.fr [*et tout autre site internet désigné par les Parties]* et www.le-mee-sur-seine.fr et ce pour la durée de diffusion des communications relatives aux Etudes.

A ce titre, la Caisse des Dépôts et La ville de Le Mée sur Seine garantissent le Bénéficiaire contre toutes actions, réclamations ou revendications intentées par des tiers en raison des contenus figurant sur les sites Internet www.caissedesdepots.fr et www.le-mee-sur-seine.fr, et notamment les documents ou données disponibles sur le site objet des liens, ou de l'utilisation ou de la consultation de ce site Internet.

Réciproquement, le Bénéficiaire autorise expressément la Caisse des Dépôts et La ville de Le Mée sur Seine à établir un ou des liens hypertextes simples pointant vers son site situé à l'adresse www.epareca.org , et ce pour la durée de diffusion des communications relatives aux Etudes.

A ce titre, le Bénéficiaire garantit la Caisse des Dépôts et La ville de Le Mée sur Seine contre toutes, actions, réclamations ou revendications intentées par des tiers en raison des contenus figurant sur son site Internet www.epareca.org , notamment les documents ou données disponibles sur le site objet des liens, ou de l'utilisation ou de la consultation de ce site Internet.

ARTICLE 7 : DUREE DE LA CONVENTION

La Convention entre en vigueur à compter de sa signature par les Parties et est conclue pour une durée déterminée, qui s'achèvera après le versement en son intégralité de la subvention de la Caisse des Dépôts et de La ville de Le Mée sur Seine tel que prévu à l'article 3.2.

Le versement de la subvention devra intervenir en tout état de cause dans les six (6) mois suivant la date d'achèvement des Etudes, sous réserve des stipulations des articles 5, 6 et 8.3, qui resteront en vigueur pour la durée des droits et obligations en cause, quelles que soient les causes de terminaison de la Convention.

ARTICLE 8 : RESILIATION

8.1 - Résiliation pour force majeure

Si le Bénéficiaire se trouve empêché, par un évènement de force majeure, de faire réaliser les Etudes, la Convention sera résiliée de plein droit, sans indemnité, trente (30) jours calendaires après notification à la Caisse des Dépôts et à La ville de Le Mée sur Seine par lettre recommandée avec avis de réception de l'évènement rendant impossible l'exécution de la Convention.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-100-DE

Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

8.2 - Résiliation pour faute

La présente Convention sera résiliée de plein droit en cas d'inexécution, par l'une des Parties, de ses obligations contractuelles, et notamment dans l'hypothèse où les sommes versées par la Caisse des Dépôts et par La ville de Le Mée sur Seine au titre de la Convention étaient utilisées à des fins non conformes aux objectifs définis par les présentes.

Cette résiliation sera effective un (1) mois après mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception, adressée à la Partie défaillante et restée sans effet.

8.3 - Effets de la résiliation

En cas de résiliation anticipée de la Convention, dans les cas visés aux articles 8.1 et 8.2 ci-dessus, la subvention de la Caisse des Dépôts et de La ville de Le Mée sur Seine due au Bénéficiaire à la date d'effet de la résiliation est liquidée en fonction des engagements effectivement réalisés par ce dernier.
Le cas échéant, le Bénéficiaire est tenu au reversement des sommes indûment perçues.

8.4 - Restitution

Les sommes versées par la Caisse des Dépôts et par La ville de Le Mée sur Seine conformément à l'article 3 ci-dessus, et pour lesquelles le Bénéficiaire ne pourra pas justifier d'une utilisation conforme aux objectifs définis dans le cadre de la présente Convention, sont restituées sans délai à la Caisse des Dépôts et à La ville de Le Mée sur Seine et ce, sur simple demande de ces dernières.

Dans tous les cas de cessation de la Convention, le Bénéficiaire devra remettre à la Caisse des Dépôts et à La ville de Le Mée sur Seine, dans les huit (8) jours suivant la date d'effet de la cessation de la Convention et sans formalité particulière, tous les documents fournis par la Caisse des Dépôts et La ville de Le Mée sur Seine et que le Bénéficiaire détiendrait au titre de la Convention.

ARTICLE 9 : DISPOSITIONS GENERALES

9.1 - Modification de la Convention

Aucun document postérieur, ni aucune modification de la Convention, quelle qu'en soit la forme, ne produiront d'effet entre les Parties sans prendre la forme d'un avenant dûment daté et signé entre elles.

9.2 - Nullité

Si l'une quelconque des stipulations de la présente Convention s'avérait nulle au regard d'une règle de droit en vigueur ou d'une décision administrative ou judiciaire devenue définitive, elle serait alors réputée non écrite, sans pour autant entraîner la nullité de la Convention, ni altérer la validité des autres stipulations.

9.3 - Renonciation

Le fait que l'une ou l'autre des Parties ne revendique pas l'application d'une clause quelconque de la Convention ou acquiesce de son inexécution, que ce soit de manière permanente ou temporaire, ne pourra être interprété comme une renonciation par cette Partie aux droits qui découlent pour elle de ladite clause.

9.4 - Election de domicile

Pour l'exécution de la présente Convention, la Caisse des Dépôts fait élection de domicile en sa Direction régionale Ile de France située 2, Avenue Pierre Mendès France CS 41342 75648 Paris Cedex 13.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-100-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

La ville de Le Mée sur Seine fait élection de domicile au 555, Route de Boissise 77350 Le Mée sur Seine.

Le Bénéficiaire fait élection de domicile à l'adresse figurant en tête des présentes.

9.5 - Droit applicable - Règlement des litiges

La présente Convention est régie par le droit français.

En cas d'échec d'une solution amiable, tout litige ou contestation auxquels la présente Convention pourrait donner lieu tant sur sa validité que sur son interprétation, son exécution ou sa réalisation, sera soumis aux tribunaux compétents du ressort de la juridiction de Lille.

Pour l'attribution de juridictions, les parties conviennent d'être domiciliées au siège d'EPARECA sis 12 place Saint-Hubert à Lille (59043).

9.6 - Cession des droits et obligations issus de la Convention

La Convention est conclue intuitu personae. En conséquence, aucune des Parties ne pourra transférer, à titre onéreux ou gratuit, les droits ou obligations découlant de la Convention, sans l'accord exprès, préalable et écrit des autres Parties.

Fait en trois (3) exemplaires,

A ……, le

Pour **La ville de Le Mée sur Seine**
Le Maire
Franck VERNIN

Pour **l'EPARECA**
La Directrice Générale
Valérie LASEK

Pour **la Caisse des Dépôts**
La Directrice Territoriale
Caroline CARTALLIER

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-100-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

Annexe 1 – Cahiers des charges des Etudes

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-100-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

Annexe 2 – Plan de financement des Etudes

Financeurs	Modalités	Montant du cofinancement
La ville de Le Mée sur Seine	1/3 du montant total	16 560 €
Caisse des Dépôts	1/3 du montant total	16 560 €
Epareca	1/3 du montant total	16 560 €
TOTAL		49 680 €

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-100-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

Annexe 3 - Logo

Logotype de la Caisse des Dépôts : Marque GROUPE CAISSE DES DEPOTS & Logo

Ce logotype se caractérise par les éléments suivants :

- les 3 couleurs utilisées sont le rouge Pantone 485 – gris Pantone 430 – noir,
- quand il est utilisé sur aplats de couleur et visuels, son blanc tournant, qui en fait partie intégrante, préserve son impact ;
- sa hauteur minimale est de 17,5 mm, ce qui préserve la visibilité de la médaille

Marque et logo type de La ville de Le Mée sur Seine

Marque et logo type d'EPARECA

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-100-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

République Française – Département de Seine-et-Marne – Canton de Savigny-le-Temple –
Commune du Mée-sur-Seine

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 15/02//2018

Date de transmission de la convocation : 08 février 2018 - Date d'affichage : 08 février 2018
Nombre de conseillers : En exercice : 35 - Présents : 23 - Excusés représentés : 7 - Absent : 0 - Votants : 30
Excusé(s) non représenté(s) : 5
VOTE : A l'unanimité - Pour : 30 - Contre : - Abstention :

L'an deux mille dix-huit, le quinze février à dix-neuf heures trente, le Conseil Municipal de la Commune du Mée-sur-Seine, s'est réuni à la salle du Conseil en Mairie en séance publique ordinaire, sous la présidence de Mr Franck VERNIN, Maire.

Etaient présents : M. VERNIN, Mme VERNON (arrivée au point n° 4 à 19h41), M. DAUVERGNE, M. DURAND, Mme BERRADIA, M. QUILLAY, Mme DIOP (arrivée au point n° 4 à 19h39), M. DIDIERLAURENT, M. BILLECOCQ, Mme KOWALCZYK, M. AURICOSTE, M. GENET, Mme MEUNIER, Mme RIGAULT (arrivée au point N° 4 à 19h38), M. BATON, M. FOSSE, M. POIREL, M. SAMYN, M. GUERIN, Mme DAUVERGNE-JOVIN, M. AYINA (arrivé au point N° 4 à 19h44), Mme CADET, Mme YAZICI
Etaient excusés représentés : Mme BAK avait donné pouvoir à Mme KOWALCZYK, Mme ANTIGNAC à M. AURICOSTE, M. SCHRUB à M. BATON, M. BENTEJ à M. GENET, Mme BOINET à M. BILLECOCQ, Mme MORIN à Mme MEUNIER, M. TOUNKARA à M. FOSSE
Etaient excusées non représentées : Mme PRONO, Mme NDIAYE, Mme GUIDY, Mme CAMPS, Mme MBERI NSANA

A été nommé (e) secrétaire de séance : M. Michel BILLECOCQ

Acte rendu exécutoire après dépôt en Préfecture de Seine-et-Marne le :
Et Publication du : 21 FEV. 2018

N° : 2018DCM-02-110
OBJET : CONVENTION POUR LA REALISATION D'UNE PISTE CYCLABLE BIDIRECTIONNELLE SUR LA RUE DE LA MARE AU DIABLE

- Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment en ses articles L. 1111.1, L. 2121-29 alinéa 1er et L. 2241-1
- Vu le Code de l'urbanisme
- Vu le projet de convention pour la réalisation d'une piste cyclable bidirectionnelle sur la rue de la Mare au Diable sur la Commune de LE MÉE-SUR-SEINE ci-annexé
- Vu l'avis de la Commission cadre de vie, transports et technique en date du jeudi 8 février 2018

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,

APPROUVE la convention pour la réalisation d'une piste cyclable bidirectionnelle sur la rue de la Mare au Diable.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-110-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention pour la réalisation d'une piste cyclable bidirectionnelle sur la rue de la Mare au Diable, ainsi que tous les documents afférents.

Pour extrait conforme,
Fait au Mée-sur-Seine, le 16 février 2018

Le Maire du Mée-sur-Seine,

Franck VERNIN

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet des recours suivants :
- recours administratif gracieux auprès de mes services,
- recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-110-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

CONVENTION POUR LA REALISATION PISTE CYCLABLE BIDIRECTIONNELLE SUR LA RUE DE LA MARE AU DIABLE SUR LA COMMUNE DU MEE-SUR-SEINE

Entre :

LA COMMUNE DU MEE-SUR-SEINE représentée par Monsieur Franck Vernin, son Maire en exercice, autorisé par délibération du Conseil Municipal en date du …….., dénommée « la Commune »,

d'une part,

ET

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MELUN VAL DE SEINE, représentée par son Président, autorisé par décision du Bureau Communautaire en date du ……., ci-après dénommée « la CAMVS»,

d'autre part,

IL A D'ABORD ETE EXPOSE CE QUI SUIT :

Dans le cadre de son Schéma Directeur des Liaisons Douces (approuvé par délibération n°2015.4.7.66, en date du 21 mai 2015), la Communauté Melun Val de Seine a défini un programme d'aménagements visant à développer rapidement son réseau cyclable et à améliorer la continuité des itinéraires existants.

Ainsi, en 2017, l'Agglomération prévoit la réalisation d'itinéraires cyclables permettant d'améliorer l'accès de pôles générateurs de déplacements, tels que le futur Santé Pôle et le Lycée Georges Sand situé à Le Mée-sur-Seine, à proximité du quartier Schuman. La réalisation de ces aménagements permet alors d'assurer la continuité des itinéraires cyclables existants. L'absence d'infrastructures cyclables dans cette zone dense de l'Agglomération fait en effet aujourd'hui particulièrement défaut.

Les aménagements programmés à court terme doivent ainsi permettre de faciliter les conditions de déplacements à vélo, mais également d'encourager la pratique quotidienne de ce mode de déplacement.

Pour la Commune, ce programme se traduit par la réalisation d'aménagements et d'équipements (jalonnement cyclable) sur la rue de la Mare au Diable au Mée sur Seine qui permettra de desservir le lycée Georges Sand et de le relier au quartier Schuman de Melun.

IL EST ENSUITE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE I : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de préciser les équipements à réaliser, le programme technique des travaux et les engagements financiers des parties conformément à l'article L 1615-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, ainsi que les modalités d'entretien ultérieur. Cette convention permettra également le versement du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) à l'Agglomération.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-110-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

ARTICLE II : CARACTERISTIQUES DES AMENAGEMENTS

Les travaux consistent en l'aménagement d'une piste cyclable bidirectionnelle en site propre d'une largeur de 2m50, positionnée à l'est du trottoir longeant le lycée Georges Sand sur la rue de la Mare au Diable. Celle-ci prend fin au niveau de la traversée piétonne à l'entrée du parking réservé au personnel du lycée Georges Sand. Cet aménagement occupera la partie actuellement réservée au stationnement. Cette piste permet la desserte du lycée et offre un espace privilégié pour les cycles.

L'aménagement comprend :

- la signalisation horizontale : la piste cyclable d'une largeur de 2 m 50 nécessite la suppression des 15 places de stationnement existantes positionnées le long du trottoir situé sur le côté ouest de la rue, la réalisation d'un marquage au sol et l'aménagement d'un séparateur en béton entre la voie de circulation et la piste cyclable. Des ressauts seront implantés au niveau des trottoirs, à l'entrée et la sortie de la piste, pour les rendre accessible. De plus, le marquage au sol de l'îlot à l'entrée de la rue depuis la route départementale n°346 sera repris, car il est nécessaire de le décaler pour l'insertion des cycles.

- la signalisation directionnelle. Elle comprend la fourniture et la pose des panneaux C113 et M9 à l'entrée de la piste cyclable, des panneaux C114 et M9 à la sortie et de quatre panneaux DV43a en début et fin de rue pour orienter les cyclistes vers les principaux pôles. Ils seront positionnés sur des supports spécifiques.

ARTICLE III : COUT DES TRAVAUX

Les dépenses relatives aux travaux projetés sur la commune de le Mée-sur-Seine décrits à l'article II, sont estimées à 25 300 € HT, soit 30 360 € TTC.

ARTICLE IV : OBLIGATIONS DES PARTIES

IV.1 OBLIGATION DE L'AGGLOMÉRATION

L'Agglomération doit pourvoir à l'exécution des travaux d'aménagement tels que décrit à l'article II. Elle assurera toutes les obligations et responsabilités du maître d'ouvrage.

A ce titre, elle fait son affaire des procédures administratives préalables à la réalisation des travaux.

Pour tous les travaux, la CAMVS s'assurera de la validation technique du projet par la Commune.

Elle participe à l'entretien des aménagements dans les conditions définies à l'article VII.

IV.2 OBLIGATION DE LA COMMUNE

La Commune autorise l'Agglomération à intervenir sur le domaine public communal, où la CAMVS assure techniquement l'intégralité des travaux liés à l'aménagement de la voie verte, par délégation de maîtrise d'ouvrage de la commune, tels que décrits à l'article II.

Elle participe à l'entretien des aménagements dans les conditions définies à l'article VII.

Elle autorise tout élément de communication installé par l'Agglomération au titre des travaux qu'elle réalise.

La commune se charge de prendre les arrêtés nécessaires pour réglementer, selon les dispositions du Code de la route, l'usage d'une piste cyclable.

La Commune fait son affaire de toutes les informations à communiquer aux habitants et surtout les riverains, sans que l'Agglomération ait à s'en inquiéter.

ARTICLE V : FONCIER

L'ensemble des travaux sont réalisés sur le domaine public communal.

ARTICLE VI : COMMUNICATION

L'Agglomération se réserve la possibilité d'implanter des panneaux de communication pendant la durée des travaux, et jusqu'à 1 mois après la réalisation des aménagements.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-110-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

L'Agglomération se porte garante du maintien de ces panneaux dans de bonnes conditions d'entretien et de visibilité pendant toute la durée d'implantation sur site.

ARTICLE VII : ENTRETIEN ULTERIEUR DE L'OUVRAGE

Conformément aux compétences respectives de chacune des parties, les modalités d'entretien des équipements et aménagements réalisés dans le cadre de cette opération, par la Commune et l'Agglomération sont décrites ci-après :

VII.1 – ENTRETIEN REALISE PAR LA COMMUNE

Les aménagements et équipements décrits ci-après sont exploités et entretenus par la Commune dans les règles de l'art et selon les conditions techniques suivantes :

- ✓ la signalisation de police ;
- ✓ l'entretien de la voirie (revêtement, structure de chaussée, bordures, mobiliers, etc.).

La Commune doit à ce titre assurer :

- ✓ la maintenance de l'ensemble des matériels dans l'état de fonctionnement initialement prévu ;
- ✓ le contrôle périodique des équipements ;
- ✓ le renouvellement des équipements défectueux ou usagés que cette situation procède d'un accident, d'une vétusté, d'une dégradation volontaire, d'un vol ou encore d'une non-conformité aux réglementations en vigueur ;
- ✓ le balayage et le maintien en bonnes conditions de la voirie ;
- ✓ La reprise à l'identique de la signalisation horizontale, telle que définie à l'article II, à l'occasion du renouvellement du revêtement de la voirie. Par ailleurs, la Commune devra s'assurer, auprès des concessionnaires qui seraient amenés à intervenir sur la voirie, de la rénovation de la signalisation horizontale qui pourrait être impactée par ces travaux ;

La Commune veillera par ailleurs, autant que possible, à alerter l'Agglomération en cas d'anomalie ou d'équipements endommagés (mâts ou panneau de signalisation directionnelle).

VII. 2– ENTRETIEN REALISE PAR L'AGGLOMERATION

Les aménagements et équipements décrits ci-après sont exploités et entretenus par l'Agglomération dans les règles de l'art et selon les conditions techniques suivantes :

- ✓ la signalisation directionnelle destinées aux cyclistes ;
- ✓ la signalisation horizontale liée à cet aménagement et décrite à l'article II ;
- ✓ la piste cyclable crée entre l'entrée au Lycée et l'entrée de la rue de la Mare au diable (bordures, revêtement).

L'Agglomération doit à ce titre assurer :

- ✓ la maintenance de l'ensemble des matériels dans l'état de fonctionnement initialement prévu :
- ✓ le balayage et le maintien dans de bonnes conditions de la piste cyclable ;
- ✓ le contrôle périodique des équipements ;
- ✓ le renouvellement des aménagement et équipements défectueux ou usagés (signalisation directionnelle et signalisation horizontale telles que décrites à l'article II) que cette situation procède d'un accident, d'une vétusté, d'une dégradation volontaire, d'un vol ou encore d'une non-conformité aux réglementations en vigueur.

ARTICLE VIII : RESPONSABILITES

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-110-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

Respectivement, la Commune et l'Agglomération sont informées que, le cas échéant, leur responsabilité liée à l'existence de cet aménagement, pourra être recherchée par la voie de l'appel en garantie ou de l'action récursoire au cas où le gestionnaire de la voie, se verrait cité devant la juridiction par un usager ou un tiers riverain du domaine public du fait du non-respect par la Commune ou l'Agglomération, des obligations qui leur sont imparties, découlant de la présente convention ou encore dans le cadre de l'exécution des travaux d'entretien prévus par la présente convention.

La Commune assurera la responsabilité des autorisations qu'elle pourrait consentir aux riverains concernant l'accès de parcelles privées depuis le domaine public. En effet, toute autorisation qui pourrait être délivrée en ce sens, ne devra en aucun cas porter atteinte à la sécurité des usagers circulant sur le domaine public, ni même leur occasionner de gêne. Il appartiendra à la Commune de faire respecter le Code de la Route et d'assurer la responsabilité qui lui incombe en matière de pouvoir de police afin de garantir la sécurité des usagers.

ARTICLE IX : DATE D'EFFET- DUREE

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les parties. Elle est établie pour une durée de dix ans, renouvelable à la date anniversaire pour la même durée.

Au terme de la convention, les parties s'engagent à se réunir pour définir à nouveau les modalités de gestion des équipements et aménagements, objet de la présente convention.

ARTICLE X : RESILIATION

En cas de non-respect des obligations contractuelles qui incombent à l'Agglomération et à la Commune, la convention sera résiliée de plein droit par lettre recommandée avec accusé de réception par l'une ou l'autre des parties après une mise en demeure restée infructueuse pendant un mois.

Dans tous les autres cas, chacune des parties pourra résilier la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant le respect d'un préavis de trois mois avant la date anniversaire de la présente. La résiliation de cette convention, en application du présent alinéa, ne pourra intervenir avant le troisième anniversaire de sa signature.

Dans l'hypothèse de la résiliation de cette convention, l'ensemble des aménagements et équipements réalisés seront intégrés dans le domaine public et seront sous la responsabilité de la Commune. La Commune fera son affaire de la conservation de ces aménagements et équipements. La Commune sera alors en droit de solliciter l'Agglomération pour procéder à la remise en état du site.

ARTICLE XI : MODIFICATION

Toute modification de la présente devra faire l'objet d'un avenant.

ARTICLE XII : DIFFERENTS ET REGLEMENT DES LITIGES

Si aucune solution amiable n'est trouvée ou si elle n'est pas acceptée par les deux parties, tous les litiges auxquels la présente convention pourra donner lieu tant pour sa validité que pour son interprétation, son inexécution ou sa résolution, seront réglés par le tribunal compétent, à savoir le Tribunal Administratif de Melun. Le droit français est seul applicable.

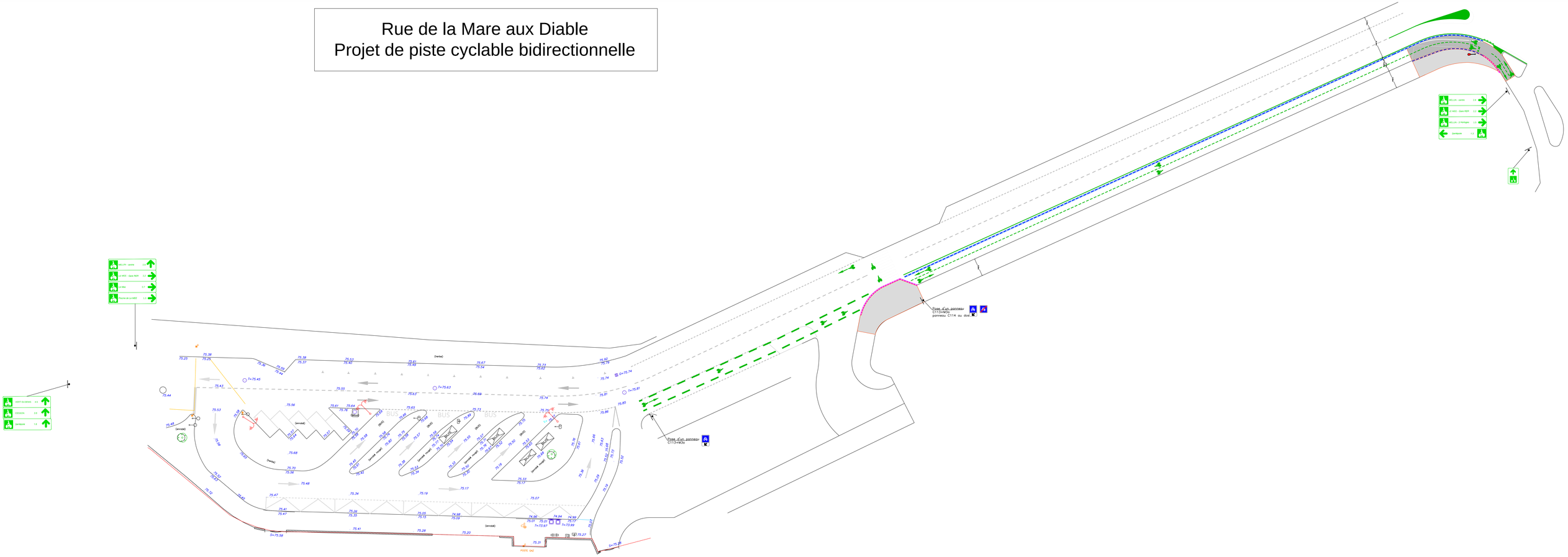
Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-110-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

Dammarie-lès-Lys,
Le

Pour l'Agglomération	Pour la Commune du Mée-sur-Seine
Le Président, Louis Vogel Maire de Melun	Le Maire, Franck Vernin

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-110-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

Rue de la Mare aux Diable
Projet de piste cyclable bidirectionnelle



Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180315-20180DCM-02-110-
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

Echelle : 1/200

République Française – Département de Seine-et-Marne – Canton de Savigny-le-Temple –
Commune du Mée-sur-Seine

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 15/02//2018

Date de transmission de la convocation : 08 février 2018 - Date d'affichage : 08 février 2018
Nombre de conseillers : En exercice : 35 - Présents : 23 - Excusés représentés : 7 - Absent : 0 - Votants : 30
Excusé(s) non représenté(s) : 5
VOTE : A la majorité - Pour : 25 - Contre : - Abstentions : 5

L'an deux mille dix-huit, le quinze février à dix-neuf heures trente, le Conseil Municipal de la Commune du Mée-sur-Seine, s'est réuni à la salle du Conseil en Mairie en séance publique ordinaire, sous la présidence de Mr Franck VERNIN, Maire.

Etaient présents : M. VERNIN, Mme VERNON (arrivée au point n° 4 à 19h41), M. DAUVERGNE, M. DURAND, Mme BERRADIA, M. QUILLAY, Mme DIOP (arrivée au point n° 4 à 19h39), M. DIDIERLAURENT, M. BILLECOCQ, Mme KOWALCZYK, M. AURICOSTE, M. GENET, Mme MEUNIER, Mme RIGAULT (arrivée au point N° 4 à 19h38), M. BATON, M. FOSSE, M. POIREL, M. SAMYN, M. GUERIN, Mme DAUVERGNE-JOVIN, M. AYINA (arrivé au point N° 4 à 19h44), Mme CADET, Mme YAZICI
Etaient excusés représentés : Mme BAK avait donné pouvoir à Mme KOWALCZYK, Mme ANTIGNAC à M. AURICOSTE, M. SCHRUB à M. BATON, M. BENTEJ à M. GENET, Mme BOINET à M. BILLECOCQ, Mme MORIN à Mme MEUNIER, M. TOUNKARA à M. FOSSE
Etaient excusées non représentées : Mme PRONO, Mme NDIAYE, Mme GUIDY, Mme CAMPS, Mme MBERI NSANA

A été nommé (e) secrétaire de séance : M. Michel BILLECOCQ

Acte rendu exécutoire après dépôt en Préfecture de Seine-et-Marne le :
Et Publication du : 21 FEV. 2018

N° : 2018DCM-02-120
OBJET : JARDINS FAMILIAUX : CREATION DE L'ASSOCIATION DE GESTION

- Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment en ses articles L. 1111.1, L. 2121-29 alinéa 1er et L. 2241-1 relatif à la gestion des biens et les opérations immobilières de la Commune et L. 2121-33
- Vu la Loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association
- Vu le Décret du 16 août 1901 pris pour l'exécution de la Loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association
- Vu le projet de création de jardins familiaux sur une parcelle communale au 116, chemin des Praillons
- Vu le projet de statuts de l'association des jardins du MÉE-SUR-SEINE, ci-annexé
- Vu l'avis de la Commission cadre de vie, transports et technique en date du jeudi 8 février 2018

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,

APPROUVE le projet de statuts de l'association des jardins du MÉE-SUR-SEINE.

ACCEPTE l'adhésion de la Commune à cette association à titre de membre bienfaiteur.

DÉSIGNE pour le représenter au sein de cette association :

Mr Benoît BATON et Mme Michelle BOINET comme titulaires.
Mr Renaud POIREL et Mme Nadia DIOP comme suppléants.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-120-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

ACCEPTE l'adhésion de la Commune à cette association en qualité de membre actif titulaire d'une parcelle, en vue de permettre notamment un droit d'accès et d'utilisation au Conseil municipal des Enfants ainsi qu'aux écoles communales qui en feraient la demande. L'adhésion en qualité de membre actif est subordonnée à l'attribution d'une parcelle par le Conseil d'Administration de l'association, seul décideur en la matière.

DESIGNE pour le représenter au sein de cette association en qualité de membre actif, sous réserve de l'attribution par cette dernière d'une parcelle à la Commune :

Mme Josette MEUNIER comme titulaire.
Mr Denis DIDIERLAURENT comme remplaçant.

DECIDE d'inscrire chaque année les crédits nécessaires au règlement des cotisations et autres charges annuelles de la Commune en sa qualité de membre bienfaiteur et éventuellement de membre actif de l'association.

Pour extrait conforme,
Fait au Mée-sur-Seine, le 16 février 2018

Le Maire du Mée-sur-Seine,

Franck VERNIN

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet des recours suivants :
- recours administratif gracieux auprès de mes services,
- recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-120-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

STATUTS DE L'ASSOCIATION

DES JARDINS DU MEE-SUR-SEINE

Titre I – Constitution – Objet – Siège social - Durée

ARTICLE 1. - Constitution et dénomination

Il a été fondé le , entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901, et le décret du 16 août 1901, ayant pour titre :

Association des jardins du Mée-sur-Seine

ARTICLE 2. - Objet de l'association

L'Association a pour objet la gestion, la promotion et le développement de la culture des jardins familiaux à des fins non lucratives et non commerciales sur l'ensemble du territoire communal. Elle gère des sites de jardins familiaux qui lui sont soit remis en gestion par la municipalité, soit obtenus par sa propre initiative.

Culture :

L'Association se propose de créer un lien entre ses membres et la nature.

L'Association offre à chacun de ses membres la possibilité de s'exprimer librement dans des activités de culture potagère et horticole, dans le respect de la réglementation et de son propre règlement intérieur.

L'Association organise les services communs souhaités par ses membres.

Auto-gestion :

L'Association assure la gestion des jardins familiaux dans le cadre de conventions qui lient l'Association et la Commune et le cas échéant, d'autres propriétaires de terrains. Le principe de gestion retenu est celui de l'autogestion, c'est-à-dire la gestion des jardins potagers par les intéressés eux-mêmes, tant pour leur parcelle, que pour les travaux d'intérêt commun.

Santé et développement social :

L'Association a conscience en assurant la gestion et la promotion des jardins familiaux de pouvoir contribuer à :

. l'équilibre physique et psychique des personnes et familles s'adonnant à la culture ou au jardinage

. un profit de santé par le type d'activité qu'elle développe d'une part, et par l'objectif de nutrition saine de ses membres d'autre part

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-120-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

. un profit social qui passe par l'aide au budget familial

. l'autoconsommation de la production de légumes pour s'ouvrir sur :

- *une autre façon de vivre ses relations à la production*

- *une autre façon de vivre son temps libre*

- *une autre façon de vivre ses rapports avec autrui*

L'Association se propose de développer avec les jardiniers :

. le sens de l'entraide et de la solidarité.

. le goût des échanges, des méthodes, du savoir-faire, des expériences, etc.

. la pratique de l'action collective : achats groupés de graines, de plantes, d'outils, etc.

Education :

L'Association présente un projet éducatif et spécifique pour ses membres, les jeunes et les enfants. Le contact avec la nature permet de multiples apprentissages. Les relations humaines entre jardiniers doivent offrir un climat propice à l'épanouissement personnel. La pratique collective vient naturellement, dans le cadre de l'association, compléter la recherche de satisfaction personnelle et familiale développant ainsi le sens civique de l'intérêt commun.

L'Association assure éventuellement la diffusion des connaissances scientifiques et pratiques dans les domaines de l'agronomie, de l'horticulture, de l'arboriculture, etc. nécessaires à ses activités.

L'Association peut elle-même conduire des recherches et expériences en matière de culture potagère ou ayant un rapport avec celle-ci, et organiser la formation de ses membres.

Environnement :

La confrontation concrète avec les lois de la nature contribue à sensibiliser aux exigences de l'écologie. L'Association a le souci d'initier ses membres à l'écologie :

- par l'organisation de ses parcelles,

- par l'organisation de ses plantations,

- par l'insertion du territoire des jardins familiaux dans le site,

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-120-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

- par la préoccupation d'organiser l'espace de façon harmonieuse et novatrice contribuant ainsi au bien-être de ses membres et par extension à celui des habitants en général.

Relations avec l'extérieur :

L'Association assure le contact entre ses jardiniers et d'autres associations de jardins familiaux, ainsi qu'avec la Commune.

L'Association a une attitude ouverte vers le milieu éducatif et les autres associations de la ville, culturelles, sportives, associations de consommateurs, etc.

L'Association respecte formellement l'indépendance de ses membres, mais ceux-ci s'interdisent toutes discussions ou manifestations à caractère politique ou confessionnel dans le cadre des activités de l'Association.

ARTICLE 3. - Siège social

Le siège social de l'Association est implanté à l'Hôtel de Ville - 555 route de Boissise 77350 - Le Mée-sur-Seine

Son siège social peut être transféré en tout autre endroit par simple décision du Conseil d'Administration.

ARTICLE 4. - Durée

La durée de l'Association est illimitée.

Titre II – Composition de l'Association - Cotisations

ARTICLE 5. - Composition

L'Association est composée de membres actifs, membres bienfaiteurs, membres d'honneur.

a) Membres actifs :

Sont appelés membres actifs les adhérents régulièrement inscrits et titulaires d'un jardin. Ils acquittent une cotisation annuelle, un dépôt de garantie, et le cas échéant, une provision pour charges diverses.

b) Membres bienfaiteurs :

Sont membres bienfaiteurs les personnes qui apportent ou qui ont apporté une aide matérielle au développement de l'Association. Ils contribuent à la vie de l'association et s'acquittent d'une cotisation spécifique.

La Commune fait partie des membres bienfaiteurs, et est représentée au sein de l'Association par 2 élus (et 2 suppléants) dont l'un, au moins, fait partie du conseil d'administration, sans pouvoir assurer les fonctions de président ou de vice-président de l'Association. En cas d'empêchement, les titulaires seront remplacés de plein droit par leurs suppléants.

c) Membres d'honneur :

Peuvent être membres d'honneur les personnalités ayant rendu de très grands services à l'association et n'étant pas adhérentes à celle-ci. Ils sont dispensés de toute cotisation, et ne peuvent prendre part aux divers votes et

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-120-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

décisions de l'association. La qualité de membre d'honneur implique une impossibilité de siéger au Conseil d'administration. Les membres d'honneur ont la possibilité de prendre part aux discussions dans le cadre des assemblées générales exclusivement ; leur avis ne peut être que consultatif.

ARTICLE 6. - Conditions d'adhésion

Une Commission composée du Bureau, et des Délégués des groupes de jardins - dès lors que l'association est gestionnaire de plus d'un site de jardins – examine les demandes d'adhésion et propose au Conseil d'administration l'admission en qualité de membre actif, étant précisé que le Conseil d'administration décide seul de l'admission des membres de l'Association. Toute demande d'adhésion doit être formulée par écrit par le demandeur. En cas de refus, lui aussi formulé par écrit, le Conseil d'administration n'a pas à faire connaître le motif de sa décision. Les critères d'admission des candidats sont énumérés dans le règlement intérieur de l'Association.

Les fonctions, le nombre, et les modalités de désignation des Délégués des Groupes de jardins sont fixés par le règlement intérieur.

Chaque membre actif prend l'engagement de respecter les présents statuts et règlements qui lui sont communiqués à son entrée dans l'association, et se soumet au versement d'un dépôt de garantie, d'une cotisation annuelle (qui n'a pas le caractère de loyer mais d'une participation aux frais généraux), et le cas échéant d'une provision pour charges diverses.

ARTICLE 7. - Perte de la qualité de membre actif

La qualité de membre actif se perd :

1) par décès du membre

2) par démission adressée par écrit au Président de l'Association

3) par exclusion prononcée par le Conseil d'Administration pour infraction aux présents statuts, ou règlements ou motif grave portant préjudice moral ou matériel à l'Association.

4) par radiation prononcée par le Conseil d'Administration pour non paiement de la cotisation.

Les membres démissionnaires sont tenus au paiement de la cotisation de l'année calendaire en cours lors de leur démission.

ARTICLE 8. - Responsabilité des membres

Les membres de l'Association ne peuvent être tenus personnellement responsables des engagements contractés par elle. Seul le patrimoine de l'Association peut répondre des engagements de celle-ci.

ARTICLE 9. - Cotisations et participations

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-120-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

Les différentes cotisations et participations dues par chaque catégorie de membres, et pour les membres actifs, le cas échéant en fonction des dimensions des parcelles, sont décidées annuellement par le Conseil d'administration.

Titre III - Administration et fonctionnement

ARTICLE 10. - Conseil d'Administration

L'Association est administrée par un Conseil d'Administration comprenant 13 membres élus au scrutin secret à la plus forte moyenne, pour trois ans, par l'Assemblée Générale Ordinaire et choisis en son sein. Parmi ceux-ci, la Commune sera représentée par au moins un élu dûment désigné par le Conseil municipal ; en cas d'empêchement, les titulaires seront remplacés de plein droit par leurs suppléants.

Le renouvellement des membres du Conseil d'administration a lieu chaque année par tiers. L'ordre de sortie des premiers membres est déterminé au sort. Il est précisé que le représentant de la Commune au sein du Conseil d'administration est inamovible et n'entre pas, à ce titre, dans le processus de renouvellement par tiers. Les membres sortants sont rééligibles. En cas de vacances (décès, démission, exclusion, etc.) le Conseil d'Administration pourvoit provisoirement au remplacement de ses membres. Il est procédé à leur remplacement définitif par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire. Les pouvoirs des membres ainsi désignés prennent fin à l'époque où devrait normalement expirer le mandat des membres remplacés.

Est éligible au Conseil d'Administration toute personne âgée de dix huit ans au moins au jour de l'élection, membre de l'Association depuis plus d'un an (à l'exception des membres élus l'année de création de l'association), et à jour de sa cotisation.

ARTICLE 11. Election du Conseil d'Administration

L'Assemblée Générale appelée à élire le Conseil d'Administration est composée des membres remplissant les conditions ci-dessous :

- est électeur tout membre de l'Association, âgé de 18 ans au moins le jour de l'élection, ayant adhéré à l'Association depuis plus de six mois et à jour de sa cotisation.

- les votes prévus ci-dessus ont toujours lieu au scrutin secret à la plus forte moyenne. En cas d'égalité des voix, c'est le candidat le plus âgé qui est élu.

ARTICLE 12 - Réunions

Le Conseil d'Administration se réunit chaque fois qu'il est convoqué par son Président, ou sur la demande d'au moins la moitié de ses membres, chaque fois que l'intérêt de l'Association l'exige, et au moins quatre fois par an.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-120-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

Le Président convoque le Conseil d'administration, par courrier postal ou électronique, dans un délai minimum de 5 jours ouvrés. L'ordre du jour est établi par le Président et communiqué aux membres du Conseil d'administration, par courrier postal ou électronique, dans un délai minimum de 5 jours ouvrés.

La présence de la moitié au moins de ses membres est nécessaire pour que le Conseil d'Administration puisse délibérer valablement. Si le quorum n'est pas atteint, le Conseil d'administration peut à nouveau se réunir dans un délai de 10 jours minimum, et délibérer à la majorité des présents.

Les délibérations sont prises à la majorité des membres présents. En cas d'égalité, la voix du Président est prépondérante. Seules les questions figurant à l'ordre du jour peuvent faire l'objet d'un vote.

Toutes les délibérations du Conseil d'Administration sont consignées dans un registre spécial et signées du Président et du Secrétaire.

ARTICLE 13 - Exclusion du Conseil d'Administration

Tout membre du Conseil d'Administration qui aura manqué sans excuse trois séances consécutives sera considéré comme démissionnaire. Il sera remplacé, conformément aux dispositions des statuts. Par ailleurs, tout membre du Conseil d'Administration qui a fait l'objet d'une mesure d'exclusion ou de radiation de l'Association sera remplacé dans les mêmes conditions.

ARTICLE 14 - Rémunération

Les fonctions des membres du Conseil d'Administration sont bénévoles. Toutefois, les frais et débours occasionnés par l'accomplissement de leur mandat leur seront remboursés au vu des pièces justificatives. Le rapport financier présenté à l'Assemblée Générale Ordinaire doit faire mention des remboursements de frais de mission, de déplacement ou de représentation payés à des membres du Conseil d'Administration.

ARTICLE 15 - Pouvoirs

Le Conseil d'Administration est investi d'une manière générale des pouvoirs les plus étendus dans la limite des buts de l'Association et dans le cadre des résolutions adoptées par les Assemblées Générales et notamment les pouvoirs suivants, lesquels sont énonciatifs et non limitatifs :

- Il peut autoriser tous actes et opérations permis à l'Association et qui ne sont pas réservés à l'Assemblée Générale Ordinaire ou Extraordinaire.

- Il détermine le montant des dépôts de garantie et provisions pour charges, ainsi que le montant des cotisations à verser par les différentes catégories de membres de l'Association.

- Il se prononce sur toutes les admissions des membres de l'Association et confère les éventuels titres de membres bienfaiteurs et d'honneur. C'est lui également qui prononce les éventuelles mesures d'exclusion ou de radiation des membres.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-120-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

- Il surveille, notamment, la gestion des membres du Bureau et a toujours le droit de se faire rendre compte de leurs actes.

- Il fait ouvrir tous comptes en banque, aux chèques postaux, auprès de tous autres établissements de crédit, effectue tous emplois de fonds, contracte tous emprunts hypothécaires ou autres, sollicite toutes subventions, requiert toutes inscriptions et transcriptions utiles.

- Il autorise le Président et le Trésorier à faire tous actes, achats, aliénations et investissements reconnus nécessaires, des biens et valeurs appartenant à l'Association et à passer les marchés et contrats nécessaires à la poursuite de son objet.

- Le cas échéant, il nomme et décide de la rémunération du personnel au service de l'Association.

- Il peut déléguer tout ou partie de ses attributions à certains de ses membres.

ARTICLE 16 - Bureau

Le Conseil d'Administration élit chaque année, parmi ses membres, au scrutin secret à la plus forte moyenne, un Bureau composé de :

- un Président - un Vice-président - un Secrétaire - un Secrétaire-adjoint - un Trésorier - un Trésorier-adjoint

Les membres sont rééligibles.

ARTICLE 17 - Rôle du bureau et de ses membres

Le Bureau du Conseil d'Administration est spécialement investi des attributions suivantes :

a) Le Président dirige les travaux du Conseil d'Administration et assure le fonctionnement de l'Association qu'il représente en justice et dans tous les actes de la vie civile. En cas d'empêchement, il peut déléguer ses pouvoirs au Vice-Président ou à un autre membre du Conseil d'Administration ou se faire suppléer par un mandataire pour un ou plusieurs objets déterminés.

b) Le Secrétaire est chargé de tout ce qui concerne la correspondance, notamment l'envoi des diverses convocations. Il rédige les procès verbaux des séances tant du Conseil d'Administration que des Assemblées Générales et en assure la transcription sur les registres prévus à cet effet. C'est lui qui tient le registre spécial prévu par la loi du 1er juillet 1901 (article 5). En cas d'empêchement, ses attributions sont dévolues au Secrétaire-Adjoint.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-120-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

c) Le Trésorier est chargé de tout ce qui concerne la gestion du patrimoine de l'Association. Il effectue tous les paiements et perçoit toutes recettes sous la surveillance du Président. Il tient une comptabilité régulière, au jour le jour, de toutes les opérations tant en recettes qu'en dépenses et rend compte au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale qui statuent sur la gestion. Il ne peut aliéner les valeurs constituant le fonds de réserve qu'avec l'autorisation du Conseil d'Administration. Toutes les pièces nécessaires pour les règlements les placements et le mouvement des fonds doivent porter la signature du Président et celle du Trésorier. En cas d'empêchement du Trésorier, ses attributions sont dévolues au Trésorier-Adjoint.

Lorsque l'Association gère plusieurs sites de jardins, le Bureau réunit au moins une fois par an l'ensemble des Délégués des groupes de jardins. Lors de ces occasions, il est notamment évoqué toutes suggestions utiles concernant la vie interne aux groupes de jardins (animations, travaux, discipline…).

ARTICLE 18 - Dispositions communes pour la tenue des Assemblées Générales

Les Assemblées Générales se composent de tous les membres de l'Association, âgés de 18 ans au moins au jour de l'Assemblée et à jour de leur cotisation. Les Assemblées se réunissent sur convocation du Président de l'Association ou sur la demande des membres représentant au moins le quart des membres. Dans ce dernier cas les convocations de l'Assemblée doivent être adressées dans les trois jours du dépôt de la demande pour être tenue dans les quinze jours suivant l'envoi des dites convocations.

Les convocations doivent mentionner obligatoirement l'ordre du jour prévu et fixé par les soins du Conseil d'Administration. Elles sont faites par courrier postal ou électronique, adressé aux membres quinze jours au moins à l'avance. Seules sont valables les résolutions prises par l'Assemblée Générale sur les points inscrits à l'ordre du jour.

Le Bureau de l'Assemblée est celui de l'Association.

Les délibérations sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial et signées par le Président et le Secrétaire.

Seuls ont droit de vote les membres actifs ou bienfaiteurs présents ; le vote par procuration est limité à trois pouvoirs par membre présent.

Il est également tenu une feuille de présence qui est signée par chaque membre présent et certifiée conforme par le Bureau de l'Assemblée.

ARTICLE 19 - Nature et pouvoirs des Assemblées

Les Assemblées Générales régulièrement constituées représentent l'universalité des membres de l'Association. Dans la limite des pouvoirs qui leurs sont conférés par les présents statuts, les Assemblées obligent par leurs décisions tous les membres, y compris les absents.

ARTICLE 20 - Assemblée Générale Ordinaire

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-120-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

Au moins une fois par an, à une date fixée par le Conseil d'Administration, les adhérents sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire dans les conditions prévues à l'Article 18.

L'Assemblée entend les rapports sur la gestion du Conseil d'Administration notamment sur la situation morale et financière de l'Association.

L'Assemblée, après avoir délibéré et statué sur les différents rapports, approuve les comptes de l'exercice clos, vote le budget de l'exercice suivant et délibère sur toutes les autres questions figurant à l'ordre du jour qui touchent au développement de l'Association et à la gestion de ses intérêts.

Elle pourvoit à la nomination ou au renouvellement des membres du Conseil d'Administration dans les conditions prévues aux articles 10 et 11 des présents statuts.

Les décisions de l'Assemblée Générale Ordinaire sont prises à la majorité des membres présents. En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante.

Toutes les délibérations sont prises à main levée. Toutefois, à la demande du quart au moins des membres présents les votes doivent être émis au scrutin secret. Cependant, pour l'élection des membres du Conseil d'Administration le vote secret est obligatoire de par l'article 11 des présents statuts.

L'ordre du jour est arrêté par le Conseil d'Administration. Il n'y est porté que les propositions émanant du Conseil d'Administration et celles qui lui ont été communiquées, par courrier postal ou électronique, au moins 8 jours avant l'Assemblée Générale.

L'Assemblée est présidée par le Président du Conseil d'Administration ou le Vice-Président ou, à leur défaut, par un administrateur désigné par le Président.

Les fonctions de secrétaire sont remplies par le Secrétaire du Conseil d'Administration où à défaut par le Secrétaire-Adjoint, ou un administrateur désigné par le Président.

Dans tous les cas où elle est appelée à se réunir, l'Assemblée Générale Ordinaire délibère valablement quelque soit le nombre des membres présents.

ARTICLE 21. - Assemblée Générale Extraordinaire

Elle est convoquée dans les conditions prévues à l'article 18 des présents statuts.

Pour la validité des décisions, l'Assemblée Générale Extraordinaire doit comprendre au moins la moitié plus un des membres ayant droit au vote. Si cette proportion n'est pas atteinte, l'Assemblée Générale Extraordinaire est convoquée à nouveau, mais à quinze jours d'intervalle minimum. Elle peut alors délibérer quel que soit le nombre de présents.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-120-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

L'Assemblée Générale Extraordinaire peut se tenir le même jour qu'une Assemblée Générale Ordinaire.

L'Assemblée Générale Extraordinaire statue sur les questions qui sont de sa seule compétence, à savoir les modifications à apporter aux présents statuts, sans exception ni réserve. Elle peut décider notamment la dissolution de l'Association.

Les délibérations sont prises obligatoirement à la majorité des deux tiers des membres présents.

Les votes ont lieu à mains levées sauf si le quart au moins des membres présents exige le vote secret.

Titre IV – Ressources de l'Association – Comptabilité – Fonds de réserve

ARTICLE 22. - Ressources de l'Association

Les ressources de l'Association se composent :

1) Du produit des cotisations et provisions pour charges versées par les membres.

2) Des subventions éventuelles obtenues du Département, de la Commune, des établissements publics ou privés.

3) Du produit des fêtes et manifestations, des intérêts et redevances des biens et valeurs qu'elle pourrait posséder ainsi que des rétributions pour services rendus.

4) Toutes autres ressources ou subventions qui ne seraient pas contraires aux lois en vigueur.

ARTICLE 23. - Comptabilité

Il est tenu au jour le jour une comptabilité en recettes et en dépenses pour l'enregistrement de toutes les opérations financières.

Cette comptabilité sera tenue de préférence en partie double conformément au plan comptable général.

ARTICLE 24. - Fonds de réserve

Le fonds de réserve comprend les économies réalisées sur les ressources annuelles et qui sont portées en fonds de réserve en vertu d'une délibération de l'Assemblée Générale Ordinaire.

Ce fonds de réserve est employé au paiement du prix d'acquisition de gros matériel nécessaire à la réalisation du but de l'Association, à l'installation ou aménagement de locaux ainsi que du paiement des travaux de réfection ou de grosses réparations qu'il y aurait lieu d'y faire. Il peut aussi être employé aux placements décidés par le Conseil d'Administration.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-120-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

L'excédent ainsi que le fonds de réserve doivent être déposés sur un compte de l'Association.

Titre V – Dissolution de l'Association

ARTICLE 25. - Dissolution

La dissolution est prononcée à la demande du Conseil d'Administration par une assemblée Générale Extraordinaire, convoquée spécialement à cet effet. Les conditions de convocation et les modalités de tenue d'une telle assemblée sont celles prévues à l'article 18 des présents statuts. Pour la validité des décisions, l'Assemblée doit comprendre au moins la moitié plus un des membres ayant droit de vote (art. 21).

ARTICLE 26. - Dévolution des biens

En cas de dissolution, l'Assemblée Générale Extraordinaire désigne un ou plusieurs liquidateurs qui seront chargés de la liquidation des biens de l'Association et dont elle détermine les pouvoirs. En aucun cas les membres de l'Association ne pourront se voir attribuer, en dehors de la reprise de leurs apports, une part quelconque des biens de l'Association. L'actif net subsistant sera attribué obligatoirement à la Commune du Mée-sur-Seine, charge à elle de l'utiliser dans un esprit conforme à l'objet de l'association (jardinage, parcs publics, préservation des milieux naturels…).

Titre VI - Règlement intérieur - Formalités administratives

ARTICLE 27. - Règlement intérieur

Un règlement intérieur sera établi par le Conseil d'Administration qui le soumettra à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire. Ce règlement est destiné à fixer les divers points non prévus par les présents statuts, notamment ceux qui ont trait au fonctionnement pratique des activités de l'Association.

ARTICLE 28. - Formalités administratives

Le président de l'Association accomplira toutes les formalités de déclaration et de publications prévues par la loi du 1er juillet 1901 et par le décret du 16 août 1901.

Les présents statuts ont été votés en Assemblée Générale le ……à le Mée-sur-Seine.

Fait à Le Mée-sur-Seine, le …….

Le Président ……..…….. Le Secrétaire ……

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-120-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

République Française – Département de Seine-et-Marne – Canton de Savigny-le-Temple –
Commune du Mée-sur-Seine

DÉLIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 15/02//2018

Date de transmission de la convocation : 08 février 2018 - Date d'affichage : 08 février 2018
Nombre de conseillers : En exercice : 35 - Présents : 23 - Excusés représentés : 7 - Absent : 0 - Votants : 30
Excusé(s) non représenté(s) : 5
VOTE : A l'unanimité - Pour : 30 - Contre : - Abstention :

L'an deux mille dix-huit, le quinze février à dix-neuf heures trente, le Conseil Municipal de la Commune du Mée-sur-Seine, s'est réuni à la salle du Conseil en Mairie en séance publique ordinaire, sous la présidence de Mr Franck VERNIN, Maire.

Etaient présents : M. VERNIN, Mme VERNON (arrivée au point n° 4 à 19h41), M. DAUVERGNE, M. DURAND, Mme BERRADIA, M. QUILLAY, Mme DIOP (arrivée au point n° 4 à 19h39), M. DIDIERLAURENT, M. BILLECOCQ, Mme KOWALCZYK, M. AURICOSTE, M. GENET, Mme MEUNIER, Mme RIGAULT (arrivée au point N° 4 à 19h38), M. BATON, M. FOSSE, M. POIREL, M. SAMYN, M. GUERIN, Mme DAUVERGNE-JOVIN, M. AYINA (arrivé au point N° 4 à 19h44), Mme CADET, Mme YAZICI
Etaient excusés représentés : Mme BAK avait donné pouvoir à Mme KOWALCZYK, Mme ANTIGNAC à M. AURICOSTE, M. SCHRUB à M. BATON, M. BENTEJ à M. GENET, Mme BOINET à M. BILLECOCQ, Mme MORIN à Mme MEUNIER, M. TOUNKARA à M. FOSSE
Etaient excusées non représentées : Mme PRONO, Mme NDIAYE, Mme GUIDY, Mme CAMPS, Mme MBERI NSANA

A été nommé (e) secrétaire de séance : M. Michel BILLECOCQ

Acte rendu exécutoire après dépôt en Préfecture de Seine-et-Marne le :
Et Publication du : 21 FEV. 2018

N° : 2018DCM-02-130
OBJET : DEMANDE DE SUBVENTION A L'AGENCE DES ESPACES VERTS DE LA REGION ILE-DE-FRANCE POUR LA CREATION DE JARDINS FAMILIAUX – COMPLEMENTS A LA DELIBERATION DU 23 FEVRIER 2017

- Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment en ses articles L. 1111.1, L. 2121-29 alinéa 1er et L. 2334-40 et suivants
- Vu la Loi de finances pour 2015 n°2014-1654 du 29 décembre 2014
- Vu le Code de l'urbanisme, notamment les dispositions des articles L. 300-I, L. 300-4 et L. 300-5
- Vu la Délibération n°2017DCM-02-90 du Conseil Municipal du 23 février 2017
- Vu le projet de création d'un groupe de jardins familiaux sur le terrain communal situé 116, chemin des Praillons, tel qu'étudié par le Bureau d'études de la Fédération Nationale des Jardins Familiaux et Collectifs
- Vu l'avis de la Commission cadre de vie, transports et technique du 8 février 2018

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,
Et en complément de la Délibération n°2017DCM-02-90

APPROUVE la mise en œuvre du projet de jardins familiaux visé dans cette précédente délibération, et précise que les crédits correspondants sont inscrits au budget d'investissement.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-130-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

S'ENGAGE à adhérer à la Charte régionale de la biodiversité, en s'inscrivant sur le site internet du gestionnaire de cette charte.

S'ENGAGE à maintenir le site en zone N du PLU.

DIT que l'entretien de ce site sera à la charge des jardiniers-membres de l'association qui est en cours de création pour la gestion de ces jardins, et ce, dans le cadre d'une convention à intervenir prochainement entre la Ville et l'association.

DIT que la Fédération Nationale des Jardins Familiaux et Collectifs est mandatée par la Ville pour assurer la formation des jardiniers-membres de l'association à la gestion du site, dans un esprit conforme aux modalités de recevabilité de l'aide de l'Agence des Espaces Verts, et tout particulièrement en matière de gestion de l'eau, du sol, et de la biodiversité.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération, ainsi que tous les documents afférents.

Pour extrait conforme,
Fait au Mée-sur-Seine, le 16 février 2018

Le Maire du Mée-sur-Seine,

Franck VERNIN

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet des recours suivants :
- recours administratif gracieux auprès de mes services,
- recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-130-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

Liberté – Egalité – Fraternité

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DU MEE-SUR-SEINE

République Française – Département de Seine-et-Marne
Canton de Savigny-le-Temple

Date de transmission de la convocation : 16 février 2017 - Date d'affichage : 16 février 2017
Nombre de conseillers : En exercice : 35 - Présents : 32 - Excusés représentés : 3 - Absents : 0 - Votants : 35
Excusé(s) non représenté(s) : 0
VOTE : A l'unanimité - Pour : 35 - Contre : - Abstention :

L'an deux mille dix-sept, le vingt-trois février à dix-neuf heures trente, le Conseil Municipal de la Commune de Le Mée-sur-Seine, s'est réuni à la salle du Conseil en Mairie en séance publique ordinaire, sous la présidence de Mr Franck VERNIN, Maire.

Etaient présents : M. VERNIN, Mme VERNON, M. DAUVERGNE, Mme BAK, M. DURAND, Mme BERRADIA, M. QUILLAY, Mme DIOP, M. DIDIERLAURENT, M. BILLECOCQ, Mme ANTIGNAC, Mme KOWALCZYK, Mme PRONO, Mme LE CAM, M. AURICOSTE, M. SCHRUB, M. GENET, Mme MEUNIER, M. PIETTE, M. BENTEJ, Mme BOINET, Mme RIGAULT, Mme MORIN, M. BATON, M. FOSSE, Mme CAMPS, M.SAMYN, M. GUERIN, Mme DAUVERGNE-JOVIN, M. AYINA, Mme CADET, Mme YAZICI
Etaient excusés représentés : Mme NDIAYE avait donné pouvoir à Mr VERNIN, Mme GUIDY à Mme MEUNIER, M. TOUNKARA à M. BATON

A été nommé (e) secrétaire de séance : Mme Jocelyne VERNON

Acte rendu exécutoire après dépôt en Préfecture de Seine-et-Marne le
Et Publication du : 02 MARS 2017

N° : 2017DCM-02-90
OBJET : DEMANDE DE SUBVENTION A L'AGENCE DES ESPACES VERTS DE LA REGION ILE-DE-France POUR LA CREATION DE JARDINS FAMILIAUX

- Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment en ses articles L. 1111.1, L. 2121-29 alinéa 1er et L. 2334-40 et suivants
- Vu la Loi de finances pour 2015 n°2014-1654 du 29 décembre 2014
- Vu le Code de l'urbanisme, notamment les dispositions des articles L.300-I, L.300-4 et L.300-5
- Vu l'avis de la Commission cadre de vie, transports et technique du 2 février 2017
- Vu le projet de création d'un groupe de Jardins Familiaux sur le terrain communal situé 116, chemin des Praillons, tel qu'étudié par le Bureau d'études de la Fédération Nationale des Jardins Familiaux et Collectifs

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,

AUTORISE Monsieur le Maire à demander à l'Agence des Espaces Verts de la Région Ile-de-France une subvention pour la création de Jardins Familiaux au 116 chemin des Praillons.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20170223-2017DCM-02-90-DE
Date de télétransmission : 02/03/2017
Date de réception préfecture : 02/03/2017

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tout document s'y rapportant.

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme,
Fait au Mée-sur-Seine, le 27 février 2017

Le Maire :

Franck VERNIN

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet des recours suivants :
- recours administratif gracieux auprès de mes services,
- recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20170223-2017DCM-02-90-DE
Date de télétransmission : 02/03/2017
Date de réception préfecture : 02/03/2017

Pour chaque action indiquer si elle est "Réalisée" **R** / "A réaliser dans les trois ans" **AR** / "Non concerné" **NC** / "Non renseignée" **NR**

Légende : **Eco-conditionnalités des aides régionales** **Engagement obligatoire** **Engagements à choix multiple** **Engagements graduels**

Préserver le vivant et sa capacité à évoluer

Engagements (Charte régionale)	Action 1	Action 2	Action 3	Action 4	Action 5
Préserver le patrimoine arboré	Identifier et cartographier finement le patrimoine arboré et le rendre disponible, via internet par exemple, pour le grand public (OpenData)	Maintenir ou augmenter le nombre d'arbres en remplaçant tout arbre abattu par un nouveau sujet d'essence locale sur place si possible	Mettre en place une gestion écologique des arbres : taille douce pour éviter les arbres "totems" et les coupes rases, coupe progressive des alignements, prise en compte des périodes de floraison et de nidification pour la taille, maintient si possible d'un port libre, prévoir suffisamment large les fosses, laisser s'épanouir la flore locale à leur pied.	Privilégier les plantations d'alignement d'essences locales variées plutôt que monospécifiques	Conserver des vieux arbres, des arbres creux ou du bois mort sur place (mis en sécurité)
Préserver et aménager des haies favorables à la biodiversité	Identifier et cartographier finement les haies de son territoire. Maintenir les haies existantes et en planter de nouvelles	Préférer des essences locales (prévoir les dimensions finales des arbres pour éviter un entretien trop fréquent)	Garder des haies vives, non taillées. En cas de taille absolument nécessaire, choisir l'époque la moins mauvaise pour la plante et ses locataires.	Planter là où c'est nécessaire pour répondre aux problématiques d'érosion et participer aux continuités	
Refuser la production et l'usage d'organismes génétiquement modifi en milieux ouverts	Refuser de mettre à disposition du foncier à des entreprises ou des exploitations agricoles, commercialisant ou cultivant des OGM		Refuser de produire ou d'importer des produits issus d'éléments OGM		Proscrire dans les achats l'ensemble des produits fabriqués à partir d'éléments OGM
Préserver et conserver des espaces accueillants pour faune et la flore	Prendre en compte la biodiversité dans le cas de travaux ou de ravalements (protection des arbres, saison de reproduction et de nidification…)	Installer là où c'est nécessaire et possible des abris à faune (tas de bois mort, nichoirs à oiseaux et à chiroptères, hôtels à insectes…), mares et points d'eau	Tolérer la flore spontanée (trottoirs, pieds d'arbre…) et sensibiliser à son acceptation	Conserver ou créer dans le bâti des interstices, rebords, petites cavités, murs en pierres sèches…	Végétaliser murs et toitures de manière favorable à la biodiversité
Végétaliser durablement	Elever la hauteur de tonte des gazons d'ornement (au moins 10 cm) et éviter les gazons monospécifiques	Privilégier les espèces locales de vivaces, d'aromatiques, de légumineuses et les mellifères	Proscrire les plantations d'espèces potentiellement envahissantes	Pailler les plantations avec du bois raméal fragmenté produit localement par les travaux d'élagage ou autres matériaux locaux (déchets verts…)	Renoncer à l'irrigation sauf pour les nouvelles plantations le temps de leur installation
Limiter l'éclairage nocturne	Eviter tout éclairage direct du ciel nocturne	Proscrire l'allumage d'enseignes lumineuses hors période d'ouverture et limiter l'éclairage des monuments historiques		Eteindre ou diminuer l'éclairage public entre 23h et 5h	Supprimer l'éclairage public des voies de circulation hors agglomération
Préserver, diversifier et promouvoir les espèces cultivée (locales et anciennes)	Réhabiliter et/ou protéger les vergers anciens existants	Planter des légumes locaux	Planter des arbres fruitiers issus de variétés locales diverses	Favoriser la conservation et la reproduction des espèces potagères et fruitières locales	Diffuser, de manière non marchand, des plants et semences potagères et fruitières locales
Préserver et restaurer des espaces relais corridors écologiques	Préserver les linéaires verts et naturels existants le long des infrastructures (voies de circulation,…)	Etudier, diagnostiquer et cartographier les milieux naturels jusqu'en milieu urbain (y compris zone U) et les intégrer aux documents d'urbanisme		Utiliser les outils réglementaires existants pour protéger durablement les espaces relais et corridors écologiques (ENS, RN, APPB…) et aussi article L123-1.5.7 du code de l'environnement qui permet de protéger des éléments de paysage : mares, bosquets, haies, etc.	Créer des passages à faune pour rétablir les connectivités (passage grande faune, crapauduc, lombriduc…)
Préserver et restaurer les fonctionnalités écologiques des cour d'eau	Sensibiliser, limiter et lutter contre toutes les pollutions à l'échelle du bassin versant	Maintenir la ripysylve naturelle en adoptant une gestion extensive	Renaturer les berges	Désartificialiser, décloisonner et reméandrer les cours d'eau canalisés	Rouvrir les cours d'eau enterrés
Mettre en oeuvre une gestion écologique des espaces en herbe	Avec zone de prairies naturelles en fauche annuelle ou pluriannuelle	Exporter le produit de la fauche des prairies pour valorisation (fourrage, compostage, méthanisation…)	Avec zone de prairies naturelles en pâturage	Avec zones naturelles d'accès restreint au public (sentier, platelage…)	Avec zones naturelles interdites d'accès libre au public
Intégrer et accepter les friches et jardins « sauvages » dans le paysage urbain	Tolérer la végétation spontanée sur les délaissés urbains	Recenser et cartographier tous les délaissés	Tolérer la flore spontanée et sensibiliser à son acceptation dans les cimetières et terrains de sport	Faire établir un diagnostic écologique de ces friches afin d'identifier les enjeux	Protéger dans les documents d'urbanisme les friches ayant une fonction de connectivité entre espaces naturels
Protéger les milieux naturels	Réaliser des inventaires habitats, flore et faune	Réaliser un plan de gestion pluriannuel	Ne pas introduire d'espèces exotiques dans les milieux naturels	Préserver, créer, diversifier les milieux : milieux humides, ouverts, pionniers et les milieux de transition…	Utiliser les outils réglementaires existants pour protéger durablement les espaces relais et corridors écologiques (ENS, RN, APPB, art. L123…)
Préserver les zones humides	Identifier et cartographier les zones humides de son territoire	Pratiquer une gestion favorable aux communautés animales et végétales des zones humides (Exemple : ne pas faucher jusqu'à la limite des berges)	Augmenter le potentiel d'accueil des zones humides (Exemple : casser les berges abruptes pour recréer des pentes douces)	Réhabiliter des zones humides (couper les peupliers, supprimer les drainages…)	Augmenter les fonctions écologiques des zones humides (zone d'expansion des crues,…)
Préserver les mares	Identifier et cartographier les mares de son territoire		Restaurer, si nécessaire, et pratiquer une gestion écologique des mares existantes		Créer de nouvelles mares favorables à la biodiversité
Réaliser des chantiers à faible nuisance	Signer la charte du chantier à faible nuisance de la Région Île-de-France	Protéger les arbres présents sur le site	Limiter le tassement des sols	Être attentif au cycle de vie des espèces animales présentes sur le site (exemples: oiseaux, insectes, amphibiens…)	Récupérer, stocker et réemploi sur site des terres excavées, en respectant les horizons pédologiques afin de conserver la banque de graines existante
Etudier l'implantation des constructions en fonction du site	Proscrire la construction dans les zones faisant l'objet d'un statut particulier au titre de sa richesse en biodiversité (ex: Natura 2000, Znieff…)	Limiter les impacts de tout projet (diagnostic, études d'impacts, mesures d'atténuation)	Compenser si possible in situ (éco-concevoir le projet) ou à proximité	Prévoir des mesures de compensation ex-situ ou financières en dernier recours	Renoncer à construire en cas de dégradation irreversible des milieux (zones humides, aquifères, forêts agées)
Limiter l'imperméabilisation et la dégradation des sols	Limiter au strict nécessaire les zones aménagées, en favorisant la densification urbaine	Appliquer un coefficient de végétalisation lors des opérations de construction en milieu urbain	Pour les espaces de voirie et de stationnement, privilégier les revêtements perméables (mélanges terre-pierre, parkings enherbés, etc.)	Désaménager toutes les surfaces imperméabilisées qui peuvent l'être	Construire les bâtiments sur pieux pour conserver les fonctionnalités du sol
Limiter la fragmentation des habitat naturels par les infrastructures et assurer la restitution des continuités	Eviter la création de barrières infranchissables pour la faune dans les nouveaux aménagements	Entretenir les dépendances vertes en bordure des infrastructures linéaires en gestion écologique labellisée		Imposer dans les outils d'urbanisme ou les cahiers des charges la perméabilité des barrières (exemple : surélévation de 10 cm des clôtures)	Permettre la traversée des infrastructures linéaires par la faune à l'aide d'aménagements adaptés

Assurer un usage durable et équitable de la biodiversité										
Lutter contre l'usage des pesticides en milieu urbain	Engager une réduction de l'usage de pesticides et former les agents aux pratiques alternatives		Zéro pesticide sur l'ensemble des espaces verts		Zéro pesticide sur les espaces verts et la voirie		Zéro pesticide sauf sur quelques espaces à contraintes (cimetières, terrains de sports)		Zéro pesticide total sur l'ensemble des espaces	
Lutter contre la pollution due a nitrates en milieu urbain	Engager une baisse de l'usage des engrais chimiques (arrêt partiel, réduction des quantités…)		Zéro engrais chimique sauf sur quelques espaces à contraintes (terrains de sport)				Zéro engrais chimique sur l'ensemble des espaces		Limiter l'amendement organique aux seuls espaces qui le nécessite	
Intégrer la préservation et la valorisation de la biodiversité dans l'urbanisme	Délimiter les réservoirs de biodiversité et les classer en zone naturelle (PLU, SCoT…)		Identifier les corridors écologiques et les classer en zone naturelle ou agricole en lien avec le SRCE		Définir des objectifs chiffrés d'intensification urbaine pour éviter l'étalement urbain		Créer de nouveaux espaces verts et les gérer de façon écologiques		Créer de nouvelles continuités écologiques	
Gérer durablement la ressource e eau au profit de la biodiversité	Imposer l'infiltration des eaux de pluie à la parcelle là où c'est possible (en maintenant la perméabilité des sols et en utilisant des matériaux poreux)				Gérer les eaux pluviales par des réseaux de noues et bassins végétalisés favorables à la biodiversité				Développer la phyto-épuration des eaux grises (sanitaires hors WC et/ou effluents industriels non toxique)	
Promouvoir la filière bois respectue de la biodiversité	Recourir systématiquement au bois labellisé (FSC, PEFC, Rainforest Alliance…)				Utiliser de préférence du bois d'essences locales ou spontané (le robinier faux-accacia par exemple). Proscrire les bois tropicaux				Utiliser du bois d'essences locales, non-traité chimiquement et labellisé	
Lutter contre la surexploitation des ressources halieutiques (produit de la mer)	Supprimer les produits de la mer menacés des cantines et restaurants d'entreprise (se référer aux indicateurs du Seafood Choices Alliance pour les achats de produits de la mer)				Proscrire les produits issus de l'aquaculture défavorable à la biodiversité dans la restauration collective				Financer la protection des récifs coralliens et aires marines protégées	
Utiliser des aliments issue de l'agriculture biologique, locale et de saison dans la restauration collective	Utiliser au moins 20 % de produits issus de l'agriculture biologique, locale et de saison dans la restauration collective		Utiliser au moins 30 % de produits issus de l'agriculture biologique, locale et de saison dans la restauration collective		Utiliser au moins 50 % de produits issus de l'agriculture biologique, locale et de saison dans la restauration collective		Utiliser au moins 75 % de produits issus de l'agriculture biologique, locale et de saison dans la restauration collective		L'ensemble des aliments utilisés dans la restauration collective sont issus de l'agriculture biologique, locale et de saison	
Favoriser l'agriculture biologique urbaine et péri-urbaine	Identifier tous les espaces disponibles pour le jardinage et les mettre à disposition des habitants et des salariés, dans le respect des principes de l'agriculture biologique				Prévoir systématiquement une surface dédiée au jardinage partagé dans la conception de nouveaux aménagements, dans le respect des principes de l'agriculture biologique				Favoriser les échanges locaux (Fermes urbaines, AMAP, lieux de distribution…), dans le respect des principes de l'agriculture biologique	
Investir dans un bien commun, le capital écologique										
Mettre en place une politique d'acha responsable	Acheter des produits et matériaux labellisés		Acheter des produits locaux		Acheter des produits locaux et labellisés		Inclure dans les appels d'offre des critères de proximité (via le bilan carbone) et de certification		Privilégier le réemploi des produits et matériaux	
Intégrer la biodiversité dans les stratégies des collectivités et de entreprises	Se doter d'une politique biodiversité (ou DD avec volet "biodiversité")		Mettre en place des indicateurs "biodiversité" dans le reporting				Rendre compte de manière transparente des impacts en matière de biodiversité et de services écosystémiques tout au long de la chaine de création de valeur (entité et filiales)		Mettre en œuvre une comptabilité intégrant les coûts des impacts sur la biodiversité et le maintien ou la restauration des écosystèmes	
Investir financièrement dans les services écosystèmiques	consacrer une part du chiffre d'affaires à la restauration d'écosystèmes				Investir dans la recherche et développement sur la biodiversité				Provisionner systématiquement des fonds pour la restauration des écosystèmes dégradés dans le cadre des activités	
Favoriser les études et la recher sur la biodiversité	Subventionner une ou des études pour la protection de la biodiversité chaque année		Aider à la publication de thèses sur le thème de la biodiversité				Subventionner un ou des programmes de recherche sur la biodiversité		Participer à l'expérimentation et la recherche dans le cadre de projets pilotes	
Développer les compétences en lien avec la biodiversité en interne	Sensibiliser l'ensemble du personnel à la biodiversité				Recourir à un écologue pour suivre l'ensemble des nouveaux projets d'aménagements				Créer un service dédié à la biodiversité	
Promouvoir les actions en faveur de la biodiversité dans le cadre des jumelages et des échanges internationaux	Echanges mutuels de connaissances et de pratiques locales respectives		Concevoir ensemble des projets de préservation de la biodiversité		Participer à la formation des acteurs locaux		Financer des projets favorables à la biodiversité		Financer durablement les projets de développement locaux (ex.: taxe sur le stationnement à Grenoble)	
Développer, partager et valoriser les connaissances										
Participer à la valorisation et à la mis en commun des données naturalistes	Référencer les études, inventaires et base de données réalisés sur les habitats, la flore et la faune dans le Système d'Information sur la Nature et les Paysages		Inscrire dans le cahier des charges des études le référencement au Système d'Information sur la Nature et les Paysages		Mettre à disposition publique le rapport final des études (données synthétisées)		Reverser les données dans les bases de référence (CBNBP, OPIE…)		Mettre à disposition l'ensemble des données	
Favoriser le partenariat des collectivités et des entr avec les représentants des associations naturalistes	Financer une ou plusieurs associations de protection de la nature				Solliciter régulièrement l'avis des associations pour des projets en lien avec la biodiversité				S'adjoindre systématiquement l'expertise d'associations naturalistes pour tous les projets en lien avec la biodiversité afin de les suivre et/ou de valider le travail réalisé	
Former les décideurs et les techniciens aux enjeux, aux moyens d'actions et politiques publiques liée la biodiversité	Organiser des formations en interne à l'attention des décideurs et techniciens				Elaborer et diffuser des guides de bonnes pratiques pour la gestion et organiser des formations				Organiser des visites de terrain, pour les décideurs et les techniciens, montrant la mise en place d'actions exemplaires	

Susciter l'envie d'agir pour la biodiversité										
Informer et sensibiliser à la biodiversité	Reportages réguliers dans les journaux et/ou sur internet, au moins en relayant l'information produite par d'autres structures		Animation d'un espace ressource sur la nature sur son site internet		Création et publication de brochures, guides, expositions…		Participation active aux journées de campagne sur la protection de l'environnement (la journée mondiale de la biodiversité, journée des zones humides, Fête de la nature…)		Organiser chaque année une ou des journées sur la biodiversité	
Eduquer à la biodiversité	Organisation de conférences sur la biodiversité		Organisation de visites de découverte de la nature		Organisation de cours publics (botanique, écologie…)		Elaboration de sentiers nature		Mise en place d'un dispositif pédagogique permanent (ferme, mare, verger, potager, maison de la nature)	
Sensibiliser aux pratiques de jardinage collectif et individuel favorable à la biodiversité	Diffuser le guide du jardin écologique (mis à disposition par Natureparif)				Mettre à disposition des composteurs individuels ou collectifs pour favoriser la réutilisation sur place des déchets ménagers et verts produits				Mettre à disposition des nichoirs (oiseaux, chiroptères), hôtels à insectes et autres abris favorables à la faune	
Faire des établissements accueillant jeunes et enfants des lieux de découverte et d'apprentissage de la nature	Développer ou relayer des dispositifs de sciences participatives		Organiser des sorties nature régulières avec des naturalistes		Favoriser la participation des jeunes et enfants à la gestion des espaces verts de proximité		Créer et animer un jardin pédagogique dans chaque établissement		Créer et animer une mare pédagogique dans chaque établissement	
Associer les habitants à la conception et à la mise en place de pratique favorisant la biodiversité dans les espaces verts	Associer les habitants à la conception des nouveaux espaces verts publics		Associer les habitants à la définition des modes de gestion écologique de tous les nouveaux espaces verts publics		Associer les habitants à la définition des modes de gestion écologique de tous les espaces verts publics existants		Favoriser l'observation de la nature par les habitants dans tous les espaces verts publics (sciences participatives)		Faire participer directement les habitants à la gestion des espaces verts publics et collectifs	
Associer le personnel à la conception et à la gestion des espaces verts	Associer le personnel à la conception des nouveaux espaces verts		Associer le personnel à la définition des modes de gestion de tous les nouveaux espaces verts		Associer le personnel à la définition des modes de gestion de tous les espaces verts existants		Favoriser l'observation de la nature par le personnel dans tous les espaces verts (sciences participatives)		Mettre à disposition du personnel des espaces pour la mise en place de jardins partagés, potagés…	

CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre :

La ville de Le Mée-sur-Seine
Dont la mairie est située 555 route de BOISSISE
77350 Le Mée-sur-Seine
Représentée par
Monsieur Franck VERNIN , Maire ,

et :

LE FONDS DE DOTATION DE LA MUTUELLE GENERALE DES CHEMINOTS (Fonds MGC)
Régi par la loi du la loi n°2008-776 du 4 août 2008
Déclaré à la Préfecture de Paris sous le numéro 20140013 (JO du 29/03/2014)
Dont le siège est situé au 4 Place de l'Abbé Georges Hénocque, 75013 Paris.
Représenté par Monsieur Géry BRANQUART, Président du Fonds, dûment habilité aux fins des présentes,

Etant préalablement exposé que :

La Ville de Le Mée-sur-Seine conduit, dans le cadre du Contrat Local de Santé, une politique de prévention et de promotion de la santé. Elle met en place à l'échelle de la commune, des actions de sensibilisation et d'éducation à la santé, en direction des publics les plus fragiles et notamment les plus jeunes, en s'appuyant sur les services et en partenariat avec des acteurs associatifs et institutionnels.

Conformément à ses statuts, le Fonds MGC a été fondé par la Mutuelle Générale des Cheminots et a pour objet de financer, directement ou à travers des organismes à but non lucratif, des actions d'intérêt général dans le domaine de l'entraide et de la solidarité aux personnes et de la prévention des risques et des maladies. Ces actions sont dirigées au bénéfice de toutes populations et de toutes causes, y compris en matière de support à la recherche et à l'innovation, en France et à l'étranger et s'adressent à tout public et au soutien de toute personne en difficulté ou précarité, quelle que soit son origine, qu'il soit ou non adhérent de la Mutuelle générale des Cheminots (MGC) et/ou membre de cette communauté.

Le Fonds MGC, en étroite collaboration avec les professionnels de santé et acteurs de prévention, élabore des supports de prévention et intervient lors d'actions terrain auprès du public sur la thématique de l'hygiène de vie. Il s'associe également à de nombreuses associations, fédérations et collectivités afin de les soutenir et les accompagner dans leurs actions.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Fonds MGC participe à la mise en place d'actions de prévention et de promotion de la santé, en partenariat avec la ville de Le Mée-sur-Seine.

ARTICLE 2 ENGAGEMENTS RECIPROQUES

Le Fonds MGC s'engage à fournir à la ville de Le Mée-sur-Seine les outils dont il dispose, ainsi que toutes les compétences nécessaires à la mise en œuvre des objectifs décrits ci-dessous.

La ville de Le Mée-sur-Seine s'engage à faire figurer le soutien du Fonds MGC sur les supports de communication qui traitent des actions réalisées dans le cadre du partenariat objet de la présente convention.

Les parties s'engagent à une collaboration pour la mise en place d'une action de prévention et de promotion de la santé : la **Campagne « Premières dents ».**

MGC Prévention s'engage à :

- Organiser une formation (2h) sur la santé bucco-dentaire des jeunes enfants pour le personnel des EAJE (établissements d'accueil du jeune enfant), animée par un chirurgien-dentiste de l'UFSBD (une formation prévue pour l'ensemble du personnel).
- Organiser une conférence d'information (1h30) sur la santé bucco-dentaire des jeunes enfants pour les parents d'enfants en EAJE, animée par un chirurgien-dentiste de l'UFSBD (une conférence pour 40 personnes inscrites).
- Organiser des ateliers de sensibilisation auprès des enfants de 2 à 3 ans dans les EAJE sur les bases d'une bonne hygiène bucco-dentaire. Ateliers d'une heure, animés par un chirurgien-dentiste ou un animateur formé par l'UFSBD.
- Fournir un livret « Le carnet bucco-dentaire de 0 à 3 ans » pour chaque enfant des EAJE.
- Fournir des trousses d'hygiène bucco-dentaire comprenant : une brosse à dents, un gobelet, du fil dentaire et un dentifrice adapté à l'âge de l'enfant, pour les enfants de 2 ans et plus des EAJE.
- Créer et fournir le flyer de communication de la conférence.
- Faire figurer le logo de la ville de Le Mée-sur-Seine sur les supports de prévention et de communication concernant la campagne (carnets et flyers).
- Réaliser un communiqué de Presse sur la campagne « Premières dents » à Le Mée-sur-Seine , qui pourra être repris par la commune pour communiquer sur l'évènement.

La ville de Le Mée-sur-Seine s'engage à :

- Communiquer les effectifs précis des établissements concernés par la campagne (personnel et enfants).
- Fournir une salle avec un écran, un vidéoprojecteur et un ordinateur pour accueillir la formation du personnel des EAJE.
- Fournir une salle avec un écran, un vidéoprojecteur et un ordinateur pour accueillir la conférence destinée aux parents d'enfants en EAJE.
- Prévoir la présence d'au moins un membre du personnel lors de la formation du personnel des EAJE.
- Prévoir la présence d'au moins un membre du personnel lors de la conférence destinée aux parents d'enfants en EAJE.
- Gérer les inscriptions à la conférence destinée aux parents des enfants en EAJE.
- Gérer les inscriptions à la formation du personnel des EAJE.
- Fournir à MGC Prévention le logo de la ville de Le Mée-sur-Seine en qualité HD.
- Diffuser « Le carnet bucco-dentaire de 0 à 3 ans » aux parents de chaque enfant des EAJE.
- Distribuer les trousses d'hygiène aux enfants de 2 ans et plus des EAJE.
- Diffuser le flyer de communication concernant la conférence aux parents d'enfants en EAJE.
- Citer MGC Prévention lors de toute référence à l'action « Premières dents » (intervention orale ou écrite).

ARTICLE 3 OBLIGATIONS RECIPROQUES DES PARTIES

Les parties s'engagent mutuellement à n'utiliser leur logo respectif, notamment avec des tiers, quels qu'ils soient, médias ou non, qu'après accord préalable explicite et par écrit. Cet accord porte également sur le strict respect de la charte graphique.

Les parties s'informeront mutuellement de tout événement ou élément qui aurait une incidence sur l'exécution de la présente convention ainsi que du suivi des relations partenariales.

Chaque partie s'engage à ne rien faire ou entreprendre de quelque manière que ce soit qui puisse porter atteinte ou ternir l'image de l'autre partie pendant toute la durée de la convention et après la fin de celle-ci.

ARTICLE 4 CONFIDENTIALITE

Les clauses de la présente convention sont réputées être confidentielles et, à ce titre, elles ne peuvent être publiées ni communiquées à des tiers non autorisés. Sont considérés comme confidentiels tous documents et informations, de quelque nature que ce soit, écrites ou orales, reçus de l'autre Partie. Chacune des Parties prend l'engagement, en son nom, en celui de son personnel du respect de cet engagement.

ARTICLE 5 DUREE DE LA CONVENTION

La convention entrera en vigueur à compter de la date de sa signature pour une durée de 1 an. La présente convention n'est pas tacitement reconductible. Toute modification ou évolution de la présente convention fera l'objet d'un avenant signé entre les parties.

ARTICLE 6 RESILIATION ANTICIPEE

Hormis les cas reconnus de force majeure, dans l'éventualité où une des parties ne respecte pas les engagements qui lui incombent au titre de la présente convention, cette dernière serait résiliée de plein droit, après mise en demeure par lettre recommandée avec demande d'avis de réception restée sans réponse à l'expiration d'un délai d'un mois.

ARTICLE 7 LITIGES

En cas de difficulté pour l'exécution ou l'interprétation de la présente convention, les Parties s'efforcent de régler leur différend à l'amiable.

Fait en deux exemplaires à Paris, le - 8 MARS 2018

Pour la Ville de Le Mée-sur-Seine
Le Maire
Franck VERNIN

Pour Le Fonds MGC
Le Président
Géry BRANQUART

FONDS MGC
2 - 4 place de l'Abbé Georges Hénocque
75013 Paris
Tél. : 01 40 78 06 56
Régi par la loi n°2008-776 du 4 août 2008
Déclaré à la Préfecture de Paris sous le n° 20140013

République Française – Département de Seine-et-Marne – Canton de Savigny-le-Temple –
Commune du Mée-sur-Seine

DÉLIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 15/02//2018

Date de transmission de la convocation : 08 février 2018 - Date d'affichage : 08 février 2018
Nombre de conseillers : En exercice : 35 - Présents : 23 - Excusés représentés : 7 - Absent : 0 - Votants : 30
Excusé(s) non représenté(s) : 5
VOTE : A l'unanimité - Pour : 30 - Contre : - Abstention :

L'an deux mille dix-huit, le quinze février à dix-neuf heures trente, le Conseil Municipal de la Commune du Mée-sur-Seine, s'est réuni à la salle du Conseil en Mairie en séance publique ordinaire, sous la présidence de Mr Franck VERNIN, Maire.

Etaient présents : M. VERNIN, Mme VERNON (arrivée au point n° 4 à 19h41), M. DAUVERGNE, M. DURAND, Mme BERRADIA, M. QUILLAY, Mme DIOP (arrivée au point n° 4 à 19h39), M. DIDIERLAURENT, M. BILLECOCQ, Mme KOWALCZYK, M. AURICOSTE, M. GENET, Mme MEUNIER, Mme RIGAULT (arrivée au point N° 4 à 19h38), M. BATON, M. FOSSE, M. POIREL, M. SAMYN, M. GUERIN, Mme DAUVERGNE-JOVIN, M. AYINA (arrivé au point N° 4 à 19h44), Mme CADET, Mme YAZICI
Etaient excusés représentés : Mme BAK avait donné pouvoir à Mme KOWALCZYK, Mme ANTIGNAC à M. AURICOSTE, M. SCHRUB à M. BATON, M. BENTEJ à M. GENET, Mme BOINET à M. BILLECOCQ, Mme MORIN à Mme MEUNIER, M. TOUNKARA à M. FOSSE
Etaient excusées non représentées : Mme PRONO, Mme NDIAYE, Mme GUIDY, Mme CAMPS, Mme MBERI NSANA

A été nommé (e) secrétaire de séance : M. Michel BILLECOCQ

Acte rendu exécutoire après dépôt en Préfecture de Seine-et-Marne le :
Et Publication du : 21 FEV. 2018

N° : 2018DCM-02-140
OBJET : CAMPAGNE « PREMIERES DENTS » ENFANTS DE 0 A 3 ANS – CONVENTION AVEC LE FONDS DE DOTATION DE LA MUTUELLE GENERALE DES CHEMINOTS (FONDS MGC)

- Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment en son article L. 2121-29
- Vu l'avis de la Commission enfance, vie associative et jeunesse du 13 février 2018
- Considérant l'importance de mettre en place des actions de prévention de santé bucco-dentaire dès le plus jeune âge
- Considérant l'opportunité de collaborer à titre « gracieux » avec un professionnel de l'Union Française de Santé Bucco-Dentaire, dans le cadre de l'action Campagne « Premières Dents »

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,

APPROUVE la mise en œuvre de l'action Campagne « Premières Dents » en direction des enfants de 0 à 3 ans accueillis dans les crèches de la Commune.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-140-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention avec le Fonds de Dotation de la Mutuelle Générale des Cheminots (Fonds MGC), relative à la mise en œuvre de l'action Campagne « Premières Dents » en direction des enfants de 0 à 3 ans accueillis dans les crèches de la Commune ci-annexée, ainsi que tout document afférent.

Pour extrait conforme,
Fait au Mée-sur-Seine, le 16 février 2018

Le Maire du Mée-sur-Seine,

Franck VERNIN

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet des recours suivants :
- recours administratif gracieux auprès de mes services,
- recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-140-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

logo ville

MGC Prévention
Fonds de dotation

CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre :

La ville de ...
Dont la mairie est située ...
Représentée par

et :

LE FONDS DE DOTATION DE LA MUTUELLE GENERALE DES CHEMINOTS (Fonds MGC)
Régi par la loi du la loi n°2008-776 du 4 août 2008
Déclaré à la Préfecture de Paris sous le numéro 20140013 (JO du 29/03/2014)
Dont le siège est situé au 4 Place de l'Abbé Georges Hénocque, 75013 Paris.
Représenté par Monsieur Géry BRANQUART, Président du Fonds, dûment habilité aux fins des présentes,

Etant préalablement exposé que :

La ville de... (texte sur l'implication de la ville en prévention)

Conformément à ses statuts, le Fonds MGC a été fondé par la Mutuelle Générale des Cheminots et a pour objet de financer, directement ou à travers des organismes à but non lucratif, des actions d'intérêt général dans le domaine de l'entraide et de la solidarité aux personnes et de la prévention des risques et des maladies. Ces actions sont dirigées au bénéfice de toutes populations et de toutes causes, y compris en matière de support à la recherche et à l'innovation, en France et à l'étranger et s'adressent à tout public et au soutien de toute personne en difficulté ou précarité, quelle que soit son origine, qu'il soit ou non adhérent de la Mutuelle générale des Cheminots (MGC) et/ou membre de cette communauté.

Le Fonds MGC, en étroite collaboration avec les professionnels de santé et acteurs de prévention, élabore des supports de prévention et intervient lors d'actions terrain auprès du public sur la thématique de l'hygiène de vie. Il s'associe également à de nombreuses associations, fédérations et collectivités afin de les soutenir et les accompagner dans leurs actions.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-140-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Fonds MGC participe à la mise en place d'actions de prévention et de promotion de la santé, en partenariat avec la ville de ….

ARTICLE 2 ENGAGEMENTS RECIPROQUES

Le Fonds MGC s'engage à fournir à la ville de … les outils dont il dispose, ainsi que toutes les compétences nécessaires à la mise en œuvre des objectifs décrits ci-dessous.

La ville de … s'engage à faire figurer le soutien du Fonds MGC sur les supports de communication qui traitent des actions réalisées dans le cadre du partenariat objet de la présente convention.

Les parties s'engagent à une collaboration pour la mise en place d'une action de prévention et de promotion de la santé : la **Campagne « Premières dents ».**

MGC Prévention s'engage à :

- Organiser une formation (2h) sur la santé bucco-dentaire des jeunes enfants pour le personnel des EAJE (établissements d'accueil du jeune enfant), animée par un chirurgien-dentiste de l'UFSBD (une formation prévue pour l'ensemble du personnel).
- Organiser une conférence d'information (1h30) sur la santé bucco-dentaire des jeunes enfants pour les parents d'enfants en EAJE, animée par un chirurgien-dentiste de l'UFSBD (une conférence pour 40 personnes inscrites).
- Organiser des ateliers de sensibilisation auprès des enfants de 2 à 3 ans dans les EAJE sur les bases d'une bonne hygiène bucco-dentaire. Ateliers d'une heure, animés par un chirurgien-dentiste ou un animateur formé par l'UFSBD.
- Fournir un livret « Le carnet bucco-dentaire de 0 à 3 ans » pour chaque enfant des EAJE.
- Fournir des trousses d'hygiène bucco-dentaire comprenant : une brosse à dents, un gobelet, du fil dentaire et un dentifrice adapté à l'âge de l'enfant, pour les enfants de 2 ans et plus des EAJE.
- Créer et fournir le flyer de communication de la conférence.
- Faire figurer le logo de la ville de … sur les supports de prévention et de communication concernant la campagne (carnets et flyers).
- Réaliser un communiqué de Presse sur la campagne « Premières dents » à [ville], qui pourra être repris par la commune pour communiquer sur l'évènement.

La ville de … s'engage à :

- Communiquer les effectifs précis des établissements concernés par la campagne (personnel et enfants).

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-140-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

ARTICLE 5 DUREE DE LA CONVENTION

La convention entrera en vigueur à compter de la date de sa signature pour une durée de 1 an. La présente convention n'est pas tacitement reconductible. Toute modification ou évolution de la présente convention fera l'objet d'un avenant signé entre les parties.

ARTICLE 6 RESILIATION ANTICIPEE

Hormis les cas reconnus de force majeure, dans l'éventualité où une des parties ne respecte pas les engagements qui lui incombent au titre de la présente convention, cette dernière serait résiliée de plein droit, après mise en demeure par lettre recommandée avec demande d'avis de réception restée sans réponse à l'expiration d'un délai d'un mois.

ARTICLE 7 LITIGES

En cas de difficulté pour l'exécution ou l'interprétation de la présente convention, les Parties s'efforcent de régler leur différend à l'amiable.

Fait en deux exemplaires à Paris, le [date]

Pour la Ville de ...	**Pour Le Fonds MGC**
...	**Le Président**
...	**Géry BRANQUART**

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-140-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

- Fournir une salle avec un écran, un vidéoprojecteur et un ordinateur pour accueillir la formation du personnel des EAJE.
- Fournir une salle avec un écran, un vidéoprojecteur et un ordinateur pour accueillir la conférence destinée aux parents d'enfants en EAJE.
- Prévoir la présence d'au moins un membre du personnel lors de la formation du personnel des EAJE.
- Prévoir la présence d'au moins un membre du personnel lors de la conférence destinée aux parents d'enfants en EAJE.
- Gérer les inscriptions à la conférence destinée aux parents des enfants en EAJE.
- Gérer les inscriptions à la formation du personnel des EAJE.
- Fournir à MGC Prévention le logo de la ville de ... en qualité HD.
- Diffuser « Le carnet bucco-dentaire de 0 à 3 ans » aux parents de chaque enfant des EAJE.
- Distribuer les trousses d'hygiène aux enfants de 2 ans et plus des EAJE.
- Diffuser le flyer de communication concernant la conférence aux parents d'enfants en EAJE.
- Citer MGC Prévention lors de toute référence à l'action « Premières dents » (intervention orale ou écrite).

ARTICLE 3 OBLIGATIONS RECIPROQUES DES PARTIES

Les parties s'engagent mutuellement à n'utiliser leur logo respectif, notamment avec des tiers, quels qu'ils soient, médias ou non, qu'après accord préalable explicite et par écrit. Cet accord porte également sur le strict respect de la charte graphique.

Les parties s'informeront mutuellement de tout événement ou élément qui aurait une incidence sur l'exécution de la présente convention ainsi que du suivi des relations partenariales.

Chaque partie s'engage à ne rien faire ou entreprendre de quelque manière que ce soit qui puisse porter atteinte ou ternir l'image de l'autre partie pendant toute la durée de la convention et après la fin de celle-ci.

ARTICLE 4 CONFIDENTIALITE

Les clauses de la présente convention sont réputées être confidentielles et, à ce titre, elles ne peuvent être publiées ni communiquées à des tiers non autorisés. Sont considérés comme confidentiels tous documents et informations, de quelque nature que ce soit, écrites ou orales, reçus de l'autre Partie. Chacune des Parties prend l'engagement, en son nom, en celui de son personnel du respect de cet engagement.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180215-2018DCM-02-140-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

République Française – Département de Seine-et-Marne – Canton de Savigny-le-Temple –
Commune du Mée-sur-Seine

DÉLIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 29/03//2018

Date de transmission de la convocation : 22 mars 2018 - Date d'affichage : 22 mars 2018
Nombre de conseillers : En exercice : 35 - Présents : 23 - Excusés représentés : 5 - Absents : 4 - Votants : 28
Excusé(s) non représenté(s) : 3
VOTE : A l'unanimité - Pour : 28 - Contre : - Abstention :

L'an deux mille dix-huit, le vingt-neuf mars à dix-neuf heures trente, le Conseil Municipal de la Commune du Mée-sur-Seine, s'est réuni à la salle du Conseil en Mairie en séance publique ordinaire, sous la présidence de Madame Jocelyne VERNON, première adjointe au Maire, remplaçant le Maire empêché.

Etaient présents : Mme VERNON, M. DAUVERGNE, Mme BAK, M. DURAND, Mme BERRADIA, M. QUILLAY, Mme DIOP (arrivée au point n° 10 à 20h33), M. DIDIERLAURENT, M. BILLECOCQ, Mme KOWALCZYK, M. AURICOSTE, M. GENET, Mme MEUNIER, Mme BOINET, Mme RIGAULT, Mme MORIN, M. BATON, M. FOSSE, M. SAMYN, Mme MBERI NSANA (arrivée au point n° 6 à 19h49), M. GUERIN (départ au point n° 18 à 21h43), Mme DAUVERGNE-JOVIN, M. AYINA, Mme CADET, Mme YAZICI
Etaient excusés représentés : M. VERNIN avait donné pouvoir à Mme VERNON, Mme ANTIGNAC à M. QUILLAY, M. SCHRUB à M. GENET, M. BENTEJ à Mme MEUNIER, M. TOUNKARA à M. BATON, M. GUERIN à Mme DAUVERGNE-JOVIN (à partir du point n° 18)
Etaient excusées non représentées : Mme PRONO, Mme GUIDY, Mme CAMPS
Etaient absents : Mme NDIAYE, M. POIREL

A été nommé (e) secrétaire de séance : Mme Michelle BOINET

Acte rendu exécutoire après dépôt en Préfecture de Seine-et-Marne le :
Et Publication du : 05 AVR. 2018

N° : 2018DCM-03-10
OBJET : DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE

- Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment en ses articles L. 2121.15 et L. 2121-29
- Vu son Règlement intérieur, article 15

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,

DÉSIGNE Madame Michelle BOINET en qualité de Secrétaire de Séance.

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits.

Pour le Maire empêché,
Par délégation,
La Première Adjointe au Maire :

MAIRIE DU MÉE-SUR-SEINE (77)

Jocelyne VERNON

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet des recours suivants :
- recours administratif gracieux auprès de mes services,
- recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun.

Accusé de réception en préfecture
077-217702861-20180329-2018DCM-03-10-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

République Française – Département de Seine-et-Marne – Canton de Savigny-le-Temple –
Commune du Mée-sur-Seine

DÉLIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 29/03//2018

Date de transmission de la convocation : 22 mars 2018 - Date d'affichage : 22 mars 2018
Nombre de conseillers : En exercice : 35 - Présents : 23 - Excusés représentés : 5 - Absents : 4 - Votants : 28
Excusé(s) non représenté(s) : 3
VOTE : A l'unanimité - Pour : 28 - Contre : - Abstention :

L'an deux mille dix-huit, le vingt-neuf mars à dix-neuf heures trente, le Conseil Municipal de la Commune du Mée-sur-Seine, s'est réuni à la salle du Conseil en Mairie en séance publique ordinaire, sous la présidence de Madame Jocelyne VERNON, première adjointe au Maire, remplaçant le Maire empêché.

Etaient présents : Mme VERNON, M. DAUVERGNE, Mme BAK, M. DURAND, Mme BERRADIA, M. QUILLAY, Mme DIOP (arrivée au point n° 10 à 20h33), M. DIDIERLAURENT, M. BILLECOCQ, Mme KOWALCZYK, M. AURICOSTE, M. GENET, Mme MEUNIER, Mme BOINET, Mme RIGAULT, Mme MORIN, M. BATON, M. FOSSE, M. SAMYN, Mme MBERI NSANA (arrivée au point n° 6 à 19h49), M. GUERIN (départ au point n° 18 à 21h43), Mme DAUVERGNE-JOVIN, M. AYINA, Mme CADET, Mme YAZICI
Etaient excusés représentés : M. VERNIN avait donné pouvoir à Mme VERNON, Mme ANTIGNAC à M. QUILLAY, M. SCHRUB à M. GENET, M. BENTEJ à Mme MEUNIER, M. TOUNKARA à M. BATON, M. GUERIN à Mme DAUVERGNE-JOVIN (à partir du point n° 18)
Etaient excusées non représentées : Mme PRONO, Mme GUIDY, Mme CAMPS
Etaient absents : Mme NDIAYE, M. POIREL

A été nommé (e) secrétaire de séance : Mme Michelle BOINET

Acte rendu exécutoire après dépôt en Préfecture de Seine-et-Marne le :
Et Publication du : 05 AVR. 2018

N° : 2018DCM-03-20
OBJET : APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 15 FEVRIER 2018

- Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment en son article L. 2121-29
- Vu la Loi du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,

APPROUVE le procès-verbal du Conseil Municipal du 15 février 2018 qui lui a été exposé par Madame Jocelyne VERNON, première adjointe au Maire.

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits.

Pour le Maire empêché,
Par délégation,
La Première Adjointe au Maire :

Jocelyne VERNON

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet des recours suivants :
- recours administratif gracieux auprès de mes services,
- recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-20-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU JEUDI 15 FEVRIER 2018

L'an deux mille dix-huit, le quinze février à dix-neuf heures trente, le Conseil Municipal de la Commune du Mée-sur-Seine, légalement convoqué, s'est réuni en séance publique à la salle du Conseil en Mairie, sous la présidence de Monsieur Franck VERNIN, Maire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux conseillers municipaux le jeudi 8 février 2018. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés le jeudi 8 février 2018.

Etaient présents : M. VERNIN, Mme VERNON (arrivée au point n° 4 à 19h41), M. DAUVERGNE, M. DURAND, Mme BERRADIA, M. QUILLAY, Mme DIOP (arrivée au point n° 4 à 19h39), M. DIDIERLAURENT, M. BILLECOCQ, Mme KOWALCZYK, M. AURICOSTE, M. GENET, Mme MEUNIER, Mme RIGAULT (arrivée au point N° 4 à 19h38), M. BATON, M. FOSSE, M. POIREL, M. SAMYN, M. GUERIN, Mme DAUVERGNE-JOVIN, M. AYINA (arrivé au point N° 4 à 19h44), Mme CADET, Mme YAZICI.
Etaient excusés représentés : Mme BAK avait donné pouvoir à Mme KOWALCZYK, Mme ANTIGNAC à M. AURICOSTE, M. SCHRUB à M. BATON, M. BENTEJ à M. GENET, Mme BOINET à M. BILLECOCQ, Mme MORIN à Mme MEUNIER, M. TOUNKARA à M. FOSSE.
Etaient excusées non représentées : Mme PRONO, Mme NDIAYE, Mme GUIDY, Mme CAMPS, Mme MBERI NSANA.
A été nommé secrétaire de séance : M. Michel BILLECOCQ.

ORDRE DU JOUR :

1	**Désignation du Secrétaire de Séance**
2	**Approbation du procès-verbal du Conseil Municipal du 14 décembre 2017**
3	**Décisions prises par M. le Maire du 29 novembre 2017 au 31 janvier 2018**
4	**Révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU) : arrêt de projet**
5	**Approbation de la convention unique annuelle relative aux missions optionnelles du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Seine-et-Marne**
6	**Autorisations de dépenses d'investissement avant le vote du Budget Primitif (BP) 2018**
7	**Débat d'Orientation Budgétaire 2018**
8	**Acquisition de la parcelle cadastrée BX n°22 sise chemin des Praillons à Le Mée-sur-Seine**
9	**Vente d'un logement situé 308, avenue des Régals**
10	**Convention d'étude du Centre commercial Plein Ciel dans le cadre du nouveau Programme de Rénovation Urbaine (NPRU)**
11	**Convention pour la réalisation d'une piste cyclable bidirectionnelle sur la rue de la Mare au Diable**
12	**Jardins familiaux : création de l'association de gestion**
13	**Demande de subvention à l'Agence des Espaces Verts de la Région Ile-de-France pour la création de jardins familiaux – Compléments à la délibération du 23 février 2017**
14	**Campagne « Premières Dents » enfants de 0 à 3 ans – Convention avec le Fonds de Dotation de la Mutuelle Générale des Cheminots (Fonds MGC)**
15	**Informations diverses**
16	**Questions diverses**

2018DCM-02-10 – DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-20-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, a pris la délibération suivante :

- **Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment en ses articles L. 2121.15 et L. 2121-29**
- **Vu son Règlement intérieur, article 15**

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,

DÉSIGNE Monsieur Michel BILLECOCQ en qualité de SECRÉTAIRE DE SÉANCE.

2018DCM-02-20 – APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 14 DECEMBRE 2017

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, a pris la délibération suivante :

- **Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment en son article L. 2121-29**
- **Vu la Loi du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale**

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,

APPROUVE le procès-verbal du Conseil Municipal du 14 décembre 2017 qui lui a été exposé par Monsieur Franck VERNIN, Maire.

2018DCM-02-30 – DÉCISIONS PRISES PAR M. LE MAIRE DU 29 NOVEMBRE 2017 AU 31 JANVIER 2018

Dans le cadre de la délégation qui lui a été accordée le 23 février 2017 par le Conseil Municipal, en vertu de l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales, M. le Maire a pris les décisions suivantes :

⇒ De reconduire **la mise à disposition** de Madame Ganaëlle BOURDON et Monsieur Ludovic ROSI, d'**un logement** de type F4, sis 30, rue Alexandre Dumas au Mée-sur-Seine, à titre provisoire et précaire, à compter du 1er janvier 2018 jusqu'au 31 décembre 2018.

⇒ De reconduire **la mise à disposition** de Monsieur Thierry OULD MESSAOUD, d'**un logement** de type F3, sis 600, rue des Lacs au Mée-sur-Seine, à titre provisoire et précaire, à compter du 1er janvier 2018 jusqu'au 31 décembre 2018.

⇒ De renouveler **la mise à disposition** de Madame Chantal FARGIER, d'**un logement** de type F5, sis 221, avenue de Vercors au Mée-sur-Seine, à titre précaire, à compter du 1er janvier 2018 jusqu'au 31 décembre 2018.

⇒ De reconduire **la mise à disposition** de Madame Edith DEHAIS, d'**un logement** de type F3, sis 141, allée Albert Camus au Mée-sur-Seine, à titre provisoire et précaire, à compter du 1er janvier 2018 jusqu'au 31 décembre 2018.

⇒ De reconduire **la mise à disposition** de Madame Françoise PELTEREAU-GANDARD, d'**un logement** de type T4, sis 53, rue de la Haie de Chasse au Mée-sur-Seine, à titre provisoire et précaire, à compter du 1er janvier 2018 jusqu'au 31 décembre 2018.

⇒ De reconduire **la mise à disposition** de Monsieur Jean-Pierre VANHAUTE, d'**un logement** de type F4, sis 182, allée de Plein Ciel au Mée-sur-Seine, à titre précaire, à compter du 1er janvier 2018 jusqu'au 31 décembre 2018.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-20-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

⇒ De reconduire **la mise à disposition** de Madame Monique DESAINTJEAN, d'**un logement** de type F4, sis 105, allée Albert Camus au Mée-sur-Seine, à titre précaire, à compter du 1er janvier 2018 jusqu'au 31 décembre 2018.

⇒ De reconduire **la mise à disposition** de Madame Marie-Claire TROUVE, d'**un logement** de type F4, sis 228, allée des Abeilles au Mée-sur-Seine, à titre provisoire et précaire, à compter du 1er janvier 2018 jusqu'au 31 décembre 2018.

⇒ De reconduire **la mise à disposition** de Madame Marie-José DUCHENE, d'**un logement** de type F3, sis 600, rue des Lacs au Mée-sur-Seine, à titre provisoire et précaire, à compter du 1er janvier 2018 jusqu'au 31 décembre 2018.

⇒ De reconduire **la mise à disposition** de Monsieur René DELOBELLE, d'**un logement** de type F3, sis 196, allée de Plein Ciel au Mée-sur-Seine, à titre provisoire et précaire, à compter du 1er janvier 2018 jusqu'au 31 décembre 2018.

⇒ De reconduire **la mise à disposition** de Madame Nadine ROBINET, d'**un logement** de type F3, sis 699, avenue des Régals au Mée-sur-Seine, à titre provisoire et précaire, à compter du 1er janvier 2018 jusqu'au 31 décembre 2018.

⇒ De reconduire **la mise à disposition** de Madame Florence YPRES, d'**un logement** de type F4, sis 228, allée des Abeilles au Mée-sur-Seine, à titre provisoire et précaire, à compter du 1er janvier 2018 jusqu'au 31 décembre 2018.

⇒ De reconduire **la mise à disposition** de Madame Isabelle LANGLOIS, d'**un logement** de type F4, sis 221, avenue du Vercors au Mée-sur-Seine, à titre provisoire et précaire, à compter du 1er janvier 2018 jusqu'au 31 décembre 2018.

⇒ De reconduire **la mise à disposition** de Monsieur Fet-Allah CHACHOU, d'**un logement** de type F4, sis 182, allée de Plein Ciel au Mée-sur-Seine, à titre provisoire et précaire, à compter du 1er janvier 2018 jusqu'au 31 décembre 2018.

⇒ De reconduire **la mise à disposition** de Monsieur Mac KYEREME, d'**un logement** de type F3, sis 196, allée de Plein Ciel au Mée-sur-Seine, à titre précaire, à compter du 1er janvier 2018 jusqu'au 31 décembre 2018.

⇒ De reconduire **la mise à disposition** de Madame Agnès BOUDAU, d'**un logement** de type F3, sis 30, rue Alexandre Dumas au Mée-sur-Seine, à titre provisoire et précaire, à compter du 1er janvier 2018 jusqu'au 31 décembre 2018.

⇒ De reconduire **la mise à disposition** de Madame Magalie SUARD, d'**un logement** de type F4, sis 600, rue des Lacs au Mée-sur-Seine, à titre provisoire et précaire, à compter du 1er janvier 2018 jusqu'au 31 décembre 2018.

⇒ De mettre **à disposition** de l'entreprise SARA C-ZEN, représentée par son gérant, Monsieur SELOUANE, **un local de 11.5 m2**, composé d'une pièce principale avec comptoir et d'une réserve ; sanitaire extérieur, pour exercer son activité de restauration rapide sur place ou à emporter, sous l'enseigne LA PAILLOTE, ledit local est situé sur le domaine public, 650 avenue de l'Europe 77350 Le Mée-sur-Seine.
D'autoriser en conséquence la signature d'une convention d'occupation du domaine public avec l'entreprise SARA C-ZEN, représentée par son gérant, Monsieur SELOUANE pour exercer son activité de restauration rapide sur place ou à emporter, sous l'enseigne LA PAILLOTE.
De fixer la durée de ladite convention d'occupation à une année à compter du 1er janvier 2018, renouvelable de manière expresse et par écrit.
De fixer la redevance d'occupation du domaine public à 400 € par mois.

⇒ De reconduire **la mise à disposition** de Madame Maryline SARIAN, d'**un logement** de type F4, sis 196, allée de Plein Ciel au Mée-sur-Seine, à titre provisoire et précaire, à compter du 1er janvier 2018 jusqu'au 31 décembre 2018.

⇒ De reconduire **la mise à disposition** de Monsieur Youssouf KEITA, d'**un logement** de type F4, sis 141, allée Albert Camus au Mée-sur-Seine, à titre provisoire et précaire, à compter du 1er janvier 2018 jusqu'au 31 décembre 2018.

⇒ De reconduire **la mise à disposition** de Madame Myriam PASQUIER, d'**un logement** de type F4, sis 53, rue de la Haie de Chasse au Mée-sur-Seine, à titre provisoire et précaire, à compter du 1er janvier 2018 jusqu'au 31 décembre 2018.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-20-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

⇒ De reconduire **la mise à disposition** de Madame Edwige DEVY, d'**un logement** de type T4, sis 600, rue des Lacs au Mée-sur-Seine, à titre provisoire et précaire, à compter du 1er janvier 2018 jusqu'au 1er avril 2018.

2018DCM-02-40 – REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) : ARRET DE PROJET

Monsieur Michel BILLECOCQ a rappelé :

I – Rappel du contexte et motivation

L'actuel Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Le Mée-sur-Seine a été approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 28 avril 2011, et avait pour principal objectif de permettre la mise en œuvre du Programme de Rénovation Urbaine qui s'est achevé récemment. Lors de sa séance du 29 septembre 2016, le Conseil Municipal a décidé de lancer une nouvelle révision du PLU, s'appuyant sur les objectifs suivants :

- Mise en conformité des documents avec les Lois Grenelle 1, Engagement National pour l'Environnement (Grenelle 2), et Solidarité et au Renouvellement Urbain (SRU) ;
- Prise en compte des évolutions du contexte réglementaire notamment avec la mise en compatibilité des schémas intercommunaux : le Schéma de Cohérence Ecologique de la Région Ile-de-France du 26 septembre 2013 ; le Schéma Directeur de la Région Ile-de-France, approuvé par l'Etat par le Décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 ; Le Plan de Déplacement Urbain d'Ile-de-France, approuvé par la Délibération du Conseil Régional n° CR 36-14 du 19 juin 2014 ;
- Poursuite des actions en faveur de la cohérence et du développement durable ;

Et aussi les divers points suivants :

- Modifier le zonage du Bois de l'Etrier afin de garantir définitivement sa protection.
- Envisager la limitation à 12 mètres (au lieu de 15) des immeubles susceptibles d'être construits en bord de Seine.
- Réduire le périmètre, et revoir le règlement de la zone à urbaniser 1AUm située route de Boissise.
- Repenser le règlement de la zone à urbaniser 1AUp de l'avenue Jean Monnet.
- Modifier une partie de l'espace boisé classé du parc Chapu afin de pouvoir y réaliser un parking et des jardins familiaux.
- Changer éventuellement le zonage Ne (zone naturelle destinée à l'équipement public) d'une partie du parc de Pozoblanco pour permettre l'implantation d'un lieu de culte.

M. BILLECOCQ : « Je vous rappelle qu'à l'époque, nous avions cité en séance 2 demandes. Nous avions l'église Evangélique Baptiste qui se trouve actuellement au bout de l'avenue de la Gare qui cherchait un autre lieu pour s'implanter et nous avions une demande de l'Union des Musulmans du Mée qui cherchait à construire un lieu de prière autre que celui qu'ils ont actuellement au début de l'avenue de la Gare sous le café de la Gare ».

- Permettre la création de liaisons douces et de trames vertes, en particulier dans le secteur de la Croix-Blanche.
- Réviser la liste des bâtiments remarquables.
- Apporter quelques modifications mineures à caractère très technique à certains points du règlement en vigueur.

A la suite de cette décision et d'un appel à candidature, l'agence A4PLUSA a été retenue pour accompagner la Ville dans cette démarche.

II – Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD)

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-20-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

Ces orientations traduisent les partis d'aménagement envisagés par la Municipalité, analysés dans le respect :
- de tous les documents de programmation de niveau supérieur tels que le SDRIF, le Schéma de Cohérence Ecologique de la Région Ile-de-France, le PDUIF, le SDAGE ou le PLH,
- et de toutes les évolutions règlementaires résultant des Lois Grenelle II (Engagement National pour l'Environnement), ALUR (Accès au Logement et Urbanisme Rénové), et recodification du Code de l'urbanisme …

Le PADD repose sur les 5 axes suivants :

Axe 1 - Une ville structurée : maîtriser le développement à l'intérieur de l'enveloppe urbaine.

M. BILLECOCQ : « Tout le monde sait que notre enveloppe urbaine est très limitée puisqu'elle est bordée d'un côté par la Seine, de l'autre côté par les bois et du troisième côté par Melun ».

A ce titre étaient plus particulièrement ciblés : la protection du patrimoine, la préservation du Village par des règles d'urbanisation modérées, et la possibilité d'accroître la constructibilité dans la zone proche des polarités urbaines.

Axe 2 - Une ville solidaire : assurer l'accès aux services urbains pour tous. Sous cette appellation, référence était faite aux opérations de rénovation de certains ensembles immobiliers tels que la Résidence Espace avenue de la Gare ou le Tripode à Plein-Ciel ; apparaissait aussi l'objectif de reconstruction de l'école Camus.

Axe 3 - Une ville proche de la nature : conforter les liens entre la ville et les espaces naturels. Cet axe correspondait en particulier à la protection du Bois de l'Etrier, au maintien et à l'extension de la trame verte à travers tous les quartiers.

Axe 4 - Une ville dynamique : encourager le développement économique. Les principales orientations visaient à requalifier le centre commercial Plein-Ciel, consolider les zones d'activités, les centres et axes commerciaux, et faciliter l'accueil d'activités complémentaires.

Axe 5 - Une ville active : favoriser les mobilités durables. L'accessibilité de la gare et le stationnement à proximité de celle-ci, l'avenue de l'Europe renforcée dans sa fonction de boulevard urbain, et le traitement des entrées de ville dans le but d'apaiser la circulation, constituaient les objectifs de ce dernier axe.

Après la phase de diagnostic puis l'élaboration de ce projet, et conformément à l'article L.153-12 du Code de l'urbanisme, le PADD a été présenté aux Personnes Publiques Associées le 22 février 2017, puis en réunion publique le 14 mars 2017, avant de faire l'objet d'un débat en Conseil Municipal le 29 mars 2017.

M. BILLECOCQ : « Vous m'entendrez redire ce terme de Personnes Publiques Associées plusieurs fois. Ce sont tous les services extérieurs c'est-à-dire l'Etat, la Région, l'Agglomération et les Communes voisines plus les Chambres consulaires ».

III – Le projet de Plan Local d'Urbanisme révisé

Le projet de Plan Local d'Urbanisme qu'il est proposé au Conseil Municipal d'arrêter ce jour, comprend comme pièces principales :

- un plan de zonage (pièce n°5),

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-20-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

- un règlement (pièce n°4), et dans celui-ci la délimitation et la description de 4 Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) (pièce n°3) ;
Auxquels sont joints le Rapport de Présentation (pièce n°1), le PADD (pièce n°2), et plusieurs annexes (Pièces n°6), dont les diverses servitudes s'imposant au territoire.

M. BILLECOCQ : « Ce dossier, pour se rendre compte de son épaisseur, est sur la table derrière M. le Maire et sera accessible au public après cette séance puisque bien sûr, il est tenu à la disposition du public pendant toute la phase qui va suivre ».

1) Le zonage et le règlement

Conformément au Code de l'urbanisme, le PLU identifie 3 types de zones :
- Les zones urbaines,
- Les zones à urbaniser,
- Les zones naturelles et forestières.

Zone UA (Le Village)	Zone urbaine d'habitat individuel où la densification est à limiter
Zone UAa (Zone intermédiaire)	Zone urbaine d'habitat individuel où la densification est à favoriser
Zone UAb (Quai de Seine)	Zone urbaine des quais où la densification et l'animation commerciale sont à favoriser
Zone Ub (Courtilleraies)	Zone urbaine d'habitat individuel groupé sous forme d'opération d'ensemble
Zone UBa (pavillonnaire Croix Blanche)	Secteur urbain d'habitat individuel groupé compact où la hauteur est strictement limitée
Zone UBb (Croix Blanche)	Secteur urbain d'habitat individuel groupé où la hauteur est limitée
Zone UC (Croix Blanche – Courtilleraies – Plein Ciel)	Zone urbaine d'habitat collectif
Zone UCa (Camus)	Zone urbaine d'habitat collectif avec une densité diversifiée
Zone UE (Colbert et Les Uselles)	Zone urbaine dédiée aux activités industrielles et artisanales
Zone UEc (Plein Ciel et centre commercial Croix Blanche)	Secteur urbain dédié aux activités commerciales
Zone 1AUa (Jean Monnet et route de Boissise)	Zone à urbaniser à court terme à vocation principale résidentielle
Zone 1AUb (Carrefour rue des Lacs et avenue de l'Europe)	Zone à urbaniser à court terme à vocation principale d'équipements publics
Zone N (forêt)	Zone naturelle boisée
Zone Np (parcs)	Secteur naturel dédié aux parcs urbains et espaces publics
Zone Nr (quai – Pointe de l'Ile – ENS)	Secteur naturel remarquable
Zone Nh (Bois des Uselles)	Secteur naturel d'habitats isolés au sein d'espaces naturels
Zone Ns (Seine)	Secteur naturel correspondant aux parties non terrestres de la Seine
Zone Nt (Zone touristique du château)	Secteur naturel dédié aux activités touristiques et d'hébergement

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-20-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

Le règlement reprend ensuite, zone après zone, l'ensemble des prescriptions qui s'imposent sur chacune d'elles. Un article spécifique est consacré à une nouvelle règle, introduite par la Loi ALUR, sur laquelle s'appuiera désormais l'examen des demandes de permis de construire : le Coefficient de Biotope de Surface, paramètre au calcul un peu complexe dont l'objectif est de compenser certains aspects de la construction, dont l'imperméabilisation des sols, afin de redonner une marge supérieure de constructibilité et de renforcer la trame verte.

M. BILLECOCQ : « Pour rendre la chose plus intelligible, lorsque l'on créé des toitures végétalisées, qui sont tolérées voire encouragées dans les règlements actuels car c'est la loi, on retient l'eau et on compense par évaporation ce que l'on infiltre ou ce que l'on renvoie dans les rivières. Ceci contribue à réduire l'impact de la construction sur le milieu naturel. Au titre de cette compensation, on a le droit de construire un peu plus large au niveau du sol. C'est le principe de ces Coefficients de Biotope de Surface ».

2) Les OAP

Quatre secteurs de la Ville ont fait l'objet d'études et de prescriptions qui permettent de caractériser les types d'aménagements et de constructions qui pourront être entrepris sur chacun d'eux. Ce sont, d'ouest en est :

- L'OAP n°1 de l'avenue Jean Monnet : il s'agissait d'une zone qui était déjà constructible (1 AU) à laquelle est désormais fixé, sur une surface plus restreinte – 1,9 ha - un objectif de production de 90 logements, dont 20 doivent être des Logements locatifs Sociaux (compatibilité avec le PLH),

M. BILLECOCQ : « Le Plan Local d'Habitat a été adopté en 2016 au niveau de l'Agglomération laquelle respecte des orientations de l'Etat qui, lui, dit que vous devez à terme construire X habitats et donc, charge aux Communes de se répartir cette quantité de logements au mieux du territoire de chacune.

sous la forme de petits immeubles composés d'un rez-de-chaussée et 2 étages. Un seul accès routier, et un autre uniquement destiné aux piétons et cycles, complètent cette orientation, qui impose le maintien du mur d'enceinte, du pavillon de chasse, et d'un tampon paysager le long de l'avenue.

- L'OAP n°2 se situe au carrefour de la rue des Lacs et de l'avenue de l'Europe, dans une zone précédemment identifiée comme urbanisable à moyen terme (2 AU).

M. BILLECOCQ : « C'est l'endroit où se situe le blason ».

Sur une superficie d'un demi-hectare, elle est destinée à permettre l'implantation d'un équipement d'utilité publique, à côté duquel un écran paysager devra être préservé du côté du carrefour, et toutes les liaisons douces existantes devront être maintenues ou reconstituées.

M. BILLECOCQ : « Pendant que nous élaborions ce projet de PLU, nous avons eu des contacts avec les deux communautés qui nous avaient demandé à l'époque de trouver des terrains sur la Ville pour développer leurs activités. L'église évangélique baptiste a trouvé seule une solution car elle a acheté en milieu d'année un bâtiment industriel qui se trouve dans la zone d'activités Colbert le long de la route de Corbeil, à proximité immédiate de la médiathèque départementale. Ce type de bâtiment et l'emplacement leur conviennent bien. Ils revendront leur site actuel à une autre église, l'Eglise Adventiste du 7ème jour qui se trouve à Dammarie-les-Lys et qui viendra s'implanter dans la chapelle actuelle au bout de l'avenue de la Gare. Donc, il nous restait à trouver un emplacement pour la communauté musulmane et c'est effectivement ce projet que nous avons identifié très clairement sur ce carrefour. Contrairement au projet de départ où nous parlions de prendre un morceau du parc de Pozoblanco, nous nous sommes rendus compte qu'à cet endroit-là, nous étions mieux situés par rapport à tous les parkings qu'il y a dans le secteur. Nous sommes à côté de la voie ferrée. Nous sommes très près du lieu de prière actuel sachant que la grande majorité des gens qui pratiquent, viennent à pieds jusqu'à la mosquée. Cet emplacement permettra de construire cet équipement. Le terrain est communal donc il sera aisé de négocier une mise à disposition avec la communauté en question. La Ville ne fera rien d'autre et c'est ensuite la communauté qui verra si elle a les moyens de construire sa mosquée et

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-20-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

qui déposera un permis de construire en bonne et due forme comme n'importe qui. Je rappelle pour mémoire que c'est exactement le même montage qui s'est fait il y a, je pense, une trentaine d'années lorsque Le Mée a commencé à se développer dans le quartier de la Croix Blanche où une association a porté le projet de la chapelle Sainte Croix ».

- L'OAP n°3, route Boissise *(endroit avec des grilles vertes en face de la propriété de la métairie)*, correspond elle aussi (à quelques petites parcelles près qui en ont été exclues) à une zone d'ores et déjà constructible (1AU) ; comme pour l'OAP n°1, l'objectif de construction y est fixé à 90 logements *(pas d'obligation de construire des logements sociaux)*, répartis en trois secteurs : pavillonnaires à l'ouest et au sud, pour garantir la cohérence avec l'habitat voisin de cette partie du Village, puis de petits immeubles en R+2 au centre de la parcelle, et enfin un ou des immeubles en rez-de-chaussée + 3 étages, vers l'est *(par comparaison, c'est un étage de moins que la résidence Chapu qui s'est faite un petit peu après devant la résidence la Montagne)*. Devront être conservés : une des deux maisons existantes, déjà classée dans le patrimoine remarquable de la Ville, une zone arborée d'une vingtaine de mètres de largeur pouvant devenir une coulée verte et un tampon paysager en limite de toutes les zones pavillonnaires voisines. L'ensemble sera desservi par une route, qui sera raccordée à la route de Boissise, en deux points distants d'environ 100 mètres.

- L'OAP n°4 est centrée sur l'école Camus ; elle couvre un secteur bien plus large incluant la totalité de la parcelle communale sur laquelle se trouvent l'école Camus, mais aussi celle des Abeilles, le gymnase et d'autres salles mises à disposition de divers partenaires. Elle englobe l'allée Camus, une partie du quartier des Charmettes, ainsi qu'au nord-est des immeubles gérés par le bailleur Efidis, et un immeuble en copropriété, la Résidence Bir-Hakeim ; elle s'arrête en limite du parc Debreuil. Sur cet ensemble, les principes d'aménagement sont : la reconstruction de l'école, l'ouverture de nouvelles voies de circulation ou le raccordement de certaines autres, déjà existantes, la création de liaisons douces et d'une trame verte. Ces principes portent aussi sur deux types de constructions localisées : des pavillons dans la zone déjà pavillonnaire de l'avenue des Charmettes, et potentiellement d'immeubles sur une partie de l'actuelle emprise communale. Un tel schéma, qui est à l'évidence le plus ambitieux, et complexe, de ce projet de PLU, nécessitera, si celui-ci est approuvé, de lancer études et concertations afin de parvenir à un schéma global cohérent, bénéfique pour le quartier et ses habitants, à moyen et long termes.

<u>M. BILLECOCQ</u> : « Je tiens à expliquer comment interpréter une OAP. Une OAP ne veut pas dire que la Ville va intervenir, préempter, acheter, obliger les gens à faire quoi que ce soit. Je le dis clairement et nettement ici. Ce que je dis est enregistré, il n'y a pas de soucis pour le réécouter et c'est bien comme cela qu'on l'entend et comme cela qu'on l'a défini. Il n'y a pas d'emplacement réservé. Il n'y a pas de zone de préemption dans tout cela. La seule personne qui s'oblige elle-même, c'est l'entité de la Ville qui sur sa parcelle dit : je reconstruirai une école et j'essaierai de recréer des liaisons routières à un endroit où tout le monde demande plus d'accès dans l'école actuelle. Les propriétaires de toutes les parcelles concernées restent totalement libres de leur terrain. Ils peuvent y vivre tout le restant de leur vie tranquillement. Nous n'y apporterons aucune contrainte. Ils sont libres de vendre. La personne à qui ils vendront, aura le droit de conserver le terrain en l'état exactement de la même façon et donc, ils sont maîtres de leur devenir. La seule chose, le seul moment où l'OAP interviendra sera au moment où l'un des propriétaires actuels ou futurs voudra vendre son fond de jardin. Si c'est pour construire un autre pavillon au fond de son jardin et si ce terrain est concerné par les fameux pointillés des routes ou des liaisons piétonnes, on lui demande simplement de ne pas bâtir le futur bâtiment sur ce pointillé. Si on nous dépose à ce moment-là un permis de construire qui vient poser la future habitation sur le pointillé, c'est seulement à ce moment-là que l'OAP prend son sens. On dira Monsieur, Madame, désolé, déplacez votre pavillon de 5 mètres, et sa construction vous sera autorisé. Laissez-nous ce pointillé qui peut devenir à terme une voie puisque vous allez faire une voie pour desservir votre propre pavillon supplémentaire. On vous demande de laisser dans la prolongation la possibilité, un jour, que cela se poursuive chez les terrains voisins s'ils en ont envie. L'OAP ne veut pas dire autre chose et je tenais à prendre un peu de temps aujourd'hui pour le dire parce que je sais et je comprends que, tel que c'est écrit et tel que c'est présenté, on pouvait imaginer que la Ville allait avoir une intervention foncière contre le gré des habitants. Ce n'est absolument pas le cas ».

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-20-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

3- Autres
Indépendamment des 4 secteurs visés par les OAP, le projet de PLU révisé permet de répondre aux divers objectifs initialement fixés :

- Le Bois de l'Etrier, qui était dans le PLU actuel, encore classé comme urbanisable à terme (2AU), est classé en zone N (naturelle) et en Espace Boisé Classé, ce qui en garantit définitivement la protection. A noter cependant : l'exclusion, tout le long de l'Allée du Bois, d'une étroite bande de terrain qui permettra de créer des places de stationnement qui complèteront l'offre actuelle tant pour le collège que pour le MAS.

- Dans le parc Chapu, face au débouché de la rue du Pressoir *(à côté de la Mairie)*, la suppression sur quelques mètres de l'obligation de reconstruire le mur d'enceinte (correspondant à la zone actuellement en ruine), ainsi que la suppression, dans le même secteur, de deux très petites zones d'Espace Boisé Classé, permettront d'ouvrir une zone de stationnement à l'entrée de ce parc, auquel pourront s'ajouter des jardins familiaux. On notera qu'à titre de très large compensation, une partie de ce parc, qui n'était pas protégée par le statut d'Espace Boisé Classé, sera désormais protégée à ce titre.

- Dans le quartier du Village, en bord de Seine, au niveau du quai Lallia, est délimité un nouveau secteur entre la limite communale avec Melun et la rue Aristide Briand, où si de nouveaux immeubles devaient être construits, leur hauteur devra se limiter à 12 mètres, soit un étage de moins que pour les immeubles construits jusqu'à présent.
- Par ailleurs, et de manière assez générale la nouvelle rédaction privilégie la mixité urbaine et fonctionnelle dès lors que les activités ne sont pas incompatibles avec le tissu résidentiel. En outre, le PLU facilite l'implantation d'activités économiques en pied d'immeubles dès lors qu'elles sont compatibles avec l'habitat environnant.
- Enfin, la liste du patrimoine bâti jugé remarquable a été actualisée. De plus, une quarantaine d'arbres ou groupes d'arbres jugés remarquables est aussi identifiée dans ce projet.

Avant de conclure, il importe de remarquer que si cette rapide présentation ne pouvait évoquer, dans le détail, la totalité des quartiers de la Ville - comme par exemple le quartier Plein-Ciel - c'est que le zonage de ces secteurs et le règlement qui s'y attache, permettent toujours d'y développer des projets compatibles avec les objectifs généraux fixés par le PLU. Ainsi, dans ce quartier, zonage et règlement autorisent les projets de réhabilitation *(exemple le tripode)*, de recomposition et de requalification de ce quartier stratégique *(exemple réflexion sur la zone commerciale et les parkings qui y sont attenants)*, puisque totalement imbriqué avec le territoire melunais, où doit se développer le Nouveau Programme de Rénovation Urbaine.

Ainsi le projet de révision du Plan Local d'Urbanisme qu'il est proposé au Conseil Municipal d'arrêter aujourd'hui répond-il à la fois aux objectifs initiaux qui nous ont conduits à engager cette révision, mais aussi à toutes les règles et directives qu'il nous fallait respecter, soit du fait de nouveaux textes règlementaires, soit de schémas ou de plans adoptés à des niveaux supérieurs à celui de la commune. En l'approuvant, l'assemblée municipale ouvrira la voie à l'étape suivante : la consultation des Personnes Publiques Associées d'une part, et le public d'autre part dans le cadre d'une enquête publique qui devrait débuter au mois de juin prochain. Sur la base des observations qui seront formulées à cette occasion, et en particulier celles qu'exprimera le Commissaire-enquêteur, le Conseil Municipal devrait être amené à se prononcer définitivement sur ce projet dans le courant de l'automne. Le nouveau PLU serait opposable un mois plus tard.

<u>M. BILLECOCQ</u> : « J'en viens au bilan de la concertation et donc à une annexe règlementaire de la délibération. Bilan de la concertation veut dire tout ce qui a été enregistré de la part du public depuis le 29 septembre 2016 depuis le début de la révision jusqu'au 31 janvier 2018. On rappelle les différentes étapes de consultation qui ont eu lieu avec les personnes publiques en février-décembre 2017, les deux réunions

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-20-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

publiques que nous avons organisées. La première le 14 mars 2017 pour la phase du PADD et la dernière le 18 janvier 2018 pour le projet que l'on vient de présenter. Je rappelle qu'à cette occasion, nous avions pris l'initiative avant cette deuxième réunion, d'organiser un accueil. C'était dans la Maison des associations pour toutes les personnes qui le voulaient afin d'expliquer pour chaque personne individuellement. Vous habitez à tel endroit, qu'est-ce que vous voulez savoir ? Et on avait répondu à environ une bonne trentaine de personnes. Cette formule m'ayant paru très bonne, je proposerai dans quelques instants de la renouveler. Le registre de concertation qui a été mis à disposition du public en Mairie a recueilli en tout et pour tout vingt avis de la part des habitants. Nous avons reçu 4 avis formulés par mail. Sur le fond… (lecture de la partie du document du dossier remis aux Conseillers Municipaux). Il n'est pas question que je vous passe les six pages en question en détail. Sachez que le bilan de la concertation comprend les demandes et les réponses que l'on peut faire à chacune de ces demandes. L'ensemble de ces informations est donc tenu à disposition du public dès que la délibération elle-même est tenue à disposition du public donc dans quelques jours. Tout cela est parfaitement accessible à tous et chacun pourra retrouver ses petits. Je signale qu'il y a une dernière observation qui été faite dans la concertation et celle-là je la signale à regret. J'ai été obligé de faire une attestation le dernier jour pour constater que le panneau de l'OAP de Camus avait été purement et simplement volé dans le hall d'exposition. Je tiens à le signaler par c'est un fait que je trouve regrettable. J'en viens à une proposition. On a vu et on en a fait la preuve lors de la réunion publique qu'il fallait prendre du temps pour expliquer les choses donc, je propose, si Monsieur le Maire est d'accord, que nous renouvelions peut-être vers la moitié du mois de mai c'est-à-dire en se déconnectant de l'étape publique, que nous refassions ici un accueil du public pour recevoir les gens individuellement. J'en ai parlé avec le service urbanisme. Ils m'ont tous dit oui. On ferait cela un vendredi après-midi à 16h jusqu'à 21h-22h s'il le faut. On recevra les gens individuellement avec les plans à l'appui pour que chacun puisse voir ce qui le concerne OAP ou pas OAP. Qu'est-ce que je peux faire sur ma propriété, qu'est-ce que l'on risque de faire à côté de chez moi ? Nous nous mettrons à disposition du public pour que tout le monde ait tous les éléments d'information. Après, l'enquête publique suivra son cours et j'aurai la satisfaction de me dire que tous ceux qui voulaient avoir les informations pouvaient les avoir. L'avis qui est donné en enquête publique est totalement légitime, c'est la démocratie, on sait qu'il repose sur quelque chose qui a été compris. Après, que l'on ne soit pas d'accord avec tel ou tel point de vue du PLU, c'est tout à fait normal mais ce qui me gênerait beaucoup, c'est de savoir qu'il y a des positions contraires parce que l'on n'a pas su expliquer ou que l'habitant n'a pas compris. Je voudrais finir en remerciant les gens avec qui on a travaillé donc les deux personnes du bureau d'études que je place tout en haut par rapport à d'autres cabinets, et les trois personnes du service urbanisme. Merci M. le Maire ».

<u>M. VERNIN</u> : « Merci à toi également Michel puisque tu as piloté ce dossier depuis un an et demi. C'est un dossier qui est excessivement complexe et lourd. Sur ce dossier-là, ce n'est pas terminé. Sur la proposition que tu as pu formuler, bien évidemment, j'accède à cette demande. Plus on communique, plus on peut échanger, mieux on se porte. Donc, tu choisiras une date avec les équipes un vendredi soir. On communiquera dans le bulletin municipal, sur le site internet de la Commune et tous les supports de communication qui sont les nôtres ».

<u>M. SAMYN</u> : « L'élaboration de ce nouveau Plan Local d'Urbanisme a nécessité, comme on vient de le souligner avec force, un important travail de mise à niveau des règles d'urbanisme au regard des nombreux textes émanant de l'Etat, de la Région Ile-de-France et de l'Agglomération de Melun Val de Seine.
Aux grandes orientations qui viennent de nous être présentées de façon précise, manquent plusieurs volets que nous avions évoqués lors de la présentation du PADD l'an dernier à peu près à pareille époque et renouvelés au cours de nos séances de travail, à savoir :

1) *La question du stationnement et des déplacements dans notre ville. J'avais déjà évoqué ce point lors de l'élaboration du précédent PLU. C'est un vieux sujet. Certes, il n'a pas de caractère obligatoire dans le cadre de la procédure de révision, mais faut-il pour autant poursuivre une certaine « politique de l'autruche ». Gouverner c'est prévoir, c'est donc anticiper les problèmes qui ne manqueront de se poser alors que le projet de PLU prévoit de densifier l'habitat dans nos quartiers !*
2) *C'est d'ailleurs l'objet de ce second volet : alors que certaines communes refusent des logements nouveaux, l'Agglomération de Melun Val de Seine nous impose la construction de 300 logements*

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-20-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

supplémentaires soient 1000 à 1200 habitants nouveaux et ce, au détriment d'espaces préservés alors que l'urbanisation est arrivée à son terme depuis plusieurs années.

3) *Dans ce projet, et alors que nous pensons qu'il doit être une priorité, le développement économique est traité avec une grande timidité pour combattre le caractère de ville-dortoir souvent accolé à notre commune.*
4) *Si nous regardons avec un certain intérêt l'orientation d'aménagement et de programmation du quartier Camus, le PLU ne fixe aucune échéance quant à sa rénovation. Pendant ce délai qui, à notre avis, ne sera guère inférieur à 5 ans, même s'il y avait une volonté de faire vite mais ce n'est pas ce qui a été exprimé à l'instant, que deviendra l'école Camus dont l'état est très dégradé. Pendant ce temps-là, allons-nous investir dans l'école Camus pour pouvoir lui permettre de poursuivre sa vie ou bien dans l'objectif de reconstruction, va-t-on laisser un petit peu en l'état ces locaux ?*

Comme nous le disions l'an dernier, il reste matière à réfléchir ensemble dans la sérénité et avec le sens de l'intérêt général qui est notre seule préoccupation ».

<u>M. GUERIN</u> : « Quelques remarques sur la présentation. Le fait qu'il y ait ces OAP n'est pas l'effet du hasard. C'est que le PLH voté par la majorité de l'Agglomération a prévu 300 nouveaux logements et ce PLH a une échéance. Vous nous dites aujourd'hui, oui mais les OAP n'engagent pas grand-chose sauf qu'où fera-t-on les 300 logements en question ? Il y a bien une contradiction majeure entre le contenu du PLH (300 logements) sauf à ce que vous nous disiez que le PLH ne sera pas respecté. Mais dans ce cas, on pourrait se demander pourquoi les membres de la majorité de cette Commune qui participent à l'exécutif de l'Agglomération ont soutenu ce PLH ? Donc soit cela ne sera pas respecté dans ce cas, il y aurait une contradiction, soit ce sera respecté et dans ce cas, il faudra bien un certain nombre d'OAP qui débouchent. Et d'ailleurs, cette question n'a pas échappé à celles et ceux qui se préoccupent de questions d'urbanisme. J'en veux pour preuve Le Moniteur qui est le magazine lu par tous ceux qui comptent d'urbanistes, de constructeurs, de promoteurs et qui dans sa dernière édition datée du 16 février 2018 à sa page 30, indique dans Logements au Mée-sur-Seine (77) que la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine doit programmer, conformément aux directives du Plan Local de l'Habitat, la construction de 300 nouveaux logements sur la période 2016-2021.
Croyez bien celles et ceux qui lisent Le Moniteur, les abonnés, cela ne leur a pas échappé. Donc, vous allez avoir, je n'en doute pas auprès de la Mairie des interventions extrêmement nombreuses. Comme l'a dit Robert SAMYN par ailleurs, de quoi manque notre Commune aujourd'hui ? Est-ce qu'elle manque de logements ? La réponse selon nous est non. Ce n'est pas de cela que manque notre Commune. Si elle veut vivre sur plusieurs pieds c'est-à-dire être une Ville équilibrée, il faut qu'il y ait des activités, des établissements publics. Il faut qu'il y ait des logements, cela on les a. Il faut qu'il y ait des espaces verts et il faut qu'il y ait des activités économiques. Hors, c'est bien sur cette question des activités économiques qu'il y a une faiblesse majeure. Et ce que nous soulignons depuis plusieurs années, c'est que c'était l'occasion de réparer cette faiblesse. Le PLU n'y suffirait pas, je vous l'accorde mais si on ne consacre pas des espaces au développement économique et bien, il y a peu de chances. Ce n'est pas ce que vous avez dit sur l'activité mixte, résidentielle avec les pieds d'immeuble qui permettra de résoudre cette situation. Troisième point, c'est la question des espaces préservés et la récente crue de la Seine. Les inondations qu'a encore subies notre Commune sont là pour montrer combien il faut préserver également l'environnement pour qu'il y ait des lieux qui permettent de freiner l'urbanisation qui est l'une des causes des inondations à répétition. Et je voudrais avoir une pensée à ce moment-là pour tous ceux et pas seulement sur les quais chemin des Praillons qui ont galéré pendant ces semaines difficiles pour la deuxième fois en deux ans. Il faut préserver des espaces et ce qui est proposé ici, ce sont des espaces qui étaient préservés, de les consacrer à l'urbanisation. Vous nous dites pour nous rassurer, le bois de l'Etrier va être préservé. Mais j'ai souri quand vous avez dit cela. Vous n'étiez pas Conseiller Municipal à l'époque mais le bois de l'Etrier l'était en zone N jusqu'en 2011. Il était complètement protégé. Qui a décidé à l'époque de le passer en zone à urbaniser. C'est bien la majorité qui est ici présente. Nous, nous avions dénoncé cet état et nous l'avions demandé alors. Je ne vais pas me plaindre que maintenant cela revienne en zone N. Vous essayez de nous rassurer mais c'était à l'époque où il ne fallait pas le faire basculer en zone à urbaniser. Dernier petit point sur la question de la concertation et notamment sur la situation du secteur Camus. Je pense que, en l'ayant déjà dit en commission, cette concertation aurait été plus évidente pour tout le monde si vous n'aviez pas baptisé le secteur OAP Camus mais Camus-Charmettes parce que moi-même qui suis riverain, je ne suis pas concerné par le projet mais quand j'ai vu

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-20-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

Camus, cela ne m'a pas sauté aux yeux que l'avenue des Charmettes était également concernée. Alors aujourd'hui, vous dites, on pourra faire une nouvelle enquête et rencontrer les habitants au cours d'une soirée. Très bien mais ce qui aurait été le plus logique, c'est dans ce cas de décaler le vote de l'arrêté qui va être émis ce soir après la nouvelle concertation avec les habitants parce que chacun le comprend bien, ils vont être là dans une situation pour écouter mais les choix auront déjà été faits. Je ne doute pas également qu'ils se prononceront, qu'ils iront se rendre sur l'enquête publique. C'est très bien de faire une nouvelle étape de la concertation mais il eut été plus logique dans ce cas de décaler un tout petit peu l'arrêté qui nous est présenté aujourd'hui, de deux mois pour pouvoir écouter les habitants qui légitimement parce que quand on voit l'OAP qui est ici par rapport à ce que vous avez dit, il y a des parcelles dans lesquelles les pointillés passent quasiment au milieu donc pour eux, par rapport à ce que vous avez dit sur lesquelles il ne pourra pas y avoir de constructions, eux seront directement concernés. Je vous remercie ».

<u>M. BILLECOCQ</u> : « Sur le stationnement/déplacements, effectivement, les PLU n'ont pas vocation à traiter le sujet. Certes, on peut. N'oublions pas quelque chose qui va rejoindre la densification qui est après. Nous avons une gare RER. Toutes les villes qui en ont une ont une pression colossale pour construire. Il n'y a pas de mystère. Effectivement, on sait que le stationnement et les déplacements peuvent être gênants. Sont-ils dramatiques au Mée ? Certainement, il y a des endroits à améliorer. Il y a des lieux où l'on a des difficultés. Surtout si on les compare à vingt ans en arrière où toute une partie était plus que tranquille. Effectivement, il y a des complications. Sachez quand même que la loi et ce sont des lois qui n'ont pas été votées là, cela date de quelques années. On nous réduit ce que l'on peut imposer comme places de stationnement dans les constructions. Il faut le savoir. C'est-à-dire que maintenant, là où avant avec 60 m2, on avait une place. Maintenant, obligatoirement, c'est 90 m2. Vous multipliez par un grand nombre de logements. Maintenant, un promoteur qui va se cantonner à respecter la loi, va nous proposer encore moins de places de stationnement qu'avant à l'intérieur de l'enceinte de son territoire. Sachez que nous combattons au jour le jour à chaque fois pour essayer d'en obtenir plus. Et là, on va être obligé de le faire, d'en obtenir plus à l'intérieur des propriétés parce que vous savez comme moi, beaucoup de gens qui ont des places à l'intérieur des propriétés finissent presque toujours par mettre leur voiture devant chez eux parce qu'à l'intérieur de chez eux, ils ont souvent occupé l'espace autrement. Donc, effectivement, c'est un problème complexe. Le PLU n'est pas fait pour cela. Il y a un plan de déplacements qui est fait pour cela. L'esprit général est de dire qu'à l'avenir, un jour, il y aura moins de voitures. Je suis comme vous. Je ne suis pas convaincu que cela va être fait en cinq minutes et que donc, il y aura des moyens de transport différents. On partagera les voitures. On n'en aura plus autant par famille, etc. C'est possible. Aujourd'hui, on est forcé de constater que ce n'est pas le cas. Et donc, on vit dans un système où on nous pousse à dire : donner moins de place à la voiture parce que c'est l'avenir. Donc, on va être confronté au quotidien à cette difficulté. Je rejoins votre préoccupation mais le PLU n'avait pas vocation à résoudre cela.
Sur le développement économique que vous avez évoqué tous les deux, je l'avais dit rapidement tout à l'heure, dites-moi où on trouve un espace sur la Ville pour faire du développement économique en grand, une zone d'activités ? Nos zones d'activités sont pleines. On peut peut-être redensifier un peu en divisant encore quelques terrains. Alors après, il faudra faire un choix politique sérieux. On prend Pozoblanco ? On est sous les lignes à haute tension. On prend quelques parcs existants pour faire de l'activité économique ? Où mettez-vous une activité économique conséquente sur Le Mée ? La Ville du Mée a été programmée à une certaine époque et cela date ni de vous, ni de moi. Cela vient d'il y a très longtemps. D'une certaine manière, la Ville du Mée a été considérée qu'avec une gare RER, ce serait un dortoir dominant. On est un dortoir dominant. Quelles marges de manœuvre on a ? On a d'essayer d'introduire à chaque fois que l'on peut, un peu d'activités partout où l'on peut mais vous le savez comme moi, je vous défie de nous donner cinq hectares pour faire de l'activité au Mée.
Sur l'OAP Camus qui a fait beaucoup parler d'elle. Certes, nous aurions pu l'appeler OAP Camus-Abeilles-Charmettes-Bir-Hakeim. Je vous l'accorde. On a dit que c'était autour de Camus. On a pris un nom simple. On a dit route de Boissise, avenue Jean Monnet. On a dit carrefour rue des Lacs-avenue de l'Europe et on a dit Camus. On aurait pu mettre cinq noms parce qu'il fallait au moins en mettre cinq pour que cela couvre l'ensemble.
Sur l'aspect communication et le fait que vous disiez que l'on aurait pu décaler pour faire une réunion plus tôt. Je me permets de rappeler quand même qu'à ma connaissance, personne n'a contesté le fait que dans l'avenue des Charmettes, ce document a été distribué en début d'année et qu'il y a une pleine page qui parle

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-20-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

du PLU du Mée à l'horizon 2030. Encore faut-il avoir envie de le lire. Le dernier paragraphe, excusez-moi, je vais le lire. « Le dernier secteur est le plus ambitieux puisqu'il s'agit de réaménager à terme le quartier autour de l'école Camus. En effet, les liaisons et l'accès à l'école ainsi qu'au centre commercial ne sont pas facilités en raison de la présence de plusieurs impasses et les habitants se plaignent régulièrement des problèmes de sécurité routière d'où l'idée de repenser globalement le secteur, école comprise, pour améliorer sa qualité et son fonctionnement ». Cela peut passer inaperçu dans les boites aux lettres. Cela peut passer inaperçu en switch chez soi. Je l'admets et donc, je n'en veux absolument pas à qui que ce soit de s'être emparé du sujet, de s'être inquiété mais ne nous demandez pas maintenant de revoir une procédure qui a respecté tout ce qu'il fallait. La concertation, s'il y a peut-être eu un raté ne nous le mettez pas sur le dos car ce n'est pas parce que l'on a appelé le secteur Camus qu'il y avait une quelconque ambiguïté.
Contradiction entre le contenu du PLH et les objectifs. Oui peut-être. Un PLH, vous savez comme moi ce que c'est. Effectivement, cela fixe une ligne de conduite. Théoriquement, c'est six années, 2016-2021 où nous devrions avoir construit ces fameux 300 logements. Sachez quand même qu'au fil de l'eau, il en arrive régulièrement. Sachez aussi que vous avez dit en voir dans les OAP alors que je ne vous ai parlé que de deux groupes de 90. Il en manque 120. Où sont-ils ? Ils sont déjà localisés dans la Ville sur le PLU actuel. Il y a tout un tas d'endroits qui étaient déjà répertoriés aujourd'hui comme pouvant accepter cinq logements ici, dix là, etc. Comme c'était dans les règles actuelles et que le règlement actuel permettait de les faire, nous n'avons pas redessiné, nous n'avons pas redéfini ces secteurs. Le PLU actuel que nous reprenons intégralement dans ces endroits-là permet précisément de faire ces petits lots de construction supplémentaires. Nous sommes venus simplement préciser dans les espaces qui étaient identifiés comme devant recevoir de grandes quantités d'habitats. Nous sommes simplement venus dessiner la façon dont il fallait le faire si on le faisait. Là où je vous rejoins M. GUERIN, c'est qu'effectivement, il se peut très bien que rien ne se passe et que nous n'arrivions pas à tenir les objectifs du PLU mais l'avenir nous le dira. Que Le Moniteur reprenne, il faut savoir que c'est une revue qui s'adresse à des professionnels de la construction qui sont à l'affût de tous les projets qui peut y avoir partout tel que vous l'avez lu et donc tel qu'ils l'ont écrit. Ils ont simplement repéré parce qu'ils ont lu la presse avec un titre il n'y a pas longtemps qui disait 300 logements au Mée et une Mosquée. Ils ont retenu 300 logements et donc ils passent un article en disant au Mée-sur-Seine, l'Agglomération a décidé de faire 300 logements. Oui, on est taxé de 300 logements. On les fera peut-être. On ne le fera pas contre le gré des gens. Nous n'allons lancer aucune opération immobilière sur un terrain qui ne nous appartient pas. Soyons clair. Peut-être que le PLH ne sera pas respecté. S'il n'est pas respecté, ce sera comme ça. Il a été décidé. On verra si on l'atteint. Tous les ans, on en reçoit un peu. Cela m'étonnerait que l'on ait les 300 avant la fin des six années. C'est quasi sûr. Ni vous, ni moi ne pouvons maîtriser le flux potentiel de construction qui va se dessiner sur Le Mée.
Sur les espaces réservés, ne confondons pas le quai Lallia qui est déjà constructible aujourd'hui où il y a déjà eu des constructions, il y a déjà des immeubles, qui est la zone la plus hors d'eau des quais où nous disons simplement que s'il y a encore des immeubles qui viennent, on ne veut pas qu'ils soient trop grands. C'est tout ce que nous disons à cet endroit-là parce que le PLU actuel permettait d'en avoir. Nous fixons une hauteur limite. Ailleurs, tout est préservé. Chemin des Praillons qui est totalement inondé, vous y avez fait allusion et la Ville le sait bien puisque ses services ont été constamment sur place et pas seulement les services, pour aider les gens à s'en sortir dans tout ce quartier-là mais ils ne peuvent pas non plus empêcher la Seine de monter. Le chemin des Praillons, on y reviendra tout à l'heure avec un autre dossier. Il est inondé et toute la zone inondable qui se trouve entre le chemin des Praillons et la Seine, c'est une zone qui est non constructible, qui est un espace naturel sensible et d'ailleurs les gens qui malheureusement en ont fait l'expérience cette année d'avoir une maison à cet endroit-là, finissent par se décourager d'avoir une maison qui est en zone rouge du plan d'inondation. Quand on est en zone rouge, on sait qu'il y a de fortes chances malheureusement qu'un jour ou l'autre, on ait sa maison dévasté. Donc, nous préservons. Le seul endroit où le nouveau PLU conserve et il ne fait que conserver une zone d'emplacement protégée avec zone de préemption, c'est la zone des prairies du chemin des Praillons entre le chemin des Praillons et la Seine. Ça l'était déjà avant et vous allez voir dans cinq minutes dans un autre dossier dans lequel nous proposons d'acheter une parcelle qui est actuellement sous les eaux ».

<u>M. GUERIN</u> : « Trois remarques. Vous dites, on est taxé pour reprendre votre expression de 300 logements. Mais les 300 logements, ils ne tombent pas du ciel. C'est un vote de la Communauté d'Agglomération donc on n'est pas taxé. Il y a des élus ici, moi-même je ne l'ai pas voté à l'Agglomération, Mme Nathalie

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-20-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

DAUVERGNE-JOVIN ne l'a pas voté non plus à l'Agglomération, donc il y a bien des gens qui ont voté ces 300 logements. Deuxième remarque, mon incompréhension sur les activités économiques. C'est que l'on trouve des secteurs pour faire des logements et dans le même temps, on nous dit mais on ne trouve pas de secteurs pour les activités économiques. Je sais bien que l'on est au monde nouveau aujourd'hui. Je ne sais pas qui est dans le monde ancien, qui est dans le monde nouveau. Des activités économiques aujourd'hui, cela ne se résume pas à des zones d'activités de cinq hectares. Troisième point, parce que je crois que l'on s'est mal compris sur la préservation des espaces. Il y a les inondations sur les quais où il y a un certain nombre de bâtis mais on sait bien aujourd'hui qu'il faut qu'il y ait des espaces qui ne sont pas nécessairement en bord de Seine qui doivent être préservés même s'ils sont à quelques centaines de mètres parce que cela permet de maintenir de la biodiversité et d'accueillir une partie de l'humidité. Et en répondant par le biais de constructions parce que c'est bien des constructions, là où il n'y avait pas de constructions, il n'y avait pas du béton aux endroits où on va construire, et bien, on densifie bien là où il y avait, pour faire court, des arbres ».

<u>M. VERNIN</u> : « Pour revenir sur le PLH du Mée-sur-Seine, les objectifs sont relativement modestes quand on prend le PLH de l'Agglomération. Je n'ai plus les chiffres exacts mais Melun, c'est 3 000 logements, Dammarie-les-Lys, on est dans le même acabit. Donc, vous voyez deux communes importantes que l'on pourrait comparer au Mée-sur-Seine. Vaux-le-Pénil en a aussi un nombre important. Tout ceci vient aussi de règles nationales. L'Etat dans sa planification et c'est normal, la population française augmente, nous sommes 66 millions aujourd'hui, doit permettre à tout à chacun de trouver des logements. Qu'est-ce qui se passe ? et vous l'avez dit, nous sommes aujourd'hui dans une situation où il n'est plus question de grignoter les terres agricoles. On demande aux villes de se reconstruire sur elles-même. Ça c'est l'objectif que nous avons aujourd'hui. Michel BILLECOCQ le disait très justement, nous avons une Ville qui est très fortement urbanisée aujourd'hui et qui a un potentiel au niveau des voies de communication très fort. Il y a bien sûr l'automobile mais il y a surtout les trains, gares RER. Nous avons une gare routière donc ce sont des secteurs qui potentiellement doivent aussi contribuer à cette augmentation de logements. Alors, on en pense ce que l'on en veut mais c'est la règle. Les objectifs du Mée sont modestes et les élus du Mée qui ont défendu ce sujet ont demandé des objectifs modestes. Alors, il est vrai M. GUERIN, vous n'avez pas voté cet élément mais comme vous ne votez pas grand-chose non plus au sein de l'Agglomération ni au sein du Conseil Municipal. C'est vrai que l'on n'a pas besoin de reprendre les délibérations, je ne suis pas convaincu que vous ne l'avez effectivement pas voté. Donc, c'est un PLH avec des objectifs, je le répète qui sont modestes. On peut les contester mais c'est ainsi pour toutes les communes.
Je ne vous rejoins pas non plus sur les zones économiques, les zones artisanales ou industrielles. Il ne serait pas cohérent aujourd'hui de pouvoir implanter de l'activité économique importante sur des secteurs plutôt destinés à l'habitat. Dans les OAP que Michel BILLECOCQ a pu décrire ce soir, ce sont des zones où il y a de l'habitat. Comment voulez-vous imaginer une cohabitation sereine entre une zone du style de celle que l'on a aux Uzelles, par exemple, et de l'habitat si on prend l'OAP n°3, si ma mémoire est bonne, où il y a 4 hectares. Cela serait incohérent de proposer, d'implanter cet espace en destination économique. N'oublions pas non plus que nous vivons au-delà de nos frontières du Mée. Qu'aujourd'hui, nous sommes dans une Agglomération où l'organisation se pense beaucoup plus large qu'une commune. A ce titre d'ailleurs, dans quelques temps, je pense que l'on aura un PLUI c'est-à-dire Intercommunal. Cela va arriver. Cela nous sera imposé et on réfléchira non plus à l'échelle de notre commune mais on réfléchira à l'échelle d'un bassin de vie qui est notre Agglomération. Cela est inscrit. Un jour ou l'autre, cela va arriver. On est dans un espace, pas suspendu au milieu de nulle de part. On est dans un espace où l'activité économique existe sur cette Agglomération. Si on ne va pas très loin de chez nous, la zone industrielle de Vaux-le-Pénil ou des administrations très fortes comme la Préfecture ou le Conseil Départemental qui sont des administrations où il y a beaucoup de salariés, d'agents, tout ceci est dans nos frontières de bassin de vie. Je crois que ce PLU répond à ces objectifs. Il est vrai que toute décision peut être contestable. On peut avoir des avis différents et c'est tout à fait normal et logique. Mais il me semble que nous avons largement partagé en tous cas les réflexions ».

Le Conseil Municipal, par 25 voix pour et 5 voix contre (M. R. SAMYN, M. J.P. GUERIN, Mme N. DAUVERGNE-JOVIN, M. M. AYINA et Mme L. CADET), a pris la délibération suivante :

- **Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L.2121-29**

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-20-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

- **Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L.103-2 à L.103-6, L.104-1 à L.104-3, L.151-1 à L.153-30, R.151-1, 2°, R.104-28 à R.104-33, R.151-1 à R.151-53 et R.152-1 à R.153-21**
- **Vu le Schéma Directeur de la Région Île-de-France approuvé par Décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013**
- **Vu le Plan de Déplacements Urbains de la Région Île-de-France approuvé le 19 juin 2014**
- **Vu le Programme Local de l'Habitat de l'Agglomération Melun Val de Seine approuvé par Délibération du Conseil Communautaire du 26 octobre 2015**
- **Vu les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin de la Seine et des Cours d'eau côtiers normands arrêté le 1er décembre 2015**
- **Vu les objectifs de gestion des risques d'inondation définis par le Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN) de la Vallée de la Seine de Samoreau à Nandy approuvé par Arrêté préfectoral n°02 DAI URB 182 du 31 décembre 2002**
- **Vu le Schéma Régional de Cohérence Ecologique approuvé par le Conseil Régional du 26 septembre 2013 et adopté par Arrêté n°2013/294-0001 du Préfet de Région le 21 octobre 2013**
- **Vu la Délibération du 29 septembre 2016 prescrivant la révision du Plan Local d'Urbanisme, définissant les objectifs poursuivis et fixant les modalités de la concertation**
- **Vu le débat sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable ayant eu lieu au sein du Conseil Municipal, le 29 mars 2017**
- **Vu le bilan de la concertation présenté par Monsieur le Maire**

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire

Le Conseil Municipal,
Après en avoir débattu et délibéré,

DECIDE
Article 1er : d'approuver le bilan de la concertation présenté par Monsieur le Maire et dont les modalités d'organisation et les résultats sont précisés dans le document joint en annexe à la présente délibération.

Article 2 : d'arrêter le projet de Plan Local d'Urbanisme, tel qu'il est annexé à la présente délibération.

Article 3 : le projet de Plan Local d'Urbanisme sera soumis, pour avis :
au Préfet du Département de Seine-et-Marne,
au Président du Conseil Régional d'Ile-de-France,
au Président du Conseil Départemental de Seine-et-Marne,
au Président de l'autorité organisatrice des transports,
au Président de la Communauté d'Agglomération de Melun Val de Seine,
au Président de la Communauté d'Agglomération de Melun Val de Seine, service habitat,
aux Présidents des Etablissements Publics chargés de l'élaboration, de la gestion et de l'approbation des Schémas de Cohérence Territoriale limitrophes,
au Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Seine-et-Marne,
au Président de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de Seine-et-Marne,
au Président de la Chambre d'Agriculture de la Seine-et-Marne,
à la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers,

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-20-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

aux Communes limitrophes suivantes : Boissise-la-Bertrand, Boissettes, Vert-saint-Denis, Melun, Dammarie-lès-Lys.

Article 4 :
Le projet de PLU tel qu'arrêté par le Conseil Municipal, est tenu à la disposition du public en mairie.
La présente délibération sera notifiée au Préfet et affichée pendant un mois en mairie.
Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le Département.
Elle sera, en outre, publiée au recueil des actes administratifs de la Commune.

2018DCM-02-50 – APPROBATION DE LA CONVENTION UNIQUE ANNUELLE RELATIVE AUX MISSIONS OPTIONNELLES DU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE SEINE-ET-MARNE

Monsieur Franck VERNIN a rappelé que ces dernières années, le Centre de Gestion de Seine-et-Marne a développé les missions facultatives pour proposer une gamme toujours plus large de réponses aux besoins des Collectivités. Mais, se faisant, le Centre de Gestion a aussi multiplié les différentes conventions d'adhésion proposées aux Villes dont Le Mée-sur-Seine. Pour simplifier les démarches d'adhésion en 2018, le Centre de Gestion et son Conseil d'Administration ont validé le 10 octobre 2017, le principe d'un conventionnement unique, matérialisé par une convention « support », préalable à l'accès d'un grand nombre de prestations proposées.

Il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer cette convention unique. Ensuite, les services pourront, en fonction des besoins, faire appel au Centre de Gestion pour un accompagnement, dans la limite des services proposés dans ladite convention.

Le Centre de Gestion souhaite faciliter, ainsi, le recours à ses prestations en matière de :
- conseils statutaires sur la carrière du fonctionnaire ;
- expertise en Hygiène et Sécurité ;
- maîtrise du handicap et de l'inaptitude physique ;

Pour information, la Ville a recours à ces domaines de compétences, lorsque nous sollicitons le Centre de Gestion, par exemple, de :
- calculer des droits à allocation retour à l'emploi des agents en fin de contrat ;
- reconstituer une carrière pour un fonctionnaire ;
- dispenser des formations en matière d'hygiène et sécurité ;
- visiter les locaux et déterminer l'état d'application des règles en hygiène et sécurité ;
- accompagner un projet de reclassement pour inaptitude physique d'un agent ;

Aussi, il est proposé au Conseil Municipal :
- d'approuver la convention unique pour l'année 2018 relative aux missions optionnelles du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Seine-et-Marne,
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer ledit document cadre et ses éventuels avenants.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, a pris la délibération suivante :

- **Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment en son article L. 2121-29**
- **Vu la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment les articles 22, 23-I, 24 alinéa 2 et 25**

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-20-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

- **Vu la Délibération du Conseil d'Administration du Centre de Gestion de Seine-et-Marne du 10 octobre 2017 approuvant les termes de la convention unique annuelle relative aux missions optionnelles du Centre de Gestion de Seine-et-Marne**
- **Vu la Convention unique annuelle relative aux missions optionnelles du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Seine-et-Marne**
- **Vu l'avis de la Commission finances et administration générale du 6 février 2018**
- **Considérant la Loi du 26 janvier 1984 qui prévoit le contenu des missions optionnelles que les Centres de Gestion de la Fonction Publique Territoriale sont autorisés à proposer aux collectivités affiliées ou non affiliées de leur Département**
- **Considérant que ces missions sont détaillées aux articles 23-I, 24 alinéa 2 et 25 de la Loi précitée : que leur périmètre couvre les activités de gestion des archives communales, de conseils et formations en matière d'hygiène et sécurité, de gestion du statut de la Fonction Publique Territoriale, de maintien dans l'emploi des personnels inaptes, d'application des règles relatives au régime de retraite CNRACL**
- **Considérant que l'accès libre et révocable de la collectivité à ces missions optionnelles suppose néanmoins un accord préalable valant approbation**
- **Considérant que le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Seine-et-Marne en propose l'approbation libre et éclairée au moyen d'un seul et même document cadre, dénommé « convention unique »**
- **Considérant que ce document juridique n'a de portée qu'en tant que préalable à l'accès à une, plusieurs ou toutes les prestations optionnelles proposées en annexes**
- **Considérant que la collectivité cocontractante n'est tenue par ses obligations et les sommes dues, qu'avec la due production d'un bon de commande ou bulletin d'inscription, aux prestations de son libre choix, figurant en annexes**

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,

APPROUVE la convention unique pour l'année 2018 relative aux missions optionnelles du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Seine-et-Marne.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ledit document cadre et ses éventuels avenants.

2018DCM-02-60 – AUTORISATIONS DE DÉPENSES D'INVESTISSEMENT AVANT LE VOTE DU BUDGET PRIMITIF (BP) 2018

Monsieur le Maire a rappelé que l'article L.1612-1 du Code général des collectivités locales autorise l'Autorité territoriale d'engager, liquider et mandater des dépenses d'investissement dans la limite de 25% du budget précédent. Dans le cadre des engagements pris par la Ville du Mée-sur-Seine et des opérations en cours, et dans l'attente du vote du BP 2018 qui aura lieu en mars, il est demandé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à utiliser des crédits pour l'opération suivante :

Opération	Chapitre	Article	Montant
Remplacement d'un véhicule de tourisme suite à un vol	21	2182	15 000 €

Il est précisé que ces crédits, d'un montant total de 15 000 €, seront repris au BP 2018.

Cette délibération annule et remplace la délibération prise en décembre 2017 qui ne précisait pas l'article budgétaire d'imputation.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, a pris la délibération suivante :

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-20-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

- **Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment en ses articles L.1612-1 permettant au Maire, jusqu'à l'adoption du budget et sur autorisation du Conseil Municipal d'engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent et, L. 2121-29**
- **Considérant les opérations concernées qui pourraient donner lieu à des engagements et des mandatements préalablement au vote du budget, en dehors des restes à réaliser repris sur l'exercice 2018**
- **Vu l'avis de la Commission finances et administration générale du 6 février 2018**

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,

DECIDE

Dans l'attente de l'adoption du Budget Primitif 2018 d'ouvrir des crédits d'investissement pour réaliser l'exécution comptable de l'opération suivante :

Opération	Chapitre	Article	Montant
Remplacement d'un véhicule de tourisme suite à un vol	**21**	**2182**	**15 000 €**

DIT que les crédits précités seront repris au Budget Primitif de l'exercice 2018.

2018DCM-12-70 – DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2018

Monsieur Franck VERNIN a rappelé que la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire est obligatoire dans les communes de plus de 3 500 habitants (article L 2312-1 du Code général des collectivités territoriales). Une délibération sur le budget non précédée de ce débat est entachée d'illégalité et peut entraîner l'annulation du budget (TA Versailles, 28 décembre 1993, Commune de Fontenay-le-Fleury).

Le débat doit avoir lieu dans les deux mois précédant l'examen du budget primitif. Il peut avoir lieu à tout moment à l'intérieur de cette période.

Le DOB n'a aucun caractère décisionnel. Sa teneur doit néanmoins faire l'objet d'une délibération afin que le représentant de l'Etat puisse s'assurer du respect de la loi.

L'article 107 de la Loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (Loi NOTRe) a créé de nouvelles dispositions relatives à la transparence et la responsabilité financières des collectivités territoriales. Elle a modifié l'article L. 2312-1 du CGCT en complétant les éléments de forme et de contenu du Débat d'Orientation Budgétaire. Le support à la discussion du DOB 2017 du Mée-sur-Seine tient compte du Décret n°2016-841 du 24 juin 2016 relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientation budgétaire, notamment en incluant de manière obligatoire dans les communes de plus de 10 000 habitants des informations relatives à la structure des effectifs, aux dépenses de personnel et à la durée effective du travail.

M. VERNIN : « On va vous faire la projection d'un diaporama synthétique pour pouvoir suivre la présentation ».

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-20-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

Rapport d'Orientation Budgétaire 2018
Le Mée-sur-Seine

Séance du Conseil Municipal du 15 février 2018

Introduction

Préalablement au vote du budget primitif, le débat d'orientation budgétaire (DOB) permet de discuter des orientations budgétaires de la collectivité et d'informer sur sa situation. Sa tenue est obligatoire dans les Communes de plus de 3 500 habitants et doit avoir lieu dans les 2 mois précédant le vote du budget primitif par le Conseil municipal.

L'article 107 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRE) a créé de nouvelles dispositions relatives à la transparence et la responsabilité financières des collectivités territoriales. Elle a modifié l'article L .2312-1 du CGCT en complétant les éléments de forme et de contenu du débat d'orientations budgétaires. Le support à la discussion du DOB 2018 du Mée-sur-Seine tient compte du décret n°2016-841 du 24 juin 2016 relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientation budgétaire, notamment en incluant de manière obligatoire dans les communes de plus de 10 000 habitants des informations relatives à la structure des effectifs, aux dépenses de personnel et à la durée effective du travail.

Comme en 2017, une présentation de ce rapport support au DOB sera faite en séance plénière des Conseils de quartier après débat au Conseil Municipal.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-20-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

Table des matières

1. Les priorités politiques du mandat 21
Une Ville tournée vers la mutualisation : 21
Un objectif de désendettement clair : 22
2. Le contexte économique et réglementaire du Budget Primitif 2018 22
2.1. Une croissance en zone euro en cours de consolidation 22
2.2. La situation économique de la France présente des signaux positifs 23
Une croissance régulière malgré le retour de l'inflation 23
Le maintien de bonnes conditions de crédits 23
Une lente consolidation budgétaire 24
2.3. Les principales dispositions de la loi de programmation des finances publiques (LPFP) pour 2018 à 2020 et la loi de finances initiale (LFI) pour 2018 24
Contractualisation avec l'Etat sur la maîtrise des dépenses de fonctionnement et le désendettement : 25
Les autres dotations, la DPV et l'aide à l'investissement : 26
Le dégrèvement de la taxe d'habitation : 27
3. Les grands équilibres financiers de la Ville du Mée-sur-Seine de 2015 à 2017 27
3.1. L'évolution du résultat global 28
Focus sur l'évolution de la section de fonctionnement de 2015 à 2017 : 29
3.2. Ressources de fonctionnement 30
3.2.1. Dotations et fiscalité reversée 30
3.2.2. Fiscalité directe 31
3.2.3. Le produit des services : le chapitre 70 33
3.2.4. Autres recettes de gestion : le chapitre 75 33
3.3. Des dépenses de fonctionnement maîtrisées : 33
4. Un programme d'investissement qui continue d'être ambitieux après le PRU n°1 36
L'équilibre de la section d'investissement 2018 : 37
5. Prévision de l'évolution de la section de fonctionnement jusqu'en 2020 : 38
Focus sur le fonctionnement 2018 39
6. Fiscalité locale 39
7. Endettement 40

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-20-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

1. Les priorités politiques du mandat

En 2017, 5 objectifs liés à des dépenses d'investissement avaient été fixés :

1. la réouverture de la crèche Diabolo a été effective à la rentrée de septembre 2017. 45 enfants de moins de 3 ans sont accueillis par les 17 agents de la crèche qui trouvent ici de bien meilleures conditions de travail. Les nouveaux locaux ont été aménagés pour un fonctionnement en âges mélangés.

2. la réouverture de la Maison des associations. Depuis cet automne, la structure offre des conditions optimales pour une vie associative riche. Une réflexion afin d'en améliorer la gestion administrative est menée.

3. le regroupement du BIJ avec l'Espace jeunesse dans des locaux adaptés. Ce projet visant à faciliter les passerelles entre les 2 structures s'est clôturé par une fête organisée par les services municipaux travaillant à destination des publics familles, enfance et jeunesse le 6 octobre 17.

4. La poursuite d'objectifs proposés par l'Agenda 21 : liaisons douces, jardins familiaux. 2017 aura également été l'année de l'ouverture du parc Fenez inauguré le jour de la fête de la musique le 21 juin. A ce jour, l'association support du fonctionnement des jardins familiaux est en cours de création. La convention de mise à disposition des jardins à l'association fera l'objet d'une prochaine délibération.

5. La sécurité avec la poursuite d'installation de caméras et la sécurisation des écoles :
   La caméra 20 qui donne sur le parking de Plein Ciel a été installée fin 2017. En février, deux caméras sont en cours d'installation : l'une derrière les commerces de Plein ciel (Allée de Plein Ciel), l'autre sera située Avenue Maurice Dauvergne – Pont du contournement de Melun – Secteur Plein Ciel. En mars, la 25ème et la 26ème caméra seront en service à l'angle de la Route de Boissise / Avenue du Vercors et Avenue Maurice Dauvergne à l'arrière du poste de Police Municipale.
   En février, le Centre de Supervision Urbain sera également mis à niveau avec une extension de la durée de visionnage des images qui sera portée à 30 jours.

Une Ville tournée vers la mutualisation :

La Ville du Mée-sur-Seine participe depuis l'origine à la Direction Mutualisée des Systèmes d'Information (DMSI) portée par la Communauté d'Agglomération Melun Val-de-Seine. Elle cherche, dès qu'une possibilité se présente, à poursuivre cet effort de mutualisation qui s'est concrétisé cette année par la signature d'une convention de mutualisation avec la Ville de Melun sur l'organisation du salon des seniors.
Un travail est également en cours sur une nouvelle configuration de l'enseignement musical et de la danse sur le territoire méen de concert avec Melun et Vaux-le-Pénil.

En ce qui concerne les conséquences des compétences obligatoires de notre intercommunalité, le transfert des 2 zones d'activités économiques à la CAMVS ainsi que du Programme de Réussite Educative qui était porté par notre CCAS sera effectif au 1er janvier 2018. Les 2 agents référents de parcours PRE sont donc agents de la CAMVS depuis le 1er janvier 2018.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-20-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

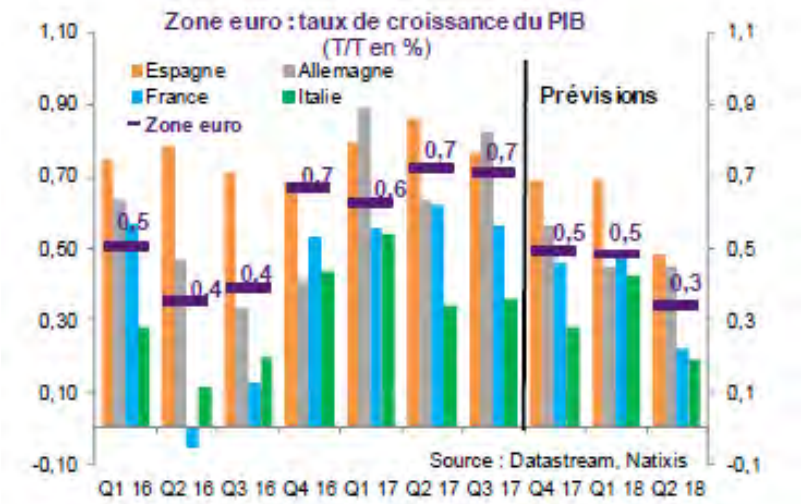
Un objectif de désendettement clair :

A l'instar des années précédentes, les recettes attendues en 2018 nécessitent des arbitrages importants en matière de dépenses afin de continuer à investir tout en nous désendettant jusqu'à la fin du mandat. A ce jour, les notifications de nos principales recettes de fonctionnement (DGF dont dotation forfaitaire et DSU, FSRIF) ne nous sont pas parvenues. Les projections faites suite à la loi de finances pour 2018, laissent présager pour la Ville du Mée-sur-Seine un maintien de ses dotations. Les taux de fiscalité resteront donc inchangés cette année encore.

2. Le contexte économique et réglementaire du Budget Primitif 2018

2.1. Une croissance en zone euro en cours de consolidation

La reprise de la croissance en zone euro se consolide. Elle accélère depuis fin 2016, dépassant depuis début 2017 son niveau moyen observé entre 1995 et 2008. Les 19 pays de la zone euro profitent de l'amélioration conjoncturelle, affichant tous une croissance positive comprise au 3ème trimestre 2017 entre 0,25% (Belgique) et 1,7% (Luxembourg). Parmi les 4 grands pays de la zone euro, l'Espagne (+ 0,8% T/T) et l'Allemagne (+ 0,8% T/T) demeurent en tête tandis que la France (+ 0,6% T/T) et l'Italie (+ 0,4% T/T) affichent une croissance plus modérée mais néanmoins régulière depuis 4 trimestres.
D'après les indicateurs avancés, l'activité demeure relativement bien orientée, même si un léger ralentissement est attendu à l'horizon de fin 2018. La consommation privée portée par l'accélération des créations d'emploi devrait demeurer le principal moteur de la croissance en dépit du retour de l'inflation à 1,5% depuis fin 2017.
Au-delà, la crise catalane comme le Brexit rappellent à quel point les risques politiques ne sauraient être négligés. Tant les suites des élections catalanes de décembre que les législatives italiennes de mars 2018 méritent attention, sans négliger la volatilité que pourrait induire l'imprévisibilité de Donald Trump. A l'inverse, les principales économies émergentes et notamment la Chine semblent évoluer plus favorablement, réduisant d'autant l'incertitude qu'elles pourraient générer sur l'environnement international.

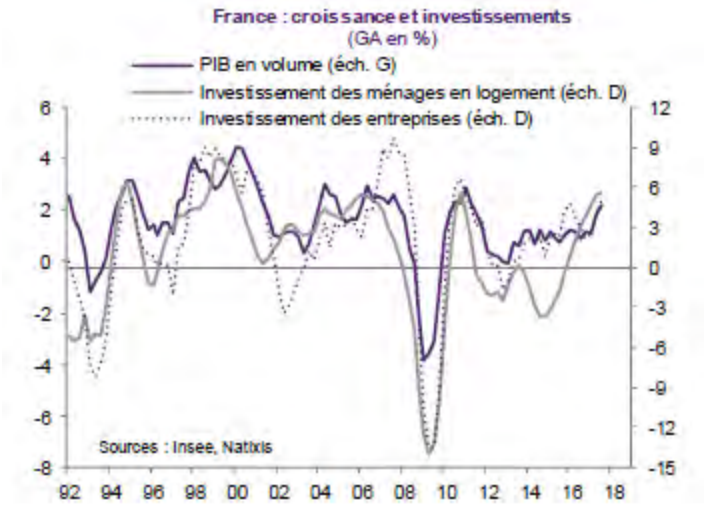


Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-20-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

2.2. La situation économique de la France présente des signaux positifs

Une croissance régulière malgré le retour de l'inflation

A l'instar de la zone euro, la croissance française continue de bénéficier de certains facteurs favorables malgré le retour de l'inflation.
En dépit d'un ralentissement de mai à juillet 2017, l'inflation poursuit sa remontée progressive portée par le rebond des prix du pétrole, de sorte qu'en moyenne l'inflation (Indice des prix à la consommation) a atteint 1% en 2017, un niveau bien supérieur à 2016 (0,2%), mais qui demeure modéré et ne pèse que faiblement sur le pouvoir d'achat. L'inflation devrait légèrement diminuer début 2018 en raison d'un effet de base avant de reprendre sa progression. En moyenne elle atteindrait 1,2% en 2018.
Après s'être fortement apprécié passant de 1,05 fin 2016 à 1,21 mi-janvier 2018, le taux de change euros/dollars devrait repartir légèrement à la baisse avant de renouer avec son niveau actuel, défavorable à la compétitivité des entreprises françaises. Néanmoins, à l'instar des pays de la zone euro, la France bénéficie de la reprise du commerce international, les exportations accélérant à 3,3% en glissement annuel au 3ème trimestre. Pour autant le déficit commercial devrait continuer de se creuser car les importations demeurent plus dynamiques que les exportations, la production domestique peinant à répondre à l'augmentation de la demande totale.



Le maintien de bonnes conditions de crédits

Après avoir été assouplies mi-2016, les conditions d'octroi de crédit se sont très légèrement resserrées pour les entreprises comme pour les ménages en 2017, les taux d'intérêt des crédits au logement remontant légèrement en fin d'année.
Bénéficiant toujours de conditions de financement favorables (faiblesse des taux d'intérêt, réduction d'impôt du régime Pinel, prêts à taux zéro) en dépit de la légère remontée des taux d'intérêt, la demande de crédit des ménages pour l'habitat a connu une forte accélération au premier semestre, ralentissant au 3ème trimestre en raison notamment des moindres renégociations. A contrario, la demande de crédit des entreprises a poursuivi son accélération au même moment.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-20-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

Une lente consolidation budgétaire

Selon les dernières statistiques disponibles, le redressement des finances publiques en 2016 a été de 3,4% du PIB, contre 3,3% initialement envisagé dans la loi de programmation des finances publiques (LPFP), grâce à une croissance contenue des dépenses, les prélèvements obligatoires étant restés stables (à 44,4%) en 2016.

Le premier projet de loi de finances du quinquennat du nouveau gouvernement réaffirme la volonté de respecter les engagements européens en matière de finances publiques en abaissant le déficit public en dessous du seuil de 3% du PIB à - 2,9% en 2017.

Plus généralement, le gouvernement s'est fixé comme objectifs entre 2018 et 2022 de réduire simultanément le niveau des dépenses publiques de 3 points de PIB et le taux des prélèvements obligatoires d'un point de PIB afin d'abaisser le déficit public de 2 points de PIB et la dette de 5 points de PIB.

2.3. Les principales dispositions de la loi de programmation des finances publiques (LPFP) pour 2018 à 2020 et la loi de finances initiale (LFI) pour 2018

La LPFP marque de son empreinte les premières mesures budgétaires décisives pour les collectivités locales du nouveau quinquennat.

La LFI quant à elle, outre une série d'ajustements techniques notamment sur les modalités du financement de la péréquation, elle prévoit :

- Le dégrèvement de la taxe d'habitation pour 80% des redevables et la confirmation de la compensation intégrale des dégrèvements par l'Etat. Ce dispositif s'étalera sur 3 ans
- Le remplacement des mesures des réductions de la DGF pratiqué ces dernières années au titre de la contribution des collectivités locales au déficit public par un pilotage annuel et pluriannuel des finances locales.

La LPFP demande aux collectivités de porter largement le désendettement public du quinquennat. A terme, l'objectif est de réaliser 13 milliards € d'économies pour ramener la dette des collectivités à 5,8 points de PIB en 2022 au lieu de 8,7 points en 2017.

Les collectivités locales les plus importantes devront ainsi dégager 0,7 point de PIB (0,1 aujourd'hui) d'excédent budgétaire en 2022 (soit 19,5 milliards d'€). Pour atteindre cet objectif, leurs dépenses de fonctionnement devront baisser de 1,1 point de PIB sur l'ensemble du quinquennat et leurs besoins de financement diminuer. Leur endettement est aussi placé sous surveillance rapprochée puisqu'une nouvelle règle prudentielle définit une trajectoire d'amélioration de la capacité de désendettement pour les plus endettées.

En dépit de ces mesures, l'ambition affichée est aussi de ne pas pénaliser l'investissement. Les aides dont les collectivités devraient bénéficier à hauteur de 10 milliards sur un total de 57 du grand plan

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-20-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

d'investissement sur la période 2018-2022 lancé par le Gouvernement en septembre 2017 contribueraient à les soutenir.
La contribution des collectivités locales au solde des administrations publiques pour l'année 2022 est fixée à 13 milliards €. Cet objectif nécessite une diminution annuelle du besoin de financement des collectivités (différence entre emprunts et remboursements de la dette) de 2,6 milliards €.
Cette contribution doit être supportée sur les seules dépenses de fonctionnement dont l'évolution doit être appréciée en fonction d'une **trajectoire tendancielle de la dépense locale fixée à 1,2% par an. Cette évolution s'entend inflation comprise.**

Contractualisation avec l'Etat sur la maîtrise des dépenses de fonctionnement et le désendettement :

Les régions, les collectivités de Corse, de Martinique et de Guyane, les départements, la métropole de Lyon, mais aussi les EPCI à fiscalité propre et les communes dont les dépenses réelles de fonctionnement dépassent 60 millions € (sur la base du compte de gestion 2016 du budget principal) doivent conclure un contrat avec le représentant de l'Etat. Les collectivités concernées s'engagent à maintenir l'augmentation de leurs dépenses de fonctionnement sous le seuil des 1,2%.
Les autres communes et EPCI à fiscalité propre peuvent également le faire sur la base du volontariat.
Ce contrat, conclu au plus tard à la fin du 1er semestre 2018 pour une durée de 3 ans, détermine les objectifs d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement et du besoin de financement du budget principal, ainsi que les modalités permettant de les respecter.

De plus, si la capacité de désendettement du budget principal dépasse en 2016 un plafond national de référence (12 ans pour les communes aux DF>60 millions d'€). Dans cette situation, les collectivités concernées doivent intégrer à leur contrat une «trajectoire d'amélioration de la capacité de désendettement».

La LPFP prévoit donc à l'horizon 2022 :

- **Une baisse de plus de 3 points de PIB de la dépense publique**
- **Une diminution d'1 point du taux de prélèvements obligatoires**
- **Une diminution de 5 points de PIB de la dette publique**

Fin de la baisse de la DGF au titre du redressement des comptes publics :
Il convient néanmoins de noter que la dotation forfaitaire d'une commune continue de fluctuer en fonction de l'évolution de sa population et, le cas échéant, du dispositif d'écrêtement mis en place pour financer, en complément de la baisse des variables d'ajustement, la hausse des dotations de péréquation (DSU et DSR).
Pour rappel, l'écrêtement s'applique aux communes dont le potentiel fiscal par habitant est supérieur à 75% du potentiel fiscal moyen par habitant. Cette minoration est plafonnée depuis 2017 à 4% de la dotation forfaitaire de l'année précédente. Le Mée-sur-Seine ne verra pas sa DGF écrêtée en 2018.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-20-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

Les autres dotations, la DPV et l'aide à l'investissement :

Dotation de soutien à l'investissement public local :

Créée en 2016 puis reconduite en 2017, cette dotation est pérennisée et nommée Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL).
D'un montant de 615 millions € en 2018 (-201 M€, soit -25 % par rapport à la LFI 2017), elle est consacrée à de grandes priorités d'investissement identiques à l'année passée*auxquelles s'ajoutent les bâtiments scolaires pour permettre aux communes en REP+ de financer les investissements nécessaires au dédoublement des classes de CP et CE1.
Cette part de la dotation sera inscrite en section d'investissement. Par dérogation, 10% maximum de la dotation pourra être inscrite en section de fonctionnement au titre d'étude préalable ou de dépenses de fonctionnement de modernisation.

*rénovation thermique, transition énergétique, développement des énergies renouvelables, mise aux normes et sécurisation des équipements publics, développement d'infrastructures en faveur de la mobilité ou construction de logements, développement du numérique et de la téléphonie mobile, réalisation d'hébergements et d'équipements publics rendus nécessaires par l'accroissement du nombre d'habitants.

Dotation politique de la ville (DPV) :

En 2018, son montant reste stable à 150 millions d'€.
De plus, la LFI élargit le périmètre des bénéficiaires. Sont éligibles à la DPV les 250 communes de plus de 10 000 habitants les plus défavorisées auxquelles s'ajoutent toutes les communes de moins de 10 000 habitants éligibles à la dotation de solidarité urbaine (DSU).

Un rythme de progression plus modéré des dotations de péréquation :

En millions €	Montants 2018	Hausse 2018/2017
GROUPEMENTS		
DGF / Dotation de Péréquation	1 535	–
COMMUNES		
Dotation nationale de péréquation	794	–
Dotation de Solidarité Urbaine	2 201	+ 110
Dotation de Solidarité Rurale	1 512	+ 90
DÉPARTEMENTS		
Dotation de Péréquation (DPU et DFM*)	1 493	+10
FDPTP**	324	–
TOTAL PÉRÉQUATION VERTICALE	7 839	+ 210

** Dotation de péréquation urbaine et dotation de fonctionnement minimale*

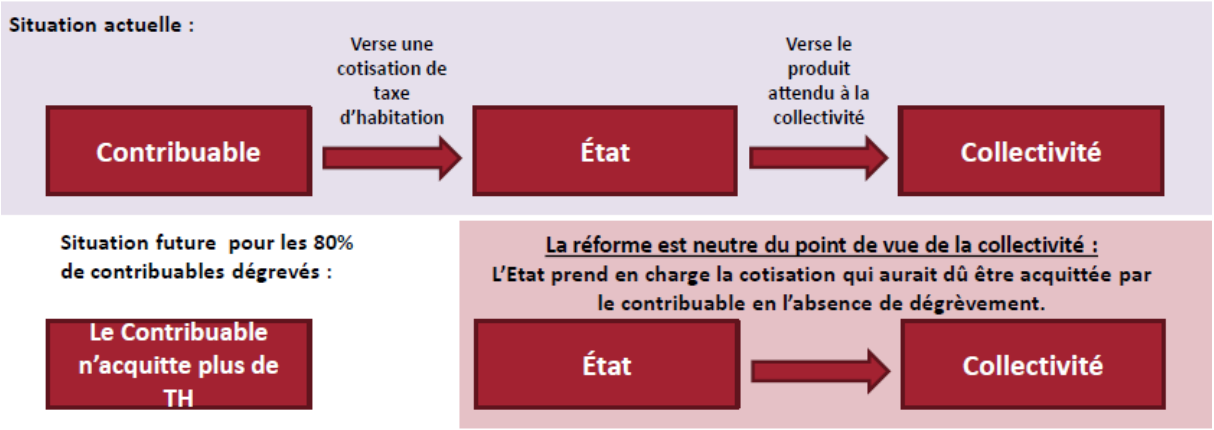
*** Fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle*

Le FPIC (fonds de péréquation intercommunal et communal) qui assure la redistribution des ressources des ensembles intercommunaux les plus favorisés vers les plus défavorisés reste abondé à 1 milliard d'€ comme depuis 2016.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-20-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

Le FSRIF (fonds de solidarité des communes de la Région Ile-de-France) passe de de 310 à 330 millions d'€.

Le dégrèvement de la taxe d'habitation :



La prise en charge de l'Etat correspondra à une réduction de la cotisation des contribuables de 30% dès 2018, puis 65% en 2019 et 100% à compter de 2020.

Profil du contribuable	**Revenu fiscal de référence pour bénéficier d'un dégrèvement intégral**
Personne seule	27 000
Couple sans personne à charge	43 000
Couple avec 1 enfant	49 000
Couple avec 2 enfants	55 000
Couple avec 3 enfants	67 000
Famille monoparentale avec 1 enfant	35 000
Famille monoparentale avec 2 enfants	43 000
Famille monoparentale avec 3 enfants	55 000

3. Les grands équilibres financiers de la Ville du Mée-sur-Seine de 2015 à 2017

La structure de ses recettes rend la Ville particulièrement dépendante de l'évolution des dotations et des subventions.

Le Compte Administratif n'ayant pas encore été voté, les chiffres concernant 2017 sont provisoires.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-20-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

3.1. L'évolution du résultat global

	Libellé	2015	2016	2017
Fonct.	A Recettes de l'exercice	30 791 071,24	30 533 152,13	32 328 847,44
	B Dépenses de l'exercice	27 548 287,45	28 143 961,53	29 597 880,13
	A-B Résultat de l'exercice	3 242 783,79	2 389 190,60	2 730 967,31
	C Excédent de fonctionnement reporté 002	1 030 120,00	2 355 797,95	2 141 766,60
	A-B+C Résultat de clôture de fonctionnement	4 272 903,79	4 744 988,55	4 872 733,91
Invest.	Recettes de l'exercice	5 834 821,42	7 259 029,16	6 302 132,35
	Dépenses de l'exercice	10 062 381,68	6 714 649,29	6 586 348,70
	Résultat de l'exercice	- 4 227 560,26	544 379,87	- 284 216,35
	Déficit/excédent d'investissement reporté 001	1 174 946,35	- 3 052 613,91	- 2 508 234,04
	Résultat de clôture d'investissement	- 3 052 613,91	- 2 508 234,04	- 2 792 450,39
	Restes à réaliser en dépenses	3 284 598,93	2 334 928,28	2 148 446,68
	Restes à réaliser en recettes	4 420 107,00	2 239 940,37	1 781 535,37
	Soldes des restes à réaliser	1 135 508,07	- 94 987,91	- 366 911,31
	Financement de l'investissement	- 1 917 105,84	- 2 603 221,95	- 3 159 361,70
	Résultat global de clôture	2 355 797,95	2 141 766,60	1 713 372,21

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-20-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

Focus sur l'évolution de la section de fonctionnement de 2015 à 2017 :

CHAPITRE	LIBELLE	CA 2015	CA 2016	CA 2017
011	Charges à caractère général	6 274 460	6 619 135	6 771 944
012	Charges de personnel et frais assimilés	18 163 279	18 265 954	18 098 541
65	Autres charges de gestion courante	1 344 964	1 393 276	1 698 042
66	Charges financières	1 027 623	962 682	873 378
67	Charges exceptionnelles	10 183	20 896	158 634
	TOTAL DEPENSES REELLES	26 820 509	27 261 943	27 600 539

CHAPITRE	LIBELLE	CA 2015	CA 2016	CA 2017
013	Atténuations de charges	310 009	455 266	401 235
70	Produits des services, du domaine…	1 841 920	1 918 209	1 954 590
73	Impôts et taxes	13 462 656	13 765 705	14 196 729
74	Dotations et participations	14 434 032	13 795 905	14 106 466
75	Autres produits de gestion courante	380 450	318 229	488 959
77	Produits exceptionnels	361 324	275 265	1 180 168
	TOTAL RECETTES REELLES	30 790 391	30 528 579	32 328 147

	CA 2015	CA 2016	CA 2017
CAF brute	3 969 882	3 266 636	4 727 608
Annuité capital	2 207 717	2 228 116	2 066 613
CAF nette	1 762 165	1 038 520	2 660 995

Encours de la dette au 1er janvier	*30 093 773*	*27 886 834*	*26 320 084*
Capacité de désendettement (ans)	*8*	*9*	*6*

<u>M. VERNIN</u> : « Vous constaterez que l'on se désendette tous les ans d'environ 2 millions. Je rappelle l'objectif qui était le nôtre, c'est d'arriver à la fin du mandat à un endettement qui soit d'environ 20 millions sachant que nous étions partis en début de mandat à à peu près 30 millions. Cela s'expliquait essentiellement par le financement du Programme de Rénovation Urbaine ».

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-20-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

3.2. Ressources de fonctionnement

3.2.1. Dotations et fiscalité reversée

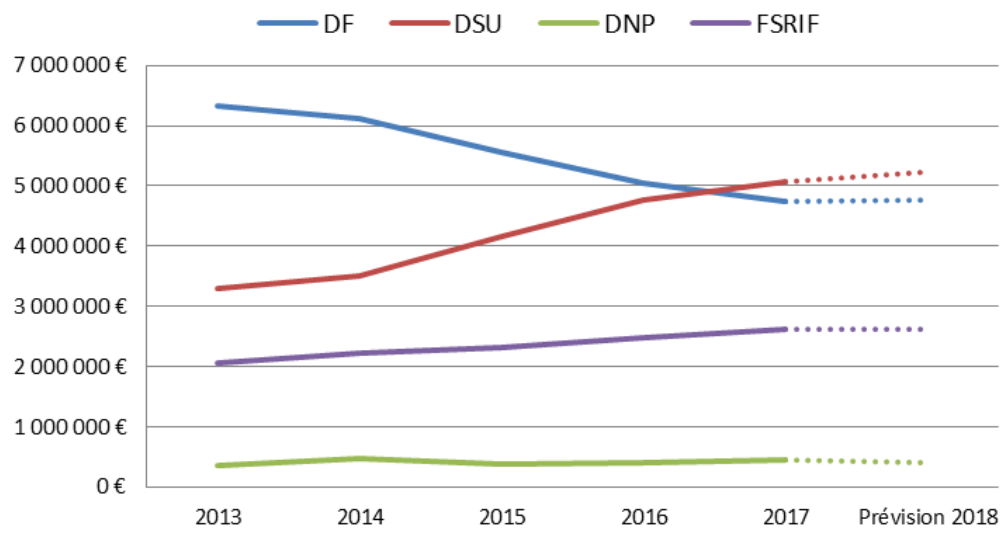
Dotations de l'Etat et de la Région :

- Dotation forfaitaire (DF)
- Dotation de Solidarité Urbaine (DSU)
- Dotation Nationale de Péréquation (DNP)

} **Dotation globale de fonctionnement**

- Fonds de Solidarité des communes de la Région Ile de France (FSRIF)

	2013	2014	2015	2016	2017	*Prévision 2018*	*Evolution 2017-2018*	*Evolution en valeur*
DF	6 336 527 €	6 126 430 €	5 563 352 €	5 034 840 €	4 752 292 €	4 762 766 €	**0,2%**	10 474 €
DSU	3 286 913 €	3 494 710 €	4 147 918 €	4 764 730 €	5 062 713 €	5 224 239 €	**3,1%**	161 526 €
DNP	359 118 €	477 481 €	388 598 €	393 680 €	456 574 €	407 106 €	**-12,2%**	-49 468 €
Total DGF	***9 982 558 €***	***10 098 621 €***	***10 099 868 €***	***10 193 250 €***	***10 271 579 €***	***10 394 111 €***	**1,2%**	**122 532 €**
FSRIF	2 061 481 €	2 214 127 €	2 307 056 €	2 483 159 €	2 613 175 €	2 614 457 €	**0,0%**	1 282 €
Total DN	**12 044 039 €**	**12 312 748 €**	**12 406 924 €**	**12 676 409 €**	**12 884 754 €**	**13 008 568 €**	**1,0%**	**123 814 €**

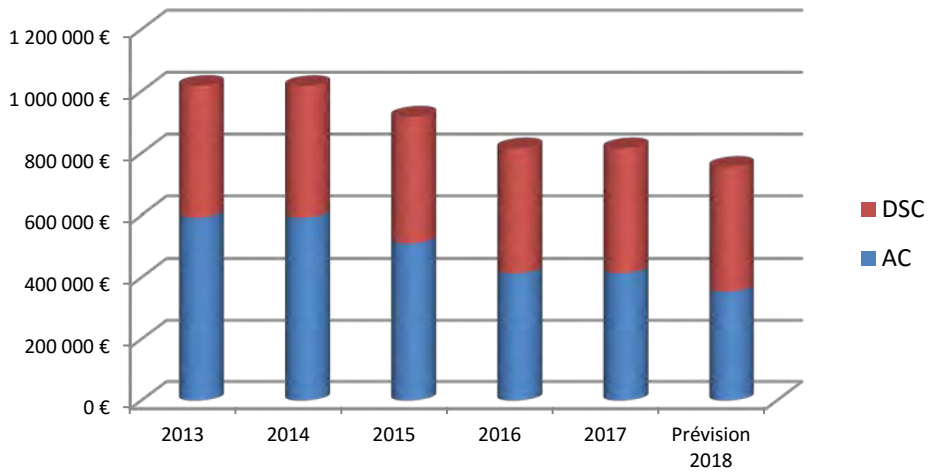


Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-20-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

Dotations de l'Intercommunalité (CAMVS) :

- L'Attribution de Compensation (AC)
- La Dotation de Solidarité Communautaire (DSC)

	2013	2014	2015	2016	2017	*Prévision 2018*	*Evolution 2017-2018*	*Evolution en valeur*
AC	593 832 €	593 832 €	510 050 €	414 460 €	414 460 €	353 106 €	**-16,9%**	-61 350 €
DSC	423 343 €	422 726 €	407 754 €	400 900 €	400 900 €	400 900 €	**0,0%**	0 €
Total	**1 017 175 €**	**1 016 558 €**	**917 804 €**	**815 360 €**	**815 360 €**	**754 006 €**	**-7,9%**	**-61 350 €**

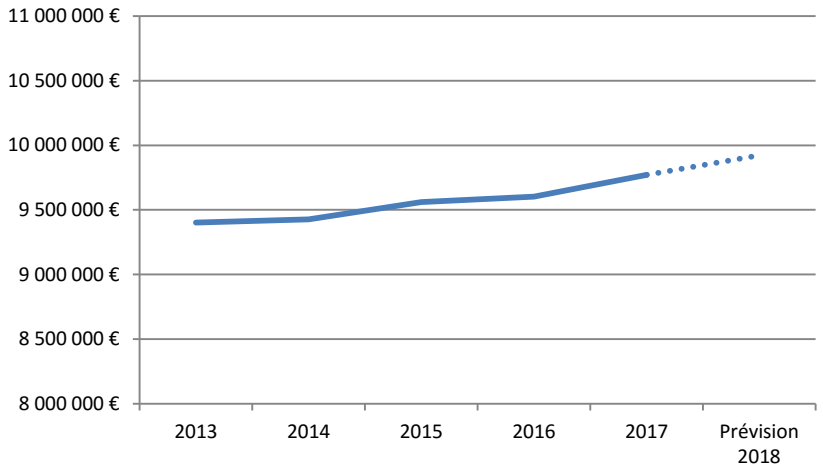


3.2.2. Fiscalité directe

Les impôts locaux

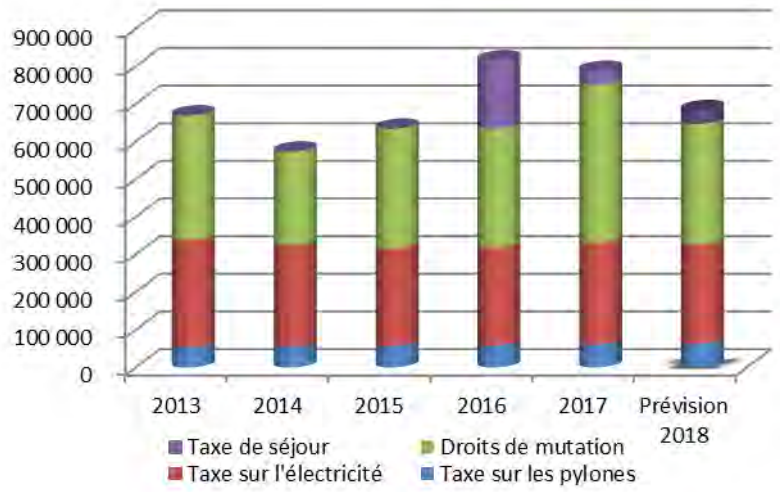
	2013	2014	2015	2016	2017	*Prévision 2018*	*Evolution 2017-2018*	*Evolution en valeur*
Impôts locaux	9 402 848 €	9 425 699 €	9 561 790 €	9 603 838 €	9 771 959 €	9 921 720 €	1,5%	149 761 €

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-20-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018



Autres taxes et redevances

	2013	2014	2015	2016	2017	Evolution annuelle moyenne	Prévision 2018	Evolution en valeur
Taxe sur les pylônes	53 946	55 766	57 118	58 564	60 218	2,79%	61 904	1 686
Taxe sur l'électricité	283 462	268 167	258 732	260 139	270 448	-1,10%	265 000	-5 448
Droits de mutation	332 329	249 709	318 415	315 602	420 396	8,74%	*320 000*	-100 396
Taxe de séjour	0	0	0	181 520	36 960	-	*37 000*	40
Total	**669 737**	**573 642**	**634 265**	**815 825**	**788 022**	**5,36%**	**683 904**	**-104 118**



Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-20-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

3.2.3. Le produit des services : le chapitre 70

Chaque année en mai, les tarifs sont délibérés par le Conseil Municipal. Il est envisagé de les augmenter à la hauteur de l'inflation (indice des prix à la consommation) mesurée par l'INSEE entre décembre 2016 et décembre 2017 : +1,2 %.

3.2.4. Autres recettes de gestion : le chapitre 75

Ces recettes (environ 400 k€ par an) proviennent de la gestion du patrimoine immobilier de la Ville. Leur augmentation potentielle est donc limitée.

3.3. Des dépenses de fonctionnement maîtrisées :

Un bloc de dépenses qui représente presque les 2/3 des dépenses réelles de fonctionnement : le chapitre 012 de la masse salariale.

FRAIS DE PERSONNEL	2014	2015	2016	2017
Titulaires	8 294 577	8 523 910	8 605 609	8 515 450
Non titulaires	3 742 932	3 457 365	3 395 226	3 637 713
Emplois aidés	335 056	304 947	345 634	199 208
Apprentis	37 533	17 994	14 433	6 484
Cotisations URSSAF-caisses retraite	4 428 510	4 390 053	4 400 437	4 538 303
Cotisations CNFPT et CDG	178 390	192 842	175 466	171 517
Autres cotisations	259 492	269 530	288 348	290 913
Allocation Retour Emploi	292 559	386 697	508 034	430 478
Assurance personnel	520 209	526 452	532 062	270 660
Médecine professionnelle	23 315	19 467	18 566	29 214
Autre personnel extérieur	88 756	57 078	9987	5 664
Total	**18 201 329**	**18 146 333**	**18 293 802**	**18 095 604**
Evolution en %	4,0	-0,3	0,8	-1,1

Malgré l'impact du PPCR (protocole Parcours professionnels, carrières et rémunérations) qui a débuté en 2016 et une augmentation de la valeur du point de 0.6% en février 2017 qui suivait une augmentation de 0.6% en juillet 2016, les dépenses de personnel ont été parfaitement maîtrisées en 2017.

L'évolution annuelle moyenne du chapitre 012 est de -0.2% depuis le 1er janvier 2014.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-20-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

Par ailleurs, le temps de travail effectif des agents est de 1 607 heures annuelles pour un temps complet.

Evolution des effectifs – photographie au 31/12 de chaque année :

	2014	2015	2016	2017
Titulaires	309	307	295	302
Stagiaires	17	8	15	12
Nombre d'heures rémunérées		*571 835*	*552 599*	*543 117*
Non titulaires permanents	91	93	85	133
Contrats droit privé	20	20	17	7
Assistantes maternelles	22	22	22	21
Agents horaires (décembre)	259	231	191	172
Total	718	681	625	647

Plus que de définir une cible en matière d'effectifs, l'objectif est de maintenir la masse salariale sous le plafond de 18 550 000 € jusqu'à la fin du mandat.
Pour y parvenir, à chaque départ (mutation, retraite, fin de contrat) ou absence, l'opportunité de remplacer est examinée. En ce qui concerne l'entretien ménager, les agents ne sont jamais remplacés et l'entreprise récupère les surfaces à entretenir. Les postes administratifs sont l'objet d'une réflexion importante afin de conduire à des réorganisations plutôt qu'à des remplacements.
Enfin, seuls les postes en direction immédiate du public (petite enfance, écoles, périscolaire, restauration) sont systématiquement remplacés en fonction des effectifs à encadrer.

M. VERNIN : « L'objectif que je vous propose de fixer, c'est de rester en dessous de la barre des 18 550 000 par an jusqu'à la fin du mandat. Je vous rappelle que l'on est légèrement au-dessus des 18 millions aujourd'hui ».

On constate en 2017 que les mises en stage perdurent. Un des aspects de la politique ressources humaines de la collectivité consiste à proposer plus de temps de travail à moins d'agents afin de fidéliser des agents non titulaires et de faciliter la gestion. Cela permet également de faire monter les équipes en compétence.

Par ailleurs, la Ville du Mée/Seine continue de nommer les agents ayant réussi des concours et examens professionnels ainsi que nombre de ceux remplissant les conditions d'ancienneté et répondant aux exigences professionnelles en vigueur sur la Ville. De plus, jusqu'à la réforme PPCR, la Ville du Mée/Seine faisait systématiquement avancer ses agents d'échelon au temps minimum. En 2017, 1 agent a été nommé suite à promotion interne et 25 agents ont bénéficié d'un avancement de grade.

Avantages en nature :

- **Avantages en nature logement :**
  Montant 2017 : 42 172 € pour 16 gardiens concernés (15 au 31 décembre 2017).
- **Avantages en nature véhicule :**
  Montant 2017 : 8 905 € pour 9 agents concernés.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-20-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

Nouvelle Bonification Indiciaire :

Montant total des NBI versées en 2017 : 181 436 €
Nombre d'agents bénéficiaires au 31/12/2017 : 299

Type d'heure	Nombre d'agents concernés	Hommes	Femmes	Montant 17	Montant 16
I.H.T.S. de jour - 14	86	52	34	47 882,59	34 056,50
I.H.T.S de jour + 14	26	20	6	8 863,30	5 529,42
I.H.T.S de dimanche	47	34	13	17 316,46	90 123,47
I.H.T.S de nuit	55	40	15	10 794,53	4 165,33
I.H.T.S. d'élections	2	2	0	751,01	720,92
Heures supplémentaires 25%	6	6	0	453,46	1 054,72
Heures supplémentaires 50%	2	2	0	322,08	87,08
Heures Supplémentaires Ass.Mat	17	0	17	7 126,54	7 225,58
Heures Compl. Emplois Aidés	1	0	1	1 688,87	0,00
Total	**242**	**156**	**86**	**95 198,84**	**142 963,02**

Montant des heures supplémentaires versées en 2017 :

Des dépenses de gestion courante maîtrisées : le chapitre 65 et les subventions aux associations

Les subventions aux associations font l'objet de délibérations précisant les montants par association. Des conventions d'objectifs et de moyens sont régulièrement négociées avec les associations pour lesquelles les moyens accordés par la Ville sont importants. L'objectif est de stabiliser l'enveloppe accordée aux associations afin de maintenir la dynamique associative sur notre territoire. L'enveloppe de la nature 6574 pourrait s'établir à 785 k€.

M. VERNIN : « Les associations, un rappel car tous les ans depuis plusieurs années, l'objectif, c'est de maintenir le niveau de subvention aux associations, de ne pas le baisser donc de garder un volume identique ».

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-20-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

4. Un programme d'investissement qui continue d'être ambitieux après le PRU n°1

	2018	2019	2020
Contrat d'Aménagement Régional		**1 028 400**	**1 297 200**
Autres	**3 386 729**	**2 484 176**	**2 283 200**
Investissement courant	1 734 729	1 500 000	1 500 000
Liaisons douces	200 000		
Jardins familiaux Bords de Seine	240 000		
Etudes	50 000		
Parc Chapu - jeux d'enfants	40 000		
Vidéoprotection	300 000		
ADAP	300 000	300 000	300 000
Ecoles	502 000	659 176	258 200
NPNRU	20 000	25 000	25 000
Résidence Espace			200 000
Total DI hors dette	**3 386 729**	**3 517 976**	**3 380 400**

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-20-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

L'équilibre de la section d'investissement 2018 :

DEPENSES		RECETTES	
Annuité capital dette	2 118 622	Virement section de fonctionnement	4 300 000
Cautions	4 649	FCTVA	350 000
Dépenses d'équipement	3 386 729	Taxe d'aménagement	50 000
		Amendes de police	40 000
		Emprunt	0
		Subventions	0
		Cession d'immobilisations	134 000
Restes à réaliser 2017	2 148 447	Restes à réaliser 2017	1 781 535
		Dotation aux amortissements	636 000
Déficit d'investissement 2017	2 792 450	Excédent de fonctionnement 2017 (1068)	3 159 362
Total des dépenses d'investissement	**10 450 897**	**Total des recettes réelles de fonctionnement**	**10 450 897**

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-20-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

5. Prévision de l'évolution de la section de fonctionnement jusqu'en 2020 :

CHAPITRE	LIBELLE	CA 2017	Hyp 2018	Hyp 2019	Hyp 2020
011	Charges à caractère général	6 771 944	6 873 523	6 976 626	7 081 276
012	Charges de personnel et frais assimilés	18 098 541	18 550 000	18 550 000	18 550 000
65	Autres charges de gestion courante	1 698 042	1 400 000	1 414 000	1 428 140
66	Charges financières	873 378	816 646	743 623	678 125
67	Charges exceptionnelles	158 634	20 000	20 000	20 000
TOTAL DEPENSES REELLES		27 600 539	27 660 169	27 704 249	27 757 541

CHAPITRE	LIBELLE	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020
013	Atténuations de charges	401 235	350 000	350 000	350 000
70	Produits des services, du domaine…	1 954 590	1 978 045	2 001 782	2 025 803
73	Impôts et taxes	14 196 729	14 200 000	14 200 000	14 200 000
74	Dotations et participations	14 106 466	14 000 000	14 000 000	14 000 000
75	Autres produits de gestion courante	488 959	490 000	490 000	490 000
77	Produits exceptionnels	1 180 168	30 000	30 000	30 000
TOTAL RECETTES REELLES		32 328 147	31 048 045	31 071 782	31 095 803

	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020
CAF brute	4 727 608	3 387 876	3 367 532	3 338 262
Annuité capital	2 066 613	2 118 622	1 931 686	1 834 041
CAF nette	2 660 995	1 269 254	1 435 846	1 504 221
Encours de la dette au 1er janvier	*26 320 084*	*24 253 471*	*22 134 849*	*20 203 161*
Capacité de désendettement (ans)	*6*	*7*	*7*	*6*

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-20-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

Focus sur le fonctionnement 2018

DEPENSES		RECETTES	
Charges générales	6 873 523	Produits des services	1 977 797
Charge de personnel	18 550 000	Impôts et taxes	14 200 000
Subventions/indemnités élus	1 400 000	Dotations et participations	14 000 000
Charges financières	816 646	Produits de gestion courante	400 000
Charges exceptionnelles	20 000	Produits exceptionnels	30 000
Atténuation de produits	50 000	Atténuations de charges	325 000
Total des dépenses de fonctionnement	**27 710 169**	**Total des recettes réelles de fonctionnement**	**30 932 797**
		Autofinancement prévisionnel (R - D)	3 222 628
DAP	636 000		
Virement à la section d'investissement	4 300 000	Excédent de fonctionnement 2017 cumulé	1 713 372
Total dépenses	**32 646 169**	**Total recettes**	**32 646 169**

6. Fiscalité locale

Evolution des taux :
A ce jour, la Ville peut envisager un budget 2018 équilibré sans augmentation des taux de taxe d'habitation et de foncier bâti et non bâti. **Ces taux resteraient donc inchangés depuis 2003.**

Evolution des bases :
La loi de finances pour 2018 prévoit, comme pour les années à venir, un coefficient d'augmentation des valeurs locatives identique à l'inflation. **Pour 2018, le coefficient sera donc de 1.24%.**

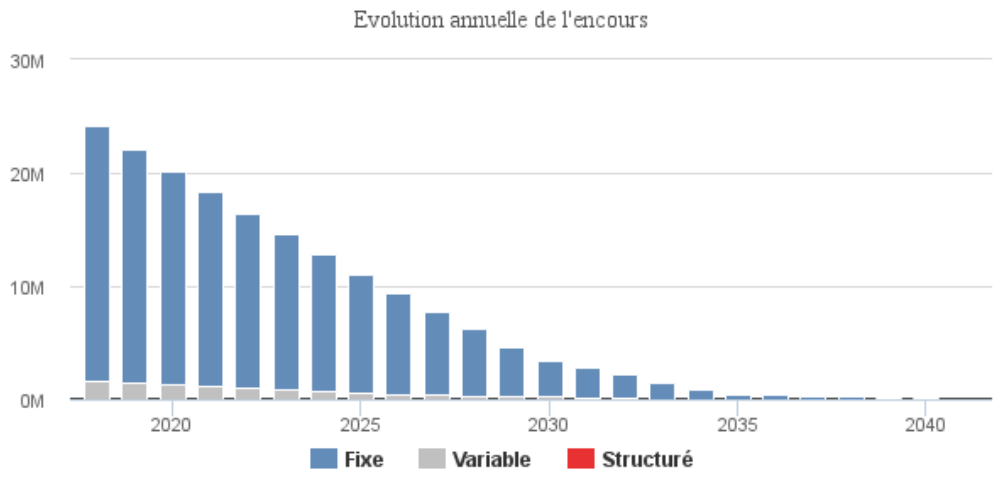
Jusqu'à la LFI 2017, chaque année un article fixait le taux de revalorisation des bases de fiscalité directe locale.
A compter de 2018, la revalorisation est fonction de l'inflation constatée (et non prévisionnelle).
Le taux 2018 est celui de l'inflation constatée entre novembre 2016 et novembre 2017, soit 1,24%.
Pour mémoire, le taux de revalorisation 2017 était de 0,4% et 1% en 2016.

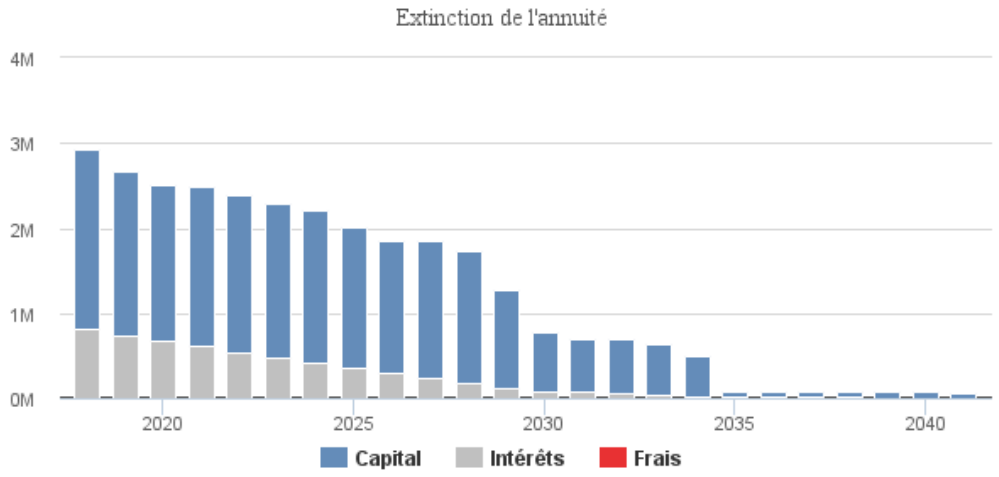
Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-20-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

7. Endettement

L'encours de la dette s'élève à 24 253 470 € au 1er janvier 2018 contre 26 320 083 € au 1er janvier 2017. Les efforts soutenus sur la section de fonctionnement permettent à la Ville de continuer de se désendetter. Sans nouvel emprunt, au 1er janvier 2019, le capital restant dû s'élèvera à 22 134 849 € (amortissement en capital prévu de 2 118 622 €).

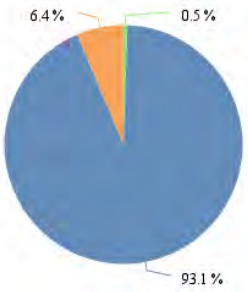
Extinction de la dette au 1er janvier 2018 :





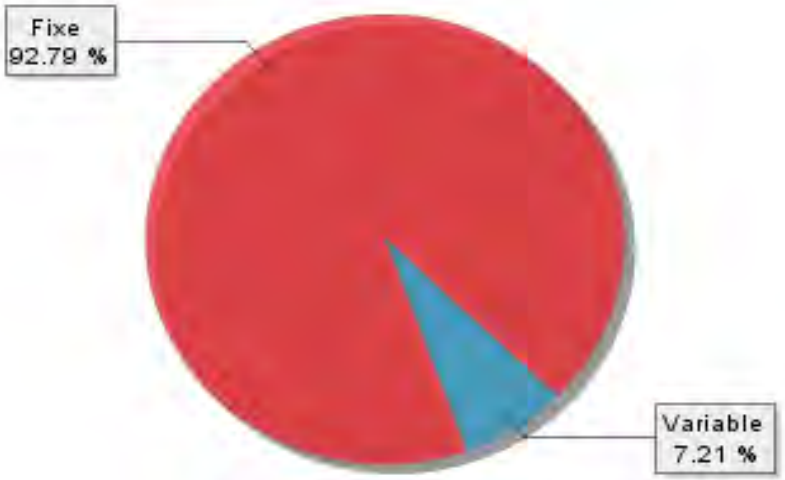
Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-20-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

Index de taux



Index

	Nb	Encours au 01/01/2018	%	Annuité Capital + Intérêts	%
EURIBOR3M	1	129 280,84	0,53 %	102 855,91	3,50 %
FIXE	17	22 582 312,83	93,11 %	2 684 723,42	91,46 %
LIVRETA	6	1 541 877,22	6,36 %	147 689,11	5,03 %
TOTAL	24	24 253 470,89		2 935 268,44	



A noter que tous les contrats de prêts sont classés en 1A sur la charte Gissler, gage d'une très bonne sécurisation de la dette qui est à 93% à taux fixe.

<u>M. VERNIN</u> : « Vous avez un document (celui ci-dessus) qui vous a été donné dans votre dossier qui est un peu plus complet sur les chiffres mais il était intéressant de pouvoir vous donner les grandes lignes de ce budget et de pouvoir en débattre avec vous ».

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-20-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

M. GUERIN : « Comme le souligne la règlementation, le débat d'orientations budgétaires permet de débattre en amont du vote du budget des orientations de la commune pour l'année, mais aussi pour les années à venir. Il s'agit donc de définir les projets pour notre Ville, de les prioriser et d'en assurer la traduction budgétaire. Bien sûr, cela a été abordé au début de la présentation, la question de l'environnement dans lequel se construit le budget est importante. En effet, des choix exogènes à la Ville ont des impacts sur la gestion du Mée. A titre d'exemple, alors qu'on l'ignore souvent, les dotations de l'Etat n'ont cessé d'augmenter au cours des cinq dernières années au Mée, ce n'est pas vrai partout, du fait des péréquations qui ont augmenté en faveur des villes les plus pauvres, les dotations de l'Agglomération par exemple n'ont pas cessé de baisser : -25% en cinq ans, sans que cela ne s'explique par les seules mutualisations. Les mutualisations sont une des raisons mais ce n'est pas la seule. De la même façon, un exemple de choix exogène qui peut impacter sur la commune, la décision du Gouvernement actuel de supprimer à court terme les contrats aidés s'est traduite dès 2017 par une division par deux en 2017 du recours à ces contrats au Mée. Et c'est d'ailleurs comme cela que s'explique la baisse des dépenses de personnel que l'on observe au Mée. Ces personnels remplissaient pourtant des services concrets pour les habitants. En 2018, vous avez évoqué la réforme de la taxe d'habitation en nous disant qu'elle n'aura pas d'impact sur les communes. Mais il aurait été utile que les orientations budgétaires sur la répartition pour le nombre de foyers qui au Mée allait être concerné par la suppression de la taxe d'habitation. Il n'y a aucune évaluation. Et d'ailleurs plus concrètement et bizarrement pour 2018 alors qu'il va s'agir d'une compensation pour les personnes qui vont être exonérés de la taxe d'habitation, vous avez mis comme avant une même ligne où on confond compensation et produits issus de celles et ceux qui continueront à payer des impôts. Alors, vous nous dites, oui mais tout ceci n'a pas d'impact et en 2018. C'est vrai pour 2018 parce que la compensation se fondra sur les produits qui avaient été perçus en 2017. Mais ce qui est vrai en 2018 ne sera pas nécessairement vrai en 2019, en 2020. Et vous-même qui êtes Conseiller Départemental, Michel BILLECOCQ a été Directeur Général des Services du Département le sait bien. Au moment de la deuxième décentralisation c'est-à-dire dans les années 2004, on a fixé des bases de compensation et ensuite on a découvert que les bases de compensation ne correspondaient pas au manque à gagner dans cette collectivité. Nous disons donc seulement à ce stade, pour pouvoir ré-éclairer l'assemblée, qu'il aurait été utile de distinguer la partie des impôts qui resteront perçus par la commune. Mais au-delà de cet environnement, le moment des orientations budgétaires est dans toutes les collectivités le moment où l'on débat des projets à venir pour la commune. Or si vous revenez longtemps dans le rapport et dans la présentation qui a été faite ici sur ce qui aurait été fait au cours des années précédentes nous présentant un tableau quelque peu idyllique de la situation financière de la Commune, bizarrement, ni le rapport, ni la présentation ne comportent un seul projet concret pour 2018 et les années à venir. Plus inquiétant encore, les investissements qui sont prévus en 2018 sont en chute libre. L'enveloppe est de 5 millions d'euros qui se divise en environ 2 millions d'euros qui sont des restes à réaliser c'est-à-dire en fait des projets qui n'ont pas été réalisés au cours des années passées alors qu'ils avaient été annoncés, et 3 millions d'euros d'investissements nouveaux soit une division par deux par rapport aux orientations de l'année dernière. Pourtant les besoins ne manquent pas et quand on entend la présentation idyllique qui nous a été faite de la situation financière de la Commune, on se dit, on comprend qu'elle pourrait en financer de façon ambitieuse. C'est pourquoi et de façon positive comme nous l'avons fait les années précédentes, nous renouvelons un certain nombre de propositions qui tardent à se concrétiser :

1. La rénovation des écoles : trop d'équipements scolaires sont dégradés. L'école Camus qui a déjà été citée, en est malheureusement l'exemple le plus avancé. Pour éclairer tous ceux et tous celles qui ne le sauraient pas, les classes pendant les inondations ont du faire cours dans le gymnase du fait des intempéries. Or, vous prévoyez un peu plus de 400 000 € par an de crédits pour les écoles divisés par le nombre d'écoles. Chacun comprend que cela fait moins de 50 000 € par école. Or vous me direz que toutes les écoles ne vont pas être attributaires de la même somme. Je le comprends bien mais quand on voit l'état de nos écoles et j'ai pris l'exemple le plus avancé avec l'école Camus, les besoins sont nettement plus importants. Et donc, nos écoles ont besoin d'un projet plus ambitieux.

2. La mise en place d'un Plan Lumières. Un Plan Lumières, c'est quoi ? C'est un Plan qui concerne l'éclairage de la Commune afin de limiter les sources d'insécurité et d'avoir un éclairage qui soit plus économe et donc écologiquement plus durable.

3. La question du développement économique et effectivement j'y reviens parce que nous avons une cohérence dans ce que nous portons tant dans le PLU que dans orientations budgétaires. Rappelons ici que nous avions proposé dès 2014 l'installation d'une pépinière d'entreprises dans l'ancien centre de gestion près du Circé. A l'époque, vous nous aviez dit que cette proposition était absurde. Lors de vos vœux M. le Maire de 2017, vous aviez annoncé qu'un centre d'affaires s'installerait en 2017 dans l'ancien centre de gestion. Chacun peut le constater d'ailleurs, cela ne faisait pas partie des petits points qui étaient marqués au tout

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-20-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

début comme les réalisations, les promesses qui avaient été réalisées. Alors en 2018, changement de pied à nouveau lors vos vœux, que le centre d'affaires serait cette fois à Croix Blanche. Il se trouve que depuis, on a eu un Conseil Communautaire où vous étiez, où j'étais, où Nathalie DAUVERGNE-JOVIN était, où quelques-uns des membres de la majorité étaient et j'ai posé la question de l'inscription de crédits sur le centre d'affaires de quartier puisque c'est une compétence de l'Agglomération. Et puis qu'il y avait des crédits qui étaient fléchés pour le centre d'affaires de Melun et le centre d'affaires de Dammarie. Et qu'a répondu le Président de l'Agglomération, c'est qu'effectivement, 2018, il n'y avait pas de crédits qui étaient fléchés pour le centre d'affaires du Mée. Il faudra pourtant l'engagement de toutes les collectivités si nous voulons un lieu à la hauteur du retard qu'affiche aujourd'hui notre commune en matière de développement économique.
4. Investir dans la prévention. L'installation de la vidéo-protection, aussi utile soit-elle, ne peut pas être une fin en soi. Notre Ville et notre Agglomération n'ont par ailleurs pas été retenues pour bénéficier de la nouvelle politique de sécurité du quotidien. Enfin, la police de sécurité des transports qui a été annoncée avec grand renfort de communication par le Président de l'Agglomération là aussi, lors du rapport d'orientation budgétaire de l'Agglomération, nous avons appris qu'il n'y avait aucun crédit inscrit pour 2018 et donc cela interviendrait à horizon beaucoup plus tardif si ça intervient. Raison de plus pour agir ici et maintenant. La prévention est l'un des outils d'une politique de sécurité. Chacun le sait, nous manquons d'effectifs en matière de prévention au Mée et chacun le sait aussi au niveau du Conseil Départemental depuis 2015, les crédits de la prévention spécialisée ont été réduits de façon drastique. Enfin nous voudrions revenir sur une proposition que nous faisons chaque année pour mieux associer les habitants aux orientations budgétaires en mettant en place bien en amont un dispositif de budget participatif. De plus en plus de communes le font. Cela ne se limite bien sûr pas à des réunions d'information qui interviennent une fois que les décisions ont été prises. Mais il s'agit ce que nous proposons, d'un processus à engager très en amont et qui permet aux habitants de faire des propositions et ensuite de les départager et de les prioriser. Vous ne l'avez pas mis en œuvre dans le cadre de la préparation du budget 2017 alors que nous l'avons proposé. Vous ne l'avez à nouveau pas mis en place pour 2018 alors que nous l'avons proposé. Formons l'espoir que ce sera mis en place pour le budget 2019. Vous le voyez, ce sont des propositions très concrètes. Nous formons donc l'espoir que vous les entrez et que le budget qui nous sera présenté dans quelques semaines en tiendra compte. Je vous remercie ».

<u>M. VERNIN</u> : « Quelques remarques de ma part sur votre intervention M. GUERIN. En ce qui concerne la taxe d'habitation et son exonération, nous aurons lors du budget une présentation dans la mesure de nos connaissances, qui distinguera la partie impôts, taxes et la partie dotations. On est encore sur des demandes d'informations mais on aura probablement cela pour le budget je pense. Si on les a bien, évidemment, on mettra en avant ces éléments.
Pas un seul projet concret pour 2018 ! Je vais remettre la diapositive sur quelques éléments de réflexion. Chacun en tirera les conséquences, chacun en tirera les éléments, les conclusions. Sur la situation des écoles, le programme prévoit bien sûr des travaux dans toutes les écoles. Je vais aussi répondre à une question qui a été posée tout à l'heure dans le cadre du PLU. Bien évidemment, l'école Camus fait partie des écoles qui vont bénéficier de travaux. Il n'est pas question que les écoles ne soient pas fréquentables, en tous cas, ne permettent pas d'assurer les cours. L'école Camus en fait bien évidemment partie.
Sur la maîtrise des charges de personnel, ce ne sont pas les contrats aidés. Les contrats aidés, ils ont été partiellement arrêtés à partir du mois de septembre. Ce sont des contrats comme vous le savez où les sommes engagées sont peu importantes. Donc, ce n'est pas l'explication. C'est surtout une maîtrise de ses charges. C'est une gestion rigoureuse de la masse salariale qui est la nôtre. Il aura peut-être des conséquences bien évidemment sur 2018. Dans ce cas-là, le dispositif sera sur une année complète.
Je ne me souviens pas avoir dit, en tous cas vous avoir dit que votre proposition sur le centre de gestion était absurde. A ce qu'on le retrouve dans un compte-rendu mais à ce moment-là, je vous adresserai mes excuses, je ne pense pas avoir utilisé ce terme et je n'en ai pas la souvenance. Mais si vous retrouvez dans un compte-rendu ces éléments-là, je m'en excuserai publiquement bien évidemment mais cela m'étonnerait que vous les retrouviez.
Sur le Plan Lumières, bien évidemment que nous y travaillons là aussi quotidiennement puisque dans le cadre des remplacements que nous avons à faire des candélabres ou des lanternes, on met bien évidemment tout aux normes et nous essayons de le faire mais ce sont aussi des programmes fortement coûteux et vous le savez, les budgets ne sont pas extensibles et bien évidemment, on doit se donner des priorités.
Sur le budget que vous avez appelé participatif, c'est bien cela M. GUERIN, à titre personnel, je n'y suis pas favorable. C'est d'une grande complexité donc je vous le dis, vous pouvez reposer la question l'année prochaine, je pense que je vous ferai la même réponse et on ne le mettra pas en place. C'est d'une grande complexité le montage d'un budget et bien évidemment, les orientations, nous les partageons régulièrement avec les habitants dans le cadre de réunions que nous menons. Mais le montage du budget me paraît quand

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-20-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

même d'une grande difficulté dans ce cadre-là. La situation n'est pas idyllique comme vous le dites. D'ailleurs, pour M. SAMYN qui doit se souvenir, nous sommes autour de la table depuis une quinzaine d'années, vous avez depuis quinze ans prédit des catastrophes financières. Depuis quinze ans, les taux d'imposition n'ont pas changé pourtant Dieu le sait, si j'ai entendu les difficultés. Donc, je pense que cette rigueur que nous avons aujourd'hui est incontestable. On ne tient pas quinze ans s'il n'y a pas cette rigueur bien évidemment. On peut tenir une année, deux années mais après les choses se dévoilent. Ce n'est pas notre cas. Donc, cette rigueur et cette gestion au mieux, nous la menons depuis maintenant plus d'une décennie. La situation bien évidemment, elle n'est pas facile. C'est une lutte quotidienne pour essayer de maîtriser ses dépenses et là aussi, je salue l'administration qui est à nos côtés pour pouvoir le faire au mieux. Mais, ce n'est pas une situation idyllique. Elle est saine, elle est sereine. Elle est celle d'une commune qui n'est pas une commune riche. Nous sommes considérés comme commune pauvre. Au niveau des recettes notamment qu'elles soient fiscales, bien évidemment, on l'a vu, elles sont relativement faibles par rapport aux communes de même strate.
Sur des éléments de sécurité, vous avez évoqué l'Agglomération avec une demande du Président de l'Agglomération qui a consulté bien sûr l'ensemble des Maires de l'Agglomération pour faire état d'une candidature à la PSQ, Police de Sécurité du Quotidien. Nous n'avons pas été retenu en phase test, en site pilote. Cela ne veut pas dire que nous ne soyons pas retenus plus tard pour le déploiement du dispositif lorsqu'il sera opérationnel sur l'ensemble du territoire. On en est là. Vous avez vu dans la presse ou à la télévision quelles sont les villes qui ont été retenues, souvent d'ailleurs de très grandes villes ou de très grandes agglomérations. J'ai quand même bon espoir pour que l'on soit dans la partie suivante bien évidemment. Je crois que ce débat que nous avons, vous propose des chiffres qui sont réalistes. Nous faisons en fonction de nos moyens. Nous essayons aussi d'avoir des priorités qui soient cohérentes. Les écoles, l'éducation restent une priorité majeure sur la commune. Nous l'affirmons et nous le montrons bien évidemment. La sécurité aussi, reste une de nos priorités. Vous avez les montants qui seront encore investis dans la vidéo-protection mais cela va aussi par le nombre d'agents, par les équipements qui sont mis à disposition de cette police municipale que nous avons sur le territoire ».

<u>M. GUERIN</u> : « Seulement pour compléter ce que vous venez de dire. Vous me dites que vous n'avez pas dit absurde. Moi, vous me dites que j'ai parlé de catastrophes financières. La référence que je faisais, c'était exactement à la campagne électorale de 2014 puisque c'était un des projets que nous portions en 2014. Ce projet de pépinière d'entreprises est dans le cadre probablement du débat électoral, ce que je peux comprendre, où parfois les propos dépassent un tout petit peu ce que l'on pense. C'est là que vous aviez contesté notre projet de pépinière d'entreprises. L'intérêt étant plutôt aujourd'hui, qu'est-ce que l'on fait ? Et ce centre d'affaires puisque vous avez décidé de le rebaptiser comme cela, comment le fait-on sortir de terre ? Deuxième remarque, sur la question du personnel. Vous nous dites, c'est la maîtrise. Moi, je veux bien. Effectivement, il n'y a pas que la situation des contrats aidés. Vous avez raison. Il y a une autre raison. C'est également qu'il y a du personnel qui n'est plus rémunéré par Le Mée parce qu'il est désormais rémunéré par l'Agglomération dans le cadre de la mutualisation. Donc, vous avez un transfert de crédits qu'on ne retrouve plus là puisque maintenant il est à l'Agglomération. Troisième point, la question de la sécurité, ce sur quoi j'ai insisté, c'est la question prévention sur la Police de Sécurité du Quotidien. Et puis également en 2014, nous avions par exemple proposé que la Ville porte sa candidature pour une zone de sécurité prioritaire parce que la Ville n'avait pas fait. Et quand vous dites sur les trente projets qui ont été retenus, il n'y a que des grandes villes, que des grandes agglomérations, il y en a une dans notre Département. J'y pense comme cela. C'est le secteur de Noisiel-Torcy qui se compare grossièrement en terme de taille à ce qui peut y avoir autour de chez nous. Dernier point parce que vous aimez vous présenter comme le chantre de la maîtrise de la fiscalité. Vous l'avez encore répété ce soir à deux reprises. Alors, il est vrai qu'au Mée, depuis quinze ans, la fiscalité n'a pas augmenté. Mais, dans le même temps, je le rappelle, on a ce débat depuis quelques temps, quand vous êtes à l'Agglomération, vous avez augmenté à deux reprises, vous avez voté à deux reprises des augmentations d'impôts qui pèsent sur les habitants. Au Département, vous êtes Conseiller Départemental et ça pèse aussi sur les Méens, sur tous les habitants du Département. Vous avez voté une augmentation de 15% de la taxe foncière. Et puis cela m'avait échappé lors du débat que l'on a eu l'année dernière quand j'ai reçu les impôts locaux au mois de septembre-octobre, j'ai découvert au Mée que la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, vous êtes Président du SMITOM, avait augmenté. Alors, je sais que derrière, il y a une histoire de lissage entre les différentes communes de l'Agglomération et que vous allez nous expliquer que ça va baisser en 2018. Sauf qu'en commission des finances de l'Agglomération, j'ai posé la question, est-ce que cela veut dire que ma taxe d'enlèvement des ordures ménagères va revenir au même niveau que celle à laquelle elle était il y a un an. On m'a dit, il ne faut pas quand même exagérer. Je vous remercie et j'ai

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-20-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

entendu votre propos. On l'entend tous les ans sur la maîtrise des impôts. Maîtrisez les aussi bien s'il vous plaît dans les autres nombreuses collectivités dans lesquelles vous êtes élu ».

M. VERNIN : « Je ne suis pas encore Président du Conseil Départemental ni de l'Agglomération Melun Val de Seine mais en ce qui concerne la Commune du Mée-sur-Seine, l'équipe municipale n'a pas à rougir de la gestion qui en est faite. Sur votre feuille d'impôts, en ce qui concerne les ordures ménagères, là aussi, j'ai une autre casquette de Président, celle du SMITOM Lombric, et depuis que je suis Président, j'ai fait baisser deux fois la taxe d'enlèvement des ordures ménagères. La dernière en date sera sur 2018. Cependant, vous avez raison pour un effet de péréquation puisque lorsque nous avons intégré des communes sur l'Agglomération Melun Val de Seine, les taux d'imposition n'étaient pas les mêmes. Il a fallu harmoniser les taux donc malheureusement pour certaines communes, elles se sont vues pénalisées de manière arithmétique sur le pourcentage qui est appliqué sur votre feuille d'impôts. C'est un mécanisme de construction de l'Agglomération sur lequel bien évidemment, tout à chacun peut comprendre comment les choses s'opèrent. Mais, il n'y a pas de volonté d'augmentation de la fiscalité. D'ailleurs, cela n'a jamais été le cas sur cette taxe jusqu'à présent ».

Le Conseil Municipal a pris la délibération suivante :

- **Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment en ses articles L. 2121-29 et L. 2312-1 imposant aux collectivités locales de plus de 3 500 habitants d'organiser un Débat d'Orientation Budgétaire dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget**
- **Vu la Loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite Loi NOTRe portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, notamment son l'article 107 de la Loi**
- **Vu le Décret n°2016-841 du 24 juin 2016 relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientation budgétaire**
- **Vu le document retraçant les informations nécessaires au DOB transmis à chaque membre du Conseil Municipal**
- **Vu l'avis de la Commission finances et administration générale du 6 février 2018**
- **Après avoir entendu l'exposé de son rapporteur**

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,

PREND ACTE du Débat d'Orientation Budgétaire pour l'année 2018, présenté ce jour.

2018DCM-02-80 – ACQUISITION DE LA PARCELLE CADASTREE BX N°22 SISE CHEMIN DES PRAILLONS A LE MEE-SUR-SEINE

Madame Jeannine KOWALCZYK a rappelé que dans le cadre de la succession de Madame Yvonne MULOT épouse COTTARD, une donation d'une parcelle de terrain cadastrée section BX, numéro 22, lieudit « Prairie du Mée » à LE MEE-SUR-SEINE a été effectuée au profit de la FONDATION D'AUTEUIL et de Monsieur et Madame Louis MOUY et Monsieur et Madame Yves MULOT.

Cette parcelle est située dans le périmètre de préemption des espaces naturels sensibles. Elle est directement attenante à celle sur laquelle la Ville va réaliser cette année des Jardins Familiaux ; elle est d'ailleurs elle aussi occupée par des jardins.

Un avis de la Direction Générale des Finances Publiques (DGFP), service France Domaine en date du 26 janvier 2016 estime ce terrain à 31 000 euros.

Maître Franck VANNIER, notaire de la FONDATION D'AUTEUIL, a transmis au service Urbanisme l'accord écrit des vendeurs Monsieur et Madame MOUY et Monsieur et Madame MULOT et de la FONDATION D'AUTEUIL, en vue de la présentation de cette acquisition au Conseil Municipal.

Cette acquisition se ferait pour un montant de 31 000 euros, montant qui est conforme à l'avis de France Domaine.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-20-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

Aussi, il est proposé au Conseil Municipal de décider cette acquisition et d'autoriser Monsieur le Maire à signer les actes notariés y afférents.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, a pris la délibération suivante :

- **Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment en ses articles L. 1111.1, L. 2121-29 alinéa 1er et L. 2241-1 relatif à la gestion des biens et les opérations immobilières de la Commune et L. 1311-10**
- **Vu le Code de l'urbanisme**
- **Vu le Code général de la propriété des personnes publiques**
- **Vu le titre VI du Livre III du Code civil relatif à la vente**
- **Vu l'Arrêté du 5 décembre 2016 relatif aux opérations d'acquisitions et de prises en location immobilières poursuivies par les collectivités publiques et divers organismes**
- **Vu la proposition d'acquisition d'une propriété de 5 933 m², cadastrée section BX, numéro 22, lieudit « Prairie du Mée », située chemin des Praillons à LE MEE-SUR-SEINE, cultivée en jardins familiaux, par les légataires de Madame Yvonne MULOT épouse COTTARD, au prix de 31 000 euros**
- **Vu l'avis de la Direction Générale des Finances Publiques (DGFP), service France Domaine du 26 janvier 2016 estimant ce terrain à 31 000 euros**
- **Vu l'accord écrit de la FONDATION D'AUTEUIL en date du 13 septembre 2017**
- **Vu l'accord écrit de Monsieur et Madame Louis MOUY en date du 6 octobre 2017**
- **Vu l'accord écrit de Monsieur et Madame Yves MULOT en date du 10 octobre 2017**
- **Vu l'avis de la Commission cade de vie, transports et technique en date du 8 février 2018**

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,

DÉCIDE d'acquérir la parcelle de terrain cadastrée section BX, numéro 22, lieudit « Prairie du Mée » d'une contenance de 5 933m² pour un montant de 31 000 euros.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer les actes notariés y afférents.

DIT que la dépense sera inscrite au chapitre et article correspondants du budget communal.

2018DCM-02-90 – VENTE D'UN LOGEMENT SITUÉ 308, AVENUE DES REGALS

Madame Sylvie RIGAULT a rappelé que le Conseil Municipal du 9 avril 2015 avait constaté la désaffection de l'ensemble immobilier situé 308, avenue des Régals, composé de 5 logements avec jardins et places de stationnement couvertes qui avait été réalisé en même temps que le groupe scolaire Molière pour loger des enseignants du premier degré.

Un état descriptif de division de copropriété a été réalisé.
Quatre logements et leurs parkings couverts ont été vendus le 29 mars 2017.

Un des occupants du dernier logement, Monsieur LAC Jefferson vient de nous formuler une offre d'acquisition au prix de 134 000 euros.
Il s'agit du lot n°3, logement de type 4 pièces, d'une superficie de 107,87 m² dans le bâtiment A et de son parking, lot n°8 du bâtiment B, tels que figurés sur les plans ci-joints.

Considérant l'état moyen de l'ensemble immobilier qui va nécessiter des dépenses de restauration et les précédentes acquisitions, il est proposé au Conseil Municipal d'accepter cette vente et d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous documents s'y rapportant.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, a pris la délibération suivante :

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-20-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

- **Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 1111-1, L. 2121-29 alinéa 1er et L. 2241-1 relatifs à la gestion des biens et opérations immobilières de la Commune et R. 2241-2**
- **Vu le Code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L. 3211-14, L. 3221-1**
- **Vu la Délibération du Conseil Municipal du 9 avril 2015 prononçant le déclassement de l'ensemble immobilier situé 308, avenue des Régals, cadastré section BE n°213, comportant 5 logements et leurs jardins, 1 abri couvert et sa voirie et décidant de mettre en vente ces biens**
- **Vu l'Arrêté du Maire n° ARR112015-04-0103 déclassant du domaine public l'ensemble immobilier sus-dénommé**
- **Vu l'état descriptif de division avec plans en lots de copropriété, établi par le cabinet COGERAT et enregistré par Maître TRUFFET le 29 mars 2017**
- **Vu l'avis de la Direction Générale des Finances Publiques, France Domaine du 8 février 2018**
- **Vu la proposition d'achat du 24 janvier 2018 de Monsieur LAC Jefferson, d'un logement de type 4 pièces avec jardin et parking pour un montant de 134 000 euros net vendeur représentant les lots n°3 et 8, de l'ensemble immobilier situé 308, avenue des Régals**
- **Vu l'avis de la Commission cadre de vie, transports et technique du 8 février 2018**

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,

DÉCIDE de vendre à Monsieur LAC Jefferson un logement de type 4 pièces avec jardin et parking, situés dans un ensemble immobilier 308, avenue des Régals faisant l'objet d'un état descriptif de division et représentant respectivement le lot n°3 du bâtiment A et le lot n°8 du bâtiment B, le tout cadastré section BE n°213 et 215, pour un montant de 134 000 euros net vendeur.

AUTORISE Monsieur Le Maire à signer l'acte notarié correspondant et tous actes nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

DIT que les recettes seront inscrites aux chapitres et articles correspondants du budget communal.

2018DCM-02-100 – CONVENTION D'ETUDE DU CENTRE COMMERCIAL PLEIN CIEL DANS LE CADRE DU NOUVEAU PROGRAMME DE RÉNOVATION URBAINE

Monsieur Christian QUILLAY a rappelé que les Villes de MELUN et de LE MÉE-SUR-SEINE ont été retenues pour l'élaboration d'un Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine – NPNRU. Le territoire retenu dans ce cadre par l'ANRU intègre une partie du quartier Plein Ciel :

- Le bâtiment d'habitation « le Tripode », soit 316 logements privés sur 19 étages,
- La zone commerciale de 24 cellules représentant 3 500 m²,
- Le parking du Centre Commercial,
- Le rond-point.

Les trois premiers montrent des signes de vétustés, ainsi que des difficultés de gestion liées à la présence de 2 syndics de copropriété, un pour les logements et un pour les commerces, alors que l'ensemble ne forme qu'une seule copropriété.
Par ailleurs, il existe d'autres pôles commerciaux, à proximité, sur le territoire de Melun. Une étude commerciale à l'échelle du quartier prioritaire du Plateau de Corbeil – Plein Ciel a donc été prévue parmi les études préalables au NPNRU, sur ces divers pôles.
Cette étude conduite, sous la responsabilité de l'Etablissement Public National d'Aménagement et de Restructuration des Espaces Commerciaux et Artisanaux « EPARECA », est réalisée par :

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-20-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

- Le cabinet ALBERT et Associés à Ronchin (Nord) pour la partie commerciale,
- Le cabinet SEGAT à Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne) pour l'aspect juridique et foncier.

Le financement de cette étude (49 680€), a été prévu équitablement réparti entre l'EPARECA, la Caisse des Dépôts et la Ville du MÉE-SUR-SEINE. Les modalités de la réalisation des études et de leur règlement sont reprises dans la convention annexée.

Il est donc proposé au Conseil Municipal :
- d'approuver la convention d'étude du Centre Commercial Plein Ciel dans le cadre du Nouveau Programme de Rénovation Urbaine.
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention d'étude du Centre Commercial Plein Ciel dans le cadre du Nouveau Programme de Rénovation Urbaine ainsi que tous les documents afférents.

Mme DAUVERGNE-JOVIN : « Si nous pouvons être d'accord sur l'étude portée sur l'ensemble de ce quartier dans le cadre du Nouveau Programme de Rénovation Urbaine (NPRU), ceci dit, nous avons une interrogation quant au financement de cette étude. Quand nous lisons l'objet de cette convention à l'article 1, il est donc précisé que l'étude commerciale concernant le potentiel commercial relatif aux sites suivants : centre commercial Plein Ciel qui est bien situé sur Le Mée, centre commercial du square Ribot qui est situé à Melun, et éventuel site commercial sur l'avenue Patton qui est également situé à Melun. Pourquoi la Ville du Mée, l'EPARECA et la Caisse des Dépôts y participent et pourquoi la Ville de Melun ne participe pas au financement de cette étude ? ».

M. BILLECOCQ : « Effectivement, en pratique l'étude sur la partie qui concerne Melun est extrêmement réduite parce qu'il y a deux commerces et donc, en fin de compte, c'était tout à fait marginal dans le coût de l'étude. C'est pour cela que comme on ne paye qu'un tiers, c'est déjà réparti entre trois partenaires. Cela nous fait 16 000 € je crois. Cela aurait demandé 1 000 à 2 000 € à Melun. Vu les enjeux à côté dans le NPRU avec des études plus lourdes dans lesquelles nous ne sommes que pour 5%, ce qui nous arrange dans ce cas-là. Donc, on n'a pas discuté sur le fait que l'étude allait déborder un peu sur Melun parce que c'était tout à fait à la marge. On peut admettre que vous vous interrogiez mais on est sur des sommes assez insignifiantes ».

Mme DAUVERGNE-JOVIN : « Effectivement, square Ribot, il ne s'agit peut-être que de deux commerces mais ensuite, la réflexion sur l'avenue de Corbeil, si vous les comptez déjà actuellement, il y en a plus que deux sur le plateau de Corbeil. Donc, pourquoi Le Mée paierait quand même une partie de l'étude qui semble importante sur l'avenue de Corbeil ? ».

M. BILLECOCQ : « Parce qu'en pratique, ils n'étudieront pas l'avenue de Corbeil. Tout ce qui était linéaire, ils n'ont pas travaillé dessus. L'essentiel de leurs remarques est sur le square Ribot. C'est là qu'ils ont travaillé plus sur le centre commercial Plein Ciel qui est un vrai enjeu effectivement. Donc, telle que la convention a été rédigée au départ, en pratique, ils ont très vite dit que vu leur façon de travailler, analyser la situation des commerces lorsqu'ils sont en alignement sur une avenue principale, avait une évolution relativement spontanée, naturelle. Donc, il fallait souhaiter qu'elle soit bonne mais que pour eux, ce n'était pas un enjeu en terme d'aménagement parce qu'au pire, le magasin ferme ou bien il se maintient bien. Et donc, les premières pistes de leur travail, ont montré que l'essentiel de leur travail était sur le centre commercial Plein Ciel et tout à fait à la marge sur Melun à tel point que cela nous démontre, et c'est cela qui est essentiel, que l'enjeu de ce centre commercial dépasse largement l'intérêt du Mée, est aussi important pour Melun que pour Le Mée ».

Mme DAUVERGNE-JOVIN : « Effectivement, d'où la légitimité de ma question. Vous venez de dire que l'étude a été faite, ce qui veut dire que la convention a déjà été signée donc dans ce cas-là, pourquoi nous demande-t-on ce soir d'approuver, d'autoriser M. le Maire à signer la convention ? ».

M. BILLECOCQ : « Tout à fait, vous avez raison. Cela fait longtemps que cette étude est en discussion. Nous avons su au mois de septembre qu'elle allait démarrer sans savoir d'information sur son financement. L'EPARECA, qui est un organisme qui fait énormément d'études dans ces domaines, a lancé la locomotive en sachant que c'était un projet d'étude qui nous intéressait forcément puisqu'on en avait déjà parlé avant. Et donc, ils ont demandé leur étude laquelle, je peux vous dire, nous a été présentée en comité restreint, le 22

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-20-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

décembre. On leur a dit mais attendez, on n'a toujours pas vu de convention. On sait que cela va coûter mais vous ne nous avez rien soumis. Et l'EPARECA, apparemment, ne se souciait pas trop de faire les choses dans l'ordre. Effectivement, nous sommes désolés. On vient au Conseil Municipal, seulement aujourd'hui, parce que nous n'avions rien à vous présenter et on a constaté que pour une fois, une étude se déroulait très vite, était passionnante et nous allons nous charger tout de suite après la séance de vous diffuser les résultats de cette étude qui ensuite méritera d'être portée à la connaissance des commerçants qui y ont contribué. L'ordre n'est pas du tout respecté. Je suis d'accord avec vous ».

Mme DAUVERGNE-JOVIN : « Vous comprendrez bien que dans ce cas-là, nous allons nous abstenir ».

Le Conseil Municipal, par 24 voix pour et 6 abstentions (M. R. SAMYN, M. J.P. GUERIN, Mme N. DAUVERGNE-JOVIN, M. M. AYINA, Mme L. CADET et Mme N. YAZICI), a pris la délibération suivante :

- **Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment en ses articles L. 1111.1, L. 2121-29 alinéa 1er et L. 2241-1 relatif à la gestion des biens et les opérations immobilières de la Commune**
- **Vu le Code de l'urbanisme**
- **Vu le protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine, signé le 16 mars 2017**
- **Vu le projet de convention d'étude du Centre Commercial Plein Ciel dans le cadre du nouveau Programme de Rénovation Urbaine ci-annexé**
- **Vu l'avis de la Commission finances et administration générale du mardi 6 février 2018**

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,

APPROUVE la convention d'étude du Centre Commercial Plein Ciel dans le cadre du Nouveau Programme de Rénovation Urbaine.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention d'étude du Centre Commercial Plein Ciel dans le cadre du Nouveau Programme de Rénovation Urbaine, ainsi que tous les documents afférents.

2018DCM-02-110 – CONVENTION POUR LA RÉALISATION D'UNE PISTE CYCLABLE BIDIRECTIONNELLE SUR LA RUE DE LA MARE AU DIABLE

Monsieur Benoît BATON a rappelé que dans le cadre de son schéma Directeur des liaisons Douces, la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine a défini un programme d'aménagements visant à développer le réseau cyclable et à améliorer la continuité des itinéraires existants.

Les aménagements programmés à court terme doivent ainsi permettre de faciliter des conditions de déplacements à vélo, mais également d'encourager la pratique quotidienne de ce mode de déplacement.

Il est ainsi prévu la réalisation d'itinéraires cyclables permettant d'améliorer l'accès de pôles générateurs de déplacements, tels que le Lycée George Sand.

Comme pour d'autres opérations similaires, la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine est maître d'ouvrage, la Commune l'autorisant à intervenir sur le domaine public communal – la piste d'une larguer de 2,5 m, occupera une partie réservée actuellement à du stationnement. Son coût est de 25 300 € HT.

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-20-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

- d'approuver la convention pour la réalisation d'une piste cyclable bidirectionnelle sur la rue de la Mare au Diable.
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention pour la réalisation d'une piste cyclable bidirectionnelle sur la rue de la Mare au Diable, ainsi que tous les documents afférents.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, a pris la délibération suivante :

- **Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment en ses articles L. 1111.1, L. 2121-29 alinéa 1er et L. 2241-1**
- **Vu le Code de l'urbanisme**
- **Vu le projet de convention pour la réalisation d'une piste cyclable bidirectionnelle sur la rue de la Mare au Diable sur la Commune de LE MÉE-SUR-SEINE ci-annexé**
- **Vu l'avis de la Commission cadre de vie, transports et technique en date du jeudi 8 février 2018**

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,

APPROUVE la convention pour la réalisation d'une piste cyclable bidirectionnelle sur la rue de la Mare au Diable.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention pour la réalisation d'une piste cyclable bidirectionnelle sur la rue de la Mare au Diable, ainsi que tous les documents afférents.

2018DCM-02-120 – JARDINS FAMILIAUX : CRÉATION DE L'ASSOCIATION DE GESTION

Monsieur Michel BILLECOCQ a rappelé que lors de sa séance du 23 février 2017, le Conseil Municipal a approuvé le projet de création de 42 parcelles de jardins familiaux sur un terrain appartenant à la Ville au 116, chemin des Praillons.
L'entreprise qui sera chargée de la réalisation de ces jardins sera désignée dans les prochains jours, dans l'objectif d'une prise de possession des parcelles avant le 15 mai prochain.

A compter du 1er novembre 2017, par le biais de son magazine et de son site internet, la Ville a fait connaître ce projet aux habitants afin que les personnes intéressées puissent se faire connaître. Après une première réunion de rencontre et d'information début décembre, quarante personnes environ ont confirmé leur intérêt pour le projet, après avoir pris connaissance des contraintes du site : zone inondable, pas de cabanons mais des coffres, parcelles de taille assez modeste (100 m2), pas de clôtures entre les parcelles, eau puisée à la pompe à main, jardins devant être ouverts au public (à un rythme restant à définir)... Depuis, ce même groupe s'est régulièrement réuni, à l'invitation de la Commune, afin de décider si la préférence était donnée à la création d'une association pour la gestion du site et, comme c'était le cas, afin d'élaborer les statuts de l'association.

Ce projet de statuts, qui partait initialement d'un modèle établi par la Fédération Nationale des Jardins Familiaux et Collectifs, a été largement discuté et amendé, tout en étant régulièrement soumis à nos services. Il est désormais approuvé par les personnes les plus engagées pour constituer l'association, et c'est lui qui est soumis au vote du Conseil Municipal. Il faut surtout y remarquer :

- Que, concernant les relations entre « l'Association des jardins du Mée-sur-Seine » et la Ville, il est proposé que cette dernière fasse partie des membres bienfaiteurs de l'association, et qu'elle y soit représentée par deux élus dont l'un au moins fera partie du Conseil d'Administration, sans pouvoir y prétendre aux postes de Président ou de Vice-président. Ce Conseil est constitué de 13 membres, dont seul le membre représentant la Commune n'est pas rééligible, comme les autres, par tiers, tous les ans.

- Et que c'est le Conseil d'Administration qui se prononce sur l'admission des membres, et en particulier des membres « actifs », qui sont ceux à qui une parcelle est attribuée. Cette décision

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-20-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

est préparée par une commission comprenant le Bureau et des Délégués des groupes de jardins. Cette dernière notion résulte de la possibilité que l'association gère, à terme, plusieurs sites de jardins familiaux sur le territoire communal.

Le groupe de travail poursuit actuellement ses réflexions à un rythme soutenu, en premier lieu sur le projet de convention qui liera la Ville et l'association pour les conditions de mise à disposition des jardins à l'association, à charge à elle d'en assurer la bonne gestion. Je vous proposerai ultérieurement de vous prononcer sur ce projet, qui ne peut se concrétiser que lorsque l'association aura été constituée. Le groupe a aussi commencé à élaborer le projet de règlement intérieur qui précisera de nombreux points très concrets relatifs aux règles d'attribution des parcelles, aux modes de culture et d'occupation de l'espace de chaque parcelle, au respect des autres utilisateurs, etc.

Je vous précise par ailleurs que, suite à une demande formulée par le Conseil Municipal des Enfants, j'ai jugé pertinent de répondre favorablement à la demande du CME de disposer d'une parcelle sur ce site. Le groupe des porteurs de projet ayant accueilli favorablement cette perspective, je vous propose donc que la Commune puisse, à ce titre, être aussi adhérente à l'association en tant que membre « actif », à la condition, bien entendu, qu'en temps utile, le Conseil d'Administration approuve cette attribution au CME. La Ville y serait alors représentée par un autre élu au titre de cette parcelle, et, au quotidien, par le Service Jeunesse. Il est envisagé que cette parcelle puisse, de plus, être utilisée par les écoles qui le souhaiteraient, sous une forme restant à définir, mais de façon souple.

Il est donc proposé au Conseil Municipal d'approuver le projet de statuts de « l'Association des jardins du Mée-sur-Seine », joint en annexe à la délibération, ainsi que de désigner ses futurs représentants au sein de celle-ci.

<u>Mme YAZICI</u> : « Je trouve très bien ce projet de jardins familiaux mais il faudrait peut-être revoir les critères qui sont un peu contraignants tout de même notamment sur le point de la zone inondable par crainte que plus tard, certains jardins soient abandonnés par ceux qui les occupent. Peut-être alléger cela car si c'est ouvert au public, il peut y avoir des gens avec de mauvaises intentions ou si c'est inondé, ce serait un peu dommage pour tous les travaux faits ».

<u>M. BILLECOCQ</u> : « Si nous vous avions proposé ce projet il y a trois ans, tout le monde aurait trouvé très bien et aurait dit : c'est parfait. Manque de chance, on a eu deux inondations dans un temps proche. Tout le monde a subi les conséquences et il se trouve que ces jardins ont démontré que cette zone était totalement inondable donc on avait un petit cas de conscience. Est-ce que sous prétexte qu'il y a eu deux inondations, on ne fait plus rien ou est-ce que l'on lance quand même le projet en se disant, il n'y a pas forcément de raison et je le souhaite pour les gens qui habitent dans ces endroits-là, qu'il y ait une inondation tous les ans. On prend un peu un pari sur l'avenir. A cet endroit-là, on ne peut rien faire d'autre que d'ouvrir l'espace naturel au public c'est-à-dire qu'il faut que ce soit un lieu de promenade. Sachez que nous avons travaillé, Laëtitia CADET en est le témoin, on a constitué pour élaborer ces projets de jardins un groupe de travail avec des représentants de chaque Conseil de quartier, avec des élus, avec des services afin de rechercher les sites sur la commune qui pourraient prétendre accueillir des jardins familiaux. Donc, ce site-là a été retenu tout en sachant effectivement qu'il était vulnérable au point de vue inondation. Les autres sites, on a un peu évoqué tout à l'heure, un projet dans le parc Chapu. Nous avions aussi un projet à l'orée du bois sous les lignes à haute tension près du lotissement de l'Orée du bois. On a hésité un peu à cause de la présence des lignes mais qui pourrait finalement peut-être un jour refaire surface. C'est le site dont la Ville disposait et il y avait déjà des jardins sur place. On a estimé qu'il était plus logique de se lancer. On court un peu ce risque et on espère beaucoup, on croise les doigts qu'il n'y aura pas d'inondation l'année prochaine qui découragera tout le monde. Cela dit, il y en a déjà eu. Des gens qui sont sur place ont déjà connu des inondations. On prévoit des équipements qui sont susceptibles de résister. Evidemment, s'ils prennent l'eau tous les ans, les coffres en question finiront par souffrir. En cas d'annonce de crue, vous le savez puisqu'on a des délais de réaction possible, cela veut dire que l'association des jardins dira à tous ses jardiniers de vider leur coffre, de retirer leurs outils. De toute façon, il n'y aura pas de matériel précieux à l'intérieur, c'est clair. Il n'y a que des outils qui ne coûtent pas cher puisque c'est le meilleur moyen pour ne pas avoir de vols. A la limite, il vaut mieux laisser les coffres ouverts. En général, quand le coffre est ouvert, rien n'est pris. Si vous fermez à double tour le cabanon, il sera forcément cassé pour voir ce qu'il y a dedans. Tout cela est l'expérience des autres jardins parce qu'on est allé voir d'autres jardiniers ailleurs pour savoir. Donc, on peut prendre des mesures en cas

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-20-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

d'inondation. On souhaite qu'il n'y en ait pas trop. Une inondation qui n'est pas trop longue en hiver, on perdra quelques poireaux, quelques choux. A part cela, si au printemps, cela redémarre, qu'il n'y a pas une inondation au mois de juin comme il y a deux ans, on peut parfaitement gérer un jardin en zone inondable. Mais c'est vrai que l'on fait un investissement dont on espère qu'il va être durable et dont on espère qu'il ne va pas subir une inondation l'an prochain. On en est conscient cette année parce qu'on vient d'en avoir coup sur coup ».

Mme YAZICI : « Juste pour rappeler que déjà à l'époque, il y a une dizaine d'années, il y avait déjà un jardin familial au parc de Pozoblanco et les familles s'en étaient servies à peu près deux ans. En soi, je trouve très bien le projet. Il y a juste ces contraintes qui m'inquiètent ».

M. VERNIN : « C'est plus ancien que cela. Ça a une vingtaine d'années ».

M. GUERIN : « Formons le vœu effectivement qu'il n'y ait pas des inondations aussi souvent que ça a été le cas ces deux dernières années. Je souhaite aux futurs membres de l'association dont certains sont présents ici, plein de bonheur dans cet entretien des jardins. En tous cas, sur le principe, on est tout à fait favorable. Nous sommes favorables aussi à ce qu'il y ait une association qui soit créée, qu'elle soit entièrement entre les mains des habitants. En revanche, dans ce cadre-là, nous avons une petite interrogation sur la gouvernance. Vous le savez, nous ne trouvons jamais sain qu'il y ait des postes réservés même au Conseil d'Administration, à la Commune et donc, à des élus parce qu'ils sont des élus. Et a fortiori, je sais qu'il est marqué qu'ils ne seront pas Vice-Président, Président, mais a fortiori dans le cas présent, il est indiqué que le poste dévolu à la Commune contrairement à tous les autres postes du Conseil d'Administration, ne sera pas renouvelable. Il y a d'autres façons de gérer le lien entre la Commune et l'association. Et c'est notamment la convention dont vous avez parlé qui sera soumise au vote le 29 mars. Donc, ne nous trompons pas d'outil. Je regrette un peu ce qui risque de brider la liberté des membres de l'association qui auront parmi eux des membres qui n'auront pas tout à fait les mêmes droits qu'ils ont eux-mêmes. En termes de liberté associative, nous trouvons toujours plus sain que chacun soit à sa place. La convention permettra de régler les questions de prérogative entre la Ville et l'association ».

M. BILLECOCQ : « N'oublions pas que le terrain appartient à la Ville et donc, on a trouvé légitime qu'il y ait quand même un représentant de la Ville. Ce n'est pas une association comme toutes les autres qui se contente d'avoir une activité sur la Ville, qui à la limite ne demande rien à la Ville. Là, c'est un terrain communal dans lequel on veut que des particuliers, le public puisse régulièrement faire une petite balade, etc. Donc, on estime qu'une personne sur treize, ce n'est pas beaucoup. Pourquoi, il est inamovible ? Simplement, parce qu'il est désigné par le Conseil. On peut prendre la décision de désigner tous les ans un élu. Cela m'est égal. Ce sera toujours le même probablement. Si on veut, on peut mais là, on l'a considéré immuable le temps de son mandat. Cela s'arrêtera avec le mandat. Si tout va bien, c'est lui qui reste. Maintenant, on peut changer tous les ans l'élu qui est désigné. Ce n'est pas très gênant. Ce ne sera qu'une personne sur treize alors que les autres vont être renouvelés par tiers comme traditionnellement dans une association. Je vous signale que l'on a parlé très librement avec ce groupe de travail. Je pense n'avoir jamais été très directif avec les personnes qui étaient présentes et on a discuté de tout cela tranquillement, sereinement. L'état d'esprit me paraît tout à fait bon. Alors, les choses peuvent évoluer dans le temps, vous le savez comme moi, on peut créer n'importe quelle structure, si un jour les relations ne deviennent pas bonnes pour des raisons quelconques, elles ne deviendront pas bonnes quelle que soit la structure et sa constitution. Donc, on pense que c'est raisonnable. C'est légitime que la Ville soit représentée officiellement parce qu'il s'agit de la gestion d'un terrain et où des parties sont à la charge de la Commune. C'est probablement la Commune qui va gérer le parking d'entrée, qui gérer le portail…On va se partager la gestion donc qu'il y ait un représentant de la Commune, au moins un, au pire il y en aura deux parce qu'on prévoit d'en désigner deux, que l'on préconise au Conseil d'Administration, je pense que c'est très raisonnable ».

M. GUERIN : « Je ne comprends pas dans ce que vous dites en quoi la convention ne permet pas, ne suffit pas pour régler ces aspects. Je crois que plus généralement parce que ce n'est pas la seule association du Mée où on a ce débat, je dis que nous considérons que démocratiquement, l'association est un ensemble qui doit être distinct dans sa totalité de la Municipalité. Il y a des conventions qui règlent les relations y compris les relations financières, les aspects comme vous l'avez dit de gestion ».

M. VERNIN : « Vous constaterez que l'on ne partage pas votre avis. Michel BILLECOCQ l'a précisé, c'est un terrain communal. Nous avons vu, lors du DOB aussi le montant des investissements qui va être consacré sur

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-20-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

cet espace par la Ville : 240 000 €. Je pense que d'avoir une personne qui représente la Ville au sein de l'association, me paraît être légitime et c'est effectivement ne pas demander beaucoup. Lorsqu'on l'a présenté aux futurs membres de l'association, tous étaient favorables à cette proposition. Je vais déjà soumettre au vote pour le projet de statuts, ensuite pour les représentants de la Commune au sein de l'association. J'ai comme candidats, M. BATON et Mme BOINET comme titulaires, M. POIREL et Mme CADET comme suppléants mais je pense Mme CADET que vous n'êtes alors plus candidate si j'ai bien compris ? ».

M. BILLECOCQ : « Je n'ai pas pris les contacts au préalable. On pensait vous le proposer ».

Mme CADET : « J'ai participé à la réflexion sur ces jardins. C'est un sujet qui m'intéresse en effet. Après, j'ai toujours alerté sur la question de la gouvernance, de laisser une association indépendante ».

M. VERNIN : « Donc, vous ne voulez pas que l'on vous propose ? ».

Mme CADET : « J'en profite pour dire que j'avais aussi beaucoup insisté sur le lien avec le reste de la Ville, la continuité avec les jardins familiaux des autres quartiers. Donc, je ne suis pas candidate ».

M. VERNIN : « Peut-être au sein des Conseils de quartier, la représentante Mme DIOP ? ».

Mme DIOP : « Oui ».

M. VERNIN : « Donc, Mme DIOP comme suppléante et comme membre actif de l'association, j'ai la candidature de Mme MEUNIER comme titulaire et de M. DIDIERLAURENT comme remplaçant ».

Le Conseil Municipal, par 25 voix pour et 5 abstentions (M. R. SAMYN, M. J.P. GUERIN, Mme N. DAUVERGNE-JOVIN, M. M. AYINA et Mme L. CADET), a pris la délibération suivante :

- **Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment en ses articles L. 1111.1, L. 2121-29 alinéa 1er et L. 2241-1 relatif à la gestion des biens et les opérations immobilières de la Commune et L. 2121-33**
- **Vu la Loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association**
- **Vu le Décret du 16 août 1901 pris pour l'exécution de la Loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association**
- **Vu le projet de création de jardins familiaux sur une parcelle communale au 116, chemin des Praillons**
- **Vu le projet de statuts de l'association des jardins du MÉE-SUR-SEINE, ci-annexé**
- **Vu l'avis de la Commission cadre de vie, transports et technique en date du jeudi 8 février 2018**

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,

APPROUVE le projet de statuts de l'association des jardins du MÉE-SUR-SEINE.

ACCEPTE l'adhésion de la Commune à cette association à titre de membre bienfaiteur.

DÉSIGNE pour le représenter au sein de cette association :

M. Benoît BATON et Mme Michelle BOINET comme titulaires.
M. Renaud POIREL et Mme Nadia DIOP comme suppléants.

ACCEPTE l'adhésion de la Commune à cette association en qualité de membre actif titulaire d'une parcelle, en vue de permettre notamment un droit d'accès et d'utilisation au Conseil municipal des Enfants ainsi qu'aux écoles communales qui en feraient la demande. L'adhésion en qualité de membre actif est subordonnée à l'attribution d'une parcelle par le Conseil d'Administration de l'association, seul décideur en la matière.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-20-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

DESIGNE pour le représenter au sein de cette association en qualité de membre actif, sous réserve de l'attribution par cette dernière d'une parcelle à la Commune :

Mme Josette MEUNIER comme titulaire.
M. Denis DIDIERLAURENT comme remplaçant.

DECIDE d'inscrire chaque année les crédits nécessaires au règlement des cotisations et autres charges annuelles de la Commune en sa qualité de membre bienfaiteur et éventuellement de membre actif de l'association.

2018DCM-02-130 – DEMANDE DE SUBVENTION A L'AGENCE DES ESPACES VERTS DE LA REGION ILE-DE-FRANCE POUR LA CREATION DE JARDINS FAMILIAUX – COMPLEMENTS A LA DELIBERATION DU 23 FEVRIER 2017

Monsieur Benoît BATON a rappelé par délibération du 23 février 2017, le Conseil Municipal a sollicité une subvention de l'Agence des Espaces Verts (AEV) pour la création de jardins familiaux au 116 chemin des Praillons.
D'abord présenté dans le cadre d'un « appel à projets », ce dossier n'a pas été retenu par l'AEV.

Par la suite, la Ville a eu confirmation que, de son côté, le Département apportait une subvention de 40% à ce projet (évalué à 209 000 € HT), dans le cadre du Contrat Intercommunal Départemental signé entre le Conseil Départemental et la Communauté d'Agglomération Melun Val-de-Seine.

L'AEV, recontactée, a alors signalé l'éventualité d'accorder une subvention pour la création de ces jardins, au titre de sa politique habituelle, au taux de 25 %. Cependant, pour espérer obtenir cette subvention, elle a demandé à la Commune :

- D'approuver explicitement l'aménagement des jardins et de dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget d'investissement.
- De s'engager à adhérer à la Charte régionale de la biodiversité, en s'inscrivant sur le site internet du gestionnaire de cette charte.
- De s'engager à maintenir le site en zone N (Naturelle) du PLU.
- D'indiquer le montant prévisionnel de l'entretien annuel du site.
- De s'engager à assurer la formation des personnels chargés de cet entretien selon les modalités de recevabilité de l'aide de l'AEV.

Il est donc proposé au Conseil Municipal de prendre une délibération complémentaire à celle du 23 février 2017 (qui est jointe, pour mémoire, au présent rapport, tout comme le principal tableau de la Charte régionale de la biodiversité) afin de répondre à la demande de l'AEV.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, a pris la délibération suivante :

- **Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment en ses articles L. 1111.1, L. 2121-29 alinéa 1er et L. 2334-40 et suivants**
- **Vu la Loi de finances pour 2015 n°2014-1654 du 29 décembre 2014**
- **Vu le Code de l'urbanisme, notamment les dispositions des articles L. 300-I, L. 300-4 et L. 300-5**
- **Vu la Délibération n°2017DCM-02-90 du Conseil Municipal du 23 février 2017**
- **Vu le projet de création d'un groupe de jardins familiaux sur le terrain communal situé 116, chemin des Praillons, tel qu'étudié par le Bureau d'études de la Fédération Nationale des Jardins Familiaux et Collectifs**
- **Vu l'avis de la Commission cadre de vie, transports et technique du 8 février 2018**

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-20-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

APPROUVE la mise en œuvre du projet de jardins familiaux visé dans cette précédente délibération, et précise que les crédits correspondants sont inscrits au budget d'investissement.

S'ENGAGE à adhérer à la Charte régionale de la biodiversité, en s'inscrivant sur le site internet du gestionnaire de cette charte.

S'ENGAGE à maintenir le site en zone N du PLU.

DIT que l'entretien de ce site sera à la charge des jardiniers-membres de l'association qui est en cours de création pour la gestion de ces jardins, et ce, dans le cadre d'une convention à intervenir prochainement entre la Ville et l'association.

DIT que la Fédération Nationale des Jardins Familiaux et Collectifs est mandatée par la Ville pour assurer la formation des jardiniers-membres de l'association à la gestion du site, dans un esprit conforme aux modalités de recevabilité de l'aide de l'Agence des Espaces Verts, et tout particulièrement en matière de gestion de l'eau, du sol, et de la biodiversité.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération, ainsi que tous les documents afférents.

2018DCM-02-140 – CAMPAGNE « PREMIERES DENTS » ENFANTS DE 0 A 3 ANS – CONVENTION AVEC LE FONDS DE DOTATION DE LA MUTUELLE GENERALE DES CHEMINOTS (FONDS MGC)

Madame Josette MEUNIER a rappelé que dans le cadre de l'organisation des actions d'intérêt général dans le domaine de l'entraide et de la solidarité aux personnes et de la prévention des risques et des maladies, le fonds de dotation de la MGC propose de financer la mise en place d'actions de prévention et de promotion de santé, en partenariat avec la Commune.

Dans cette perspective, il est envisagé de collaborer à la mise en place d'une action : Campagne « Premières Dents », en direction des enfants de 0 à 3 ans, accueillis dans les crèches de la Commune.

Cette action a été mise en place depuis 2015, en réponse à la demande de professionnels de la Petite Enfance et de parents, en lien avec l'Union Française de la Santé Bucco-Dentaire (UFSBD), pour une prévention de l'hygiène bucco-dentaire dès le plus jeune âge, en amont de l'entrée à l'école.

Cette collaboration sera mise en œuvre en trois temps forts, menés par le même chirurgien-dentiste de l'UFSBD :

1 – Formation obligatoire des professionnels de la Petite Enfance : bons gestes, alimentation, maladies bucco-dentaires et conséquences sur la santé.

2 – Conférence d'information à l'attention des parents.

3 – Ateliers d'animation en direction des enfants de 2 – 3 ans.

En contrepartie de ces interventions à titre gracieux, la Commune mettra à disposition les salles, le matériel ainsi que les professionnels du Service Petite Enfance, et assurera la promotion de cette action.

Cette action serait mise en œuvre entre mars et juin 2018.

Il est donc demandé au Conseil Municipal :

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-20-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

– D'approuver la mise en œuvre de l'action Campagne « Premières Dents » en direction des enfants de 0 à 3 ans accueillis dans les crèches de la Commune,

– D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention avec le Fonds de Dotation de la Mutuelle Générale des Cheminots (Fonds MGC) relative à la mise en œuvre de l'action Campagne « Premières Dents » en direction des enfants de 0 à 3 ans accueillis dans les crèches de la Commune ci-annexée, ainsi que tout document afférent.

Mme YAZICI : « Juste une proposition. Est-ce que cette campagne ne pourrait-elle pas aller dans les écoles maternelles puisque d'autres communes le font déjà ? Que cela ne se limite pas simplement à la crèche ».

M. VERNIN : « Ils le font déjà avec la Mutuelle des Cheminots ».

Mme YAZICI : « Pas avec la Mutuelle des Cheminots mais notamment dans le cadre de la CPAM. Je pose la question. Cela peut être intéressant ».

M. DIDIERLAURENT : « A ma connaissance, il n'y a pas de dispositif équivalent sur notre commune dans les écoles maternelles, ceci étant, en continuité, cela peut être des choses intéressantes ».

M. VERNIN : « Vous avez les éléments Nurcan ? ».

Mme YAZICI : « Je ne connais pas très bien mais je sais que la CPAM est très partante pour venir dans les écoles maternelles et faire de la prévention ».

M. VERNIN : « On va regarder cela ».

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, a pris la délibération suivante :

– **Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment en son article L. 2121-29**
– **Vu l'avis de la Commission enfance, vie associative et jeunesse du 13 février 2018**
– **Considérant l'importance de mettre en place des actions de prévention de santé bucco-dentaire dès le plus jeune âge**
– **Considérant l'opportunité de collaborer à titre « gracieux » avec un professionnel de l'Union Française de Santé Bucco-Dentaire, dans le cadre de l'action Campagne « Premières Dents »**

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,

APPROUVE la mise en œuvre de l'action Campagne « Premières Dents » en direction des enfants de 0 à 3 ans accueillis dans les crèches de la Commune.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention avec le Fonds de Dotation de la Mutuelle Générale des Cheminots (Fonds MGC), relative à la mise en œuvre de l'action Campagne « Premières Dents » en direction des enfants de 0 à 3 ans accueillis dans les crèches de la Commune ci-annexée, ainsi que tout document afférent.

2018DCM-02-150 – INFORMATIONS DIVERSES

Monsieur Franck VERNIN a informé le Conseil Municipal que dans le cadre de la délégation accordée au Maire par le Conseil Municipal le 23 février 2017, les marchés suivants ont été passés :

DECEMBRE 2017 :

– **LOCATION AVEC MAINTENANCE DE PANNEAUX LUMINEUX ELECTRONIQUES D'INFORMATIONS MUNICIPALES**

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-20-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

LUMIPLAN VILLE (75 – Paris) :
Location maintenance d'une durée de 6 ans, 15 504 €. HT/an.

– **FOURNITURE D'ARTICLES DE PAPETERIE ET PAPIER DE REPROGRAPHIE POUR LES ECOLES :**

Marchés à bons de commande sans montant minimum, ni maximum annuel passés pour une durée de 12 mois reconductibles trois fois.

Lot 1 – articles de papeterie et travaux manuels,
Lot 2 - : papier de reprographie,

CYRANO Ile-de-France (77 – Meaux)

JANVIER 2018 :

– **ACHAT DE MATERIELS DE NETTOYAGE ET PRODUITS D'ENTRETIEN :**

Marchés à bons de commande sans montant minimum, ni maximum annuel passés pour une année reconductibles trois fois.

Lot n° 1 : matériel de nettoyage,
Lot n° 2 : produits d'entretien courant,
Lot n° 3 : produits entretien pour la cuisine centrale,

ORAPI HYGIENE (69 – Vaulx-en-Velin)

2018DCM-02-160 – QUESTIONS DIVERSES

Mme DAUVERGNE-JOVIN : « Donc ce soir, nous avions seize délibérations. Sur les seize, il y en avait onze qui devaient être votées. Donc, nous avons huit votes pour, 2 abstentions et 1 vote contre.
Je voulais aussi intervenir sur le calendrier des manifestations. Cela fait quelques mois que nous ne l'avons plus. Le dernier que nous avons eu, contenait quelques réunions et nous avons eu un afflux de mails qui est arrivé nous convoquant à des commissions deux, trois jours avant que celles-ci aient lieu. En termes d'organisation, je vous demande si on peut de nouveau avoir un calendrier des manifestations et des commissions un peu plus anticipé. Je vous remercie ».

M. VERNIN : « Oui bien sûr, pas de problème. On va regarder cela ».

Mme YAZICI : « Concernant l'école Camus, je sais que l'on en revient souvent. L'école est vraiment dégradée. Mais juste pour anticiper à l'avenir pour ce qui s'est passé la dernière fois par rapport aux intempéries où l'école a été vraiment touchée, c'est anticiper au moins l'isolation de la toiture pour éviter que ça coule vraiment. Je sais qu'il y a un gros problème, que ce ne sont pas des travaux que l'on peut faire comme cela. Effectivement, elle va être refaite, je l'espère en tous cas fortement. On en a un peu échangé avec M. BILLECOCQ. J'espère que l'on pourra au moins faire le nécessaire pour éviter ce qui s'est passé la dernière fois ».

M. BILLECOCQ : « Une petite explication technique sur ce qui s'est passé. Effectivement, c'est un problème que l'on n'avait pas encore connu, rien de plus. Ce qui nous a surpris, c'est une descente de gouttières qui s'est bouchée. Le problème, c'est qu'à cette occasion, on a découvert que l'on n'avait pas de regard au pied de chaque gouttière. Si on avait eu un regard, on aurait vu qu'il y avait un problème. Donc, c'est cela qui a fait que l'eau s'est accumulée dans la gouttière et a fini par déborder à l'intérieur des classes par la toiture. Il est donc prévu, c'est programmé pour toutes les descentes de gouttière de l'école Camus, on va effectivement résoudre ce problème pour ne plus être surpris par la même chose. On est toujours à la merci d'un autre pépin mais on va déjà essayer d'éliminer celui-là. C'était la première fois que cela se produisait comme cela ».

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-20-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Maire a clos la séance à 22h05 et a ensuite donné la parole au public.

Le secrétaire de séance
Michel BILLECOCQ
Adjoint au Maire en charge de l'aménagement du territoire et des transports

MAIRIE DU MEE-SUR-SEINE 77350

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-20-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

République Française – Département de Seine-et-Marne – Canton de Savigny-le-Temple –
Commune du Mée-sur-Seine

DÉLIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 29/03//2018

Date de transmission de la convocation : 22 mars 2018 - Date d'affichage : 22 mars 2018
Nombre de conseillers : En exercice : 35 - Présents : 23 - Excusés représentés : 5 - Absents : 4 - Votants : 28
Excusé(s) non représenté(s) : 3
VOTE : A l'unanimité - Pour : 28 - Contre : - Abstention :

L'an deux mille dix-huit, le vingt-neuf mars à dix-neuf heures trente, le Conseil Municipal de la Commune du Mée-sur-Seine, s'est réuni à la salle du Conseil en Mairie en séance publique ordinaire, sous la présidence de Madame Jocelyne VERNON, première adjointe au Maire, remplaçant le Maire empêché.

Etaient présents : Mme VERNON, M. DAUVERGNE, Mme BAK, M. DURAND, Mme BERRADIA, M. QUILLAY, Mme DIOP (arrivée au point n° 10 à 20h33), M. DIDIERLAURENT, M. BILLECOCQ, Mme KOWALCZYK, M. AURICOSTE, M. GENET, Mme MEUNIER, Mme BOINET, Mme RIGAULT, Mme MORIN, M. BATON, M. FOSSE, M. SAMYN, Mme MBERI NSANA (arrivée au point n° 6 à 19h49), M. GUERIN (départ au point n° 18 à 21h43), Mme DAUVERGNE-JOVIN, M. AYINA, Mme CADET, Mme YAZICI
Etaient excusés représentés : M. VERNIN avait donné pouvoir à Mme VERNON, Mme ANTIGNAC à M. QUILLAY, M. SCHRUB à M. GENET, M. BENTEJ à Mme MEUNIER, M. TOUNKARA à M. BATON, M. GUERIN à Mme DAUVERGNE-JOVIN (à partir du point n° 18)
Etaient excusées non représentées : Mme PRONO, Mme GUIDY, Mme CAMPS
Etaient absents : Mme NDIAYE, M. POIREL

A été nommé (e) secrétaire de séance : Mme Michelle BOINET

Acte rendu exécutoire après dépôt en Préfecture de Seine-et-Marne le :
Et Publication du : 05 AVR. 2018

N° : 2018DCM-03-40
OBJET : DESIGNATION DES DELEGUES DU CONSEIL MUNICIPAL A L'AMICALE DES LOISIRS ET SORTIES DU PERSONNEL COMMUNAL DE LE MEE-SUR-SEINE (ALSPCM)

- Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment en ses articles L. 2121-29, L. 2121-33
- Vu la Délibération n°14.04.5.5 du Conseil Municipal du 7 avril 2014 concernant la désignation des délégués du Conseil Municipal à l'Animation et Œuvres Sociales du Personnel Communal de la Ville du Mée-sur-Seine (AOSPCM)
- Vu l'adhésion de la Commune au CNAS (Comité National d'Action Sociale) à compter du 1er janvier 2018
- Vu la révision statutaire de l'AOSPCM du 21 décembre 2017 en vue de modifier le champ d'action des missions qu'elle exerce au regard de l'adhésion de la Commune au CNAS au 1er janvier 2018
- Vu le changement de nom de l'AOSPCM, devenue ALSPCM (Amicale des Loisirs et Sorties du Personnel Communal de Le Mée-sur-Seine) suite aux modifications statutaires du 21 décembre 2017
- Vu l'avis de la Commission finances et administration générale du 20 mars 2018

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-40-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

PROCEDE A L'ELECTION de ses représentants élus au sein de l'Amicale des Loisirs et Sorties du Personnel Communal de Le Mée-sur-Seine (ALSPCM) :

- Monsieur Serge DURAND
- Monsieur Georges AURICOSTE

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits.

Pour le Maire empêché,
Par délégation,
La Première Adjointe au Maire :

Jocelyne VERNON

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet des recours suivants :
- recours administratif gracieux auprès de mes services,
- recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-40-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

République Française – Département de Seine-et-Marne – Canton de Savigny-le-Temple –
Commune du Mée-sur-Seine

DÉLIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 29/03//2018

Date de transmission de la convocation : 22 mars 2018 - Date d'affichage : 22 mars 2018
Nombre de conseillers : En exercice : 35 - Présents : 23 - Excusés représentés : 5 - Absents : 4 - Votants : 28
Excusé(s) non représenté(s) : 3
VOTE : A l'unanimité - Pour : 28 - Contre : - Abstention :

L'an deux mille dix-huit, le vingt-neuf mars à dix-neuf heures trente, le Conseil Municipal de la Commune du Mée-sur-Seine, s'est réuni à la salle du Conseil en Mairie en séance publique ordinaire, sous la présidence de Madame Jocelyne VERNON, première adjointe au Maire, remplaçant le Maire empêché.

Etaient présents : Mme VERNON, M. DAUVERGNE, Mme BAK, M. DURAND, Mme BERRADIA, M. QUILLAY, Mme DIOP (arrivée au point n° 10 à 20h33), M. DIDIERLAURENT, M. BILLECOCQ, Mme KOWALCZYK, M. AURICOSTE, M. GENET, Mme MEUNIER, Mme BOINET, Mme RIGAULT, Mme MORIN, M. BATON, M. FOSSE, M. SAMYN, Mme MBERI NSANA (arrivée au point n° 6 à 19h49), M. GUERIN (départ au point n° 18 à 21h43), Mme DAUVERGNE-JOVIN, M. AYINA, Mme CADET, Mme YAZICI
Etaient excusés représentés : M. VERNIN avait donné pouvoir à Mme VERNON, Mme ANTIGNAC à M. QUILLAY, M. SCHRUB à M. GENET, M. BENTEJ à Mme MEUNIER, M. TOUNKARA à M. BATON, M. GUERIN à Mme DAUVERGNE-JOVIN (à partir du point n° 18)
Etaient excusées non représentées : Mme PRONO, Mme GUIDY, Mme CAMPS
Etaient absents : Mme NDIAYE, M. POIREL

A été nommé (e) secrétaire de séance : Mme Michelle BOINET

Acte rendu exécutoire après dépôt en Préfecture de Seine-et-Marne le :
Et Publication du : 05 AVR. 2018

N° : 2018DCM-03-50
OBJET : TRANSFORMATIONS DE POSTES

- Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment en son article L. 2121-29
- Vu la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984, modifiée
- Vu la situation des effectifs pour l'année 2018
- Vu l'avis favorable du Comité Technique (CT) du 15 mars 2018 sur le tableau des emplois
- Vu l'avis de la Commission finances et administration générale du 20 mars 2018
- Considérant les besoins des services

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,

DÉCIDE de modifier le tableau des emplois à compter du 30 mars 2018 comme suit :

Créer :
- 1 poste de rédacteur à temps complet
- 19 postes d'adjoint technique à temps complet
- 3 postes d'adjoint technique à temps incomplet
- 1 poste de puéricultrice hors classe
- 1 poste d'auxiliaire de puériculture principale de 2ème classe à temps complet
- 2 postes d'adjoint d'animation principal de 2ème classe à temps complet
- 2 postes d'adjoint d'animation à temps complet
- 1 poste d'assistant d'enseignement artistique à temps incomplet

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-50-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

Supprimer :

- 1 poste de rédacteur principal de 2ème classe à temps complet
- 3 postes d'adjoint technique principal de 2ième classe à temps complet
- 17 postes d'adjoint technique à temps complet
- 3 postes d'adjoint technique à temps incomplet
- 1 poste de puéricultrice de classe normale à temps complet
- 1 poste d'assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe à temps incomplet
- 1 poste d'animateur à temps complet
- 3 postes d'adjoint d'animation à temps complet

Soit un effectif maximum autorisé de 509 postes, dont 456 postes pourvus

Catégorie A 41 postes dont 33 pourvus
Catégorie B 79 postes dont 60 pourvus
Catégorie C 389 postes dont 363 pourvus

DIT que les crédits correspondants sont prévus et inscrits au budget.

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits.

Pour le Maire empêché,
Par délégation,
La Première Adjointe au Maire :

Jocelyne VERNON

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet des recours suivants :
- recours administratif gracieux auprès de mes services,
- recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-50-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

Code type d'agent	Emploi ou grade de l'agent	Catégorie de l'agent	L'agent travaille-t-il à temps complet ?	L'agent occupe-t-il un emploi permanent ?	Nature du contrat	Code secteur	Effectifs budgétaires	Effectifs pourvus	Emploi
I	Directeur Général des Services	A	VRAI	VRAI		ADMINISTRATIF	1,00	1,00	fonctionnel
I	Directeur Général des Services Adjoint	A	VRAI	VRAI		ADMINISTRATIF	2,00	2,00	fonctionnel
I	Directeur des Service Technique	A	VRAI	VRAI		ADMINISTRATIF	1,00	1,00	fonctionnel
N	Collaborateur de cabinet	A	VRAI	VRAI	CDD	ADMINISTRATIF	1,00	1,00	fonctionnel
I	Directeur Territorial	A	VRAI	VRAI		ADMINISTRATIF	1,00	1,00	
I	Attaché Hors classe	A	VRAI	VRAI		ADMINISTRATIF	1,00	1,00	
I	Attaché principal	A	VRAI	VRAI		ADMINISTRATIF	4,00	3,00	
N	Attaché principal	A	VRAI	VRAI	CDD	ADMINISTRATIF	1,00	1,00	
I	Attaché	A	VRAI	VRAI		ADMINISTRATIF	8,00	6,00	
N	Attaché	A	VRAI	VRAI	CDD	ADMINISTRATIF	3,00	3,00	
I	Rédacteur principal 1er classe	B	VRAI	VRAI		ADMINISTRATIF	3,00	3,00	
I	Rédacteur principal 2ème classe	B	VRAI	VRAI		ADMINISTRATIF	3,00	1,00	
N	Rédacteur	B	VRAI	VRAI		ADMINISTRATIF	1,00	1,00	
I	Rédacteur	B	VRAI	VRAI		ADMINISTRATIF	8,00	7,00	
I	Adjoint administratif principal 1er classe	C	VRAI	VRAI		ADMINISTRATIF	6,00	6,00	
I	Adjoint administratif principal 2ème classe	C	VRAI	VRAI		ADMINISTRATIF	32,00	29,00	
I	Adjoint administratif principal 2ème classe	C	FAUX	VRAI		ADMINISTRATIF	1,00	1,00	
I	Adjoint administratif	C	VRAI	VRAI		ADMINISTRATIF	18,00	13,00	
N	Adjoint administratif	C	VRAI	VRAI	CDD	ADMINISTRATIF	2,00	1,00	
I	Ingénieur principal	A	VRAI	VRAI		TECHNIQUE	2,00	2,00	
I	Ingénieur	A	VRAI	VRAI		TECHNIQUE	1,00	1,00	
N	Ingénieur	A	VRAI	VRAI	CDD	TECHNIQUE	1,00	1,00	
I	Technicien principal de 1ère classe	B	VRAI	VRAI		TECHNIQUE	1,00	1,00	
I	Technicien principal de 2ème classe	B	VRAI	VRAI		TECHNIQUE	4,00	3,00	
I	Technicien	B	VRAI	VRAI		TECHNIQUE	3,00	1,00	
I	Agent de maitrise principal	C	VRAI	VRAI		TECHNIQUE	12,00	12,00	
I	Agent de maitrise	C	VRAI	VRAI		TECHNIQUE	10,00	9,00	
I	Adjoint technique principal de 1er classe	C	VRAI	VRAI		TECHNIQUE	10,00	7,00	
I	Adjoint technique principal de 2ème classe	C	VRAI	VRAI		TECHNIQUE	60,00	59,00	
I	Adjoint technique	C	VRAI	VRAI		TECHNIQUE	32,00	31,00	
N	Adjoint technique	C	VRAI	VRAI	CDD	TECHNIQUE	40,00	39,00	
N	Adjoint technique	C	FAUX	VRAI	CDD	TECHNIQUE	8,00	7,00	
I	Educateur principal de jeunes enfants	B	VRAI	VRAI		SOCIAL	6,00	6,00	
N	Educateur principal de jeunes enfants	B	VRAI	VRAI	CDD	SOCIAL	1,00	1,00	
I	Educateur de jeunes enfants	B	VRAI	VRAI		SOCIAL	2,00	0,00	
N	Educateur de jeunes enfants	B	VRAI	VRAI	CDD	SOCIAL	1,00	1,00	
I	Agent spécialisé des écoles maternelles principal de 1ere classe	C	VRAI	VRAI		SOCIAL	2,00	1,00	
I	Agent spécialisé des écoles maternelles principal de 2ème classe	C	VRAI	VRAI		SOCIAL	12,00	9,00	
I	Assistant sociaux éducatif principal	B	VRAI	VRAI		SOCIAL	1,00	1,00	
I	Assistant sociaux éducatif	B	VRAI	VRAI		SOCIAL	1,00	0,00	
N	Psychologue	A	FAUX	VRAI	CDD	MEDICO-SOCIAL	1,00	1,00	
I	Médecin hors classe	A	VRAI	VRAI		MEDICO-SOCIAL	1,00	1,00	
N	Médecin 2ème classe	A	FAUX	VRAI		MEDICO-SOCIAL	1,00	0,00	
I	Infirmière soins généraux hors classe	A	VRAI	VRAI		MEDICO-SOCIAL	1,00	1,00	
I	Puéricultrice hors classe	A	VRAI	VRAI		MEDICO-SOCIAL	3,00	2,00	
I	Puéricultrice de classe supérieure	A	VRAI	VRAI		MEDICO-SOCIAL	0,00	0,00	
N	Puéricultrice de classe normale	A	VRAI	VRAI	CDD	MEDICO-SOCIAL	2,00	1,00	
N	Diététicienne	B	FAUX	VRAI	CDD	MEDICO-SOCIAL	1,00	1,00	
I	Auxiliaire de puériculture principale de 1ere classe	C	VRAI	VRAI		MEDICO-SOCIAL	8,00	8,00	
I	Auxiliaire de puériculture principale de 2ème classe	C	VRAI	VRAI		MEDICO-SOCIAL	20,00	20,00	
N	Auxiliaire de puériculture principale de 2ème classe	C	VRAI	VRAI	CDD	MEDICO-SOCIAL	1,00	1,00	
I	Conseiller A.P.S.	A	VRAI	VRAI		SPORTIVE	1,00	0,00	
I	Educateur des A.P.S. principal de 1ere classe	B	VRAI	VRAI		SPORTIVE	5,00	5,00	
I	Educateur des A.P.S. principal de 2ème classe	B	VRAI	VRAI		SPORTIVE	1,00	0,00	
I	Educateur des A.P.S.	B	VRAI	VRAI		SPORTIVE	1,00	1,00	

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-50-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

N	Educateur des A.P.S.	B	FAUX	VRAI	CDD	SPORTIVE	1,00	1,00	
I	Opérateur qualifié des A.P.S.	C	VRAI	VRAI		SPORTIVE	1,00	1,00	
I	Bibliothécaire	A	VRAI	VRAI		CULTURELLE	1,00	1,00	
I	Assistant de conservation principal de 1ere classe	C	VRAI	VRAI		CULTURELLE	1,00	1,00	
I	Assistant de conservation	C	VRAI	VRAI		CULTURELLE	2,00	1,00	
I	Adjoint du patrimoine principal de 1ere classe	C	VRAI	VRAI		CULTURELLE	1,00	1,00	
I	Adjoint du patrimoine principal de 2ème classe	C	VRAI	VRAI		CULTURELLE	1,00	1,00	
I	Adjoint du patrimoine	C	VRAI	VRAI		CULTURELLE	2,00	1,00	
I	Professeur Artistique hors classe	A	VRAI	VRAI		CULTURELLE	1,00	0,00	
N	Professeur d'enseignement artistique classe normale	A	VRAI	VRAI	CDD	CULTURELLE	1,00	1,00	
N	Professeur d'enseignement artistique classe normale	A	FAUX	VRAI	CDD	CULTURELLE	1,00	1,00	
I	Assistant d'enseignement artistique principale de 1ere classe	B	VRAI	VRAI		CULTURELLE	12,00	7,00	
I	Assistant d'enseignement artistique principale de 1ere classe	B	FAUX	VRAI		CULTURELLE	1,00	2,00	
N	Assistant d'enseignement artistique principale de 1ere classe	B	FAUX	VRAI	CDD	CULTURELLE	1,00	2,00	
I	Assistant d'enseignement artistique principale de 2ème classe	B	FAUX	VRAI		CULTURELLE	4,00	1,00	
N	Assistant d'enseignement artistique principale de 2ème classe	B	FAUX	VRAI	CDD	CULTURELLE	12,00	10,00	
N	Assistant d'enseignement artistique	C	FAUX	VRAI	CDD	CULTURELLE	1,00	1,00	
I	Animateur principal de 1ère classe	B	VRAI	VRAI		ANIMATION	0,00	0,00	
I	Animateur principal de 2ème classe	B	VRAI	VRAI		ANIMATION	2,00	1,00	
I	Animateur	B	VRAI	VRAI		ANIMATION	3,00	3,00	
N	Animateur	B	VRAI	VRAI	CDD	ANIMATION	0,00	0,00	
I	Adjoint d'animation principal de 2ème classe	C	VRAI	VRAI		ANIMATION	5,00	5,00	
I	Adjoint d'animation	C	VRAI	VRAI		ANIMATION	14,00	14,00	
N	Adjoint d'animation	C	VRAI	VRAI	CDD	ANIMATION	21,00	21,00	
N	Adjoint d'animation	C	FAUX	VRAI	CDD	ANIMATION	5,00	5,00	
N	Animateur saisonnier EMS-CLSH	C	FAUX	VRAI	CDD	ANIMATION	45,00	44,00	
I	Chef de police municipale	C	VRAI	VRAI		POLICE MUNICIPALE	1,00	1,00	
I	Brigadier chef principal	C	VRAI	VRAI		POLICE MUNICIPALE	3,00	3,00	
I	Gardien-Brigadier	C	VRAI	VRAI		POLICE MUNICIPALE	12,00	10,00	
							509,00	456,00	

I - TITULAIRE
N-NON TITULAIRE

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-50-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

République Française – Département de Seine-et-Marne – Canton de Savigny-le-Temple –
Commune du Mée-sur-Seine

DÉLIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 29/03//2018

Date de transmission de la convocation : 22 mars 2018 - Date d'affichage : 22 mars 2018
Nombre de conseillers : En exercice : 35 - Présents : 24 - Excusés représentés : 5 - Absents : 3 - Votants : 29
Excusé(s) non représenté(s) : 3
VOTE : A la majorité - Pour : 23 - Contre : 1 - Abstention : 5

L'an deux mille dix-huit, le vingt-neuf mars à dix-neuf heures trente, le Conseil Municipal de la Commune du Mée-sur-Seine, s'est réuni à la salle du Conseil en Mairie en séance publique ordinaire, sous la présidence de Madame Jocelyne VERNON, première adjointe au Maire, remplaçant le Maire empêché.

Etaient présents : Mme VERNON, M. DAUVERGNE, Mme BAK, M. DURAND, Mme BERRADIA, M. QUILLAY, Mme DIOP (arrivée au point n° 10 à 20h33), M. DIDIERLAURENT, M. BILLECOCQ, Mme KOWALCZYK, M. AURICOSTE, M. GENET, Mme MEUNIER, Mme BOINET, Mme RIGAULT, Mme MORIN, M. BATON, M. FOSSE, M. SAMYN, Mme MBERI NSANA (arrivée au point n° 6 à 19h49), M. GUERIN (départ au point n° 18 à 21h43), Mme DAUVERGNE-JOVIN, M. AYINA, Mme CADET, Mme YAZICI
Etaient excusés représentés : M. VERNIN avait donné pouvoir à Mme VERNON, Mme ANTIGNAC à M. QUILLAY, M. SCHRUB à M. GENET, M. BENTEJ à Mme MEUNIER, M. TOUNKARA à M. BATON, M. GUERIN à Mme DAUVERGNE-JOVIN (à partir du point n° 18)
Etaient excusées non représentées : Mme PRONO, Mme GUIDY, Mme CAMPS
Etaient absents : Mme NDIAYE, M. POIREL

A été nommé (e) secrétaire de séance : Mme Michelle BOINET

Acte rendu exécutoire après dépôt en Préfecture de Seine-et-Marne le :
Et Publication du : 05 AVR. 2018

N° : 2018DCM-03-60
OBJET : APPROBATION DU COMPTE DE GESTION 2017

- Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment en ses articles L. 1612-12 et suivants et L. 2121-31
- Vu le Compte de Gestion 2017 établi par le Comptable
- Vu l'avis de la Commission finances et administration générale le 20 mars 2018
- Après avoir entendu l'exposé de son rapporteur

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,

ARRETE le Compte de Gestion 2017, dressé par M. Bernard Fleury, Comptable public de la Trésorerie Melun-Val-de-Seine, visé et certifié par l'ordonnateur, qui fait apparaitre les résultats suivants :

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

	Libellé	2017
Fonctionnement	A Recettes de l'exercice	32 328 847,44
	B Dépenses de l'exercice	29 597 880,13
	A-B Résultat de l'exercice	2 730 967,31
	C Excédent de fonctionnement reporté 002	2 141 766,60
	A-B+C Résultat de clôture de fonctionnement	4 872 733,91
Investissement	Recettes de l'exercice	6 302 132,35
	Dépenses de l'exercice	6 586 348,70
	Résultat de l'exercice	- 284 216,35
	Déficit/excédent d'investissement reporté 001	- 2 508 234,04
	Résultat de clôture d'investissement	- 2 792 450,39
	Restes à réaliser en dépenses	2 148 446,68
	Restes à réaliser en recettes	1 781 535,37
	Soldes des restes à réaliser	- 366 911,31
	Financement de l'investissement	- 3 159 361,70
	Résultat global de clôture	1 713 372,21

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits.

Pour le Maire empêché,
Par délégation,
La Première Adjointe au Maire :

Jocelyne VERNON

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet des recours suivants :
- recours administratif gracieux auprès de mes services,
- recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

077015

TRES. MELUN VAL DE SEINE SEC PU

10500 LE MEE SUR SEINE

ORIGINE DU DOCUMENT : alice.zettor

Libellé du poste comptable : TRES. MELUN VAL DE SE

Date à considérer dans les messages de supervision

Filtre : Edition Provisoire : 1

Filtre : A Viser : 0

Filtre : Edition destinée au CDG sur chiffre étend

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

TRÉSOR PUBLIC

TRES. MELUN VAL DE SEINE SEC PU LOCAL

N° CODIQUE 077015

Date d'édition : 23/01/2018

IDENTIFIANT BUDGET 10500

N° de SIRET 21770285100239

LE MEE SUR SEINE

BUDGET PRINCIPAL

COMPTE DE GESTION
EXERCICE 2017

PRÉSENTÉ À

La Chambre régionale des comptes

PAR LE(S) COMPTABLE(S)

M FLEURY BERNARD

AYANT EXERCÉ AU COURS DE LA GESTION

DU 01/01/2017 AU 23/01/2018

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

N° CODIQUE 077015
TRES. MELUN VAL DE SEINE SEC PU
Date d'édition : 23/01/2018
L5.0.005.019

Population : 20969
Nomenclature M14 sup egal 10000h
Voté par Nature avec ref. fonct.
Exercice 2017

SOMMAIRE

			PAGES
1ERE PARTIE :	Situation patrimoniale		3
	1 Bilan synthétique	Etat I-1	4
	2 Bilan	Etat I-2	5
	3 Compte de résultat synthétique	Etat I-3	13
	4 Compte de résultat	Etat I-4	14
	5 Annexe		18
	Etats des opérations pour compte de tiers	Etat I-5	19
2EME PARTIE :	Exécution budgétaire		21
	1 Résultats budgétaires de l'exercice	Etat II-1	22
	2 Résultats d'exécution	Etat II-2	23
	3 Etat de consommation des crédits	Etat II-3	24
	4 Etat de réalisation des opérations	Etat II-4	29
3EME PARTIE :	Comptabilité des deniers et valeurs		42
	1 Balance des comptes	Etat III-1	43
	2 Situation des valeurs inactives	Etat III-2	85
4EME PARTIE :	Page des signatures		86

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

SITUATION PATRIMONIALE

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 - LE MEE SUR SEINE

BILAN SYNTHÉTIQUE

En milliers d'Euros

ACTIF NET	Total	PASSIF	Total
Immobilisations incorporelles (nettes)	**917,81**	Dotations	14 478,02
Terrains	8 076,08	Fonds globalisés	14 015,75
Constructions	56 192,93	Réserves	31 364,98
Réseaux et installations de voirie et réseaux divers	29 984,53	Différences sur réalisations d'immobilisations	-1 850,02
Immobilisations corporelles en cours	10 878,98	Report à nouveau	2 141,77
Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées	168,36	Résultat de l'exercice	2 730,97
Autres immobilisations corporelles	2 061,10	Subventions transférables	11,20
Total immobilisations corporelles (nettes)	**107 361,97**	Subventions non transférables	23 131,22
Immobilisations financières	**25,29**	Droits de l'affectant, du concédant, de l'affermant et du remettant	0,00
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ	**108 305,07**	Autres fonds propres	0,00
Stocks	0,00	**TOTAL FONDS PROPRES**	**86 023,89**
Créances	2 089,06	**PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**	**200,00**
Valeurs mobilières de placement	0,00	**Dettes financières à long terme**	**24 865,65**
Disponibilités	1 448,37	Fournisseurs	529,84
Autres actifs circulant	0,00	Autres dettes à court terme	531,94
		Total dettes à court terme	**1 061,78**
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**3 537,44**	**TOTAL DETTES**	**25 927,43**
Comptes de régularisations	**393,79**	**Comptes de régularisations**	**84,99**
TOTAL ACTIF	**112 236,30**	**TOTAL PASSIF**	**112 236,30**

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-00-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 - LE MEE SUR SEINE

BILAN (en Euros)

ACTIF		EXERCICE N			EXERCICE N-1
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE	Subventions d'équipement versées	1 234 131,22	368 333,09	865 798,13	953 977,13
	Autres immobilisations incorporelles	605 722,11	553 713,35	52 008,76	43 477,42
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Terrains en toute propriété	8 405 047,65	328 970,81	8 076 076,84	8 291 652,62
	Constructions en toute propriété	56 192 932,04	0,00	56 192 932,04	50 765 477,17
	Construction sur sol autrui en tte prop				
	Réseaux installations voirie rés divers	29 984 527,66	0,00	29 984 527,66	21 359 202,49
	Collections et oeuvres d'art	78 307,32	0,00	78 307,32	78 307,32
	Autres immobilisations corporelles	6 323 285,19	4 340 496,90	1 982 788,29	1 753 230,38
	Immobilisations corporelles en cours	10 878 980,07	0,00	10 878 980,07	21 197 571,46
	Immo affect à service non personnalisé				
	Immo en concess afferm à dispo immo aff	168 362,03	0,00	168 362,03	168 362,03
	Terrains reçus au titre de mise à dispo				
	Construc reçues au titre mise à dispo				
	Construction sur sol autrui mise à dispo				
	Réseaux installations voirie rés divers				
	Collections et oeuvres d'art				
	Autres immobilisations corporelles	14 295,79	14 295,79	0,00	0,00
	MONTANT A REPORTER	113 885 591,08	5 605 809,94	108 279 781,14	104 611 258,02

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 - LE MEE SUR SEINE

BILAN (en Euros)

ACTIF		EXERCICE N			EXERCICE N-1
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE (SUITE)	REPORT	113 885 591,08	5 605 809,94	108 279 781,14	104 611 258,02
	Terrains recus au titre d'affectation				
	Construct reçues au titre d'affectation				
	Construc sol d'autrui au titre affectat				
	Réseaux installations voirie rés divers				
	Collections et oeuvres d'art				
	Autres immobilisations corporelles				
	Participations et créances rattachées	22 286,85	0,00	22 286,85	22 286,85
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Avances en garanties d'emprunt				
	Autres créances	3 000,00	0,00	3 000,00	3 000,00
	ACTIF IMMOBILISE TOTAL I	113 910 877,93	5 605 809,94	108 305 067,99	104 636 544,87

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 - LE MEE SUR SEINE

BILAN (en Euros)

ACTIF		EXERCICE N			EXERCICE N-1
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF CIRCULANT	Terrains				
	Production autre que terrains				
	Autres stocks				
	Redevables et comptes rattachés	910 639,15	0,00	910 639,15	841 591,05
	Créanc irrécouv adm par juge des cptes				
	Créances sur l'Etat et collec publiques	923 439,70	0,00	923 439,70	929 509,12
	Créances sur BA CCAS et CDE rattachées				
	Opérations pour le compte de tiers				
	Autres créances	254 985,22	0,00	254 985,22	254 716,52
	Valeurs mobilières de placement				
	Disponibilités	1 448 372,82	0,00	1 448 372,82	1 504 409,13
	Avances de trésorerie				
	Charges constatées d'avance				
	ACTIF CIRCULANT TOTAL II	3 537 436,89	0,00	3 537 436,89	3 530 225,82

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 - LE MEE SUR SEINE

BILAN (en Euros)

ACTIF		EXERCICE N			EXERCICE N-1
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
COMPTES DE REGULARISATION	Charges à répartir sur plusieurs exer	393 792,09	0,00	393 792,09	442 457,09
	Primes de remboursement des obligations				
	Dépenses à classer ou à régulariser	1,70	0,00	1,70	0,00
	Ecarts de conversion - Actif				
	COMPTES DE REGULARISATION TOTAL III	393 793,79	0,00	393 793,79	442 457,09
	TOTAL GENERAL (I + II + III)	117 842 108,61	5 605 809,94	112 236 298,67	108 609 227,78

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 - LE MEE SUR SEINE

BILAN (en Euros)

PASSIF		EXERCICE N	EXERCICE N-1
FONDS PROPRES	Dotations	14 478 022,14	14 478 022,14
	Mise à disposition chez le bénéficiaire		
	Affectation par collec de rattachement		
	Réserves	31 364 981,26	28 761 759,31
	Neutra amortis subv equip versees		
	Report à nouveau	2 141 766,60	2 355 797,95
	Résultat de l'exercice	2 730 967,31	2 389 190,60
	Subventions transférables	11 200,00	11 900,00
	Différences sur réalisations d'immob	-1 850 020,04	-2 750 494,40
	Fonds globalisés	14 015 748,55	13 904 646,90
	Subventions non transférables	23 131 219,33	21 338 877,67
	Droits de l'affectant		
	FONDS PROPRES TOTAL I	86 023 885,15	80 489 700,17

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 - LE MEE SUR SEINE

BILAN (en Euros)

PASSIF		EXERCICE N	EXERCICE N-1
	Provisions pour risques	200 000,00	0,00
	Provisions pour charges		
	PROVISIONS POUR RISQUE ET CHARGES TOTAL II	200 000,00	0,00
PROVISIONS			
POUR RISQUES			
ET CHARGES			

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 - LE MEE SUR SEINE

BILAN (en Euros)

PASSIF		EXERCICE N	EXERCICE N-1
DETTES	Emprunts obligataires		
	Emprunts auprès des étab de crédits	24 210 387,84	26 488 427,83
	Emprunts et dettes financières divers	655 257,59	465 167,44
	Crédits et lignes de trésorerie	500 000,00	0,00
	Fournisseurs et comptes rattachés	412 782,70	426 979,57
	Dettes fiscales et sociales	18 934,06	2 822,77
	Dettes envers l'Etat et les collec publ		
	Dettes envers BA CCAS et CDE rattachées		
	Opérations pour le compte de tiers		
	Autres dettes	13 002,11	3 183,87
	Fournisseurs d'immobilisations	117 062,05	82 163,35
	Produits constatés d'avance		
	DETTES TOTAL III	25 927 426,35	27 468 744,83

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 - LE MEE SUR SEINE

BILAN (en Euros)

PASSIF		EXERCICE N	EXERCICE N-1
	Recettes à classer ou à régulariser	84 987,17	650 782,78
	Ecarts de conversion - Passif		
	COMPTES DE REGULARISATION TOTAL IV	84 987,17	650 782,78
	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	112 236 298,67	108 609 227,78
COMPTES DE REGULARISATION			

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 - LE MEE SUR SEINE

COMPTE DE RÉSULTAT SYNTHÉTIQUE

En milliers d'Euros

POSTE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
Impôts et taxes perçus	14 196,73	13 765,71
Dotations et subventions reçues	14 101,32	13 795,90
Produits des services	1 954,59	1 918,13
Autres produits	488,96	318,23
Transfert de charges		
Produits courants non financiers	30 741,60	29 797,96
Traitements, salaires, charges sociales	17 259,96	17 380,88
Achats et charges externes	6 625,86	6 519,28
Participations et interventions	1 375,09	1 113,69
Dotations aux amortissements et provisions	599,64	582,10
Autres charges	906,38	809,25
Charges courantes non financières	26 766,93	26 405,20
RÉSULTAT COURANT NON FINANCIER	3 974,67	3 392,77
Produits courants financiers		
Charges courantes financières	922,04	1 011,35
RÉSULTAT COURANT FINANCIER	-922,04	-1 011,35
RÉSULTAT COURANT	3 052,63	2 381,42
Produits exceptionnels	1 180,87	279,92
Charges exceptionnelles	1 502,53	272,15
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	-321,66	7,77
IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES		
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	2 730,97	2 389,19

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 - LE MEE SUR SEINE

COMPTE DE RÉSULTAT 1

POSTES	EXERCICE N	EXERCICE N-1
PRODUITS COURANTS NON FINANCIERS		
Impôts locaux	9 962 739,00	9 633 927,00
Autres impôts et taxes	4 233 990,45	4 131 778,42
Produits services, domaine et ventes div	1 954 590,09	1 918 125,96
Production stockée		
Production immobilisée		
Reprise sur amortissements et provisions		
Transferts de charges		
Autres produits	488 958,54	318 228,64
Dotations de l'Etat	10 376 311,49	10 203 687,70
Subventions et participations	2 954 509,58	2 795 920,72
Autres attributions (péréquat, compensa)	770 502,25	796 296,55
TOTAL I	30 741 601,40	29 797 964,99
CHARGES COURANTES NON FINANCIERES		
Traitements et salaires	12 007 041,82	11 944 468,61
Charges sociales	5 252 918,73	5 436 411,84
Achats et charges externes	6 625 859,32	6 519 275,76
Impôts et taxes	583 430,21	529 666,23
Dotations amortissements des immob	599 637,80	582 100,41
Dot amort sur charges à répartir		

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 - LE MEE SUR SEINE

COMPTE DE RÉSULTAT 1

POSTES	EXERCICE N	EXERCICE N-1
Dotations aux provisions		
Autres charges	322 949,17	279 582,72
Contingents et participations	412 956,70	113 106,82
Subventions	962 136,49	1 000 586,39
TOTAL II	26 766 930,24	26 405 198,78
A - RESULTAT COURANT NON FINANCIER (I-II)	3 974 671,16	3 392 766,21
PRODUITS COURANTS FINANCIERS		
Valeurs mob et créances de l'actif immo		
Autres intérêts et produits assimilés		
Gains de change		
Produit net sur cessions de VMP		
Reprises sur provisions		
Transferts de charges		
TOTAL III		
CHARGES COURANTES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	873 378,47	962 681,73
Pertes de change		
Charges nettes sur cessions de VMP		
Dotations aux amort et aux provisions	48 665,00	48 665,00
TOTAL IV	922 043,47	1 011 346,73

Acte rendu de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 - LE MEE SUR SEINE

COMPTE DE RÉSULTAT 1

POSTES	EXERCICE N	EXERCICE N-1
B - RESULTAT COURANT FINANCIER (III-IV)	-922 043,47	-1 011 346,73
A + B - RESULTAT COURANT	3 052 627,69	2 381 419,48
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits except op gestion : Subventions		
Prod exception gestion : Autres opér	6 133,95	3 677,62
Produits des cessions d'immobilisations	1 143 894,29	247 295,00
Diff réalis(négatives)repr cpte résultat		3 959,36
Neutralisation des amortissements		
Prod exception capital : Autres opér	30 839,89	24 989,33
Reprises sur provisions		
Transferts de charges		
TOTAL V	1 180 868,13	279 921,31
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charg except op gestion : subventions		
Charg excep op gestion-Autres opérations	158 634,22	20 895,83
Valeur comptable des immo cédées	213 563,55	244 868,40
Diff réalis(positives)transf à investist	930 330,74	6 385,96
Charg excep op capital-Autres opérations		
Dotations aux amort et aux provisions	200 000,00	
TOTAL VI	1 502 528,51	272 150,19

Date de réception en préfecture : 05/04/2018
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 - LE MEE SUR SEINE

COMPTE DE RÉSULTAT 1

POSTES	EXERCICE N	EXERCICE N-1
C - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	-321 660,38	7 771,12
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	31 922 469,53	30 077 886,30
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI)	29 191 502,22	27 688 695,70
RESULTAT DE L'EXERCICE	2 730 967,31	2 389 190,60

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

ANNEXE

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 - LE MEE SUR SEINE

OPÉRATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS

Situation des opérations pour le compte de tiers soldées au 31/12/2017

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 - LE MEE SUR SEINE

OPÉRATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS

Situation des opérations pour le compte de tiers non soldées au 31/12/2017

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

EXECUTION BUDGETAIRE

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 - LE MEE SUR SEINE

RÉSULTATS BUDGÉTAIRES DE L'EXERCICE

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	11 991 058,01	33 605 008,37	45 596 066,38
Titres de recettes émis (b)	6 457 501,58	33 493 869,29	39 951 370,87
Réductions de titres (c)	155 369,23	1 165 021,85	1 320 391,08
Recettes nettes (d = b - c)	6 302 132,35	32 328 847,44	38 630 979,79
DÉPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	11 991 058,01	33 605 008,37	45 596 066,38
Mandats émis (f)	6 752 190,22	30 258 866,78	37 011 057,00
Annulations de mandats (g)	165 841,52	660 986,65	826 828,17
Dépenses nettes (h = f - g)	6 586 348,70	29 597 880,13	36 184 228,83
RÉSULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent		2 730 967,31	2 446 750,96
(h - d) Déficit	284 216,35		

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 - LE MEE SUR SEINE

RÉSULTATS D'EXÉCUTION DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS DES SERVICES NON PERSONNALISÉS

	RÉSULTAT À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT : 2016	PART AFFECTÉE À L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2017	RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2017	TRANSFERT OU INTÉGRATION DE RÉSULTATS PAR OPÉRATION D'ORDRE NON BUDGÉTAIRE	RÉSULTAT DE CLÔTURE DE L'EXERCICE 2017
I - Budget principal					
Investissement	-2 508 234,04	0,00	-284 216,35	0,00	-2 792 450,39
Fonctionnement	4 744 988,55	2 603 221,95	2 730 967,31	0,00	4 872 733,91
TOTAL I	2 236 754,51	2 603 221,95	2 446 750,96	0,00	2 080 283,52
II - Budgets des services à					
caractère administratif					
TOTAL II					
III - Budgets des services à					
caractère industriel					
et commercial					
TOTAL III					
TOTAL I + II + III	2 236 754,51	2 603 221,95	2 446 750,96	0,00	2 080 283,52

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 - LE MEE SUR SEINE

ÉTAT DE CONSOMMATION DES CRÉDITS

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget primitif 1	Décision modificative 2	Total Prévisions 3 = 1 + 2
16	Emprunts et dettes assimilees	2 087 060,00	3 421,39	2 090 481,39
20	Immobilisations incorporelles	34 092,00	36 547,20	70 639,20
204	Subventions d'équipement versées	5 000,00	17 940,00	22 940,00
21	Immobilisations corporelles	2 279 136,00	588 051,72	2 867 187,72
SOUS-TOTAL	CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS	4 405 288,00	645 960,31	5 051 248,31
Opération n° 0905	Opération d'équipement n° 0905	226 000,00	92 106,20	318 106,20
Opération n° 1009	Opération d'équipement n° 1009	102 500,00	744 813,06	847 313,06
Opération n° 1115	Opération d'équipement n° 1115	360 000,00		360 000,00
Opération n° 1116	Opération d'équipement n° 1116		0,20	0,20
Opération n° 1302	Opération d'équipement n° 1302	433 780,00	416 220,00	850 000,00
Opération n° 1401	Opération d'équipement n° 1401	848 000,00	321 150,88	1 169 150,88
Opération n° 1402	Opération d'équipement n° 1402		15 643,20	15 643,20
Opération n° 1601	Opération d'équipement n° 1601	200 000,00	108 932,43	308 932,43
Opération n° 1602	Opération d'équipement n° 1602		50 000,00	50 000,00
Opération n° 1701	Opération d'équipement n° 1701	211 729,69		211 729,69
Opération n° 1702	Opération d'équipement n° 1702	200 000,00	-100 000,00	100 000,00
Opération n° 1703	Opération d'équipement n° 1703	200 000,00		200 000,00
SOUS-TOTAL	CHAPITRES REELS VOTES PAR OPERATIONS	2 782 009,69	1 648 865,97	4 430 875,66
TOTAL	DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT	7 187 297,69	2 294 826,28	9 482 123,97
040	Opérations d'ordre de transfert entre se	700,00		700,00

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 - LE MEE SUR SEINE

ÉTAT DE CONSOMMATION DES CRÉDITS

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Total prévisions 1	Émissions 2	Annulations 3	DEPENSES nettes 4=2-3	Solde prévisions / réalisations 5=1-4
16	2 090 481,39	2 074 067,85		2 074 067,85	16 413,54
20	70 639,20	40 113,83	3 462,00	36 651,83	33 987,37
204	22 940,00	20 690,00		20 690,00	2 250,00
21	2 867 187,72	2 295 324,56	8 369,33	2 286 955,23	580 232,49
SOUS-TOTAL	5 051 248,31	4 430 196,24	11 831,33	4 418 364,91	632 883,40
Opération n° 0905	318 106,20	82 859,66		82 859,66	235 246,54
Opération n° 1009	847 313,06	745 273,12	27 062,74	718 210,38	129 102,68
Opération n° 1115	360 000,00				360 000,00
Opération n° 1116	0,20				0,20
Opération n° 1302	850 000,00	10 002,95		10 002,95	839 997,05
Opération n° 1401	1 169 150,88	1 099 325,90		1 099 325,90	69 824,98
Opération n° 1402	15 643,20	15 643,20		15 643,20	
Opération n° 1601	308 932,43	289 663,54	108 997,45	180 666,09	128 266,34
Opération n° 1602	50 000,00				50 000,00
Opération n° 1701	211 729,69	70 916,00	17 950,00	52 966,00	158 763,69
Opération n° 1702	100 000,00	5 809,61		5 809,61	94 190,39
Opération n° 1703	200 000,00	1 800,00		1 800,00	198 200,00
SOUS-TOTAL	4 430 875,66	2 321 293,98	154 010,19	2 167 283,79	2 263 591,87
TOTAL	9 482 123,97	6 751 490,22	165 841,52	6 585 648,70	2 896 475,27
040	700,00	700,00		700,00	

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 - LE MEE SUR SEINE

ÉTAT DE CONSOMMATION DES CRÉDITS

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget primitif 1	Décision modificative 2	Total Prévisions 3 = 1 + 2
TOTAL	DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT	700,00		700,00
001	Solde d'exécution de la section d'invest	2 508 234,04		2 508 234,04
TOTAL GENERAL		9 696 231,73	2 294 826,28	11 991 058,01

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 - LE MEE SUR SEINE

ÉTAT DE CONSOMMATION DES CRÉDITS

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Total prévisions 1	Émissions 2	Annulations 3	DEPENSES nettes 4=2-3	Solde prévisions / réalisations 5=1-4
TOTAL	700,00	700,00		700,00	
001	2 508 234,04				2 508 234,04
TOTAL GENERAL	11 991 058,01	6 752 190,22	165 841,52	6 586 348,70	5 404 709,31

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 - LE MEE SUR SEINE

ÉTAT DE CONSOMMATION DES CRÉDITS

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget primitif 1	Décision modificative 2	Total Prévisions 3 = 1 + 2
10	Dotations fonds divers et réserves	3 413 221,95		3 413 221,95
13	Subventions d'investissement	983 453,00	2 235 290,37	3 218 743,37
16	Emprunts et dettes assimilees	3 500,00		3 500,00
024	Produits de cessions (recettes)	1 250 003,00	-1 143 894,29	106 108,71
SOUS-TOTAL	CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS	5 650 177,95	1 091 396,08	6 741 574,03
TOTAL	RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT	5 650 177,95	1 091 396,08	6 741 574,03
021	Virement de la section de fonctionnement	3 500 000,00	-43 452,44	3 456 547,56
040	Opérations d'ordre de transfert entre se	641 041,69	1 151 894,73	1 792 936,42
TOTAL	RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT	4 141 041,69	1 108 442,29	5 249 483,98
TOTAL GENERAL		9 791 219,64	2 199 838,37	11 991 058,01

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 - LE MEE SUR SEINE

ÉTAT DE CONSOMMATION DES CRÉDITS

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Total prévisions 1	Émissions 2	Annulations 3	RECETTES nettes 4=2-3	Solde prévisions / réalisations 5=1-4
10	3 413 221,95	2 722 904,04	8 580,44	2 714 323,60	698 898,35
13	3 218 743,37	1 939 130,08	146 788,42	1 792 341,66	1 426 401,71
16	3 500,00	3 270,00		3 270,00	230,00
024	106 108,71				106 108,71
SOUS-TOTAL	6 741 574,03	4 665 304,12	155 368,86	4 509 935,26	2 231 638,77
TOTAL	6 741 574,03	4 665 304,12	155 368,86	4 509 935,26	2 231 638,77
021	3 456 547,56				3 456 547,56
040	1 792 936,42	1 792 197,46	0,37	1 792 197,09	739,33
TOTAL	5 249 483,98	1 792 197,46	0,37	1 792 197,09	3 457 286,89
TOTAL GENERAL	11 991 058,01	6 457 501,58	155 369,23	6 302 132,35	5 688 925,66

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 - LE MEE SUR SEINE

ÉTAT DE CONSOMMATION DES CRÉDITS

SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget primitif 1	Décision modificative 2	Total Prévisions 3 = 1 + 2
011	Charges à caractère général	6 761 150,00	222 306,00	6 983 456,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	18 550 000,00	-143 063,39	18 406 936,61
014	Atténuations de produits	5 200,00		5 200,00
65	Autres charges de gestion courante	1 377 753,00	322 178,78	1 699 931,78
66	Charges financières	900 000,00		900 000,00
67	Charges exceptionnelles	40 000,00	120 000,00	160 000,00
68	Dotations aux Amortissements et aux prov	200 000,00		200 000,00
022	Dépenses imprévues - section de fonction	114 086,61	-114 086,61	
TOTAL	DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	27 948 189,61	407 334,78	28 355 524,39
023	Virement à la section d'investissement (	3 500 000,00	-43 452,44	3 456 547,56
042	Opérations d'ordre de transfert entre se	641 041,69	1 151 894,73	1 792 936,42
TOTAL	DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT	4 141 041,69	1 108 442,29	5 249 483,98
TOTAL GENERAL		32 089 231,30	1 515 777,07	33 605 008,37

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 - LE MEE SUR SEINE

ÉTAT DE CONSOMMATION DES CRÉDITS

SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Total prévisions 1	Émissions 2	Annulations 3	DEPENSES nettes 4=2-3	Solde prévisions / réalisations 5=1-4
011	6 983 456,00	7 207 349,77	435 405,58	6 771 944,19	211 511,81
012	18 406 936,61	18 105 039,24	6 498,56	18 098 540,68	308 395,93
014	5 200,00	5 143,12		5 143,12	56,88
65	1 699 931,78	1 702 952,76	4 910,40	1 698 042,36	1 889,42
66	900 000,00	1 087 550,21	214 171,74	873 378,47	26 621,53
67	160 000,00	158 634,22		158 634,22	1 365,78
68	200 000,00	200 000,00		200 000,00	
022					
TOTAL	28 355 524,39	28 466 669,32	660 986,28	27 805 683,04	549 841,35
023	3 456 547,56				3 456 547,56
042	1 792 936,42	1 792 197,46	0,37	1 792 197,09	739,33
TOTAL	5 249 483,98	1 792 197,46	0,37	1 792 197,09	3 457 286,89
TOTAL GENERAL	33 605 008,37	30 258 866,78	660 986,65	29 597 880,13	4 007 128,24

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 - LE MEE SUR SEINE

ÉTAT DE CONSOMMATION DES CRÉDITS

SECTION DE FONCTIONNEMENT - RECETTES

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget primitif 1	Décision modificative 2	Total Prévisions 3 = 1 + 2
013	Atténuations de charges	450 000,00		450 000,00
70	Produits des services, du domaine et ven	1 929 000,00		1 929 000,00
73	Impots et taxes	13 926 197,00	8 303,00	13 934 500,00
74	Dotations et participations	13 269 067,70	345 084,78	13 614 152,48
75	Autres produits de gestion courante	350 000,00	14 823,00	364 823,00
76	Produits financiers			
77	Produits exceptionnels	22 500,00	1 147 566,29	1 170 066,29
TOTAL	RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	29 946 764,70	1 515 777,07	31 462 541,77
042	Opérations d'ordre de transfert entre se	700,00		700,00
TOTAL	RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT	700,00		700,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	2 141 766,60		2 141 766,60
TOTAL GENERAL		32 089 231,30	1 515 777,07	33 605 008,37

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 - LE MEE SUR SEINE

ÉTAT DE CONSOMMATION DES CRÉDITS

SECTION DE FONCTIONNEMENT - RECETTES

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Total prévisions 1	Émissions 2	Annulations 3	RECETTES nettes 4=2-3	Solde prévisions / réalisations 5=1-4
013	450 000,00	401 234,79		401 234,79	48 765,21
70	1 929 000,00	2 005 356,03	50 765,94	1 954 590,09	-25 590,09
73	13 934 500,00	14 204 295,00	7 565,55	14 196 729,45	-262 229,45
74	13 614 152,48	15 038 837,33	932 370,89	14 106 466,44	-492 313,96
75	364 823,00	497 302,69	8 344,15	488 958,54	-124 135,54
76		165 974,60	165 974,60		
77	1 170 066,29	1 180 168,85	0,72	1 180 168,13	-10 101,84
TOTAL	31 462 541,77	33 493 169,29	1 165 021,85	32 328 147,44	-865 605,67
042	700,00	700,00		700,00	
TOTAL	700,00	700,00		700,00	
002	2 141 766,60				2 141 766,60
TOTAL GENERAL	33 605 008,37	33 493 869,29	1 165 021,85	32 328 847,44	1 276 160,93

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 LE MEE SUR SEINE

ÉTAT DE RÉALISATION DES OPÉRATIONS

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Émissions 1	Annulations 2	DEPENSES nettes 3 = 1 + 2
1641	Emprunts en euros	2 063 868,25		2 063 868,25
165	Dépôts et cautionnements reçus	4 710,00		4 710,00
16818	Autres emprunts - autres prêteurs	5 489,60		5 489,60
SOUS-TOTAL CHAPITRE 16	Emprunts et dettes assimilees	2 074 067,85		2 074 067,85
2051	Concessions et droits similaires	40 113,83	3 462,00	36 651,83
SOUS-TOTAL CHAPITRE 20	Immobilisations incorporelles	40 113,83	3 462,00	36 651,83
2041511	Biens mobiliers, matériel et études	17 940,00		17 940,00
20422	Bâtiments et installations	2 750,00		2 750,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 204	Subventions d'équipement versées	20 690,00		20 690,00
2112	Terrains de voirie	1,00		1,00
2128	Autres agencements et aménagements de te	31 585,21		31 585,21
21311	Hôtel de ville	14 336,71		14 336,71
21312	Batiments scolaires	274 483,89		274 483,89
21316	Constructions - batiments publics - equi	42 915,28		42 915,28
21318	Autres batiments publics	698 344,98		698 344,98
2135	Installations générales agencements et a	44 854,60	5 748,12	39 106,48
2138	Autres constructions	216 050,13		216 050,13
2152	Installations de voirie	303 915,95		303 915,95
21533	Réseaux cablés	4 909,80		4 909,80
21538	Autres réseaux	26 769,85		26 769,85
21561	Matériel et outillage d'incendie et de d	902,52	902,52	
21568	Autre matériel et outillage d'incendie e	5 107,80		5 107,80
21571	Matériel et outillage de voirie - matéri	33 600,40		33 600,40
21578	Autre matériel et outillage de voirie	20 248,80		20 248,80

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 LE MEE SUR SEINE

ÉTAT DE RÉALISATION DES OPÉRATIONS

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Émissions 1	Annulations 2	DEPENSES nettes 3 = 1 + 2
2158	Autres installations matériel et outilla	11 788,87		11 788,87
2182	Matériel de transport	49 517,88		49 517,88
2183	Matériel de bureau et matériel informati	143 319,66	1 718,69	141 600,97
2184	Mobilier	174 632,09		174 632,09
2188	Autres immobilisations corporelles	198 039,14		198 039,14
SOUS-TOTAL CHAPITRE 21	Immobilisations corporelles	2 295 324,56	8 369,33	2 286 955,23
SOUS-TOTAL	CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS	4 430 196,24	11 831,33	4 418 364,91
Opération n° 23150905	Installations matériels et outillage tec	82 859,66		82 859,66
SOUS-TOTAL OPERATION n° 0905	Opération d'équipement n° 0905	82 859,66		82 859,66
Opération n° 23131009	Constructions	745 273,12	27 062,74	718 210,38
SOUS-TOTAL OPERATION n° 1009	Opération d'équipement n° 1009	745 273,12	27 062,74	718 210,38
Opération n° 23131302	Constructions	10 002,95		10 002,95
SOUS-TOTAL OPERATION n° 1302	Opération d'équipement n° 1302	10 002,95		10 002,95
Opération n° 23131401	Constructions	1 099 325,90		1 099 325,90
SOUS-TOTAL OPERATION n° 1401	Opération d'équipement n° 1401	1 099 325,90		1 099 325,90
Opération n° 23131402	Constructions	15 643,20		15 643,20
SOUS-TOTAL OPERATION n° 1402	Opération d'équipement n° 1402	15 643,20		15 643,20
Opération n° 213121601	Batiments scolaires	140 158,81		140 158,81
Opération n° 213181601	Autres batiments publics	11 997,60		11 997,60
Opération n° 21351601	Installations générales agencements et a	108 997,45	108 997,45	
Opération n° 21881601	Autres immobilisations corporelles	702,00		702,00
Opération n° 23131601	Constructions	27 807,68		27 807,68
SOUS-TOTAL OPERATION n° 1601	Opération d'équipement n° 1601	289 663,54	108 997,45	180 666,09
Opération n° 213161701	Constructions - batiments publics - equi	17 950,00		17 950,00

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 LE MEE SUR SEINE

ÉTAT DE RÉALISATION DES OPÉRATIONS

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Émissions 1	Annulations 2	DEPENSES nettes 3 = 1 + 2
Opération n° 213181701	Autres batiments publics	52 966,00	17 950,00	35 016,00
SOUS-TOTAL OPERATION n° 1701	Opération d'équipement n° 1701	70 916,00	17 950,00	52 966,00
Opération n° 23151702	Installations matériels et outillage tec	5 809,61		5 809,61
SOUS-TOTAL OPERATION n° 1702	Opération d'équipement n° 1702	5 809,61		5 809,61
Opération n° 23151703	Installations matériels et outillage tec	1 800,00		1 800,00
SOUS-TOTAL OPERATION n° 1703	Opération d'équipement n° 1703	1 800,00		1 800,00
SOUS-TOTAL	CHAPITRES REELS VOTES PAR OPERATIONS	2 321 293,98	154 010,19	2 167 283,79
TOTAL	DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT	6 751 490,22	165 841,52	6 585 648,70
13911	Subventions d'équipement transférées au	700,00		700,00
SOUS-TOTAL OPERATION n° 040	Opérations d'ordre de transfert entre se	700,00		700,00
TOTAL	DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT	700,00		700,00
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES D'INVESTISSEM	6 752 190,22	165 841,52	6 586 348,70

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 LE MEE SUR SEINE

ÉTAT DE RÉALISATION DES OPÉRATIONS

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Émissions 1	Annulations 2	RECETTES nettes 3 = 1 + 2
10222	Fonds compensation taxe valeur ajoutee (	25 895,72		25 895,72
10223	Taxe locale d'équipement	119,00		119,00
10226	Taxe d'aménagement	93 667,37	8 580,44	85 086,93
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	2 603 221,95		2 603 221,95
SOUS-TOTAL CHAPITRE 10	Dotations fonds divers et réserves	2 722 904,04	8 580,44	2 714 323,60
1321	Etat et Etablissements Nationaux	1 074 325,35	146 788,42	927 536,93
13251	GFP de rattachement	761 428,90		761 428,90
1328	Autres	58 020,83		58 020,83
1342	Fonds affectés à l'équipement non transf	45 355,00		45 355,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 13	Subventions d'investissement	1 939 130,08	146 788,42	1 792 341,66
165	Dépôts et cautionnements reçus	3 270,00		3 270,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 16	Emprunts et dettes assimilees	3 270,00		3 270,00
SOUS-TOTAL	CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS	4 665 304,12	155 368,86	4 509 935,26
TOTAL	RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT	4 665 304,12	155 368,86	4 509 935,26
192	Plus ou moins-values sur cessions d'immo	930 330,74		930 330,74
2111	Terrains nus	77 026,68		77 026,68
2115	Terrains bâtis	83 310,66		83 310,66
21312	Batiments scolaires	53 226,21		53 226,21
28031	Amortissements frais d'études	3 853,20		3 853,20
2804132	Bâtiments et installations	21 468,55		21 468,55
280422	Bâtiments et installations	26 974,12		26 974,12
2804412	Bâtiments et installations	44 759,04		44 759,04
2804422	Bâtiments et installations	15 667,29		15 667,29
28051	Concessions et droits similaires	24 267,29		24 267,29

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 LE MEE SUR SEINE

ÉTAT DE RÉALISATION DES OPÉRATIONS

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Émissions 1	Annulations 2	RECETTES nettes 3 = 1 + 2
28121	Amortissements plantations d'arbres et d	6 345,37		6 345,37
28128	Amortissements autres agencements et amé	80 479,28		80 479,28
281568	Amortissements autre matériel et outilla	3 179,15		3 179,15
281571	Matériel roulant	22 085,59	0,37	22 085,22
281578	Amortissements autre matériel et outilla	13 276,92		13 276,92
28182	Matériel de transport	98 654,12		98 654,12
28183	Matériel de bureau et matériel informati	77 924,10		77 924,10
28184	Mobilier	33 589,97		33 589,97
28188	Amortissements autres immobilisations co	127 114,18		127 114,18
4817	Pénalités de renégociation de la dette	48 665,00		48 665,00
SOUS-TOTAL OPERATION n° 040	Opérations d'ordre de transfert entre se	1 792 197,46	0,37	1 792 197,09
TOTAL	RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT	1 792 197,46	0,37	1 792 197,09
	TOTAL GENERAL DES RECETTES D'INVESTISSEM	6 457 501,58	155 369,23	6 302 132,35

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 LE MEE SUR SEINE

ÉTAT DE RÉALISATION DES OPÉRATIONS

SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Émissions 1	Annulations 2	DEPENSES nettes 3 = 1 + 2
6042	Achats de prestations de services - autr	136 564,13	838,20	135 725,93
60611	Achats non stockés de fournitures non st	191 809,28	6 328,72	185 480,56
60612	Achats non stockés de fournitures non st	633 814,87	81,34	633 733,53
60613	Achats non stockés de fournitures non st	374 331,61	22 306,23	352 025,38
60621	Achats non stockés de combustibles	5 175,70		5 175,70
60622	Achats non stockés de carburants	80 781,48		80 781,48
60623	Achats non stockés d'alimentation	627 431,40	53 925,85	573 505,55
60624	Achats non stockés de produits de traite	3 954,29		3 954,29
60628	Achats d'autres fournitures non stockées	12 050,09	378,10	11 671,99
60631	Achats non stockés de fournitures d'entr	62 431,12	1 262,58	61 168,54
60632	Achats non stockés de fournitures de pet	251 355,47	6 525,69	244 829,78
60633	Achats non stockés de fournitures de voi	96 839,17		96 839,17
60636	Achats non stockés de vêtements de trava	50 815,18	10 837,44	39 977,74
6064	Achats non stockés de fournitures admini	14 473,57	775,89	13 697,68
6065	Achats non stockés de livres disques cas	42 217,95	27,66	42 190,29
6067	Achats non stockés de fournitures scolai	148 066,14	536,79	147 529,35
6068	Achats non stockés d'autres matières et	96 479,33	8 396,33	88 083,00
611	Contrats prestations de services	133 037,92	7 884,41	125 153,51
6132	Services extérieurs - locations immobili	1 489,35		1 489,35
6135	Services extérieurs - locations mobilièr	82 409,56	4 294,77	78 114,79
614	Services extérieurs - charges locatives	125 247,05		125 247,05
615221	Bâtiments publics	505 752,87	52 307,52	453 445,35
615231	Voieries	171 899,34	7 234,00	164 665,34
615232	Réseaux	384 681,29	24 593,75	360 087,54

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 LE MEE SUR SEINE

ÉTAT DE RÉALISATION DES OPÉRATIONS

SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Émissions 1	Annulations 2	DEPENSES nettes 3 = 1 + 2
61551	Services extérieurs - entretien et répar	138 965,28	4 024,28	134 941,00
61558	Services extérieurs - entretien et répar	88 072,85	8 196,61	79 876,24
6156	Services extérieurs - maintenance	929 121,14	78 033,49	851 087,65
6161	Multirisques	109 024,46		109 024,46
6168	Autres	1 794,13		1 794,13
617	Services extérieurs - études et recherch	21 600,00	21 600,00	
6182	Services extérieurs - divers - documenta	26 462,47	312,00	26 150,47
6184	Services extérieurs - divers - versement	107 107,47	27 667,01	79 440,46
6185	Services extérieurs - divers - frais de	612,00		612,00
6188	Services extérieurs - autres frais diver	58 849,35	2 858,24	55 991,11
6225	Indemnités au comptable et aux régisseur	4 150,96		4 150,96
6226	Rémunération d'intermédiaires et honorai	248 326,24	50 168,69	198 157,55
6227	Rémunération d'intermédiaires et honorai	150,00		150,00
6228	Rémunération d'intermédiaires et honorai	3 274,55	863,95	2 410,60
6231	Publicité publications relations publiqu	22 540,80	1 728,00	20 812,80
6232	Publicité publications relations publiqu	72 891,90	8 182,94	64 708,96
6236	Publicité publications relations publiqu	38 877,32	2 782,84	36 094,48
6238	Publicité publications relations publiqu	798,20	70,33	727,87
6241	Transports - transports de biens	3 185,00		3 185,00
6247	Transports - transports collectifs	44 260,55	1 894,20	42 366,35
6251	Déplacements missions et réceptions - vo	19 674,02		19 674,02
6257	Déplacements missions et réceptions - ré	19 022,69	1 110,78	17 911,91
6261	Frais d'affranchissement	22 962,39		22 962,39
6262	Frais de télécommunications	74 253,99	2 375,53	71 878,46

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 LE MEE SUR SEINE

ÉTAT DE RÉALISATION DES OPÉRATIONS

SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Émissions 1	Annulations 2	DEPENSES nettes 3 = 1 + 2
627	Autres services extérieurs - services ba	6 544,78		6 544,78
6281	Autres services extérieurs - concours di	16 608,13		16 608,13
6282	Autres services exterieurs - frais gardi	51 951,23	3 000,00	48 951,23
6283	Autres services extérieurs - frais de ne	618 639,14	617,40	618 021,74
6284	Divers - redevances pour services rendus	4 000,00		4 000,00
6288	Autres services extérieurs	68 771,43	11 384,02	57 387,41
63512	Impôts directs - taxes foncières	140 011,96		140 011,96
63513	Impôts directs - autres impôts locaux	8 120,00		8 120,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	1 527,88		1 527,88
6358	Autres droits administration des impôts	952,00		952,00
637	Autres impôts taxes et versements assimi	1 137,30		1 137,30
SOUS-TOTAL CHAPITRE 011	Charges à caractère général	7 207 349,77	435 405,58	6 771 944,19
6218	Autre personnel extérieur au service	5 664,27		5 664,27
6331	Versement de transport	208 393,71	8,00	208 385,71
6332	Cotisations versées au FNAL	51 718,95		51 718,95
6336	Cotisation au centre national et au cent	171 528,93	11,87	171 517,06
6338	Autres impôts taxes et versements assimi	59,35		59,35
64111	Personnel titulaire - rémunération princ	6 699 181,71	0,52	6 699 181,19
64112	Personnel titulaire - nbi supplément fam	514 275,34		514 275,34
64118	Personnel titulaire - autres indemnités	1 301 993,92	0,08	1 301 993,84
64131	Personnel non titulaire - rémunération	2 759 518,52	1 150,00	2 758 368,52
64138	Autres indemnités	880 380,56	1 035,28	879 345,28
64161	Emplois d'insertion - emplois jeunes	116 054,59	3 088,47	112 966,12
64162	Emplois d'avenir	1 200,00		1 200,00

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 LE MEE SUR SEINE

ÉTAT DE RÉALISATION DES OPÉRATIONS

SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Émissions 1	Annulations 2	DEPENSES nettes 3 = 1 + 2
64168	Autres emplois d'insertion	86 245,46	1 203,34	85 042,12
6417	Personnel non titulaire - rémunération d	6 483,60		6 483,60
6451	Charges sécurite sociale et prévoyance c	2 247 534,84		2 247 534,84
6453	Cotisations aux caisses de retraites	2 290 768,11		2 290 768,11
6455	Charges securite sociale & prevoyance-Co	270 660,19		270 660,19
6458	Charges sécurite sociale et prévoyance c	26 357,75	1,00	26 356,75
64731	Autres charges sociales allocations chôm	432 037,74		432 037,74
6475	Autres charges sociales - médecine du tr	30 590,19		30 590,19
6488	Autres charges de personnel	4 391,51		4 391,51
SOUS-TOTAL CHAPITRE 012	Charges de personnel et frais assimilés	18 105 039,24	6 498,56	18 098 540,68
7489	Reversements et restitution sur autres a	5 143,12		5 143,12
SOUS-TOTAL CHAPITRE 014	Atténuations de produits	5 143,12		5 143,12
651	Redevances pour concessions brevets lice	23 819,88	3 965,10	19 854,78
6531	Indemnités des maires adjoints et consei	210 132,26	487,00	209 645,26
6533	Cotisations de retraite des maires adjoi	17 517,09		17 517,09
6534	Cotisations de sécurité sociale des mair	14 411,74		14 411,74
6535	Frais de formation des maires adjoints e	784,40	314,00	470,40
6541	Créances admises en non-valeur	13 900,84	144,30	13 756,54
6542	Créances éteintes	45 077,16		45 077,16
65541	Contributions au fonds de compensation d	111 892,92		111 892,92
6557	Contingents et participations obligatoir	301 063,78		301 063,78
657341	Subventions fonctionnement aux organisme	16 001,47		16 001,47
657362	Centre communal d'actions sociales (CCAS	108 300,00		108 300,00
6574	Subventions de fonctionnement aux associ	837 835,02		837 835,02

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 LE MEE SUR SEINE

ÉTAT DE RÉALISATION DES OPÉRATIONS

SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Émissions 1	Annulations 2	DEPENSES nettes 3 = 1 + 2
658	Charges diverses de gestion courante	2 216,20		2 216,20
SOUS-TOTAL CHAPITRE 65	Autres charges de gestion courante	1 702 952,76	4 910,40	1 698 042,36
66111	Intérêts réglés à l'écheance	889 140,57		889 140,57
66112	Intérêts - rattachement des icne	197 019,75	214 171,74	-17 151,99
6615	Charges d'intérêts des comptes courants	1 389,89		1 389,89
SOUS-TOTAL CHAPITRE 66	Charges financières	1 087 550,21	214 171,74	873 378,47
6718	Charges exceptionnelles - autres charges	267,89		267,89
673	Charges exceptionnelles - titres annulés	158 366,33		158 366,33
SOUS-TOTAL CHAPITRE 67	Charges exceptionnelles	158 634,22		158 634,22
6875	Dotations aux provisions pour risques et	200 000,00		200 000,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 68	Dotations aux Amortissements et aux prov	200 000,00		200 000,00
TOTAL	DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	28 466 669,32	660 986,28	27 805 683,04
675	Charges exceptionnelles - valeurs compta	213 563,55		213 563,55
6761	Différences sur réalisations (positives)	930 330,74		930 330,74
6811	Dotations aux Amortissements immobilisat	599 638,17	0,37	599 637,80
6862	Dotations aux Amortissementss des charge	48 665,00		48 665,00
SOUS-TOTAL OPERATION n° 042	Opérations d'ordre de transfert entre se	1 792 197,46	0,37	1 792 197,09
TOTAL	DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT	1 792 197,46	0,37	1 792 197,09
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES DE FONCTIONNE	30 258 866,78	660 986,65	29 597 880,13

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 LE MEE SUR SEINE

ÉTAT DE RÉALISATION DES OPÉRATIONS

SECTION DE FONCTIONNEMENT - RECETTES

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Émissions 1	Annulations 2	RECETTES nettes 3 = 1 + 2
6419	Remboursements sur rémunérations du pers	356 205,70		356 205,70
6459	Remboursement sur charges de sécurite so	45 029,09		45 029,09
SOUS-TOTAL CHAPITRE 013	Atténuations de charges	401 234,79		401 234,79
70311	Utilisation du domaine - concession dans	27 878,28	387,49	27 490,79
70323	Utilisation domaine - redevance d'occupa	107 428,69		107 428,69
70388	Utilisation du domaine - autres redevanc	180 000,00		180 000,00
7062	Prestation services redevances et droits	213 004,58	1 292,81	211 711,77
70631	Redevances et droits des services à cara	102 164,61	9 490,84	92 673,77
70632	Redevances et droits des services à cara	163 235,69	2 024,04	161 211,65
7066	Prestation services - redevances et droi	334 345,43	7 312,75	327 032,68
7067	Prestations services - redevances et dro	817 105,06	30 070,84	787 034,22
70688	Prestations de services autres prestatio	10 934,22	187,17	10 747,05
7088	Autres produits d'activités annexes (abo	49 259,47		49 259,47
SOUS-TOTAL CHAPITRE 70	Produits des services, du domaine et ven	2 005 356,03	50 765,94	1 954 590,09
73111	Taxes foncières et d'habitation	9 897 932,00	7 030,00	9 890 902,00
7318	Impôts locaux - autres impôts locaux ou	71 837,00		71 837,00
73211	Attribution de compensation	414 459,83		414 459,83
73212	Dotation de solidarité communautaire	400 899,97		400 899,97
73221	FNGIR	17 434,00		17 434,00
73222	Fonds de solidarité des communes de la r	2 613 175,00		2 613 175,00
7343	Taxes et participations liées à urbanisa	60 218,00		60 218,00
7351	Taxe sur la consommation finale d'électr	270 742,66	294,47	270 448,19
7362	Impôts et taxes activités services - tax	37 200,67	241,08	36 959,59
7381	Taxe additionnelle aux droits de mutatio	420 395,87		420 395,87

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 LE MEE SUR SEINE

ÉTAT DE RÉALISATION DES OPÉRATIONS

SECTION DE FONCTIONNEMENT - RECETTES

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Émissions 1	Annulations 2	RECETTES nettes 3 = 1 + 2
SOUS-TOTAL CHAPITRE 73	Impots et taxes	14 204 295,00	7 565,55	14 196 729,45
7411	Dotation globale fonctionnement (DGF) do	4 752 292,00		4 752 292,00
74123	Dotation globale fonctionnement (DGF) de	5 062 713,00		5 062 713,00
74127	Dotation nationale de péréquation	456 574,00		456 574,00
744	FCTVA	80 138,08		80 138,08
7461	D.G.D	24 594,41		24 594,41
74712	Emplois d'avenir	67 711,53		67 711,53
74718	Autres participations de l'Etat	552 140,98	186 540,89	365 600,09
7472	Participations - Régions	6 400,00		6 400,00
7473	Participations - Départements	315 271,12		315 271,12
74751	Participations - GFP de rattachement	200 718,08	99 594,00	101 124,08
7478	Participations - autres organismes	2 098 402,76		2 098 402,76
74832	Attribution du fonds Départemental de la	25 775,59		25 775,59
74833	Etat Compensation au titre de contributi	3 425,00		3 425,00
74834	Etat compensation au titre des exonérati	109 053,00		109 053,00
74835	Etat compensation au titre des exonéerat	338 694,00		338 694,00
748372	Dotation politique de la ville	941 008,78	646 236,00	294 772,78
7484	Dotation de recensement	3 925,00		3 925,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 74	Dotations et participations	15 038 837,33	932 370,89	14 106 466,44
751	Redevances pour concessions brevets lice	8 425,16		8 425,16
752	Autres produits de gestion courante - re	487 602,77	8 344,15	479 258,62
758	Produits divers de gestion courante	1 274,76		1 274,76
SOUS-TOTAL CHAPITRE 75	Autres produits de gestion courante	497 302,69	8 344,15	488 958,54
76811	Sortie des emprunts à risques avec IRA c	165 974,60	165 974,60	

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 LE MEE SUR SEINE

ÉTAT DE RÉALISATION DES OPÉRATIONS

SECTION DE FONCTIONNEMENT - RECETTES

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Émissions 1	Annulations 2	RECETTES nettes 3 = 1 + 2
SOUS-TOTAL CHAPITRE 76	Produits financiers	165 974,60	165 974,60	
7714	Produits exceptionnels sur opérations ge	569,17		569,17
7718	Autres produits exceptionnels sur opérat	3 672,36		3 672,36
773	Produits exceptionnels mandats annulés (	1 892,42		1 892,42
775	Produits exceptionnels - produits des ce	1 143 894,29		1 143 894,29
7788	Produits exceptionnels divers	30 140,61	0,72	30 139,89
SOUS-TOTAL CHAPITRE 77	Produits exceptionnels	1 180 168,85	0,72	1 180 168,13
TOTAL	RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	33 493 169,29	1 165 021,85	32 328 147,44
777	Quote-part des subventions d'investissem	700,00		700,00
SOUS-TOTAL OPERATION n° 042	Opérations d'ordre de transfert entre se	700,00		700,00
TOTAL	RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT	700,00		700,00
	TOTAL GENERAL DES RECETTES DE FONCTIONNE	33 493 869,29	1 165 021,85	32 328 847,44

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

COMPTABILITE

DES DENIERS ET VALEURS

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 - LE MEE SUR SEINE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2017

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1021	Dotation	14 012 115,26						14 012 115,26		14 012 115,26	
10222	FCTVA	12 585 696,33					25 895,72	12 611 592,05		12 611 592,05	
10223	TLE	514 174,51					119,00	514 293,51		514 293,51	
10226	Taxe d'aménagement	804 776,06				8 580,44	93 667,37	8 580,44	898 443,43	889 862,99	
	Sous Total compte 1022	13 904 646,90				8 580,44	119 682,09	8 580,44	14 024 328,99	14 015 748,55	
10251	Dons et legs en capital	465 906,88						465 906,88		465 906,88	
	Sous Total compte 1025	465 906,88						465 906,88		465 906,88	
	Sous Total compte 102	28 382 669,04				8 580,44	119 682,09	8 580,44	28 502 351,13	28 493 770,69	
1068	Excédt de fonctionnement capitalisé	28 848 392,08					2 603 221,95	31 451 614,03		31 451 614,03	
1069	Rep 97 excdt capit -neutr charg sur prod	86 632,77						86 632,77		86 632,77	
	Sous Total compte 106	86 632,77	28 848 392,08				2 603 221,95	86 632,77	31 451 614,03		31 364 981,26
	Sous Total compte 10	86 632,77	57 231 061,12			8 580,44	2 722 904,04	95 213,21	59 953 965,16		59 858 751,95
110	Report à nouveau solde créditeur		2 355 797,95	2 603 221,95	2 389 190,60			2 603 221,95	4 744 988,55		2 141 766,60

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 - LE MEE SUR SEINE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2017

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 11		2 355 797,95	2 603 221,95	2 389 190,60			2 603 221,95	4 744 988,55		2 141 766,60
12	Résultat exercice excéd déficit		2 389 190,60	2 389 190,60				2 389 190,60	2 389 190,60		0,00
	Sous Total compte 12		2 389 190,60	2 389 190,60				2 389 190,60	2 389 190,60		0,00
1311	Subv équipt transf - Etat et EPN		13 300,00						13 300,00		13 300,00
	Sous Total compte 131		13 300,00						13 300,00		13 300,00
1321	Etat et EPN		8 270 921,35			146 788,42	1 074 325,35	146 788,42	9 345 246,70		9 198 458,28
1322	Région		4 485 286,90						4 485 286,90		4 485 286,90
1323	Dépt		3 937 243,32						3 937 243,32		3 937 243,32
13251	GFP de rattachement		2 339 145,30				761 428,90		3 100 574,20		3 100 574,20
13258	Autres groupements		430 000,00						430 000,00		430 000,00
	Sous Total compte 1325		2 769 145,30				761 428,90		3 530 574,20		3 530 574,20
1326	Autres EPL		1 353,00						1 353,00		1 353,00
1328	Autres		1 582 131,14				58 020,83		1 640 151,97		1 640 151,97

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 - LE MEE SUR SEINE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2017

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 132		21 046 081,01			146 788,42	1 893 775,08	146 788,42	22 939 856,09		22 793 067,67
1342	Fds afftés équipt non transf amendes pol		292 796,66				45 355,00		338 151,66		338 151,66
	Sous Total compte 134		292 796,66				45 355,00		338 151,66		338 151,66
13911	Subv équipt transf - Etat EPN	1 400,00				700,00		2 100,00		2 100,00	
	Sous Total compte 1391	1 400,00				700,00		2 100,00		2 100,00	
	Sous Total compte 139	1 400,00				700,00		2 100,00		2 100,00	
	Sous Total compte 13	1 400,00	21 352 177,67			147 488,42	1 939 130,08	148 888,42	23 291 307,75		23 142 419,33
15181	Autres prov pour risques (nb)				200 000,00				200 000,00		200 000,00
	Sous Total compte 1518				200 000,00				200 000,00		200 000,00
	Sous Total compte 151				200 000,00				200 000,00		200 000,00
	Sous Total compte 15				200 000,00				200 000,00		200 000,00
1641	Emprunts en euros		26 274 256,09			2 063 868,25		2 063 868,25	26 274 256,09		24 210 387,84
	Sous Total compte 164		26 274 256,09			2 063 868,25		2 063 868,25	26 274 256,09		24 210 387,84

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 - LE MEE SUR SEINE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2017

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
165	Dép et caution reçus		21 861,39			4 710,00	3 270,00	4 710,00	25 131,39		20 421,39
1676	Dettes envers locataires-acquéreurs		418 602,85						418 602,85		418 602,85
	Sous Total compte 167		418 602,85						418 602,85		418 602,85
16818	Autres empts - autres prêteurs		24 703,20			5 489,60		5 489,60	24 703,20		19 213,60
	Sous Total compte 1681		24 703,20			5 489,60		5 489,60	24 703,20		19 213,60
16884	Int sur empts étab crédit		214 171,74	214 171,74				214 171,74	214 171,74		0,00
16888	Int autres empts dettes assimil				197 019,75				197 019,75		197 019,75
	Sous Total compte 1688		214 171,74	214 171,74	197 019,75			214 171,74	411 191,49		197 019,75
	Sous Total compte 168		238 874,94	214 171,74	197 019,75	5 489,60		219 661,34	435 894,69		216 233,35
	Sous Total compte 16		26 953 595,27	214 171,74	197 019,75	2 074 067,85	3 270,00	2 288 239,59	27 153 885,02		24 865 645,43
192	Plus ou moins-values cessions immo	2 322 550,34					930 330,74	2 322 550,34	930 330,74	1 392 219,60	
193	Autres neutralisations et régularisation	427 944,06		29 856,38				457 800,44		457 800,44	
	Sous Total compte 19	2 750 494,40		29 856,38			930 330,74	2 780 350,78	930 330,74	1 850 020,04	

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 - LE MEE SUR SEINE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2017

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Total classe 1	2 838 527,17	110 281 822,61	5 236 440,67	2 786 210,35	2 230 136,71	5 595 634,86	10 305 104,55	118 663 667,82	1 938 752,81	110 297 316,08
2031	Frais d'études	19 266,00						19 266,00		19 266,00	
	Sous Total compte 203	19 266,00						19 266,00		19 266,00	
204132	Bâtiments et installations	322 028,26						322 028,26		322 028,26	
	Sous Total compte 20413	322 028,26						322 028,26		322 028,26	
2041511	Biens mobiliers, matériel et études					17 940,00		17 940,00		17 940,00	
	Sous Total compte 204151					17 940,00		17 940,00		17 940,00	
	Sous Total compte 20415					17 940,00		17 940,00		17 940,00	
	Sous Total compte 2041	322 028,26				17 940,00		339 968,26		339 968,26	
20422	Bâtiments et installations	153 023,64				2 750,00		155 773,64		155 773,64	
	Sous Total compte 2042	153 023,64				2 750,00		155 773,64		155 773,64	
204412	Bâtiments et installations	671 385,59						671 385,59		671 385,59	
	Sous Total compte 20441	671 385,59						671 385,59		671 385,59	

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 - LE MEE SUR SEINE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2017

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
204422	Bâtiments et installations	89 503,73			22 500,00			89 503,73	22 500,00	67 003,73	
	Sous Total compte 20442	89 503,73			22 500,00			89 503,73	22 500,00	67 003,73	
	Sous Total compte 2044	760 889,32			22 500,00			760 889,32	22 500,00	738 389,32	
	Sous Total compte 204	1 235 941,22			22 500,00	20 690,00		1 256 631,22	22 500,00	1 234 131,22	
2051	Concessions et droits similaires	629 839,32			80 035,04	40 113,83	3 462,00	669 953,15	83 497,04	586 456,11	
	Sous Total compte 205	629 839,32			80 035,04	40 113,83	3 462,00	669 953,15	83 497,04	586 456,11	
	Sous Total compte 20	1 885 046,54			102 535,04	60 803,83	3 462,00	1 945 850,37	105 997,04	1 839 853,33	
2111	Terrains nus	1 068 222,29					77 026,68	1 068 222,29	77 026,68	991 195,61	
2112	Terrains de voirie	587 806,36				1,00		587 807,36		587 807,36	
2113	Terr aménagés autres que voirie	5 073 642,26						5 073 642,26		5 073 642,26	
2115	Terrains bâtis	117 058,61					83 310,66	117 058,61	83 310,66	33 747,95	
2116	Cimetières	397 338,23						397 338,23		397 338,23	
2117	Bois et forêts	5 468,05						5 468,05		5 468,05	

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 - LE MEE SUR SEINE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2017

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2118	Autres terrains	0,15						0,15		0,15	
	Sous Total compte 211	7 249 535,95				1,00	160 337,34	7 249 536,95	160 337,34	7 089 199,61	
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	95 180,56						95 180,56		95 180,56	
2128	Autres agenct et aménagt terrains	1 189 082,27				31 585,21		1 220 667,48		1 220 667,48	
	Sous Total compte 212	1 284 262,83				31 585,21		1 315 848,04		1 315 848,04	
21311	Hôtel de ville	4 138 912,64				14 336,71		4 153 249,35		4 153 249,35	
21312	Batiments scolaires	11 834 982,10				414 642,70	53 226,21	12 249 624,80	53 226,21	12 196 398,59	
21316	Construct-batiments publics-equipt cimet	213 982,53				60 865,28		274 847,81		274 847,81	
21318	Autres batiments publics	32 336 793,01		8 761 894,44	4 771 573,24	763 308,58	17 950,00	41 861 996,03	4 789 523,24	37 072 472,79	
	Sous Total compte 2131	48 524 670,28		8 761 894,44	4 771 573,24	1 253 153,27	71 176,21	58 539 717,99	4 842 749,45	53 696 968,54	
2135	Instal gales agenct amégts const	45 042,04				153 852,05	114 745,57	198 894,09	114 745,57	84 148,52	
2138	Autres constructions	2 195 764,85				216 050,13		2 411 814,98		2 411 814,98	
	Sous Total compte 213	50 765 477,17		8 761 894,44	4 771 573,24	1 623 055,45	185 921,78	61 150 427,06	4 957 495,02	56 192 932,04	

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 - LE MEE SUR SEINE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2017

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2151	Réseaux de voirie	10 719 164,63						10 719 164,63		10 719 164,63	
2152	Installations de voirie	8 951 837,24		8 289 729,57		303 915,95		17 545 482,76		17 545 482,76	
21533	Réseaux cablés	20 762,87				4 909,80		25 672,67		25 672,67	
21534	Réseaux électrification	1 413 103,09						1 413 103,09		1 413 103,09	
21538	Autres réseaux	254 334,66				26 769,85		281 104,51		281 104,51	
	Sous Total compte 2153	1 688 200,62				31 679,65		1 719 880,27		1 719 880,27	
21561	Mat outil incendie déf civ mat roulant					902,52	902,52	902,52	902,52		0,00
21568	Autre mat outil incendie déf civ	27 471,59				5 107,80		32 579,39		32 579,39	
	Sous Total compte 2156	27 471,59				6 010,32	902,52	33 481,91	902,52	32 579,39	
21571	Mat outil voirie mat roulant	381 044,83			27 762,70	33 600,40		414 645,23	27 762,70	386 882,53	
21578	Autre mat et outillage de voirie	329 905,72			92 728,65	20 248,80		350 154,52	92 728,65	257 425,87	
	Sous Total compte 2157	710 950,55			120 491,35	53 849,20		764 799,75	120 491,35	644 308,40	
2158	Autres instal mat outil tech	30 029,48			18 372,37	11 788,87		41 818,35	18 372,37	23 445,98	

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 - LE MEE SUR SEINE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2017

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 215	22 127 654,11		8 289 729,57	138 863,72	407 243,99	902,52	30 824 627,67	139 766,24	30 684 861,43	
2161	Oeuvres et objets d'art	78 307,32						78 307,32		78 307,32	
	Sous Total compte 216	78 307,32						78 307,32		78 307,32	
21757	Mat et outillage de voirie	14 295,79						14 295,79		14 295,79	
	Sous Total compte 2175	14 295,79						14 295,79		14 295,79	
	Sous Total compte 217	14 295,79						14 295,79		14 295,79	
2182	Mat de transport	1 923 947,53			171 137,99	49 517,88		1 973 465,41	171 137,99	1 802 327,42	
2183	Mat bureau mat informatique	1 298 638,81			631 565,28	143 319,66	1 718,69	1 441 958,47	633 283,97	808 674,50	
2184	Mobilier	679 060,13			85 718,82	174 632,09		853 692,22	85 718,82	767 973,40	
2188	Autres immobilisations corporelles	2 389 510,16			344 275,20	198 741,14		2 588 251,30	344 275,20	2 243 976,10	
	Sous Total compte 218	6 291 156,63			1 232 697,29	566 210,77	1 718,69	6 857 367,40	1 234 415,98	5 622 951,42	
	Sous Total compte 21	87 810 689,80		17 051 624,01	6 143 134,25	2 628 096,42	348 880,33	107 490 410,23	6 492 014,58	100 998 395,65	
2313	Constructions	16 134 528,76			10 557 031,44	1 898 052,85	27 062,74	18 032 581,61	10 584 094,18	7 448 487,43	

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 - LE MEE SUR SEINE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2017

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2315	Instal mat outil techn	5 063 042,70		1 795 137,00	3 518 156,33	90 469,27		6 948 648,97	3 518 156,33	3 430 492,64	
	Sous Total compte 231	21 197 571,46		1 795 137,00	14 075 187,77	1 988 522,12	27 062,74	24 981 230,58	14 102 250,51	10 878 980,07	
	Sous Total compte 23	21 197 571,46		1 795 137,00	14 075 187,77	1 988 522,12	27 062,74	24 981 230,58	14 102 250,51	10 878 980,07	
241	Immo mises en concession ou en affermage	147 833,17						147 833,17		147 833,17	
2423	Immob mises à dispo EPCI	20 528,86						20 528,86		20 528,86	
	Sous Total compte 242	20 528,86						20 528,86		20 528,86	
	Sous Total compte 24	168 362,03						168 362,03		168 362,03	
261	Titres de participation	22 286,85						22 286,85		22 286,85	
	Sous Total compte 26	22 286,85						22 286,85		22 286,85	
275	Dépôts et cautionnements versés	3 000,00						3 000,00		3 000,00	
	Sous Total compte 27	3 000,00						3 000,00		3 000,00	
28031	Amort frais études		4 504,80				3 853,20		8 358,00		8 358,00
	Sous Total compte 2803		4 504,80				3 853,20		8 358,00		8 358,00

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 - LE MEE SUR SEINE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2017

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2804132	Bâtiments et installations	64 405,65				21 468,55		85 874,20		85 874,20	
	Sous Total compte 280413	64 405,65				21 468,55		85 874,20		85 874,20	
	Sous Total compte 28041	64 405,65				21 468,55		85 874,20		85 874,20	
280422	Bâtiments et installations	42 946,74				26 974,12		69 920,86		69 920,86	
	Sous Total compte 28042	42 946,74				26 974,12		69 920,86		69 920,86	
2804412	Bâtiments et installations	134 277,12				44 759,04		179 036,16		179 036,16	
	Sous Total compte 280441	134 277,12				44 759,04		179 036,16		179 036,16	
2804422	Bâtiments et installations	40 334,58		22 500,00		15 667,29		22 500,00	56 001,87		33 501,87
	Sous Total compte 280442	40 334,58		22 500,00		15 667,29		22 500,00	56 001,87		33 501,87
	Sous Total compte 28044	174 611,70		22 500,00		60 426,33		22 500,00	235 038,03		212 538,03
	Sous Total compte 2804	281 964,09		22 500,00		108 869,00		22 500,00	390 833,09		368 333,09
28051	Concessions et droits similaires	601 123,10		80 035,04		24 267,29		80 035,04	625 390,39		545 355,35
	Sous Total compte 2805	601 123,10		80 035,04		24 267,29		80 035,04	625 390,39		545 355,35

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 - LE MEE SUR SEINE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2017

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 280		887 591,99	102 535,04			136 989,49	102 535,04	1 024 581,48		922 046,44
28121	Amort plantations d'arbres et d'arbustes		25 381,48				6 345,37		31 726,85		31 726,85
28128	Amort autres agenct amégat terr		216 764,68				80 479,28		297 243,96		297 243,96
	Sous Total compte 2812		242 146,16				86 824,65		328 970,81		328 970,81
281568	Amort aut matér outil incend déf civile		5 237,33				3 179,15		8 416,48		8 416,48
	Sous Total compte 28156		5 237,33				3 179,15		8 416,48		8 416,48
281571	Mat roulant		333 455,52	27 762,70		0,37	22 085,59	27 763,07	355 541,11		327 778,04
281578	Amort autre mat outillage de voirie		297 284,88	92 728,65			13 276,92	92 728,65	310 561,80		217 833,15
	Sous Total compte 28157		630 740,40	120 491,35		0,37	35 362,51	120 491,72	666 102,91		545 611,19
28158	Autres instal mat outil tech		30 029,48	18 372,37				18 372,37	30 029,48		11 657,11
	Sous Total compte 2815		666 007,21	138 863,72		0,37	38 541,66	138 864,09	704 548,87		565 684,78
281757	Amort mat outillage voirie		14 295,79						14 295,79		14 295,79
	Sous Total compte 28175		14 295,79						14 295,79		14 295,79

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 - LE MEE SUR SEINE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2017

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 2817		14 295,79						14 295,79		14 295,79
28182	Mat de transport		1 392 398,05	141 281,61			98 654,12	141 281,61	1 491 052,17		1 349 770,56
28183	Mat bureau mat informatique		1 060 831,84	631 565,28			77 924,10	631 565,28	1 138 755,94		507 190,66
28184	Mobilier		478 250,83	85 718,82			33 589,97	85 718,82	511 840,80		426 121,98
28188	Amort autres immobilisations corporelles		1 708 889,94	344 275,20			127 114,18	344 275,20	1 836 004,12		1 491 728,92
	Sous Total compte 2818		4 640 370,66	1 202 840,91			337 282,37	1 202 840,91	4 977 653,03		3 774 812,12
	Sous Total compte 281		5 562 819,82	1 341 704,63		0,37	462 648,68	1 341 705,00	6 025 468,50		4 683 763,50
	Sous Total compte 28		6 450 411,81	1 444 239,67		0,37	599 638,17	1 444 240,04	7 050 049,98		5 605 809,94
	Total classe 2	111 086 956,68	6 450 411,81	20 291 000,68	20 320 857,06	4 677 422,74	979 043,24	136 055 380,10	27 750 312,11	113 910 877,93	5 605 809,94
4011	Fournisseurs			6 224 715,81	6 224 715,81			6 224 715,81	6 224 715,81		0,00
40171	Fournisseurs - retenues de garantie		20,56						20,56		20,56
	Sous Total compte 4017		20,56						20,56		20,56
	Sous Total compte 401		20,56	6 224 715,81	6 224 715,81			6 224 715,81	6 224 736,37		20,56

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 - LE MEE SUR SEINE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2017

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4041	Fournis immob			4 660 456,66	4 660 456,66			4 660 456,66	4 660 456,66		0,00
40471	Fournis immob - retenues de garantie		82 163,35	23 261,75	52 009,52			23 261,75	134 172,87		110 911,12
40473	Fournis immob pénal retard exéc marchés				6 150,93				6 150,93		6 150,93
	Sous Total compte 4047		82 163,35	23 261,75	58 160,45			23 261,75	140 323,80		117 062,05
	Sous Total compte 404		82 163,35	4 683 718,41	4 718 617,11			4 683 718,41	4 800 780,46		117 062,05
408	Fournis factures non parvenues		426 959,01	426 959,01	412 762,14			426 959,01	839 721,15		412 762,14
	Sous Total compte 40		509 142,92	11 335 393,23	11 356 095,06			11 335 393,23	11 865 237,98		529 844,75
4111	Redevables - amiable	507 155,25		749 126,80	812 372,64			1 256 282,05	812 372,64	443 909,41	
4116	Redevables - contentieux	127 863,33		377 855,89	209 659,04			505 719,22	209 659,04	296 060,18	
	Sous Total compte 411	635 018,58		1 126 982,69	1 022 031,68			1 762 001,27	1 022 031,68	739 969,59	
4141	Locataires acquéreurs locat - amiable	72 018,76		163 701,59	181 694,16			235 720,35	181 694,16	54 026,19	
4146	Locataires-acquéreurs locat contentieux	88 119,04		54 291,40	58 213,63			142 410,44	58 213,63	84 196,81	
	Sous Total compte 414	160 137,80		217 992,99	239 907,79			378 130,79	239 907,79	138 223,00	

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 - LE MEE SUR SEINE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2017

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4181	Redevables produits non encore facturés	46 434,67		32 446,56	46 434,67			78 881,23	46 434,67	32 446,56	
	Sous Total compte 418	46 434,67		32 446,56	46 434,67			78 881,23	46 434,67	32 446,56	
	Sous Total compte 41	841 591,05		1 377 422,24	1 308 374,14			2 219 013,29	1 308 374,14	910 639,15	
421	Personnel - rémunérations dues			10 878 639,89	10 878 639,89			10 878 639,89	10 878 639,89		0,00
427	Personnel - oppositions			71 425,95	71 669,34			71 425,95	71 669,34		243,39
429	Deficit débets comptables et régisseurs	781,00		25,00				806,00		806,00	
	Sous Total compte 42	781,00		10 950 090,84	10 950 309,23			10 950 871,84	10 950 309,23	562,61	
431	Sécurite sociale			3 790 780,95	3 790 780,95			3 790 780,95	3 790 780,95		0,00
437	Autres organismes sociaux			3 296 494,62	3 301 918,81			3 296 494,62	3 301 918,81		5 424,19
4386	Organismes soc - autres charges à payer				210,00				210,00		210,00
4387	Organismes soc - produits à recevoir			13 882,91				13 882,91		13 882,91	
	Sous Total compte 438			13 882,91	210,00			13 882,91	210,00	13 672,91	
	Sous Total compte 43			7 101 158,48	7 092 909,76			7 101 158,48	7 092 909,76	8 248,72	

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 - LE MEE SUR SEINE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2017

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4411	Etat aut coll publ subv à recev amiable	32,14		21 077,98	21 110,12			21 110,12	21 110,12		0,00
4416	Etat aut col pub sub à recev contentieux			10 829,52	32,14			10 829,52	32,14	10 797,38	
	Sous Total compte 441	32,14		31 907,50	21 142,26			31 939,64	21 142,26	10 797,38	
44311	Opér particul avec Etat dépenses			6 032,13	6 032,13			6 032,13	6 032,13		0,00
44312	Opér particul avec Etat recettes amiable			839,00	839,00			839,00	839,00		0,00
	Sous Total compte 4431			6 871,13	6 871,13			6 871,13	6 871,13		0,00
44321	Opér particul avec Région dépenses			820,86	820,86			820,86	820,86		0,00
	Sous Total compte 4432			820,86	820,86			820,86	820,86		0,00
44331	Opér particulières avec Département_Dép			2 213,61	2 213,61			2 213,61	2 213,61		0,00
	Sous Total compte 4433			2 213,61	2 213,61			2 213,61	2 213,61		0,00
44341	Opér part av Etat communes dépenses			19 198,27	19 198,27			19 198,27	19 198,27		0,00
	Sous Total compte 4434			19 198,27	19 198,27			19 198,27	19 198,27		0,00
44351	Opér particul grp dépenses			128 030,15	128 030,15			128 030,15	128 030,15		0,00

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 - LE MEE SUR SEINE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2017

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
44352	Opér particul avec grp recettes amiable	578,98			578,98			578,98	578,98		0,00
44356	Opér particul grp recettes contentieux			578,98	578,98			578,98	578,98		0,00
	Sous Total compte 4435	578,98		128 609,13	129 188,11			129 188,11	129 188,11		0,00
44361	Opér part av Etat caisse écoles dépenses			448,35	448,35			448,35	448,35		0,00
	Sous Total compte 4436			448,35	448,35			448,35	448,35		0,00
44371	Opér part av Etat col pub ccas dépenses			108 300,00	108 300,00			108 300,00	108 300,00		0,00
	Sous Total compte 4437			108 300,00	108 300,00			108 300,00	108 300,00		0,00
	Sous Total compte 443	578,98		266 461,35	267 040,33			267 040,33	267 040,33		0,00
44551	Etat - TVA à décaisser		2 991,00	11 446,00	8 455,00			11 446,00	11 446,00		0,00
	Sous Total compte 4455		2 991,00	11 446,00	8 455,00			11 446,00	11 446,00		0,00
44562	Etat - TVA déduct sur immobilisations			3 724,29	1 983,00			3 724,29	1 983,00	1 741,29	
44566	TVA déduct sur autres biens et services			15 260,53	9 354,58			15 260,53	9 354,58	5 905,95	
44567	Etat - crédit de TVA à reporter	1 942,00		30 218,00	20 023,00			32 160,00	20 023,00		12 137,00

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 - LE MEE SUR SEINE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2017

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 4456	1 942,00		49 202,82	31 360,58			51 144,82	31 360,58	19 784,24	
44571	Etat - TVA collectée	168,23		14 985,71	20 626,66			15 153,94	20 626,66		5 472,72
	Sous Total compte 4457	168,23		14 985,71	20 626,66			15 153,94	20 626,66		5 472,72
44583	Rembst taxes sur chiffre affaire demandé	17 786,00						17 786,00		17 786,00	
	Sous Total compte 4458	17 786,00						17 786,00		17 786,00	
	Sous Total compte 445	19 896,23	2 991,00	75 634,53	60 442,24			95 530,76	63 433,24	32 097,52	
447	Autres impôts taxes verSEMents assimilés			303 156,73	303 156,73			303 156,73	303 156,73		0,00
4486	Etat - autres charges à payer				7 583,76				7 583,76		7 583,76
4487	Etat - produits à recevoir	909 170,00		875 072,08	909 170,00			1 784 242,08	909 170,00	875 072,08	
	Sous Total compte 448	909 170,00		875 072,08	916 753,76			1 784 242,08	916 753,76	867 488,32	
	Sous Total compte 44	929 677,35	2 991,00	1 552 232,19	1 568 535,32			2 481 909,54	1 571 526,32	910 383,22	
4621	Créances cess immob - amiable			650 000,00	650 000,00			650 000,00	650 000,00		0,00
	Sous Total compte 462			650 000,00	650 000,00			650 000,00	650 000,00		0,00

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 - LE MEE SUR SEINE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2017

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4648	Autres encaisSEMent pour compte de tiers			1 139,00	10 334,80			1 139,00	10 334,80		9 195,80
	Sous Total compte 464			1 139,00	10 334,80			1 139,00	10 334,80		9 195,80
466	Excédt de verSEMent		3 183,87	5 623,91	5 080,35			5 623,91	8 264,22		2 640,31
46711	Autres comptes créditeurs			1 284 893,87	1 284 893,87			1 284 893,87	1 284 893,87		0,00
	Sous Total compte 4671			1 284 893,87	1 284 893,87			1 284 893,87	1 284 893,87		0,00
46721	Débiteurs divers - amiable	84 956,54		400 234,20	414 729,25			485 190,74	414 729,25	70 461,49	
46726	Débiteurs divers - contentieux	3 004,38		1 077,61	221,77			4 081,99	221,77	3 860,22	
	Sous Total compte 4672	87 960,92		401 311,81	414 951,02			489 272,73	414 951,02	74 321,71	
	Sous Total compte 467	87 960,92		1 686 205,68	1 699 844,89			1 774 166,60	1 699 844,89	74 321,71	
4686	Divers - charges à payer				1 166,00				1 166,00		1 166,00
4687	Divers - produits à recevoir	165 974,60		165 974,60	165 974,60			331 949,20	165 974,60	165 974,60	
	Sous Total compte 468	165 974,60		165 974,60	167 140,60			331 949,20	167 140,60	164 808,60	
	Sous Total compte 46	253 935,52	3 183,87	2 508 943,19	2 532 400,64			2 762 878,71	2 535 584,51	227 294,20	

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 - LE MEE SUR SEINE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2017

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4711	Verst des régisseurs			1 370 342,88	1 450 342,88			1 370 342,88	1 450 342,88		80 000,00
4712	Viremts réimputés		16,84	5 248,45	7 015,01			5 248,45	7 031,85		1 783,40
47131	Raet : verst contrib directes			10 024 047,00	10 024 047,00			10 024 047,00	10 024 047,00		0,00
47132	Raet : verst dgf			12 069 366,77	12 069 366,77			12 069 366,77	12 069 366,77		0,00
47138	Raet : autres		650 304,32	10 073 681,75	9 423 727,43			10 073 681,75	10 074 031,75		350,00
	Sous Total compte 4713		650 304,32	32 167 095,52	31 517 141,20			32 167 095,52	32 167 445,52		350,00
471411	Excédent à réimputer - pers physiques		236,40	8 067,68	8 421,90			8 067,68	8 658,30		590,62
471412	Excédent à réimputer - personnes morales			178 762,74	178 762,74			178 762,74	178 762,74		0,00
	Sous Total compte 47141		236,40	186 830,42	187 184,64			186 830,42	187 421,04		590,62
47143	Flux d'encaissements à réimputer			139,41	139,41			139,41	139,41		0,00
	Sous Total compte 4714		236,40	186 969,83	187 324,05			186 969,83	187 560,45		590,62
4718	Autres recettes à régulariser		176,26	17 522,75	19 602,15			17 522,75	19 778,41		2 255,66
	Sous Total compte 471		650 733,82	33 747 179,43	33 181 425,29			33 747 179,43	33 832 159,11		84 979,68

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 - LE MEE SUR SEINE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2017

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
47211	DACR - rembst annuités emprunts			2 955 292,49	2 955 292,49			2 955 292,49	2 955 292,49		0,00
47218	DACR - autres dépenses			588 758,26	588 758,26			588 758,26	588 758,26		0,00
	Sous Total compte 4721			3 544 050,75	3 544 050,75			3 544 050,75	3 544 050,75		0,00
4722	DACR commission carte bancaire			1 663,89	1 663,89			1 663,89	1 663,89		0,00
4728	DACR - autres dépenses à régul			20 680,60	20 680,60			20 680,60	20 680,60		0,00
	Sous Total compte 472			3 566 395,24	3 566 395,24			3 566 395,24	3 566 395,24		0,00
4781	Frais de poursuites rattachés		7,49	383,15	383,15			383,15	390,64		7,49
4784	Arrondis sur déclaration de TVA			2,15	0,45			2,15	0,45	1,70	
	Sous Total compte 478		7,49	385,30	383,60			385,30	391,09		5,79
	Sous Total compte 47		650 741,31	37 313 959,97	36 748 204,13			37 313 959,97	37 398 945,44		84 985,47
4817	Pénalités de renégociation de la dette	442 457,09					48 665,00	442 457,09	48 665,00	393 792,09	
	Sous Total compte 481	442 457,09					48 665,00	442 457,09	48 665,00	393 792,09	
	Sous Total compte 48	442 457,09					48 665,00	442 457,09	48 665,00	393 792,09	

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 - LE MEE SUR SEINE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2017

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Total classe 4	2 468 442,01	1 166 059,10	72 139 200,14	71 556 828,28		48 665,00	74 607 642,15	72 771 552,38	2 482 857,86	646 768,09
5113	Titres spéc de paiemt et assim à encais	840,00		3 415,69	3 420,69			4 255,69	3 420,69	835,00	
5115	Cartes bancaires à l'encaisSEMent			18 055,49	18 055,49			18 055,49	18 055,49		0,00
51172	Chèques impayés			616,94	616,94			616,94	616,94		0,00
51178	Autres valeurs impayées			3 384,74	3 384,74			3 384,74	3 384,74		0,00
	Sous Total compte 5117			4 001,68	4 001,68			4 001,68	4 001,68		0,00
5118	Autres valeurs à l'encaisSEMent	256,63		18 000,79	17 206,19			18 257,42	17 206,19	1 051,23	
	Sous Total compte 511	1 096,63		43 473,65	42 684,05			44 570,28	42 684,05	1 886,23	
515	Compte au trésor	1 479 189,65		37 104 285,39	37 161 061,30			38 583 475,04	37 161 061,30	1 422 413,74	
51931	Lignes de crédit de trésorerie			3 150 000,00	3 650 000,00			3 150 000,00	3 650 000,00		500 000,00
	Sous Total compte 5193			3 150 000,00	3 650 000,00			3 150 000,00	3 650 000,00		500 000,00
	Sous Total compte 519			3 150 000,00	3 650 000,00			3 150 000,00	3 650 000,00		500 000,00
	Sous Total compte 51	1 480 286,28		40 297 759,04	40 853 745,35			41 778 045,32	40 853 745,35	924 299,97	

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 - LE MEE SUR SEINE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2017

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
5411	Disponibilites chez régisseurs d'avances	23 715,15		95 512,01	95 512,01			119 227,16	95 512,01	23 715,15	
5412	Disponibilités régisseurs de recettes	407,70			50,00			407,70	50,00	357,70	
	Sous Total compte 541	24 122,85		95 512,01	95 562,01			119 634,86	95 562,01	24 072,85	
	Sous Total compte 54	24 122,85		95 512,01	95 562,01			119 634,86	95 562,01	24 072,85	
580	Opérations d'ordre budgétaires			1 792 897,83	1 792 897,83			1 792 897,83	1 792 897,83		0,00
584	Encaissements chèques par lecture opt		41,47	220 919,66	220 878,19			220 919,66	220 919,66		0,00
5872	Compte pivot - admission en non valeur			13 900,84	13 900,84			13 900,84	13 900,84		0,00
	Sous Total compte 587			13 900,84	13 900,84			13 900,84	13 900,84		0,00
588	Autres virements internes			12 719,99	12 719,99			12 719,99	12 719,99		0,00
	Sous Total compte 58		41,47	2 040 438,32	2 040 396,85			2 040 438,32	2 040 438,32		0,00
	Total classe 5	1 504 409,13	41,47	42 433 709,37	42 989 704,21			43 938 118,50	42 989 745,68	1 448 372,82	500 000,00
6042	Achts prest serv autre que terr à aménag					136 564,13	838,20	136 564,13	838,20	135 725,93	
	Sous Total compte 604					136 564,13	838,20	136 564,13	838,20	135 725,93	

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 - LE MEE SUR SEINE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2017

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
60611	Achts non stkés fournit eau-assainist					191 809,28	6 328,72	191 809,28	6 328,72	185 480,56	
60612	Achts non stkés fournit énergie élect					633 814,87	81,34	633 814,87	81,34	633 733,53	
60613	Achts non stkés fournit chauf urbain					374 331,61	22 306,23	374 331,61	22 306,23	352 025,38	
	Sous Total compte 6061					1 199 955,76	28 716,29	1 199 955,76	28 716,29	1 171 239,47	
60621	Achts non stkés combustibles					5 175,70		5 175,70		5 175,70	
60622	Achts non stkés carburants					80 781,48		80 781,48		80 781,48	
60623	Achts non stkés d'aliment					627 431,40	53 925,85	627 431,40	53 925,85	573 505,55	
60624	Achts non stkés produits traitement					3 954,29		3 954,29		3 954,29	
60628	Achts autres fournit non stkées					12 050,09	378,10	12 050,09	378,10	11 671,99	
	Sous Total compte 6062					729 392,96	54 303,95	729 392,96	54 303,95	675 089,01	
60631	Achts non stkés fournit entretien					62 431,12	1 262,58	62 431,12	1 262,58	61 168,54	
60632	Achts non stkés fournit petit équipt					251 355,47	6 525,69	251 355,47	6 525,69	244 829,78	
60633	Achts non stkés fournit voirie					96 839,17		96 839,17		96 839,17	

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 - LE MEE SUR SEINE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2017

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
60636	Achts non stkés vêtements travail					50 815,18	10 837,44	50 815,18	10 837,44	39 977,74	
	Sous Total compte 6063					461 440,94	18 625,71	461 440,94	18 625,71	442 815,23	
6064	Achts non stkés fournit admin					14 473,57	775,89	14 473,57	775,89	13 697,68	
6065	Achts non stkés livres-disques-cassettes					42 217,95	27,66	42 217,95	27,66	42 190,29	
6067	Achts non stkés fournit scolaires					148 066,14	536,79	148 066,14	536,79	147 529,35	
6068	Achts non stkés autres mat et fourn					96 479,33	8 396,33	96 479,33	8 396,33	88 083,00	
	Sous Total compte 606					2 692 026,65	111 382,62	2 692 026,65	111 382,62	2 580 644,03	
	Sous Total compte 60					2 828 590,78	112 220,82	2 828 590,78	112 220,82	2 716 369,96	
611	Contrats prestations de services					133 037,92	7 884,41	133 037,92	7 884,41	125 153,51	
6132	Locations immobilières					1 489,35		1 489,35		1 489,35	
6135	Locations mobilières					82 409,56	4 294,77	82 409,56	4 294,77	78 114,79	
	Sous Total compte 613					83 898,91	4 294,77	83 898,91	4 294,77	79 604,14	
614	Charges locatives et de copropriété					125 247,05		125 247,05		125 247,05	

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 - LE MEE SUR SEINE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2017

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
615221	Bâtiments publics					505 752,87	52 307,52	505 752,87	52 307,52	453 445,35	
	Sous Total compte 61522					505 752,87	52 307,52	505 752,87	52 307,52	453 445,35	
615231	Voieries					171 899,34	7 234,00	171 899,34	7 234,00	164 665,34	
615232	Réseaux					384 681,29	24 593,75	384 681,29	24 593,75	360 087,54	
	Sous Total compte 61523					556 580,63	31 827,75	556 580,63	31 827,75	524 752,88	
	Sous Total compte 6152					1 062 333,50	84 135,27	1 062 333,50	84 135,27	978 198,23	
61551	Entretien réparations matériel roulant					138 965,28	4 024,28	138 965,28	4 024,28	134 941,00	
61558	Entretien réparations autres mobiliers					88 072,85	8 196,61	88 072,85	8 196,61	79 876,24	
	Sous Total compte 6155					227 038,13	12 220,89	227 038,13	12 220,89	214 817,24	
6156	Maintenance					929 121,14	78 033,49	929 121,14	78 033,49	851 087,65	
	Sous Total compte 615					2 218 492,77	174 389,65	2 218 492,77	174 389,65	2 044 103,12	
6161	Multirisques					109 024,46		109 024,46		109 024,46	
6168	Autres					1 794,13		1 794,13		1 794,13	

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 - LE MEE SUR SEINE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2017

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 616					110 818,59		110 818,59		110 818,59	
617	Etudes et recherches					21 600,00	21 600,00	21 600,00	21 600,00		0,00
6182	Divers doc générale et technique					26 462,47	312,00	26 462,47	312,00	26 150,47	
6184	Divers verst à organismes formation					107 107,47	27 667,01	107 107,47	27 667,01	79 440,46	
6185	Divers - frais colloques et séminaires					612,00		612,00		612,00	
6188	Autres frais divers					58 849,35	2 858,24	58 849,35	2 858,24	55 991,11	
	Sous Total compte 618					193 031,29	30 837,25	193 031,29	30 837,25	162 194,04	
	Sous Total compte 61					2 886 126,53	239 006,08	2 886 126,53	239 006,08	2 647 120,45	
6218	Autre personnel extérieur au service					5 664,27		5 664,27		5 664,27	
	Sous Total compte 621					5 664,27		5 664,27		5 664,27	
6225	Indemnités au comptable et régisseurs					4 150,96		4 150,96		4 150,96	
6226	Rému interméd honoraires					248 326,24	50 168,69	248 326,24	50 168,69	198 157,55	
6227	Rému interméd honoraires frais act cont					150,00		150,00		150,00	

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 - LE MEE SUR SEINE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2017

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6228	Rému interméd honoraires divers					3 274,55	863,95	3 274,55	863,95	2 410,60	
	Sous Total compte 622					255 901,75	51 032,64	255 901,75	51 032,64	204 869,11	
6231	Pub public relat publ annonces insert					22 540,80	1 728,00	22 540,80	1 728,00	20 812,80	
6232	Pub public relat publ fêtes cérémonies					72 891,90	8 182,94	72 891,90	8 182,94	64 708,96	
6236	Pub public relat publ catalog imprimés					38 877,32	2 782,84	38 877,32	2 782,84	36 094,48	
6238	Pub public relat publ divers					798,20	70,33	798,20	70,33	727,87	
	Sous Total compte 623					135 108,22	12 764,11	135 108,22	12 764,11	122 344,11	
6241	Transports de biens					3 185,00		3 185,00		3 185,00	
6247	Transports collectifs					44 260,55	1 894,20	44 260,55	1 894,20	42 366,35	
	Sous Total compte 624					47 445,55	1 894,20	47 445,55	1 894,20	45 551,35	
6251	Déplacts missions récep - voyage déplcts					19 674,02		19 674,02		19 674,02	
6257	Déplacts missions récep - réceptions					19 022,69	1 110,78	19 022,69	1 110,78	17 911,91	
	Sous Total compte 625					38 696,71	1 110,78	38 696,71	1 110,78	37 585,93	

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 - LE MEE SUR SEINE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2017

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6261	Frais d'affranchissement					22 962,39		22 962,39		22 962,39	
6262	Frais de télécommunications					74 253,99	2 375,53	74 253,99	2 375,53	71 878,46	
	Sous Total compte 626					97 216,38	2 375,53	97 216,38	2 375,53	94 840,85	
627	Aut serv extér servi bancaires assimil					6 544,78		6 544,78		6 544,78	
6281	Aut serv extér concours divers					16 608,13		16 608,13		16 608,13	
6282	Frais gardien églises forêts bois com					51 951,23	3 000,00	51 951,23	3 000,00	48 951,23	
6283	Aut serv extér frais de nettoyage locaux					618 639,14	617,40	618 639,14	617,40	618 021,74	
6284	Redevances pour services rendus					4 000,00		4 000,00		4 000,00	
6288	Autres serv extér					68 771,43	11 384,02	68 771,43	11 384,02	57 387,41	
	Sous Total compte 628					759 969,93	15 001,42	759 969,93	15 001,42	744 968,51	
	Sous Total compte 62					1 346 547,59	84 178,68	1 346 547,59	84 178,68	1 262 368,91	
6331	Verst de transport					208 393,71	8,00	208 393,71	8,00	208 385,71	
6332	Cotisations versées au FNAL					51 718,95		51 718,95		51 718,95	

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 - LE MEE SUR SEINE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2017

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6336	Cotis. centre national - centres gestion					171 528,93	11,87	171 528,93	11,87	171 517,06	
6338	Autres impôts tax verst sur rému aut org					59,35		59,35		59,35	
	Sous Total compte 633					431 700,94	19,87	431 700,94	19,87	431 681,07	
63512	Impôts directs - taxes foncières					140 011,96		140 011,96		140 011,96	
63513	Impôts directs - autres impôts locaux					8 120,00		8 120,00		8 120,00	
	Sous Total compte 6351					148 131,96		148 131,96		148 131,96	
6355	Taxes et impôts sur les véhicules					1 527,88		1 527,88		1 527,88	
6358	Autres droits administration des impôts					952,00		952,00		952,00	
	Sous Total compte 635					150 611,84		150 611,84		150 611,84	
637	Autres impôts tax verst sur rému aut org					1 137,30		1 137,30		1 137,30	
	Sous Total compte 63					583 450,08	19,87	583 450,08	19,87	583 430,21	
64111	Persl titulaire_rémunération principale					6 699 181,71	0,52	6 699 181,71	0,52	6 699 181,19	
64112	Persl titulair_NBI supplt fami indem rés					514 275,34		514 275,34		514 275,34	

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 - LE MEE SUR SEINE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2017

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
64118	Personnel titulaire - autres indemnités					1 301 993,92	0,08	1 301 993,92	0,08	1 301 993,84	
	Sous Total compte 6411					8 515 450,97	0,60	8 515 450,97	0,60	8 515 450,37	
64131	Persel non titulaire - rémunération					2 759 518,52	1 150,00	2 759 518,52	1 150,00	2 758 368,52	
64138	Autres indemnités					880 380,56	1 035,28	880 380,56	1 035,28	879 345,28	
	Sous Total compte 6413					3 639 899,08	2 185,28	3 639 899,08	2 185,28	3 637 713,80	
64161	Emplois d'insertion - emplois jeunes					116 054,59	3 088,47	116 054,59	3 088,47	112 966,12	
64162	Emplois d'avenir					1 200,00		1 200,00		1 200,00	
64168	Autres emplois d'insertion					86 245,46	1 203,34	86 245,46	1 203,34	85 042,12	
	Sous Total compte 6416					203 500,05	4 291,81	203 500,05	4 291,81	199 208,24	
6417	Persel non titulaire rémun apprentis					6 483,60		6 483,60		6 483,60	
6419	Rembst rémunérations du persel						356 205,70		356 205,70		356 205,70
	Sous Total compte 641					12 365 333,70	362 683,39	12 365 333,70	362 683,39	12 002 650,31	
6451	Charges sécu cotisations URSSAF					2 247 534,84		2 247 534,84		2 247 534,84	

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 - LE MEE SUR SEINE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2017

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6453	Cotisations aux caisses de retraites					2 290 768,11		2 290 768,11		2 290 768,11	
6455	Cotisations pour assurance du personnel					270 660,19		270 660,19		270 660,19	
6458	Charges sécu prévoyance cotisations					26 357,75	1,00	26 357,75	1,00	26 356,75	
6459	Rembst charges sécu sociale prévoyance						45 029,09		45 029,09		45 029,09
	Sous Total compte 645					4 835 320,89	45 030,09	4 835 320,89	45 030,09	4 790 290,80	
64731	Autres charges soc alloc chômage					432 037,74		432 037,74		432 037,74	
	Sous Total compte 6473					432 037,74		432 037,74		432 037,74	
6475	Autres charges sociales médecine travail					30 590,19		30 590,19		30 590,19	
	Sous Total compte 647					462 627,93		462 627,93		462 627,93	
6488	Autres charges de personnel					4 391,51		4 391,51		4 391,51	
	Sous Total compte 648					4 391,51		4 391,51		4 391,51	
	Sous Total compte 64					17 667 674,03	407 713,48	17 667 674,03	407 713,48	17 259 960,55	
651	Redev concessions brevets licences					23 819,88	3 965,10	23 819,88	3 965,10	19 854,78	

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 - LE MEE SUR SEINE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2017

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6531	Indemnités maires adjoints conseillers					210 132,26	487,00	210 132,26	487,00	209 645,26	
6533	Cotisations retraite maire adjts conseil					17 517,09		17 517,09		17 517,09	
6534	Cotisations sécu soc maire adjts conseil					14 411,74		14 411,74		14 411,74	
6535	Frais formation maires adjts conseil					784,40	314,00	784,40	314,00	470,40	
	Sous Total compte 653					242 845,49	801,00	242 845,49	801,00	242 044,49	
6541	Créances admises en non-valeur					13 900,84	144,30	13 900,84	144,30	13 756,54	
6542	Créances éteintes					45 077,16		45 077,16		45 077,16	
	Sous Total compte 654					58 978,00	144,30	58 978,00	144,30	58 833,70	
65541	Contributions au fonds de compensation d					111 892,92		111 892,92		111 892,92	
	Sous Total compte 6554					111 892,92		111 892,92		111 892,92	
6557	Contribution à politique habitat					301 063,78		301 063,78		301 063,78	
	Sous Total compte 655					412 956,70		412 956,70		412 956,70	
657341	Subv fonct aux orga pub Cnes membres GFP					16 001,47		16 001,47		16 001,47	

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 - LE MEE SUR SEINE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2017

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 65734					16 001,47		16 001,47		16 001,47	
657362	CCAS					108 300,00		108 300,00		108 300,00	
	Sous Total compte 65736					108 300,00		108 300,00		108 300,00	
	Sous Total compte 6573					124 301,47		124 301,47		124 301,47	
6574	Subv fonct assoc et pers droit privé					837 835,02		837 835,02		837 835,02	
	Sous Total compte 657					962 136,49		962 136,49		962 136,49	
658	Charges diverses gest courante					2 216,20		2 216,20		2 216,20	
	Sous Total compte 65					1 702 952,76	4 910,40	1 702 952,76	4 910,40	1 698 042,36	
66111	Intérêts réglés à l'écheance					889 140,57		889 140,57		889 140,57	
66112	Intérêts - rattachement des icne					197 019,75	214 171,74	197 019,75	214 171,74		17 151,99
	Sous Total compte 6611					1 086 160,32	214 171,74	1 086 160,32	214 171,74	871 988,58	
6615	Charges d'intérêts ctes courants dépôts					1 389,89		1 389,89		1 389,89	
	Sous Total compte 661					1 087 550,21	214 171,74	1 087 550,21	214 171,74	873 378,47	

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 - LE MEE SUR SEINE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2017

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 66					1 087 550,21	214 171,74	1 087 550,21	214 171,74	873 378,47	
6718	Charg except aut charg except opér gest					267,89		267,89		267,89	
	Sous Total compte 671					267,89		267,89		267,89	
673	Charges except titres annulés					158 366,33		158 366,33		158 366,33	
675	Charges except vnc immob cédées					213 563,55		213 563,55		213 563,55	
6761	Différences sur réalisations (positives)					930 330,74		930 330,74		930 330,74	
	Sous Total compte 676					930 330,74		930 330,74		930 330,74	
	Sous Total compte 67					1 302 528,51		1 302 528,51		1 302 528,51	
6811	DA - immob					599 638,17	0,37	599 638,17	0,37	599 637,80	
	Sous Total compte 681					599 638,17	0,37	599 638,17	0,37	599 637,80	
6862	DA - charges financières à répartir					48 665,00		48 665,00		48 665,00	
	Sous Total compte 686					48 665,00		48 665,00		48 665,00	
6875	Dot provis risques et charges except					200 000,00		200 000,00		200 000,00	

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 - LE MEE SUR SEINE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2017

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 687					200 000,00		200 000,00		200 000,00	
	Sous Total compte 68					848 303,17	0,37	848 303,17	0,37	848 302,80	
	Total classe 6					30 253 723,66	1 062 221,44	30 253 723,66	1 062 221,44	29 609 889,00	418 386,78
70311	Concession dans cimetières (produit net)					387,49	27 878,28	387,49	27 878,28		27 490,79
	Sous Total compte 7031					387,49	27 878,28	387,49	27 878,28		27 490,79
70323	Redev occupation domaine public communal						107 428,69		107 428,69		107 428,69
	Sous Total compte 7032						107 428,69		107 428,69		107 428,69
70388	Autres redevances et recettes diverses						180 000,00		180 000,00		180 000,00
	Sous Total compte 7038						180 000,00		180 000,00		180 000,00
	Sous Total compte 703					387,49	315 306,97	387,49	315 306,97		314 919,48
7062	Prestation serv redev droits culturel					1 292,81	213 004,58	1 292,81	213 004,58		211 711,77
70631	Redev droits services à caract sportif					9 490,84	102 164,61	9 490,84	102 164,61		92 673,77
70632	Redev droits services à caract loisirs					2 024,04	163 235,69	2 024,04	163 235,69		161 211,65

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 - LE MEE SUR SEINE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2017

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 7063					11 514,88	265 400,30	11 514,88	265 400,30		253 885,42
7066	Prestation serv redev droits social					7 312,75	334 345,43	7 312,75	334 345,43		327 032,68
7067	Prest serv redev droits serv péri-scol					30 070,84	817 105,06	30 070,84	817 105,06		787 034,22
70688	Prest serv autres prestat service					187,17	10 934,22	187,17	10 934,22		10 747,05
	Sous Total compte 7068					187,17	10 934,22	187,17	10 934,22		10 747,05
	Sous Total compte 706					50 378,45	1 640 789,59	50 378,45	1 640 789,59		1 590 411,14
7088	Aut prod activ annex abonnt vente ouvr						49 259,47		49 259,47		49 259,47
	Sous Total compte 708						49 259,47		49 259,47		49 259,47
	Sous Total compte 70					50 765,94	2 005 356,03	50 765,94	2 005 356,03		1 954 590,09
73111	Taxes foncières et d'habitation					7 030,00	9 897 932,00	7 030,00	9 897 932,00		9 890 902,00
	Sous Total compte 7311					7 030,00	9 897 932,00	7 030,00	9 897 932,00		9 890 902,00
7318	Impôts locaux - autres impôts ou assimil						71 837,00		71 837,00		71 837,00
	Sous Total compte 731					7 030,00	9 969 769,00	7 030,00	9 969 769,00		9 962 739,00

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 - LE MEE SUR SEINE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2017

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
73211	Attribution de compensation						414 459,83		414 459,83		414 459,83
73212	Dotation de solidarité communautaire						400 899,97		400 899,97		400 899,97
	Sous Total compte 7321						815 359,80		815 359,80		815 359,80
73221	FNGIR						17 434,00		17 434,00		17 434,00
73222	Fonds de solidarité des communes IDF						2 613 175,00		2 613 175,00		2 613 175,00
	Sous Total compte 7322						2 630 609,00		2 630 609,00		2 630 609,00
	Sous Total compte 732						3 445 968,80		3 445 968,80		3 445 968,80
7343	Taxe sur pylones électriques						60 218,00		60 218,00		60 218,00
	Sous Total compte 734						60 218,00		60 218,00		60 218,00
7351	Taxe sur électricité					294,47	270 742,66	294,47	270 742,66		270 448,19
	Sous Total compte 735					294,47	270 742,66	294,47	270 742,66		270 448,19
7362	Taxes de séjour					241,08	37 200,67	241,08	37 200,67		36 959,59
	Sous Total compte 736					241,08	37 200,67	241,08	37 200,67		36 959,59

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 - LE MEE SUR SEINE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2017

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7381	Taxe addit droit mutation taxe pub fonc						420 395,87		420 395,87		420 395,87
	Sous Total compte 738						420 395,87		420 395,87		420 395,87
	Sous Total compte 73					7 565,55	14 204 295,00	7 565,55	14 204 295,00		14 196 729,45
7411	DGFdotation forfaitaire						4 752 292,00		4 752 292,00		4 752 292,00
74123	DGF solidarité urbaine						5 062 713,00		5 062 713,00		5 062 713,00
74127	Dotation nationale de péréquation						456 574,00		456 574,00		456 574,00
	Sous Total compte 7412						5 519 287,00		5 519 287,00		5 519 287,00
	Sous Total compte 741						10 271 579,00		10 271 579,00		10 271 579,00
744	FCTVA						80 138,08		80 138,08		80 138,08
7461	D.G.D						24 594,41		24 594,41		24 594,41
	Sous Total compte 746						24 594,41		24 594,41		24 594,41
74712	Emplois d'avenir						67 711,53		67 711,53		67 711,53
74718	Autres participations Etat					186 540,89	552 140,98	186 540,89	552 140,98		365 600,09

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 - LE MEE SUR SEINE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2017

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 7471					186 540,89	619 852,51	186 540,89	619 852,51		433 311,62
7472	Participations - Région						6 400,00		6 400,00		6 400,00
7473	Participations - Dépt						315 271,12		315 271,12		315 271,12
74751	Participations - GFP de rattachement					99 594,00	200 718,08	99 594,00	200 718,08		101 124,08
	Sous Total compte 7475					99 594,00	200 718,08	99 594,00	200 718,08		101 124,08
7478	Participations - autres organismes						2 098 402,76		2 098 402,76		2 098 402,76
	Sous Total compte 747					286 134,89	3 240 644,47	286 134,89	3 240 644,47		2 954 509,58
74832	Attributions du fdtp						25 775,59		25 775,59		25 775,59
74833	Etat Compensation de la CET (CVAE CFE)						3 425,00		3 425,00		3 425,00
74834	Compens au titre exonérat tax foncieres						109 053,00		109 053,00		109 053,00
74835	Compens au titre exonérat de la th						338 694,00		338 694,00		338 694,00
748372	Dotation politique de la ville					646 236,00	941 008,78	646 236,00	941 008,78		294 772,78
	Sous Total compte 74837					646 236,00	941 008,78	646 236,00	941 008,78		294 772,78

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 - LE MEE SUR SEINE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2017

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 7483					646 236,00	1 417 956,37	646 236,00	1 417 956,37		771 720,37
7484	Dotation de recensement						3 925,00		3 925,00		3 925,00
7489	Reverst restit autres attrib et particp					5 143,12		5 143,12		5 143,12	
	Sous Total compte 748					651 379,12	1 421 881,37	651 379,12	1 421 881,37		770 502,25
	Sous Total compte 74					937 514,01	15 038 837,33	937 514,01	15 038 837,33		14 101 323,32
751	Redev concessions brevets licences						8 425,16		8 425,16		8 425,16
752	Revenus des immeubles					8 344,15	487 602,77	8 344,15	487 602,77		479 258,62
758	Produits divers de gestion courante						1 274,76		1 274,76		1 274,76
	Sous Total compte 75					8 344,15	497 302,69	8 344,15	497 302,69		488 958,54
76811	Sortie des emprunts à risques avec IRA					165 974,60	165 974,60	165 974,60	165 974,60		0,00
	Sous Total compte 7681					165 974,60	165 974,60	165 974,60	165 974,60		0,00
	Sous Total compte 768					165 974,60	165 974,60	165 974,60	165 974,60		0,00
	Sous Total compte 76					165 974,60	165 974,60	165 974,60	165 974,60		0,00

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 - LE MEE SUR SEINE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2017

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7714	Recouvrement sur créances non valeur						569,17		569,17		569,17
7718	Autres prod except sur opé gestion						3 672,36		3 672,36		3 672,36
	Sous Total compte 771						4 241,53		4 241,53		4 241,53
773	Mdts annul exer antér ou déchéance quad						1 892,42		1 892,42		1 892,42
775	Produits des cessions d'immobilisations						1 143 894,29		1 143 894,29		1 143 894,29
777	Quote-part des subv d'invest transférée						700,00		700,00		700,00
7788	Produits exceptionnels divers					0,72	30 140,61	0,72	30 140,61		30 139,89
	Sous Total compte 778					0,72	30 140,61	0,72	30 140,61		30 139,89
	Sous Total compte 77					0,72	1 180 868,85	0,72	1 180 868,85		1 180 868,13
	Total classe 7					1 170 164,97	33 092 634,50	1 170 164,97	33 092 634,50	5 143,12	31 927 612,65
	Total général	117 898 334,99	117 898 334,99	140 100 350,86	137 653 599,90	38 331 448,08	40 778 199,04	296 330 133,93	296 330 133,93	149 395 893,54	149 395 893,54

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

10500 - LE MEE SUR SEINE

BALANCE DES VALEURS INACTIVES

Arrêtée à la date du 31/12/2017

DÉSIGNATION DES COMPTES	DÉBIT			CRÉDIT			SOLDES	
N° Intitulé Nature des valeurs inactives	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Débiteurs	Créditeurs
861 Portefeuille								
MANIFESTATIONS CULTURELLES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
PISCINE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
BIBLIOTHEQUE	13 881,80	229,90	14 111,70	0,00	0,00	0,00	14 111,70	0,00
Sous Total compte 861	13 881,80	229,90	14 111,70	0,00	0,00	0,00	14 111,70	0,00
862 Correspondant								
MANIFESTATIONS CULTURELLES	1 500,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00
PISCINE	5 647,20	50,92	5 698,12	0,00	1 078,30	1 078,30	4 619,82	0,00
BIBLIOTHEQUE	755,90	9,30	765,20	0,00	140,90	140,90	624,30	0,00
Sous Total compte 862	7 903,10	60,22	7 963,32	0,00	1 219,20	1 219,20	6 744,12	0,00
863 Prise en charge titre et valeur								
MANIFESTATIONS CULTURELLES	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	1 500,00	0,00	1 500,00
PISCINE	0,00	1 078,30	1 078,30	5 647,20	50,92	5 698,12	0,00	4 619,82
BIBLIOTHEQUE	0,00	140,90	140,90	14 637,70	239,20	14 876,90	0,00	14 736,00
Sous Total compte 863	0,00	1 219,20	1 219,20	21 784,90	290,12	22 075,02	0,00	20 855,82
TOTAUX	21 784,90	1 509,32	23 294,22	21 784,90	1 509,32	23 294,22	20 855,82	20 855,82

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DF
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

PAGE DES SIGNATURES

Vu et certifié par le comptable supérieur qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

À , le

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

Le comptable affirme, en outre, et sous les mêmes peines, que les recettes et dépenses portées dans ce compte sont, sans exception, toutes celles qui ont été faites pour le service de LE MEE SUR SEINE pendant l'année 2017
et qu'il n'en existe aucune autre à sa connaissance.

À , le

Vu par qui certifie que le présent compte dont le montant des titres à recouvrer et des mandants émis est conforme aux écritures de sa comptabilité administrative, a été voté le ..... par l'organe délibérant.

À , le

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

077015

TRES. MELUN VAL DE SEINE SEC PU

10500 LE MEE SUR SEINE

Nombre de pages : 86

FIN DE DOCUMENT

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-60-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

République Française – Département de Seine-et-Marne – Canton de Savigny-le-Temple –
Commune du Mée-sur-Seine

DÉLIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 29/03//2018

Date de transmission de la convocation : 22 mars 2018 - Date d'affichage : 22 mars 2018
Nombre de conseillers : En exercice : 35 - Présents : 24 - Excusés représentés : 5 - Absents : 3 - Votants : 29
Excusé(s) non représenté(s) : 3
VOTE : A la majorité - Pour : 23 - Contre : 1 - Abstention : 5

L'an deux mille dix-huit, le vingt-neuf mars à dix-neuf heures trente, le Conseil Municipal de la Commune du Mée-sur-Seine, s'est réuni à la salle du Conseil en Mairie en séance publique ordinaire, sous la présidence de Madame Jocelyne VERNON, première adjointe au Maire, remplaçant le Maire empêché.

Etaient présents : Mme VERNON, M. DAUVERGNE, Mme BAK, M. DURAND, Mme BERRADIA, M. QUILLAY, Mme DIOP (arrivée au point n° 10 à 20h33), M. DIDIERLAURENT, M. BILLECOCQ, Mme KOWALCZYK, M. AURICOSTE, M. GENET, Mme MEUNIER, Mme BOINET, Mme RIGAULT, Mme MORIN, M. BATON, M. FOSSE, M. SAMYN, Mme MBERI NSANA (arrivée au point n° 6 à 19h49), M. GUERIN (départ au point n° 18 à 21h43), Mme DAUVERGNE-JOVIN, M. AYINA, Mme CADET, Mme YAZICI
Etaient excusés représentés : M. VERNIN avait donné pouvoir à Mme VERNON, Mme ANTIGNAC à M. QUILLAY, M. SCHRUB à M. GENET, M. BENTEJ à Mme MEUNIER, M. TOUNKARA à M. BATON, M. GUERIN à Mme DAUVERGNE-JOVIN (à partir du point n° 18)
Etaient excusées non représentées : Mme PRONO, Mme GUIDY, Mme CAMPS
Etaient absents : Mme NDIAYE, M. POIREL

A été nommé (e) secrétaire de séance : Mme Michelle BOINET

Acte rendu exécutoire après dépôt en Préfecture de Seine-et-Marne le :
Et Publication du : 05 AVR. 2018

N° : 2018DCM-03-70
OBJET : PRESENTATION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2017

- Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment en ses articles L. 1612-12 et suivants et L. 2121-31
- Vu le Budget Primitif de l'exercice 2017, les Décisions Modificatives n°1, 2 et 3 s'y rattachant, les titres définitifs des créances à recouvrer, les dépenses effectuées, celui des mandats délivrés et le Compte Administratif dressé par Monsieur le Maire
- Vu le Compte de Gestion 2017 établi par le Comptable
- Vu l'avis de la Commission finances et administration générale du 20 mars 2018
- Considérant que Monsieur le Maire a correctement géré, au cours de l'exercice 2017, les finances de la Ville assurant le recouvrement de toutes les créances et ordonnançant toutes les dépenses justifiées utiles ; procédant au règlement définitif du Budget 2017
- Après avoir entendu l'exposé de son rapporteur

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,

ADOPTE le Compte Administratif 2017 qui lui est présenté en annexe par chapitre en fonctionnement et en investissement (Dépenses et Recettes) avec les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

ADOPTE dans son ensemble le Compte Administratif 2017 de la Ville du Mée-sur-Seine qui fait apparaitre les résultats suivants :

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

	Libellé	2017
Fonct.	A Recettes de l'exercice	32 328 847,44
	B Dépenses de l'exercice	29 597 880,13
	A-B Résultat de l'exercice	**2 730 967,31**
	C Excédent de fonctionnement reporté 002	2 141 766,60
	A-B+C Résultat de clôture de fonctionnement	**4 872 733,91**
Invest.	Recettes de l'exercice	6 302 132,35
	Dépenses de l'exercice	6 586 348,70
	Résultat de l'exercice	- 284 216,35
	Déficit/excédent d'investissement reporté 001	- 2 508 234,04
	Résultat de clôture d'investissement	- 2 792 450,39
	Restes à réaliser en dépenses	2 148 446,68
	Restes à réaliser en recettes	1 781 535,37
	Soldes des restes à réaliser	- 366 911,31
	Financement de l'investissement	- 3 159 361,70
	Résultat global de clôture	**1 713 372,21**

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits.

Pour le Maire empêché,
Par délégation,
La Première Adjointe au Maire :

Jocelyne VERNON

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet des recours suivants :
- recours administratif gracieux auprès de mes services,
- recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

REPUBLIQUE FRANÇAISE

- LE MEE SUR SEINE (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 21770285100239

POSTE COMPTABLE : TRESORERIE DE MELUN SPL

M 14

Compte administratif

voté par nature

BUDGET : BUDGET PRINCIPAL (3)

ANNEE 2017

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).
(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

Sommaire

I - Informations générales (5)

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser 6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres 8
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 11
B2 - Balance générale du budget - Recettes 12

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 13
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 16
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 18
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 20
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 22

IV - Annexes (6)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1) 34
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement 46
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement 92
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 133
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 134
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 139
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N Sans Objet
A2.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
A2.9 - Etat de la dette - Autres dettes 140
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements 141
A4 - Etat des provisions 142
A5 - Etalement des provisions Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 143
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 144
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet
A7.2.1 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Fonctionnement (3) 146
A7.2.2 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Investissement (3) 150
A7.3.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (4) Sans Objet
A7.3.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (4) Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées 153
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet
A10.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées 154
A10.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties 160
A10.3 - Opérations liées aux cessions 161
A10.4- Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées 162
A10.5 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties 163
A11 - Etat des travaux en régie Sans Objet
A12 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement 164
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B1.7 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions 175
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel 177

C1.2 - Actions de formation des élus 181

C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier 182

C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement 186

C3.2 - Liste des établissements publics créés 187

C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet

C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe 188

C3.5 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes 189

C3.6 - Identification des flux croisés Sans Objet

D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes 191

D2 - Arrêté et signatures 192

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Il n'a cependant pas à être produit par les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (article L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cf. article R. 2313-3 du CCGT.

(4) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers.

(5) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(6) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

Code INSEE 285	LE MEE SUR SEINE BUDGET PRINCIPAL	CA 2017

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	20969
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 *in fine*) :	63
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	
COMMUNAUTE DE MELUN VAL DE SEINE	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		
14317059	19334408	919.285280	1194.272364

	Informations financières – ratios (2)	Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3) DGFIP COMTES DE GESTION-BUDGETS PRINCIPAUX OPERATION REELLES INSEE POP 2015 CALCULS DGCL
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	1326.04	1269
2	Produit des impositions directes/population	471.69	626
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	1541.71	1450
4	Dépenses d'équipement brut/population	215.15	259
5	Encours de dette/population	1156.63	1118
6	DGF/population	226.63	244
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)	65.09%	60.0%
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)	92.40%	94,3%
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)	13.96%	17.9%
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)	75.02%	77,1%

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).
(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.
Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.
(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, …) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

POUR MEMOIRE(1)

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (2) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- au niveau (2) du chapitre pour la section d'investissement.
  - avec (3) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
  - avec (4) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (5) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

(1) Rappeler les modalités relatives au vote du budget.

(2) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(3) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(4) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(5) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES	RECETTES
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A 29 597 880,13	G 32 328 847,44
	Section d'investissement	B 6 586 348,70	H 6 302 132,35
		+	+
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C 0,00 (si déficit)	I 2 141 766,60 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D 2 508 234,04 (si déficit)	J 0,00 (si excédent)
		=	=
	TOTAL (réalisations + reports)	= A+B+C+D 38 692 462,87	= G+H+I+J 40 772 746,39
RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E 0,00	K 0,00
	Section d'investissement	F 2 148 446,68	L 1 781 535,37
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F 2 148 446,68	= K+L 1 781 535,37
RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A+C+E 29 597 880,13	= G+I+K 34 470 614,04
	Section d'investissement	= B+D+F 11 243 029,42	= H+J+L 8 083 667,72
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F 40 840 909,55	= G+H+I+J+K+L 42 554 281,76

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		E 0,00	K 0,00
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
70	Produits services, domaine et ventes div		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
74	Dotations et participations		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F 2 148 446,68	L 1 781 535,37
010	Stocks (4)	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	482 563,00
13	Subventions d'investissement	0,00	1 298 972,37
16	Emprunts et dettes assimilées	16 411,39	0,00

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DF
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	33 987,37	0,00
204	Subventions d'équipement versées	2 250,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	511 475,90	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00
0905	Opération d'équipement n° 0905	235 246,54	
1009	Opération d'équipement n° 1009	129 102,68	
1115	Opération d'équipement n° 1115	95 027,40	
1302	Opération d'équipement n° 1302	425 700,00	
1401	Opération d'équipement n° 1401	69 824,98	
1601	Opération d'équipement n° 1601	128 266,34	
1602	Opération d'équipement n° 1602	50 000,00	
1701	Opération d'équipement n° 1701	158 763,69	
1702	Opération d'équipement n° 1702	94 190,39	
1703	Opération d'équipement n° 1703	198 200,00	
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(2) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de compte, tant en dépenses qu'en recettes.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES — A2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charg. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	6 983 456,00	6 362 748,79	409 195,40	0,00	211 511,81
012	Charges de personnel, frais assimilés	18 406 936,61	18 097 164,68	1 376,00	0,00	308 395,93
014	Atténuations de produits	5 200,00	5 143,12	0,00	0,00	56,88
65	Autres charges de gestion courante	1 699 931,78	1 686 891,86	11 150,50	0,00	1 889,42
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**27 095 524,39**	**26 151 948,45**	**421 721,90**	**0,00**	**521 854,04**
66	Charges financières	900 000,00	676 358,72	197 019,75	0,00	26 621,53
67	Charges exceptionnelles	160 000,00	158 634,22	0,00	0,00	1 365,78
68	Dotations provisions semi-budgétaires (1)	200 000,00	200 000,00			0,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**28 355 524,39**	**27 186 941,39**	**618 741,65**	**0,00**	**549 841,35**
023	*Virement à la section d'investissement (2)*	*3 456 547,56*				
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*1 792 936,42*	*1 792 197,09*			*739,33*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (2)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***5 249 483,98***	***1 792 197,09***			***3 457 286,89***
TOTAL		**33 605 008,37**	**28 979 138,48**	**618 741,65**	**0,00**	**4 007 128,24**
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		(3) **0,00**				

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	450 000,00	387 351,88	13 882,91	0,00	48 765,21
70	Produits services, domaine et ventes div	1 929 000,00	1 922 143,53	32 446,56	0,00	-25 590,09
73	Impôts et taxes	13 934 500,00	14 196 729,45	0,00	0,00	-262 229,45
74	Dotations et participations	13 614 152,48	13 231 394,36	875 072,08	0,00	-492 313,96
75	Autres produits de gestion courante	364 823,00	488 958,54	0,00	0,00	-124 135,54
Total des recettes de gestion courante		**30 292 475,48**	**30 226 577,76**	**921 401,55**	**0,00**	**-855 503,83**
76	Produits financiers	0,00	-165 974,60	165 974,60	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	1 170 066,29	1 180 168,13	0,00	0,00	-10 101,84
78	Reprises provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**31 462 541,77**	**31 240 771,29**	**1 087 376,15**	**0,00**	**-865 605,67**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*700,00*	700,00			0,00
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (2)*	*0,00*	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***700,00***	***700,00***			***0,00***
TOTAL		**31 463 241,77**	**31 241 471,29**	**1 087 376,15**	**0,00**	**-865 605,67**
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		(3) **2 141 766,60**				

(1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(2) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	70 639,20	36 651,83	33 987,37	0,00
204	Subventions d'équipement versées	22 940,00	20 690,00	2 250,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	2 867 187,72	2 286 955,23	511 475,90	68 756,59
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	4 430 875,66	2 167 283,79	1 584 322,02	679 269,85
	Total des dépenses d'équipement	**7 391 642,58**	**4 511 580,85**	**2 132 035,29**	**748 026,44**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	2 090 481,39	2 074 067,85	16 411,39	2,15
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
	Total des dépenses financières	**2 090 481,39**	**2 074 067,85**	**16 411,39**	**2,15**
45…	**Total des opé. pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses réelles d'investissement	**9 482 123,97**	**6 585 648,70**	**2 148 446,68**	**748 028,59**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (1)*	*700,00*	*700,00*		*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (1)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	***700,00***	***700,00***		***0,00***
	TOTAL	**9 482 823,97**	**6 586 348,70**	**2 148 446,68**	**748 028,59**
	Pour information **D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1**	(2) **2 508 234,04**			

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	3 218 743,37	1 792 341,66	1 298 972,37	127 429,34
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**3 218 743,37**	**1 792 341,66**	**1 298 972,37**	**127 429,34**
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	810 000,00	111 101,65	482 563,00	216 335,35
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	2 603 221,95	2 603 221,95	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	3 500,00	3 270,00	0,00	230,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	106 108,71		0,00	
	Total des recettes financières	**3 522 830,66**	**2 717 593,60**	**482 563,00**	**322 674,06**
45…	**Total des opé. pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes réelles d'investissement	**6 741 574,03**	**4 509 935,26**	**1 781 535,37**	**450 103,40**
021	*Virement de la sect° de fonctionnement (1)*	*3 456 547,56*			
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (1)*	*1 792 936,42*	*1 792 197,09*		*739,33*

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
041	*Opérations patrimoniales (1)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***5 249 483,98***	***1 792 197,09***		***3 457 286,89***
TOTAL		**11 991 058,01**	**6 302 132,35**	**1 781 535,37**	**3 907 390,29**
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1		(2) **0,00**			

(1) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(2) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

(3) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC…) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

1 – Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	6 771 944,19		6 771 944,19
012	Charges de personnel, frais assimilés	18 098 540,68		18 098 540,68
014	Atténuations de produits	5 143,12		5 143,12
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	1 698 042,36		1 698 042,36
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	873 378,47	*0,00*	873 378,47
67	Charges exceptionnelles	158 634,22	*1 143 894,29*	1 302 528,51
68	Dot. aux amortissements et provisions	200 000,00	*648 302,80*	848 302,80
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**27 805 683,04**	***1 792 197,09***	**29 597 880,13**
	Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1			**0,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*700,00*	700,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	2 074 067,85	*0,00*	2 074 067,85
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	2 167 283,79		2 167 283,79
19	*Neutral. et régul. d'opérations (5)*		*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	36 651,83	*0,00*	36 651,83
204	Subventions d'équipement versées	20 690,00	*0,00*	20 690,00
21	Immobilisations corporelles (6)	2 286 955,23	*0,00*	2 286 955,23
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)*		*0,00*	0,00
45…	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (5)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (5)*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement –Total	**6 585 648,70**	***700,00***	**6 586 348,70**
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1			**2 508 234,04**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.
(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	401 234,79		401 234,79
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	*0,00*
70	Produits services, domaine et ventes div	1 954 590,09		1 954 590,09
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	*0,00*
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes	14 196 729,45		14 196 729,45
74	Dotations et participations	14 106 466,44		14 106 466,44
75	Autres produits de gestion courante	488 958,54	*0,00*	488 958,54
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	1 180 168,13	*700,00*	1 180 868,13
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	*0,00*
Recettes de fonctionnement – Total		**32 328 147,44**	***700,00***	**32 328 847,44**
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1				**2 141 766,60**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	111 101,65	0,00	111 101,65
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	2 603 221,95		2 603 221,95
13	Subventions d'investissement	1 792 341,66	0,00	1 792 341,66
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	3 270,00	0,00	3 270,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
19	*Neutral. et régul. d'opérations*		*930 330,74*	930 330,74
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	*213 563,55*	213 563,55
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*599 637,80*	*599 637,80*
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)*		*0,00*	*0,00*
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	*0,00*
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*48 665,00*	*48 665,00*
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (4)*		*0,00*	*0,00*
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (4)*		*0,00*	*0,00*
3…	Stocks	0,00	0,00	0,00
Recettes d'investissement – Total		**4 509 935,26**	**1 792 197,09**	**6 302 132,35**
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1				**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	**Charges à caractère général**	**6 983 456,00**	**6 362 748,79**	**409 195,40**	**0,00**	**211 511,81**
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	153 894,00	135 095,53	630,40	0,00	18 168,07
60611	Eau et assainissement	195 000,00	185 480,56	0,00	0,00	9 519,44
60612	Energie - Electricité	615 059,00	633 733,53	0,00	0,00	-18 674,53
60613	Chauffage urbain	357 500,00	320 025,38	32 000,00	0,00	5 474,62
60621	Combustibles	5 176,00	5 175,70	0,00	0,00	0,30
60622	Carburants	80 812,00	80 781,48	0,00	0,00	30,52
60623	Alimentation	583 895,00	520 938,08	52 567,47	0,00	10 389,45
60624	Produits de traitement	7 200,00	3 692,69	261,60	0,00	3 245,71
60628	Autres fournitures non stockées	13 000,00	11 671,99	0,00	0,00	1 328,01
60631	Fournitures d'entretien	69 740,00	52 484,45	8 684,09	0,00	8 571,46
60632	Fournitures de petit équipement	227 118,00	231 071,90	13 757,88	0,00	-17 711,78
60633	Fournitures de voirie	114 000,00	94 669,66	2 169,51	0,00	17 160,83
60636	Vêtements de travail	41 262,00	39 977,74	0,00	0,00	1 284,26
6064	Fournitures administratives	23 850,00	12 578,31	1 119,37	0,00	10 152,32
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	44 000,00	42 190,29	0,00	0,00	1 809,71
6067	Fournitures scolaires	160 880,00	146 826,92	702,43	0,00	13 350,65
6068	Autres matières et fournitures	100 141,00	81 257,84	6 825,16	0,00	12 058,00
611	Contrats de prestations de services	174 337,00	110 952,85	14 200,66	0,00	49 183,49
6132	Locations immobilières	1 490,00	1 489,35	0,00	0,00	0,65
6135	Locations mobilières	76 197,00	75 604,32	2 510,47	0,00	-1 917,79
614	Charges locatives et de copropriété	128 612,00	125 247,05	0,00	0,00	3 364,95
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	462 225,00	438 188,38	15 256,97	0,00	8 779,65
615231	Entretien, réparations voiries	150 700,00	159 107,01	5 558,33	0,00	-13 965,34
615232	Entretien, réparations réseaux	335 000,00	320 326,31	39 761,23	0,00	-25 087,54
61551	Entretien matériel roulant	158 905,00	133 810,14	1 130,86	0,00	23 964,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	81 150,00	75 047,96	4 828,28	0,00	1 273,76
6156	Maintenance	821 376,00	759 058,81	92 028,84	0,00	-29 711,65
6161	Multirisques	109 028,00	109 024,46	0,00	0,00	3,54
6168	Autres primes d'assurance	1 800,00	1 794,13	0,00	0,00	5,87
6182	Documentation générale et technique	26 848,00	26 150,47	0,00	0,00	697,53
6184	Versements à des organismes de formation	105 030,00	53 813,94	25 626,52	0,00	25 589,54
6185	Frais de colloques et de séminaires	500,00	612,00	0,00	0,00	-112,00
6188	Autres frais divers	60 280,00	49 557,12	6 433,99	0,00	4 288,89
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	4 900,00	4 150,96	0,00	0,00	749,04
6226	Honoraires	225 960,00	137 478,73	60 678,82	0,00	27 802,45
6227	Frais d'actes et de contentieux	1 500,00	150,00	0,00	0,00	1 350,00
6228	Divers	3 400,00	1 906,59	504,01	0,00	989,40
6231	Annonces et insertions	22 900,00	19 948,80	864,00	0,00	2 087,20
6232	Fêtes et cérémonies	58 744,00	60 019,56	4 689,40	0,00	-5 964,96
6236	Catalogues et imprimés	44 109,00	34 222,48	1 872,00	0,00	8 014,52
6238	Divers	1 217,00	727,87	0,00	0,00	489,13
6241	Transports de biens	0,00	3 185,00	0,00	0,00	-3 185,00
6247	Transports collectifs	46 394,00	38 973,95	3 392,40	0,00	4 027,65
6251	Voyages et déplacements	22 500,00	19 674,02	0,00	0,00	2 825,98
6257	Réceptions	19 202,00	15 702,71	2 209,20	0,00	1 290,09
6261	Frais d'affranchissement	20 000,00	22 867,59	94,80	0,00	-2 962,39
6262	Frais de télécommunications	73 000,00	71 658,51	219,95	0,00	1 121,54
627	Services bancaires et assimilés	11 270,00	6 544,78	0,00	0,00	4 725,22
6281	Concours divers (cotisations)	17 084,00	16 468,13	140,00	0,00	475,87
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	39 696,00	47 954,43	996,80	0,00	-9 255,23
6283	Frais de nettoyage des locaux	635 000,00	618 021,74	0,00	0,00	16 978,26
6284	Redevances pour services rendus	0,00	4 000,00	0,00	0,00	-4 000,00
6288	Autres services extérieurs	62 092,00	52 991,21	4 396,20	0,00	4 704,59
63512	Taxes foncières	157 309,00	140 011,96	0,00	0,00	17 297,04
63513	Autres impôts locaux	11 455,00	5 420,00	2 700,00	0,00	3 335,00
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	50,00	0,00	7,21	0,00	42,79
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	726,00	1 144,12	383,76	0,00	-801,88

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DC043-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
6358	Autres droits	943,00	952,00	0,00	0,00	-9,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	18 000,00	1 137,30	0,00	0,00	16 862,70
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**18 406 936,61**	**18 097 164,68**	**1 376,00**	**0,00**	**308 395,93**
6218	Autre personnel extérieur	17 000,00	5 664,27	0,00	0,00	11 335,73
6331	Versement de transport	210 000,05	208 385,71	0,00	0,00	1 614,34
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	57 999,97	51 718,95	0,00	0,00	6 281,02
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	179 999,99	171 517,06	0,00	0,00	8 482,93
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	80,02	59,35	0,00	0,00	20,67
64111	Rémunération principale titulaires	6 679 919,99	6 699 181,19	0,00	0,00	-19 261,20
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	529 999,99	514 275,34	0,00	0,00	15 724,65
64118	Autres indemnités titulaires	1 460 000,02	1 301 993,84	0,00	0,00	158 006,18
64131	Rémunérations non tit.	2 620 000,00	2 758 368,52	0,00	0,00	-138 368,52
64138	Autres indemnités non tit.	897 936,61	879 345,28	0,00	0,00	18 591,33
64161	Emplois jeunes	250 000,01	112 966,12	0,00	0,00	137 033,89
64162	Emplois d'avenir	0,00	1 200,00	0,00	0,00	-1 200,00
64168	Autres emplois d'insertion	142 000,01	85 042,12	0,00	0,00	56 957,89
6417	Rémunérations des apprentis	15 000,00	6 483,60	0,00	0,00	8 516,40
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	2 209 999,97	2 247 534,84	0,00	0,00	-37 534,87
6453	Cotisations aux caisses de retraites	2 299 999,99	2 290 768,11	0,00	0,00	9 231,88
6455	Cotisations pour assurance du personnel	271 000,00	270 660,19	0,00	0,00	339,81
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	25 000,00	26 356,75	0,00	0,00	-1 356,75
64731	Allocations chômage versées directement	499 999,99	432 037,74	0,00	0,00	67 962,25
6475	Médecine du travail, pharmacie	21 000,00	29 214,19	1 376,00	0,00	-9 590,19
6488	Autres charges	20 000,00	4 391,51	0,00	0,00	15 608,49
014	**Atténuations de produits**	**5 200,00**	**5 143,12**	**0,00**	**0,00**	**56,88**
7489	Reverst, restitut° sur autres attribut°	5 200,00	5 143,12	0,00	0,00	56,88
65	**Autres charges de gestion courante**	**1 699 931,78**	**1 686 891,86**	**11 150,50**	**0,00**	**1 889,42**
651	Redevances pour licences, logiciels, ...	18 650,00	13 204,28	6 650,50	0,00	-1 204,78
6531	Indemnités	210 000,00	209 645,26	0,00	0,00	354,74
6533	Cotisations de retraite	20 000,00	17 517,09	0,00	0,00	2 482,91
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	14 000,00	14 411,74	0,00	0,00	-411,74
6535	Formation	2 000,00	470,40	0,00	0,00	1 529,60
6541	Créances admises en non-valeur	15 000,00	13 756,54	0,00	0,00	1 243,46
6542	Créances éteintes	42 406,00	45 077,16	0,00	0,00	-2 671,16
65541	Contrib fonds compens. ch. territoriales	110 700,00	107 392,92	4 500,00	0,00	-1 192,92
6557	Contribut° politique de l'habitat	300 572,78	301 063,78	0,00	0,00	-491,00
657341	Subv. fonct. Communes du GFP	15 600,00	16 001,47	0,00	0,00	-401,47
657362	Subv. fonct. CCAS	108 300,00	108 300,00	0,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	839 655,00	837 835,02	0,00	0,00	1 819,98
658	Charges diverses de gestion courante	3 048,00	2 216,20	0,00	0,00	831,80
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65+656)		**27 095 524,39**	**26 151 948,45**	**421 721,90**	**0,00**	**521 854,04**
66	**Charges financières (b)**	**900 000,00**	**676 358,72**	**197 019,75**	**0,00**	**26 621,53**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	889 150,00	889 140,57	0,00	0,00	9,43
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-17 151,99	-214 171,74	197 019,75	0,00	0,00
6615	Intérêts comptes courants et de dépôts	28 001,99	1 389,89	0,00	0,00	26 612,10
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**160 000,00**	**158 634,22**	**0,00**	**0,00**	**1 365,78**
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	500,00	267,89	0,00	0,00	232,11
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	159 500,00	158 366,33	0,00	0,00	1 133,67
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (d) (3)**	**200 000,00**	**200 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6875	Dot. prov. risques et charges exception.	200 000,00	200 000,00	0,00	0,00	0,00
022	**Dépenses imprévues (e)**	**0,00**				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e		**28 355 524,39**	**27 186 941,39**	**618 741,65**	**0,00**	**549 841,35**
023	***Virement à la section d'investissement***	***3 456 547,56***	***0,00***			***3 456 547,56***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (4) (5) (6)***	***1 792 936,42***	***1 792 197,09***			***739,33***
675	*Valeurs comptables immobilisations cédée*	*213 564,10*	*213 563,55*			*0,55*
6761	*Différences sur réalisations (positives)*	*930 330,19*	*930 330,74*			*-0,55*

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
6811	*Dot. amort. et prov. Immos incorporelles*	*600 377,13*	*599 637,80*			*739,33*
6862	*Dot. amort. charges financ. à répartir*	*48 665,00*	*48 665,00*			*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***5 249 483,98***	***1 792 197,09***			***3 457 286,89***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (7)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***5 249 483,98***	***1 792 197,09***			***3 457 286,89***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**33 605 008,37**	**28 979 138,48**	**618 741,65**	**0,00**	**4 007 128,24**
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (2)

Montant des ICNE de l'exercice	197 019,75
Montant des ICNE de l'exercice N-1	214 171,74
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-17 151,99

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(3) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040.*

(5) Dont 675 et 676.

(6)Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	**Atténuations de charges**	**450 000,00**	**387 351,88**	**13 882,91**	**0,00**	**48 765,21**
6419	Remboursements rémunérations personnel	400 000,00	342 322,79	13 882,91	0,00	43 794,30
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	50 000,00	45 029,09	0,00	0,00	4 970,91
70	**Produits services, domaine et ventes div**	***1 929 000,00***	***1 922 143,53***	***32 446,56***	***0,00***	***-25 590,09***
70311	Concessions cimetières (produit net)	*32 700,00*	*27 490,79*	*0,00*	*0,00*	*5 209,21*
70323	Redev. occupat° domaine public communal	*21 000,00*	*107 428,69*	*0,00*	*0,00*	*-86 428,69*
7035	Locations de droits de chasse et pêche	*23,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*23,00*
70388	Autres redevances et recettes diverses	*180 000,00*	*180 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
7062	Redevances services à caractère culturel	*204 050,00*	*209 589,61*	*2 122,16*	*0,00*	*-7 661,77*
70631	Redevances services à caractère sportif	*103 900,00*	*92 505,52*	*168,25*	*0,00*	*11 226,23*
70632	Redevances services à caractère loisir	*155 500,00*	*159 844,24*	*1 367,41*	*0,00*	*-5 711,65*
7066	Redevances services à caractère social	*434 327,00*	*323 223,56*	*3 809,12*	*0,00*	*107 294,32*
7067	Redev. services périscolaires et enseign	*785 000,00*	*762 054,60*	*24 979,62*	*0,00*	*-2 034,22*
70688	Autres prestations de services	*4 000,00*	*10 747,05*	*0,00*	*0,00*	*-6 747,05*
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	*8 500,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*8 500,00*
7088	Produits activités annexes (abonnements)	*0,00*	*49 259,47*	*0,00*	*0,00*	*-49 259,47*
73	**Impôts et taxes**	**13 934 500,00**	**14 196 729,45**	**0,00**	**0,00**	**-262 229,45**
73111	Taxes foncières et d'habitation	9 760 484,00	9 890 902,00	0,00	0,00	-130 418,00
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	30 000,00	71 837,00	0,00	0,00	-41 837,00
73211	Attribution de compensation	380 422,00	414 459,83	0,00	0,00	-34 037,83
73212	Dotation de solidarité communautaire	397 061,00	400 899,97	0,00	0,00	-3 838,97
73221	FNGIR	17 434,00	17 434,00	0,00	0,00	0,00
73222	Fonds solidar. com. région Ile-de-France	2 613 175,00	2 613 175,00	0,00	0,00	0,00
7343	Taxes sur les pylônes électriques	60 322,00	60 218,00	0,00	0,00	104,00
7351	Taxe consommation finale d'électricité	260 000,00	270 448,19	0,00	0,00	-10 448,19
7362	Taxes de séjour	100 000,00	36 959,59	0,00	0,00	63 040,41
7381	Taxes additionnelles droits de mutation	315 602,00	420 395,87	0,00	0,00	-104 793,87
74	**Dotations et participations**	**13 614 152,48**	**13 231 394,36**	**875 072,08**	**0,00**	**-492 313,96**
7411	Dotation forfaitaire	4 752 292,00	4 752 292,00	0,00	0,00	0,00
74123	Dotation de solidarité urbaine	5 062 713,00	5 062 713,00	0,00	0,00	0,00
74127	Dotation nationale de péréquation	456 574,00	456 574,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	5 000,00	0,00	80 138,08	0,00	-75 138,08
7461	DGD	0,00	24 594,41	0,00	0,00	-24 594,41
74712	Emplois d'avenir	137 450,00	67 711,53	0,00	0,00	69 738,47
74718	Autres participations Etat	375 600,00	315 902,09	49 698,00	0,00	9 999,91
7472	Participat° Régions	1 500,00	6 400,00	0,00	0,00	-4 900,00
7473	Participat° Départements	168 301,50	315 271,12	0,00	0,00	-146 969,62
74751	Participat° GFP de rattachement	101 124,00	2 124,08	99 000,00	0,00	-0,08
7478	Participat° Autres organismes	1 775 553,20	2 098 402,76	0,00	0,00	-322 849,56
74832	Attribution du fonds départemental TP	28 000,00	25 775,59	0,00	0,00	2 224,41
74833	Etat - Compensation CET (CVAE et CFE)	3 425,00	3 425,00	0,00	0,00	0,00
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	109 053,00	109 053,00	0,00	0,00	0,00
74835	Etat - Compens. exonérat° taxe habitat°	338 694,00	338 694,00	0,00	0,00	0,00
748372	Dotation politique de la ville	294 772,78	-351 463,22	646 236,00	0,00	0,00
7484	Dotation de recensement	4 100,00	3 925,00	0,00	0,00	175,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**364 823,00**	**488 958,54**	**0,00**	**0,00**	**-124 135,54**
751	Redevances pour licences, logiciels, ...	8 000,00	8 425,16	0,00	0,00	-425,16
752	Revenus des immeubles	334 000,00	479 258,62	0,00	0,00	-145 258,62
758	Produits divers de gestion courante	22 823,00	1 274,76	0,00	0,00	21 548,24
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		**30 292 475,48**	**30 226 577,76**	**921 401,55**	**0,00**	**-855 503,83**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**-165 974,60**	**165 974,60**	**0,00**	**0,00**
76811	Sortie empr. risque avec IRA capital.	0,00	-165 974,60	165 974,60	0,00	0,00
77	**Produits exceptionnels (c)**	**1 170 066,29**	**1 180 168,13**	**0,00**	**0,00**	**-10 101,84**
7714	Recouvrt créances admises en non valeur	0,00	569,17	0,00	0,00	-569,17
7718	Autres produits except. opérat° gestion	6 172,00	3 672,36	0,00	0,00	2 499,64
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	1 892,42	0,00	0,00	-1 892,42

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018CM_03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
775	Produits des cessions d'immobilisations	1 143 894,29	1 143 894,29	0,00	0,00	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	20 000,00	30 139,89	0,00	0,00	-10 139,89
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (d) (2)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		**31 462 541,77**	**31 240 771,29**	**1 087 376,15**	**0,00**	**-865 605,67**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4) (5)***	***700,00***	***700,00***			***0,00***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*700,00*	*700,00*			*0,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (6)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***700,00***	***700,00***			***0,00***
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		**31 463 241,77**	**31 241 471,29**	**1 087 376,15**	**0,00**	**-865 605,67**
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**2 141 766,60**				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(3) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040.*

(4) Dont 776.

(5) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)**	**70 639,20**	**36 651,83**	**33 987,37**	**0,00**
2051	Concessions, droits similaires	70 639,20	36 651,83	33 987,37	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (sauf opérations)**	**22 940,00**	**20 690,00**	**2 250,00**	**0,00**
2041511	GFP rat : Bien mobilier, matériel	17 940,00	17 940,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	5 000,00	2 750,00	2 250,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles (sauf opérations)**	**2 867 187,72**	**2 286 955,23**	**511 475,90**	**68 756,59**
2111	Terrains nus	33 000,00	0,00	37 000,00	-4 000,00
2112	Terrains de voirie	7 100,00	1,00	7 100,00	-1,00
2128	Autres agencements et aménagements	24 657,00	31 585,21	6 098,84	-13 027,05
21311	Hôtel de ville	32 037,88	14 336,71	6 000,00	11 701,17
21312	Bâtiments scolaires	383 040,15	274 483,89	86 758,33	21 797,93
21316	Equipements du cimetière	55 800,00	42 915,28	15 589,92	-2 705,20
21318	Autres bâtiments publics	719 186,26	698 344,98	53 460,68	-32 619,40
2135	Installations générales, agencements	88 360,30	39 106,48	0,00	49 253,82
2138	Autres constructions	366 850,53	216 050,13	146 766,22	4 034,18
2152	Installations de voirie	268 773,58	303 915,95	36 602,82	-71 745,19
21533	Réseaux câblés	3 000,00	4 909,80	0,00	-1 909,80
21538	Autres réseaux	113 000,00	26 769,85	25 979,98	60 250,17
21568	Autres matériels, outillages incendie	10 000,00	5 107,80	4 999,20	-107,00
21571	Matériel roulant	10 000,00	33 600,40	0,00	-23 600,40
21578	Autre matériel et outillage de voirie	14 300,00	20 248,80	0,00	-5 948,80
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	14 350,00	11 788,87	1 140,00	1 421,13
2182	Matériel de transport	101 705,60	49 517,88	26 111,60	26 076,12
2183	Matériel de bureau et informatique	164 703,52	141 600,97	16 482,28	6 620,27
2184	Mobilier	189 392,00	174 632,09	9 271,24	5 488,67
2188	Autres immobilisations corporelles	267 930,90	198 039,14	32 114,79	37 776,97
22	**Immobilisations reçues en affectation (sauf opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
0905	**Opération d'équipement n° 0905 (2)**	**318 106,20**	**82 859,66**	**235 246,54**	**0,00**
1009	**Opération d'équipement n° 1009 (2)**	**847 313,06**	**718 210,38**	**129 102,68**	**0,00**
1115	**Opération d'équipement n° 1115 (2)**	**360 000,00**	**0,00**	**95 027,40**	**264 972,60**
1116	**Opération d'équipement n° 1116 (2)**	**0,20**	**0,00**	**0,00**	**0,20**
1302	**Opération d'équipement n° 1302 (2)**	**850 000,00**	**10 002,95**	**425 700,00**	**414 297,05**
1401	**Opération d'équipement n° 1401 (2)**	**1 169 150,88**	**1 099 325,90**	**69 824,98**	**0,00**
1402	**Opération d'équipement n° 1402 (2)**	**15 643,20**	**15 643,20**	**0,00**	**0,00**
1601	**Opération d'équipement n° 1601 (2)**	**308 932,43**	**180 666,09**	**128 266,34**	**0,00**
1602	**Opération d'équipement n° 1602 (2)**	**50 000,00**	**0,00**	**50 000,00**	**0,00**
1701	**Opération d'équipement n° 1701 (2)**	**211 729,69**	**52 966,00**	**158 763,69**	**0,00**
1702	**Opération d'équipement n° 1702 (2)**	**100 000,00**	**5 809,61**	**94 190,39**	**0,00**
1703	**Opération d'équipement n° 1703 (2)**	**200 000,00**	**1 800,00**	**198 200,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'équipement	**7 391 642,58**	**4 511 580,85**	**2 132 035,29**	**748 026,44**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**2 090 481,39**	**2 074 067,85**	**16 411,39**	**2,15**
1641	Emprunts en euros	2 063 870,00	2 063 868,25	0,00	1,75
165	Dépôts et cautionnements reçus	21 121,39	4 710,00	16 411,39	0,00
16818	Emprunts - Autres prêteurs	5 490,00	5 489,60	0,00	0,40
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**			
	Total des dépenses financières	**2 090 481,39**	**2 074 067,85**	**16 411,39**	**2,15**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**9 482 123,97**	**6 585 648,70**	**2 148 446,68**	**748 028,59**

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (4)***	***700,00***	***700,00***		***0,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur (5)	***700,00***	***700,00***		***0,00***
13911	*Etat et établissements nationaux*	*700,00*	*700,00*		*0,00*
	Charges transférées (6)	***0,00***	***0,00***		***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (7)***	***0,00***	***0,00***		***0,00***
TOTAL DEPENSES D'ORDRE		***700,00***	***700,00***		***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)		**9 482 823,97**	**6 586 348,70**	**2 148 446,68**	**748 028,59**
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		**2 508 234,04**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre d'opérations d'ordre, *DI 040=RF 042.*

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Dont 192.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041= RI 041.*

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**3 218 743,37**	**1 792 341,66**	**1 298 972,37**	**127 429,34**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	2 153 482,10	927 536,93	1 005 973,00	219 972,17
1323	Subv. non transf. Départements	40 120,00	0,00	40 120,00	0,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	761 432,90	761 428,90	0,00	4,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	218 358,37	58 020,83	252 879,37	-92 541,83
1342	Amendes de police non transférable	45 350,00	45 355,00	0,00	-5,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**(hors 165)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**(sauf 204)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**3 218 743,37**	**1 792 341,66**	**1 298 972,37**	**127 429,34**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**3 413 221,95**	**2 714 323,60**	**482 563,00**	**216 335,35**
10222	FCTVA	650 000,00	25 895,72	482 563,00	141 541,28
10223	TLE	0,00	119,00	0,00	-119,00
10226	Taxe d'aménagement	160 000,00	85 086,93	0,00	74 913,07
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	2 603 221,95	2 603 221,95	0,00	0,00
138	**Autres subvent° invest. non transf.**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**3 500,00**	**3 270,00**	**0,00**	**230,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**106 108,71**		**0,00**	
	Total des recettes financières	**3 522 830,66**	**2 717 593,60**	**482 563,00**	**322 674,06**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES	**6 741 574,03**	**4 509 935,26**	**1 781 535,37**	**450 103,40**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***3 456 547,56***			
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4)***	***1 792 936,42***	***1 792 197,09***		***739,33***
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*930 330,19*	*930 330,74*		*-0,55*
2111	*Terrains nus*	*77 026,68*	*77 026,68*		*0,00*
2115	*Terrains bâtis*	*83 310,66*	*83 310,66*		*0,00*
21312	*Bâtiments scolaires*	*53 226,76*	*53 226,21*		*0,55*
28031	*Frais d'études*	*3 853,20*	*3 853,20*		*0,00*
2804132	*Subv. Dpt : Bâtiments, installations*	*21 468,55*	*21 468,55*		*0,00*
280422	*Privé : Bâtiments, installations*	*26 974,72*	*26 974,12*		*0,60*
2804412	*Sub nat org pub - Bâtiments, installat°*	*44 759,04*	*44 759,04*		*0,00*
2804422	*Sub nat privé - Bâtiments et installat°*	*15 667,29*	*15 667,29*		*0,00*
28051	*Concessions et droits similaires*	*24 267,29*	*24 267,29*		*0,00*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*6 345,37*	*6 345,37*		*0,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*80 479,28*	*80 479,28*		*0,00*
281568	*Autres matériels, outillages incendie*	*3 426,35*	*3 179,15*		*247,20*
281571	*Matériel roulant*	*22 085,59*	*22 085,22*		*0,37*
281578	*Autre matériel et outillage de voirie*	*13 276,92*	*13 276,92*		*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*98 654,12*	*98 654,12*		*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*77 985,33*	*77 924,10*		*61,23*
28184	*Mobilier*	*34 083,62*	*33 589,97*		*493,65*
28188	*Autres immo. corporelles*	*127 050,46*	*127 114,18*		*-63,72*
4817	*Pénalités de renégociation de la dette*	*48 665,00*	*48 665,00*		*0,00*

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		*5 249 483,98*	*1 792 197,09*		*3 457 286,89*
041	*Opérations patrimoniales (5)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		*5 249 483,98*	*1 792 197,09*		*3 457 286,89*
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		**11 991 058,01**	**6 302 132,35**	**1 781 535,37**	**3 907 390,29**
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1		**0,00**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *RI 040 = DF 042*.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041= RI 041.*

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 0905 (1)
LIBELLE : SYSTEME DE VIDEO PROTECTION

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**318 106,20**	A **82 859,66**	**235 246,54**	**0,00**	B **1 627 746,03**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**318 106,20**	**82 859,66**	**235 246,54**	**0,00**	**1 627 746,03**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	318 106,20	82 859,66	235 246,54	0,00	1 608 674,10
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00	0,00	19 071,93

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 104 964,30**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**104 964,30**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	26 652,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	78 312,30
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-82 859,66	D - B	-1 522 781,73

(1) Ouvrir un cadre par opération.
(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.
(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.
(5) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 1009 (1)
LIBELLE : MAISON DES ASSOCIATIONS

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		847 313,06	A 718 210,38	129 102,68	0,00	B 859 502,56
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	847 313,06	718 210,38	129 102,68	0,00	859 502,56
2313	Constructions	847 313,06	718 210,38	129 102,68	0,00	859 502,56

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -718 210,38	D - B -859 502,56

(1) Ouvrir un cadre par opération.
(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.
(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.
(5) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 1115 (1)
LIBELLE : CONCESSION AMENAGEMENT (74.80.83.85)

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**360 000,00**	A **0,00**	**95 027,40**	**264 972,60**	B **1 795 137,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**360 000,00**	**0,00**	**95 027,40**	**264 972,60**	**1 795 137,00**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	1 795 137,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	360 000,00	0,00	95 027,40	264 972,60	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	0,00	D - B	-1 795 137,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.
(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.
(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.
(5) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 1116 (1)
LIBELLE : POINTS DE COLLECTE ENTERREE

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**0,20**	A **0,00**	**0,00**	**0,20**	B **570 128,32**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,20**	**0,00**	**0,00**	**0,20**	**570 128,32**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,20	0,00	0,00	0,20	570 128,32

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 227 364,98**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**227 364,98**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	107 763,91
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	119 601,07
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A 0,00	D - B -342 763,34

(1) Ouvrir un cadre par opération.
(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.
(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.
(5) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 1302 (1)
LIBELLE : M.M.U

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**850 000,00**	A **10 002,95**	**425 700,00**	**414 297,05**	B **3 729 347,17**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**850 000,00**	**10 002,95**	**425 700,00**	**414 297,05**	**3 729 347,17**
2313	Constructions	850 000,00	10 002,95	425 700,00	414 297,05	3 729 347,17

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 1 045 947,76**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 045 947,76**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	745 947,76
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -10 002,95	D - B -2 683 399,41

(1) Ouvrir un cadre par opération.
(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.
(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.
(5) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 1401 (1)
LIBELLE : DIABOLO

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		1 169 150,88	A 1 099 325,90	69 824,98	0,00	B 1 166 624,52
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	1 169 150,88	1 099 325,90	69 824,98	0,00	1 166 624,52
2313	Constructions	1 169 150,88	1 099 325,90	69 824,98	0,00	1 166 624,52

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-1 099 325,90	D - B	-1 166 624,52

(1) Ouvrir un cadre par opération.
(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.
(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.
(5) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 1402 (1)
LIBELLE : POLICE MUNICIPAL RESIDENCE SOLEANE

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		15 643,20	A 15 643,20	0,00	0,00	B 1 473 762,66
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	15 643,20	15 643,20	0,00	0,00	1 473 762,66
2313	Constructions	15 643,20	15 643,20	0,00	0,00	1 473 762,66

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -15 643,20	D - B -1 473 762,66

(1) Ouvrir un cadre par opération.
(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.
(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.
(5) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 1601 (1)
LIBELLE : Ad'ap

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**308 932,43**	A **180 666,09**	**128 266,34**	**0,00**	B **421 732,83**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**200 000,00**	**152 858,41**	**128 266,34**	**-81 124,75**	**161 893,18**
21312	Bâtiments scolaires	0,00	140 158,81	87 787,86	-227 946,67	140 158,81
21318	Autres bâtiments publics	0,00	11 997,60	40 478,48	-52 476,08	11 997,60
2135	Installations générales, agencements	190 000,00	0,00	0,00	190 000,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	10 000,00	702,00	0,00	9 298,00	9 736,77
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**108 932,43**	**27 807,68**	**0,00**	**81 124,75**	**259 839,65**
2313	Constructions	108 932,43	27 807,68	0,00	81 124,75	259 839,65

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	C **0,00**	**0,00**	**0,00**	D **0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-180 666,09	D - B	-421 732,83

(1) Ouvrir un cadre par opération.
(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.
(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.
(5) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 1602 (1)
LIBELLE : NPNRU

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		50 000,00	A 0,00	50 000,00	0,00	B 0,00
20	Immobilisations incorporelles	50 000,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	50 000,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A 0,00	D - B 0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.
(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.
(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.
(5) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 1701 (1)
LIBELLE : PPI

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**211 729,69**	A **52 966,00**	**158 763,69**	**0,00**	B **52 966,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**211 729,69**	**52 966,00**	**158 763,69**	**0,00**	**52 966,00**
21312	Bâtiments scolaires	111 729,69	0,00	111 729,69	0,00	0,00
21316	Equipements du cimetière	0,00	17 950,00	0,00	-17 950,00	17 950,00
21318	Autres bâtiments publics	100 000,00	35 016,00	47 034,00	17 950,00	35 016,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-52 966,00	D - B	-52 966,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.
(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.
(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.
(5) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 1702 (1)
LIBELLE : JARDINS FAMILIAUX

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		100 000,00	A 5 809,61	94 190,39	0,00	B 5 809,61
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	100 000,00	5 809,61	94 190,39	0,00	5 809,61
2315	Installat°, matériel et outillage techni	100 000,00	5 809,61	94 190,39	0,00	5 809,61

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -5 809,61	D - B -5 809,61

(1) Ouvrir un cadre par opération.
(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.
(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.
(5) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 1703 (1)
LIBELLE : ZONE VERTE PIETON CYCLE

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		200 000,00	A 1 800,00	198 200,00	0,00	B 1 800,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	200 000,00	1 800,00	198 200,00	0,00	1 800,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	200 000,00	1 800,00	198 200,00	0,00	1 800,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -1 800,00	D - B -1 800,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.
(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.
(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.
(5) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

IV – ANNEXES

IV

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE (1)

A1

Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT												
REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)												
Dépenses réelles	2 069 358	1 302 654	25 326	524 385	60 017	235 571	320 406	1 251 854	0	577 329	218 750	6 585 649
- Equipements municipaux (2)		1 282 704	25 326	524 385	60 017	235 571	320 406	1 251 854	0	574 579	216 050	4 490 891
- Equip. non municipaux (c/204) (3)		17 940	0	0	0	0	0	0	0	2 750	0	20 690
- Opérations financières	2 069 358											2 069 358
Dépenses d'ordre	700											700
Solde d'exécution reporté de N-1	2 508 234											2 508 234
Total dépenses	**4 578 292**	**1 302 654**	**25 326**	**524 385**	**60 017**	**235 571**	**320 406**	**1 251 854**	**0**	**577 329**	**218 750**	**9 094 583**
Total recettes	**4 551 876**	**770**	**0**	**0**	**68 021**	**0**	**614 640**	**0**	**0**	**1 064 325**	**2 500**	**6 302 132**
Solde d'investissement	**-26 416**	**-1 301 884**	**-25 326**	**-524 385**	**8 004**	**-235 571**	**294 235**	**-1 251 854**	**0**	**486 997**	**-216 250**	**-2 792 450**
RESTES A REALISER au 31/12/N												
Total RAR dépenses	**0**	**419 456**	**0**	**267 521**	**16 121**	**35 561**	**429 657**	**86 126**	**0**	**695 737**	**198 268**	**2 148 447**
Total RAR recettes	**482 563**	**333 333**	**0**	**160 000**	**0**	**40 120**	**240 000**	**192 900**	**0**	**332 619**	**0**	**1 781 535**
SOLDE RAR investissement	**482 563**	**-86 123**	**0**	**-107 521**	**-16 121**	**4 559**	**-189 657**	**106 774**	**0**	**-363 118**	**-198 268**	**-366 911**
FONCTIONNEMENT												
REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)												
Total dépenses	**3 084 465**	**8 687 164**	**822 740**	**3 423 860**	**1 608 813**	**3 264 605**	**1 170 458**	**3 474 214**	**163 287**	**3 769 689**	**128 586**	**29 597 880**
Total recettes	**28 511 171**	**1 327 653**	**110**	**987 859**	**181 025**	**498 611**	**315 996**	**2 349 010**	**0**	**219 324**	**79 855**	**34 470 614**
Solde de fonctionnement	**25 426 706**	**-7 359 511**	**-822 630**	**-2 436 001**	**-1 427 788**	**-2 765 994**	**-854 461**	**-1 125 204**	**-163 287**	**-3 550 365**	**-48 731**	**4 872 734**
RESTES A REALISER au 31/12/N												
Total RAR dépenses	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total RAR recettes	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
SOLDE RAR fonctionnement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10. Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicable à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 à L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Or biens de la structure intercommunale.

(3) Or biens ne relevant pas de la structure intercommunale.

Accusé de réception en préfecture
071-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

IV – ANNEXES — IV

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE — A1

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
	INVESTISSEMENT												
	DEPENSES												
Total dépenses d'investissement		**4 578 292**	**1 722 109**	**25 326**	**791 906**	**76 138**	**271 132**	**750 063**	**1 337 979**	**0**	**1 273 066**	**417 018**	**11 243 029**
Dépenses réelles		2 069 358	1 722 109	25 326	791 906	76 138	271 132	750 063	1 337 979	0	1 273 066	417 018	8 734 095
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
13	Subventions d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16	Emprunts et dettes assimilées	2 069 358	3 920	0	0	0	0	0	0	0	0	17 201	2 090 479
1641	Emprunts en euros	2 063 868	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 063 868
165	Dépôts et cautionnements reçus	0	3 920	0	0	0	0	0	0	0	0	17 201	21 121
16818	Emprunts - Autres prêteurs	5 490	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 490
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	70 639	0	0	0	0	0	0	0	0	0	70 639
2051	Concessions, droits similaires	0	70 639	0	0	0	0	0	0	0	0	0	70 639
204	Subventions d'équipement versées	0	17 940	0	0	0	0	0	0	0	5 000	0	22 940
2041511	GFP rat : Bien mobilier, matériel	0	17 940	0	0	0	0	0	0	0	0	0	17 940
20422	Privé : Bâtiments, installations	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 000	0	5 000
21	Immobilisations corporelles	0	545 567	9 683	479 483	60 017	268 322	314 360	166 251	0	554 932	399 816	2 798 431
2111	Terrains nus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	37 000	37 000
2112	Terrains de voirie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 101	0	7 101
2128	Autres agencements et aménagements	0	37 684	0	0	0	0	0	0	0	0	0	37 684
2131	Hôtel de ville	0	20 337	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20 337
2132	Bâtiments scolaires	0	8 156	0	353 086	0	0	0	0	0	0	0	361 242
2135	Equipements du cimetière	0	58 505	0	0	0	0	0	0	0	0	0	58 505
2138	Autres bâtiments publics	0	81 928	708	25 639	48 992	247 079	281 153	55 758	0	10 551	0	751 806
2141	Installations générales, agencements	0	39 106	0	0	0	0	0	0	0	0	0	39 106
2151	Autres constructions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	362 816	362 816
2152	Installations de voirie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	340 519	0	340 519

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DGM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
21533	Réseaux câblés	0	4 910	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 910
21538	Autres réseaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	52 750	0	52 750
21568	Autres matériels, outillages incendie	0	10 107	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 107
21571	Matériel roulant	0	0	0	0	0	0	0	0	0	33 600	0	33 600
21578	Autre matériel et outillage de voirie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20 249	0	20 249
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0	126	0	0	0	1 908	0	0	0	10 894	0	12 929
2182	Matériel de transport	0	75 629	0	0	0	0	0	0	0	0	0	75 629
2183	Matériel de bureau et informatique	0	130 398	0	27 685	0	0	0	0	0	0	0	158 083
2184	Mobilier	0	31 580	0	63 300	1 110	10 466	20 280	57 166	0	0	0	183 903
2188	Autres immobilisations corporelles	0	47 101	8 975	9 772	9 915	8 868	12 927	53 327	0	79 269	0	230 154
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations d'équipement		0	1 084 043	15 643	312 424	16 121	2 810	435 703	1 171 728	0	713 134	0	3 751 606
0905	SYSTEME DE VIDEO PROTECTION	0	0	0	0	0	0	0	0	0	318 106	0	318 106
1009	MAISON DES ASSOCIATIONS	0	847 313	0	0	0	0	0	0	0	0	0	847 313
1115	CONCESSION AMENAGEMENT (74.80.83.85)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	95 027	0	95 027
1302	M.M.U	0	0	0	0	0	0	435 703	0	0	0	0	435 703
1401	DIABOLO	0	0	0	0	0	0	0	1 169 151	0	0	0	1 169 151
1402	POLICE MUNICIPAL RESIDENCE SOLEANE	0	0	15 643	0	0	0	0	0	0	0	0	15 643
1601	Ad'ap	0	86 730	0	200 694	16 121	2 810	0	2 578	0	0	0	308 932
1602	NPNRU	0	50 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	50 000
1701	PPI	0	100 000	0	111 730	0	0	0	0	0	0	0	211 730
1703	JARDINS FAMILIAUX	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100 000	0	100 000
1704	ZONE VERTE PIETON CYCLE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	200 000	0	200 000
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre		*700*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*700*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*700*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*700*
1391	*Etat et établissements nationaux*	*700*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*700*
041	*Opérations patrimoniales*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
001	Solde d'exécution reporté de N-1	2 508 234	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 508 234

Accusé de réception en préfecture
077-217703851-20180329-2018DCM-083-0-DE
Date de téléchargement : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
	RECETTES												
Total recettes d'investissement		**5 034 439**	**334 103**	**0**	**160 000**	**68 021**	**40 120**	**854 640**	**192 900**	**0**	**1 396 945**	**2 500**	**8 083 668**
Recettes réelles		3 242 242	334 103	0	160 000	68 021	40 120	854 640	192 900	0	1 396 945	2 500	6 291 471
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	3 196 887	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 196 887
10222	FCTVA	508 459	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	508 459
10223	TLE	119	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	119
10226	Taxe d'aménagement	85 087	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	85 087
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	2 603 222	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 603 222
13	Subventions d'investissement	45 355	333 333	0	160 000	68 021	40 120	854 640	192 900	0	1 396 945	0	3 091 314
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0	333 333	0	160 000	10 000	0	240 000	0	0	1 190 177	0	1 933 510
1323	Subv. non transf. Départements	0	0	0	0	0	40 120	0	0	0	0	0	40 120
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	0	0	0	0	0	0	614 640	0	0	146 788	0	761 429
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0	0	0	0	58 021	0	0	192 900	0	59 979	0	310 900
1342	Amendes de police non transférable	45 355	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	45 355
16	Emprunts et dettes assimilées	0	770	0	0	0	0	0	0	0	0	2 500	3 270
165	Dépôts et cautionnements reçus	0	770	0	0	0	0	0	0	0	0	2 500	3 270
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Recettes d'ordre		*1 792 197*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 792 197*

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DEM-3-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*1 792 197*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 792 197*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*930 331*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*930 331*
2111	*Terrains nus*	*77 027*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*77 027*
2115	*Terrains bâtis*	*83 311*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*83 311*
21312	*Bâtiments scolaires*	*53 226*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*53 226*
28031	*Frais d'études*	*3 853*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*3 853*
2804132	*Subv. Dpt : Bâtiments, installations*	*21 469*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*21 469*
280422	*Privé : Bâtiments, installations*	*26 974*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*26 974*
2804412	*Sub nat org pub - Bâtiments, installat°*	*44 759*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*44 759*
2804422	*Sub nat privé - Bâtiments et installat°*	*15 667*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*15 667*
28051	*Concessions et droits similaires*	*24 267*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*24 267*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*6 345*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*6 345*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*80 479*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*80 479*
281568	*Autres matériels, outillages incendie*	*3 179*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*3 179*
281571	*Matériel roulant*	*22 085*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*22 085*
281578	*Autre matériel et outillage de voirie*	*13 277*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*13 277*
28182	*Matériel de transport*	*98 654*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*98 654*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*77 924*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*77 924*
28184	*Mobilier*	*33 590*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*33 590*
28188	*Autres immo. corporelles*	*127 114*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*127 114*
4817	*Pénalités de renégociation de la dette*	*48 665*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*48 665*
041	*Opérations patrimoniales*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
001	Solde d'exécution reporté de N-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

FONCTIONNEMENT

DEPENSES

	Total dépenses de fonctionnement	**3 084 465**	**8 687 164**	**822 740**	**3 423 860**	**1 608 813**	**3 264 605**	**1 170 458**	**3 474 214**	**163 287**	**3 769 689**	**128 586**	**29 597 880**
	Dépenses réelles	1 292 268	8 687 164	822 740	3 423 860	1 608 813	3 264 605	1 170 458	3 474 214	163 287	3 769 689	128 586	27 805 683
011	Charges à caractère général	4 879	3 465 554	38 628	867 168	301 927	261 439	228 984	97 309	1 133	1 489 680	15 244	6 771 944
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	0	9 606	0	0	118 210	2 905	5 004	0	0	0	0	135 726
60611	Eau et assainissement	0	185 481	0	0	0	0	0	0	0	0	0	185 481
60612	Energie - Electricité	0	447 428	0	0	10 138	0	0	0	0	176 168	0	633 734

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-02-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
60613	Chauffage urbain	0	0	0	0	2 880	0	0	0	0	349 146	0	352 025
60621	Combustibles	0	5 176	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 176
60622	Carburants	0	80 662	0	0	0	0	120	0	0	0	0	80 781
60623	Alimentation	0	55 725	0	487 960	879	8 348	15 295	5 092	0	206	0	573 506
60624	Produits de traitement	0	229	0	2 452	74	74	487	639	0	0	0	3 954
60628	Autres fournitures non stockées	0	21	0	0	0	307	0	10 966	0	378	0	11 672
60631	Fournitures d'entretien	0	20 112	0	18 540	0	12 393	0	9 752	0	371	0	61 169
60632	Fournitures de petit équipement	0	132 077	948	8 234	7 113	12 605	7 320	10 583	0	65 950	0	244 830
60633	Fournitures de voirie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	96 839	0	96 839
60636	Vêtements de travail	0	31 416	0	0	0	6 462	0	2 100	0	0	0	39 978
6064	Fournitures administratives	0	13 052	0	0	0	0	646	0	0	0	0	13 698
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0	0	0	0	42 190	0	0	0	0	0	0	42 190
6067	Fournitures scolaires	0	0	0	147 529	0	0	0	0	0	0	0	147 529
6068	Autres matières et fournitures	0	35 826	0	2 499	7 284	19 607	13 499	8 774	0	593	0	88 083
611	Contrats de prestations de services	0	4 237	18 710	0	0	0	4 800	0	0	97 407	0	125 154
6132	Locations immobilières	0	1 489	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 489
6135	Locations mobilières	0	13 254	0	0	11 923	1 152	23 685	0	0	28 101	0	78 115
614	Charges locatives et de copropriété	0	49 094	15 014	0	0	0	46 090	0	0	0	15 049	125 247
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0	157 358	43	179 017	19 162	62 280	12 570	23 015	0	0	0	453 445
615231	Entretien, réparations voiries	0	0	0	0	0	0	15 561	0	0	149 104	0	164 665
615232	Entretien, réparations réseaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	360 088	0	360 088
61551	Entretien matériel roulant	0	110 765	0	0	0	0	0	0	0	24 176	0	134 941
61558	Entretien autres biens mobiliers	0	17 444	552	10 954	28 873	18 315	906	2 478	0	355	0	79 876
6156	Maintenance	0	754 311	1 980	8 576	20 234	44 006	198	1 430	0	20 354	0	851 088
6161	Multirisques	0	109 024	0	0	0	0	0	0	0	0	0	109 024
6163	Autres primes d'assurance	0	1 794	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 794
6181	Documentation générale et technique	0	24 809	0	0	0	0	982	359	0	0	0	26 150
6184	Versements à des organismes de formation	0	72 071	0	0	0	0	7 369	0	0	0	0	79 440
6185	Frais de colloques et de séminaires	0	612	0	0	0	0	0	0	0	0	0	612
6188	Autres frais divers	0	7 877	0	129	6 059	15 740	20 655	5 531	0	0	0	55 991
6227	Indemnités aux comptable et régisseurs	0	4 151	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 151
6228	Honoraires	0	104 936	0	0	0	0	0	0	0	93 222	0	198 158
6229	Frais d'actes et de contentieux	0	150	0	0	0	0	0	0	0	0	0	150

Accusé de réception en préfecture
077-217700351-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
6228	Divers	0	0	0	511	0	1 900	0	0	0	0	0	2 411
6231	Annonces et insertions	0	20 813	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20 813
6232	Fêtes et cérémonies	0	31 737	0	0	16 278	2 440	4 547	9 537	0	0	171	64 709
6236	Catalogues et imprimés	0	30 917	129	0	269	0	0	100	0	4 680	0	36 094
6238	Divers	0	214	0	0	200	0	0	314	0	0	0	728
6241	Transports de biens	0	2 400	0	0	785	0	0	0	0	0	0	3 185
6247	Transports collectifs	0	1 318	0	0	276	37 077	2 973	722	0	1	0	42 366
6251	Voyages et déplacements	0	7 508	1 253	766	2 896	1 406	1 051	3 325	1 133	311	24	19 674
6257	Réceptions	0	17 912	0	0	0	0	0	0	0	0	0	17 912
6261	Frais d'affranchissement	0	22 962	0	0	0	0	0	0	0	0	0	22 962
6262	Frais de télécommunications	0	71 878	0	0	0	0	0	0	0	0	0	71 878
627	Services bancaires et assimilés	4 879	1 470	0	0	196	0	0	0	0	0	0	6 545
6281	Concours divers (cotisations)	0	11 978	0	0	1 441	540	2 578	0	0	71	0	16 608
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	0	5 123	0	0	4 568	13 504	15 433	0	0	10 323	0	48 951
6283	Frais de nettoyage des locaux	0	618 022	0	0	0	0	0	0	0	0	0	618 022
6284	Redevances pour services rendus	0	4 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 000
6288	Autres services extérieurs	0	15 368	0	0	0	378	27 214	2 592	0	11 835	0	57 387
63512	Taxes foncières	0	140 012	0	0	0	0	0	0	0	0	0	140 012
63513	Autres impôts locaux	0	8 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 120
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0	1 528	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 528
6358	Autres droits	0	952	0	0	0	0	0	0	0	0	0	952
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0	1 137	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 137
012	Charges de personnel, frais assimilés	0	4 185 247	784 112	2 499 987	1 289 847	3 003 166	832 730	3 329 306	155 863	1 904 941	113 342	18 098 541
6218	Autre personnel extérieur	0	5 664	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 664
6332	Versement de transport	0	45 700	7 771	29 479	14 904	37 402	9 467	38 763	1 482	21 956	1 462	208 386
6333	Cotisations versées au F.N.A.L.	0	10 772	1 957	7 423	3 751	9 409	2 384	9 754	373	5 528	368	51 719
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0	36 224	6 576	24 651	12 920	31 534	7 892	32 613	1 254	16 616	1 237	171 517
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	0	0	0	8	0	0	1	0	0	50	0	59
64111	Rémunération principale titulaires	0	1 915 827	317 821	1 046 190	510 094	547 281	355 923	1 077 604	57 163	842 359	28 920	6 699 181
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0	142 393	36 765	89 278	28 611	40 954	32 030	76 614	5 301	60 015	2 315	514 275
64118	Autres indemnités titulaires	0	438 801	167 170	119 969	70 447	81 807	61 850	198 762	25 063	132 810	5 314	1 301 994
64131	Rémunérations non tit.	0	150 211	49 828	410 135	271 709	1 256 349	88 895	402 562	15 110	78 689	34 879	2 758 369
64138	Autres indemnités non tit.	0	64 820	6 527	41 819	41 997	94 061	17 090	577 959	1 602	25 062	8 409	879 345

Accusé de réception en préfecture
077-217703851-20180329-DCM0370-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
64161	Emplois jeunes	0	0	0	17 714	0	0	1 480	8 845	0	84 927	0	112 966
64162	Emplois d'avenir	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 200	0	1 200
64168	Autres emplois d'insertion	0	0	0	5 379	0	0	9 701	5 942	0	64 020	0	85 042
6417	Rémunérations des apprentis	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 484	0	6 484
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0	396 731	75 330	313 002	166 591	519 238	97 605	461 169	15 084	184 064	18 722	2 247 535
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0	624 679	108 467	353 402	166 881	229 094	120 168	377 359	19 299	279 818	11 600	2 290 768
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0	270 660	0	0	0	0	0	0	0	0	0	270 660
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0	7 568	1 271	4 149	1 941	2 136	1 413	4 198	229	3 336	116	26 357
64731	Allocations chômage versées directement	0	40 215	4 630	37 388	0	153 902	26 830	57 162	13 902	98 008	0	432 038
6475	Médecine du travail, pharmacie	0	30 590	0	0	0	0	0	0	0	0	0	30 590
6488	Autres charges	0	4 392	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 392
014	Atténuations de produits	0	5 143	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 143
7489	Reverst, restitut° sur autres attribut°	0	5 143	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 143
65	Autres charges de gestion courante	58 834	1 027 762	0	56 705	17 039	0	108 745	47 600	6 291	375 068	0	1 698 042
651	Redevances pour licences, logiciels, ...	0	2 371	0	0	17 039	0	445	0	0	0	0	19 855
6531	Indemnités	0	209 645	0	0	0	0	0	0	0	0	0	209 645
6533	Cotisations de retraite	0	17 517	0	0	0	0	0	0	0	0	0	17 517
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	0	14 412	0	0	0	0	0	0	0	0	0	14 412
6535	Formation	0	470	0	0	0	0	0	0	0	0	0	470
6541	Créances admises en non-valeur	13 757	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	13 757
6542	Créances éteintes	45 077	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	45 077
65541	Contrib fonds compens. ch. territoriales	0	0	0	0	0	0	0	47 600	0	64 293	0	111 893
6555	Contribut° politique de l'habitat	0	0	0	0	0	0	0	0	6 291	294 773	0	301 064
65734	Subv. fonct. Communes du GFP	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16 001	0	16 001
6573	Subv. fonct. CCAS	0	0	0	0	0	0	108 300	0	0	0	0	108 300
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0	781 130	0	56 705	0	0	0	0	0	0	0	837 835
658	Charges diverses de gestion courante	0	2 216	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 216
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
66	Charges financières	**873 378**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**873 378**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	889 141	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	889 141
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-17 152	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-17 152
6615	Intérêts comptes courants et de dépôts	1 390	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 390
67	Charges exceptionnelles	155 177	3 457	0	0	0	0	0	0	0	0	0	158 634
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	0	268	0	0	0	0	0	0	0	0	0	268
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	155 177	3 190	0	0	0	0	0	0	0	0	0	158 366
68	Dot. aux amortissements et provisions	200 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	200 000
6875	Dot. prov. risques et charges exception.	200 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	200 000
Dépenses d'ordre		*1 792 197*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 792 197*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*1 792 197*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 792 197*
675	*Valeurs comptables immobilisations cédée*	*213 564*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*213 564*
6761	*Différences sur réalisations (positives)*	*930 331*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*930 331*
6811	*Dot. amort. et prov. Immos incorporelles*	*599 638*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*599 638*
6862	*Dot. amort. charges financ. à répartir*	*48 665*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*48 665*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
002	Déficit de fonctionnement reporté	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	RECETTES												
	Total recettes de fonctionnement	**28 511 171**	**1 327 653**	**110**	**987 859**	**181 025**	**498 611**	**315 996**	**2 349 010**	**0**	**219 324**	**79 855**	**34 470 614**
	Recettes réelles	26 368 704	1 327 653	110	987 859	181 025	498 611	315 996	2 349 010	0	219 324	79 855	32 328 147
013	**Atténuations de charges**	**0**	**401 235**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**401 235**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0	356 206	0	0	0	0	0	0	0	0	0	356 206
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	0	45 029	0	0	0	0	0	0	0	0	0	45 029

Accusé de réception en préfecture
077-217702841-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**180 000**	**237 278**	**0**	**718 699**	**169 359**	**328 215**	**15 443**	**305 595**	**0**	**0**	**0**	**1 954 590**
70311	Concessions cimetières (produit net)	0	27 491	0	0	0	0	0	0	0	0	0	27 491
70323	Redev. occupat° domaine public communal	0	107 429	0	0	0	0	0	0	0	0	0	107 429
70388	Autres redevances et recettes diverses	180 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	180 000
7062	Redevances services à caractère culturel	0	42 352	0	0	169 359	0	0	0	0	0	0	211 712
70631	Redevances services à caractère sportif	0	0	0	0	0	90 662	0	2 012	0	0	0	92 674
70632	Redevances services à caractère loisir	0	0	0	0	0	152 865	8 346	0	0	0	0	161 212
7066	Redevances services à caractère social	0	0	0	16 353	0	0	7 097	303 582	0	0	0	327 033
7067	Redev. services périscolaires et enseign	0	0	0	702 346	0	84 689	0	0	0	0	0	787 034
70688	Autres prestations de services	0	10 747	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 747
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0	49 259	0	0	0	0	0	0	0	0	0	49 259
73	**Impôts et taxes**	**14 159 770**	**36 960**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**14 196 729**
73111	Taxes foncières et d'habitation	9 890 902	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9 890 902
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	71 837	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	71 837
73211	Attribution de compensation	414 460	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	414 460
73212	Dotation de solidarité communautaire	400 900	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	400 900
73221	FNGIR	17 434	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	17 434
73223	Fonds solidar. com. région Ile-de-France	2 613 175	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 613 175
7342	Taxes sur les pylônes électriques	60 218	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	60 218
7351	Taxe consommation finale d'électricité	270 448	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	270 448
7362	Taxes de séjour	0	36 960	0	0	0	0	0	0	0	0	0	36 960
7381	Taxes additionnelles droits de mutation	420 396	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	420 396
74	**Dotations et participations**	**10 876 046**	**218 863**	**110**	**269 160**	**7 600**	**170 395**	**300 553**	**2 043 415**	**0**	**219 324**	**1 000**	**14 106 466**
7411	Dotation forfaitaire	4 752 292	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 752 292

Accusé de réception en préfecture
017-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
74123	Dotation de solidarité urbaine	5 062 713	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 062 713
74127	Dotation nationale de péréquation	456 574	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	456 574
744	FCTVA	0	80 138	0	0	0	0	0	0	0	0	0	80 138
7461	DGD	24 594	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	24 594
74712	Emplois d'avenir	0	67 712	0	0	0	0	0	0	0	0	0	67 712
74718	Autres participations Etat	0	70 513	0	269 160	0	0	103 500	0	0	-77 573	0	365 600
7472	Participat° Régions	0	0	0	0	1 400	0	4 000	0	0	0	1 000	6 400
7473	Participat° Départements	0	0	110	0	6 200	0	6 942	302 019	0	0	0	315 271
74751	Participat° GFP de rattachement	99 000	0	0	0	0	0	0	0	0	2 124	0	101 124
7478	Participat° Autres organismes	0	500	0	0	0	170 395	186 111	1 741 396	0	0	0	2 098 403
74832	Attribution du fonds départemental TP	25 776	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	25 776
74833	Etat - Compensation CET (CVAE et CFE)	3 425	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 425
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	109 053	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	109 053
74835	Etat - Compens. exonérat° taxe habitat°	338 694	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	338 694
748372	Dotation politique de la ville	0	0	0	0	0	0	0	0	0	294 773	0	294 773
7484	Dotation de recensement	3 925	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 925
75	**Autres produits de gestion courante**	**8 425**	**397 652**	**0**	**0**	**4 027**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**78 855**	**488 959**
751	Redevances pour licences, logiciels, ...	8 425	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 425
752	Revenus des immeubles	0	396 377	0	0	4 027	0	0	0	0	0	78 855	479 259
758	Produits divers de gestion courante	0	1 275	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 275
76	**Produits financiers**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
77	**Produits exceptionnels**	**1 144 463**	**35 666**	**0**	**0**	**39**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1 180 168**
7714	Recouvrt créances admises en non valeur	569	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	569
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0	3 672	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 672
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0	1 892	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 892
775	Produits des cessions d'immobilisations	1 143 894	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 143 894

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
7788	Produits exceptionnels divers	0	30 101	0	0	39	0	0	0	0	0	0	30 140
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Recettes d'ordre		*700*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*700*
042	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***700***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***700***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*700*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*700*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***
002 Excédent de fonctionnement reporté		2 141 767	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 141 767

(1)Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
DEPENSES		**3 084 464,74**	**8 687 163,92**	**0,00**	**0,00**	**11 771 628,66**
Réalisations		**3 084 464,74**	**8 687 163,92**	**0,00**	**0,00**	**11 771 628,66**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**4 878,68**	**3 465 554,44**	**0,00**	**0,00**	**3 470 433,12**
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	0,00	9 606,42	0,00	0,00	9 606,42
60611	Eau et assainissement	0,00	185 480,56	0,00	0,00	185 480,56
60612	Energie - Electricité	0,00	447 427,51	0,00	0,00	447 427,51
60621	Combustibles	0,00	5 175,70	0,00	0,00	5 175,70
60622	Carburants	0,00	80 661,52	0,00	0,00	80 661,52
60623	Alimentation	0,00	55 725,44	0,00	0,00	55 725,44
60624	Produits de traitement	0,00	228,80	0,00	0,00	228,80
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	21,07	0,00	0,00	21,07
60631	Fournitures d'entretien	0,00	20 112,20	0,00	0,00	20 112,20
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	132 076,69	0,00	0,00	132 076,69
60636	Vêtements de travail	0,00	31 415,74	0,00	0,00	31 415,74
6064	Fournitures administratives	0,00	13 052,16	0,00	0,00	13 052,16
6068	Autres matières et fournitures	0,00	35 825,79	0,00	0,00	35 825,79
611	Contrats de prestations de services	0,00	4 236,66	0,00	0,00	4 236,66
6132	Locations immobilières	0,00	1 489,35	0,00	0,00	1 489,35
6135	Locations mobilières	0,00	13 253,82	0,00	0,00	13 253,82
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	49 093,66	0,00	0,00	49 093,66
61522	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	157 358,23	0,00	0,00	157 358,23
61523	Entretien, réparations voiries	0,00	0,01	0,00	0,00	0,01
61551	Entretien matériel roulant	0,00	110 764,53	0,00	0,00	110 764,53
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	17 444,30	0,00	0,00	17 444,30
615	Maintenance	0,00	754 310,60	0,00	0,00	754 310,60
616	Multirisques	0,00	109 024,46	0,00	0,00	109 024,46
6162	Autres primes d'assurance	0,00	1 794,13	0,00	0,00	1 794,13
6182	Documentation générale et technique	0,00	24 809,46	0,00	0,00	24 809,46
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	72 071,46	0,00	0,00	72 071,46
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	612,00	0,00	0,00	612,00
6188	Autres frais divers	0,00	7 876,50	0,00	0,00	7 876,50
622	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	4 150,96	0,00	0,00	4 150,96

Accusé de réception en préfecture
077-217702881-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
6226	Honoraires	0,00	104 935,55	0,00	0,00	104 935,55
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	150,00	0,00	0,00	150,00
6231	Annonces et insertions	0,00	20 812,80	0,00	0,00	20 812,80
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	31 736,98	0,00	0,00	31 736,98
6236	Catalogues et imprimés	0,00	30 916,66	0,00	0,00	30 916,66
6238	Divers	0,00	213,52	0,00	0,00	213,52
6241	Transports de biens	0,00	2 400,00	0,00	0,00	2 400,00
6247	Transports collectifs	0,00	1 317,80	0,00	0,00	1 317,80
6251	Voyages et déplacements	0,00	7 508,01	0,00	0,00	7 508,01
6257	Réceptions	0,00	17 911,91	0,00	0,00	17 911,91
6261	Frais d'affranchissement	0,00	22 962,39	0,00	0,00	22 962,39
6262	Frais de télécommunications	0,00	71 878,46	0,00	0,00	71 878,46
627	Services bancaires et assimilés	4 878,68	1 470,48	0,00	0,00	6 349,16
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	11 978,33	0,00	0,00	11 978,33
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	0,00	5 123,40	0,00	0,00	5 123,40
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	618 021,74	0,00	0,00	618 021,74
6284	Redevances pour services rendus	0,00	4 000,00	0,00	0,00	4 000,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	15 367,54	0,00	0,00	15 367,54
63512	Taxes foncières	0,00	140 011,96	0,00	0,00	140 011,96
63513	Autres impôts locaux	0,00	8 120,00	0,00	0,00	8 120,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	1 527,88	0,00	0,00	1 527,88
6358	Autres droits	0,00	952,00	0,00	0,00	952,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	1 137,30	0,00	0,00	1 137,30
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**4 185 247,05**	**0,00**	**0,00**	**4 185 247,05**
6218	Autre personnel extérieur	0,00	5 664,27	0,00	0,00	5 664,27
6331	Versement de transport	0,00	45 700,03	0,00	0,00	45 700,03
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	10 771,55	0,00	0,00	10 771,55
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	36 223,91	0,00	0,00	36 223,91
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	1 915 826,89	0,00	0,00	1 915 826,89
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	142 393,39	0,00	0,00	142 393,39
64113	Autres indemnités titulaires	0,00	438 800,80	0,00	0,00	438 800,80
64118	Rémunérations non tit.	0,00	150 211,43	0,00	0,00	150 211,43
64138	Autres indemnités non tit.	0,00	64 819,73	0,00	0,00	64 819,73
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	396 730,50	0,00	0,00	396 730,50
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	624 679,27	0,00	0,00	624 679,27
6454	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	270 660,19	0,00	0,00	270 660,19
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	7 568,18	0,00	0,00	7 568,18
6472	Allocations chômage versées directement	0,00	40 215,21	0,00	0,00	40 215,21
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	30 590,19	0,00	0,00	30 590,19
6488	Autres charges	0,00	4 391,51	0,00	0,00	4 391,51
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**5 143,12**	**0,00**	**0,00**	**5 143,12**
7489	Reverst, restitut° sur autres attribut°	0,00	5 143,12	0,00	0,00	5 143,12

Accusé de réception en préfecture
077-217700851-20180329-2018DCM-037-0-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**1 792 197,09**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 792 197,09**
675	Valeurs comptables immobilisations cédée	213 563,55	0,00	0,00	0,00	213 563,55
6761	Différences sur réalisations (positives)	930 330,74	0,00	0,00	0,00	930 330,74
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	599 637,80	0,00	0,00	0,00	599 637,80
6862	Dot. amort. charges financ. à répartir	48 665,00	0,00	0,00	0,00	48 665,00
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**58 833,70**	**1 027 761,89**	**0,00**	**0,00**	**1 086 595,59**
651	Redevances pour licences, logiciels, ...	0,00	2 371,18	0,00	0,00	2 371,18
6531	Indemnités	0,00	209 645,26	0,00	0,00	209 645,26
6533	Cotisations de retraite	0,00	17 517,09	0,00	0,00	17 517,09
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	0,00	14 411,74	0,00	0,00	14 411,74
6535	Formation	0,00	470,40	0,00	0,00	470,40
6541	Créances admises en non-valeur	13 756,54	0,00	0,00	0,00	13 756,54
6542	Créances éteintes	45 077,16	0,00	0,00	0,00	45 077,16
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	781 130,02	0,00	0,00	781 130,02
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	2 216,20	0,00	0,00	2 216,20
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**873 378,47**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**873 378,47**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	889 140,57	0,00	0,00	0,00	889 140,57
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-17 151,99	0,00	0,00	0,00	-17 151,99
6615	Intérêts comptes courants et de dépôts	1 389,89	0,00	0,00	0,00	1 389,89
67	**Charges exceptionnelles**	**155 176,80**	**3 457,42**	**0,00**	**0,00**	**158 634,22**
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	0,00	267,89	0,00	0,00	267,89
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	155 176,80	3 189,53	0,00	0,00	158 366,33
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**200 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**200 000,00**
6875	Dot. prov. risques et charges exception.	200 000,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**28 511 171,08**	**1 327 653,04**	**0,00**	**0,00**	**29 838 824,12**
	Réalisations	**28 511 171,08**	**1 327 653,04**	**0,00**	**0,00**	**29 838 824,12**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**2 141 766,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 141 766,60**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**401 234,79**	**0,00**	**0,00**	**401 234,79**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	356 205,70	0,00	0,00	356 205,70
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	0,00	45 029,09	0,00	0,00	45 029,09
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**700,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**700,00**
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	700,00	0,00	0,00	0,00	700,00
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**180 000,00**	**237 278,28**	**0,00**	**0,00**	**417 278,28**
70311	Concessions cimetières (produit net)	0,00	27 490,79	0,00	0,00	27 490,79
70323	Redev. occupat° domaine public communal	0,00	107 428,69	0,00	0,00	107 428,69
70388	Autres redevances et recettes diverses	180 000,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM33-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
7062	Redevances services à caractère culturel	0,00	42 352,28	0,00	0,00	42 352,28
70688	Autres prestations de services	0,00	10 747,05	0,00	0,00	10 747,05
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0,00	49 259,47	0,00	0,00	49 259,47
73	**Impôts et taxes**	**14 159 769,86**	**36 959,59**	**0,00**	**0,00**	**14 196 729,45**
73111	Taxes foncières et d'habitation	9 890 902,00	0,00	0,00	0,00	9 890 902,00
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	71 837,00	0,00	0,00	0,00	71 837,00
73211	Attribution de compensation	414 459,83	0,00	0,00	0,00	414 459,83
73212	Dotation de solidarité communautaire	400 899,97	0,00	0,00	0,00	400 899,97
73221	FNGIR	17 434,00	0,00	0,00	0,00	17 434,00
73222	Fonds solidar. com. région Ile-de-France	2 613 175,00	0,00	0,00	0,00	2 613 175,00
7343	Taxes sur les pylônes électriques	60 218,00	0,00	0,00	0,00	60 218,00
7351	Taxe consommation finale d'électricité	270 448,19	0,00	0,00	0,00	270 448,19
7362	Taxes de séjour	0,00	36 959,59	0,00	0,00	36 959,59
7381	Taxes additionnelles droits de mutation	420 395,87	0,00	0,00	0,00	420 395,87
74	**Dotations et participations**	**10 876 046,00**	**218 862,59**	**0,00**	**0,00**	**11 094 908,59**
7411	Dotation forfaitaire	4 752 292,00	0,00	0,00	0,00	4 752 292,00
74123	Dotation de solidarité urbaine	5 062 713,00	0,00	0,00	0,00	5 062 713,00
74127	Dotation nationale de péréquation	456 574,00	0,00	0,00	0,00	456 574,00
744	FCTVA	0,00	80 138,08	0,00	0,00	80 138,08
7461	DGD	24 594,41	0,00	0,00	0,00	24 594,41
74712	Emplois d'avenir	0,00	67 711,53	0,00	0,00	67 711,53
74718	Autres participations Etat	0,00	70 512,98	0,00	0,00	70 512,98
74751	Participat° GFP de rattachement	99 000,00	0,00	0,00	0,00	99 000,00
7478	Participat° Autres organismes	0,00	500,00	0,00	0,00	500,00
74832	Attribution du fonds départemental TP	25 775,59	0,00	0,00	0,00	25 775,59
74833	Etat - Compensation CET (CVAE et CFE)	3 425,00	0,00	0,00	0,00	3 425,00
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	109 053,00	0,00	0,00	0,00	109 053,00
74835	Etat - Compens. exonérat° taxe habitat°	338 694,00	0,00	0,00	0,00	338 694,00
7484	Dotation de recensement	3 925,00	0,00	0,00	0,00	3 925,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**8 425,16**	**397 652,21**	**0,00**	**0,00**	**406 077,37**
751	Redevances pour licences, logiciels, ...	8 425,16	0,00	0,00	0,00	8 425,16
752	Revenus des immeubles	0,00	396 377,45	0,00	0,00	396 377,45
758	Produits divers de gestion courante	0,00	1 274,76	0,00	0,00	1 274,76
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**1 144 463,46**	**35 665,58**	**0,00**	**0,00**	**1 180 129,04**
7711	Recouvrt créances admises en non valeur	569,17	0,00	0,00	0,00	569,17
7713	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	3 672,36	0,00	0,00	3 672,36
7714	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	1 892,42	0,00	0,00	1 892,42
7715	Produits des cessions d'immobilisations	1 143 894,29	0,00	0,00	0,00	1 143 894,29
7718	Produits exceptionnels divers	0,00	30 100,80	0,00	0,00	30 100,80
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DP
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		25 426 706,34	-7 359 510,88	0,00	0,00	18 067 195,46

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
DEPENSES		6 972 602,79	254 425,29	129 945,00	240 102,73	296 843,34	792 658,27	586,50	0,00	0,00
Réalisations		6 972 602,79	254 425,29	129 945,00	240 102,73	296 843,34	792 658,27	586,50	0,00	0,00
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	**Charges à caractère général**	3 235 416,43	12 380,80	1 790,66	102 805,81	101 045,99	11 528,25	586,50	0,00	0,00
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	9 606,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	185 480,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	447 427,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	5 175,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	80 661,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	5 712,29	658,60	0,00	0,00	49 354,55	0,00	0,00	0,00	0,00
60624	Produits de traitement	228,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	21,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	20 112,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	128 480,74	1 183,48	0,00	0,00	2 412,47	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	31 484,74	0,00	0,00	0,00	-69,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	12 317,66	0,00	734,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	26 106,87	1 408,60	812,26	0,00	7 498,06	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	4 236,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	1 489,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	10 664,10	0,00	0,00	0,00	2 589,72	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	49 093,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61522	Entretien, réparations bâtiments publics	151 025,23	0,00	0,00	0,00	0,00	6 538,50	-205,50	0,00	0,00
61523	Entretien, réparations voiries	0,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	110 764,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	17 444,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	753 122,60	0,00	0,00	0,00	0,00	396,00	792,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
077-217700851-20180329-20180329CM-03-70-DM
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
6161	Multirisques	109 024,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6168	Autres primes d'assurance	1 794,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	24 809,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	67 477,71	0,00	0,00	0,00	0,00	4 593,75	0,00	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	612,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	7 876,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	4 150,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	40 574,61	0,00	0,00	57 731,78	6 629,16	0,00	0,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	150,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	20 812,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	4 370,08	662,55	0,00	0,00	26 704,35	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	3 168,54	0,00	0,00	27 748,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	213,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	2 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	3,10	874,70	0,00	0,00	440,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	7 264,11	0,00	243,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	1 708,00	0,00	0,00	16 203,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	22 962,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	71 878,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	1 470,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	4 264,08	5 242,25	0,00	1 122,00	1 350,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	986,72	0,00	0,00	0,00	4 136,68	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	618 021,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6287	Redevances pour services rendus	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	13 016,92	2 350,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6351	Taxes foncières	140 011,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6353	Autres impôts locaux	8 120,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	1 527,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6358	Autres droits	952,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	1 137,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**3 726 109,53**	**0,00**	**128 154,34**	**137 296,92**	**193 686,26**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6218	Autre personnel extérieur	5 664,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DD
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
6331	Versement de transport	40 287,09	0,00	1 328,73	1 858,08	2 226,13	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	9 408,04	0,00	334,95	467,85	560,71	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	31 667,11	0,00	1 100,65	1 572,18	1 883,97	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	1 712 299,10	0,00	65 784,39	25 460,46	112 282,94	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	131 067,11	0,00	3 961,83	763,78	6 600,67	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	402 272,76	0,00	19 620,69	2 007,15	14 900,20	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	104 139,71	0,00	3 290,80	42 780,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64138	Autres indemnités non tit.	39 477,06	0,00	0,00	25 342,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	342 206,81	0,00	11 636,57	23 725,76	19 161,36	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	554 992,67	0,00	20 838,62	13 216,24	35 631,74	0,00	0,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	270 660,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	6 770,70	0,00	257,11	101,83	438,54	0,00	0,00	0,00	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	40 215,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	30 590,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6488	Autres charges	4 391,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**5 143,12**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7489	Reverst, restitut° sur autres attribut°	5 143,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
675	Valeurs comptables immobilisations cédée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6761	Différences sur réalisations (positives)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6862	Dot. amort. charges financ. à répartir	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**2 476,29**	**242 044,49**	**0,00**	**0,00**	**2 111,09**	**781 130,02**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6511	Redevances pour licences, logiciels, ...	260,09	0,00	0,00	0,00	2 111,09	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
6531	Indemnités	0,00	209 645,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6533	Cotisations de retraite	0,00	17 517,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	0,00	14 411,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6535	Formation	0,00	470,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6542	Créances éteintes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	781 130,02	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	2 216,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6615	Intérêts comptes courants et de dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	**Charges exceptionnelles**	**3 457,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	267,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	3 189,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6875	Dot. prov. risques et charges exception.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**1 254 875,69**	**0,00**	**2 934,28**	**0,00**	**42 352,28**	**0,00**	**27 490,79**	**0,00**	**0,00**
	Réalisations	**1 254 875,69**	**0,00**	**2 934,28**	**0,00**	**42 352,28**	**0,00**	**27 490,79**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**401 234,79**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	356 205,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	45 029,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180328-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**167 435,21**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**42 352,28**	**0,00**	**27 490,79**	**0,00**	**0,00**
70311	Concessions cimetières (produit net)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 490,79	0,00	0,00
70323	Redev. occupat° domaine public communal	107 428,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7062	Redevances services à caractère culturel	0,00	0,00	0,00	0,00	42 352,28	0,00	0,00	0,00	0,00
70688	Autres prestations de services	10 747,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	49 259,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	**36 959,59**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
73111	Taxes foncières et d'habitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73211	Attribution de compensation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73212	Dotation de solidarité communautaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73221	FNGIR	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73222	Fonds solidar. com. région Ile-de-France	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7343	Taxes sur les pylônes électriques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7351	Taxe consommation finale d'électricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7362	Taxes de séjour	36 959,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7381	Taxes additionnelles droits de mutation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	**Dotations et participations**	**215 928,31**	**0,00**	**2 934,28**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7411	Dotation forfaitaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74123	Dotation de solidarité urbaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74124	Dotation nationale de péréquation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7444	FCTVA	80 138,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7461	DGD	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
74712	Emplois d'avenir	67 711,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	67 578,70	0,00	2 934,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74751	Participat° GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7478	Participat° Autres organismes	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74832	Attribution du fonds départemental TP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74833	Etat - Compensation CET (CVAE et CFE)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74835	Etat - Compens. exonérat° taxe habitat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7484	Dotation de recensement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**397 652,21**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
751	Redevances pour licences, logiciels, ...	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	396 377,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	1 274,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**35 665,58**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7714	Recouvrt créances admises en non valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7718	Autres produits except. opérat° gestion	3 672,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	1 892,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
778	Produits exceptionnels divers	30 100,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**-5 717 727,10**	**-254 425,29**	**-127 010,72**	**-240 102,73**	**-254 491,06**	**-792 658,27**	**26 904,29**	**0,00**	**0,00**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

Accusé de réception en préfecture
077-217702351-20180329-2018BDCM001-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(2)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	Total
	DEPENSES	**822 740,23**	**0,00**	**822 740,23**
	Réalisations	**822 740,23**	**0,00**	**822 740,23**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**38 627,87**	**0,00**	**38 627,87**
60632	Fournitures de petit équipement	948,00	0,00	948,00
611	Contrats de prestations de services	18 709,55	0,00	18 709,55
614	Charges locatives et de copropriété	15 013,84	0,00	15 013,84
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	42,60	0,00	42,60
61558	Entretien autres biens mobiliers	552,00	0,00	552,00
6156	Maintenance	1 980,00	0,00	1 980,00
6236	Catalogues et imprimés	128,64	0,00	128,64
6251	Voyages et déplacements	1 253,24	0,00	1 253,24
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**784 112,36**	**0,00**	**784 112,36**
6331	Versement de transport	7 770,55	0,00	7 770,55
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	1 957,36	0,00	1 957,36
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	6 576,32	0,00	6 576,32
64111	Rémunération principale titulaires	317 821,10	0,00	317 821,10
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	36 764,82	0,00	36 764,82
64118	Autres indemnités titulaires	167 169,97	0,00	167 169,97
64131	Rémunérations non tit.	49 827,58	0,00	49 827,58
64138	Autres indemnités non tit.	6 527,17	0,00	6 527,17
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	75 329,89	0,00	75 329,89
6453	Cotisations aux caisses de retraites	108 466,69	0,00	108 466,69
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	1 270,82	0,00	1 270,82
6478	Allocations chômage versées directement	4 630,09	0,00	4 630,09
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-D3-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

(2)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	Total
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	110,00	0,00	110,00
	Réalisations	110,00	0,00	110,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	110,00	0,00	110,00
7473	Participat° Départements	110,00	0,00	110,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	-822 630,23	0,00	-822 630,23

(2)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
	DEPENSES	0,00	2 322,00	820 418,23	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	2 322,00	820 418,23	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	2 322,00	36 305,87	0,00	0,00
6063	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	948,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	18 709,55	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	15 013,84	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	540,00	-497,40	0,00	0,00
615581	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	552,00	0,00	0,00
615	Maintenance	0,00	1 782,00	198,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	128,64	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	1 253,24	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	784 112,36	0,00	0,00
6331	Versement de transport	0,00	0,00	7 770,55	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	1 957,36	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	6 576,32	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
077-217702811-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

(2)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	317 821,10	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	36 764,82	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	167 169,97	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	49 827,58	0,00	0,00
64138	Autres indemnités non tit.	0,00	0,00	6 527,17	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	75 329,89	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	108 466,69	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	1 270,82	0,00	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	0,00	4 630,09	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**110,00**	**0,00**	**0,00**
	Réalisations	**0,00**	**0,00**	**110,00**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**110,00**	**0,00**	**0,00**
7472	Participat° Départements	0,00	0,00	110,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**0,00**	**-2 322,00**	**-820 308,23**	**0,00**	**0,00**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public au budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-30-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(2)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
DEPENSES		**16 514,78**	**1 454 796,67**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 952 548,36**	**3 423 859,81**
Réalisations		**16 514,78**	**1 454 796,67**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 952 548,36**	**3 423 859,81**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**16 514,78**	**314 484,90**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**536 168,15**	**867 167,83**
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	487 960,34	487 960,34
60624	Produits de traitement	2 451,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 451,72
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 540,24	18 540,24
60632	Fournitures de petit équipement	3 251,14	1 066,00	0,00	0,00	0,00	3 916,58	8 233,72
6067	Fournitures scolaires	10 811,92	131 497,81	0,00	0,00	0,00	5 219,62	147 529,35
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 499,42	2 499,42
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	171 367,10	0,00	0,00	0,00	7 650,21	179 017,31
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	4 603,59	0,00	0,00	0,00	6 350,69	10 954,28
6156	Maintenance	0,00	5 335,74	0,00	0,00	0,00	3 240,00	8 575,74
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	129,00	129,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	510,60	510,60
6251	Voyages et déplacements	0,00	614,66	0,00	0,00	0,00	151,45	766,11
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**1 083 606,77**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 416 380,21**	**2 499 986,98**
6331	Versement de transport	0,00	12 376,04	0,00	0,00	0,00	17 103,11	29 479,15
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	3 117,19	0,00	0,00	0,00	4 306,20	7 423,39
6333	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	10 474,13	0,00	0,00	0,00	14 177,23	24 651,36
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8,34	8,34
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	467 797,57	0,00	0,00	0,00	578 392,31	1 046 189,88
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	43 083,81	0,00	0,00	0,00	46 194,67	89 278,48
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	43 576,75	0,00	0,00	0,00	76 392,28	119 969,03
64131	Rémunérations non tit.	0,00	180 309,27	0,00	0,00	0,00	229 825,94	410 135,21
64138	Autres indemnités non tit.	0,00	16 179,47	0,00	0,00	0,00	25 639,39	41 818,86
64161	Emplois jeunes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 713,90	17 713,90
64168	Autres emplois d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 379,02	5 379,02
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	130 802,05	0,00	0,00	0,00	182 199,65	313 001,70
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	155 374,07	0,00	0,00	0,00	198 027,78	353 401,85
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	1 844,40	0,00	0,00	0,00	2 304,57	4 148,97

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

(2)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	18 672,02	0,00	0,00	0,00	18 715,82	37 387,84
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**56 705,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**56 705,00**
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	56 705,00	0,00	0,00	0,00	0,00	56 705,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**269 160,00**	**33 410,98**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**685 288,12**	**987 859,10**
	Réalisations	**269 160,00**	**33 410,98**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**685 288,12**	**987 859,10**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**33 410,98**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**685 288,12**	**718 699,10**
7066	Redevances services à caractère social	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 353,47	16 353,47
7067	Redev. services périscolaires et enseign	0,00	33 410,98	0,00	0,00	0,00	668 934,65	702 345,63
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**269 160,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**269 160,00**
7473	Autres participations Etat	269 160,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	269 160,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**252 645,22**	**-1 421 385,69**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-1 267 260,24**	**-2 436 000,71**

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

(2)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
DEPENSES		**1 102 029,87**	**150 211,97**	**202 554,83**	**1 947 014,74**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 533,62**
Réalisations		**1 102 029,87**	**150 211,97**	**202 554,83**	**1 947 014,74**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 533,62**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**82 625,53**	**117 891,69**	**113 967,68**	**530 634,53**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 533,62**
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	487 960,34	0,00	0,00	0,00	0,00
60624	Produits de traitement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	18 540,24	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	648,00	179,00	239,00	3 731,58	0,00	0,00	0,00	185,00
6067	Fournitures scolaires	47 782,90	77 052,89	6 662,02	0,00	0,00	0,00	0,00	5 219,62
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	2 499,42	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	31 245,70	35 092,79	105 028,61	7 650,21	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	1 268,34	1 934,40	1 400,85	6 350,69	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	1 065,93	3 632,61	637,20	3 240,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	129,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	510,60	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	614,66	0,00	0,00	151,45	0,00	0,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**1 019 404,34**	**32 320,28**	**31 882,15**	**1 416 380,21**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6331	Versement de transport	11 984,56	26,23	365,25	17 103,11	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	3 018,47	6,61	92,11	4 306,20	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	10 142,58	22,22	309,33	14 177,23	0,00	0,00	0,00	0,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	0,00	0,00	0,00	8,34	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	467 797,57	0,00	0,00	578 392,31	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	43 083,81	0,00	0,00	46 194,67	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	43 576,75	0,00	0,00	76 392,28	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	129 281,95	31 785,01	19 242,31	229 825,94	0,00	0,00	0,00	0,00
64138	Autres indemnités non tit.	15 007,95	0,00	1 171,52	25 639,39	0,00	0,00	0,00	0,00
64161	Emplois jeunes	0,00	0,00	0,00	17 713,90	0,00	0,00	0,00	0,00
64168	Autres emplois d'insertion	0,00	0,00	0,00	5 379,02	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	124 468,98	424,63	5 908,44	182 199,65	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	154 545,09	55,58	773,40	198 027,78	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	1 844,40	0,00	0,00	2 304,57	0,00	0,00	0,00	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	14 652,23	0,00	4 019,79	18 715,82	0,00	0,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**56 705,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	56 705,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DGM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

LE MEE SUR SEINE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2017

(2)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**33 410,98**	**685 288,12**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**33 410,98**	**685 288,12**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**0,00**	**33 410,98**	**685 288,12**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7066	Redevances services à caractère social	0,00	0,00	0,00	16 353,47	0,00	0,00	0,00	0,00
7067	Redev. services périscolaires et enseign	0,00	0,00	33 410,98	668 934,65	0,00	0,00	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (3)		**-1 102 029,87**	**-150 211,97**	**-169 143,85**	**-1 261 726,62**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-5 533,62**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ; budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 , L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
077-217702815-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 3 – Culture

(2)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
DEPENSES		**120 998,24**	**987 554,55**	**488 293,22**	**11 967,21**	**1 608 813,22**
Réalisations		**120 998,24**	**987 554,55**	**488 293,22**	**11 967,21**	**1 608 813,22**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**7 706,74**	**222 725,67**	**59 527,59**	**11 967,21**	**301 927,21**
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	0,00	118 210,01	0,00	0,00	118 210,01
60612	Energie - Electricité	0,00	10 137,60	0,00	0,00	10 137,60
60613	Chauffage urbain	0,00	2 879,63	0,00	0,00	2 879,63
60623	Alimentation	72,51	806,79	0,00	0,00	879,30
60624	Produits de traitement	0,00	0,00	74,05	0,00	74,05
60632	Fournitures de petit équipement	208,08	5 639,75	1 265,65	0,00	7 113,48
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0,00	0,00	42 190,29	0,00	42 190,29
6068	Autres matières et fournitures	904,04	2 965,34	3 414,62	0,00	7 284,00
6135	Locations mobilières	1 782,50	8 740,09	1 400,00	0,00	11 922,59
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	4 625,85	2 568,68	11 967,21	19 161,74
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	28 872,56	0,00	0,00	28 872,56
6156	Maintenance	0,00	12 965,51	7 268,02	0,00	20 233,53
6188	Autres frais divers	4 428,51	1 630,00	0,00	0,00	6 058,51
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	16 278,10	0,00	0,00	16 278,10
6236	Catalogues et imprimés	0,00	269,32	0,00	0,00	269,32
6238	Divers	0,00	0,00	200,00	0,00	200,00
6241	Transports de biens	0,00	785,00	0,00	0,00	785,00
6247	Transports collectifs	276,10	0,00	0,00	0,00	276,10
6251	Voyages et déplacements	35,00	1 715,18	1 146,28	0,00	2 896,46
627	Services bancaires et assimilés	0,00	195,62	0,00	0,00	195,62
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	1 441,32	0,00	0,00	1 441,32
6288	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	0,00	4 568,00	0,00	0,00	4 568,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**113 291,50**	**747 789,80**	**428 765,63**	**0,00**	**1 289 846,93**
6331	Versement de transport	1 234,79	8 548,97	5 120,42	0,00	14 904,18
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	310,99	2 150,44	1 289,65	0,00	3 751,08
6338	Cotisations CNFPT et CDGFPT	1 045,05	7 541,89	4 333,13	0,00	12 920,07
64111	Rémunération principale titulaires	59 576,42	224 191,77	226 325,35	0,00	510 093,54
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	4 102,68	11 616,50	12 891,34	0,00	28 610,52

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DD
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

(2)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
64118	Autres indemnités titulaires	13 013,18	32 189,93	25 244,31	0,00	70 447,42
64131	Rémunérations non tit.	3 536,57	245 677,60	22 495,14	0,00	271 709,31
64138	Autres indemnités non tit.	0,00	33 694,33	8 302,76	0,00	41 997,09
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	10 673,10	107 984,02	47 934,05	0,00	166 591,17
6453	Cotisations aux caisses de retraites	19 560,40	73 395,31	73 925,77	0,00	166 881,48
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	238,32	799,04	903,71	0,00	1 941,07
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**17 039,08**	**0,00**	**0,00**	**17 039,08**
651	Redevances pour licences, logiciels, ...	0,00	17 039,08	0,00	0,00	17 039,08
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**100,61**	**179 061,43**	**1 863,20**	**0,00**	**181 025,24**
	Réalisations	**100,61**	**179 061,43**	**1 863,20**	**0,00**	**181 025,24**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**100,61**	**168 795,68**	**463,20**	**0,00**	**169 359,49**
7062	Redevances services à caractère culturel	100,61	168 795,68	463,20	0,00	169 359,49
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**6 200,00**	**1 400,00**	**0,00**	**7 600,00**
7472	Participat° Régions	0,00	0,00	1 400,00	0,00	1 400,00
7473	Participat° Départements	0,00	6 200,00	0,00	0,00	6 200,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**4 026,66**	**0,00**	**0,00**	**4 026,66**
752	Revenus des immeubles	0,00	4 026,66	0,00	0,00	4 026,66
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**39,09**	**0,00**	**0,00**	**39,09**
778	Produits exceptionnels divers	0,00	39,09	0,00	0,00	39,09
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**-120 897,63**	**-808 493,12**	**-486 430,02**	**-11 967,21**	**-1 427 787,98**

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

(2)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
DEPENSES		**659 409,94**	**2 432,83**	**0,00**	**325 711,78**	**449 768,66**	**38 524,56**	**0,00**	**0,00**
	Réalisations	**659 409,94**	**2 432,83**	**0,00**	**325 711,78**	**449 768,66**	**38 524,56**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**25 465,02**	**2 432,83**	**0,00**	**194 827,82**	**56 663,65**	**2 863,94**	**0,00**	**0,00**
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	0,00	0,00	0,00	118 210,01	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	10 137,60	0,00	0,00	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	0,00	0,00	0,00	2 879,63	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	152,21	0,00	0,00	654,58	0,00	0,00	0,00	0,00
60624	Produits de traitement	0,00	0,00	0,00	0,00	74,05	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	1 040,90	0,00	0,00	4 598,85	1 265,65	0,00	0,00	0,00
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0,00	0,00	0,00	0,00	42 190,29	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	757,93	0,00	0,00	2 207,41	3 414,62	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	416,16	0,00	0,00	8 323,93	1 400,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	891,00	1 436,93	0,00	2 297,92	211,68	2 357,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	18 027,00	0,00	0,00	10 845,56	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	930,00	995,90	0,00	11 039,61	6 761,08	506,94	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	1 630,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	16 278,10	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	93,32	0,00	0,00	176,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	0,00	0,00	0,00	785,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	1 715,18	0,00	0,00	0,00	1 146,28	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	195,62	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	1 441,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	0,00	0,00	0,00	4 568,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**633 857,59**	**0,00**	**0,00**	**113 932,21**	**393 105,01**	**35 660,62**	**0,00**	**0,00**
6331	Versement de transport	7 087,11	0,00	0,00	1 461,86	4 695,01	425,41	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	1 782,01	0,00	0,00	368,43	1 182,53	107,12	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	6 304,08	0,00	0,00	1 237,81	3 973,03	360,10	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	204 014,45	0,00	0,00	20 177,32	204 511,49	21 813,86	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	10 432,33	0,00	0,00	1 184,17	12 253,02	638,32	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	23 141,59	0,00	0,00	9 048,34	23 401,61	1 842,70	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	207 231,39	0,00	0,00	38 446,21	22 472,39	22,75	0,00	0,00
64138	Autres indemnités non tit.	21 105,67	0,00	0,00	12 588,66	8 302,76	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	87 457,55	0,00	0,00	20 526,47	44 276,45	3 657,60	0,00	0,00
6452	Cotisations aux caisses de retraites	64 583,09	0,00	0,00	8 812,22	67 218,62	6 707,15	0,00	0,00
6453	Cotis. aux autres organismes sociaux	718,32	0,00	0,00	80,72	818,10	85,61	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
077-217702811-20180329-DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

(2)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**87,33**	**0,00**	**0,00**	**16 951,75**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
651	Redevances pour licences, logiciels, ...	87,33	0,00	0,00	16 951,75	0,00	0,00	0,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**105 862,11**	**810,00**	**0,00**	**72 389,32**	**463,20**	**1 400,00**	**0,00**	**0,00**
	Réalisations	**105 862,11**	**810,00**	**0,00**	**72 389,32**	**463,20**	**1 400,00**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**99 662,11**	**810,00**	**0,00**	**68 323,57**	**463,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7062	Redevances services à caractère culturel	99 662,11	810,00	0,00	68 323,57	463,20	0,00	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**6 200,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 400,00**	**0,00**	**0,00**
7472	Participat° Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 400,00	0,00	0,00
7473	Participat° Départements	6 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 026,66**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	4 026,66	0,00	0,00	0,00	0,00
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**39,09**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	0,00	0,00	39,09	0,00	0,00	0,00	0,00
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**-553 547,83**	**-1 622,83**	**0,00**	**-253 322,46**	**-449 305,46**	**-37 124,56**	**0,00**	**0,00**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public à budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 et L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-20180329-03-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(2)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
	DEPENSES	**407 268,68**	**621 908,92**	**2 235 427,00**	**3 264 604,60**
	Réalisations	**407 268,68**	**621 908,92**	**2 235 427,00**	**3 264 604,60**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**3 527,19**	**174 369,25**	**83 542,51**	**261 438,95**
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	0,00	0,00	2 905,10	2 905,10
60623	Alimentation	0,00	0,00	8 348,02	8 348,02
60624	Produits de traitement	0,00	73,88	0,00	73,88
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	306,99	0,00	306,99
60631	Fournitures d'entretien	0,00	12 382,33	10,29	12 392,62
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	4 736,44	7 868,63	12 605,07
60636	Vêtements de travail	300,00	2 662,00	3 500,00	6 462,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	19 607,46	19 607,46
6135	Locations mobilières	0,00	1 152,00	0,00	1 152,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	61 780,91	499,43	62 280,34
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	17 893,06	421,60	18 314,66
6156	Maintenance	0,00	44 005,67	0,00	44 005,67
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	15 740,45	15 740,45
6228	Divers	0,00	1 900,00	0,00	1 900,00
6232	Fêtes et cérémonies	1 759,18	0,00	680,40	2 439,58
6247	Transports collectifs	0,00	13 972,20	23 104,70	37 076,90
6251	Voyages et déplacements	928,01	0,00	478,03	1 406,04
6281	Concours divers (cotisations)	540,00	0,00	0,00	540,00
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	0,00	13 503,77	0,00	13 503,77
6283	Autres services extérieurs	0,00	0,00	378,40	378,40
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**403 741,49**	**447 539,67**	**2 151 884,49**	**3 003 165,65**
6331	Versement de transport	4 724,62	5 245,04	27 431,96	37 401,62
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	1 189,76	1 320,97	6 898,04	9 408,77
6333	Cotisations CNFPT et CDGFPT	3 997,82	4 438,36	23 097,40	31 533,58
64111	Rémunération principale titulaires	183 084,34	227 060,73	137 135,99	547 281,06
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	13 051,35	17 525,72	10 376,93	40 954,00
64118	Autres indemnités titulaires	35 286,33	26 258,65	20 262,17	81 807,15
64131	Rémunérations non tit.	50 838,58	31 247,19	1 174 262,81	1 256 348,58
64138	Autres indemnités non tit.	1 185,01	3 536,42	89 339,70	94 061,13

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-DE-CM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

(2)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	48 062,96	50 144,95	421 029,59	519 237,50
6453	Cotisations aux caisses de retraites	61 588,36	73 103,68	94 402,24	229 094,28
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	732,36	885,11	518,30	2 135,77
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	6 772,85	147 129,36	153 902,21
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**0,00**	**69 275,53**	**429 335,16**	**498 610,69**
	Réalisations	**0,00**	**69 275,53**	**429 335,16**	**498 610,69**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**69 275,53**	**258 939,83**	**328 215,36**
70631	Redevances services à caractère sportif	0,00	69 275,53	21 385,99	90 661,52
70632	Redevances services à caractère loisir	0,00	0,00	152 865,25	152 865,25
7067	Redev. services périscolaires et enseign	0,00	0,00	84 688,59	84 688,59
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**170 395,33**	**170 395,33**
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	170 395,33	170 395,33
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**-407 268,68**	**-552 633,39**	**-1 806 091,84**	**-2 765 993,91**

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

(2)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
DEPENSES		**254 405,91**	**76 544,78**	**280 798,69**	**10 159,54**	**0,00**	**429 116,76**	**1 805 339,73**	**970,51**
Réalisations		**254 405,91**	**76 544,78**	**280 798,69**	**10 159,54**	**0,00**	**429 116,76**	**1 805 339,73**	**970,51**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**66 133,22**	**36 217,11**	**61 859,38**	**10 159,54**	**0,00**	**38 271,04**	**45 271,47**	**0,00**
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 905,10	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 863,11	1 484,91	0,00
60624	Produits de traitement	0,00	0,00	73,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	306,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	12 382,33	0,00	0,00	10,29	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	3 239,68	0,00	529,22	967,54	0,00	1 169,69	6 698,94	0,00
60636	Vêtements de travail	1 350,00	0,00	1 312,00	0,00	0,00	0,00	3 500,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 952,82	9 654,64	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	1 152,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	47 522,11	10 380,72	3 878,08	0,00	0,00	499,43	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	2 635,36	3 240,00	7 277,70	4 740,00	0,00	421,60	0,00	0,00
6156	Maintenance	7 624,07	15 669,60	16 260,00	4 452,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 255,10	10 485,35	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	1 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	680,40	0,00
6247	Transports collectifs	3 762,00	0,00	10 210,20	0,00	0,00	10 815,50	12 289,20	0,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	478,03	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	0,00	5 774,79	7 728,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	378,40	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**188 272,69**	**40 327,67**	**218 939,31**	**0,00**	**0,00**	**390 845,72**	**1 760 068,26**	**970,51**
6331	Versement de transport	2 206,83	435,20	2 603,01	0,00	0,00	3 737,80	23 680,27	13,89
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	555,81	109,89	655,27	0,00	0,00	945,32	5 949,26	3,46
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	1 867,61	369,41	2 201,34	0,00	0,00	3 176,35	19 909,44	11,61
64111	Rémunération principale titulaires	108 348,37	21 380,93	97 331,43	0,00	0,00	74 670,02	62 465,97	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	9 230,51	1 268,20	7 027,01	0,00	0,00	5 756,79	4 620,14	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	12 182,05	2 065,02	12 011,58	0,00	0,00	12 741,48	7 520,69	0,00
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	31 247,19	0,00	0,00	112 499,76	1 061 072,20	690,85
64138	Autres indemnités non tit.	0,00	0,00	3 536,42	0,00	0,00	1 845,98	87 493,72	0,00
6453	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	18 996,50	3 759,57	27 388,88	0,00	0,00	48 506,62	372 301,28	221,69
6454	Cotisations aux caisses de retraites	34 459,72	6 869,55	31 774,41	0,00	0,00	29 006,78	65 366,45	29,01
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	425,29	85,52	374,30	0,00	0,00	296,85	221,45	0,00
6478	Allocations chômage versées directement	0,00	3 984,38	2 788,47	0,00	0,00	97 661,97	49 467,39	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180328-2018CM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

(2)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**69 275,53**	**0,00**	**0,00**	**320 172,13**	**109 163,03**	**0,00**
	Réalisations	**0,00**	**0,00**	**69 275,53**	**0,00**	**0,00**	**320 172,13**	**109 163,03**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**0,00**	**69 275,53**	**0,00**	**0,00**	**149 776,80**	**109 163,03**	**0,00**
70631	Redevances services à caractère sportif	0,00	0,00	69 275,53	0,00	0,00	0,00	21 385,99	0,00
70632	Redevances services à caractère loisir	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	149 776,80	3 088,45	0,00
7067	Redev. services périscolaires et enseign	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	84 688,59	0,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**170 395,33**	**0,00**	**0,00**
7478	Participat° Autres organismes	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**170 395,33**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**-254 405,91**	**-76 544,78**	**-211 523,16**	**-10 159,54**	**0,00**	**-108 944,63**	**-1 696 176,70**	**-970,51**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-13 et L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent dans la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(2)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
DEPENSES		**198,00**	**1 170 259,87**	**1 170 457,87**
Réalisations		**198,00**	**1 170 259,87**	**1 170 457,87**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**198,00**	**228 785,75**	**228 983,75**
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	0,00	5 004,40	5 004,40
60622	Carburants	0,00	119,96	119,96
60623	Alimentation	0,00	15 294,60	15 294,60
60624	Produits de traitement	0,00	486,77	486,77
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	7 320,10	7 320,10
6064	Fournitures administratives	0,00	645,52	645,52
6068	Autres matières et fournitures	0,00	13 499,49	13 499,49
611	Contrats de prestations de services	0,00	4 800,00	4 800,00
6135	Locations mobilières	0,00	23 685,09	23 685,09
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	46 090,42	46 090,42
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	12 569,87	12 569,87
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	15 561,12	15 561,12
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	906,00	906,00
6156	Maintenance	198,00	0,00	198,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	982,01	982,01
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	7 369,00	7 369,00
6188	Autres frais divers	0,00	20 655,30	20 655,30
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	4 547,00	4 547,00
6247	Transports collectifs	0,00	2 972,75	2 972,75
6251	Voyages et déplacements	0,00	1 051,01	1 051,01
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	2 577,92	2 577,92
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	0,00	15 433,34	15 433,34
6288	Autres services extérieurs	0,00	27 214,08	27 214,08
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**832 729,60**	**832 729,60**
6331	Versement de transport	0,00	9 466,90	9 466,90
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	2 383,83	2 383,83
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	7 891,93	7 891,93
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	0,00	1,10	1,10
6411	Rémunération principale titulaires	0,00	355 922,73	355 922,73

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

(2)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	32 030,13	32 030,13
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	61 850,27	61 850,27
64131	Rémunérations non tit.	0,00	88 894,88	88 894,88
64138	Autres indemnités non tit.	0,00	17 089,62	17 089,62
64161	Emplois jeunes	0,00	1 480,27	1 480,27
64168	Autres emplois d'insertion	0,00	9 701,00	9 701,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	97 605,46	97 605,46
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	120 167,79	120 167,79
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	1 413,29	1 413,29
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	26 830,40	26 830,40
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**108 744,52**	**108 744,52**
651	Redevances pour licences, logiciels, ...	0,00	444,52	444,52
657362	Subv. fonct. CCAS	0,00	108 300,00	108 300,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**0,00**	**315 996,40**	**315 996,40**
	Réalisations	**0,00**	**315 996,40**	**315 996,40**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**15 443,34**	**15 443,34**
7062	Redevances services à caractère loisir	0,00	8 346,40	8 346,40
7066	Redevances services à caractère social	0,00	7 096,94	7 096,94
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**300 553,06**	**300 553,06**
7471	Autres participations Etat	0,00	103 500,00	103 500,00
7472	Participat° Régions	0,00	4 000,00	4 000,00
7473	Participat° Départements	0,00	6 941,88	6 941,88
7474	Participat° Autres organismes	0,00	186 111,18	186 111,18
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-10-BF
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

(2)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	-198,00	-854 263,47	-854 461,47

(2)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
	DEPENSES	0,00	198,00	0,00	142 215,27	0,00	527 115,66	457 316,50	43 612,44
	Réalisations	0,00	198,00	0,00	142 215,27	0,00	527 115,66	457 316,50	43 612,44
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	**Charges à caractère général**	0,00	198,00	0,00	33 915,27	0,00	113 221,31	76 780,17	4 869,00
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 227,70	2 776,70	0,00
60622	Carburants	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	119,96	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 566,99	5 658,61	69,00
60624	Produits de traitement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300,65	186,12	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 723,86	2 596,24	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	645,52	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 310,46	7 189,03	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 800,00
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 880,63	3 804,46	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	33 915,27	0,00	1 795,36	10 379,79	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 569,87	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 561,12	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	906,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	198,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	559,00	423,01	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 798,00	571,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 820,00	13 835,30	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	228,00	4 319,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	262,25	2 710,50	0,00
6256	Voyages et déplacements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	199,01	852,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 577,92	0,00
6283	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 433,34	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 434,98	4 779,10	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	413 500,25	380 485,91	38 743,44
6331	Versement de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 731,35	4 320,49	415,06
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 192,16	1 087,09	104,58
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 887,55	3 653,07	351,31
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,10	0,00	0,00
6411	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	155 397,37	179 846,06	20 679,30

Accusé de réception en préfecture
077-217703851-20180329-2018D6-M03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

(2)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 775,92	16 964,15	2 290,06
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 147,88	27 057,26	4 645,13
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	62 362,24	26 532,64	0,00
64138	Autres indemnités non tit.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 924,55	8 165,07	0,00
64161	Emplois jeunes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 480,27	0,00	0,00
64168	Autres emplois d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 701,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	52 139,16	41 901,44	3 564,86
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	53 771,86	59 784,22	6 611,71
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	614,92	716,94	81,43
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 372,92	10 457,48	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**108 300,00**	**0,00**	**394,10**	**50,42**	**0,00**
651	Redevances pour licences, logiciels, ...	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	394,10	50,42	0,00
657362	Subv. fonct. CCAS	0,00	0,00	0,00	108 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**102 775,15**	**205 221,25**	**8 000,00**
	Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**102 775,15**	**205 221,25**	**8 000,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 036,33**	**4 407,01**	**0,00**
7066	Redevances services à caractère loisir	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 346,40	0,00	0,00
7067	Redevances services à caractère social	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 689,93	4 407,01	0,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**91 738,82**	**200 814,24**	**8 000,00**
7471	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	47 000,00	48 500,00	8 000,00
7472	Participat° Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00
7473	Participat° Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 941,88	0,00
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 738,82	145 372,36	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

(2)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		0,00	-198,00	0,00	-142 215,27	0,00	-424 340,51	-252 095,25	-35 612,44

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 6 – Famille

(2)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Total
DEPENSES		**1 034,35**	**54 716,70**	**0,00**	**0,00**	**3 418 463,35**	**3 474 214,40**
Réalisations		**1 034,35**	**54 716,70**	**0,00**	**0,00**	**3 418 463,35**	**3 474 214,40**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**1 034,35**	**7 117,07**	**0,00**	**0,00**	**89 157,39**	**97 308,81**
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	5 091,61	5 091,61
60624	Produits de traitement	0,00	0,00	0,00	0,00	639,07	639,07
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	10 965,84	10 965,84
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	9 752,20	9 752,20
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	10 583,19	10 583,19
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	2 100,00	2 100,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	21,87	0,00	0,00	8 751,92	8 773,79
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	23 015,26	23 015,26
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	2 477,72	2 477,72
6156	Maintenance	1 034,35	0,00	0,00	0,00	396,00	1 430,35
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	359,00	359,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	5 531,35	5 531,35
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	7 095,20	0,00	0,00	2 441,60	9 536,80
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	99,86	99,86
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	314,35	314,35
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	721,60	721,60
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	0,00	0,00	3 324,82	3 324,82
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	2 592,00	2 592,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 329 305,96**	**3 329 305,96**
6336	Versement de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	38 763,31	38 763,31
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	9 754,06	9 754,06
6338	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	32 612,64	32 612,64
6335	Autres impôts, taxes sur rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,41	0,41
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	1 077 603,84	1 077 603,84
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	76 613,87	76 613,87
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	198 761,99	198 761,99
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	0,00	0,00	402 562,36	402 562,36
64138	Autres indemnités non tit.	0,00	0,00	0,00	0,00	577 958,94	577 958,94

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180321-2018DGM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

(2)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Total
64161	Emplois jeunes	0,00	0,00	0,00	0,00	8 844,54	8 844,54
64168	Autres emplois d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	5 942,05	5 942,05
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	461 168,72	461 168,72
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	377 358,94	377 358,94
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	4 198,08	4 198,08
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	0,00	0,00	0,00	57 162,21	57 162,21
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**47 599,63**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**47 599,63**
65541	Contrib fonds compens. ch. territoriales	0,00	47 599,63	0,00	0,00	0,00	47 599,63
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**0,00**	**39 855,72**	**0,00**	**0,00**	**2 309 154,29**	**2 349 010,01**
	Réalisations	**0,00**	**39 855,72**	**0,00**	**0,00**	**2 309 154,29**	**2 349 010,01**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**39 855,72**	**0,00**	**0,00**	**265 738,80**	**305 594,52**
70631	Redevances services à caractère sportif	0,00	2 012,25	0,00	0,00	0,00	2 012,25
7066	Redevances services à caractère social	0,00	37 843,47	0,00	0,00	265 738,80	303 582,27
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 043 415,49**	**2 043 415,49**
7471	Participat° Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	302 019,24	302 019,24
7473	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	1 741 396,25	1 741 396,25
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**-1 034,35**	**-14 860,98**	**0,00**	**0,00**	**-1 109 309,06**	**-1 125 204,39**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le

Acusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03_30-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 7 – Logement

(2)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	Total
	DEPENSES	**163 287,09**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**163 287,09**
	Réalisations	**163 287,09**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**163 287,09**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**1 133,03**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 133,03**
6251	Voyages et déplacements	1 133,03	0,00	0,00	0,00	1 133,03
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**155 863,06**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**155 863,06**
6331	Versement de transport	1 482,17	0,00	0,00	0,00	1 482,17
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	373,29	0,00	0,00	0,00	373,29
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	1 254,40	0,00	0,00	0,00	1 254,40
64111	Rémunération principale titulaires	57 163,11	0,00	0,00	0,00	57 163,11
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	5 300,68	0,00	0,00	0,00	5 300,68
64118	Autres indemnités titulaires	25 063,45	0,00	0,00	0,00	25 063,45
64131	Rémunérations non tit.	15 110,42	0,00	0,00	0,00	15 110,42
64138	Autres indemnités non tit.	1 602,08	0,00	0,00	0,00	1 602,08
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	15 083,64	0,00	0,00	0,00	15 083,64
6453	Cotisations aux caisses de retraites	19 299,37	0,00	0,00	0,00	19 299,37
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	228,68	0,00	0,00	0,00	228,68
64731	Allocations chômage versées directement	13 901,77	0,00	0,00	0,00	13 901,77
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**6 291,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 291,00**
655	Contribut° politique de l'habitat	6 291,00	0,00	0,00	0,00	6 291,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

LE MEE SUR SEINE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2017

(2)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	Total
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		-163 287,09	0,00	0,00	0,00	-163 287,09

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(2)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
DEPENSES		**921 902,54**	**2 847 786,04**	**0,00**	**3 769 688,58**
Réalisations		**921 902,54**	**2 847 786,04**	**0,00**	**3 769 688,58**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**857 609,25**	**632 070,84**	**0,00**	**1 489 680,09**
60612	Energie - Electricité	176 168,42	0,00	0,00	176 168,42
60613	Chauffage urbain	349 145,75	0,00	0,00	349 145,75
60623	Alimentation	0,00	206,24	0,00	206,24
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	378,09	0,00	378,09
60631	Fournitures d'entretien	0,00	371,28	0,00	371,28
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	65 949,53	0,00	65 949,53
60633	Fournitures de voirie	0,00	96 839,17	0,00	96 839,17
6068	Autres matières et fournitures	0,00	593,05	0,00	593,05
611	Contrats de prestations de services	94 231,63	3 175,67	0,00	97 407,30
6135	Locations mobilières	0,00	28 101,29	0,00	28 101,29
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	149 104,21	0,00	149 104,21
615232	Entretien, réparations réseaux	226 228,06	133 859,48	0,00	360 087,54
61551	Entretien matériel roulant	0,00	24 176,47	0,00	24 176,47
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	354,72	0,00	354,72
6156	Maintenance	0,00	20 353,76	0,00	20 353,76
6226	Honoraires	0,00	93 222,00	0,00	93 222,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	4 680,00	0,00	4 680,00
624	Transports collectifs	0,00	1,20	0,00	1,20
625	Voyages et déplacements	0,00	311,40	0,00	311,40
628	Concours divers (cotisations)	0,00	70,56	0,00	70,56
628	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	0,00	10 322,72	0,00	10 322,72
628	Autres services extérieurs	11 835,39	0,00	0,00	11 835,39
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**1 904 940,95**	**0,00**	**1 904 940,95**
633	Versement de transport	0,00	21 956,04	0,00	21 956,04
633	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	5 527,60	0,00	5 527,60
633	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	16 616,10	0,00	16 616,10
633	Autres impôts, taxes sur rémunérations	0,00	49,50	0,00	49,50
6411	Rémunération principale titulaires	0,00	842 358,56	0,00	842 358,56
6419	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	60 014,64	0,00	60 014,64

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180328-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

(2)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	132 810,17	0,00	132 810,17
64131	Rémunérations non tit.	0,00	78 689,47	0,00	78 689,47
64138	Autres indemnités non tit.	0,00	25 061,62	0,00	25 061,62
64161	Emplois jeunes	0,00	84 927,41	0,00	84 927,41
64162	Emplois d'avenir	0,00	1 200,00	0,00	1 200,00
64168	Autres emplois d'insertion	0,00	64 020,05	0,00	64 020,05
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	6 483,60	0,00	6 483,60
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	184 063,84	0,00	184 063,84
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	279 818,46	0,00	279 818,46
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	3 335,88	0,00	3 335,88
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	98 008,01	0,00	98 008,01
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**64 293,29**	**310 774,25**	**0,00**	**375 067,54**
65541	Contrib fonds compens. ch. territoriales	64 293,29	0,00	0,00	64 293,29
6557	Contribut° politique de l'habitat	0,00	294 772,78	0,00	294 772,78
657341	Subv. fonct. Communes du GFP	0,00	16 001,47	0,00	16 001,47
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**0,00**	**219 323,97**	**0,00**	**219 323,97**
	Réalisations	**0,00**	**219 323,97**	**0,00**	**219 323,97**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**219 323,97**	**0,00**	**219 323,97**
747	Autres participations Etat	0,00	-77 572,89	0,00	-77 572,89
747	Participat° GFP de rattachement	0,00	2 124,08	0,00	2 124,08
748	Dotation politique de la ville	0,00	294 772,78	0,00	294 772,78
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DI
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

(2)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		-921 902,54	-2 628 462,07	0,00	-3 550 364,61

(2)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
DEPENSES		0,00	0,00	160 860,31	0,00	411 896,48	0,00	349 145,75
Réalisations		0,00	0,00	160 860,31	0,00	411 896,48	0,00	349 145,75
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	**Charges à caractère général**	0,00	0,00	106 067,02	0,00	402 396,48	0,00	349 145,75
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	176 168,42	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	349 145,75
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60633	Fournitures de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	94 231,63	0,00	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	226 228,06	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6230	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	11 835,39	0,00	0,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6339	Autres impôts, taxes sur rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

(2)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64138	Autres indemnités non tit.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64161	Emplois jeunes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64162	Emplois d'avenir	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64168	Autres emplois d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**54 793,29**	**0,00**	**9 500,00**	**0,00**	**0,00**
65541	Contrib fonds compens. ch. territoriales	0,00	0,00	54 793,29	0,00	9 500,00	0,00	0,00
6557	Contribut° politique de l'habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657341	Subv. fonct. Communes du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20130329-2013DCM03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

(2)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74751	Participat° GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748372	Dotation politique de la ville	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (3)		**0,00**	**0,00**	**-160 860,31**	**0,00**	**-411 896,48**	**0,00**	**-349 145,75**

(2)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
DEPENSES		**251 713,13**	**31 418,26**	**980 925,15**	**1 274 976,72**	**308 752,78**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Réalisations	**251 713,13**	**31 418,26**	**980 925,15**	**1 274 976,72**	**308 752,78**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**83 951,50**	**0,00**	**245 176,03**	**288 963,31**	**13 980,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6061	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Chauffage urbain	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Alimentation	0,00	0,00	0,00	206,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	378,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	371,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60633	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	16 741,19	49 208,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Fournitures de voirie	0,00	0,00	29 620,18	67 218,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	593,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	3 175,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	21 231,21	6 870,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
077-217703851-20180329-018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

(2)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	0,00	140 284,21	8 820,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	0,00	0,00	133 859,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	11 047,12	13 129,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	354,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	12 322,11	8 031,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	79 242,00	0,00	0,00	0,00	13 980,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	4 680,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	1,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	28,30	0,00	76,90	206,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	70,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	0,00	0,00	10 322,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**167 761,63**	**31 418,26**	**735 749,12**	**970 011,94**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6331	Versement de transport	1 864,70	566,42	7 914,29	11 610,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	468,03	141,99	1 993,48	2 924,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	1 488,56	141,99	5 931,65	9 053,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	0,00	7,49	19,85	22,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	70 937,50	0,00	264 114,82	507 306,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	6 179,28	0,00	18 791,57	35 043,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	12 946,17	0,00	49 894,38	69 969,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	12 105,06	0,00	61 878,51	4 705,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64138	Autres indemnités non tit.	3 165,63	1 610,84	14 332,03	5 953,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64161	Emplois jeunes	0,00	26 089,78	58 837,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64162	Emplois d'avenir	0,00	0,00	1 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64168	Autres emplois d'insertion	0,00	0,00	2 914,10	61 105,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	6 483,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	17 630,91	1 666,94	70 649,91	94 116,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	24 033,33	1 192,81	90 613,78	163 978,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	283,82	0,00	1 054,09	1 997,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6472	Allocations chômage versées directement	10 175,04	0,00	85 609,03	2 223,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 001,47**	**294 772,78**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6554	Contrib fonds compens. ch. territoriales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6555	Contribut° politique de l'habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	294 772,78	0,00	0,00	0,00	0,00
65731	Subv. fonct. Communes du GFP	0,00	0,00	0,00	16 001,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
077-217703851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

(2)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**219 323,97**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**219 323,97**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**219 323,97**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	-77 572,89	0,00	0,00	0,00	0,00
74751	Participat° GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	2 124,08	0,00	0,00	0,00	0,00
748372	Dotation politique de la ville	0,00	0,00	0,00	0,00	294 772,78	0,00	0,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**-251 713,13**	**-31 418,26**	**-980 925,15**	**-1 274 976,72**	**-89 428,81**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-20 du CGCT, L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 9 – Action économique

(2)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
DEPENSES		**128 415,17**	**170,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**128 585,67**
Réalisations		**128 415,17**	**170,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**128 585,67**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**15 073,03**	**170,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15 243,53**
614	Charges locatives et de copropriété	15 049,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 049,13
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	170,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	170,50
6251	Voyages et déplacements	23,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23,90
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**113 342,14**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**113 342,14**
6331	Versement de transport	1 461,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 461,76
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	368,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	368,02
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	1 236,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 236,75
64111	Rémunération principale titulaires	28 920,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 920,48
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	2 314,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 314,81
64118	Autres indemnités titulaires	5 313,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 313,59
64131	Rémunérations non tit.	34 879,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 879,28
64138	Autres indemnités non tit.	8 409,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 409,04
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	18 722,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 722,42
6453	Cotisations aux caisses de retraites	11 599,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 599,98
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	116,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	116,01
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DF
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

(2)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	1 000,00	0,00	0,00	78 854,51	0,00	0,00	79 854,51
	Réalisations	0,00	1 000,00	0,00	0,00	78 854,51	0,00	0,00	79 854,51
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
7472	Participat° Régions	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	78 854,51	0,00	0,00	78 854,51
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	78 854,51	0,00	0,00	78 854,51
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	-128 415,17	829,50	0,00	0,00	78 854,51	0,00	0,00	-48 731,16

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 et L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
077-217702853-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
DEPENSES (2)		**4 578 291,89**	**1 722 109,06**	**0,00**	**0,00**	**6 300 400,95**
Réalisations		**4 578 291,89**	**1 302 653,52**	**0,00**	**0,00**	**5 880 945,41**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**2 508 234,04**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 508 234,04**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**700,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**700,00**
13911	Etat et établissements nationaux	700,00	0,00	0,00	0,00	700,00
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**2 069 357,85**	**2 010,00**	**0,00**	**0,00**	**2 071 367,85**
1641	Emprunts en euros	2 063 868,25	0,00	0,00	0,00	2 063 868,25
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	2 010,00	0,00	0,00	2 010,00
16818	Emprunts - Autres prêteurs	5 489,60	0,00	0,00	0,00	5 489,60
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**36 651,83**	**0,00**	**0,00**	**36 651,83**
2051	Concessions, droits similaires	0,00	36 651,83	0,00	0,00	36 651,83
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**17 940,00**	**0,00**	**0,00**	**17 940,00**
2041	GFP rat : Bien mobilier, matériel	0,00	17 940,00	0,00	0,00	17 940,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**439 756,03**	**0,00**	**0,00**	**439 756,03**
2121	Autres agencements et aménagements	0,00	31 585,21	0,00	0,00	31 585,21
2131	Hôtel de ville	0,00	14 336,71	0,00	0,00	14 336,71
2132	Bâtiments scolaires	0,00	8 155,76	0,00	0,00	8 155,76
2135	Equipements du cimetière	0,00	42 915,28	0,00	0,00	42 915,28
2138	Autres bâtiments publics	0,00	78 156,07	0,00	0,00	78 156,07
2138	Installations générales, agencements	0,00	39 106,48	0,00	0,00	39 106,48
2153	Réseaux câblés	0,00	4 909,80	0,00	0,00	4 909,80
2158	Autres matériels, outillages incendie	0,00	5 107,80	0,00	0,00	5 107,80

Acusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	126,07	0,00	0,00	126,07
2182	Matériel de transport	0,00	49 517,88	0,00	0,00	49 517,88
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	113 915,77	0,00	0,00	113 915,77
2184	Mobilier	0,00	31 580,08	0,00	0,00	31 580,08
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	20 343,12	0,00	0,00	20 343,12
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**806 295,66**	**0,00**	**0,00**	**806 295,66**
1009	MAISON DES ASSOCIATIONS	0,00	718 210,38	0,00	0,00	718 210,38
1601	Ad'ap	0,00	35 119,28	0,00	0,00	35 119,28
1602	NPNRU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1701	PPI	0,00	52 966,00	0,00	0,00	52 966,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**419 455,54**	**0,00**	**0,00**	**419 455,54**
RECETTES (2)		**5 034 438,69**	**334 103,00**	**0,00**	**0,00**	**5 368 541,69**
Réalisations		**4 551 875,69**	**770,00**	**0,00**	**0,00**	**4 552 645,69**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**1 792 197,09**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 792 197,09**
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	930 330,74	0,00	0,00	0,00	930 330,74
2111	Terrains nus	77 026,68	0,00	0,00	0,00	77 026,68
2115	Terrains bâtis	83 310,66	0,00	0,00	0,00	83 310,66
2313	Bâtiments scolaires	53 226,21	0,00	0,00	0,00	53 226,21
2803	Frais d'études	3 853,20	0,00	0,00	0,00	3 853,20
28071	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	21 468,55	0,00	0,00	0,00	21 468,55
28072	Privé : Bâtiments, installations	26 974,12	0,00	0,00	0,00	26 974,12
28041	Sub nat org pub - Bâtiments, installat°	44 759,04	0,00	0,00	0,00	44 759,04
28042	Sub nat privé - Bâtiments et installat°	15 667,29	0,00	0,00	0,00	15 667,29
2805	Concessions et droits similaires	24 267,29	0,00	0,00	0,00	24 267,29
28168	Plantations d'arbres et d'arbustes	6 345,37	0,00	0,00	0,00	6 345,37
28128	Autres aménagements de terrains	80 479,28	0,00	0,00	0,00	80 479,28
28168	Autres matériels, outillages incendie	3 179,15	0,00	0,00	0,00	3 179,15
28171	Matériel roulant	22 085,22	0,00	0,00	0,00	22 085,22

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
281578	Autre matériel et outillage de voirie	13 276,92	0,00	0,00	0,00	13 276,92
28182	Matériel de transport	98 654,12	0,00	0,00	0,00	98 654,12
28183	Matériel de bureau et informatique	77 924,10	0,00	0,00	0,00	77 924,10
28184	Mobilier	33 589,97	0,00	0,00	0,00	33 589,97
28188	Autres immo. corporelles	127 114,18	0,00	0,00	0,00	127 114,18
4817	Pénalités de renégociation de la dette	48 665,00	0,00	0,00	0,00	48 665,00
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**2 714 323,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 714 323,60**
10222	FCTVA	25 895,72	0,00	0,00	0,00	25 895,72
10223	TLE	119,00	0,00	0,00	0,00	119,00
10226	Taxe d'aménagement	85 086,93	0,00	0,00	0,00	85 086,93
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	2 603 221,95	0,00	0,00	0,00	2 603 221,95
13	**Subventions d'investissement**	**45 355,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**45 355,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1342	Amendes de police non transférable	45 355,00	0,00	0,00	0,00	45 355,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**770,00**	**0,00**	**0,00**	**770,00**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	770,00	0,00	0,00	770,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**482 563,00**	**333 333,00**	**0,00**	**0,00**	**815 896,00**
	SOLDE (2)	**456 146,80**	**-1 388 006,06**	**0,00**	**0,00**	**-931 859,26**

Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
	020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
DEPENSES (2)	**721 902,16**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 622,66**	**916 129,04**	**76 455,20**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
Réalisations		**447 928,82**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 622,66**	**786 236,76**	**60 865,28**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13911	Etat et établissements nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**2 010,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	2 010,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16818	Emprunts - Autres prêteurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**36 651,83**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2051	Concessions, droits similaires	36 651,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**17 940,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2041412	GFP rat : Bien mobilier, matériel	17 940,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**321 191,71**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 622,66**	**68 026,38**	**42 915,28**	**0,00**	**0,00**
2128	Autres agencements et aménagements	31 585,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21312	Hôtel de ville	14 336,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21316	Bâtiments scolaires	8 155,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21316	Equipements du cimetière	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 915,28	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	39 299,75	0,00	0,00	0,00	0,00	38 856,32	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM0370-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
2135	Installations générales, agencements	39 106,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21533	Réseaux câblés	4 909,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autres matériels, outillages incendie	5 107,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	126,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	49 517,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	113 915,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	2 410,02	0,00	0,00	0,00	0,00	29 170,06	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	12 720,46	0,00	0,00	0,00	7 622,66	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**70 135,28**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**718 210,38**	**17 950,00**	**0,00**	**0,00**
1009	MAISON DES ASSOCIATIONS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	718 210,38	0,00	0,00	0,00
1601	Ad'ap	35 119,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1602	NPNRU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1701	PPI	35 016,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 950,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**273 973,34**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**129 892,28**	**15 589,92**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**334 103,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Réalisations	**770,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2115	Terrains bâtis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21312	Bâtiments scolaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
280422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804412	Sub nat org pub - Bâtiments, installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804422	Sub nat privé - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28051	Concessions et droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28128	Autres aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281571	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281578	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2818	Autres immo. corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4817	Pénalités de renégociation de la dette	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1022	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1023	TLE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1342	Amendes de police non transférable	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**770,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	Dépôts et cautionnements reçus	770,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**333 333,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (2)		**-387 799,16**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-7 622,66**	**-916 129,04**	**-76 455,20**	**0,00**	**0,00**

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
077-217702835-20180329-2018CM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	Total
DEPENSES (2)		**25 326,24**	**0,00**	**25 326,24**
Réalisations		**25 326,24**	**0,00**	**25 326,24**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**9 683,04**	**0,00**	**9 683,04**
21318	Autres bâtiments publics	708,00	0,00	708,00
2188	Autres immobilisations corporelles	8 975,04	0,00	8 975,04
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**15 643,20**	**0,00**	**15 643,20**
1400	POLICE MUNICIPAL RESIDENCE SOLEANE	15 643,20	0,00	15 643,20
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
077-217702852-20180329-DCN-03-70-DF
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	Total
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-25 326,24	0,00	-25 326,24

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
DEPENSES (2)		0,00	0,00	25 326,24	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	25 326,24	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-D
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**9 683,04**	**0,00**	**0,00**
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	708,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	8 975,04	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**15 643,20**	**0,00**	**0,00**
1402	POLICE MUNICIPAL RESIDENCE SOLEANE	0,00	0,00	15 643,20	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DGV-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

LE MEE SUR SEINE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2017

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
SOLDE (2)		0,00	0,00	-25 326,24	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
DEPENSES (2)		**0,00**	**762 442,19**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**29 464,27**	**791 906,46**
Réalisations		**0,00**	**494 920,84**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**29 464,27**	**524 385,11**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**354 762,03**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**29 464,27**	**384 226,30**
213	Bâtiments scolaires	0,00	265 124,53	0,00	0,00	0,00	1 203,60	266 328,13
213	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 638,67	25 638,67
218	Matériel de bureau et informatique	0,00	27 685,20	0,00	0,00	0,00	0,00	27 685,20
218	Mobilier	0,00	54 801,97	0,00	0,00	0,00	0,00	54 801,97
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	7 150,33	0,00	0,00	0,00	2 622,00	9 772,33
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DD
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
Opérations d'équipement		**0,00**	**140 158,81**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**140 158,81**
1601	Ad'ap	0,00	140 158,81	0,00	0,00	0,00	0,00	140 158,81
1701	PPI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**267 521,35**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**267 521,35**
RECETTES (2)		**0,00**	**160 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**160 000,00**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**160 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**160 000,00**
SOLDE (2)		**0,00**	**-602 442,19**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-29 464,27**	**-631 906,46**

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
DEPENSES (2)		**161 047,59**	**184 464,05**	**416 930,55**	**29 464,27**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**113 973,39**	**146 534,55**	**234 412,90**	**29 464,27**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**101 643,85**	**30 543,28**	**222 574,90**	**29 464,27**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21312	Bâtiments scolaires	101 643,85	30 543,28	132 937,40	1 203,60	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	25 638,67	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	27 685,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	0,00	0,00	54 801,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	7 150,33	2 622,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**12 329,54**	**115 991,27**	**11 838,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
160	Ad'ap	12 329,54	115 991,27	11 838,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1709	PPI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**47 074,20**	**37 929,50**	**182 517,65**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**160 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		160 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-1 047,59	-184 464,05	-416 930,55	-29 464,27	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 3 – Culture

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
DEPENSES (2)		**0,00**	**36 182,33**	**39 955,33**	**0,00**	**76 137,66**
Réalisations		**0,00**	**20 061,47**	**39 955,33**	**0,00**	**60 016,80**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**20 061,47**	**39 955,33**	**0,00**	**60 016,80**
21318	Autres bâtiments publics	0,00	10 146,47	38 845,20	0,00	48 991,67
2184	Mobilier	0,00	0,00	1 110,13	0,00	1 110,13
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	9 915,00	0,00	0,00	9 915,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1600	Ad'ap	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**16 120,86**	**0,00**	**0,00**	**16 120,86**
RECETTES (2)		**68 020,83**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**68 020,83**
		68 020,83	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**68 020,83**

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
	Réalisations					
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**68 020,83**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**68 020,83**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	58 020,83	0,00	0,00	0,00	58 020,83
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (2)	**68 020,83**	**-36 182,33**	**-39 955,33**	**0,00**	**-8 116,83**

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
	DEPENSES (2)	**17 560,86**	**0,00**	**0,00**	**18 621,47**	**1 110,13**	**0,00**	**0,00**	**38 845,20**
	Réalisations	**1 440,00**	**0,00**	**0,00**	**18 621,47**	**1 110,13**	**0,00**	**0,00**	**38 845,20**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**1 440,00**	**0,00**	**0,00**	**18 621,47**	**1 110,13**	**0,00**	**0,00**	**38 845,20**
21318	Autres bâtiments publics	1 440,00	0,00	0,00	8 706,47	0,00	0,00	0,00	38 845,20
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	1 110,13	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	9 915,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1601	Ad'ap	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**16 120,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
030	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1323	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-17 560,86	0,00	0,00	-18 621,47	-1 110,13	0,00	0,00	-38 845,20

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
DEPENSES (2)		**0,00**	**232 778,56**	**38 353,89**	**271 132,45**
Réalisations		**0,00**	**197 613,46**	**37 957,89**	**235 571,35**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**194 803,06**	**37 957,89**	**232 760,95**
21318	Autres bâtiments publics	0,00	188 950,67	22 963,15	211 913,82
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	1 908,48	0,00	1 908,48
2184	Mobilier	0,00	0,00	10 466,38	10 466,38
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	3 943,91	4 528,36	8 472,27
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**2 810,40**	**0,00**	**2 810,40**
1609	Ad'ap	0,00	2 810,40	0,00	2 810,40
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**35 165,10**	**396,00**	**35 561,10**
RECETTES (2)		**0,00**	**40 120,00**	**0,00**	**40 120,00**

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	40 120,00	0,00	40 120,00
	SOLDE (2)	0,00	-192 658,56	-38 353,89	-231 012,45

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
	DEPENSES (2)	206 650,80	5 508,40	16 975,44	3 643,92	0,00	30 102,79	8 251,10	0,00
	Réalisations	171 485,70	5 508,40	16 975,44	3 643,92	0,00	30 102,79	7 855,10	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**168 675,30**	**5 508,40**	**16 975,44**	**3 643,92**	**0,00**	**30 102,79**	**7 855,10**	**0,00**
21318	Autres bâtiments publics	168 375,31	5 508,40	15 066,96	0,00	0,00	22 963,15	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	1 908,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 014,48	7 451,90	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	299,99	0,00	0,00	3 643,92	0,00	4 125,16	403,20	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**2 810,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1601	Ad'ap	2 810,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**35 165,10**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**396,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**40 120,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		40 120,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-166 530,80	-5 508,40	-16 975,44	-3 643,92	0,00	-30 102,79	-8 251,10	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
DEPENSES (2)		**435 702,95**	**314 359,82**	**750 062,77**
Réalisations		**10 002,95**	**310 402,58**	**320 405,53**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**310 402,58**	**310 402,58**
21318	Autres bâtiments publics	0,00	277 195,31	277 195,31
2184	Mobilier	0,00	20 280,17	20 280,17
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	12 927,10	12 927,10
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**10 002,95**	**0,00**	**10 002,95**
1300	M.M.U	10 002,95	0,00	10 002,95
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**425 700,00**	**3 957,24**	**429 657,24**
RECETTES (2)		**591 235,77**	**263 404,71**	**854 640,48**
Réalisations		**591 235,77**	**23 404,71**	**614 640,48**

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCN-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	591 235,77	23 404,71	614 640,48
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	591 235,77	23 404,71	614 640,48
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	240 000,00	240 000,00
SOLDE (2)		155 532,82	-50 955,11	104 577,71

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
DEPENSES (2)		435 702,95	0,00	0,00	0,00	0,00	308 997,52	5 362,30	0,00
Réalisations		10 002,95	0,00	0,00	0,00	0,00	305 040,28	5 362,30	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**305 040,28**	**5 362,30**	**0,00**
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	273 927,71	3 267,60	0,00
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 057,47	222,70	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 055,10	1 872,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**10 002,95**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1302	M.M.U	10 002,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**425 700,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 957,24**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**591 235,77**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**240 000,00**	**23 404,71**	**0,00**
Réalisations		**591 235,77**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**23 404,71**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**591 235,77**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**23 404,71**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. GFP de rattachement	591 235,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 404,71	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

LE MEE SUR SEINE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2017

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	240 000,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		155 532,82	0,00	0,00	0,00	0,00	-68 997,52	18 042,41	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 6 – Famille

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Total
	DEPENSES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	1 337 979,41	1 337 979,41
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	1 251 853,56	1 251 853,56
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	149 950,06	149 950,06
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	45 190,92	45 190,92
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	56 393,36	56 393,36
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	48 365,78	48 365,78
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	1 101 903,50	1 101 903,50
1400	DIABOLO	0,00	0,00	0,00	0,00	1 099 325,90	1 099 325,90
1600	Ad'ap	0,00	0,00	0,00	0,00	2 577,60	2 577,60
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	86 125,85	86 125,85
		0,00	0,00	0,00	0,00	192 900,00	192 900,00

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018CM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Total
RECETTES (2)							
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**192 900,00**	**192 900,00**
SOLDE (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-1 145 079,41**	**-1 145 079,41**

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
071-227702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 7 – Logement

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
077-217702551-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

LE MEE SUR SEINE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2017

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	Total
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
DEPENSES (2)		**178 784,11**	**1 094 281,63**	**0,00**	**1 273 065,74**
Réalisations		**141 340,71**	**435 987,90**	**0,00**	**577 328,61**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**2 750,00**	**0,00**	**2 750,00**
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	2 750,00	0,00	2 750,00
21	**Immobilisations corporelles**	**141 340,71**	**342 768,63**	**0,00**	**484 109,34**
2112	Terrains de voirie	0,00	1,00	0,00	1,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	10 550,52	0,00	10 550,52
2151	Installations de voirie	99 571,30	204 344,65	0,00	303 915,95
21538	Autres réseaux	26 769,85	0,00	0,00	26 769,85
2157	Matériel roulant	0,00	33 600,40	0,00	33 600,40
21578	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	20 248,80	0,00	20 248,80
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	9 754,32	0,00	9 754,32
2188	Autres immobilisations corporelles	14 999,56	64 268,94	0,00	79 268,50
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**90 469,27**	**0,00**	**90 469,27**

Accusé de réception en préfecture
077-217700851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
0905	SYSTEME DE VIDEO PROTECTION	0,00	82 859,66	0,00	82 859,66
1115	CONCESSION AMENAGEMENT (74.80.83.85)	0,00	0,00	0,00	0,00
1702	JARDINS FAMILIAUX	0,00	5 809,61	0,00	5 809,61
1703	ZONE VERTE PIETON CYCLE	0,00	1 800,00	0,00	1 800,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**37 443,40**	**658 293,73**	**0,00**	**695 737,13**
RECETTES (2)		**0,00**	**1 396 944,72**	**0,00**	**1 396 944,72**
Réalisations		**0,00**	**1 064 325,35**	**0,00**	**1 064 325,35**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**1 064 325,35**	**0,00**	**1 064 325,35**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	917 536,93	0,00	917 536,93
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	0,00	146 788,42	0,00	146 788,42
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**332 619,37**	**0,00**	**332 619,37**
SOLDE (2)		**-178 784,11**	**302 663,09**	**0,00**	**123 878,98**

Accusé de réception en préfecture
077-217702811-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
	DEPENSES (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**178 784,11**	**0,00**	**0,00**
	Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**141 340,71**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**141 340,71**	**0,00**	**0,00**
2112	Terrains de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	99 571,30	0,00	0,00
21538	Autres réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	26 769,85	0,00	0,00
2157	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2157	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	14 999,56	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

(1)	Libellé			Sous-fonction 81				
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
	Participat° et créances rattachées							
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
0905	SYSTEME DE VIDEO PROTECTION	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1115	CONCESSION AMENAGEMENT (74.80.83.85)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1702	JARDINS FAMILIAUX	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1703	ZONE VERTE PIETON CYCLE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**37 443,40**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1312	Subv. non transf. GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

(1)	Libellé			Sous-fonction 81				
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
	Subventions d'équipement versées							
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	-178 784,11	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
DEPENSES (2)		0,00	0,00	407 649,65	481 631,98	205 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	280 382,85	151 055,05	4 550,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	2 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	2 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-0320-DF
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**280 382,85**	**62 385,78**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2112	Terrains de voirie	0,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	10 550,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	204 344,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21538	Autres réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21571	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	33 600,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21578	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	0,00	14 508,00	5 740,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	1 270,10	8 484,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	60 259,10	4 009,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**88 669,27**	**1 800,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
0905	SYSTEME DE VIDEO PROTECTION	0,00	0,00	0,00	82 859,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1115	CONCESSION AMENAGEMENT (74.80.83.85)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1702	JARDINS FAMILIAUX	0,00	0,00	0,00	5 809,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1703	ZONE VERTE PIETON CYCLE	0,00	0,00	0,00	0,00	1 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**127 266,80**	**330 576,93**	**200 450,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**1 124 304,72**	**112 640,00**	**160 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Réalisations	**0,00**	**0,00**	**1 064 325,35**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**1 064 325,35**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	917 536,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. GFP de rattachement	0,00	0,00	146 788,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**59 979,37**	**112 640,00**	**160 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (2)		**0,00**	**0,00**	**716 655,07**	**-368 991,98**	**-45 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 9 – Action économique

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
DEPENSES (2)		**417 017,74**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**417 017,74**
Réalisations		**218 750,13**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**218 750,13**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**2 700,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 700,00**
165	Dépôts et cautionnements reçus	2 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 700,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**216 050,13**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**216 050,13**
211	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Autres constructions	216 050,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	216 050,13
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
	Autres immobilisations financières								
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		198 267,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	198 267,61
RECETTES (2)		2 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00
Réalisations		2 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	2 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	2 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-414 517,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-414 517,74

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2011DCM03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	A2.1

A2.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
9616751021A (LTI2016-01)	10/02/2016	2 500 000,00	1 445,71	0,00	600 000,00	0,00
2016900102V00001 (LTI2016-02)	17/02/2016	2 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
9617751047A (LTI2017-02)	23/02/2017	0,00	1 475 000,00	337,86	475 000,00	1 000 000,00
2017900191Y00001(LTI2017-01)	03/03/2017	0,00	1 220 000,00	441,39	720 000,00	500 000,00
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**5 000 000,00**	**2 696 445,71**	**779,25**	**1 795 000,00**	**1 500 000,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

IV – ANNEXES — IV

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE — A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial: Niveau de taux (5)	Taux initial: Taux actuariel	Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**40 605 268,88**									
1641 Emprunts en euros (total)					40 605 268,88									
1128269	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	08/12/2008	30/06/2009	01/01/2010	1 600 000,00	F	FIXE	4,470	4,470		A	P	N	A-1
1158278	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	26/01/2010	28/01/2010	01/02/2011	885 378,00	V	LIVRETA	1,250	1,540		A	X Produits CDC	N	A-1
1208467	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	05/12/2011	30/04/2012	01/01/2013	294 712,00	V	LIVRETA	2,250	1,700		A	X Produits CDC	N	A-1
1209286	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	21/12/2011	02/04/2012	01/01/2013	159 044,00	V	LIVRETA	2,250	1,670		A	X Produits CDC	N	A-1
1209523	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	21/12/2011	24/02/2012	01/03/2013	1 000 000,00	F	FIXE	4,510	4,450		A	X Produits CDC	N	A-1
1210797	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	21/12/2011	30/03/2012	01/07/2014	358 488,00	V	LIVRETA	2,250	1,670		A	X Produits CDC	N	A-1
1210799	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	21/12/2011	30/03/2012	01/07/2014	156 080,00	V	LIVRETA	2,250	1,350		A	X Produits CDC	N	A-1
1210804	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	21/12/2011	30/03/2012	01/07/2014	191 250,00	V	LIVRETA	2,250	1,680		A	X Produits CDC	N	A-1
851134	CAISSE D' EPARGNE	03/12/2008	05/03/2009	05/05/2009	1 400 000,00	F	FIXE	4,750	4,850		M	P	N	A-1
859828	CAISSE D' EPARGNE	30/12/2009	15/01/2010	10/02/2010	1 000 000,00	F	FIXE	3,870	3,940		M	C	N	A-1
876694	CAISSE D' EPARGNE	29/12/2010	21/03/2011	05/03/2012	2 000 000,00	F	FIXE	3,890	3,890		A	C	N	A-1
966923	CAISSE D' EPARGNE	09/12/2015	15/01/2016	25/02/2016	660 000,00	F	FIXE	1,380	1,410		S	C	N	A-1
A75[illegible]83	CAISSE D' EPARGNE	05/08/2009	18/11/2014	18/02/2015	2 000 000,00	F	FIXE	2,280	2,300		T	C	N	A-1
A75[illegible]83	CAISSE D' EPARGNE	05/08/2009	15/09/2014	15/12/2014	8 000 000,00	F	FIXE	2,480	2,500		T	C	N	A-1
MIN[illegible]436EUR/0197605/001/02	CAISSE FRANCAISE DE FINANCEMENT LOCAL	07/12/2001	21/12/2003	01/02/2004	1 168 508,00	F	FIXE	4,400	4,490		M	P	N	A-1
MIN[illegible]873/246927/001/1	CAISSE FRANCAISE DE FINANCEMENT LOCAL	22/12/2005	01/01/2007	01/02/2007	1 000 000,00	F	FIXE	3,640	3,700		M	P	N	A-1
MIN[illegible]45145EUR/0256865/001/1	CAISSE FRANCAISE DE FINANCEMENT LOCAL	19/12/2006	31/12/2008	01/02/2009	725 400,00	F	FIXE	3,920	4,050		M	C	N	A-1

Accusé de réception en préfecture
077-277[illegible]2881-20180[illegible]39-20180[illegible]DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
MIN254296EUR/0268933	CAISSE FRANCAISE DE FINANCEMENT LOCAL	05/12/2007	30/11/2009	01/01/2010	1 784 000,00	F	FIXE	4,650	4,820		M	P	N	A-1
MON011387EUR/0011387/001/1	CAISSE FRANCAISE DE FINANCEMENT LOCAL	01/02/1999	01/03/1999	01/06/1999	3 663 385,82	F	FIXE	4,580	4,580		M	P	N	A-1
MON023471EUR/0023471/001/1	CAISSE FRANCAISE DE FINANCEMENT LOCAL	01/02/1999	01/03/1999	01/06/1999	10 124 223,06	F	FIXE	4,880	4,920		M	P	N	A-1
MON191678EUR/0191805/001/1	CAISSE FRANCAISE DE FINANCEMENT LOCAL	30/11/2001	12/12/2001	01/02/2002	609 800,00	F	FIXE	4,650	4,750		M	P	N	A-1
MON254291EUR/0268928/001/1	CAISSE FRANCAISE DE FINANCEMENT LOCAL	05/12/2007	17/12/2007	01/02/2008	1 000 000,00	F	FIXE	4,570	4,740		M	P	N	A-1
MON273263EUR/0291859/001	CAISSE FRANCAISE DE FINANCEMENT LOCAL	23/11/2010	25/11/2010	01/03/2011	225 000,00	F	FIXE	3,030	3,060		T	P	N	A-1
MON273264EUR/0291860/001	CAISSE FRANCAISE DE FINANCEMENT LOCAL	23/11/2010	25/11/2010	01/03/2011	600 000,00	F	FIXE	3,030	3,060		T	P	N	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									

Accusé de réception en préfecture
077-217700851-20180330-018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**41 172,00**									
1681 Autres emprunts (total)					41 172,00									
2010CAF041	Caisse d'Allocations Familiales	20/02/2008	01/01/2010	01/06/2010	41 172,00	F	FIXE	0,000	0,000		A	C	N	A-1
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**40 646 440,88**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**0,00**		**24 234 257,29**					**2 063 868,21**	**889 140,57**	**0,00**	**197 019,75**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		24 234 257,29					2 063 868,21	889 140,57	0,00	197 019,75
1128269	N	0,00	A-1	1 120 610,69	11,00	F	FIXE	4,470	69 485,01	53 197,28	0,00	50 091,30
1158278	N	0,00	A-1	571 300,28	7,00	V	LIVRETA	1,000	68 267,72	6 395,68	0,00	5 227,79
1208467	N	0,00	A-1	251 242,01	14,00	V	LIVRETA	1,350	15 020,43	3 594,54	0,00	3 391,77
1209286	N	0,00	A-1	135 585,03	14,00	V	LIVRETA	1,350	8 105,91	1 939,83	0,00	1 830,40
1209523	N	0,00	A-1	736 927,59	9,00	F	FIXE	4,510	57 355,66	35 822,17	0,00	27 863,13
1210797	N	0,00	A-1	296 489,08	15,00	V	LIVRETA	1,350	18 530,57	4 252,77	0,00	2 017,75
1210799	N	0,00	A-1	129 086,64	15,00	V	LIVRETA	1,350	8 067,92	1 851,59	0,00	878,50
1210804	N	0,00	A-1	158 174,18	15,00	V	LIVRETA	1,350	9 885,88	2 268,81	0,00	1 076,45
8511854	N	0,00	A-1	950 026,65	11,00	F	FIXE	4,750	61 836,76	46 728,80	0,00	3 275,29
8598268	N	0,00	A-1	604 166,35	12,00	F	FIXE	3,870	50 000,04	24 429,36	0,00	1 382,76
8765914	N	0,00	A-1	1 599 999,98	23,00	F	FIXE	3,890	66 666,67	64 833,33	0,00	51 497,21
9669253	N	0,00	A-1	528 000,00	7,00	F	FIXE	1,380	66 000,00	7 969,50	0,00	2 554,20
A7509183	N	0,00	A-1	1 700 000,00	16,00	F	FIXE	2,280	100 000,00	40 185,00	0,00	4 634,35
A7509183	N	0,00	A-1	6 700 000,00	16,00	F	FIXE	2,480	400 000,00	172 360,00	0,00	7 846,44
MIN296436EUR/0197605/001/02	N	0,00	A-1	129 280,84	1,00	V	EURIBOR3M	0,000	98 452,15	0,00	0,00	0,00
MIN231373/246927/001/1	N	0,00	A-1	328 181,74	4,00	F	FIXE	3,640	73 215,83	13 397,41	0,00	995,48
MIN246145EUR/0256865/001/1	N	0,00	A-1	294 190,00	6,00	F	FIXE	3,920	48 360,00	12 732,43	0,00	993,05
MIN254296EUR/0268933	N	0,00	A-1	986 731,08	6,00	F	FIXE	4,650	116 575,12	49 515,26	0,00	3 951,04
MON011387EUR/0011387/001/1	N	0,00	A-1	383 390,88	1,00	F	FIXE	4,580	256 062,42	23 956,14	0,00	1 463,28
MON023471EUR/0023471/001/1	N	0,00	A-1	5 622 395,85	11,00	F	FIXE	4,880	359 364,61	283 942,79	0,00	22 864,41
MON191678EUR/0191805/001/1	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	FIXE	4,650	4 694,38	17,43	0,00	0,00
MON254291EUR/0268928/001/1	N	0,00	A-1	417 654,40	5,00	F	FIXE	4,570	71 363,18	21 153,56	0,00	1 643,59
MON273263EUR/0291859/001	N	0,00	A-1	161 133,74	12,00	F	FIXE	3,030	9 970,36	5 071,88	0,00	420,43

Accusé de réception en préfecture
077-217701851-20180329-2018CM-03-70-DE
Date de téléchargement : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
MON273264EUR/0291860/001	N	0,00	A-1	429 690,28	12,00	F	FIXE	3,030	26 587,59	13 525,01	0,00	1 121,13
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**19 213,60**					**2 744,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		19 213,60					2 744,80	0,00	0,00	0,00
2010CAF041	N	0,00	A-1	19 213,60	6,00	F	FIXE	0,000	2 744,80	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**24 253 470,89**					**2 066 613,01**	**889 140,57**	**0,00**	**197 019,75**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A2.4

A2.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	25	0	0	0	0	
	% de l'encours	99,99	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	24 253 470,89	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	A2.9

A2.9 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dette restante
EMPRUNT EN EURO	40 646 440,88	2 955 753,58	24 253 470,89

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A3

A3 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE			Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 500 €			21/12/2012
Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	**Catégories de biens amortis**	**Durée (en années)**	
L	2182 VEHICULES	10	21/12/2012
L	2188 AUTRES IMMOS	10	21/12/2012
L	2184 MOBILIERS	10	21/12/2012
L	2051 LOGICIEL	2	21/12/2012
L	2121 PLANTATION	15	21/12/2012
L	2128 AUTRES AGENCEMENTS TERRAIN	15	21/12/2012
L	21571 MATERIEL OUTILLAGE VOIRIE	5	21/12/2012
L	21578 AUTRE MATERIEL OUTILLAGE	5	21/12/2012
L	2158 AUTRE INSTALLATION MATERIEL	10	21/12/2012
L	21757 MATERIEL OUTILLAGE VOIRIE	5	21/12/2012
L	2183 MATERIEL BUREAU ET INFORMATIQUE	5	21/12/2012
L	20031 BUREAU ETUDES	5	21/12/2012
L	204A SUBVENTION EQUIPEMENT BIENS MOBILIER	5	21/12/2012
L	204B SUBVENTION EQUIPT BIEN IMMO	15	21/12/2012
L	2188 COFFRE FORT	20	21/12/2012
L	21568MAT.OUTILLAGE TECHNIQUE	10	21/12/2012

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS	A4

A4 – ETAT DES PROVISIONS

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1)	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N	Montant total des provisions constituées	Montant des reprises	SOLDE
PROVISIONS BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour dépréciation (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL PROVISIONS BUDGETAIRES	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions. pour risques et charges (2)	**200 000,00**		**0,00**	**200 000,00**	**0,00**	**200 000,00**
CONTANTIEUX RELATIFS DECISIONS DE RADIATION DES CADRES ET PREEMPTION LOCAL COMMERCIAL CONTESTEES	200 000,00	29/09/2017	0,00	200 000,00	0,00	200 000,00
Provisions pour dépréciation (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES	**200 000,00**		**0,00**	**200 000,00**	**0,00**	**200 000,00**

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement …).

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A6.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**2 070 060,00**	**I 2 070 057,85**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**2 069 360,00**	**2 069 357,85**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	2 063 870,00	2 063 868,25
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	5 490,00	5 489,60
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**700,00**	**700,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*700,00*	*700,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**2 070 057,85**	**2 148 446,68**	**2 508 234,04**	**6 726 738,57**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A6.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**5 021 698,40**	**III 759 404,45**
Ressources propres externes de l'année (a)		**810 000,00**	**111 101,65**
10222	FCTVA	650 000,00	25 895,72
10223	TLE	0,00	119,00
10226	Taxe d'aménagement	160 000,00	85 086,93
10228	Autres fonds	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		**4 211 698,40**	**648 302,80**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
28031	*Frais d'études*	*3 853,20*	*3 853,20*
2804132	*Subv. Dpt : Bâtiments, installations*	*21 468,55*	*21 468,55*
280422	*Privé : Bâtiments, installations*	*26 974,72*	*26 974,12*
2804412	*Sub nat org pub - Bâtiments, installat°*	*44 759,04*	*44 759,04*
2804422	*Sub nat privé - Bâtiments et installat°*	*15 667,29*	*15 667,29*
28051	*Concessions et droits similaires*	*24 267,29*	*24 267,29*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*6 345,37*	*6 345,37*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*80 479,28*	*80 479,28*
281568	*Autres matériels, outillages incendie*	*3 426,35*	*3 179,15*
281571	*Matériel roulant*	*22 085,59*	*22 085,22*
281578	*Autre matériel et outillage de voirie*	*13 276,92*	*13 276,92*
28182	*Matériel de transport*	*98 654,12*	*98 654,12*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*77 985,33*	*77 924,10*
28184	*Mobilier*	*34 083,62*	*33 589,97*
28188	*Autres immo. corporelles*	*127 050,46*	*127 114,18*
29…	*Prov. pour dépréciat° immobilisations*		
39…	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
4817	*Pénalités de renégociation de la dette*	*48 665,00*	*48 665,00*
49…	*Prov. dépréc. comptes de tiers*		
59…	*Prov. dépréc. comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	106 108,71	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*3 456 547,56*	*0,00*

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	**759 404,45**	**1 781 535,37**	**0,00**	**2 603 221,95**	**5 144 161,77**

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	**6 726 738,57**
Ressources propres disponibles	IV	**5 144 161,77**
Solde	V = IV – II (3)	**-1 582 576,80**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A7.2.1

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

CULTUREL LIVRE (1)

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (3)**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**0,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
70	**Produits services, domaine et ventes div**	**100,61**
7062	Red.&Dr.des Serv. Caract.Cult.	100,61
73	**Impôts et taxes**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (3)**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
Total des recettes réelles		**100,61**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**100,61**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A7.2.1

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

CULTUREL SALLE SPECTACLE LE MAS (1)

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**194 632,20**
6042	Ach.Prest.Serv.(<>Terr.à Am.)	118 210,01
60612	Energie - Electricité	10 137,60
60613	Chauffage urbain	2 879,63
60623	Alimentation	654,58
60632	Fournitures de petit Equip.	4 598,85
6068	Autres matières et fournitures	2 207,41
6135	Locations mobilières	8 323,93
615221	Bâtiments publics	2 297,92
61558	entretien réparat°autr fournit	10 845,56
6156	Maintenance	11 039,61
6188	Autres frais divers	1 630,00
6232	Fêtes et cérémonies	16 278,10
6236	Catalogues et imprimés	176,00
6241	Transports de biens	785,00
6282	Fr. Gard.(Eg.,For.&bois Com.	4 568,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (3)**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**194 632,20**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**194 632,20**

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
70	**Produits services, domaine et ventes div**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**4 026,66**
752	Revenus des immeubles	4 026,66
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (3)**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
Total des recettes réelles		**4 026,66**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**4 026,66**

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-20180329-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A7.2.1

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

LOYER COMMERCIAL (1)

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (3)**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**0,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
70	**Produits services, domaine et ventes div**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**64 093,36**
752	Revenus des immeubles	64 093,36
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (3)**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
Total des recettes réelles		**64 093,36**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**64 093,36**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT	A7.2.2

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

CULTUREL LIVRE(1)

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT	A7.2.2

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

CULTUREL SALLE SPECTACLE LE MAS(1)

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations.)**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (hors opérations)**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**18 621,47**
21318 2188	Autres bâtiments publics Autres immo corporelles	8 706,47 9 915,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		**18 621,47**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**18 621,47**

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT	A7.2.2

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

LOYER COMMERCIAL(1)

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	A8

A8 – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étale-ment (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étale-ment (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				1 318 427,56	875 970,00	48 665,00	393 792,56
1999	Indemnités de réaménagement d'emprunts	30	10/03/1999	1 035 347,72	621 198,00	34 511,00	379 638,72
1999	Indemnitész de réaménagement d'emprunts	20	10/03/1999	283 079,84	254 772,00	14 154,00	14 153,84

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – ENTREES	A10.1

A10.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
17/01/2017	RADIOS PORTATIF TPH900 +BATERIE	2 941,44	0,00	10
19/01/2017	ALSH PERRAULT	19 678,99	0,00	0
19/01/2017	CARTE T2 ET CARTE EIP	4 823,52	0,00	5
19/01/2017	BOITIER POUR DIFFUSION D'INFORMATION	420,00	0,00	1
19/01/2017	INSTALATION DE VOIRIE	232 434,06	0,00	0
30/01/2017	VEH CITROEN BERLINGO EJ550HE	24 705,60	0,00	10
02/02/2017	MESSAGE ATTENTE TELEPHONIQUE	366,00	0,00	1
07/02/2017	BROYEUR TONDEUSE FRONTALE	5 150,40	0,00	5
17/02/2017	EGLISE NOTRE DAME NATIVITE	60 317,20	0,00	0
20/02/2017	28 RESIDENCE CIREE 4 RUE NOUE LOT 137 46 140	2 663,10	0,00	0
21/02/2017	HP PRODESK 400G3	13 532,70	0,00	5
21/02/2017	BAC BD	1 110,13	0,00	10
14/03/2017	LECTEUR CODE BARRE ZEBRA MOTOROLA	3 104,46	0,00	10
14/03/2017	PORTIQUES FIXE EN BOIS	2 673,60	0,00	10
14/03/2017	ETAGERE BARREAU MURAL	525,34	0,00	1
14/03/2017	CELLULE JOY MIXTE DE REFROIDIS.	2 652,88	0,00	10
14/03/2017	DESINSECTISEUR INOX 40 M2	937,75	0,00	1
14/03/2017	ARMOIRE HAUTE TOIT PLAT	2 338,20	0,00	10
14/03/2017	COLLECTEUR A DECHETS CLIC-CLAC	558,72	0,00	1
14/03/2017	SECHE LINGE PROFES. CONDENSATION/ DIABOLO	2 966,00	0,00	10
14/03/2017	SECHE LINGE PROFES.CONDENSATION DIABOLO	2 966,00	0,00	10
14/03/2017	ARMOIRE STERILISATION 10 COUTEAU	521,84	0,00	1
14/03/2017	TABLE STAND CENT EP 10/10	416,50	0,00	1
16/03/2017	BALANCE DEFENDER	582,00	0,00	1
16/03/2017	CABLAGE ECOLES	4 085,40	0,00	0
23/03/2017	FAUTEUIL CONTROLEUR GESTION	169,99	0,00	1
28/03/2017	ABONNEMENT WEBDETTE	5 952,00	0,00	2
28/03/2017	CORBEILLE STRADA	2 376,00	0,00	10
30/03/2017	PARAMETRAGE PES RETOUR	360,00	0,00	1
03/04/2017	MAISON DE LA PETITE ENFANCE	38 103,60	0,00	0
03/04/2017	ESPACE EMPLOI-C.SOCIAL	3 267,60	0,00	0
04/04/2017	CTRE MUSICAL H.CHARNY	1 440,00	0,00	0
06/04/2017	SCANNER FUJITSU SCANSNAP	177,31	0,00	1
11/04/2017	APPART 10 RUE DE LA NOUE (BOUHELIER)	111 584,93	0,00	0
14/04/2017	BANC MURAL	372,12	0,00	1
20/04/2017	SWITCH CISCO	7 016,40	0,00	5
20/04/2017	PC HP PROBOOK HP NOTEBOOK	2 910,31	0,00	5
20/04/2017	PC HP PRODESK	6 872,88	0,00	5
27/04/2017	PARC AF 445 GA - MOTEUR	7 666,68	0,00	10
27/04/2017	PANNEAUX	8 078,40	0,00	10
27/04/2017	BARRIERES ET POTELET AMOVIBLE	4 788,00	0,00	10
27/04/2017	POTELET GORGE PMR AMOVIBLE	4 056,00	0,00	10
28/04/2017	LOGICIEL WEBGET EXPERT	11 100,00	0,00	2
28/04/2017	FAST ECHANGES COMPTA	360,00	0,00	1
02/05/2017	TOBBOGAN CLIMBKID SIMPLE	1 394,10	0,00	10
05/05/2017	TABLE CLEMENCE CARREE	1 135,98	0,00	10
05/05/2017	GRAND MEUBLE PAPIERS	986,03	0,00	1
05/05/2017	BARRIERE MOVIT BLEU	14 508,00	0,00	5
05/05/2017	BALAYEUSE STIHL KG770	448,00	0,00	1
05/05/2017	CUISINE TRIDITION+MEUBLE PORTE BLEUE	677,56	0,00	1
05/05/2017	PLAN INCLINE AVEC PLATEFORME	329,00	0,00	1
11/05/2017	FOYER VETUSTE DIVERS RUE	27 164,33	0,00	0
11/05/2017	RESEAU ECLAIRAGE PUBLIC	26 769,85	0,00	0
12/05/2017	ARMOIRE MURALE	269,70	0,00	1
12/05/2017	LEVE TENTE	2 804,88	0,00	10

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
12/05/2017	COFFRET ELECTRICITE TETRA 63A	2 085,38	0,00	10
12/05/2017	CABLAGE BATIMENTS COMMUNAUX	824,40	0,00	0
13/05/2017	TABLE UNIVERSALIS	570,86	0,00	1
15/05/2017	NETTOYEUR EAU CHAUDE HDS5/11 UX	1 908,48	0,00	10
15/05/2017	TRONCONNEUSE STILH MAS 160T+ADAPTATEUR	548,80	0,00	1
15/05/2017	TAILLE HAIE HUSQVARNA 226 HD75X +POCHETTE	834,38	0,00	1
15/05/2017	DEBROUSSAILLEUSE STIHL FR460TC	1 020,00	0,00	10
15/05/2017	TAILLEUSE STIHL + PERCHE ELAG.TELESC	755,50	0,00	1
15/05/2017	TAILLEUSE PERCHE STIHL HLA85	375,00	0,00	1
15/05/2017	TAILLE HAIE HL A65 STIHL +BATERIE+SAC A DOS	1 258,50	0,00	10
15/05/2017	MICRO CASQUE MULTISPORT	403,20	0,00	1
18/05/2017	COMPRESSEUR JETCO 25 1.5CV	126,07	0,00	1
23/05/2017	TONDEUSE FRONTALE F3890	28 450,00	0,00	5
23/05/2017	TONDEUSES KUBOTA	5 740,80	0,00	5
29/05/2017	TPE POUR LA MONETIQUE	580,80	0,00	1
29/05/2017	MEUBLE PORTES COULISSANTES	2 290,51	0,00	10
29/05/2017	TRANCHEUR A PAIN CPX INOX	2 040,00	0,00	10
29/05/2017	CAMERAS K55 PIETONS	2 036,40	0,00	10
29/05/2017	ESPALIER DOUBLE GES ABEILLE	362,50	0,00	1
01/06/2017	CHARIOT DE PROPRETE PROPSAC ALU	1 303,70	0,00	10
02/06/2017	CANAPE +TAPS +BAC	419,67	0,00	1
02/06/2017	CHAISE EN BOIS T3 ROUGE	1 353,44	0,00	10
02/06/2017	TABLE EVOLUTION 2 RONDE T3 ROUGE	913,44	0,00	1
02/06/2017	KIT STOP BAC BOIS VERT CLAIR + ECOPART;	409,62	0,00	1
02/06/2017	ARMOIR PORTE BASE H162CM	365,64	0,00	1
02/06/2017	MEUBLE PORTE BATTANTES H102+ETAGERE	591,01	0,00	1
02/06/2017	MEUBLE GRANDE PORTE VER CLAIR	790,24	0,00	1
08/06/2017	LOCAL TERRAIN FOOT POZZO	5 508,40	0,00	0
08/06/2017	TABLEAU BLANC	610,94	0,00	1
09/06/2017	ORDINATEURS PORTABLE HP	6 442,93	0,00	5
13/06/2017	WISC V.MATERIE PSYCHOLOGUE	1 769,40	0,00	10
19/06/2017	JARDINIERES	10 080,00	0,00	0
19/06/2017	BARRIERE TOURNANTE EN PIN	1 242,00	0,00	10
20/06/2017	MEUBLE GDES PORTES	412,14	0,00	1
22/06/2017	SWITCH HDV CISCO CATALYST 2960	3 357,60	0,00	5
22/06/2017	ORDINATEUR PORTABLE KENSINGTON EASY RISER	456,78	0,00	1
22/06/2017	SOUDURE SMARTMIG3	822,10	0,00	1
22/06/2017	CABINE DE PLAGE DOUBLE VESTIAIRES	2 556,00	0,00	10
22/06/2017	MATERIEL AMENAGEMENT SALLE FENEZ	2 175,65	0,00	10
22/06/2017	GENERATEUR VAPEUR SP400+ ACCESSOIR	5 136,90	0,00	10
22/06/2017	PANNEAUX ROLL'EXPO 3 VOLETS H200X300CM	11 898,00	0,00	10
23/06/2017	MINI BARRE EDUCGYM	631,06	0,00	1
27/06/2017	PISCINE	15 066,96	0,00	0
27/06/2017	TABLE TABOURET	2 310,58	0,00	10
27/06/2017	CLSH FENEZ 221 AV DU VERCORS	5 214,06	0,00	0
29/06/2017	ESCALE SALLE DES FETES	30 065,40	0,00	0
29/06/2017	MEUBLE PORTES COULISSANTES	723,97	0,00	1
30/06/2017	ADJONCTION BORNES CRECHES	8 940,97	0,00	5
04/07/2017	CONTENEURS ENTERRES	39 951,36	0,00	0
06/07/2017	HELIOS PARAPHEUR	2 557,92	0,00	2
06/07/2017	FAST ACTES	1 021,91	0,00	2
06/07/2017	PC PORTABLE INTEL C	1 263,60	0,00	5
06/07/2017	DEFIBRILLATEURS LIGEPAC CR ALSH	1 497,60	0,00	10
06/07/2017	DEFIBRILLATEURS LIFEPAK ALSH	1 497,60	0,00	10
06/07/2017	CHATEAU GONFLABE DECORE OCEAN	2 035,20	0,00	10
06/07/2017	CAILLEBOTIS ANTIDERAPONT	1 021,20	0,00	10
06/07/2017	TABLE MIAMI 96CM BLANCHE	662,40	0,00	1
06/07/2017	TABLE MIAMI 100X165 BLANCHE	1 103,52	0,00	10
06/07/2017	VESTIAIRE MULTICASES SIR PIEDSBLEU	480,54	0,00	1
06/07/2017	TABLE TTPRO 510 CORNILLEAU	777,40	0,00	1
06/07/2017	BABY FOOT EXTERIEUR TAHITI	1 240,90	0,00	10
18/07/2017	GS FENEZ	172 597,83	0,00	0

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
20/07/2017	PARC MUNICIPAL DE LA LYVE Signalétique	1 680,00	0,00	0
25/07/2017	GS GIONO	81 599,87	0,00	0
27/07/2017	FAUTEUIL WI-MAX JEANNINE GALLO	331,50	0,00	1
31/07/2017	JUMBOREST ACCESS	702,00	0,00	1
31/07/2017	RESEAUX ELECTRIFICATIONS	4 366,20	0,00	0
08/08/2017	GS MOLIERE (ECOLE)	86 520,88	0,00	0
08/08/2017	GS RACINE	5 815,93	0,00	0
08/08/2017	GS LAPIERRE	3 028,13	0,00	0
08/08/2017	MAISON ANDRE FENEZ	163 771,57	0,00	0
08/08/2017	POTELET LUMIERE AMOVIBLE	3 420,00	0,00	10
08/08/2017	BORNES LUMIERES DIAM 153 MM	1 428,00	0,00	10
09/08/2017	TABLE DE TENNIS	989,98	0,00	1
16/08/2017	VTT RAIDER NAVY BLUE	299,99	0,00	1
01/09/2017	HAMEAU DU BOIS RUE J-B POQUELIN	1,00	0,00	0
01/09/2017	257 ALLEE GARE LOT 55 APPT 215	721,35	0,00	0
04/09/2017	GS PLEIN CIEL	7 295,57	0,00	0
04/09/2017	GS CAMUS	27 368,69	0,00	0
04/09/2017	PORTE TWIST VANILLE	1 746,08	0,00	10
04/09/2017	KARCHER NETTOYEUR K4	199,00	0,00	1
05/09/2017	VESTIAIRES A CAISERS-BANCS	12 688,45	0,00	10
05/09/2017	FOURNEAUAMB ELEC.+FOUR	2 488,30	0,00	10
05/09/2017	ARMOIRE MOBILE 17 NIV	4 600,94	0,00	10
05/09/2017	HOTTE SEMIS PROFESSIONNELLE	1 634,70	0,00	10
05/09/2017	ARMOIRE FRIGORIFIQUE GN	2 010,95	0,00	10
05/09/2017	ARMOIRE HAUTE ECOLINE	1 811,30	0,00	10
05/09/2017	ARMOIRE SUSPENDUE FERMEETOIT	1 506,22	0,00	10
06/09/2017	HOTEL DE VILLE	14 336,71	0,00	0
06/09/2017	GS PREVERT	25 816,20	0,00	0
06/09/2017	PEUGEOT 2008 EN210WP	17 145,60	0,00	10
06/09/2017	CHAUFFEUSE DROITE ET ANGLE	2 029,96	0,00	10
06/09/2017	GD MEUBLE A PORTES	375,00	0,00	1
06/09/2017	LIT EMPILABLE	13 729,07	0,00	10
06/09/2017	FOUR A PAIN PARC CHAPU	10 550,52	0,00	0
06/09/2017	VIDEOPROJECTEUR SU922 CINEMA P.AIR	1 872,00	0,00	10
06/09/2017	SOUFFLEUR STIHL SH56	297,00	0,00	1
06/09/2017	BOOSTER DE DEMARRAGE 12 VOLTS PORTABLE	425,21	0,00	1
06/09/2017	ESCABEAU PROFESSIONNEL	637,67	0,00	1
08/09/2017	TABLE ET CHAISE	2 739,70	0,00	10
08/09/2017	FAUTEUIL DIRECTION	524,54	0,00	1
08/09/2017	TABLE REGLABLE	4 519,48	0,00	10
08/09/2017	CHAISES BENGAL	1 557,00	0,00	10
08/09/2017	TABLE REGLABLE	4 969,88	0,00	10
08/09/2017	TABLE TRAPEZE	2 015,15	0,00	10
08/09/2017	TABLE REGLABLE	7 524,58	0,00	10
08/09/2017	BANC AVEC DOSSIER	487,06	0,00	1
08/09/2017	AXLO LIT/COMMODE	222,70	0,00	1
11/09/2017	LITS SUPERPOSES BLEU	5 594,40	0,00	10
11/09/2017	COMBINE TOILETTE CLOROFILE	289,00	0,00	1
12/09/2017	STUDIO 257 ALLEE DE LA GARE (DEL CAMPO)	40 580,75	0,00	0
12/09/2017	CUVE POUR POUBELLE 85 L TOPSY2000	8 113,20	0,00	10
12/09/2017	CUVE POUR POUBELLE 85 L TOPSY2000	1 508,40	0,00	10
14/09/2017	POUSSETTE DOUBLE EVOLUTWIN	1 899,45	0,00	10
15/09/2017	PC PORTABLE CHROMEBOOK SPIN 11	10 180,80	0,00	5
15/09/2017	TNI	22 707,60	0,00	5
19/09/2017	TABLES CAMELEON ORANGE	17 699,87	0,00	10
19/09/2017	TABLE REPROJECTION +ECRAN MOBILE	707,40	0,00	1
19/09/2017	TABLE RECTANGULAIRE PLIANTE EZIO	4 186,06	0,00	10
19/09/2017	TABLE 1/2 ROND PLIANTE ZZIO	724,01	0,00	1
19/09/2017	TABLE HDPE TRALIGHT 160X80	2 645,28	0,00	10
19/09/2017	TABLE PLIANT EZIO	720,41	0,00	1
19/09/2017	MANGE DEBOUT CAROL MELAMINE	802,51	0,00	1
19/09/2017	CHAISE DENVER MONOBLOC M2	6 930,76	0,00	10
19/09/2017	CHAISE FLORENCE COLORIS NOIR	7 308,60	0,00	10

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
19/09/2017	CHARIOT STOCKAGE CHAISE ET TABLE	637,38	0,00	1
19/09/2017	PRESENTOIRE NEKHAR +VITTRINE PHOENIX	796,50	0,00	1
19/09/2017	TABLEAU AFFICHAGE LIEGE	395,67	0,00	1
19/09/2017	TABLEE SCOLAIRE GAMME NF37	1 285,52	0,00	10
19/09/2017	PANNEAU INFORMATION	1 579,92	0,00	10
22/09/2017	TEL NUMERIQUE SANS FIL MITEL 612	966,00	0,00	1
22/09/2017	CONTENEUR JAUNE 60L	12,50	0,00	1
22/09/2017	CONTENEUR ISOTHERM	1 251,60	0,00	10
22/09/2017	CONTENEUR ISOTHERM	485,86	0,00	1
22/09/2017	CAISSON HAUT BLANC	45,15	0,00	1
22/09/2017	CLOTURES	21 600,28	0,00	0
22/09/2017	PORTE+TABLE MOBILE+PLAQUE	204,54	0,00	1
22/09/2017	FAUTEUIL HARMONIA NOIRE MAGENTA	945,15	0,00	1
22/09/2017	LOT 5 CHAISES BLIZ NOIR ABSYNTHE	671,86	0,00	1
22/09/2017	LOT 5 CHAISES BLITZ NOIR PRUNE	332,40	0,00	1
22/09/2017	RADIO CD USB PHILIPS AZ318 NOIR	332,40	0,00	1
22/09/2017	RAYONNAGE ALIMENTAIRE ALU	3 387,11	0,00	10
22/09/2017	COLLECTEUR DECHET SHUT SANS CONNEX	890,76	0,00	1
25/09/2017	POTELET GORGE PMR AMOVIBLE	202,80	0,00	1
26/09/2017	CRECHE DIABOLO CTRE MED. PSY	45 190,92	0,00	0
26/09/2017	MUSEE CHAPU	1 126,40	0,00	0
26/09/2017	PERFORATEUR GBH 36V AVEC ACCESSOIRES	1 653,91	0,00	10
29/09/2017	MIGRATION ANYCONNECT	181,20	0,00	1
29/09/2017	CERTIFICAT CERTINOMIS	331,20	0,00	1
29/09/2017	CERTIFICAT RGS CERTINOMIS MR VERNIN	110,40	0,00	1
29/09/2017	HORLOGE MURALE A QUARTZ	346,61	0,00	1
29/09/2017	PORTEMANTEAU SUR SOCLE	508,13	0,00	1
29/09/2017	REPOSE PIED FELLOWES AJUSTABLE	48,55	0,00	1
29/09/2017	CORBEIL+PORTE CORBEIL	429,54	0,00	1
02/10/2017	730 AV MAURICE DAUVERGNE M. QUARTIER	110 156,14	0,00	0
05/10/2017	GYMNASE CAULAINCOURT	168 375,31	0,00	0
05/10/2017	CABLAGE TNI	4 977,60	0,00	5
05/10/2017	ARMOIRE FROIDE GN2/1+ROULETTE	2 732,40	0,00	10
06/10/2017	GS ABEILLES	2 919,60	0,00	0
06/10/2017	PRESENTOIR MURAL	87,96	0,00	1
06/10/2017	TABLEAU MURAL	554,81	0,00	1
06/10/2017	REFRIGERATUEUR	195,80	0,00	1
06/10/2017	EXTINCTEURS	4 205,28	0,00	10
06/10/2017	COUCHETTE GDP	1 011,46	0,00	10
06/10/2017	MATERIEL CUISINE/DIABOLO	1 545,55	0,00	10
06/10/2017	BATTERIE NIMH 1400MAH POUR DP4000	386,40	0,00	1
11/10/2017	DEBROUSSAILLEUSE FSA130	382,20	0,00	1
11/10/2017	TAILLEUSE BAT HSA94T/600	424,20	0,00	1
11/10/2017	TAILLEUSE BAT;HSA94T/600130	398,64	0,00	1
11/10/2017	DEBROUSSAILLEUSE FR 460	1 044,60	0,00	10
11/10/2017	TAILLE HAIE PERCHE TELESCOPIQUE	420,00	0,00	1
11/10/2017	TRONCONNEUSE STIHL MSA160T	464,40	0,00	1
12/10/2017	CUISINE CENTRALE	31 816,72	0,00	0
12/10/2017	PARASOLS ET PIEDS SHANGHAI	978,94	0,00	1
13/10/2017	SQUARE MANDELA CREATION JEUX	26 811,36	0,00	15
16/10/2017	TABLE CASIER CHAISE	2 451,70	0,00	10
17/10/2017	PENDULE	2 064,00	0,00	10
19/10/2017	MAISON DES ASSOCIATIONS	38 856,32	0,00	0
19/10/2017	TELEPHONE MOBILE CAT B25	582,24	0,00	1
19/10/2017	BUREAU DROIT MAJESTY+CAISSON	1 447,08	0,00	10
20/10/2017	BLOC BETON LEGO DIM 160X40X80	2 376,00	0,00	10
23/10/2017	SOUFFLEUR HUSQWARNA 570BTS	558,00	0,00	1
24/10/2017	LOGICIEL WININVEST	13 644,00	0,00	2
24/10/2017	BANQUETTES	774,34	0,00	1
24/10/2017	ARMOIRE METALLIQUE	3 163,58	0,00	10
24/10/2017	VIDEOPROJECTEUR	540,00	0,00	1
24/10/2017	VIDEOPROJECTEUROPTOMA +ENCEINTE E.JEUNESSE	1 128,00	0,00	10

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
24/10/2017	CHAISES PRISMO NOIR T0303	1 478,28	0,00	10
24/10/2017	PARTERE ACCUEIL NOIR	392,69	0,00	1
24/10/2017	PANNEAU LIEGE UNI	337,75	0,00	1
24/10/2017	TABLEAU BLANC EMAILLE	285,60	0,00	1
24/10/2017	CUISSINIERE + HOTTE	569,76	0,00	1
24/10/2017	TABLEAU EMAIL BLANC TRIPTYQUE	423,88	0,00	1
24/10/2017	PRESENTOIR E.JEUNESSE (evolution)	1 878,26	0,00	10
24/10/2017	MEUBLE CLAPETS E.JEUNESSE ACCUEIL	809,88	0,00	1
24/10/2017	TABLE LCD E.JEUNESSE (EVOLUTION)	418,10	0,00	1
24/10/2017	MEUBLE AUDIVISUEL MOBILE E.JEUNESSE	560,58	0,00	1
24/10/2017	DESSERTE MOBILE E.JEUNESSE EVOLUTION	611,14	0,00	1
24/10/2017	CONSOLE INFORMATIQUE ONISEP E.JEUNESSE	793,72	0,00	1
24/10/2017	BUREAU ANIM POSTE OPEN	1 126,22	0,00	10
24/10/2017	SIEGE BUREAU MARS BUREAU ANIM	344,74	0,00	1
24/10/2017	VEST 5CAS ABRUCIT +ARM PHARMACIE B.A	654,05	0,00	1
24/10/2017	SIEGE CLUB BRIDGE ABRICOT EVOLUTION	761,52	0,00	1
24/10/2017	SIEGE CLUB BRIDGE VIOLET EVOLUTION	761,52	0,00	1
24/10/2017	PRES.REVUES +RAYONNAGE TABLE ACCUEIL	657,23	0,00	1
24/10/2017	PRESENTOIR TOURNANT 7006 ACCUEIL E.JEUNES.	689,59	0,00	1
24/10/2017	TABLE NARVAL CARRE SALLE REUNION E.J	441,65	0,00	1
24/10/2017	TABLE NARVAL RONDE SALLE REUNION E.J	407,86	0,00	1
24/10/2017	TABLE NARVAL CARRES BIJ	893,05	0,00	1
24/10/2017	BIBLIOTHEQUE HETRE GRIS S.ACTIIV.E.J	386,59	0,00	1
24/10/2017	ARMOIRE A RIDEAUX SALLE ACTIVITE E.J	469,25	0,00	1
24/10/2017	FAUTEUIL DE DIRECTION LUSSAY BIJ	348,80	0,00	1
24/10/2017	RAYONNAGE D ENTREPOT STOCK E.J	1 077,88	0,00	10
24/10/2017	BUREAUCLAP HETRE BUREAU JEUNESSE	809,88	0,00	1
26/10/2017	ACER CHROMEBOOK	1 519,20	0,00	5
26/10/2017	POUSSETTES DOUBLE EVOLUTWIN	3 495,66	0,00	10
30/10/2017	GYROPHARES ORANGES	902,52	0,00	1
03/11/2017	DOJO	2 810,40	0,00	0
03/11/2017	OUTILLAGE	496,85	0,00	1
03/11/2017	ASPIRATEUR EAU POUSS.ISS35-S	546,18	0,00	1
03/11/2017	COFFRET OUTILLAGE	1 330,48	0,00	10
03/11/2017	DETECTEUR DIGITAL MD12	912,31	0,00	1
03/11/2017	COFFRET OUTILLAGE	1 874,17	0,00	10
03/11/2017	NETTOYEUR HAUTE PRESSION COMPACT	1 442,22	0,00	10
06/11/2017	SOL SOUPLE ECOLE	4 773,85	0,00	15
07/11/2017	MEUBLES GRANDES PORTES	412,14	0,00	1
07/11/2017	APPART 10 RUE DE LA NOUE (M. MALETTE)	60 500,00	0,00	0
08/11/2017	LE MAS 800 AVENUE DE L EUROPE	10 447,76	0,00	0
13/11/2017	MICRO ONDE	134,40	0,00	1
13/11/2017	ARMOIRE METALLIQUE	381,10	0,00	1
13/11/2017	LANCEUR DE BALLES DE DEFENSE KAN44MM	3 610,80	0,00	10
14/11/2017	BAC GASTRONORME INOX	68,88	0,00	1
14/11/2017	CHAISE	225,38	0,00	1
15/11/2017	LICENCES BORNES DECT IP	307,20	0,00	1
15/11/2017	SCANNER EPSON POUR SVE LOGEMENT	226,80	0,00	1
20/11/2017	ARMOIRE A PHARMACIE	164,08	0,00	1
21/11/2017	CRECHE LES PIRATES- PMI	2 577,60	0,00	0
21/11/2017	CARTE FAX CABINET MAIRE	304,80	0,00	1
21/11/2017	ACER CHROMEBOOK	904,80	0,00	1
21/11/2017	COPIEUR N° SERIE A9HH021001223	3 716,40	0,00	5
21/11/2017	COPIEUR N° SERIE A7R0021214135	2 236,80	0,00	5
21/11/2017	COPIEUR N° SERIE A9HK021002334	1 920,00	0,00	5
21/11/2017	COPIEUR N° SERIE A6VF021048215	1 111,20	0,00	5
21/11/2017	COPIEUR N° SERIE A7PU021206537	4 141,20	0,00	5
21/11/2017	COPIEUR N° SERIE A7PU021206463	4 032,00	0,00	5
21/11/2017	COPIEUR N° SERIE A92F021012742	1 256,40	0,00	5
21/11/2017	COPIEUR N° SERIE A92HJ021000739	2 596,80	0,00	5
21/11/2017	COPIEUR N° SERIE A6VF021046426	1 111,20	0,00	5
21/11/2017	COPIEUR N° SERIE A7PY021211536	2 904,00	0,00	5

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
21/11/2017	COPIEUR N° SERIE A9HK021002328	3 054,00	0,00	5
21/11/2017	COPIEUR N° SERIE A6VF021048195	1 326,00	0,00	5
21/11/2017	COPIEUR N° SERIE A7PU021206517	4 557,60	0,00	5
21/11/2017	COPIEUR N° SERIE A7R0021214119	2 599,20	0,00	5
21/11/2017	COPIEUR N° SERIE A7PY021211556	2 658,00	0,00	5
21/11/2017	COPIEUR N° SERIE A9HK021002321	1 920,00	0,00	5
21/11/2017	BANQUET + CLAUSTRA GIONO	639,01	0,00	1
21/11/2017	LIT BROOKE 90 + MATELAS	139,98	0,00	1
22/11/2017	BANQUETTE	887,18	0,00	1
22/11/2017	TABLEAU TRIPTYQUE EMAIL FENEZ P	488,62	0,00	1
28/11/2017	MODIF EXPORT CIVITAS (PROTOCOLE ASAP)	360,00	0,00	1
28/11/2017	RESEAU ELECTRIQUE	4 584,00	0,00	0
28/11/2017	ILLUMINATION SWING BAROQUE	3 184,36	0,00	10
28/11/2017	ILLUMINATION ARTIC POLE 2	4 384,80	0,00	10
28/11/2017	ILLUMINATION GIANT DRAPE FLAKE	7 430,40	0,00	10
29/11/2017	TABLE CHAISE BANQUETTE	897,38	0,00	1
01/12/2017	EQUIPEMENT DU CIMETIERE	60 865,28	0,00	0
05/12/2017	DISQUE DUR	294,35	0,00	1
05/12/2017	TESTEUR RESEAU	305,65	0,00	1
07/12/2017	RESEAU TELEPHONE	1 930,64	0,00	0
07/12/2017	MIROIR ROUTIER	7 311,60	0,00	10
07/12/2017	BANCMEE 2000MM	780,00	0,00	1
07/12/2017	CORBEILLE STRADASTANDARD 50L	2 376,00	0,00	10
07/12/2017	POTEAU EN PIN SYLVESTRE	1 787,40	0,00	10
07/12/2017	BARRIERE TOURNANTE EN PIN SYLVESTRE	1 362,00	0,00	10
07/12/2017	POTELET GORGE PMR +BANCMEE	5 076,00	0,00	10
07/12/2017	MISE AU NORME ASCENSEUR	911,56	0,00	0
11/12/2017	PANNEAUX D'AFFICHAGE	1 706,40	0,00	10
11/12/2017	/LIT DORTOIR	13 690,70	0,00	10
11/12/2017	CREATION CLASSE GIONO	1 387,66	0,00	10
11/12/2017	BONHOMME DE NEIGE/PATINS	848,58	0,00	1
11/12/2017	BONHOMME DE NEIGE	454,06	0,00	1
11/12/2017	BONHOMME PAIN EPICES	955,20	0,00	1
11/12/2017	CANNE DE NOEL	1 072,80	0,00	10
11/12/2017	GARCON ELF JOUET	331,20	0,00	1
11/12/2017	GARCON ELF CADEAUX	348,00	0,00	1
12/12/2017	COLONNE A BULLES 183 CM	552,00	0,00	1
15/12/2017	SIEGE AUTO 1X GO ANINNI	229,44	0,00	1
21/12/2017	MAISON DES ASSOCIATIONS	29 833,82	0,00	0
21/12/2017	POLICE NATIONAL	1 390 607,09	0,00	0
21/12/2017	ESPACE EMPLOI-C.SOCIAL	2 569 880,29	0,00	0
21/12/2017	POLICE MUNICIPAL SOLEANE	1 473 762,66	0,00	0
21/12/2017	SECTEUR RESISTANCE (1201)	1 675 115,27	0,00	0
21/12/2017	VOIE NOUVELLE SCHWEITZER	844 373,50	0,00	0
21/12/2017	SECT NOUE-GARE (P1114)	1 495 877,16	0,00	0
21/12/2017	CONTENEURS ENTERRES	570 128,32	0,00	0
21/12/2017	AMENAG.ALLEE GARE P1301	1 452 150,85	0,00	0
29/12/2017	RUE DES LACS P-1113	2 252 084,47	0,00	0
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
TOTAL GENERAL		**16 304 211,19**	**0,00**	

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – SORTIES	A10.2

A10.2 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
29/03/2017	GS MOLIERE LOTS 1 ET 6	13 186,45	0	0,00	13 186,45	118 935,30	105 748,85
29/03/2017	GS MOLIERE LOTS 2 ET 7	16 361,23	0	0,00	16 361,23	135 088,39	118 727,16
29/03/2017	GS MOLIERE LOTS 4 ET 9	12 949,74	0	0,00	12 949,74	120 935,30	107 985,56
29/03/2017	GS MOLIERE LOTS 5 ET 10	10 728,79	0	0,00	10 728,79	118 935,30	108 206,51
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
Divers							
21/12/2017	VENTE TERRAIN 1 EURO SYMBOLIQU	22 500,00	6	22 500,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		**75 726,21**					**440 668,08**

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS	A10.3

A10.3 – OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS

Pour mémoire		Crédits ouverts (BP + DM)
Chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	106 108,71

Produit des cessions		Réalisations
Compte 775	Produits des cessions d'immobilisations	1 143 894,29
Compte 675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	213 563,55

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) – ENTREES	A10.4

A10.4 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS (L. 300-5 du code de l'urbanisme)

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
01/02/2017	1 STUDIO	39 000,00	0,00	0
21/02/2017	1 APPT 1 GARAGE UNE CAVE 10 RUE DE LA NOUE APPT 64 BL 488 0 513 LOT 79-202-332	110 000,00	0,00	0
14/03/2017	SOL DE VOIRIE ET LOTS EN VOLUME RUE JEAN BAPTISTE POQUELIN BE 112-197 0 212	1,00	0,00	0
14/06/2017	TERRAIN ASSIETTE DU GS MOLIERE AVENUE DES REGALS BE 114-213-215-216	1,00	0,00	0
16/11/2017	1 APPT 1 GARAGE 1 CAVE 10 RUE DE LA NOUE APPT 39 BL488 0 513 LOT 48-246-313	58 000,00	0,00	0
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
TOTAL GENERAL		**207 002,00**	**0,00**	

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) – SORTIES	A10.5

A10.5 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS (L. 300-5 du code de l'urbanisme)

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
29/03/2017	1 LOGEMENT 1 PARKING 308 AVENUE DES REGALS BAT A APPT BAT B PK COUVERT BE213 ET 215 LOT 1 ET 6	13 186,45	0	0,00	0,00	118 000,00	118 000,00
29/03/2017	1 LOGEMENT 1 PARKING 308 AVENUE DES REGALS BAT A APPT BAT B PK COUVERT BE213 ET 215 LOT 2 ET 7	16 361,23	0	0,00	0,00	134 000,00	134 000,00
29/03/2017	1 LOGEMENT 1 PARKING 308 AVENUE DES REGALS BAT A APPT BAT B PK COUVERT BE213 ET 215 LOT 4 ET 9	12 949,74	0	0,00	0,00	130 000,00	130 000,00
29/03/2017	1 LOGEMENT 1 PARKING 308 AVENUE DES REGALS BAT A APPT BAT B PK COUVERT BE213 ET 215 LOT 5 ET 10	10 728,79	0	0,00	0,00	128 000,00	128 000,00
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
Divers							
TOTAL GENERAL		**53 226,21**					**510 000,00**

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

IV – ANNEXES

IV

ENGAGEMENTS HORS BILAN–ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS
EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT

B1.1

B1.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT (art. L. 2313-1 6°, L. 5211-36 et L. 5711-1 du CGCT)

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**0,00**	**0,00**											**0,00**	**0,00**
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**0,00**	**0,00**											**0,00**	**0,00**
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					**112 698 759,80**	**75 151 267,12**											**1 216 884,04**	**7 498 807,80**
ANTIN RESIDENCES	2011	X Produits CDC	Réhabilitation et résidentialisation 103 logements Croix Blanche	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	1 095 649,00	705 636,28	7,00	A	F	FIXE	2,120	F	FIXE	1,900	A-1		14 945,45	80 966,11
ANTIN RESIDENCES	2010	X Produits CDC	Réhabilitation et résidentialisation 103 logements Croix Blanche	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	417 845,00	378 676,97	18,00	A	V	LIVRETA	1,720	V	LIVRETA	1,350	A-1		5 112,14	0,00
ANTIN RESIDENCES	2010	X Produits CDC	Réhabilitation 100 logements Croix Blanche	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	140 237,40	115 069,61	17,00	A	V	LIVRETA	1,720	V	LIVRETA	1,350	A-1		1 629,23	5 614,51
ANTIN RESIDENCES	2010	X Produits CDC	Réhabilitation 100 logements Croix Blanche	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	755 124,00	486 326,26	7,00	A	F	FIXE	1,910	F	FIXE	1,900	A-1		10 300,44	55 802,05

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM003-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
ANTIN RESIDENCES	2017	X Produits CDC	Opération Rés. La Croix Blanche -Réhabilitation de 203 logements, rue du marché Marais et av Vercors	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	557 222,00	557 222,00	21,00	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		0,00	0,00
EFIDIS	1973	X Produits CDC	O/Construction Foyer Plein Ciel pour personnes âgées	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	519 988,35	15 072,19	0,00	A	F	FIXE	0,840	F	FIXE	1,000	A-1		299,95	14 922,91
EFIDIS	1999	X Produits CDC	R/Réaménagement prêt Schweitzer	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	3 331 639,63	338 187,04	1,00	A	V	LIVRETA	5,510	V	LIVRETA	2,050	A-1		20 163,08	158 628,68
EFIDIS	1996	X Produits CDC	O/Construction 92 logements Courtilleraies	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	11 178,46	0,00	0,00	A	F	FIXE	3,600	F	FIXE	3,600	A-1		26,66	741,07
EFIDIS	1996	X Produits CDC	O/Construction 92 logements Courtilleraies	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	47 309,81	10 409,70	3,00	A	F	FIXE	3,350	F	FIXE	3,350	A-1		428,96	2 394,98
EFIDIS	1996	X Produits CDC	O/Construction 92 logements Courtilleraies	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	36 218,49	8 140,09	3,00	A	F	FIXE	3,600	F	FIXE	3,600	A-1		360,05	1 861,39
EFIDIS	1996	X Produits CDC	O/Construction 92 logements Courtilleraies	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	69 460,13	0,00	0,00	A	F	FIXE	3,350	F	FIXE	3,350	A-1		151,01	4 508,29
EFIDIS	1999	X Produits CDC	R/Réaménagement prêt Schweitzer	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	2 109 262,79	154 469,87	0,00	A	V	LIVRETA	4,650	V	LIVRETA	3,550	A-1		6 323,95	154 015,77
	2005	X Produits CDC	O/Réhabilitation 75 logements Libération	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	320 397,00	75 843,14	2,00	A	V	LIVRETA	3,390	V	LIVRETA	1,950	A-1		1 967,95	25 077,20
EFI	2005	X Produits CDC	O/Réhabilitation 75 logements Libération	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	525 237,00	124 332,10	2,00	A	V	LIVRETA	3,390	V	LIVRETA	1,950	A-1		3 226,12	41 109,87
EFI	2005	X Produits CDC	O/Réhabilitation 121 logements av Maurice Dauvergne	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	965 000,00	226 423,34	2,00	A	V	LIVRETA	2,820	V	LIVRETA	1,450	A-1		4 367,97	74 815,87
EFI	2011	X Produits CDC	Construction 19 logements rue du Pressoir	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	493 706,00	456 188,07	43,00	A	V	LIVRETA	1,550	V	LIVRETA	1,350	A-1		6 260,57	7 557,50

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
EFIDIS	2011	X Produits CDC	Construction 19 logements rue du Pressoir	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	2 247 434,00	2 010 803,05	33,00	A	V	LIVRETA	1,590	V	LIVRETA	1,350	A-1		27 771,82	46 368,50
EFIDIS	2013	X Produits CDC	RESIDENTIALISATION DE 127 LOGEMENTS SQUARE A SCHWEITZER	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	616 000,00	468 953,07	10,00	A	V	LIVRETA	1,670	V	LIVRETA	1,850	A-1		9 380,99	38 127,74
EFIDIS	2013	X Produits CDC	REHABILITATION 127 LOGEMENTS RESIDENCE SQUARE A SCHWEITZER	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	2 119 470,00	1 845 855,25	20,00	A	V	LIVRETA	1,810	V	LIVRETA	1,850	A-1		35 469,33	71 406,03
EFIDIS	1973	X Produits CDC	O/Construction Foyer Plein Ciel pour personnes âgées	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	84 395,78	2 423,43	0,00	A	F	FIXE	0,900	F	FIXE	1,000	A-1		48,23	2 399,35
EFIDIS	2015	X Produits CDC	EFIDIS construction de 23 logements 145 route de Boissise	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	65 153,00	60 809,37	46,00	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		342,66	1 491,70
EFIDIS	2015	X Produits CDC	EFIDIS construction de 23 logements 145 route de Boissise	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	1 350 549,00	1 252 387,38	36,00	A	V	LIVRETA	1,360	V	LIVRETA	1,350	A-1		17 363,20	33 775,73
EFIDIS	2015	X Produits CDC	EFIDIS construction de 23 logements 145 route de Boissise	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	384 773,00	362 123,60	46,00	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		4 994,56	7 843,87
EFIDIS	2015	X Produits CDC	EFIDIS construction de 23 logements 145 route de Boissise	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	354 741,00	325 998,05	36,00	A	V	LIVRETA	0,560	V	LIVRETA	0,550	A-1		1 846,96	9 812,16
EFIDIS	2017	X Produits CDC	Réhabilitation de 145 logements Rés. Libération, situés route de Boissise	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	1 740 000,00	1 740 000,00	24,00	A	V	LIVRETA	0,470	V	LIVRETA	0,500	A-1		0,00	0,00
EFIDIS	2017	X Produits CDC	Réhabilitation de 145 logements Rés. Libération, situés route de Boissise	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	400 691,00	400 691,00	24,00	T	F	FIXE	1,430	F	FIXE	1,520	A-1		513,71	0,00
EFIDIS	2017	X Produits CDC	Réhabilitation de la Résidence "Les canards" située au 25 allée des Abeilles	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	2 196 000,00	2 196 000,00	24,00	A	V	LIVRETA	0,480	V	LIVRETA	0,500	A-1		0,00	0,00
EFIDIS	2017	X Produits CDC	Réhabilitation de la Résidence "Les canards" située au 25 allée des Abeilles	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	148 562,00	148 562,00	24,00	T	F	FIXE	1,430	F	FIXE	1,520	A-1		473,54	0,00
FOYER DE SEINE ET MARNE	2016	X Produits CDC	Résidence Europe, Parc social public, Acquisition en VEFA de 41 logements	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	112 899,00	112 899,00	38,00	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	0,550	A-1		465,81	0,00

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180328-2018DCM0310-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
FOYER DE SEINE ET MARNE	2016	X Produits CDC	Résidence Europe, Parc social public, Acquisition en VEFA de 41 logements	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	193 332,00	193 332,00	38,00	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	1,350	A-1		1 956,00	0,00
FOYERS DE SEINE ET MARNE	1999	X Produits CDC	O/Acquisition/Amélioration 2 logements 60 Quai des Tilleuls	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	269 682,32	147 691,85	18,00	A	V	LIVRETA	2,990	V	LIVRETA	1,550	A-1		2 392,17	6 641,46
FOYERS DE SEINE ET MARNE	2005	X Produits CDC	R1/Construction 122 logements Courtilleraies	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	131 875,23	67 025,03	11,00	A	V	LIVRETA	3,140	V	LIVRETA	1,950	A-1		1 402,84	4 915,58
FOYERS DE SEINE ET MARNE	2005	X Produits CDC	R/Construction 70 logements square A. Carrel	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	47 264,27	4 727,84	0,00	A	V	LIVRETA	4,820	V	LIVRETA	1,950	A-1		92,19	4 699,26
FOYERS DE SEINE ET MARNE	1978	X Produits CDC	O/Construction 203 logements Courtilleraies	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	110 769,46	5 062,16	0,00	A	V	LIVRETA	2,920	V	LIVRETA	3,350	A-1		333,67	4 898,05
FOYERS DE SEINE ET MARNE	1977	X Produits CDC	O/Construction 203 logements Courtilleraies	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	107 003,97	0,00	0,00	A	V	LIVRETA	2,910	V	LIVRETA	3,350	A-1		163,87	4 890,01
FOYERS DE SEINE ET MARNE	2005	X Produits CDC	O/Rachat 1 logement Courtilleraies	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	37 659,20	7 360,58	1,00	A	F	FIXE	9,210	F	FIXE	5,810	A-1		2 103,21	3 380,00
FOYERS DE SEINE ET MARNE	2000	X Produits CIL	Fusion Bréau Courtilleraies	CIL	6 860 205,78	2 574 047,83	7,00	A	V	LIVRETA	2,010	V	LIVRETA	2,000	A-1		57 361,39	294 021,36
FOYERS DE SEINE ET MARNE	2005	X Produits CDC	Réaménagement prêt	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	1 608 019,53	864 296,42	10,00	A	V	LIVRETA	4,000	V	LIVRETA	2,200	A-1		20 703,43	76 768,78
FOYERS DE SEINE ET MARNE	2005	X Produits CDC	Réaménagement prêt	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	1 577 292,38	806 544,91	10,00	A	V	LIVRETA	4,010	V	LIVRETA	2,200	A-1		20 043,95	70 915,25
FOYERS DE SEINE ET MARNE	2005	X Produits CDC	R1/Réaménagement de prêts	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	98 046,55	48 010,87	11,00	A	V	LIVRETA	3,200	V	LIVRETA	1,950	A-1		1 004,87	3 521,09
FOYERS DE SEINE ET MARNE	2006	X Produits CDC	R/Réaménagement 9 prêts	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	4 358 201,04	759 420,67	14,00	A	V	LIVRETA	3,870	V	LIVRETA	1,360	A-1		29 509,81	32 674,38
FOYERS DE SEINE ET MARNE	2007	X Produits CDC	Amélioration 96 logements rue Eugène Delacroix	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	2 452 375,93	1 597 439,77	11,00	S	V	LIVRETA	3,140	V	LIVRETA	1,350	A-1		42 622,61	112 595,75

Acusé de réception en préfecture
077-217702830-20180329-2018DCM0310-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
FOYERS DE SEINE ET MARNE	2005	X Produits CDC	R/Réaménagement prêts 48 logements Courtilleraies	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	1 926 976,40	1 326 852,68	16,00	A	V	LIVRETA	4,700	V	LIVRETA	1,950	A-1		61 951,81	47 501,54
FOYERS DE SEINE ET MARNE	2005	X Produits CDC	R/Construction 96 logements H. Moissan	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	174 295,14	46 399,65	2,00	A	V	LIVRETA	4,290	V	LIVRETA	1,950	A-1		2 881,08	13 936,40
FOYERS DE SEINE ET MARNE	2005	X Produits CDC	Réaménagement de prêt	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	174 272,08	33 225,74	1,00	A	V	LIVRETA	4,640	V	LIVRETA	1,950	A-1		2 764,62	15 369,42
FOYERS DE SEINE ET MARNE	2010	X Produits CDC	Réhabilitation 892 logements Courtilleraies	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	1 229 590,00	1 047 078,33	22,00	A	V	LIVRETA	1,720	V	LIVRETA	1,350	A-1		14 656,73	38 605,54
FOYERS DE SEINE ET MARNE	2011	X Produits CDC	Réhabilitétion48 logements sociaux rue G Coubet	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	24 885,00	21 280,34	18,00	A	V	LIVRETA	1,700	V	LIVRETA	1,350	A-1		300,47	976,83
FOYERS DE SEINE ET MARNE	2011	X Produits CDC	Réhabilitation 154 logements Square R Roland	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	1 120 900,00	977 763,49	23,00	A	V	LIVRETA	1,670	V	LIVRETA	1,350	A-1		13 662,92	34 304,91
FOYERS DE SEINE ET MARNE	2011	X Produits CDC	Réhabilitation 154 logements Square R Rolland	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	1 604 714,00	1 399 795,50	23,00	A	V	LIVRETA	1,660	V	LIVRETA	1,350	A-1		19 560,25	49 111,93
FOYERS DE SEINE ET MARNE	2011	X Produits CDC	Réhabilitation 95 logements Résidence H Moissan	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	453 307,00	395 420,67	23,00	A	V	LIVRETA	1,670	V	LIVRETA	1,350	A-1		5 525,47	13 873,36
FOYERS DE SEINE ET MARNE	2011	X Produits CDC	Réhabilitaion 96 logements Résidence H Moissan	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	1 693 433,00	1 477 185,28	23,00	A	V	LIVRETA	1,660	V	LIVRETA	1,350	A-1		20 641,67	51 827,16
FOYERS DE SEINE ET MARNE	2011	X Produits CDC	Réhabilitation de 114 logements sociaux Rue Jacques Louis David	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	1 913 611,00	1 669 247,03	23,00	A	V	LIVRETA	1,680	V	LIVRETA	1,350	A-1		23 325,47	58 565,66
FOYERS DE SEINE ET MARNE	2011	X Produits CDC	Réhabilitation de 70 logements sociaux Square Alexis Carrel	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	799 178,00	679 482,69	23,00	A	V	LIVRETA	1,690	V	LIVRETA	1,350	A-1		9 494,85	23 839,71
FOYERS DE SEINE ET MARNE	2011	X Produits CDC	Réhabilitation de 70 logements sociaux Square Alexis Carrel	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	231 322,00	201 782,68	23,00	A	V	LIVRETA	1,690	V	LIVRETA	1,350	A-1		2 819,64	7 079,56
FOYERS DE SEINE ET MARNE	2011	X Produits CDC	Réhabilitation de 110 logements Square Anatole France	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	862 974,00	752 774,09	23,00	A	V	LIVRETA	1,680	V	LIVRETA	1,350	A-1		10 519,00	26 411,14

Accusé de réception en préfecture
077-217702820-20180329-2018DGVM031-0-1
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
FOYERS DE SEINE ET MARNE	2011	X Produits CDC	Réhabilitation de 110 logements Square Anatole France	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	1 345 017,00	1 131 541,58	22,00	A	V	LIVRETA	1,670	V	LIVRETA	1,350	A-1		15 839,03	41 719,67
FOYERS DE SEINE ET MARNE	2011	X Produits CDC	REHABILITATION 145 LOGEMENTS SQURE MARIE CURIE	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	2 213 859,00	1 876 218,60	22,00	A	V	LIVRETA	1,650	V	LIVRETA	1,350	A-1		26 262,82	69 175,75
FOYERS DE SEINE ET MARNE	2013	X Produits CDC	ACQUISITION-AMELIORATION 4 LOGEMENTS 1 A 20 SQUARE MARIE CURIE	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	401 032,00	385 017,19	35,00	A	V	LIVRETA	1,440	V	LIVRETA	1,350	A-1		5 309,31	8 264,80
FOYERS DE SEINE ET MARNE	2013	X Produits CDC	ACQUISITION-AMELIORATION 4 LOGEMENTS 1 A 20 SQUARE MARIE CURIE (Part foncière)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	206 362,00	200 343,51	45,00	A	V	LIVRETA	1,420	V	LIVRETA	1,350	A-1		2 746,87	3 128,23
FOYERS DE SEINE ET MARNE	2013	X Produits CDC	ACQUISITION-AMELIORATION 1 LOGEMENT 1 A 20 SQUARE MARIE CURIE	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	72 109,00	68 754,94	35,00	A	V	LIVRETA	0,630	V	LIVRETA	0,550	A-1		387,63	1 722,77
FOYERS DE SEINE ET MARNE	2013	X Produits CDC	ACQUISITION-AMELIORATION 1 LOGEMENT 1 A 20 SQUARE MARIE CURIE (Part foncière)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	48 406,00	46 685,03	45,00	A	V	LIVRETA	0,620	V	LIVRETA	0,550	A-1		261,66	889,80
FOYERS DE SEINE ET MARNE	2013	X Produits CDC	ACQUISITION-AMELIORATION 3 LOGEMENTS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	263 053,00	252 548,25	35,00	A	V	LIVRETA	1,440	V	LIVRETA	1,350	A-1		3 482,59	5 421,21
FOYERS DE SEINE ET MARNE	2013	X Produits CDC	ACQUISITION-AMELIORATION 3 LOGEMENTS (Part foncière)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	141 643,00	137 512,02	45,00	A	V	LIVRETA	1,420	V	LIVRETA	1,350	A-1		1 885,40	2 147,16
FOYERS DE SEINE ET MARNE	2014	X Produits CDC	Réhabilitation Parc Social Public - 145 logements 1 sq. Marie Curie	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	577 500,00	518 541,51	21,00	A	V	LIVRETA	1,370	V	LIVRETA	1,350	A-1		7 272,05	20 128,77
FOYERS DE SEINE ET MARNE	2015	X Produits CDC	FOYERS DE SEINE ET MARNE 41 logements avenue de l'Europe	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	782 042,00	782 042,00	37,00	A	V	LIVRETA	0,560	V	LIVRETA	0,550	A-1		4 301,23	0,00
FOYERS DE SEINE ET MARNE	2015	X Produits CDC	FOYERS DE SEINE ET MARNE 41 logements avenue de l'Europe	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	125 370,00	125 370,00	47,00	A	V	LIVRETA	0,560	V	LIVRETA	0,550	A-1		689,53	0,00
FOYERS DE SEINE ET MARNE	2015	X Produits CDC	FOYERS DE SEINE ET MARNE 41 logements avenue de l'Europe	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	3 424 855,00	3 424 855,00	37,00	A	V	LIVRETA	1,360	V	LIVRETA	1,350	A-1		46 235,54	0,00

Acusé de réception en préfecture
077-127702813-20180329-2018DCM-03-70-DT
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
FOYERS DE SEINE ET MARNE	2015	X Produits CDC	FOYERS DE SEINE ET MARNE 41 logements avenue de l'Europe	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	549 042,00	549 042,00	47,00	A	V	LIVRETA	1,360	V	LIVRETA	1,350	A-1		7 412,07	0,00
FOYERS DE SEINE ET MARNE	2015	X Produits CDC	FOYERS DE SEINE ET MARNE amélioration et acquisition de 51 logements 257 allée de la Gare (CT20941)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	395 193,99	395 193,99	37,00	A	V	LIVRETA	0,560	V	LIVRETA	0,550	A-1		2 173,57	0,00
FOYERS DE SEINE ET MARNE	2015	X Produits CDC	FOYERS DE SEINE ET MARNE amélioration et acquisition de 51 logements 257 allée de la Gare (CT20941)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	1 396 157,15	1 396 157,15	37,00	A	V	LIVRETA	1,370	V	LIVRETA	1,350	A-1		18 848,12	0,00
HLM FRANCE HABITATION	1993	X Produits CDC	Rachat aux accédants PAP en difficulté 1 logement	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	51 606,86	7 161,08	1,00	A	F	FIXE	6,330	F	FIXE	5,810	A-1		2 046,19	3 288,41
LES TROIS MOULINS	2003	X Produits CDC	O/Construction 24 pavillons Montesquieu - Bruyère	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	9 156,00	764,94	2,00	A	F	FIXE	4,510	F	FIXE	3,600	A-1		36,09	237,45
LES TROIS MOULINS	2003	X Produits CDC	O/Construction 24 pavillons Montesquieu - Bruyère	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	323 692,65	10 503,70	0,00	A	F	FIXE	3,600	F	FIXE	3,600	A-1		743,13	10 138,69
LES TROIS MOULINS	2003	X Produits CDC	O/Construction 24 logements Monstesquieu - Bruyère	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	9 913,84	828,20	2,00	A	F	FIXE	4,510	F	FIXE	3,600	A-1		39,07	257,11
LES TROIS MOULINS	2003	X Produits CDC	O/Construction 24 logements Montesquieu - Bruyère	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	23 901,23	756,50	0,00	A	F	FIXE	3,600	F	FIXE	3,600	A-1		53,52	730,24
LES TROIS MOULINS	2003	X Produits CDC	R/Construction 24 pavillons Montesquieu - Bruyère	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	16 335,34	497,29	0,00	A	V	LIVRETA	3,580	V	LIVRETA	2,050	A-1		20,36	495,82
LES TROIS MOULINS	2016	X Produits CDC	Rehabilitation de 44 logements Allée Albert Camus (manque Ctt+TA)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	54 452,00	0,00	0,00	A	V	LIVRETA	1,370	V	LIVRETA	1,350	A-1		0,00	54 452,00
LES TROIS MOULINS	2016	X Produits CDC	Rehabilitation de 44 logements Allée Albert Camus (manque Ctt+TA)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	54 452,00	0,00	0,00	A	V	LIVRETA	1,370	V	LIVRETA	1,350	A-1		0,00	54 452,00
LES TROIS MOULINS	2016	X Produits CDC	Rehabilitation de 44 logements Allée Albert Camus (manque Ctt+TA)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	572 000,00	0,00	0,00	A	V	LIVRETA	0,000	V	LIVRETA	0,000	A-1		0,00	572 000,00

Acusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
LES TROIS MOULINS	2016	X Produits CDC	Rehabilitation de 44 logements Allée Albert Camus (manque Ctt+TA)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	572 000,00	0,00	0,00	A	V	LIVRETA	0,000	V	LIVRETA	0,000	A-1		0,00	572 000,00
LES TROIS MOULINS	2016	X Produits CDC	Rehabilitation de 32 logements Avenue Maurice Dauvergne (manque Ctt+TA)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	39 601,00	0,00	0,00	A	V	LIVRETA	1,370	V	LIVRETA	1,350	A-1		0,00	39 601,00
LES TROIS MOULINS	2016	X Produits CDC	Rehabilitation de 32 logements Avenue Maurice Dauvergne (manque Ctt+TA)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	39 601,00	0,00	0,00	A	V	LIVRETA	1,370	V	LIVRETA	1,350	A-1		0,00	39 601,00
LES TROIS MOULINS	2016	X Produits CDC	Rehabilitation de 32 logements Avenue Maurice Dauvergne (manque Ctt+TA)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	416 000,00	0,00	0,00	A	V	LIVRETA	0,000	V	LIVRETA	0,000	A-1		0,00	416 000,00
LES TROIS MOULINS	2016	X Produits CDC	Rehabilitation de 32 logements Avenue Maurice Dauvergne (manque Ctt+TA)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	416 000,00	0,00	0,00	A	V	LIVRETA	0,000	V	LIVRETA	0,000	A-1		0,00	416 000,00
LES TROIS MOULINS	2016	X Produits CDC	Rehabilitation de 32 logements Avenue de Bir-Hakeim (manque Ctt+TA)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	37 616,00	0,00	0,00	A	V	LIVRETA	1,370	V	LIVRETA	1,350	A-1		0,00	37 616,00
LES TROIS MOULINS	2016	X Produits CDC	Rehabilitation de 32 logements Avenue de Bir-Hakeim (manque Ctt+TA)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	37 616,00	0,00	0,00	A	V	LIVRETA	1,370	V	LIVRETA	1,350	A-1		0,00	37 616,00
LES TROIS MOULINS	2016	X Produits CDC	Rehabilitation de 32 logements Avenue de Bir-Hakeim (manque Ctt+TA)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	688 500,00	0,00	0,00	A	V	LIVRETA	0,000	V	LIVRETA	0,000	A-1		0,00	688 500,00
LES TROIS MOULINS	2016	X Produits CDC	Rehabilitation de 32 logements Avenue de Bir-Hakeim (manque Ctt+TA)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	688 500,00	0,00	0,00	A	V	LIVRETA	0,000	V	LIVRETA	0,000	A-1		0,00	688 500,00
LES TROIS MOULINS	2017	X Produits CDC	HABITAT 3 MOULINS - Réhabilitation de 127 logements à Le Mée-Sur-Seine	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	1 808 169,00	1 753 600,21	14,00	T	F	FIXE	1,360	F	FIXE	1,350	A-1		12 655,66	54 568,79
LOGEMENT FRANCILIEN	2007	X Produits CDC	Construction 43 logements Courtilleraies	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	1 486 314,02	600 259,40	4,00	A	V	LIVRETA	4,520	V	LIVRETA	1,250	A-1		28 969,07	106 289,63
LOGEMENT FRANCILIEN	2007	X Produits CDC	Construction 4 logements Courtilleraies	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	118 245,50	47 754,35	4,00	A	V	LIVRETA	4,430	V	LIVRETA	0,750	A-1		2 200,00	8 456,00
LOGEMENT FRANCILIEN	2007	X Produits CDC	Construction 40 logements Courtilleraies	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	552 753,39	154 614,55	2,00	A	V	LIVRETA	5,270	V	LIVRETA	1,250	A-1		9 909,68	47 590,76

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180328-2018DCM03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
LOGEMENT FRANCILIEN	2007	X Produits CDC	Construction 50 logements Courtilleraies	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	1 659 099,28	574 447,02	3,00	A	V	LIVRETA	5,010	V	LIVRETA	1,250	A-1		33 103,07	129 877,40
LOGEMENT FRANCILIEN	2011	X Produits CDC	REHABILITATION 435 LOGEMENTS RESIDENCE CIRCE	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	7 733 267,00	6 087 281,31	14,00	A	V	LIVRETA	1,580	V	LIVRETA	1,350	A-1		87 091,30	363 926,31
LOGEMENT FRANCILIEN	2014	X Produits CDC	Résidentialisation de 45 logements - résidence le Circé	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	1 879 143,00	1 534 684,82	11,00	A	V	LIVRETA	1,290	V	LIVRETA	1,350	A-1		22 298,95	117 089,61
LOGEMENT FRANCILIEN	2015	X Produits CDC	Acquisition-amélioration de 108 lgt : 41 allée de Montdauphin, 393 r de la Noue et 54 r Bois des Joi	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	9 413 991,00	9 235 682,29	33,00	A	V	LIVRETA	1,290	V	LIVRETA	1,350	A-1		127 551,96	212 611,13
OPHLMS&M	1994	X Produits CDC	O/Acquisition 24 allée des Fusains	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	28 305,21	13 839,06	14,00	A	V	LIVRETA	4,110	V	LIVRETA	1,850	A-1		139,88	807,36
OPHLMS&M	1994	X Produits CDC	O/Acquisition pavillon 84 rue J Houdon	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	25 004,69	12 225,37	14,00	A	V	LIVRETA	4,110	V	LIVRETA	1,850	A-1		123,57	713,22
OPHLMS&M	1994	X Produits CDC	O/Acquisition pavillon 164 Beaumont du Gatinais	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	28 443,63	13 671,98	14,00	A	V	LIVRETA	4,050	V	LIVRETA	1,200	A-1		138,19	797,62
OPHLMS&M	1994	X Produits CDC	O/Acquisition pavillon 63 rue Puget	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	23 765,43	11 423,30	14,00	A	V	LIVRETA	3,250	V	LIVRETA	1,850	A-1		115,47	666,43
OPHLMS&M	1997	X Produits CDC	O/Acquisition pavillon 138 rue des Belotins	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	66 151,90	35 128,03	16,00	A	V	LIVRETA	3,090	V	LIVRETA	1,550	A-1		0,00	0,00
OPHLMS&M	1994	X Produits CDC	O/Acquisition logement 329 av Bir Hakeim	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	28 682,22	12 872,60	14,00	A	V	LIVRETA	3,400	V	LIVRETA	1,850	A-1		792,17	1 902,57
OPHLMS&M	1995	X Produits CDC	O/Acquisition pavillon 50 Impasse de la Motte	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	37 526,09	18 586,98	15,00	A	V	LIVRETA	3,330	V	LIVRETA	1,550	A-1		288,10	0,00
OPHLMS&M	1977	X Produits CDC	O/Construction 172 logements Courtilleraies	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	182 481,47	0,00	0,00	A	F	FIXE	2,900	F	FIXE	3,350	A-1		279,42	8 339,32

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPHLMS&M	1980	X Produits CDC	O/Construction 172 logements Courtilleraies	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	71 529,08	9 492,24	2,00	A	F	FIXE	2,890	F	FIXE	3,350	A-1		417,19	2 961,17
OPHLMS&M	2011	X Produits CDC	Résidentialisation de 175 logements Square des Sorbiers	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	1 324 111,00	1 042 306,11	15,00	A	V	LIVRETA	1,790	V	LIVRETA	1,350	A-1		14 071,13	0,00
OPHLMS&M	2011	X Produits CDC	Création 3 logements Square des Sorbiers	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	154 542,00	141 037,40	33,00	A	V	LIVRETA	0,770	V	LIVRETA	0,550	A-1		796,40	3 763,06
OPHLMS&M	2011	X Produits CDC	Création 1 logement Square des Sorbiers	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	43 969,00	40 126,79	33,00	A	V	LIVRETA	0,770	V	LIVRETA	0,550	A-1		226,59	1 070,63
OPHLMS&M	2011	X Produits CDC	Création 1 logement Square des Sorbiers	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	55 840,00	50 747,78	28,00	A	V	LIVRETA	1,610	V	LIVRETA	1,350	A-1		704,29	1 422,11
OPHLMS&M	2012	X Produits CDC	REHABILITATION 170 LOGEMENTS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	1 359 014,00	1 176 880,13	20,00	A	V	LIVRETA	1,560	V	LIVRETA	1,350	A-1		9 578,94	48 197,10
RESIDENCE URBAINE DE FRANCE	2008	X Produits CDC	Construction 111 logements zac des Courtilleraies	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	69 426,90	29 342,11	7,00	A	V	LIVRETA	3,870	V	LIVRETA	1,270	A-1		498,52	3 682,15
RESIDENCE URBAINE DE FRANCE	2008	X Produits CDC	Construction 40 logements Courtilleraies	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	459 283,93	235 453,08	6,00	A	V	LIVRETA	4,180	V	LIVRETA	1,270	A-1		9 183,35	35 812,67
RESIDENCE URBAINE DE FRANCE	2007	X Produits CDC	Construction 111 logements zac des Courtilleraies	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	1 687 194,55	350 433,18	2,00	A	V	LIVRETA	5,030	V	LIVRETA	1,950	A-1		19 280,89	118 809,12
RESIDENCE URBAINE DE FRANCE	2008	X Produits CDC	Construction 111 logements zac des Courtilleraies	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	897 499,44	256 141,39	3,00	A	V	LIVRETA	4,620	V	LIVRETA	1,950	A-1		11 734,78	56 185,62
RESIDENCE URBAINE DE FRANCE	2007	X Produits CDC	Construction 40 logements Courtilleraies	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	703 382,29	320 686,65	5,00	A	V	LIVRETA	4,400	V	LIVRETA	1,270	A-1		9 974,50	55 502,85
RESIDENCE URBAINE DE FRANCE	2007	X Produits CDC	Construction 111 logements zac des Courtilleraies	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	817 842,60	221 744,17	3,00	A	V	LIVRETA	4,610	V	LIVRETA	1,950	A-1		9 648,13	48 640,45
RESIDENCE URBAINE DE FRANCE	2012	X Produits CDC	REHABILITATION 83 LOGEMENTS SQUARE ANATOLE FRANCE	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	1 250 000,00	875 465,70	9,00	A	V	LIVRETA	1,810	V	LIVRETA	1,350	A-1		12 915,82	81 261,79

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
RESIDENCE URBAINE DE FRANCE	2012	X Produits CDC	REHABILITATION 52 LOGEMENTS RUE BROGLIE B274L ET B275L	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	275 000,00	230 481,70	19,00	A	V	LIVRETA	1,740	V	LIVRETA	1,600	A-1		3 843,13	9 714,16
VILOGIA	2008	X Produits CDC	Rachat 154 logements les Acacias	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	6 983 454,00	5 124 031,30	25,00	A	V	LIVRETA	2,070	V	LIVRETA	1,550	A-1		83 264,87	247 895,76
VILOGIA	2013	X Produits CDC	REHABILITATION RESIDENTIALISATION 80 LOGEMENTS ALLEE DES ACACIAS	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	1 119 131,00	965 856,64	16,00	T	V	LIVRETA	1,440	V	LIVRETA	1,350	A-1		13 410,42	51 950,38
VILOGIA	2015	X Produits CDC	VILOGIA réhabilitation 74 logements 40.60.80 allée du bois de l'Etrier -convention 17319	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	50 284,00	44 376,36	12,00	A	V	LIVRETA	1,340	V	LIVRETA	1,350	A-1		640,13	3 040,66
VILOGIA	2015	X Produits CDC	VILOGIA réhabilitation 74 logements 40.60.80 allée du bois de l'Etrier -convention 17319	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION	1 036 000,00	937 508,68	17,00	A	V	LIVRETA	0,310	V	LIVRETA	0,300	A-1		2 964,36	50 612,68
TOTAL GENERAL					**112 698 759,80**	**75 151 267,12**											**1 216 884,04**	**7 498 807,80**

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS	B1.7

B1.7 – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS (Article L. 2313-1 du CGCT)

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
Personnes de droit privé		
Associations		
AA GRS	6 953,80	
AFL-Info dettes	210,00	
ASS Alutue Frabci-Cambodgienne (A.A.F.C)	590,00	
ASS Athétisme	9 157,51	
ASS Cyckitiyrusle (Amical)	2 277,88	
ASS Cyclisme	6 044,43	
ASS Escrime	5 933,68	
ASS Football	144 059,27	
ASS Gymnastique	3 424,48	
ASS Hand Bakk	14 604,62	
ASS Judo	9 680,59	
ASS Karaté	3 830,24	
ASS Kick Boxing	13 773,25	
ASS Le Mée Sports Melun Val de Seine Basket-Ball	72 058,58	
ASS Muay Thai	5 867,99	
ASS Natation	3 662,43	
ASS Parent Eléve Ecole de Musique et de Danse	730,00	
ASS Parent Eléve Fenez	210,00	
ASS Pétanque	5 470,84	
ASS Sportive du college Elsa Triolet	280,00	
ASS Sportive du college La Fontaine	230,00	
ASS Sportive et Culturelle elementaire Moliere	620,00	
ASS Sportive et culturel élémentaire Abeilles	210,00	
ASS Tennis	12 595,01	
ASS Tennis de Table	2 576,73	
ASS Tir	297,33	
ASS Tir a L'Arc	2 617,38	
ASS USEP Maternel Jacques Prevert	210,00	
ASS de Soins et Services à domicile de la Région Melunaise	15 235,00	
ASS pour le don du Sang Benevole	405,00	
ASSO Entraide Cœurs Ouverts	270,00	
Amicale des Anciens Combattants	1 330,00	
Amor	300,00	
Art DN	360,00	Locaux mis à disposition
Ass sportive et culturel Abeilles	400,00	
Ass sportive et culturel Abeilles	1 408,00	
C.O.S	106 500,00	Locaux mis à disposition, matériel de bureau+personnel
Centre culturel Franco Indien	300,00	
Clic Rivage	9 321,00	
Club de l'Amitie	4 600,00	Locaux mis à disposition
Comite Meen pour le Fleurissement de la France	2 000,00	
Comité de Jumelage	4 100,00	
Comité des Fêtes	420,00	
Coop.Scolaire Camus Mat	1 805,00	
Coop.Scolaire Camus prim	3 842,00	
Coop.Scolaire Fenez Mat1	2 142,00	
Coop.Scolaire Fenez prim2	3 409,00	
Coop.Scolaire Giono Mat	2 984,00	
Coop.Scolaire Giono prim	3 327,00	
Coop.Scolaire Lapierre Mat	995,00	
Coop.Scolaire Lapierre prim	1 277,00	
Coop.Scolaire Le Breau	1 239,00	
Coop.Scolaire Moliere Mat	1 423,00	
Coop.Scolaire Moliere prim	3 018,00	

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
Coop.Scolaire Plein Ciel Mat	1 668,00	
Coop.Scolaire Plein Ciel prim	1 277,00	
Coop.Scolaire Prevert	1 606,00	
Coop.Scolaire Racine Mat	2 494,00	
Coop.Scolaire Racines prim	2 791,00	
Coquelicot	180,00	
Couleur Passion	230,00	
Cœur Gospel 77	250,00	
Elan 2	1 500,00	
Glimmer of Hope	400,00	
Jardins Familieux Melun Val de Seine-Senart	390,00	
Le Damier	880,00	Locaux mis à disposition
Le Mée Durable	280,00	
Les Ateliers de la Grappe	210,00	
Les Chœurs du Mée	740,00	
Les Flambyants	570,00	
Les P'tits Drole	210,00	
Les Restaurants du Cœur	750,00	Locaux mis à disposition
Les Trois Coups	210,00	
Loisirs solidarite Retraites	500,00	
MJC-Le Chaudron	283 730,00	Locaux mis à disposition
OCCE Breau M	500,00	
OCCE Camus M	1 000,00	
OCCE Camus p	1 000,00	
OCCE Fenez P	2 700,00	
OCCE Giono M	2 050,00	
OCCE Giono P	500,00	
OCCE Lapierre	650,00	
OCCE Moliere M	500,00	
OCCE Moliere P	4 350,00	
OCCE Plein Ciel M	400,00	
OCCE Plein Ciel P	300,00	
OCCE Prevert	800,00	
OCCE Racine M	800,00	
OCCE Racine P	3 550,00	
PEEP	230,00	
Racine Animation	385,00	
Rose des Sables	80,00	
Secours Populaire	2 360,00	Locaux mis à disposition
Theatre Pourpre	210,00	Locaux mis à disposition
USSIF	100,00	
Yoga et Serenite	200,00	
Entreprises		
Personnes physiques		
Autres		
Personnes de droit public		
Etat		
Régions		
Départements		
Communes		
CCAS Mée sur seine	108 300,00	
Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...)		
Autres		
College jean de la Fontaine	500,00	
FSE College Elsa Triolet	1 500,00	
FSE College La Fontaine	1 200,00	
TOTAL GENERAL	**935 617,04**	

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**4,00**	**0,00**	**4,00**	**4,00**	**0,00**	**4,00**
Directeur général des services	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur général adjoint des services	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Directeur général des services techniques	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**92,00**	**1,00**	**93,00**	**72,00**	**7,00**	**79,00**
Adjoint administratif	C	20,00	0,00	20,00	15,00	2,00	17,00
Adjoint administratif principal 1er classe	C	6,00	0,00	6,00	4,00	0,00	4,00
Adjoint administratif principal 2ème classe	C	32,00	1,00	33,00	30,00	0,00	30,00
Attaché	A	11,00	0,00	11,00	6,00	3,00	9,00
Attaché Hors classe	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Attaché principal	A	5,00	0,00	5,00	3,00	1,00	4,00
Collaborateur de cabinet	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Directeur Territorial	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Rédacteur	B	8,00	0,00	8,00	7,00	0,00	7,00
Rédacteur principal 1ere classe	B	4,00	0,00	4,00	4,00	0,00	4,00
Rédacteur principal 2ème classe	B	3,00	0,00	3,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		**179,00**	**5,00**	**184,00**	**135,00**	**29,00**	**164,00**
Adjoint technique	C	72,00	5,00	77,00	39,00	28,00	67,00
Adjoint technique principal de 1ere classe	C	10,00	0,00	10,00	8,00	0,00	8,00
Adjoint technique principal de 2ème classe	C	63,00	0,00	63,00	58,00	0,00	58,00
Agent de maitrise	C	10,00	0,00	10,00	10,00	0,00	10,00
Agent de maitrise principal	C	12,00	0,00	12,00	11,00	0,00	11,00
Ingénieur	A	2,00	0,00	2,00	1,00	1,00	2,00
Ingénieur principal	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Technicien	B	3,00	0,00	3,00	2,00	0,00	2,00
Technicien principal de 1ère classe	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Technicien principal de 2ème classe	B	4,00	0,00	4,00	3,00	0,00	3,00
FILIERE SOCIALE (d)		**26,00**	**0,00**	**26,00**	**19,00**	**2,00**	**21,00**
Agent spécialisé des écoles maternelles principal de 1ere classe	C	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
Agent spécialisé des écoles maternelles principal de 2ème classe	C	12,00	0,00	12,00	11,00	0,00	11,00
Assistant social éducatif	B	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00

Acusé de réception en préfecture
077-217700854-20180329-DB_CM-13-70-BE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
Assistant social éducatif principal	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Educateur de jeunes enfants	B	3,00	0,00	3,00	1,00	1,00	2,00
Educateur principal de jeunes enfants	B	7,00	0,00	7,00	5,00	1,00	6,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		**35,00**	**3,00**	**38,00**	**31,00**	**3,00**	**34,00**
Auxiliaire de puériculture principale de 1ere classe	C	8,00	0,00	8,00	7,00	0,00	7,00
Auxiliaire de puériculture principale de 2ème classe	C	20,00	0,00	20,00	20,00	0,00	20,00
Diététicienne	B	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Infirmière soins généraux hors classe	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Médecin 2ème classe	A	0,00	1,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Médecin hors classe	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Psychologue	A	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Puéricultrice de classe normale	A	2,00	0,00	2,00	0,00	1,00	1,00
Puéricultrice de classe supérieure	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Puéricultrice hors classe	A	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**9,00**	**1,00**	**10,00**	**7,00**	**1,00**	**8,00**
Conseiller A.P.S.	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Educateur des A.P.S.	B	1,00	1,00	2,00	1,00	1,00	2,00
Educateur des A.P.S. principal de 1ere classe	B	5,00	0,00	5,00	4,00	0,00	4,00
Educateur des A.P.S. principal de 2ème classe	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Opérateur qualifié des A.P.S.	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE CULTURELLE (h)		**22,00**	**20,00**	**42,00**	**16,00**	**17,00**	**33,00**
Adjoint du patrimoine	C	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
Adjoint du patrimoine principal de 1ere classe	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Adjoint du patrimoine principal de 2ème classe	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Assistant d'enseignement artistique principal de 1ere classe	B	12,00	1,00	13,00	9,00	0,00	9,00
Assistant d'enseignement artistique principale de 1ere classe	B	0,00	1,00	1,00	0,00	2,00	2,00
Assistant d'enseignement artistique principale de 2ème classe	B	0,00	17,00	17,00	1,00	13,00	14,00
Assistant de conservation	C	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
Assistant de conservation principal de 1ere classe	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Bibliothécaire	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Professeur Artistique hors classe	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Professeur d'enseignement artistique classe normale	A	1,00	1,00	2,00	0,00	2,00	2,00
FILIERE ANIMATION (i)		**45,00**	**50,00**	**95,00**	**20,00**	**69,00**	**89,00**
Adjoint d'animation	C	36,00	5,00	41,00	15,00	24,00	39,00
Adjoint d'animation principal de 2ème classe	C	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
Animateur	B	3,00	0,00	3,00	1,00	1,00	2,00

Acte publié et téléchargeable
ID : 077-217702552-20180329-DB18CM-DE-70-1-1
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
Animateur principal de 1ère classe	B	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Animateur principal de 2ème classe	B	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
Animateur saisonnier EMS-CLSH	C	0,00	45,00	45,00	0,00	44,00	44,00
FILIERE POLICE (j)		**16,00**	**0,00**	**16,00**	**15,00**	**0,00**	**15,00**
Brigadier chef principal	C	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
Chef de police municipale	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Gardien-Brigadier	C	12,00	0,00	12,00	11,00	0,00	11,00
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		**424,00**	**80,00**	**504,00**	**315,00**	**128,00**	**443,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
PM : Police.
OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels
110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DC
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N	C1.2

C1.2 – ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N (1)

ELUS BENEFICIAIRES DES ACTIONS DE FORMATION	ACTIONS DE FORMATION FINANCEES PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT
DIDIERLAURENT DENIS	JOURNEE D ETUDE PROJET EDUCATIF TERRITORIAL PAR GROUPE TERRITORIAL
YAZICI NURVAN	LA PRISE DE PAROLE NIVEAU 1 PAR FNESR LA MAISON DES ELUS

(1) Articles L. 2123-12 et L. 2123-14-1 du CGCT.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	C2

C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à LE MEE SUR SEINE (1). Toute personne a le droit de demander communication.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
Détention d'une part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
28/10/1974 - O/Construction Foyer Plein Ciel pour personnes âgées	EFIDIS			519 988,35
28/10/1974 - O/Construction Foyer Plein Ciel pour personnes âgées	EFIDIS			84 395,78
22/09/1977 - O/Construction 203 logements Courtilleraies	FOYERS DE SEINE ET MARNE			107 003,97
25/11/1977 - O/Construction 172 logements Courtilleraies	OPHLMS&M			182 481,47
15/12/1978 - O/Construction 172 logements Courtilleraies	OPHLMS&M			71 529,08
15/12/1978 - O/Construction 203 logements Courtilleraies	FOYERS DE SEINE ET MARNE			110 769,46
16/12/1992 - O/Acquisition logement 329 av Bir Hakeim	OPHLMS&M			28 682,22
25/06/1993 - Rachat aux accédants PAP en difficulté 1 logement	HLM FRANCE HABITATION			51 606,86
22/10/1993 - O/Acquisition 24 allée des Fusains	OPHLMS&M			28 305,21
22/10/1993 - O/Acquisition pavillon 84 rue J Houdon	OPHLMS&M			25 004,69
22/10/1993 - O/Acquisition pavillon 164 Beaumont du Gatinais	OPHLMS&M			28 443,63
22/10/1993 - O/Acquisition pavillon 63 rue Puget	OPHLMS&M			23 765,43
27/06/1994 - O/Acquisition pavillon 50 Impasse de la Motte	OPHLMS&M			37 526,09
21/12/1996 - O/Acquisition pavillon 138 rue des Belotins	OPHLMS&M			66 151,90
01/04/1997 - R/Réaménagement prêt Schweitzer	EFIDIS			2 109 262,79
06/09/1997 - O/Construction 92 logements Courtilleraies	EFIDIS			11 178,46
06/09/1997 - O/Construction 92 logements Courtilleraies	EFIDIS			47 309,81
06/09/1997 - O/Construction 92 logements Courtilleraies	EFIDIS			36 218,49
06/09/1997 - O/Construction 92 logements Courtilleraies	EFIDIS			69 460,13
21/12/1998 - O/Acquisition/Amélioration 2 logements 60 Quai des Tilleuls	FOYERS DE SEINE ET MARNE			269 682,32
20/12/1999 - R/Réaménagement prêt Schweitzer	EFIDIS			3 331 639,63
20/12/2000 - Fusion Bréau Courtilleraies	FOYERS DE SEINE ET MARNE			6 860 205,78
18/12/2001 - O/Réhabilitation 75 logements Libération	EFIDIS			320 397,00
18/12/2001 - O/Réhabilitation 75 logements Libération	EFIDIS			525 237,00
07/07/2005 - O/Réhabilitation 121 logements av Maurice Dauvergne	EFIDIS			965 000,00
04/10/2006 - R/Réaménagement 9 prêts	FOYERS DE SEINE ET MARNE			4 358 201,04
04/10/2006 - O/Construction 24 pavillons Montesquieu - Bruyère	LES TROIS MOULINS			9 156,00
04/10/2006 - O/Construction 24 pavillons Montesquieu - Bruyère	LES TROIS MOULINS			323 692,65

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

04/10/2006 - O/Construction 24 logements Monstesquieu - Bruyère	LES TROIS MOULINS			9 913,84
04/10/2006 - O/Construction 24 logements Montesquieu - Bruyère	LES TROIS MOULINS			23 901,23
04/10/2006 - R/Construction 24 pavillons Montesquieu - Bruyère	LES TROIS MOULINS			16 335,34
04/06/2007 - R1/Construction 122 logements Courtilleraies	FOYERS DE SEINE ET MARNE			131 875,23
04/06/2007 - R/Construction 70 logements square A. Carrel	FOYERS DE SEINE ET MARNE			47 264,27
04/06/2007 - O/Rachat 1 logement Courtilleraies	FOYERS DE SEINE ET MARNE			37 659,20
04/06/2007 - R1/Réaménagement de prêts	FOYERS DE SEINE ET MARNE			98 046,55
18/09/2007 - Construction 111 logements zac des Courtilleraies	RESIDENCE URBAINE DE FRANCE			897 499,44
14/04/2008 - Construction 43 logements Courtilleraies	LOGEMENT FRANCILIEN			1 486 314,02
14/04/2008 - Construction 4 logements Courtilleraies	LOGEMENT FRANCILIEN			118 245,50
14/04/2008 - Construction 40 logements Courtilleraies	LOGEMENT FRANCILIEN			552 753,39
14/04/2008 - Construction 50 logements Courtilleraies	LOGEMENT FRANCILIEN			1 659 099,28
11/06/2008 - R/Réaménagement prêts 48 logements Courtilleraies	FOYERS DE SEINE ET MARNE			1 926 976,40
11/06/2008 - R/Construction 96 logements H. Moissan	FOYERS DE SEINE ET MARNE			174 295,14
11/06/2008 - Réaménagement de prêt	FOYERS DE SEINE ET MARNE			174 272,08
18/09/2008 - Construction 111 logements zac des Courtilleraies	RESIDENCE URBAINE DE FRANCE			69 426,90
18/09/2008 - Construction 40 logements Courtilleraies	RESIDENCE URBAINE DE FRANCE			459 283,93
18/09/2008 - Construction 111 logements zac des Courtilleraies	RESIDENCE URBAINE DE FRANCE			1 687 194,55
18/09/2008 - Construction 40 logements Courtilleraies	RESIDENCE URBAINE DE FRANCE			703 382,29
18/09/2008 - Construction 111 logements zac des Courtilleraies	RESIDENCE URBAINE DE FRANCE			817 842,60
17/03/2009 - Réaménagement prêt	FOYERS DE SEINE ET MARNE			1 608 019,53
17/03/2009 - Réaménagement prêt	FOYERS DE SEINE ET MARNE			1 577 292,38
05/10/2009 - Amélioration 96 logements rue Eugène Delacroix	FOYERS DE SEINE ET MARNE			2 452 375,93
05/10/2009 - Rachat 154 logements les Acacias	VILOGIA	VILOGIA		6 983 454,00
23/12/2009 - Réhabilitation et résidentialisation 103 logements Croix Blanche	ANTIN RESIDENCES			1 095 649,00
23/12/2009 - Réhabilitation et résidentialisation 103 logements Croix Blanche	ANTIN RESIDENCES			417 845,00
23/12/2009 - Construction 19 logements rue du Pressoir	EFIDIS			493 706,00
23/12/2009 - Construction 19 logements rue du Pressoir	EFIDIS			2 247 434,00
01/04/2010 - Réhabilitation 892 logements Courtilleraies	FOYERS DE SEINE ET MARNE			1 229 590,00
06/04/2010 - Réhabilitation 100 logements Croix Blanche	ANTIN RESIDENCES			140 237,40
06/04/2010 - Réhabilitation 100 logements Croix Blanche	ANTIN RESIDENCES			755 124,00
09/12/2010 - Réhabilitation 154 logements Square R Rolland	FOYERS DE SEINE ET MARNE			1 604 714,00
14/12/2010 - Réhabilitétion48 logements sociaux rue G Coubet	FOYERS DE SEINE ET MARNE			24 885,00
14/12/2010 - Réhabilitation 154 logements Square R Roland	FOYERS DE SEINE ET MARNE			1 120 900,00
14/12/2010 - Réhabilitation 95 logements Résidence H Moissan	FOYERS DE SEINE ET MARNE			453 307,00
14/12/2010 - Réhabilitaion 96 logements Résidence H Moissan	FOYERS DE SEINE ET MARNE			1 [illegible] 433,00

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

14/12/2010 - Réhabilitation de 114 logements sociaux Rue Jacques Louis David	FOYERS DE SEINE ET MARNE			1 913 611,00
14/12/2010 - Réhabilitation de 70 logements sociaux Square Alexis Carrel	FOYERS DE SEINE ET MARNE			799 178,00
14/12/2010 - Réhabilitation de 70 logements sociaux Square Alexis Carrel	FOYERS DE SEINE ET MARNE			231 322,00
14/12/2010 - Réhabilitation de 110 logements Square Anatole France	FOYERS DE SEINE ET MARNE			862 974,00
14/12/2010 - Réhabilitation de 110 logements Square Anatole France	FOYERS DE SEINE ET MARNE			1 345 017,00
10/02/2011 - Création 1 logement Square des Sorbiers	OPHLMS&M			43 969,00
10/02/2011 - Création 1 logement Square des Sorbiers	OPHLMS&M			55 840,00
15/02/2011 - Résidentialisation de 175 logements Square des Sorbiers	OPHLMS&M			1 324 111,00
15/02/2011 - Création 3 logements Square des Sorbiers	OPHLMS&M			154 542,00
28/04/2011 - REHABILITATION 435 LOGEMENTS RESIDENCE CIRCE	LOGEMENT FRANCILIEN			7 733 267,00
27/09/2011 - RESIDENTIALISATION DE 127 LOGEMENTS SQUARE A SCHWEITZER	EFIDIS			616 000,00
30/09/2011 - REHABILITATION 127 LOGEMENTS RESIDENCE SQUARE A SCHWEITZER	EFIDIS			2 119 470,00
30/09/2011 - REHABILITATION 145 LOGEMENTS SQURE MARIE CURIE	FOYERS DE SEINE ET MARNE			2 213 859,00
21/10/2011 - REHABILITATION 83 LOGEMENTS SQUARE ANATOLE FRANCE	RESIDENCE URBAINE DE FRANCE			1 250 000,00
21/10/2011 - REHABILITATION 52 LOGEMENTS RUE BROGLIE B274L ET B275L	RESIDENCE URBAINE DE FRANCE			275 000,00
11/07/2012 - REHABILITATION 170 LOGEMENTS	OPHLMS&M			1 359 014,00
20/12/2012 - REHABILITATION RESIDENTIALISATION 80 LOGEMENTS ALLEE DES ACACIAS	VILOGIA	VILOGIA		1 119 131,00
20/12/2012 - ACQUISITION-AMELIORATION 4 LOGEMENTS 1 A 20 SQUARE MARIE CURIE	FOYERS DE SEINE ET MARNE			401 032,00
20/12/2012 - ACQUISITION-AMELIORATION 4 LOGEMENTS 1 A 20 SQUARE MARIE CURIE (Part foncière)	FOYERS DE SEINE ET MARNE			206 362,00
20/12/2012 - ACQUISITION-AMELIORATION 1 LOGEMENT 1 A 20 SQUARE MARIE CURIE	FOYERS DE SEINE ET MARNE			72 109,00
20/12/2012 - ACQUISITION-AMELIORATION 1 LOGEMENT 1 A 20 SQUARE MARIE CURIE (Part foncière)	FOYERS DE SEINE ET MARNE			48 406,00
20/12/2012 - ACQUISITION-AMELIORATION 3 LOGEMENTS	FOYERS DE SEINE ET MARNE			263 053,00
20/12/2012 - ACQUISITION-AMELIORATION 3 LOGEMENTS (Part foncière)	FOYERS DE SEINE ET MARNE			141 643,00
26/11/2013 - Résidentialisation de 45 logements - résidence le Circé	LOGEMENT FRANCILIEN			1 879 143,00
26/11/2013 - Acquisition-amélioration de 108 lgt : 41 allée de Montdauphin, 393 r de la Noue et 54 r Bois des Joi	LOGEMENT FRANCILIEN			9 413 991,00
03/10/2014 - Réhabilitation Parc Social Public - 145 logements 1 sq. Marie Curie	FOYERS DE SEINE ET MARNE			577 500,00
08/12/2014 - VILOGIA réhabilitation 74 logements 40.60.80 allée du bois de l'Etrier -convention 17319	VILOGIA	VILOGIA		50 284,00
08/12/2014 - VILOGIA réhabilitation 74 logements 40.60.80 allée du bois de l'Etrier -convention 17319	VILOGIA	VILOGIA		1 036 000,00
31/03/2015 - FOYERS DE SEINE ET MARNE amélioration et acquisition de 51 logements 257 allée de la Gare (CT20941)	FOYERS DE SEINE ET MARNE			395 193,99
31/03/2015 - FOYERS DE SEINE ET MARNE amélioration et acquisition de 51 logements 257 allée de la Gare (CT20941)	FOYERS DE SEINE ET MARNE			1 896 157,15

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

05/05/2015 - FOYERS DE SEINE ET MARNE 41 logements avenue de l'Europe	FOYERS DE SEINE ET MARNE			782 042,00
05/05/2015 - FOYERS DE SEINE ET MARNE 41 logements avenue de l'Europe	FOYERS DE SEINE ET MARNE			125 370,00
05/05/2015 - FOYERS DE SEINE ET MARNE 41 logements avenue de l'Europe	FOYERS DE SEINE ET MARNE			3 424 855,00
05/05/2015 - FOYERS DE SEINE ET MARNE 41 logements avenue de l'Europe	FOYERS DE SEINE ET MARNE			549 042,00
31/07/2015 - EFIDIS construction de 23 logements 145 route de Boissise	EFIDIS			65 153,00
31/07/2015 - EFIDIS construction de 23 logements 145 route de Boissise	EFIDIS			1 350 549,00
31/07/2015 - EFIDIS construction de 23 logements 145 route de Boissise	EFIDIS			384 773,00
31/07/2015 - EFIDIS construction de 23 logements 145 route de Boissise	EFIDIS			354 741,00
18/02/2016 - Rehabilitation de 44 logements Allée Albert Camus (manque Ctt+TA)	LES TROIS MOULINS			54 452,00
18/02/2016 - Rehabilitation de 44 logements Allée Albert Camus (manque Ctt+TA)	LES TROIS MOULINS			572 000,00
18/02/2016 - Rehabilitation de 32 logements Avenue Maurice Dauvergne (manque Ctt+TA)	LES TROIS MOULINS			39 601,00
18/02/2016 - Rehabilitation de 32 logements Avenue Maurice Dauvergne (manque Ctt+TA)	LES TROIS MOULINS			416 000,00
18/02/2016 - Rehabilitation de 32 logements Avenue de Bir-Hakeim (manque Ctt+TA)	LES TROIS MOULINS			37 616,00
18/02/2016 - Rehabilitation de 32 logements Avenue de Bir-Hakeim (manque Ctt+TA)	LES TROIS MOULINS			688 500,00
30/09/2016 - Résidence Europe, Parc social public, Acquisition en VEFA de 41 logements	FOYER DE SEINE ET MARNE			112 899,00
30/09/2016 - Résidence Europe, Parc social public, Acquisition en VEFA de 41 logements	FOYER DE SEINE ET MARNE			193 332,00
30/03/2017 - Réhabilitation de 145 logements Rés. Libération, situés route de Boissise	EFIDIS			1 740 000,00
30/03/2017 - Réhabilitation de 145 logements Rés. Libération, situés route de Boissise	EFIDIS			400 691,00
30/03/2017 - Réhabilitation de la Résidence "Les canards" située au 25 allée des Abeilles	EFIDIS			2 196 000,00
30/03/2017 - Réhabilitation de la Résidence "Les canards" située au 25 allée des Abeilles	EFIDIS			148 562,00
19/05/2017 - Opération Rés. La Croix Blanche -Réhabilitation de 203 logements, rue du marché Marais et av Vercors	ANTIN RESIDENCES			557 222,00
05/10/2017 - HABITAT 3 MOULINS - Réhabilitation de 127 logements à Le Mée-Sur-Seine	LES TROIS MOULINS			1 808 169,00
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat etc… et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée …).

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT	C3.1

C3.1 – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT

DESIGNATION DES ORGANISMES	DATE D'ADHESION	MODE DE FINANCEMENT (1)	MONTANT DU FINANCEMENT
Etablissements publics de coopération intercommunale			
COMMUNAUTE AGGLOMERATION MELUN VAL DE SEINE	01/01/2002	TPU	815 360,00
Autres organismes de regroupement			
SIESME SYNCICAT INTERCOMMUNAL DES ENERGIES S&M	26/11/1925		9 500,00
SIGF FOYER RESIDENCE LA CHESNAIE	23/05/1970		47 599,16

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle, fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES PAR LA COMMUNE	C3.2

C3.2 – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES (1)

Catégorie d'établissement	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	N° et date délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
CCAS	CCAS PRINCIPAL	01/01/1964	-	ACTION SOCIALE SANS HEBERGEMENT N.C.A	Non

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	C3.4

C3.4 – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie d'établissement	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	N° et date délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)
SERVICE CULTUREL	EXPLOITATION DE LA SALLE DU MAS	01/01/2012	12.04.170 - 16/04/2012	SPECTACLE

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	C3.5

C3.5 – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	11 991 058,01	9 094 582,74	2 148 446,68	748 028,59
RECETTES	11 991 058,01	6 302 132,35	1 781 535,37	3 907 390,29
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	33 605 008,37	29 597 880,13	0,00	4 007 128,24
RECETTES	33 605 008,37	34 470 614,04	0,00	-865 605,67

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget) (1)

(1) Ne sont pas pris en compte les CCAS et caisses des écoles, régies personnalisées …qui sont des personnes morales distinctes de la commune ou de l'établissement de rattachement juridique.
(2) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRIMITIF ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	11 991 058,01	9 094 582,74	2 148 446,68	748 028,59
RECETTES	11 991 058,01	6 302 132,35	1 781 535,37	3 907 390,29
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	33 605 008,37	29 597 880,13	0,00	4 007 128,24
RECETTES	33 605 008,37	34 470 614,04	0,00	-865 605,67
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	45 596 066,38	38 692 462,87	2 148 446,68	4 755 156,83
TOTAL GENERAL DES RECETTES	45 596 066,38	40 772 746,39	1 781 535,37	3 041 784,62

(1) Y compris les rattachements.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION PRESENTATION AGREGÉE ET CONSOLIDÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	C3.5

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (Cf. liste des principales opérations en annexe de la M14) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.

(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRIMITIF ET DES BUDGETS ANNEXES (après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	11 991 058,01	9 094 582,74	2 148 446,68	748 028,59
RECETTES	11 991 058,01	6 302 132,35	1 781 535,37	3 907 390,29
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	33 605 008,37	29 597 880,13	0,00	4 007 128,24
RECETTES	33 605 008,37	34 470 614,04	0,00	-865 605,67
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	45 596 066,38	38 692 462,87	2 148 446,68	4 755 156,83
TOTAL GENERAL DES RECETTES	45 596 066,38	40 772 746,39	1 781 535,37	3 041 784,62

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements.

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

IV – ANNEXES	IV
DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES	D1

D1 – TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES

Libellés	Bases notifiées (si connues à la date de vote)	Variation des bases/N-1 (%)	Taux appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%)	Variation de taux/N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit/N-1 (%)
Taxe d'habitation	26 355 000,00	2,18	16,00	0,00	4 216 800,00	-0,43
TFPB	20 671 000,00	1,47	26,62	0,00	5 502 620,00	3,18
TFPNB	40 900,00	-7,69	100,40	0,00	41 064,00	-8,91
CFE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL	**0,00**	**0,00**			**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 35
Nombre de membres présents : 24
Nombre de suffrages exprimés : 24
VOTES : 29
Pour : 23
Contre : 1
Abstentions : 5

Date de convocation : jeudi 22 mars 2018

Présenté par Mr Michel BILLECOCQ, 9ème adjoint au Maire, en charge de l'aménagement du territoire et des transports
Au Mée sur Seine , le 29 mars 2018

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session ordinaire
Au Mée sur Seine , le 29 mars 2018
Le Conseil Municipal délibérant,

Certifié exécutoire par le Maire, compte tenu de la transmission en préfecture, le 5/04/18 et de la publication 5/04/2018 A ,le

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

BUDGET PRINCIPAL

COMMUNE DE LE MEE SUR SEINE

Numéro SIRET : 217 702 851 00239

POSTE COMPTABLE DE TRESORERIE MELUN VAL DE SEINE SECTEUR PUBLIC LOCAL

JUSTIFICATIFS DES RESTES A REALISER DEPENSE

DEPENSE

M 14

COMPTE ADMINISTRATIF
Voté par nature

Année 2017

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

VILLE DU MEE SUR SEINE

555 route de Boissise
77350 LE MEE SUR SEINE

ETAT DES RESTES A REALISER - EXERCICE 2017

BUDGET COMMUNAL

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

LIBELLE	IMPUTATION				MONTANT
	16	165	020	LOYERS ET CHARGES	1 910,00 €
	16	165	90	LOYERS ET CHARGES	14 501,39 €
DEPOT DE GARANTIE	16	165			16 411,39 €
restes à réaliser au	16				16 411,39 €
	20	2051	020	ACQUISITION MODULE	33 987,37 €
SYSTEMES D'INFORMATION	20	2051			33 987,37 €
	20	20422	824	ACQUISITION MODULE	2 250,00 €
SYSTEMES D'INFORMATION	20	20422			2 250,00 €
restes à réaliser au	20				36 237,37 €
	21	2111	90	ACQUISITION TERRAIN	37 000,00 €
	21	2111			37 000,00 €
	21	2112	020	RETROCESSION HAMEAU	7 100,00 €
	21	2112			7 100,00 €
	21	2128	020	SQUARE MECKENHEIM POZO	6 098,84 €
	21	2128			6 098,84 €
	21	21311	020	HDV MISSION M.OEUVRE	6 000,00 €
BATIMENTS ADMINISTRATIFS	21	21311			6 000,00 €
	21	21312	211	TPS FENEZ + RACINE	26 722,20 €
	21	21312	213	RENOVAT. CHAUF. MOLIERE	60 036,13 €
BATIMENTS SCOLAIRES	21	21312			86 758,33 €
	21	21316	026	REPRISES CONCESSIONS	15 589,92 €
	21	21316			15 589,92 €
	21	21318	020	MISE NORMES SCIE A PANNEAUX	3 771,60 €
	21	21318	411	CAULAINCOURT EQUIP. SPORTIF	35 165,10 €
	21	21318	522	ESPACE JEUNESSE	3 957,24 €
	21	21318	64	CRECHE DIABOLO	10 566,74 €
AUTRES BATIMENTS PUBLICS	21	21318			53 460,68 €
	21	2135	020		
INSTALLATION GENERALE	21	2135			0,00 €
	21	2138	90	ACQUISITION CIRCE REST GARE	146 766,22 €
	21	2138			146 766,22 €
	21	2152	814	FOYER VETUSTE	11 463,42 €
	21	2152	822	SORBIER	25 139,40 €
INSTALLATION DE VOIRIE	21	2152			36 602,82 €
	21	21538	822	EXTENTION RESEAU CPAM	25 979,98 €
AUTRE RESEAU	21	21538			25 979,98 €
	21	21568	823	PPOTEAU INCENDIE	4 999,20 €
AUTRES MATERIEL INCENDIE	21	21568			4 999,20 €
	21	2158	823	TURBINE	1 140,00 €
AUTRE INST.MATERIEL OUTILS	21	2158			1 140,00 €
	21	2182	020	VEHICULE ESPACE VERT	26 111,60 €
MATERIEL DE TRANSPORT	21	2182			26 111,60 €
	21	2183	020	MATERIEL INFORMATIQUE	16 482,28 €
MATERIEL BUREAU INFORMATIQUE	21	2183			16 482,28 €
	21	2184	213	BANQUETTE RACINE -MOB.CAMUS	8 498,17 €
	21	2184	64	CRECHE DIABOLO	773,07 €
MOBILIER	21	2184			9 271,24 €

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

	21	2188	020	OUTIL MEUBLE CHAUD	25 968,13 €
	21	2188	025	SPHERE GONFLABLE	789,60 €
	21	2188	422	ENCEINTE SONO P.MERIDIENNE	396,00 €
	21	2188	64	MATIERIELS DIABOLO	4 961,06 €
AUTRE IMMOBILISATION CORPOR.	21	2188			32 114,79 €
restes à réaliser au	21				511 475,90 €
				TOTAL INVESTISSEMENT	564 124,66 €

PROGRAMMES					
	20	2031	020	NPNRU	50 000,00 €
CONSTRUCTION	20				50 000,00 €
	20				50 000,00 €
OPERATION 1601	21	21312	020	AD'AP	27 252,70 €
	21	21312	211		20 352,00 €
	21	21312	212		37 929,50 €
	21	21312	213		2 253,66 €
	21	21318	020		24 357,62 €
	21	21318	311		16 120,86 €
TRAVAUX	21				128 266,34 €
OPERATION 1701	21	21318	020	PPI	47 034,00 €
	21	21312	213		111 729,69 €
TRAVAUX	21				158 763,69 €
	21				287 030,03 €
OPERATION 1009	23	2313	025	MAISON ASSOCIATION	129 102,68 €
OPERATION 1401	23	2313	64	DIABOLO	69 824,98 €
OPERATION 1302	23	2313	510	MMU	425 700,00 €
CONSTRUCTION	23	2313			624 627,66 €
OPERATION 0905	23	2315	823	SYSTÈME VIDEO PROTECTION	235 246,54 €
OPERATION 1115	23	2315	822	CONCESSION AMENAGEMEN	95 027,40 €
OPERATION 1702	23	2315	823	JARDINS FAMILIAUX	94 190,39 €
OPERATION 1703	23	2315	824	ZONE VERTE PIETON CYCLE	198 200,00 €
INST.MATERIEL OUTILLAGE	23	2315			622 664,33 €
	23				1 247 291,99 €
				TOTAL PROGRAMMES	1 584 322,02 €

TOTAL DES RESTES A REALISER 2017	**2 148 446,68 €**

Arrêté à la somme de : DEUX MILLION CENT QUARANTE HUIT MILLE QUATRE CENT QUARANTE SIX EUROS ET SOIXANTE HUIT CENTIMES

Fait au Mée-sur-Seine, le 10/01/2018

Le Maire,

MAIRIE DU MÉE-SUR-SEINE 77350

Franck VERNIN

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

EDITION PAR CHAPITRE / Imputation / Crédits votés

LE MEE SUR SEINE - Exercice 2017

BUDGET PRINCIPAL (2)

CHAPITRE	T	M	LIBELLE	STADE	MONTANT	TOTAL BUDGET	EN COMMANDE	RESTE ENGAGE	SUR FACTURE	LIQUIDE	MANDATE	SOLDE	%	1/12
001	D	R												
001 01			Solde d'exé. reporté	BP	2 508 234,04	2 508 234,04						2 508 234,04		
Total 001	D	R				**2 508 234,04**						**2 508 234,04**		
0905	D	R	**SYSTEME DE VIDEO PROTECTION**											
2315 823 0905			SYSTEME DE VIDEO PROTECTION	BP	226 000,00	318 106,20		235 246,54			82 859,66		100,00	12,00
				RE	92 106,20									
Total 0905	D	R	**SYSTEME DE VIDEO PROTECTION**			**318 106,20**		**235 246,54**			**82 859,66**		**100,00**	**12,00**
1009	D	R	**MAISON DES ASSOCIATIONS**											
2313 025 1009			MAISON DES ASSOCIATIONS	BP	102 500,00	847 313,06		129 102,68			718 210,38		100,00	12,00
				DM	200 870,00									
				RE	543 943,06									
Total 1009	D	R	**MAISON DES ASSOCIATIONS**			**847 313,06**		**129 102,68**			**718 210,38**		**100,00**	**12,00**
1115	D	R	**CONCESSION AMENAGEMENT (74.80.8**											
2315 822 1115			CONCESSION AMENAGEMENT (74.80.83	BP	360 000,00	360 000,00		95 027,40				264 972,60	26,40	3,17
Total 1115	D	R	**CONCESSION AMENAGEMENT (74.80.8**			**360 000,00**		**95 027,40**				**264 972,60**	**26,40**	**3,17**
1116	D	R	**POINTS DE COLLECTE ENTERREE**											
2315 822 1116			POINTS DE COLLECTE ENTERREE	DM	-33 769,00	0,20						0,20		
				RE	33 769,20									
Total 1116	D	R	**POINTS DE COLLECTE ENTERREE**			**0,20**						**0,20**		
1302	D	R	**M.M.U**											
2313 510 1302			M.M.U	BP	433 780,00	850 000,00		425 700,00			10 002,95	414 297,05	51,26	6,15
				RE	416 220,00									
Total 1302	D	R	**M.M.U**			**850 000,00**		**425 700,00**			**10 002,95**	**414 297,05**	**51,26**	**6,15**
1401	D	R	**DIABOLO**											
2313 1401			DIABOLO	BP	848 000,00	1 169 150,88		69 824,98			1 099 325,90		100,00	12,00
				RE	332 700,88									
				DM	-11 550,00									
Total 1401	D	R	**DIABOLO**			**1 169 150,88**		**69 824,98**			**1 099 325,90**		**100,00**	**12,00**
1402	D	R	**POLICE MUNICIPAL RESIDENCE SOLEA**											
2313 2 1402			POLICE MUNICIPAL RESIDENCE SOLEA	RE	15 643,20	15 643,20					15 643,20		100,00	12,00
Total 1402	D	R	**POLICE MUNICIPAL RESIDENCE SOLEA**			**15 643,20**					**15 643,20**		**100,00**	**12,00**

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-7DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

EDITION PAR CHAPITRE / Imputation / Crédits votés

LE MEE SUR SEINE - Exercice 2017

BUDGET PRINCIPAL (2)

CHAPITRE	T	M	LIBELLE	STADE	MONTANT	TOTAL BUDGET	EN COMMANDE	RESTE ENGAGE	SUR FACTURE	LIQUIDE	MANDATE	SOLDE	%	1/12
16	D	R												
1641 01			Emprunts en Euros	BP	2 063 870,00	2 063 870,00					2 063 868,25	1,75	100,00	12,00
165 020			Dépôts et cautionnements reçus	BP	2 300,00	3 920,00		1 910,00			2 010,00		100,00	12,00
				RE	1 620,00									
165 90			Dépôts et cautionnements reçus	BP	15 400,00	17 201,39		14 501,39			2 700,00		100,00	12,00
				RE	1 801,39									
16818 01			Autres prêteurs	BP	5 490,00	5 490,00					5 489,60	0,40	99,99	12,00
Total 16	D	R				**2 090 481,39**		**16 411,39**			**2 074 067,85**	**2,15**	**100,00**	**12,00**
1601	D	R	**Ad'ap**											
21312 020 1601			Ad'ap					27 252,70				-27 252,70		
21312 211 1601			Ad'ap					20 352,00			12 329,54	-32 681,54		
21312 212 1601			Ad'ap					37 929,50			115 991,27	-153 920,77		
21312 213 1601			Ad'ap					2 253,66			11 838,00	-14 091,66		
21318 020 1601			Ad'ap					24 357,62			6 609,60	-30 967,22		
21318 311 1601			Ad'ap					16 120,86				-16 120,86		
21318 411 1601			Ad'ap								2 810,40	-2 810,40		
21318 64 1601			Ad'ap								2 577,60	-2 577,60		
2135 020 1601			Ad'ap	BP	190 000,00	190 000,00						190 000,00		
2188 020 1601			Ad'ap	BP	10 000,00	10 000,00					702,00	9 298,00	7,02	0,84
2313 020 1601			Ad'ap	RE	108 932,43	108 932,43					27 807,68	81 124,75	25,53	3,06
Total 1601	D	R	**Ad'ap**			**308 932,43**		**128 266,34**			**180 666,09**		**100,00**	**12,00**
1602	D	R	**NPNRU**											
2313 020 1602			NPNRU	RE	50 000,00	50 000,00		50 000,00					100,00	12,00
Total 1602	D	R	**NPNRU**			**50 000,00**		**50 000,00**					**100,00**	**12,00**
1701	D	R	**PPI**											
2312 213 1701			PPI	BP	111 729,69	111 729,69		111 729,69					100,00	12,00
2316 026 1701			PPI								17 950,00	-17 950,00		
2318 020 1701			PPI	BP	100 000,00	100 000,00		47 034,00			35 016,00	17 950,00	82,05	9,85
Total 1701	D	R	**PPI**			**211 729,69**		**158 763,69**			**52 966,00**		**100,00**	**12,00**

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-7-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

EDITION PAR CHAPITRE / Imputation / Crédits votés

LE MEE SUR SEINE - Exercice 2017

BUDGET PRINCIPAL (2)

CHAPITRE	T	M	LIBELLE	STADE	MONTANT	TOTAL BUDGET	EN COMMANDE	RESTE ENGAGE	SUR FACTURE	LIQUIDE	MANDATE	SOLDE	%	1/12
1702	D	R	**JARDINS FAMILIAUX**											
2315 823 1702			JARDINS FAMILIAUX	BP	200 000,00	100 000,00		94 190,39			5 809,61		100,00	12,00
				DM	-100 000,00									
Total 1702	D	R	**JARDINS FAMILIAUX**			**100 000,00**		**94 190,39**			**5 809,61**		**100,00**	**12,00**
1703	D	R	**ZONE VERTE PIETON CYCLE**											
2315 824 1703			ZONE VERTE PIETON CYCLE	BP	200 000,00	200 000,00		198 200,00			1 800,00		100,00	12,00
				VC										
Total 1703	D	R	**ZONE VERTE PIETON CYCLE**			**200 000,00**		**198 200,00**			**1 800,00**		**100,00**	**12,00**
20	D	R												
2051 020			Concessions, droits similaires	BP	34 092,00	70 639,20		33 987,37			36 651,83		100,00	12,00
				RE	36 547,20									
Total 20	D	R				**70 639,20**		**33 987,37**			**36 651,83**		**100,00**	**12,00**
204	D	R												
2041511 020			Biens mobil., matériel & étude	DM	17 940,00	17 940,00					17 940,00		100,00	12,00
20422 824			Bâtiments et installations	BP	5 000,00	5 000,00		2 250,00			2 750,00		100,00	12,00
Total 204	D	R				**22 940,00**		**2 250,00**			**20 690,00**		**100,00**	**12,00**
21	D	R												
2111 90			Terrains nus	BP	30 000,00	33 000,00		37 000,00				-4 000,00	112,12	13,45
				RE	3 000,00									
2112 822			Terrains de voirie	DM	7 100,00	7 100,00		7 100,00			1,00	-1,00	100,01	12,00
2128 020			Autr agenc. et Aménag.terrains	DM	24 657,00	24 657,00		6 098,84			31 585,21	-13 027,05	152,83	18,34
21311 020			Hôtel de ville	BP	175 000,00	32 037,88		6 000,00			15 635,54	10 402,34	67,53	8,10
				DM	-150 000,00									
				RE	7 037,88									
21312 020			Bâtiments scolaires	BP	7 000,00	34 295,94					8 155,76	26 140,18	23,78	2,85
				RE	27 295,94									
21312 211			Bâtiments scolaires	BP	140 900,00	93 819,60		26 722,20			101 643,85	-34 546,45	136,82	16,42
				DM	-50 000,00									
				RE	2 919,60									
21312 212			Bâtiments scolaires	BP	30 000,00	35 267,35					30 543,28	4 724,07	86,61	10,39
				RE	5 267,35									
21312 213			Bâtiments scolaires	BP	45 500,00	201 809,26		60 036,13			132 937,40	8 835,73	95,62	11,47

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-7-1-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

EDITION PAR CHAPITRE / Imputation / Crédits votés

LE MEE SUR SEINE - Exercice 2017

BUDGET PRINCIPAL (2)

CHAPITRE		T	M	LIBELLE	STADE	MONTANT	TOTAL BUDGET	EN COMMANDE	RESTE ENGAGE	SUR FACTURE	LIQUIDE	MANDATE	SOLDE	%	1/12
21		D	R												
					DM	100 000,00									
					RE	56 309,26									
21312	251			Bâtiments scolaires	BP	5 400,00	17 848,00					1 203,60	16 644,40	6,74	0,81
					RE	12 448,00									
21316	026			Equipements du cimetière	BP	29 000,00	55 800,00		15 589,92			42 915,28	-2 705,20	104,85	12,58
					RE	26 800,00									
21318	020			Autres bâtiments publics	BP	41 300,00	109 001,62		3 771,60			39 299,75	65 930,27	39,51	4,74
					RE	67 701,62									
21318	025			Autres bâtiments publics								38 856,32	-38 856,32		
21318	112			Autres bâtiments publics	BP	710,00	710,00					708,00	2,00	99,72	11,97
21318	251			Autres bâtiments publics	BP	22 300,00	40 428,00					25 638,67	14 789,33	63,42	7,61
					RE	20 000,00									
					VC	-1 872,00									
21318	311			Autres bâtiments publics								1 440,00	-1 440,00		
21318	314			Autres bâtiments publics	BP	5 000,00	5 000,00					8 706,47	-3 706,47	174,13	20,90
21318	324			Autres bâtiments publics	RE	38 845,20	38 845,20					38 845,20		100,00	12,00
21318	411			Autres bâtiments publics	BP	170 000,00	170 891,49		35 165,10			168 375,31	-32 648,92	119,11	14,29
					RE	891,49									
21318	412			Autres bâtiments publics	BP	1 500,00	1 500,00					5 508,40	-4 008,40	367,23	44,07
21318	413			Autres bâtiments publics	BP	8 000,00	8 705,36					15 066,96	-6 361,60	173,08	20,77
					RE	705,36									
21318	421			Autres bâtiments publics	BP	3 000,00	22 678,99					22 963,15	-284,16	101,25	12,15
					RE	19 678,99									
21318	422			Autres bâtiments publics	BP	300 000,00	260 000,00		3 957,24			273 927,71	-17 884,95	106,88	12,83
					DM	-40 000,00									
21318	423			Autres bâtiments publics	RE	3 267,60	3 267,60					3 267,60		100,00	12,00
21318	4			Autres bâtiments publics	VC	18 658,00	18 658,00		10 566,74			45 190,92	-37 099,66	298,84	35,86
21318	423			Autres bâtiments publics	BP	39 500,00	39 500,00					10 550,52	28 949,48	26,71	3,21
21 5	0			Instal.Gén.,Ag.,Am. des Const.	BP	133 000,00	88 360,30					39 106,48	49 253,82	44,26	5,31
					RE	20 322,30									
					DM	-5 000,00									

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-7-0
DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

EDITION PAR CHAPITRE / Imputation / Crédits votés

LE MEE SUR SEINE - Exercice 2017

BUDGET PRINCIPAL (2)

CHAPITRE		T	M	LIBELLE	STADE	MONTANT	TOTAL BUDGET	EN COMMANDE	RESTE ENGAGE	SUR FACTURE	LIQUIDE	MANDATE	SOLDE	%	1/12
21		D	R												
					VC	-59 962,00									
2138	90			Autres constructions	BP	180 000,00	366 850,53		146 766,22			216 050,13	4 034,18	98,90	11,87
					RE	186 850,53									
2152	523			Installations de voirie	BP	4 000,00									
					VC	-4 000,00									
2152	814			Installations de voirie	BP	50 000,00	91 573,58		11 463,42			99 571,30	-19 461,14	121,25	14,55
					RE	41 573,58									
2152	822			Installations de voirie	BP	169 200,00	177 200,00		25 139,40			204 344,65	-52 284,05	129,51	15,54
					RE	8 000,00									
21533	020			Réseaux câblés	BP	3 000,00	3 000,00					4 909,80	-1 909,80	163,66	19,64
21538	020			Autres réseaux	BP	4 000,00	4 000,00						4 000,00		
21538	814			Autres réseaux	BP	90 000,00	109 000,00		25 979,98			26 769,85	56 250,17	48,39	5,81
					RE	19 000,00									
21568	020			autre mat. De def. Civile	BP	10 000,00	10 000,00		4 999,20			5 107,80	-107,00	101,07	12,13
21571	823			Matériel roulant	RE	10 000,00	10 000,00					33 600,40	-23 600,40	336,00	40,32
21578	822			Autre mat. Et outil. de Voirie	BP	14 300,00	14 300,00					14 508,00	-208,00	101,45	12,17
21578	823			Autre mat. Et outil. de Voirie								5 740,80	-5 740,80		
2158	020			Autres inst. mat. outil. techn	BP	2 000,00	2 000,00					126,07	1 873,93	6,30	0,76
2158	413			Autres inst. mat. outil. techn	BP	2 000,00	2 000,00					1 908,48	91,52	95,42	11,45
2158	822			Autres inst. mat. outil. techn	BP	1 350,00	1 350,00					1 270,10	79,90	94,08	11,29
2158	823			Autres inst. mat. outil. techn	BP	15 000,00	9 000,00		1 140,00			8 484,22	-624,22	106,94	12,83
					VC	-6 000,00									
2182	020			Matériel de transport	BP	38 000,00	74 705,60		26 111,60			49 517,88	-923,88	101,24	12,15
					RE	24 705,60									
					VC	12 000,00									
2182	823			Matériel de transport	BP	29 000,00	27 000,00						27 000,00		
					VC	-2 000,00									
2183	020			Mat.de bureau et Mat.Inform.	BP	91 640,00	129 703,52		16 482,28			113 915,77	-694,53	100,54	12,06
					RE	35 243,52									
					VC	2 820,00									
2183	213			Mat.de bureau et Mat.Inform.	BP	35 000,00	35 000,00					27 685,20	7 314,80	79,10	9,49

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-7-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

EDITION PAR CHAPITRE / Imputation / Crédits votés

LE MEE SUR SEINE - Exercice 2017

BUDGET PRINCIPAL (2)

CHAPITRE		T	M	LIBELLE	STADE	MONTANT	TOTAL BUDGET	EN COMMANDE	RESTE ENGAGE	SUR FACTURE	LIQUIDE	MANDATE	SOLDE	%	1/12
21		D	R												
2183	64			Mat.de bureau et Mat.Inform.	BP	12 000,00									
					VC	-12 000,00									
2184	020			Mobilier	BP	400,00	400,00					2 410,02	-2 010,02	602,51	72,30
2184	024			Mobilier	BP	1 000,00	1 000,00						1 000,00		
2184	025			Mobilier	BP	26 000,00	29 171,00					29 170,06	0,94	100,00	12,00
					VC	3 171,00									
2184	20			Mobilier	VC	195,00	195,00						195,00		
2184	212			Mobilier	VC	15 100,00	15 100,00						15 100,00		
2184	213			Mobilier	BP	30 000,00	47 956,36		8 498,17			54 801,97	-15 343,78	132,00	15,84
					DM	10 000,00									
					VC	72,00									
					RE	7 884,36									
2184	321			Mobilier	RE	1 110,64	1 110,64					1 110,13	0,51	99,95	11,99
2184	421			Mobilier	DM	12 000,00	12 000,00					3 014,48	8 985,52	25,12	3,01
2184	422			Mobilier								7 451,90	-7 451,90		
2184	522			Mobilier	BP	64 903,00	25 060,00					20 057,47	5 002,53	80,04	9,60
					VC	157,00									
					DM	-40 000,00									
2184	523			Mobilier	VC	230,00	230,00					222,70	7,30	96,83	11,62
2184	64			Mobilier	BP	32 000,00	57 169,00		773,07			56 393,36	2,57	100,00	12,00
					VC	25 169,00									
2184	020			Autres immo corporelles	BP	22 603,00	65 227,46		25 968,13			12 720,46	26 538,87	59,31	7,12
					VC	-9 220,00									
					RE	51 844,46									
2184	64			Autres immo corporelles	BP	4 300,00	7 033,00					7 622,66	-589,66	108,38	13,01
					VC	2 733,00									
2184	25			Autres immo corporelles	BP	5 000,00	1 829,00		789,60				1 039,40	43,17	5,18
					VC	-3 171,00									
2184	2			Autres immo corporelles	BP	8 400,00	11 341,44					8 975,04	2 366,40	79,13	9,50
					RE	2 941,44									
2184	213			Autres immo corporelles	VC	7 200,00	7 200,00					7 150,33	49,67	99,31	11,92

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-TD
DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

EDITION PAR CHAPITRE / Imputation / Crédits votés

LE MEE SUR SEINE - Exercice 2017

BUDGET PRINCIPAL (2)

CHAPITRE		T	M	LIBELLE	STADE	MONTANT	TOTAL BUDGET	EN COMMANDE	RESTE ENGAGE	SUR FACTURE	LIQUIDE	MANDATE	SOLDE	%	1/12
21		D	R												
2188	251			Autres immo corporelles	BP	2 040,00	2 040,00					2 622,00	-582,00	128,53	15,42
2188	314			Autres immo corporelles	BP	11 800,00	11 800,00					9 915,00	1 885,00	84,03	10,08
2188	411			Autres immo corporelles	VC	309,00	309,00					299,99	9,01	97,08	11,65
2188	414			Autres immo corporelles	BP	4 000,00	4 000,00					3 643,92	356,08	91,10	10,93
2188	421			Autres immo corporelles								4 125,16	-4 125,16		
2188	422			Autres immo corporelles	DM	6 000,00	6 404,00		396,00			403,20	5 604,80	12,48	1,50
					VC	404,00									
2188	522			Autres immo corporelles	DM	11 650,00	11 800,00					11 055,10	744,90	93,69	11,24
					VC	150,00									
2188	523			Autres immo corporelles	VC	1 872,00	1 872,00					1 872,00		100,00	12,00
2188	64			Autres immo corporelles	BP	45 690,00	53 675,00		4 961,06			48 365,78	348,16	99,35	11,92
					VC	7 985,00									
2188	814			Autres immo corporelles	BP	15 000,00	15 000,00					14 999,56	0,44	100,00	12,00
2188	822			Autres immo corporelles	BP	61 400,00	61 400,00					60 259,10	1 140,90	98,14	11,78
2188	823			Autres immo corporelles	BP	7 000,00	7 000,00					4 009,84	2 990,16	57,28	6,87
Total 21		**D**	**R**				**2 867 187,72**		**511 475,90**			**2 288 254,06**	**67 457,76**	**97,65**	**11,72**

TOTAL DEPENSE				**11 990 358,01**		**2 148 446,68**			**6 586 947,53**	**3 254 963,80**	**72,85**	**8,74**
TOTAL RECETTE												

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-7-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

RAR DETAILLE

N° BON	NOM FOURNISSEUR	NATURE	FONCTION	SERVICE	MONTANTS ENGAGES	OBSERVATION
2017004467	DIVERS EMPLOYES	165	020	FINANCES	1 910,00 €	DEPOT DE GARANTIE
2017004466	DIVERS COMMERCES	165	90	FINANCES	14 501,39 €	DEPOT DE GARANTIE
				TOTAL 165	16 411,39 €	
2017-4459	DOCAPOST FAST	2051	020	SYSTEMES INFORMATIONS	22 025,47 €	RAR CONCESSION DROITS SIMILAIRES
2017-3849	CEGID PUBLIC	2051	020	SYSTEMES INFORMATIONS	2 707,50 €	ACQUISITION MODULE GEDIC DOCKLINK
2017-3511	BERGER LEVRAULT	2051	020	SYSTEMES INFORMATIONS	5 792,40 €	ACQUISITION MODULE PARC AUTO
2017-1146	DOCAPOST FAST	2051	020	SYSTEMES INFORMATIONS	3 462,00 €	ACQUISITION MODULE FAST CHORUS
				TOTAL 2051	33 987,37 €	
2017-4461	DOCAPOST FAST	20422	824	HABITAT ET RENOVATION URBAN	2 250,00 €	SUBVENTION JARDIES
				TOTAL 20422	2 250,00 €	
2017-3919	SCP LE GAL	2111	90	URBANISME	34 000,00 €	ACQUISITION LOTS DOMAINE PUBLIC
2014-4230	SCP DUMAND	2111	90	URBANISME	3 000,00 €	ACQUISITION ENS TERRAIN BX22
				TOTAL 2111	37 000,00 €	
2017-2965	SELARL ARTIS RABEREAU NATHALIE	2112	822	URBANISME	7 100,00 €	RETROCESSION HAMEAU DU BOIS RUEJ.B POQUELIN
				TOTAL 2112	7 100,00 €	
2017003735	ECOGOM	2128	020	BATIMENT	132,49 €	SQUARE POZOBLANCO
2017003734	ECOGOM	2128	020	BATIMENT	736,20 €	SQUARE MECKENHEIM AIRE 2_Support
2017003733	ECOGOM	2128	020	BATIMENT	252,60 €	SQUARE MECKENHEIM AIRE 1_Scellement
2017003391	ECOGOM	2128	020	BATIMENT	2 655,55 €	SQUARE MECKENHEIM AIRE 1
2017002768	KOMPAN	2128	020	BATIMENT	2 078,40 €	ACCES PMR JEUX MANDELA
2017002066	DECOSOLCONFORT	2128	020	BATIMENT	243,60 €	SQUARE MANDELA SOL SOUPLE
				TOTAL 2128	6 098,84 €	
2017000962	ETE 45- BUREAU ETUDES	21311	020	BATIMENT	6 000,00 €	HDV MISSION DE MAÎTRISE D'OEUVRE
				TOTAL 21311	6 000,00 €	
2017003762	COMPAGNONS METALLIERS BREUZAF	21312	211	BATIMENT SCOLAIRE	13 471,20 €	ADAP Fenez resto portes ext
2017002785	CHARPENTIER	21312	211	BATIMENT SCOLAIRE	1 527,00 €	REPRISE CANALISATION EN VS RACINE
2017002777	QUASSI (QUALICONSULT SECURITE)	21312	211	BATIMENT SCOLAIRE	2 520,00 €	TPS FENEZ coordination SSI
2017002776	SOCOTEC	21312	211	BATIMENT SCOLAIRE	2 592,00 €	TPS FENEZ Contrôle technique
2017002097	JP GILLARD ENTREPRISE	21312	211	BATIMENT SCOLAIRE	6 612,00 €	TPS FENEZ WC + circulation
				21312-211	26 722,20 €	
2017004213	CHARPENTIER	21312	213	BATIMENT SCOLAIRE	3 540,00 €	AUTOLIQUIDATION TVA MARCHE 17/43
2017004082	CHARPENTIER	21312	213	BATIMENT SCOLAIRE	51 696,13 €	RENOVATION CHAUFFAGE GS MOLIERE
2017002477	ETE 45- BUREAU ETUDES	21312	213	BATIMENT SCOLAIRE	4 800,00 €	MAITRISE ŒUVRE CHAUFFAGE GS MOLIERE
				21312-213	60 036,13 €	
				TOTAL 21312	86 758,33 €	
2017004027	REBITEC NECROPOLIS	21316	026	CIMETIERE	15 589,92 €	REPRISES CONCESSIONS
				TOTAL 21316	15 589,92 €	
2017002794	ADEM MO	21318	020	BATIMENT ADMINISTRATIF	3 771,60 €	MISE AUX NORMES SCIE A PANNEAUX CTM
				21318-020	3 771,60 €	
2017002856	DELORME PEINTURE DECORATION	21318	411	BATIMENT SPORTIF	11 760,00 €	CAULAINCOURT MISE EN PEINTURE
2017002752	CASAL SPORT	21318	411	BATIMENT SPORTIF	4 662,10 €	CAULAINCOURT EQUIPEMENT SPORTIF
2017002751	CASAL SPORT	21318	411	BATIMENT SPORTIF	3 926,50 €	CAULAINCOURT EQUIPEMENT SPORTIF
2017002750	CASAL SPORT	21318	411	BATIMENT SPORTIF	14 816,50 €	CAULAINCOURT EQUIPEMENT SPORTIF
				21318-411	35 165,10 €	
2017003563	JP GILLARD ENTREPRISE	21318	522	BATIMENT	1 497,60 €	ESPACE JEUNESSE-TRAVAUX
2017002848	CHARPENTIER	21318	522	BATIMENT	2 459,64 €	ESPACE JEUNESSE-TRAVAUX PLOMBERIE
				21318-522	3 957,24 €	
2017003666	SEGE	21318	64	BATIMENT	7 750,80 €	TRX COMPLEMENTAIRES ELECTRIQUES
2017001843	GMV	21318	64	BATIMENT	1 574,40 €	MISSION D'ASSISTANCE MAITRE D'OUVRAGE
2017004189	PUBLICITE BENOIST	21318	64	CRECHES	546,00 €	DIABOLO/PANNEAU
2017004246	ECOGOM	21318	64	BATIMENT	695,54 €	Crèche DIABOLO_Panneaux_Devis N 1830 069
				21318-64	10 566,74 €	
				TOTAL 21318	53 460,68 €	
2017003921	SCP ERIC TRUFFET	2138	90	URBANISME	128 000,00 €	LOGEMENT CIRCE

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

RAR DETAILLE

N° BON	NOM FOURNISSEUR	NATURE	FONCTION	SERVICE	MONTANTS ENGAGES	OBSERVATION
2017002897	SCP ERIC TRUFFET	2138	90	URBANISME	1 500,00 €	PREEMPTION M. MALETTE 10, rue Noue
2016004297	SCP ERIC TRUFFET	2138	90	URBANISME	10 415,07 €	PREEMPTION 10 RUE DE LA NOUE BOUHELIER
2013003511	SCP BANTEGNY REVERCHON	2138	90	URBANISME	3 924,24 €	ACQUISITION LOT FSM
2013003510	SCP BANTEGNY REVERCHON	2138	90	URBANISME	2 926,91 €	ACQUISITION RES DE LA GARE
				TOTAL 2138	146 766,22 €	
2017004168	ALTI-ELECT	2152	814	VOIRIE	628,70 €	REMPLACEMENT FOYER VETUSTE 4D008
2017004162	ALTI-ELECT	2152	814	VOIRIE	523,34 €	REMPLACEMENT FOYER VETUSTE 3F036
2017003827	ALTI-ELECT	2152	814	VOIRIE	628,70 €	REMPLACEMENT FOYER VETUSTE 4A040
2017003824	ALTI-ELECT	2152	814	VOIRIE	523,34 €	REMPLACEMENT FOYER VETUSTE 4A007
2017003642	ALTI-ELECT	2152	814	VOIRIE	880,40 €	REMPLACEMENT CANDELABRE ET LANTERNE 5A019
2017003630	ALTI-ELECT	2152	814	VOIRIE	918,80 €	REMPLACEMENT CANDELABRE ET LANTERNE 5A062
2017002885	ALTI-ELECT	2152	814	VOIRIE	7 360,14 €	RENOVATION EP VETUSTE PARVIS DU COLLEGE
				2152-814	11 463,42 €	
2017003902	JP GILLARD ENTREPRISE	2152	822	VOIRIE	5 995,20 €	SORBIERS- ENDUIT MUR
2017003901	JP GILLARD ENTREPRISE	2152	822	VOIRIE	19 144,20 €	SORBIER-CREATION D'UN MUR
				2152-822	25 139,40 €	
				TOTAL 2152	36 602,82 €	
2017003520	ERDF - ENEDIS	21538	814	VOIRIE	6 979,98 €	EXTENSION POUR ALIMENTATION CPAM
2016003944	ERDF - ENEDIS	21538	814	VOIRIE	19 000,00 €	CONTRIBUTION FINANCIERE EXTENSION DE RESEAU
				TOTAL 21538	25 979,98 €	
2017003955	SUEZ EAU FRANCE	21568	823	VOIRIE	4 999,20 €	POTEAUX D INCENDIE REMPLACEMENT 2PI
				TOTAL 21568	4 999,20 €	
2017003759	LEPATRE ET FILS	2158	823	ESPACE VERT	1 140,00 €	TURBINE
				TOTAL 2158	1 140,00 €	
2017003472	GARAGE METIN	2182	020	MAGASIN PARC ROULANT	26 111,60 €	ACHAT D'UN VEHICULE ESPACES VERTS
				TOTAL 2182	26 111,60 €	
2017004164	INMAC WSTORE	2183	020	SYSTÈMES INFORMATION	16 482,28 €	RAR TELEPHONIE CTM
				TOTAL 2183	16 482,28 €	
2017001234	DEMCO	2184	213	SCOLAIRE	613,81 €	MAT MOB AUDIO BANQUETTE RACINE ELEM
2015002197	UGAP	2184	213	SCOLAIRE	7 884,36 €	MAT MOB AUDIO MOBILIER CAMUS ELEM
				2184-213	8 498,17 €	
2017003755	HABA FRANCE	2184	64	CRECHE	447,74 €	CRECHE DIABOLO/MATELAS-BANC ACCUEIL
2017001895	UGAP	2184	64	CRECHE	325,33 €	MOBILIER REHABILITATION DIABOLO
				2184-321	773,07 €	
				TOTAL 2184	9 271,24 €	
2017004114	HILTI FRANCE	2188	020	MAGASIN PARC ROULANT	736,13 €	OUTILLAGE HILTI - VOIRIE
2017004464	INMAC WSTOR	2188	020	FINANCES	10 000,00 €	MATERIEL INFORMATIQUE
2017004320	SOGEMAT	2188	020	FINANCES	2 232,00 €	MEUBLE CHAUD 1200X700X850
2017004463	IKEA	2188	020	FINANCES	13 000,00 €	RESERVE FINANCES
				2188-020	25 968,13 €	
2017004414	JCKELLER	2188	025	ADMINISTRATION DGS	789,60 €	SPHERE GONFLABLE EN PVC CRISTAL
				2188-025	789,60 €	
2017003390	BOULANGER CESSON	2188	422	PERISCOLAIRE	396,00 €	PAUSE MERIDIENNE ENCEINTES SONO
				2188-422	396,00 €	
2017003792	CAMEL DIAM	2188	64	CRECHES	4 259,65 €	DIABOLO/MATERIEL
2017003757	WESCO	2188	64	CRECHES	701,41 €	DIABOLO/MOBILIER DIVERS
				2188-64	4 961,06 €	
				TOTAL 2188	32 114,79 €	
				TOTAL INVESTISSEMENT	564 124,66 €	

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

RAR DETAILLE

N° BON	NOM FOURNISSEUR	NATURE	FONCTION	SERVICE	MONTANTS ENGAGES	OBSERVATION
				PROGRAMMES		
2017004448	DIVERS FOURNISSEURS	2031	020	1602 ADM AMENAGEMENT TERRITOIRE	50 000,00 €	NPNRU
				TOTAL 1602	50 000,00 €	
2017004454	QUALICONSULT	21312	020	1601 ADM AMENAGEMENT TERRITOIRE	4 273,36 €	
2017004453	BOARCHITECTURE	21312	020	1601 ADM AMENAGEMENT TERRITOIRE	18 930,08 €	
2017004452	BUREAU VERITAS CONSTRUCTION	21312	020	1601 ADM AMENAGEMENT TERRITOIRE	2 069,26 €	
2017004451	SOCOTEC	21312	020	1601 ADM AMENAGEMENT TERRITOIRE	1 320,00 €	
2017004450	SOCOTEC	21312	020	1601 ADM AMENAGEMENT TERRITOIRE	660,00 €	
2017003761	COMPAGNONS METALLIERS BREUZAF	21312	211	1601 ADM AMENAGEMENT TERRITOIRE	10 944,00 €	
2017002792	VULCAIN	21312	211	1601 ADM AMENAGEMENT TERRITOIRE	9 408,00 €	
2017004284	OMMA ASCENSEUR	21312	212	1601 ADM AMENAGEMENT TERRITOIRE	2 980,00 €	
2017004215	ELINAL ELECTRICITÉ	21312	212	1601 ADM AMENAGEMENT TERRITOIRE	4 310,00 €	ADAP
2017004039	SCHINDLER	21312	212	1601 ADM AMENAGEMENT TERRITOIRE	26 160,00 €	
2017003587	SCHINDLER	21312	212	1601 ADM AMENAGEMENT TERRITOIRE	4 479,50 €	
2017004073	CHARPENTIER	21312	213	1601 ADM AMENAGEMENT TERRITOIRE	2 253,66 €	
2017004455	SIROM	21318	020	1601 ADM AMENAGEMENT TERRITOIRE	24 357,62 €	
2017004075	CHARPENTIER	21318	311	1601 ADM AMENAGEMENT TERRITOIRE	3 248,87 €	
2017004071	BOUGET	21318	311	1601 ADM AMENAGEMENT TERRITOIRE	667,99 €	
2017003764	COMPAGNONS METALLIERS BREUZAF	21318	311	1601 ADM AMENAGEMENT TERRITOIRE	12 204,00 €	
				TOTAL 1601	128 266,34 €	
201704456	SEGE	21318	020	1701 AT BATIMENT	47 034,00 €	
201704465	SEGE	21312	213	1701 AT BATIMENT	111 729,69 €	PPI
				TOTAL 1701	158 763,69 €	
2017002379	LUXSOL AND BATILUX	2313	025	1009 ADM AMENAGEMENT TERRITOIRE	200,00 €	
2017000879	CAMILLE ASCENSEUR	2313	025	1009 ADM AMENAGEMENT TERRITOIRE	468,00 €	
2017000878	R-EL BAT	2313	025	1009 ADM AMENAGEMENT TERRITOIRE	227,99 €	
2017000877	BOUGET	2313	025	1009 ADM AMENAGEMENT TERRITOIRE	10 927,34 €	
2017000876	BOUARD SARL	2313	025	1009 ADM AMENAGEMENT TERRITOIRE	2 254,46 €	
2017000875	BOUARD SARL	2313	025	1009 ADM AMENAGEMENT TERRITOIRE	18 216,98 €	
2017000874	SEGE	2313	025	1009 ADM AMENAGEMENT TERRITOIRE	27 348,00 €	
2017000873	BOUGET	2313	025	1009 ADM AMENAGEMENT TERRITOIRE	2 908,56 €	
2017000869	BOUGET	2313	025	1009 ADM AMENAGEMENT TERRITOIRE	2 428,80 €	MAISON ASSOCIATION
2017000713	EIFFAGE ENERGIE	2313	025	1009 ADM AMENAGEMENT TERRITOIRE	4 908,83 €	
2017000211	ART TOIT	2313	025	1009 ADM AMENAGEMENT TERRITOIRE	6 025,20 €	
2017000210	JP GILLARD ENTREPRISE	2313	025	1009 ADM AMENAGEMENT TERRITOIRE	1 514,00 €	
2016004222	AIRR HABITAT	2313	025	1009 ADM AMENAGEMENT TERRITOIRE	19 896,02 €	
2016002477	PENISSON ARCHITECTE	2313	025	1009 ADM AMENAGEMENT TERRITOIRE	16 511,85 €	
2016002476	ANDREASSIAN ARCHITECTE	2313	025	1009 ADM AMENAGEMENT TERRITOIRE	14 816,65 €	
2016001165	QUALICONSULT	2313	025	1009 ADM AMENAGEMENT TERRITOIRE	450,00 €	
				TOTAL 1009	129 102,68 €	
2017004447	SCP ERIC TRUFFET	2313	510	1302 HABITAT RENOVATION URBAINE	68 542,25 €	
2014001734	BTA ARCHITECTES	2313	510	1302 HABITAT RENOVATION URBAINE	3 000,00 €	MMU
2013004506	SCP ERIC TRUFFET	2313	510	1302 HABITAT RENOVATION URBAINE	354 157,75 €	
				TOTAL 1302	425 700,00 €	
2017002795	BOUGET	2313	64	1401ADM AMENAGEMENT TERRITOIRE	8 194,59 €	
2017002787	COMPAGNONS METALLIERS BREUZAF	2313	64	1401ADM AMENAGEMENT TERRITOIRE	16 956,60 €	
2017000864	BOUGET	2313	64	1401ADM AMENAGEMENT TERRITOIRE	6 691,20 €	
2017000643	BOUGET	2313	64	1401ADM AMENAGEMENT TERRITOIRE	3 398,40 €	
2017000273	CHARPENTIER	2313	64	1401ADM AMENAGEMENT TERRITOIRE	1 897,93 €	DIABOLO
2017000257	JP GILLARD ENTREPRISE	2313	64	1401ADM AMENAGEMENT TERRITOIRE	3 467,08 €	
2016004356	QUALICONSULT	2313	64	1401ADM AMENAGEMENT TERRITOIRE	1 050,00 €	
2016004355	CITEC	2313	64	1401ADM AMENAGEMENT TERRITOIRE	14 084,59 €	
2016004354	COSTE ORBACH	2313	64	1401ADM AMENAGEMENT TERRITOIRE	14 084,59 €	
				TOTAL 1401	69 824,98 €	
2017004445	SPIE SOBECA	2315	823	0905 SYSTEMES D'INFORMATION	34 278,97 €	

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

RAR DETAILLE

N° BON	NOM FOURNISSEUR	NATURE	FONCTION	SERVICE	MONTANTS ENGAGES	OBSERVATION
2017004442	SPIE SOBECA	2315	823	0905 SYSTEMES D'INFORMATION	4 222,80 €	SYSTÈME VIDEO PROTECTION
2017004441	INXIA	2315	823	0905 SYSTEMES D'INFORMATION	1 691,53 €	
2017004014	SPIE SOBECA	2315	823	0905 SYSTEMES D'INFORMATION	2 185,92 €	
2017004013	SPIE SOBECA	2315	823	0905 SYSTEMES D'INFORMATION	180 332,95 €	
2016002595	SPIE SOBECA	2315	823	0905 SYSTEMES D'INFORMATION	5 948,17 €	
2015000763	TP GOULARD	2315	823	0905 SYSTEMES D'INFORMATION	6 586,20 €	
				TOTAL 0905	**235 246,54 €**	
2017004446	AMENAGEMENT 77	2315	822	1115 HABITAT RENOVATION URBAINE	95 027,40 €	CONCESSION AMENAGEMENT
				TOTAL 1115	**95 027,40 €**	
2017004457	JARDINS FAMILIAUX	2315	823	1702 ADM AMENAGEMENT TERRITOIRE	63 410,39 €	JARDINS FAMILIAUX
2017004235	JARDINS FAMILIAUX	2315	823	1702 ADM AMENAGEMENT TERRITOIRE	4 500,00 €	
2017002478	JARDINS FAMILIAUX	2315	823	1702 ADM AMENAGEMENT TERRITOIRE	26 280,00 €	
				TOTAL 1702	**94 190,39 €**	
2017004458	DUTERTRE & ASSOCIES	2315	824	1703 ADM AMENAGEMENT TERRITOIRE	189 560,00 €	ZONE VERTE PIETON CYCLE
2017002292	DUTERTRE & ASSOCIES	2315	824	1703 ADM AMENAGEMENT TERRITOIRE	8 640,00 €	
				TOTAL 1703	**198 200,00 €**	
				TOTAL PROGRAMMES	**1 584 322,02 €**	

TOTAL RAR 2017	**2 148 446,68 €**

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

ETAT DES DEPENSES NON MANDATEES - EXERCICE 2017

Etablissement : LE MEE SUR SEINE

Budget : BUDGET PRINCIPAL

Article	Engagement	Libellé de l'engagement	Tiers	Date de l'engagement	Bon de commande Marché / Contrat	Montant du reste engagé
165	2017004467	DEPOT GARANTIE PERSONNEL	DIVERS DEBITEUR MONETIQUE	31/12/2017		1 910,00
165	2017004466	DEPOT DE GARANTIE COMMERCE	DIVERS DEBITEUR MONETIQUE	31/12/2017		14 501,39
2031	2017004448	RAR NPNRU	DIVERS FOURNISSEUR	31/12/2017		50 000,00
20422	2017004461	SUBVENTION VERSE JARDIES	SDC LES JARDIES	31/12/2017		2 250,00
2051	2017003511	I/ACQUISITION DU MODULE PARC AUTO	BERGER LEVRAULT	05/10/2017	2017003511	2 970,00
2051	2017003849	I/ACQUISITION DU MODULE GEDIC DOCKLINK	CEGID PUBLIC	16/01/2018	2017003849	2 280,00
2051	2017003511	I/ACQUISITION DU MODULE PARC AUTO	BERGER LEVRAULT	05/10/2017	2017003511	2 822,40
2051	2017001146	I/ACQUISITION DU MODULE FAST CHORUS	DOCAPOST FAST (EX CDC FAST)	03/04/2017	2017001146	3 462,00
2051	2017004459	RAR CONCESSION DROITS SIMILAIRES	DOCAPOST FAST (EX CDC FAST)	31/12/2017		22 025,47
2051	2017003849	I/ACQUISITION DU MODULE GEDIC DOCKLINK	CEGID PUBLIC	16/01/2018	2017003849	427,50
2111	2017003919	acquisition ENS terrain BX22	SCP LE GAL CHARRIER DE RAVEL	24/10/2017	2017003919	34 000,00
2111	2014004230	ACUQISITION LOTS DOMAINE PUBLIC SUITE A DEMOLISTIO	SCP DUMAND & DUMAND	31/12/2016		3 000,00
2112	2017002965	I/Rétrocession Hameau du Bois rue J-B Poquelin	SELARL ARTIS RABEREAU NATHALIE	31/08/2017	2017002965	7 100,00
2128	2017003734	MI-SQUARE MECKENHEIM AIRE 2_Support	ECOGOM	16/10/2017	2017003734 M15/13	736,20
2128	2017003391	CI-SQUARE MECKENHEIM AIRE 1	ECOGOM	03/10/2017	2017003391	2 655,55
2128	2017003733	MI-SQUARE MECKENHEIM AIRE 1_Scellement	ECOGOM	16/10/2017	2017003733 M15/13	252,60
2128	2017003735	MI-SQUARE POZOBLANCO	ECOGOM	16/10/2017	2017003735 M15/13	132,49
2128	2017002066	Square Mandéla_Sol souple	DECOSOLCONFORT	13/06/2017	2017002066	243,60
2128	2017002768	CI-Accès PMR jeu Mandéla	KOMPAN	31/07/2017	2017002768	2 078,40
21311	2017000962	CP/HDV MISSION DE MAÎTRISE D'OEUVRE	ETE 45- BUREAU ETUDES	17/03/2017	2017000962	6 000,00
21312	2017004454	RAPPORT VERIFICATION ADAP 2016	QUALICONSULT	31/12/2017		4 273,36
21312	2017003587	CI/ ADAP FENEZ E1 ascenseur	SCHINDLER	11/10/2017	2017003587	4 479,50
21312	2017002477	CI/RENOVATION INSTALLATION CHAUFFAGE	ETE 45- BUREAU ETUDES	30/06/2017	2017002477	4 800,00
21312	2017004073	CI/ADAP PMR Fenez restaurant scolaire	CHARPENTIER	07/11/2017	2017004073 M17/07	2 253,66
21312	2017002097	CI/ TPS FENEZ WC + circulation	JP GILLARD ENTREPRISE	13/06/2017	2017002097 M17/01	6 612,00
21312	2017004450	CI/FENEZ-MISE AUX NORMES PMR	SOCOTEC	31/12/2017		660,00
21312	2017004452	CI/Mission SPS ADAP 2017/ascenseur FENEZ E1	BUREAU VERITAS CONSTRUCTION	31/12/2017		2 069,26
21312	2017004451	CI/Mission CT ADAP 2017/ascenseur FENEZ E1	SOCOTEC	31/12/2017		1 320,00
21312	2017004213	AUTOLIQUIDATION TVA MARCHE 17/43	CHARPENTIER	13/11/2017	M17/43	3 540,00
21312	2017002777	CI / TPS FENEZ coorination SSI	QUASSI (QUALICONSULT SECURITE)	31/07/2017	2017002777	2 520,00
21312	2017004465	RAR PPI ECOLE	SEGE	31/12/2017		111 729,69
21312	2017004082	RENOVATION CHAUFFAGE GS MOLIERE	CHARPENTIER	03/11/2017	M17/43	51 696,13

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03370-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

ETAT DES DEPENSES NON MANDATEES - EXERCICE 2017

Etablissement : LE MEE SUR SEINE

Budget : BUDGET PRINCIPAL

Article	Engagement	Libellé de l'engagement	Tiers	Date de l'engagement	Bon de commande Marché / Contrat	Montant du reste engagé
21312	2017002792	CI/ ADAP plein ciel maternelle portes extérieur	VULCAIN	02/08/2017	2017002792	9 408,00
21312	2017004284	FENER 1 CONSTRUCTION ASCENSEUR M17-17	OMMA ASCENSEUR	23/11/2017	M17/17	2 980,00
21312	2017004215	S/TRAITANT M17/17 ASCENSEUR FENEZ	ELINAL ELECTRICITÉ	13/11/2017	M17/17	4 310,00
21312	2017003762	CI/ ADAP Fenez resto portes ext	COMPAGNONS METALLIERS BREUZARD	20/10/2017	2017003762	13 471,20
21312	2017002776	CI / TPS FENEZ Contrôle technique	SOCOTEC	31/07/2017	2017002776	2 592,00
21312	2017004039	FENEZ P1 ASCENSEUR	SCHINDLER	30/10/2017	M17/17	26 160,00
21312	2017004453	MAITRISE OEUVRE FENEZ1-CHARNY-CAMUS	BOARCHITECTURE	31/12/2017		18 930,08
21312	2017003761	CI/ ADAP Abeille portes ext	COMPAGNONS METALLIERS BREUZARD	20/10/2017	2017003761	10 944,00
21312	2017002785	CI/ reprise canalisation en VS Racine	CHARPENTIER	01/09/2017	2017002785 M17/07	1 527,00
21316	2017004027	MI/REPRISES CONCESSIONS ECHUES 2017	REBITEC NECROPOLIS	07/11/2017	2017004027 M16-03	15 589,92
21318	2017002794	I/MISE AUX NORMES SCIE A PANNEAUX MENUISERIE CTM	ADEM MO	02/08/2017	2017002794	3 771,60
21318	2017003666	TRX COMPLEMENTAIRES ELECTRIQUES	SEGE	11/10/2017	2017003666	7 750,80
21318	2017004455	RAR ADAP	SIROM	31/12/2017		24 357,62
21318	2017002751	CI/ Caulaincourt équipement sportif	CASAL SPORT	24/07/2017	2017002751	3 926,50
21318	2017004456	RAR PPI	SEGE	31/12/2017		47 034,00
21318	2017004246	Crèche DIABOLO_Panneaux_Devis N 1830 069	ECOGOM	04/01/2018	2017004246 M15/13	695,54
21318	2017003764	CI/ ADAP charny portes ext	COMPAGNONS METALLIERS BREUZARD	30/11/2017	2017003764	12 204,00
21318	2017001843	MISSION D'ASSISTANCE A MAITRE D'OUVRAGE	GMV	04/10/2017	2017001843	1 574,40
21318	2017004075	CI/ADAP WC PMR Charny	CHARPENTIER	30/11/2017	2017004075 M17/07	3 248,87
21318	2017002752	CI/ Caulaincourt équipement sportif	CASAL SPORT	24/07/2017	2017002752	4 662,10
21318	2017002848	CP/ ESPACE JEUNESSE-TRAVAUX PLOMBERIE	CHARPENTIER	08/08/2017	2017002848 M17/07	2 459,64
21318	2017002856	CI / Caulaincourt mise en peinture	DELORME PEINTURE DECORATION	08/08/2017	2017002856 M17/09	11 760,00
21318	2017002750	CI/ Caulaincourt équipement sportif	CASAL SPORT	24/07/2017	2017002750	14 816,50
21318	2017003563	CP/SERVICE JEUNESSE - TRAVAUX	JP GILLARD ENTREPRISE	11/10/2017	2017003563 M17/01	1 497,60
21318	2017004189	CI/CRECHE DIABOLO-Fourniture et pose d'un panneau	PUBLICITE BENOIST	04/01/2018	2017004189	546,00
21318	2017004071	CI/ADAP Charny escaliers	BOUGET	30/11/2017	2017004071 M17/08	667,99
21318	2013003510	I/ACQUISITION RES DE LA GARE	SCP BANTEGNY REVERCHON COCHET	31/12/2016		2 926,91
21318	2016004297	PREEMPTION 10 RUE DE LA NOUE BOUHELIER	SCP ERIC TRUFFET	31/12/2016		10 415,07
21318	2017003921	RAR logement Circé	SCP ERIC TRUFFET	24/10/2017	2017003921	128 000,00
21318	2017002897	acquisition par préemption M. MALETTE 10, rue Noue	SCP ERIC TRUFFET	11/08/2017	2017002897	1 500,00

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

ETAT DES DEPENSES NON MANDATEES - EXERCICE 2017

Etablissement : LE MEE SUR SEINE

Budget : BUDGET PRINCIPAL

Article	Engagement	Libellé de l'engagement	Tiers	Date de l'engagement	Bon de commande Marché / Contrat	Montant du reste engagé
2138	2013003511	I/ACQUISITION LOT FSM	SCP BANTEGNY REVERCHON COCHET	31/12/2016		3 924,24
2152	2017003642	MI/REMPLACEMENT CANDELABRE ET LANTERNE 5A019	ALTI-ELECT	25/10/2017	2017003642 M15/09	880,40
2152	2017003630	MI/REMPLACEMENT CANDELABRE ET LANTERNE 5A062	ALTI-ELECT	25/10/2017	2017003630 M15/09	918,80
2152	2017003824	MI/ REMPLACEMENT FOYER VETUSTE 4A007	ALTI-ELECT	25/10/2017	2017003824 M15/09	523,34
2152	2017003901	CP/SORBIER-CREATION D'UN MUR	JP GILLARD ENTREPRISE	23/10/2017	2017003901	19 144,20
2152	2017003902	CP/SORBIERS- ENDUIT MUR	JP GILLARD ENTREPRISE	23/10/2017	2017003902	5 995,20
2152	2017002885	MI/RENOVATION EP VETUSTE PARVIS DU COLLEGE	ALTI-ELECT	11/08/2017	2017002885 M15/09	7 360,14
2152	2017004168	MI/ REMPLACEMENT FOYER VETUSTE 4D008	ALTI-ELECT	09/11/2017	2017004168 M15/09	628,70
2152	2017004162	MI/REMPLACEMENT FOYER VETUSTE 3F036	ALTI-ELECT	09/11/2017	2017004162 M15/09	523,34
2152	2017003827	MI/REMPLACEMENT FOYER VETUSTE 4A040	ALTI-ELECT	25/10/2017	2017003827 M15/09	628,70
21538	2016003944	I/CONTRIBUTION FINANCIERE POUR EXTENSION DE RESEAU	ERDF - ENEDIS	31/12/2016		19 000,00
21538	2017003520	HM/EXTENSION POUR ALIMENTATION CPAM	ERDF - ENEDIS	11/10/2017	2017003520	6 979,98
21568	2017003955	CI-Poteaux d'incendie_Remplacement 2 PI	SUEZ EAU FRANCE	25/10/2017	2017003955	4 999,20
2158	2017003759	CI / EV / TURBINE	LEPATRE ET FILS	20/10/2017	2017003759	1 140,00
2182	2017003472	I/ACHAT D'UN VEHICULE POUR LES ESPACES VERTS	GARAGE METIN	11/10/2017	2017003472	26 111,60
2183	2017004164	I/RAR TELEPHONIE CTM	INMAC WSTORE	07/11/2017	2017004164	16 482,28
2184	2015002197	I/MAT MOB AUDIO MOBILIER CAMUS ELEM	UGAP	31/12/2016		7 884,36
2184	2017001895	I/C MOBILIER REHABILITATION DIABOLO	UGAP	30/05/2017	2017001895	325,33
2184	2017001234	I/MAT MOB AUDIO BANQUETTE RACINE ELEM	DEMCO	05/04/2017	2017001234	613,81
2184	2017003755	CRECHE DIABOLO/MATELAS-BANC ACCUEIL	HABA FRANCE	16/10/2017	2017003755	447,74
2184	2017004320	MEUBLE CHAUD 1200X700X850	SOGEMAT	29/11/2017	2017004320	2 232,00
2188	2017003757	CRECHE DIABOLO/MOBILIER DIVERS	WESCO	16/10/2017	2017003757	701,41
2188	2017003792	CRECHE DIABOLO/MATERIEL	CAMEL DIAM	16/10/2017	2017003792	4 259,65
2188	2017004414	SPHERE GONFLABLE EN PVC CRISTAL	JCKELLER	14/12/2017	2017004414	789,60
2188	2017004114	LF/OUTILLAGE HILTI - VOIRIE	HILTI FRANCE	14/11/2017	2017004114	736,13
2188	2017003390	I/PAUSE MERIDIENNE ENCEINTES SONO	BOULANGER CESSON	28/09/2017	2017003390	396,00
2188	2017004463	RAR RESERVE FINANCES	IKEA FRANCE ENTREPRISE	31/12/2017		13 000,00
2188	2017004464	RAR MATERIEL DIVERS INFORMATIQUE	INMAC WSTORE	31/12/2017		10 000,00
2313	2017000257	TRAVAUX REHABILITATION CRECHE DIABOLO	JP GILLARD ENTREPRISE	23/01/2017	2017000257 M16/23	3 467,08
2313	2016001165	BUREAU CONTROL. RÉAMÉNAG. MAISON ASSO	QUALICONSULT	31/12/2016		450,00

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

ETAT DES DEPENSES NON MANDATEES - EXERCICE 2017

Etablissement : LE MEE SUR SEINE

Budget : BUDGET PRINCIPAL

Article	Engagement	Libelle de l'engagement	Tiers	Date de l'engagement	Bon de commande Marché / Contrat	Montant du reste engagé
2313	2017002795	CP/DIABOLO - RAVALEMENT ISOLATION	BOUGET	02/08/2017	2017002795 M17-35	8 194,59
2313	2017002379	REHAB MAISON ASSO LOT 10 ST TRAITANT	LUXSOL AND BATILUX	26/06/2017	M16/17	200,00
2313	2017000875	LOT8 TRX REHABILITATION MAISON ASSOCIATIONS	BOUARD SARL	09/03/2017	2017000875 M16/15	18 216,98
2313	2016004222	AMENAGEMENT MAISON ASSOCIATIONS	AIRR HABITAT	31/12/2016	M16/10	19 896,02
2313	2013004506	I/VEFA M.M.U.	SCP ERIC TRUFFET	31/12/2016		354 157,75
2313	2017000869	LOT5 TRX REHABILITATION MAISON ASSOCIATIONS	BOUGET	09/03/2017	2017000869 M16/12	2 428,80
2313	2017000877	LOT10 TRX REHABILITATION MAISON ASSOCIATIONS	BOUGET	09/03/2017	2017000877 M16/17	10 927,34
2313	2017004447	RAR MMU	SCP ERIC TRUFFET	31/12/2017		68 542,25
2313	2017000879	LOT12 TRX REHABILITATION MAISON ASSOCIATIONS	CAMILLE ASCENSEUR	09/03/2017	2017000879 M16/19	468,00
2313	2017000273	TRAVAUX REHABILITATION CRECHE DIABOLO	CHARPENTIER	23/01/2017	2017000273 M16/28	1 897,93
2313	2016002477	MO MAISON ASSOCIATIONS	PENISSON ARCHITECTE	31/12/2016	M14-03.1	16 511,85
2313	2016004355	MO REHABILITATION CRECHE DIABOLO	CITEC	31/12/2016	M15/32	14 084,59
2313	2017000713	AMENAGEMENT MAISON ASSOCIATIONS LOT 4 MENUISERIES	EIFFAGE ENERGIE	23/02/2017	M16/11	4 908,83
2313	2017000874	LOT7 TRX REHABILITATION MAISON ASSOCIATIONS	SEGE	09/03/2017	2017000874 M16/14	27 348,00
2313	2014001734	M.OEUVRE SECURITATION RESIDENCE ESPACE MMU	BTA ARCHITECTES	31/12/2016		3 000,00
2313	2016002476	MO MAISON ASSOCIATIONS	ANDREASSIAN ARCHITECTE	31/12/2016	M14-03.1	14 816,65
2313	2017000864	LOT 3 TRX REHABILITATION CRECHE DIABOLO	BOUGET	09/03/2017	2017000864 M16/25	6 691,20
2313	2017000210	TRAVAUX AMENAGEMENT MAISON ASSOCIATION	JP GILLARD ENTREPRISE	17/01/2017	2017000210 M16/08	1 514,00
2313	2017000643	LOT 2 TX REHABILITATION CRECHE DIABOLO	BOUGET	17/02/2017	2017000643 M16/24	3 398,40
2313	2017000878	LOT11 TRX REHABILITATION MAISON ASSOCIATIONS	R-EL BAT	09/03/2017	2017000878 M16/18	227,99
2313	2017000211	TRAVAUX AMENAGEMENT MAISON ASSOCIATIONS	ART TOIT	17/01/2017	2017000211 M16/09	6 025,20
2313	2016004354	MO REHABILITATION CRECHE DIABOLO	COSTE ORBACH	31/12/2016	M15/32	14 084,59
2313	2017002787	CP/DIABOLO-MENUISERIES EXTERIEUR	COMPAGNONS METALLIERS BREUZARD	02/08/2017	2017002787 M17/34	16 956,60
2313	2017000876	LOT9 TRX REHABILITATION MAISON ASSOCIATIONS	BOUARD SARL	09/03/2017	2017000876 M16/16	2 254,46
2313	2016004356	MISSION DE CONTROLE TECHNIQUE	QUALICONSULT	31/12/2016		1 050,00

Acusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03370-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

ETAT DES DEPENSES NON MANDATEES - EXERCICE 2017

Etablissement : LE MEE SUR SEINE

Budget : BUDGET PRINCIPAL

Article	Engagement	Libellé de l'engagement	Tiers	Date de l'engagement	Bon de commande Marché / Contrat	Montant du reste engagé
2313	2017000873	LOT6 TRX REHABILITATION MAISON ASSOCIATIONS	BOUGET	09/03/2017	2017000873 M16/13	2 908,56
2315	2017002292	CI/MISSION ETUDE AMENAGEMENT ENTRE PARC	DUTERTRE & ASSOCIES	30/11/2017	2017002292	8 640,00
2315	2017004235	MISSION EXPERTISE CONSEIL SUR GESTION ET ANIMATION	JARDINS FAMILIAUX	15/11/2017	2017004235	4 500,00
2315	2017004458	RAR ZONE VERTE PIETON CYCLE	DUTERTRE & ASSOCIES	31/12/2017		189 560,00
2315	2017004014	I/DEPOSE BAIE BIJ	SPIE SOBECA	27/10/2017	2017004014 M14-006	2 185,92
2315	2017004457	RAR JARDINS FAMILIAUX	JARDINS FAMILIAUX	31/12/2017		63 410,39
2315	2015000763	I/TRAVAUX DE VOIRIE PR FOURREAUX VIDEOPROTECTION	TP GOULARD	31/12/2016		6 586,20
2315	2016002595	MI/VIDEOPROTECTION - CAMERAS 2016	SPIE SOBECA	31/12/2016	M14-006	5 948,17
2315	2017002478	CI/MISSION MAITRISE OEUVRE REALISATION	JARDINS FAMILIAUX	30/06/2017	2017002478	26 280,00
2315	2017004441	AVENANT 2 VISA ETUDE	INXIA	22/12/2017	M13-45	1 691,53
2315	2017004442	I/REMPLACEMENT CAMERA 1	SPIE SOBECA	28/12/2017	2017004442 M14-006	4 222,80
2315	2017004013	I/VIDEOPROTECTION PROGRAMME 2017	SPIE SOBECA	27/10/2017	2017004013 M14-006	180 332,95
2315	2017004446	RAR CONCESSION AMENAGEMENT	AMENAGEMENT 77	31/12/2017		95 027,40
2315	2017004445	RAR SYSTEME VIDEOPROTECTION	SPIE SOBECA	31/12/2017		34 278,97
TOTAL						**2 148 446,68**

Désignation de l'établissement	ARRETE A LA SOMME	Signature
LE MEE SUR SEINE Comptable assignataire	DE deux million cent quarante huit mille quatre cent quarante six euros et soixante huit cts	

MAIRIE DU MEE SUR SEINE 77350

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

BUDGET PRINCIPAL

COMMUNE DE LE MEE SUR SEINE

Numéro SIRET : 217 702 851 00239

POSTE COMPTABLE DE TRESORERIE MELUN VAL DE SEINE SECTEUR PUBLIC LOCAL

JUSTIFICATIFS DES RESTES A REALISER DEPENSE

RECETTE

M 14

COMPTE ADMINISTRATIF
Voté par nature

Année 2017

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

VILLE DU MEE SUR SEINE
555 route de Boissise
77350 LE MEE SUR SEINE

ETAT DES RESTES A REALISER - EXERCICE 2017

BUDGET COMMUNAL

RECETTE D'INVESTISSEMENT

LIBELLE	IMPUTATION				MONTANT
FCTVA	10	10222	01	FINANCES	482 563,00 €
	10	10222			482 563,00 €
VIDEOPROTECTION 0905	13	1321	823	INFORMATIQUE	112 640,00 €
SUBENTION INVESTISSEMENT	13	1321	020	AT-ADMINISTRATION A.TERRITOIRE	333 333,00 €
SUBVENTION FENEZ DPV	13	1321	211	AT-ADMINISTRATION A.TERRITOIRE	160 000,00 €
SUBVENT. ESPACE JENNESSE DP	13	1321	522	AT-ADMINISTRATION A.TERRITOIRE	240 000,00 €
SUBVENT LIAISON DOUCE DPV	13	1321	824	AT-ADMINISTRATION A.TERRITOIRE	160 000,00 €
	13	1321			1 005 973,00 €
SUVENTION CAULAINCOURT	13	1323	411	AT-ADMINISTRATION A.TERRITOIRE	40 120,00 €
	13	1323			40 120,00 €
SUBVENTION DIABOLO CAF	13	1328	64	AT-ADMINISTRATION A.TERRITOIRE	192 900,00 €
SUBVENTION COLLECTE ENTERR	13	1328	822	AT-HABITAT ET RENOVATOIN URB.	59 979,37 €
	13	1328			252 879,37 €

TOTAL DES RESTES A REALISER 2017	**1 781 535,37 €**

Arrêté à la somme de : UN MILLION SEPT CENT QUATRE VINGT ONZE MILLE CINQ CENT TRENTE CINQ EURO ET TRENTE SEPT CENTIMES

Fait au Mée-sur-Seine, le 10/01/2017

Le Maire,

MAIRIE DU MÉE-SUR-SEINE 77350

Franck VERNIN

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

EDITION PAR CHAPITRE / Imputation / Crédits votés

LE MEE SUR SEINE - Exercice 2017

BUDGET PRINCIPAL (2)

CHAPITRE	T	M	LIBELLE	STADE	MONTANT	TOTAL BUDGET	EN COMMANDE	RESTE ENGAGE	SUR FACTURE	LIQUIDE	MANDATE	SOLDE	%	1/12
024	R	R												
024 01			Produit des cessions d'immobil	BP	1 250 003,00	1 250 003,00						1 250 003,00		
Total 024	R	R				**1 250 003,00**						**1 250 003,00**		
10	R	R												
10222 01			F.C.T.V.A.	BP	650 000,00	650 000,00		482 563,00			25 895,72	141 541,28	78,22	9,39
10223 01			T.L.E.								119,00	-119,00		
10226 01			Taxe d'aménagement	BP	160 000,00	160 000,00					85 086,93	74 913,07	53,18	6,38
1068 01			Exc. de Fonct. capitalisés	BP	2 603 221,95	2 603 221,95					2 603 221,95		100,00	12,00
Total 10	R	R				**3 413 221,95**		**482 563,00**			**2 714 323,60**	**216 335,35**	**93,66**	**11,24**
13	R	R												
1321 020			Etat et Etab. nationaux	BP	333 333,00	333 333,00		333 333,00					100,00	12,00
1321 211			Etat et Etab. nationaux	BP	160 000,00	160 000,00		160 000,00					100,00	12,00
1321 30			Etat et Etab. nationaux	RE	10 000,00	10 000,00					10 000,00		100,00	12,00
1321 522			Etat et Etab. nationaux	BP	240 000,00	240 000,00		240 000,00					100,00	12,00
1321 64			Etat et Etab. nationaux	RE	219 973,00	219 973,00						219 973,00		
1321 822			Etat et Etab. nationaux	RE	917 536,10	917 536,10					917 536,93	-0,83	100,00	12,00
1321 823			Etat et Etab. nationaux	RE	112 640,00	112 640,00		112 640,00					100,00	12,00
1321 824			Etat et Etab. nationaux	BP	160 000,00	160 000,00		160 000,00					100,00	12,00
1323 411			Départements	BP	40 120,00	40 120,00		40 120,00					100,00	12,00
13251 510			GFP de rattachement	RE	591 239,77	591 239,77					591 235,77	4,00	100,00	12,00
13251 523			GFP de rattachement	RE	23 404,71	23 404,71					23 404,71		100,00	12,00
13251 822			GFP de rattachement	RE	146 788,42	146 788,42					146 788,42		100,00	12,00
[illegible]			Autres	RE	60 000,00	60 000,00					58 020,83	1 979,17	96,70	11,60
[illegible]28			Autres	RE	98 379,00	98 379,00		192 900,00				-94 521,00	196,08	23,53
[illegible]28 822			Autres	RE	59 979,37	59 979,37		59 979,37					100,00	12,00
[illegible]42			Amendes de police	BP	50 000,00	45 350,00					45 355,00	-5,00	100,01	12,00
				DM	-4 650,00									
Total 13	R	R				**3 218 743,37**		**1 298 972,37**			**1 792 341,66**	**127 429,34**	**96,04**	**11,53**
	R	R												
[illegible]			Dépôts et cautionnements reçus	BP	1 500,00	1 500,00					770,00	730,00	51,33	6,16
[illegible]			Dépôts et cautionnements reçus	BP	2 000,00	2 000,00					2 500,00	-500,00	125,00	15,00
Total 16	R	R				**3 500,00**					**3 270,00**	**230,00**	**93,43**	**11,21**

Acusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

EDITION PAR CHAPITRE / Imputation / Crédits votés

LE MEE SUR SEINE - Exercice 2017

BUDGET PRINCIPAL (2)

CHAPITRE	T	M	LIBELLE	STADE	MONTANT	TOTAL BUDGET	EN COMMANDE	RESTE ENGAGE	SUR FACTURE	LIQUIDE	MANDATE	SOLDE	%	1/12
TOTAL DEPENSE														
TOTAL RECETTE						7 885 468,32		1 781 535,37			4 509 935,26	1 593 997,69	79,79	9,57

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-7-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

BONS DE COMMANDE 2016 RESTE A REALISER

N° BON	NOM FOURNISSEUR	CHAPITRE	NATURE	FONCTION	SERVICE	MONTANTS ENGAGES		lieu
2017000001	ETAT	10	10222	01	FINANCES	482 563,00		FCTVA
							482 563,00 €	
2016000004	ETAT	13	1321	823	S.INFORAMATIQUE	112 640,00		VIDEO PROTECTION
2017000006	ETAT	13	1321	20	A.TERRITOIRE	333 333,00		SUBV INVESTISSEMENT
2017000007	ETAT	13	1321	211	A.TERRITOIRE	160 000,00		EXTENTION FENEZ
2017000008	ETAT	13	1321	522	A.TERRITOIRE	240 000,00		ESPACE JEUNESSE
2017000009	ETAT	13	1321	824	A.TERRITOIRE	160 000,00		LIAISON DOUCE
							1 005 973,00 €	CAULAINCOURT
2017000010	ETAT	13	1323	411	A.TERRITOIRE	40 120,00		
		13	1323				40 120,00 €	
2016000005	DIVERS HABITAT	13	1328	822	1116	59 979,37		BORNE ENTEREE
2016000016	CAF	13	1328	64	A.TERITOIRE	192 900,00		DIABOLO
		13	1328				252 879,37 €	
					Total		1 781 535,37	

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018

ETAT DES RECETTES NON MANDATEES - EXERCICE 2017

Etablissement : LE MEE SUR SEINE

Budget : BUDGET PRINCIPAL

Article	Engagement	Libellé de l'engagement	Tiers	Date de l'engagement	Bon de commande Marché / Contrat	Montant du reste engagé
10222	2017000001	FCTVA 2017	ETAT	31/12/2017		482 563,00
1321	2017000008	SUBVENTION DPV 16 CREATION ESPACE JEUNESSE	ETAT	31/12/2017		240 000,00
1321	2017000015	SUBVENTION VIDEO PROTECTION	ETAT	31/12/2017		112 640,00
1321	2017000009	SUBV DPV LIAISONS DOUCES	ETAT	31/12/2017		160 000,00
1321	2017000007	SUBVENTION EXTENSION GS FENEZ	ETAT	31/12/2017		160 000,00
1321	2017000006	SUBVENTION SOUTIEN A L INVESTISSEMENT 2016	ETAT	31/12/2017		333 333,00
1323	2017000010	SUBVENTION GYMNASE CAULAINCOURT	CONSEIL DEPARTEMENTAL 77	31/12/2017		40 120,00
1328	2017000014	SUBVENTION POINT COLLECTE ENTERREE	DIVERS	31/12/2017		59 979,37
1328	2017000004	REHABILITATION DIABOLO+MOBILIER INVESTISSEMENT	CAF DE SEINE ET MARNE	31/12/2017		192 900,00
TOTAL						**1 781 535,37**

Désignation de l'établissement	ARRETE A LA SOMME	Signature
LE MEE SUR SEINE Comptable assignataire	DE un million sept cent quatre vingt un mille cinq cent trente cinq euros et trente sept centimes	

MAIRIE DU MEE-SUR-SEINE 77350

Accusé de réception en préfecture
077-217702851-20180329-2018DCM-03-30-DE
Date de télétransmission : 05/04/2018
Date de réception préfecture : 05/04/2018